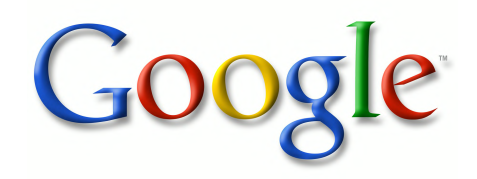

Google




1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE

HISTOIRE

DE

L'ENTENTE FRANCO-RUSSE

1886-1894



HISTOIRE

DE

L'ENTENTE FRANCO-RUSSE

1886-1894

DOCUMENTS ET SOUVENIRS

PAR

ÉLIE DE CYON

AVEC UN PORTRAIT DE KATKOF

TROISIÈME ÉDITION

PARIS
LIBRAIRIE A. CHARLES
8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8

1895

A LA MÉMOIRE VÉNÉRÉE

D'ALEXANDRE III

PRÉFACE

Conçue dans les conciliabules d'un cabinet de rédaction, née au milieu d'une lutte retentissante qui pendant une année tint en haleine les chancelleries et la presse du monde, dont la paix en dépendait, baptisée au bruit des canons de Cronstadt et de Toulon, l'alliance entre la Russie et la France a bouleversé l'orientation politique des puissances européennes alors que, pour ses adversaires comme pour ses partisans, la réalité de son existence était encore un légitime sujet de doute.

Du reste, l'obscurité qui plane sur l'entente franco-russe n'a, en soi, rien d'extraordinaire. Les événements de la politique étrangère sont peu connus des contemporains. En vain on publie chaque année des livres multicolores pour amuser les parlements qui y trouvent matière à discussions et interpellations ; en vain d'innombrables journaux officiels, officieux ou soi-disant indépendants prétendent fournir des indications sur les secrets des chancelleries, plus les informations se multiplient, plus s'épaissit le mystère dont les cabinets entourent leur action. Ce ne sont pas seulement les coulisses de la politique qui pendant de longues années restent igno-

rées du public; souvent un rideau impénétrable lui cache la pièce même où se jouent les destinées des peuples. Qui en 1877 soupçonnait l'existence du traité de Vienne[1], par lequel l'Autriche-Hongrie, à la veille de la guerre d'Orient, donna carte blanche à la Russie pour l'expulsion des Turcs de l'Europe? Qui à présent encore se doute que l'entente franco-russe procède du fatal Dreikaiserbund signé à Berlin[2] en mars 1884, de ce traité aux termes duquel la Russie et l'Autriche-Hongrie s'engageaient à observer une neutralité bienveillante pendant que l'Allemagne égorgerait la France, et obtenaient en retour la faculté de s'entre-déchirer dans des guerres interminables pour la possession des Balkans? En 1887, au cours de sa polémique avec Katkof, le prince de Bismarck a soulevé un coin du voile qui couvrait les stipulations de Vienne; mais de ce traité, dit de Skiernevice, où pourtant il a fait preuve d'une maestria incomparable dans l'art de tromper des alliés, le grand homme d'État se garde bien de se vanter. Et il a raison de n'en pas tirer orgueil, car cette œuvre diplomatique a été la cause de sa chute définitive, la petite pierre contre laquelle a trébuché sa toute-puissance. Pour des motifs d'un ordre moins relevé les alliés dupés observent le même silence.

Et ce nouveau traité russo-allemand de Berlin, de mars 1894, quelle n'a pas été la stupéfaction du public quand dernièrement, pour sauvegarder l'avenir des rapports entre la France et la Russie, nous en avons révélé les véritables dessous[3]!

L'entente franco-russe, quoique née en dehors et même en dépit des chancelleries, n'est pas plus connue que le traité

1. Voir chap. I.
2. Voir chap. III.
3. *M. Witte et les finances russes*. Paris, 1895, chap. II.

384 qui l'a engendrée. Les innombrables volumes dictés le prince de Bismarck à ses fidèles historiographes ient pu du moins éclairer ses contemporains sur l'origine accord dont il fut, sans le vouloir il est vrai, un des urs les plus puissants. Mais tous, ils ne touchent qu'avec extrême réserve aux événements de la politique extére pendant les années 1884-1887, se rapportant directeit aux causes qui amenèrent la rupture des relations sque séculaires entre la Russie et la Prusse. Les rares ails que l'ex-chancelier a daigné jeter en pâture à la curiopublique sont si contraires à la réalité des faits que, loin :laircir ces derniers, ils ne peuvent qu'épaissir encore les èbres qui les entourent.

En 1894, au moment où la politique d'accord entre la nce et la Russie était sur le point de succomber sous les orts réunis de ses multiples et indécourageables adversaires, rs que, mal dissimulé sous le déguisement d'une union ianière, reparaissait à l'horizon le spectre de l'alliance des is Empereurs, il devenait urgent de rappeler ce qu'ont ité à la Russie les quinze années de cette alliance (1872 887 et de raconter enfin l'histoire de l'entente francoise, avant d'avoir peut-être à en rédiger la nécrologie.

La relation des événements contemporains est toujours e tâche délicate, surtout quand on y a été tant soit peu mêlé. ur entreprendre cette difficile besogne, certaines condins sont indispensables à l'écrivain : une entière indépenice dans le passé comme dans le présent et une ferme ermination de dire la vérité sans ambages. On travestit faits toutes les fois qu'on tente de les habiller : c'est pouroi, depuis que des milliers de journaux racontent, chacun point de vue de ses intérêts particuliers, les incidents

quotidiens, aucun de ces récits ne répond à la réalité objective. Une seule obligation est imposée à l'historien : celle d'étayer par des documents incontestables toute assertion de quelque importance.

Libre de toute attache de parti ou de gouvernement, habitué à dire toujours et dans toutes les circonstances la vérité aussi bien aux amis qu'aux ennemis, nous avons pensé qu'en dehors de la connaissance intime des faits, cette indépendance et cette sincérité nous autorisaient à aborder le domaine, nouveau pour nous, des études historiques.

Quand, en 1886, nous résolûmes, Katkof et moi, d'entreprendre une campagne en faveur de l'alliance franco-russe, les motifs qui nous inspiraient n'étaient pas absolument identiques. Très sensible aux déboires de la Russie dans les Balkans, conséquence fatale du Dreikaiserbund, Katkof voulait avant tout amener la rupture de ce pacte néfaste. Pour moi, si je me jetai dans la politique militante, dont m'éloignaient à la fois mes occupations antérieures et mes goûts personnels, j'y fus poussé surtout par le désir de déjouer les projets agressifs que l'Allemagne et ses alliés avaient alors formés contre la France. Lorsque, au prix des luttes dont les diverses péripéties sont relatées dans ce livre, le danger de guerre, imminent en 1887, eut été conjuré, je n'abandonnai pas le champ de bataille où Katkof, victime de sa généreuse et patriotique initiative, venait de succomber glorieusement et où moi-même j'avais reçu plus d'une blessure. Indépendamment des raisons d'ordre général qui m'empêchaient de désarmer, ma conduite s'inspirait en partie de la piété pour le souvenir de mon inoubliable ami, en partie aussi de ce sentiment irrésistible qui nous attache à une cause, pour laquelle nous avons beaucoup sacrifié et beaucoup

souffert. Ayant toujours agi *motu proprio*, ayant seul assumé les responsabilités morales d'une entreprise dont seul aussi je subissais les risques matériels et les charges pécuniaires, exposé aux haines féroces des adversaires de l'alliance franco-russe et aux ressentiments plus implacables encore peut-être de ceux qui y sont entrés malgré eux, j'ai plus que le droit, j'ai le devoir de raconter en toute sincérité l'histoire des huit années de luttes dont cette alliance fut l'enjeu.

Toutefois l'engagement de ne dire que la vérité n'implique pas l'obligation de la dire tout entière. Plusieurs restrictions nous étaient commandées par notre ardent désir de voir aboutir à des résultats palpables, pour le plus grand bien de la France et de la Russie, l'alliance de ces deux peuples. Aussi, nous sommes-nous sévèrement interdit toute indiscrétion dont auraient pu tirer profit les adversaires de cette alliance. Nous avons également glissé sur certains actes dont la révélation eût fâcheusement impressionné le feu Tsar. Alexandre III a donné de si éclatantes preuves de sa droiture d'âme; il a suivi avec une si généreuse persistance la vraie voie de la politique nationale russe depuis qu'elle lui a été indiquée par le clairvoyant génie de Katkof; réfractaire aux sollicitations de son entourage intime comme aux intrigues et aux machinations de ses ennemis, il s'est si courageusement maintenu pendant des années sur le terrain d'une entente presque unilatérale avec la France, qu'il aurait été criminel autant que maladroit de dévoiler des agissements sur lesquels il aimait à fermer les yeux... La disparition du Tsar en qui s'incarnait d'une manière si ineffaçable la conscience nationale russe formée par dix siècles de luttes, de souffrances et de triomphes, ne peut nous affranchir de cette réserve.

Nous avons été également sobre dans le récit et l'appréciation des actes des gouvernants français. En nombre de cas, cette réserve s'imposait à un écrivain décidé à ne rien avancer qu'il ne pût appuyer par des preuves incontestables. D'ailleurs, l'indulgence n'est que de la justice vis-à-vis de certains diplomates de la République française dont la carrière a été interrompue par le hasard de quelque vote parlementaire. Ministres ou ambassadeurs, ils n'ont pas laissé d'être souvent utiles à leur pays en raison même de leur inexpérience des choses internationales. Les aveugles sont inaccessibles au vertige et, quand un attelage longe des précipices, le conducteur prudent met des œillères aux chevaux. Or, combien de fois, dans ces huit dernières années, la France n'a-t-elle pas côtoyé des abîmes! Lorsqu'ils ne suscitaient pas trop d'obstacles au maintien de l'entente franco-russe, lorsqu'ils ne jetaient pas trop de pavés sur la route par laquelle Alexandre III cherchait à mener la politique des deux nations vers le but suprême, ces novices, souvent mal à l'aise dans leurs fonctions, se trouvaient en somme n'avoir pas trop démérité de leur pays.

En politique comme dans les arts et dans la science, ne voit juste que celui qui voit autrement que la masse. Les conceptions de l'homme d'État, comme les intuitions de l'artiste et les découvertes du savant, ne sont réellement grandes et fructueuses que quand, — au début du moins, — elles rencontrent l'hostilité de la multitude. (C'est pourquoi le parlementarisme qui est le régime des majorités, devient stérile pour le bien et tout-puissant pour le mal lorsque les Chambres, au lieu de se borner à contrôler et à légiférer, empiètent sur les attributions de l'autorité gouvernementale.) Bien plus, telle idée géniale, dont l'évolution nor-

male eût été féconde, se déforme, s'étiole et tombe dans le ridicule dès que la foule inconsciente s'en est engouée. C'est un peu là le danger qui menace l'entente entre la France et la Russie. Les manifestations de Toulon m'avaient causé plus d'inquiétude pour l'avenir de cet accord que toutes les tergiversations, toutes les hostilités des hommes politiques et des diplomates des deux pays. L'expérience a prouvé que mes pressentiments ne me trompaient pas entièrement.

Il ne faut pourtant pas juger la valeur des événements historiques en prenant pour critérium l'enthousiasme ou le désenchantement des foules et ceux qui à présent décrient l'alliance franco-russe sont dans leur tort. En Russie comme en France, on entend depuis quelque temps des voix s'élever contre le rapprochement des deux nations, sous prétexte que cette entente de huit ans — une seconde dans la vie des peuples — n'a pas bouleversé le monde et que la Russie n'a pas apporté sur un plateau l'Alsace-Lorraine. Avoir épargné à la France en 1887 une invasion qui, dans les circonstances données, aurait menacé le pays d'un démembrement, avoir rendu au peuple français la conscience de sa force et le sentiment de sa grandeur renaissante, après les désastres amenés par les folies de ses gouvernants ; avoir, en lui garantissant la sécurité extérieure, permis à la République française de traverser impunément dix crises intérieures plus graves les unes que les autres, alors que la guettait un ennemi pour qui — sans parler même de calculs diaboliques et de rancunes en quelque sorte préhistoriques — la frontière ouverte d'un pays éblouissant de richesse et de prospérité constitue une tentation presque irrésistible, — tout cela n'est donc rien, tout cela ne prouve pas suffisamment la grande utilité de l'entente?

Si un accord à peine ébauché et resté si longtemps précaire a néanmoins donné de tels résultats, combien brillantes auraient été ses destinées sans les entraves que lui opposaient, dans leur aveuglement, ces mêmes adversaires intérieurs, qui lui reprochent maintenant sa prétendue stérilité !

Et la Russie a-t-elle moins profité de cette entente? Nous ne voulons pas revenir sur le précieux appui que la France en 1887 et 1888 a prêté au crédit russe menacé de ruine par la campagne du prince de Bismarck. Nous avons longuement traité cette question ailleurs[1]; il paraît même que ce rappel d'un service rendu dans les conjonctures les plus critiques offusque en Russie de prétendus patriotes à la mémoire courte. Mais n'est-ce donc rien que d'avoir en 1887 empêché la Russie de s'embarquer dans une nouvelle guerre d'Orient, d'avoir en 1890 déjoué les projets agressifs de la formidable coalition qui la menaçait? C'est grâce à cette entente, œuvre de Katkof, soutenu dans les conseils de l'Empereur par M. Pobiedonostzef et les comtes Delanof et Tolstoï, qu'Alexandre III est resté pendant huit ans l'arbitre de la paix européenne et que sa soudaine disparition a provoqué dans le monde entier une profonde et légitime émotion. Nous ne parlons que pour mémoire du service rendu à la Russie par le seul fait d'avoir à jamais discrédité et enterré la funeste école diplomatique de Nesselrode qui, continuée par Giers, avait réduit le grand empire à se faire l'humble instrument des ambitions prussiennes...

Est-il bien sûr que l'Allemagne elle-même ait à se plaindre du rapprochement qui s'est opéré depuis 1887 entre ses

1. *M. Witte et les finances russes.* Paris, Chamerot et Renouard, 5e édition, 1895.

voisins de l'Est et de l'Ouest? Outre que le grand crime d'une agression inqualifiable contre la France lui a été épargné devant l'histoire, qui peut répondre que le succès eût cette fois encore favorisé les armes allemandes et que les résultats obtenus auraient compensé les sacrifices que les visées orgueilleuses du chancelier tendaient à imposer au pays? L'histoire de l'entente franco-russe pourrait aussi s'intituler l'histoire de la décadence et de la chute du prince de Bismarck, et le pacifique peuple allemand, pour lequel la politique brouillonne du vieux chancelier de plus en plus subjugué par ses passions haineuses et ses appétits de domination était devenue un véritable péril national, devrait même quelque reconnaissance à ceux qui de 1887 à 1890 ont arrêté son bras prêt à déchaîner sur l'Europe le fléau d'une guerre universelle.

De l'autre côté du Rhin, il est vrai, nombreux sont ceux qui considèrent le conflit seulement ajourné et, partant de cette conviction, regrettent qu'il n'ait pas eu lieu au moment où toutes les chances paraissaient être en faveur de l'Allemagne. L'imminence d'une pareille lutte est-elle une fatalité inéluctable? Les problèmes de frontières sont-ils les seuls intérêts du continent européen? N'existe-t-il pas pour lui d'autres questions aussi vitales dont la solution est urgente, et ne pourrait-on pas décider ces litiges autrement que par la force des armes?

Ce n'est pas que nous comptions parmi les chauds partisans de la paix universelle. Loin de là. Nous estimons les rêves de désarmement et autres illusions de ce genre mille fois plus décevants et dissolvants pour les peuples que le haschich et l'opium pour les individus. Le cas présent de la Chine montre à quel réveil un grand pays est exposé quand

il s'est laissé bercer par ces songes dont la réalisation — heureusement pour l'humanité — est à jamais impossible. Alors que des philanthropes préconisent comme le terme ultime du progrès le retour de l'homme aux cavernes, ce n'est pas, semble-t-il, le moment d'oublier que la guerre est la forme la plus immuable de l'activité humaine, que le besoin de lutter et de combattre est aussi inhérent à notre nature que celui de respirer et de se reproduire. Le véritable dilemme se pose, non entre la guerre et la paix — l'hésitation ne serait pas possible, — mais entre la guerre extérieure et la guerre civile. L'Amérique — celle du Nord comme celle du Sud — en est la preuve vivante, et les publicistes qui offrent à l'imitation de l'Europe l'exemple des États-Unis sont des aveugles volontaires. A défaut de guerres extérieures qui donneraient une issue aux énergies combatives d'une race vigoureuse et pleine de sève, le moindre conflit intérieur atteint les proportions d'une guerre civile. Les grèves comme celles de Pittsbourg, Chicago et New-York le témoignent assez. Un J. Debbs serait devenu en Europe un conquérant illustre : aux États-Unis, ses exploits se bornent à la dévastation des villes et à la destruction des chemins de fer.

Mais tandis que la guerre extérieure exalte chez l'homme les plus nobles sentiments, le patriotisme, l'esprit d'abnégation et de sacrifice, le mépris des souffrances et de la mort, la guerre civile réveille les instincts brutaux, engendre l'envie haineuse, la lâcheté morale, la peur ignominieuse et la basse délation. Ajoutons que la première n'atteint que les hommes, et les hommes faits, dont elle abrège l'éphémère existence; la seconde, au contraire, choisit de préférence ses victimes parmi les femmes, les enfants et en général les faibles.

L'antagonisme entre Caïn et Abel a été la première manifestation de la combativité inhérente à l'homme. Depuis, le cercle des inimitiés homicides n'a fait que s'élargir : après la lutte entre membres d'une même famille, est venue la lutte entre voisins, entre villages, entre villes, entre provinces, pour arriver à la guerre de peuple à peuple. Le XIXe siècle n'a vu aux prises que des nationalités : au XXe siècle surgiront des conflits entre les continents, des guerres entre les diverses races, blanche, noire, jaune. Sous peine pour l'humanité civilisée de retourner à la barbarie et de sombrer dans les guerres civiles, les peuples d'Europe devront s'entendre pour clore définitivement l'ère des guerres entre eux et donner dans ces luttes des continents un libre essor aux besoins immuables de la nature humaine.

Certes Alexandre III méritait bien le titre de Pacificateur. Mais ce serait méconnaître complètement le vrai caractère de la politique nationale adoptée par lui en 1887, telle que l'a formulée en traits ineffaçables Katkof, que de représenter le Tsar défunt comme un partisan de la paix à tout prix. Sa hautaine impassibilité devant les provocations de la Triplice et des États secondaires inféodés à cette coalition, sa ferme opposition à tout projet d'agression contre la France, n'impliquaient nullement l'abandon des traditions séculaires de l'empire russe, bien au contraire. Seulement il aurait mille fois préféré voir se résoudre par des voies pacifiques les deux problèmes qui divisent les peuples du continent au profit exclusif de leurs rivaux d'outre-mer et des barbares de l'intérieur : la question des Dardanelles et celle de l'Alsace-Lorraine, devenues inséparables l'une de l'autre grâce aux fautes du prince de Bismarck. Libre de ces préoccupations, le gouvernement russe aurait pu consacrer tous ses efforts à

l'accomplissement de sa vaste mission en Asie. Mais, pacifique ou guerrière, la solution définitive de ces problèmes ne saurait être donnée que par une alliance étroite, formelle, effective, entre la France et la Russie. Les modestes accords établis à l'heure du péril, se bornant à une action commune en Orient et strictement limités aux besoins de la défense réciproque, ne pouvaient pas y suffire. Telle était la conviction intime d'Alexandre III, et il avait d'avance pris son parti de toutes les éventualités...

Mon récit s'arrête aux événements de la première moitié de l'année 1894. La disparition tragique d'Alexandre III a clos une époque historique dans la vie du peuple russe. Quelles sont les pensées du nouveau règne? Nous ne pourrions répondre à cette question que par des hypothèses, et il ne convient pas de nous y hasarder dans un livre consacré à l'exposé fidèle des événements du passé.

J'espère pour la France que ses guides actuels, qui ont déjà donné des preuves manifestes d'une compétence incontestable dans le maniement des affaires extérieures, seront dorénavant à la hauteur de la situation nouvelle. Il leur suffira pour cela d'être non pas plus sincèrement patriotes que leurs devanciers, — jamais je n'ai mis en doute l'amour de la France chez les nombreux hôtes qui se sont succédé au quai d'Orsay, — mais mieux éclairés sur les hommes et les choses de l'étranger. Si ce véridique récit des événements des huit dernières années peut y contribuer dans quelque mesure, je ne croirai pas avoir perdu ma peine.

E. DE CYON.

Mai 1895.

P. S. — La mémorable séance de la Chambre du 10 juin, où quatre ministres des affaires étrangères de la République se sont escrimés sur le terrain de l'entente franco-russe, ainsi que les quelques faits retentissants qui ont suivi cette journée parlementaire ne peuvent en rien modifier notre récit. Nous n'avons ni à retrancher ni à ajouter quoi que ce soit à l'exposé des événements passés. Tout au plus aurions-nous pu être tenté d'intervenir dans le débat soulevé par les derniers incidents. Mais, désirant ne pas mêler la polémique à l'histoire, nous résistons à cette tentation. Le lecteur attentif trouvera, d'ailleurs, dans notre livre ample satisfaction au désir sérieux de s'éclairer sur l'alliance entre les deux peuples, qui plus que jamais présente un palpitant intérêt d'actualité. Il saura aussi corriger lui-même une légère erreur de date commise par M. Ribot dans la chaleur de l'improvisation : ce n'est pas depuis *1891*, mais depuis *1887*, qu'« il y a quelque chose de changé en Europe » et que « la France a puisé sa sécurité dans l'alliance avec la Russie ». L'histoire véridique de l'entente franco-russe prouve même que c'est pendant la période comprise entre 1887 et 1891 que se sont accomplis les événements les plus décisifs de la nouvelle orientation politique des puissances européennes. Il suffit de les rappeler dans leur ordre chronologique :

1) *Janvier-avril 1887*. — Alexandre III rompt l'alliance des trois empereurs et oppose son veto à l'agression que la Triplice médite contre la France. Pour pouvoir mieux surveiller ses anciens alliés, la Russie renonce à intervenir en Bulgarie et commence à concentrer des troupes sur ses frontières occidentales. C'est de l'automne 1886 que date l'action parallèle des deux puissances en Orient, action qui

s'est depuis manifestée à Sofia, à Constantinople et au Caire.

2) *Mai-décembre 1887.* — Les relations entre le ministère des finances de Russie et la haute banque française sont renouées. Le premier traité de conversion est signé avec la maison Rothschild ; à Paris de puissants syndicats soutiennent le Trésor russe, en butte aux attaques du prince de Bismarck. De 1887 à 1889 le marché français est définitivement acquis à la Russie, qui se voit tout à fait affranchie de la suzeraineté économique de Berlin.

3) *De 1888 à 1890.* — Alexandre III déjoue toutes les intrigues du prince de Bismarck et ses projets de guerre sur les deux fronts. La coalition formée contre la Russie se disloque, et au mois de mars a lieu la chute définitive du chancelier de fer.

4) *1890 et 1891.* — Les chefs de l'armée russe sont autorisés à entrer en relations avec ceux de l'armée française ; le général Vannovsky se rend pour la première fois en France. Le ministère de la guerre français autorise ses ateliers à fabriquer des fusils Lebel pour l'armée russe et communique au cabinet de Saint-Pétersbourg le secret de la fabrication de la poudre sans fumée.

5) Dans la seconde période, depuis l'été de 1891 jusqu'à la mort d'Alexandre III, l'entente ou plutôt la *liaison* entre les deux pays — pour me servir d'une expression de Bismarck appliquée à l'alliance des trois empereurs en 1872 (Dreikaiserverhältniss au lieu de Dreikaiserbund) [1] — est enfin proclamée publiquement au milieu de manifestations retentissantes et de fêtes inoubliables. Mais, comme il arrive souvent dans les liaisons tardivement légitimées, — surtout quand

1. Voir page 22.

les personnes chargées d'établir les accords y étaient hostiles et n'avaient agi qu'avec le désir secret de les voir échouer[1], — la nouvelle phase de l'union entre la Russie et la France est frappée de stérilité; des nuages s'élèvent, des malentendus, presque des brouilles se produisent, et au début de 1894 une séparation, sinon un divorce, menaçait les conjoints, quand leurs ennemis ont réussi, par un nouveau traité de Berlin, à ramener la Russie dans le giron de l'alliance économique des trois empereurs.

Heureusement, dans ces derniers temps, les malentendus se sont dissipés et les nuages accumulés pendant l'année 1894 ont disparu : *on affirme même que les accords de 1891 entre la France et la Russie viennent d'être renouvelés et précisés*... L'alliance franco-russe serait donc sortie victorieuse et raffermie de la crise devenue aiguë par suite de la mort d'Alexandre III. Devant le fait de cette alliance destinée à dominer la politique internationale des dernières années du siècle, comment peut-on soulever des chicanes mesquines sur les incertitudes du texte ou les insuffisances de la rédaction? Comment douter de l'avenir quand on considère le long chemin parcouru depuis notre modeste entrée en campagne le 3 mai 1886?

1. Voir ch. XV, p. 128 et suivantes.

20 juin.

E. DE C.

Villa Mont-Riant, Territet (canton de Vaud).

HISTOIRE

DE

L'ENTENTE FRANCO-RUSSE

(1886-1894)

CHAPITRE PREMIER

SOMMAIRE. — La France et la Russie après la guerre de Crimée. — Fautes de la politique étrangère de Napoléon III; insurrection polonaise; attitude habile de M. de Bismarck; son double jeu avec la Russie et la Pologne insurgée; voyage de Manteuffel à Pétersbourg; Napoléon arrive trop tard; la vérité sur le voyage d'Alexandre II à Paris en 1867; pourquoi la Russie a gardé la neutralité en 1870; engagement fatal du tsar; le comte Andrassy empêche l'intervention de l'Autriche-Hongrie malgré la convention militaire établie par l'archiduc Albert et le général Lebreton et les promesses écrites de coopération.

Les projets agressifs de M. de Bismarck contre la France en 1875. — L'existence de ces projets prouvée par un historien allemand; intervention heureuse d'Alexandre II et du prince Gortschakof; récit de Geffcken; la vanité du chancelier russe et la rancune du chancelier allemand.

La crise d'Orient ouverte sous l'instigation de l'Allemagne. — La revanche de Bismarck; le gouvernement autrichien provoque l'insurrection de la Bosnie; dépêche de sir Henry Elliot; paroles de M. de Bismarck à M. d'Oubril; le chancelier allemand force la Russie à déclarer la guerre à la Turquie; Guillaume Ier désigne le commandant en chef de l'armée russe.

Le traité secret de Vienne en 1877; son texte. François-Joseph consent à l'expulsion des Turcs de l'Europe; résultat de ce consentement. La Russie trahie par ses deux alliées; l'armée russe poussée sur Constantinople malgré les résistances de ses chefs; télégramme désespéré du grand-duc Nicolas au tsar; le comte Ignatief et le congrès de Berlin. Embarras de Tisza; dépêches de Gortschakof à M. Novikof, de M. de Giers à d'Oubril; véritable caractère de l'alliance des trois empereurs en 1872; alliance ou liaison?

Pour pouvoir saisir les causes intimes et profondes de la crise de 1886-1887 et du changement si radical survenu dans le groupement des puissances européennes, il est indispensable de jeter un coup d'œil rapide sur les grands événements qui

HISTOIRE

DE

L'ENTENTE FRANCO-RUSSE

(1886-1894)

CHAPITRE PREMIER

SOMMAIRE. — La France et la Russie après la guerre de Crimée. — Fautes de la politique étrangère de Napoléon III; insurrection polonaise; attitude habile de M. de Bismarck; son double jeu avec la Russie et la Pologne insurgée; voyage de Manteuffel à Pétersbourg; Napoléon arrive trop tard; la vérité sur le voyage d'Alexandre II à Paris en 1867; pourquoi la Russie a gardé la neutralité en 1870; engagement fatal du tsar; le comte Andrassy empêche l'intervention de l'Autriche-Hongrie malgré la convention militaire établie par l'archiduc Albert et le général Lebreton et les promesses écrites de coopération.

Les projets agressifs de M. de Bismarck contre la France en 1875. — L'existence de ces projets prouvée par un historien allemand; intervention heureuse d'Alexandre II et du prince Gortschakof; récit de Geffcken; la vanité du chancelier russe et la rancune du chancelier allemand.

La crise d'Orient ouverte sous l'instigation de l'Allemagne. — La revanche de Bismarck; le gouvernement autrichien provoque l'insurrection de la Bosnie; dépêche de sir Henry Elliot; paroles de M. de Bismarck à M. d'Oubril; le chancelier allemand force la Russie à déclarer la guerre à la Turquie; Guillaume I[er] désigne le commandant en chef de l'armée russe.

Le traité secret de Vienne en 1877; son texte. François-Joseph consent à l'expulsion des Turcs de l'Europe; résultat de ce consentement. La Russie trahie par ses deux alliées; l'armée russe poussée sur Constantinople malgré les résistances de ses chefs; télégramme désespéré du grand-duc Nicolas au tsar; le comte Ignatief et le congrès de Berlin. Embarras de Tisza; dépêches de Gortschakof à M. Novikof, de M. de Giers à d'Oubril; véritable caractère de l'alliance des trois empereurs en 1872; alliance ou liaison?

Pour pouvoir saisir les causes intimes et profondes de la crise de 1886-1887 et du changement si radical survenu dans le groupement des puissances européennes, il est indispensable de jeter un coup d'œil rapide sur les grands événements qui

depuis 1866 ont modifié la face de l'Europe et bouleversé les rapports réciproques des forces et des influences des grandes nations. Presque aussitôt après la guerre de Crimée se manifestèrent des tentatives de rapprochement entre la Russie et la France. Si elles n'aboutirent pas, la faute en est exclusivement à la politique tortueuse de Napoléon III. Toujours flottant, hanté par les visions les plus extravagantes et les rêves d'avenir les plus contradictoires, nourrissant un faible pour la Prusse dont il déplorait « la situation géographique mal limitée », se croyant obligé par son passé révolutionnaire de soutenir partout le principe des nationalités, soumis aux influences les plus opposées ; avec cela superstitieux, mal renseigné, ce prince se laissa entraîner dans la déplorable campagne en faveur de l'insurrection polonaise, campagne sans succès possible et à laquelle l'Angleterre et l'Autriche ne s'étaient associées qu'avec l'espoir à peine dissimulé d'étouffer dans l'œuf toute velléité d'alliance franco-russe. La gravité de la faute commise par les Tuileries n'échappa point au prince de Bismarck, qui comprit aussitôt quel profit en pouvait tirer la cause de l'unité allemande. Il refusa catégoriquement de se joindre aux platoniques amis de la Pologne et s'entendit même avec le gouvernement russe pour lui faciliter la répression de l'insurrection. Mais, en même temps qu'il concluait une convention à cet effet, cédant à son éternel besoin de trahir ses alliés, il favorisait sous main le passage des insurgés polonais en Posnanie, les y laissait reformer leurs bandes, négociait secrètement avec plusieurs de leurs chefs, comme Kraszewsky, par l'entremise du député de Dantzig, M. Behrendt, les aidait à s'approvisionner d'armes en Belgique, etc...

Le gouvernement russe n'en garda pas moins une profonde reconnaissance à la Prusse pour son attitude en 1863 et le lui prouva en lui donnant carte blanche contre le Danemark en 1864 et contre l'Autriche en 1866. Les succès foudroyants de l'armée prussienne et l'écrasante victoire de Sadowa émurent bien un peu le prince Gortschakof. M. d'Oubril, ambassadeur russe à Berlin, fut chargé de déclarer que « tout changement dans la constitution des États allemands qui n'aurait pas été sanctionné

par un congrès européen resterait non avenu pour la Russie ». Mais le général de Manteuffel, envoyé en mission extraordinaire à Pétersbourg au lendemain de la paix de Prague, réussit vite à modifier ces dispositions. La tâche lui fut facilitée dans une large mesure par l'amitié mêlée d'admiration qu'Alexandre II éprouvait pour son oncle revenu triomphant de la campagne de Bohême. Une vague promesse du prince de Bismarck fit le reste : le chancelier prussien donna à entendre que l'écrasement de l'Autriche était un acheminement à l'abrogation de l'article II du traité de Paris. C'en fut assez pour que le gouvernement russe, non content d'accepter les faits accomplis, se rapprochât sincèrement du cabinet de Berlin.

Se voyant joué par la Prusse, Napoléon III chercha de nouveau à s'entendre avec la Russie, mais il était trop tard. « On s'est pourvu ailleurs, » écrivit M. Benedetti.

La Russie était définitivement perdue pour la France impériale, et c'est à tort que certains publicistes français ont essayé dernièrement d'établir le contraire ; leurs prétendues révélations sur les rapports des deux pays à cette époque sont purement fantaisistes. Suivant quelques-uns, le prince Napoléon aurait, pendant son voyage à Varsovie, arrêté avec Alexandre II une convention qui permettait à la France de compter sur le concours de la Russie. Il serait superflu de réfuter une pareille assertion. Plus spécieux, sinon plus véridique, est le racontar sur le langage que le prince Gortschakof aurait tenu à M. de Chaudordy durant une visite que ce dernier lui fit en Suisse en 1873. L'empereur de Russie, lorsqu'il est venu à Paris en 1867, aurait dit le chancelier russe, « était animé des dispositions les plus favorables à un rapprochement. Il souhaitait ardemment en causer avec votre empereur et à plusieurs reprises il en a cherché l'occasion. Mais celui-ci se dérobait sans cesse et quelquefois avec si peu de ménagements que nous étions étonnés », etc... Si, en effet, le prince Gortschakof a parlé de la sorte, il a tout simplement mystifié son interlocuteur. Les relations de la Russie avec la Prusse étaient alors des plus cordiales. Le seul fait que le tsar choisit pour se rendre à Paris le moment où

Guillaume Ier s'y trouvait, indique clairement l'absence de toute arrière-pensée politique chez Alexandre II. Si telles étaient, à son arrivée en France, les dispositions de l'auguste voyageur, l'attentat de Berezowski et l'insulte subie au Palais de Justice ne durent pas les modifier.

La convention stipulée entre le général de Manteuffel et le gouvernement russe en 1866 liait-elle la Russie en 1870, et lui imposait-elle, *en tout état de cause*, une neutralité bienveillante à l'égard de la Prusse? Certes, non. Il y avait entente cordiale et non traité d'alliance ; aussi, lorsque la guerre de 1870 menaça d'aboutir au complet anéantissement de la France, la Russie, soucieuse de ses intérêts vitaux, aurait pu renoncer à son attitude expectante. Malheureusement, dès le début, la maladresse du duc de Grammont permit au prince de Bismarck d'abuser l'opinion publique en Europe sur les véritables responsabilités de la guerre. Trompé comme les autres par la fameuse dépêche d'Ems, ému de l'injure prétendument faite à un oncle qu'il vénérait, indigné de la persistance avec laquelle le gouvernement français, malgré la renonciation du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, semblait chercher un *casus belli*, et, ajoutons-le, privé des lumières de son chancelier qui se trouvait alors en Suisse, Alexandre II, en apprenant la déclaration de guerre, commit l'irréparable faute de télégraphier à Guillaume pour lui promettre une stricte neutralité, quoi qu'il pût arriver. Engagement fatal, pris dans une heure d'entraînement, et qui a lourdement pesé sur l'histoire des vingt dernières années. Le prince Gortschakof revint en toute hâte à Pétersbourg, mais trop tard pour pouvoir atténuer l'effet d'une démarche dont il prévoyait les déplorables conséquences, aussi bien pour la Russie que pour la France. Du reste, la promesse du tsar n'impliquait pas autre chose qu'une neutralité bienveillante et nous avons déjà réfuté ailleurs le reproche adressé à la Russie d'avoir exercé une pression sur l'Autriche pour l'empêcher d'intervenir en faveur de la France :

... Napoléon III n'aurait jamais dû se faire illusion sur le secours qu'il pouvait attendre de ce côté. Déjà, en 1867, le comte Andrassy lui

avait fait à Paris cette déclaration très nette : « Sire, je sais qu'on vous entretient d'un traité d'alliance avec l'Autriche contre la Prusse, jamais un pareil traité ne se réalisera. D'ailleurs, un traité n'a de valeur *que s'il est exécutable; or, je vous le déclare catégoriquement, jamais la Hongrie ne permettra à l'Autriche d'entrer en guerre contre la Prusse.* » C'était assez clair et la Russie n'avait nul besoin d'arrêter l'Autriche. Dès le début de la guerre, le comte Andrassy a tenu sa promesse en arrachant à la Chambre de Budapest une approbation de la fameuse déclaration de neutralité (*La Russie contemporaine*[1], p. 176).

Cette déclaration, jointe à l'effet des premières défaites françaises, suffit pour paralyser toute velléité d'intervention active, nonobstant la convention militaire élaborée entre le général Lebreton et l'archiduc Albert, lors de la mystérieuse mission du premier (on se souvient que, pour détourner l'attention du véritable objet de son voyage à Vienne, le général avait passé préalablement par Berlin), nonobstant les nombreuses promesses d'action commune échangées par écrit entre les deux gouvernements. Cet exemple, soit dit en passant, prouve qu'à moins d'un formel traité d'alliance qui implique une *action diplomatique et militaire simultanée*, les conventions militaires et autres stipulations de ce genre n'ont qu'une valeur restreinte et risquent de rester lettre morte devant la réalité des faits.

Des révélations, venues surtout du côté français, ont suffisamment fait connaître les événements de 1875, nous ne nous y arrêterons que pour relever quelques points particulièrement intéressants. Le prince de Bismarck a vainement nié ses plans agressifs contre la France. Bien avant l'étrange sortie que M. de Radowitz fit au comte de Gontaut-Biron, avant même la publication du fameux article : « Ist Krieg in Sicht » dans la *Post* du 8 avril, l'activité fiévreuse qui régnait dans les cercles militaires ne laissait aucun doute sur les projets belliqueux de l'Allemagne. Un indice plus clair encore peut-être était l'excitation de l'esprit public chauffé à blanc par une presse alarmée de la rapidité avec laquelle la France se relevait de ses désastres. L'ambassade française à Berlin et, s'il faut en croire

1. Paris, 1891.

M. Geffcken[1], Guillaume Ier lui-même ignoraient seuls qu'une guerre était prochaine. C'est le prince de Galles qui, le premier, avisa Mac-Mahon de l'invasion projetée pour le printemps; à la suite de cet avertissement, le duc Decazes et le général Le Flô engagèrent à Pétersbourg l'action diplomatique dont on connaît les heureux résultats.

Malgré les « bruits d'armes » dans la presse, Guillaume Ier était-il aussi peu instruit des événements en préparation que l'affirme M. Geffcken? Cela n'a rien d'impossible. Déjà en 1866 et 1870, ce prince n'avait guère été entre les mains de MM. de Bismarck et de Moltke qu'un instrument aveugle, servant avec docilité des desseins dont la véritable portée lui échappait. Quoi de plus facile, d'ailleurs, que de tromper un souverain qui ne lit jamais, en fait de journaux, que des extraits habilement arrangés par le bureau de la presse et qui n'est initié à la marche des affaires publiques que par les rapports de son chancelier ou de son cabinet militaire[2]? On le sait, hélas! aussi bien à Pétersbourg qu'à Berlin et ailleurs encore.

Suivant M. Geffcken, ce n'est que pendant son voyage à Wiesbaden que Guillaume eut connaissance du danger qui menaçait la paix; encore n'en fut-il avisé que par une intervention féminine[3]. Il regagna immédiatement sa capitale. Le lendemain, le comte Schouwalof, ambassadeur de Russie à Londres, qui se trouvait de passage à Berlin, eut l'occasion, pendant un dîner officiel, de confirmer à l'empereur les craintes répandues partout au sujet d'une guerre prochaine entre la France et l'Allemagne. L'empereur aurait répondu que ces appréhensions ne reposaient sur rien, « qu'il n'avait aucune raison de se plaindre de la France et qu'il était décidé à conserver la paix ». Sachant que la vraie décision ne dépendait pas du souverain, le comte Schouwalof se rendit le lendemain chez le chancelier et le con-

1. *Frankreich, Russland und der Dreibund*, par H. Geffcken. Berlin, 1893, p. 92.

2. On n'a pas oublié que la volonté manifestée par Guillaume II de recevoir directement les communications de ses ministres fut l'une des principales causes du conflit survenu entre lui et le prince de Bismarck.

3. « Quelques jupons », selon l'expression peu galante du prince de Bismarck dans la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* du 13 mai.

jura de s'arrêter. « Si vous ne vous arrêtez pas, d'autres viendront après moi, que vous serez forcé d'écouter », acheva-t-il, faisant allusion à la prochaine arrivée d'Alexandre II à Berlin. Déjà M. de Radowitz avait appris au prince de Bismarck l'échec de sa mission confidentielle à Pétersbourg. Il fallait renoncer à une entreprise qui, vu l'attitude de la Russie, n'offrait plus aucune chance de succès. Le chancelier le comprit et dès le lendemain commença à se replier en bon ordre. Le 13 mai, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* donna le signal de la retraite.

M. Geffcken a réuni plusieurs autres preuves qui démontrent de la façon la plus évidente que le prince de Bismarck poussait à la guerre en 1875. On connaît les hautes attaches de cet écrivain très lié avec le Kronprinz d'alors ; pour que le lecteur puisse se rendre un compte exact des événements de 1886-1887, fidèle reproduction de ceux de 1875, il nous paraît utile de citer encore quelques faits.

M. de Radowitz fut envoyé à Pétersbourg par le prince de Bismarck avec la mission secrète d'assurer au cabinet de Berlin la neutralité de la Russie, « comme en 1870 » ; en retour, l'envoyé allemand était chargé de promettre au gouvernement russe une entière liberté d'action pour « ses grands projets en Orient ». Lorsqu'il eut exposé au prince Gortschakof les prétendus dangers dont la France menaçait l'Allemagne et la nécessité pour cette dernière de prévenir, en prenant l'offensive, les mauvais desseins de son ennemie, le prince répondit qu'il ne croyait nullement aux intentions agressives de la France et que l'état de l'armée française excluait la possibilité de semblables visées ; « d'ailleurs, ajouta-t-il, *nos grands projets en Orient n'existent pas* ».

M. Geffcken réfute sans peine les explications spécieuses données plus tard par le chancelier allemand sous la signature de MM. de Blowitz, Blum et autres. Tandis que M. de Radowitz cherchait vainement à convaincre le prince Gortschakof des intentions belliqueuses de la République française, M. de Bismarck invitait le ministre belge à Berlin, le baron Nothomb, à appeler l'attention de son gouvernement sur la nécessité de

mettre la Belgique en état de défense contre une attaque du côté de la France. « Vous croyez donc la France capable d'un coup de tête? » demanda M. Nothomb. — « Pourquoi pas? » répondit le chancelier.

M. Geffcken émet, en outre, une assertion curieuse à propos de la fameuse déclaration de lord Derby dans la séance du 31 mai : il affirme que le ministre anglais, en parlant des alarmes exprimées, « non seulement par la presse, mais par des *personnes de la plus haute autorité et position* », nomma en toutes lettres l'ambassadeur allemand, M. le comte de Münster; c'est seulement sur « la prière instante » de ce dernier que son nom fut biffé ensuite dans le compte rendu officiel de la séance.

Tous ces aveux de M. Geffcken sont d'autant plus précieux qu'il est lui-même un adversaire acharné de la Russie et de l'entente franco-russe.

Si notre auteur ne pousse pas la franchise jusqu'à reconnaître ouvertement que la crise de l'hiver 1886-1887 fut autrement menaçante pour la paix européenne que celle de 1875, et que cette fois encore l'impossibilité d'obtenir la neutralité de la Russie fit échouer les projets formés contre la France, ce manque de franchise s'explique par certaines raisons particulières. En 1875, le prince de Bismarck et le maréchal de Moltke étaient les seuls instigateurs de la campagne anti-française; l'entourage de la cour, auquel appartenait M. Geffcken, s'y montrait plutôt opposé. On verra plus loin qu'en 1887, au contraire, nul ne réclama plus ardemment que le Kronprinz une guerre immédiate avec la France [1]; il persistait encore à la demander, alors que la Russie refusait de se faire la complice de cette monstrueuse iniquité et s'obstinait à réserver sa liberté d'action vis-à-vis des événements qu'on voulait provoquer. C'est pourquoi, sous peine d'infliger à son maître une pareille responsabilité devant l'histoire, M. Geffcken devait renoncer au plaisir de confondre le chancelier : celui-ci eût été trop heureux de rejeter toute la responsabilité de la campagne de 1886-1887 sur son ennemi l'empereur Frédéric.

1. Voir le chapitre VII.

L'avortement de ses honteux desseins de 1875 convainquit le prince de Bismarck que la Russie n'était plus disposée à renouveler la faute de 1870 et qu'elle était lasse de servir d'éternel tremplin aux visées ambitieuses des Hohenzollern ; qu'en conséquence il fallait l'écraser ou du moins la paralyser pour longtemps avant de pouvoir atteindre mortellement la France. Et, comme chez lui les petites rancunes du hobereau ont toujours marché de pair avec les larges vues de l'homme d'État, il est permis de se demander si, en cherchant à réparer son échec, il n'a pas surtout voulu tirer vengeance du prince Gortschakof à qui il l'imputait. Ainsi l'humeur vindicative qui est le trait dominant du caractère de Bismarck aurait une fois encore aidé au triomphe de ses calculs politiques.

La vanité maladive du prince Gortschakof était, d'ailleurs, bien faite pour exaspérer son rival. Le lendemain du grand dîner officiel où Alexandre II, au mépris de l'étiquette qui interdisait toute allusion politique, avait profité d'une banale question de Guillaume Ier pour stupéfier les convives en disant à haute voix : « J'ai reçu ce matin une lettre de la reine d'Angleterre, elle me prie de travailler ici pour la paix, ha ! ha ! nous savons à quoi nous en tenir », — au lendemain de ce dîner, disons-nous, le prince Gortschakof, en présence de l'ambassadeur anglais lord Oddo Russell, entama l'entretien avec le chancelier allemand par ces paroles d'une raillerie blessante : « Maintenant, mon cher Bismarck, ne soyez pas nerveux, je vous aime beaucoup, mais je ne vous aime pas quand vous êtes nerveux. » Le même jour, un télégramme en clair adressé à tous les ambassadeurs russes leur annonçait que la paix était désormais assurée pour de longues années. C'était un nouvel affront ajouté au premier. Ce triomphe du prince Gortschakof la Russie, deux ans après, l'a payé d'une guerre où elle a englouti deux cent mille soldats et plus d'un milliard de roubles pour procurer à M. de Bismarck la satisfaction de pouvoir, au Congrès de Berlin, humilier à son tour le chancelier russe.

Qui doute encore à l'heure actuelle que le voyage de François-Joseph en Dalmatie, l'agitation en Bosnie, l'anarchie en

Herzégovine, le fameux mémorandum du comte Andrassy, les conférences de Berlin, la guerre de Serbie, y compris la malheureuse intervention du général Tchernaief et des officiers russes qui porta le premier coup à la toute-puissance du comte Ignatief à Constantinople, l'ultimatum russe non suivi d'une guerre immédiate, les conférences de Constantinople où le délégué allemand manœuvra de façon à rendre la guerre de 1877 inévitable, en s'opposant seul à l'accord établi entre le comte Ignatief, le marquis de Salisbury et le comte de Chaudordy, qui doute que tous ces événements n'aient été machinés par le prince de Bismarck avec une audace, une ténacité et une hardiesse sans pareilles? Cette campagne du chancelier allemand, si intelligemment conçue, si heureusement exécutée et couronnée de si brillants résultats, est peut-être le chef-d'œuvre de toute sa carrière. Les succès de 1866 comme ceux de 1870 sont dus en majeure partie au génie de Moltke, ainsi qu'à l'admirable instrument créé par le général Roon; ils coûtèrent à l'Allemagne d'immenses hécatombes humaines et combien de fois il ne tint qu'à un fil qu'ils se transformassent en désastres irréparables! Tandis que la campagne de 1876-1877 contre la Russie n'a pas coûté à l'Allemagne un seul soldat, l'empire russe en est sorti affaibli, humilié, à moitié ruiné, ses visées en Orient ont été indéfiniment ajournées; entre lui et son ancien allié l'empire des Habsbourg a surgi un antagonisme implacable et, — afin que l'esprit satanique du Méphistophélès de Varzin y trouvât aussi la satisfaction de voir reculer les bornes de la bêtise et de l'ingratitude humaines, — la France, sauvée en 1875 d'un démembrement par la magnanime intervention du gouvernement russe, s'est faite à Berlin l'auxiliaire des rancunes du chancelier et l'a aidé à punir la Russie de sa générosité... Il a fallu dix ans pour que Katkof pût enfin payer à Bismarck la dette contractée par la Russie envers le premier auteur de ses humiliations, et il l'a fait en sauvant pour la seconde fois la France d'une invasion tudesque! Que l'on nie encore les profonds enseignements de l'histoire!

En face de la dissolution chaque jour plus profonde de l'em-

pire Ottoman, la Russie n'avait évidemment qu'une chose à faire : attendre. Toute intervention active ne pouvait que galvaniser la Turquie expirante et lui assurer le concours empressé des ennemis du gouvernement russe. Le prince Gortschakof, sur le point de rentrer à Pétersbourg, s'exprima très nettement dans ce sens au cours d'un entretien avec lord Oddo Russell : « Il y a, dit-il, deux manières de traiter la question d'Orient : ou l'attaquer à fond ou essayer d'un replâtrage. Eh bien, je suis vieux, je préfère le replâtrage. »

Si l'insurrection de la Bosnie vint brusquement mettre fin à cette politique de temporisation, ce fut uniquement grâce au travail souterrain du prince de Bismarck, qui trouva dans le gouvernement austro-hongrois un auxiliaire précieux. Les preuves en ont été maintes fois données par des écrivains français et par nous-même, soit dans la *Nouvelle Revue*, soit ailleurs. Mais les vérités historiques de cette portée ne sauraient jamais être trop prouvées. Rappelons avant tout que l'alliance des trois empires subsistait encore au moment où eut lieu le voyage de l'empereur François-Joseph en Dalmatie, au moment où son fameux discours alluma l'incendie dans la province voisine, et que les insurgés bosniaques arborèrent tout d'abord les couleurs autrichiennes, qu'ils étaient munis d'armes achetées en Autriche sous l'œil bienveillant du général Rodich, gouverneur de la Dalmatie, et payées avec des pièces d'or allemandes.

L'ambassadeur anglais à Constantinople, sir Henry Elliot, écrivait le 7 avril au Foreign Office :

Il est évident que le gouvernement autrichien a failli d'une manière lamentable (*has failed lamentably*) à son engagement de garder sa frontière et qu'au moyen *de bandes bien armées venant de son territoire* une insurrection formidable *a été provoquée* (*a formidable insurrection has been excited*).

La trahison de la Hofburg envers la Russie son alliée était donc éclatante. Et que faisait pendant ce temps le prince de Bismarck ? « *L'alliance qui unit pour longtemps les trois empereurs est en pleine vigueur* », déclare le chancelier dans son discours du 5 décembre 1876. Il ne conseillera, dit-il,

aucune intervention active de l'Allemagne aussi longtemps qu'il n'exis-

tera pas dans toute la question orientale un intérêt méritant le sacrifice des os d'un seul mousquetaire poméranien.

Comment remplissait-il son devoir envers l'empire allié? M. Geffcken, l'historien si hostile à la Russie, nous le dit :

Ces paroles ne l'empêchaient pas d'embrouiller la situation tantôt par une abstention adroite et habile, tantôt par une action vigoureuse, le plus souvent par la réserve. Les autres étaient chargés de faire rouler l'avalanche, mais il ne dédaignait pas d'intervenir à l'occasion [1].

M. Geffcken raconte ensuite que quand lord Salisbury, se rendant aux conférences de Constantinople, traversa Berlin, le chancelier chercha à lui persuader que, vu l'effervescence des esprits en Russie, la paix ne pouvait être conservée que moyennant de très larges concessions de la Porte : il fallait, en un mot, construire à la Russie un pont d'or qui lui permît la retraite. Lord Salisbury prit au sérieux le désir manifesté par Bismarck de voir le cabinet de Saint-Pétersbourg recevoir une satisfaction honorable et, arrivé à Constantinople, il unit ses efforts à ceux du général Ignatief et du comte de Chaudordy pour obtenir des concessions raisonnables de la Turquie. Quand la Russie se fut trop avancée pour pouvoir reculer, le diplomate anglais remarqua avec surprise que le plénipotentiaire allemand, sortant soudain de la réserve énigmatique, dont il ne s'était pas départi jusqu'alors, travaillait ouvertement à faire échouer les négociations. « Le pont destiné à faciliter la retraite de la Russie devait fatalement aboutir à la marche en avant de l'armée russe », ajoute M. Geffcken.

Mais Alexandre II désirait si vivement le maintien de la paix que, même après l'avortement de la conférence, il hésitait encore à tirer l'épée. Alors le prince de Bismarck fait appeler chez lui l'ambassadeur de Russie, M. d'Oubril, et lui dit en propres termes : « *J'apprends que l'empereur hésite ; moi, je connais la Russie et je vous dis : Il est f... s'il ne fait pas la guerre* » (Dépêche d'Oubril). D'ailleurs, le chancelier ne cachait presque plus son

1. *Loc. cit.*, p. 100.

impatience de voir commencer les hostilités. Questionné confidentiellement par le gouvernement roumain sur la ligne de conduite à tenir, il fit une réponse si peu ambiguë qu'en la recevant M. Bratiano dit avec surprise: « Bismarck veut la guerre! »

Nous avons raconté, il y a quinze ans[1], et cela sous la dictée même du grand-duc Nicolas, généralissime de l'armée russe en 1877, comment il apprit pour la première fois à Berlin et de la bouche même de Guillaume Ier que la guerre était décidée. Bien plus, c'est l'empereur d'Allemagne qui lui annonça sa nomination comme commandant en chef de l'armée russe! Le grand-duc était tout fier d'avoir été recommandé à Alexandre II par le vainqueur de Sadowa et de Sedan, comme l'homme de guerre le plus capable de mener à bien les opérations contre la Turquie! Or, chacun sait combien ce choix peu heureux pesa lourdement sur toute la campagne et en compromit l'issue. On en vient à se demander si ce ne fut pas aussi Berlin qui désigna pour les fonctions de chef d'état-major de l'armée l'insuffisant général Nepokoïtchitzky, vieillard entièrement fini et depuis une vingtaine d'années notoirement étranger aux questions purement militaires.

Avec de pareils chefs et une armée dont les institutions éprouvées depuis des siècles venaient de subir un bouleversement complet, le prince de Bismarck était entièrement rassuré contre des succès militaires foudroyants dès le début de la campagne. Il avait d'autant plus de sécurité à cet égard qu'il savait parfaitement à quel point on était mal renseigné à Pétersbourg sur les véritables ressources militaires de la Turquie et sur sa force de résistance éventuelle. Sur l'initiative du général Ignatief une expédition d'études avait été entreprise dans les Balkans. Ses rapports représentaient l'armée turque comme très peu nombreuse, mal équipée, dépourvue de toute organisation sérieuse et incapable de tenir contre deux ou trois corps de troupes européennes. On avait certainement à l'état-major de Berlin des

1. *La guerre russo-turque*, etc. (*Nouvelle Revue*, 1880).

renseignements autrement précis et exacts sur les moyens de défense que la Porte pouvait opposer à une invasion, et on entretenait le gouvernement allié dans l'illusion que la campagne turque se réduirait à une simple promenade militaire, à une sorte de *raid* où un commandant de cavalerie aussi brillant que le grand-duc n'aurait qu'à se montrer pour recueillir des lauriers... L'autre alliée de la Russie, l'Autriche-Hongrie, était, d'ailleurs, toute prête à mettre le holà dans le cas où, contre toute prévision, l'armée russe viendrait trop facilement à bout de la résistance turque. Les journaux officieux de Vienne et de Budapest travaillaient consciencieusement à attiser les haines et les jalousies contre la Russie et, étant donné la source où ils s'inspiraient, la diplomatie russe, avec un peu de discernement, aurait pu apercevoir plus tôt les pièges grossiers tendus au tsar par ses deux alliés. La lumière se fit, au moins du côté de l'Autriche-Hongrie, quand le sort était jeté et que tout retour en arrière se trouvait fermé à l'armée russe.

Ce qui, du reste, caractérise on ne peut mieux les véritables rapports des trois empires alliés depuis 1872, c'est que la Russie, poussée ouvertement à la guerre par l'Allemagne, n'osait pas s'avancer en Turquie sans assurer ses derrières contre une surprise du côté de l'Autriche-Hongrie! En effet, dès 1876, Alexandre II, en prévision d'un conflit probable dans les Balkans, avait dû conclure un arrangement particulier avec l'empereur François-Joseph dans l'entrevue de Reichstadt. Mais cet arrangement même ne paraissait pas à la Russie une garantie suffisante contre les projets hostiles de son allié et en 1877, alors que le cabinet de Pétersbourg n'espérait plus voir se résoudre à l'amiable les difficultés orientales, le prince Gortschakof, sur les instances du général Milioutine, ministre de la guerre, se décida à conclure à Vienne un traité formel garantissant à la Russie la neutralité de l'Autriche. Ce traité, signé par le comte Andrassy et M. Novikof assisté du général Obroutchef, fut révélé pour la première fois au public pendant la lutte acharnée qui s'engagea en 1887 entre Katkof et le prince de Bismarck. Nous reviendrons plus tard sur cet incident mémo-

rable; disons seulement ici qu'à bout d'arguments, confondu par les témoignages écrasants de sa mauvaise foi et de ses innombrables trahisons envers la Russie, le prince de Bismarck publia, le 24 avril 1887, un article sensationnel où il cherchait à se disculper de l'accusation d'avoir, pendant la Triple-Alliance, sacrifié à l'Autriche les intérêts les plus vitaux de la Russie et de s'être fait, notamment, par ses intrigues le destructeur persévérant de l'influence russe dans la péninsule balkanique. Le chancelier rejetait sur notre diplomatie la faute d'avoir livré la Bosnie à l'Autriche et d'avoir tout fait pour établir la prépondérance de l'empire rival en Bulgarie et en Serbie :

Ce sont les diplomates russes, écrivait le prince de Bismarck, qui ont livré la Bosnie et le reste à l'Autriche, tout à fait en dehors de toute participation de l'Allemagne, laquelle ignorait complètement l'existence des conventions passées entre la Russie et l'Autriche; il s'agit de conventions arrêtées en 1876 entre la Russie et l'Autriche, non seulement sans le concours de l'Allemagne, mais même absolument à son insu, conventions qui, en janvier 1877, ont revêtu la forme d'un traité, etc.(Voir le chap. X).

La divulgation de l'existence de ce traité éclata alors comme un coup de foudre et faillit coûter cher à MM. Andrassy et Tisza. En Hongrie surtout cette révélation souleva une émotion d'autant plus violente, qu'en 1877, au moment où on commençait à parler d'un accord établi entre l'Autriche et la Russie, les deux ministres l'avaient catégoriquement démenti devant les Délégations. Le comte Andrassy s'était montré alors particulièrement indigné de l'insulte qu'on faisait à son patriotisme en lui prêtant l'idée d'une convention quelconque avec la Russie, l'ennemie héréditaire de la Hongrie et de la Turquie; jamais, avait-il déclaré, il n'admettrait ni l'amoindrissement de la Turquie, ni l'annexion à l'Autriche de nouvelles provinces slaves.

En avril 1887, la question donna lieu à un débat, en apparence très vif, entre deux journaux du même bord, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* et le *Pester Lloyd;* suivant la feuille hongroise, ce n'était qu'au Congrès de Berlin et contre l'avis du prince de Bismarck, que l'occupation de la Bosnie avait été

imposée (*sic*) à l'Autriche. Nonobstant cette polémique de pure forme entre officieux, l'opposition magyare ne désarma point et, interpellé très vivement par M. Iranyi, M. Tisza dut, dans un discours aussi long qu'ambigu, reconnaître l'existence du traité de Vienne.

Pour donner la mesure de la duplicité des *alliés* de la Russie, nous croyons instructif de reproduire ici le texte même des déclarations de M. Tisza :

> Il fut donc décidé que la monarchie garderait la neutralité. Mais il était en même temps du devoir du ministre des affaires étrangères de cette époque de prendre en considération le fait que la guerre d'Orient pourrait amener un groupement que nous ne saurions tolérer au point de vue de nos intérêts vitaux. C'est dans le but de garantir autant que possible les intérêts de la monarchie contre toute éventualité qu'ont eu lieu avec la Russie les négociations, auxquelles l'auteur de l'interpellation a fait allusion. Au cours de ces négociations, le gouvernement s'est tenu à ce point de vue qu'il désirait *le maintien du* statu quo *des possessions territoriales de la Turquie* (Voir plus loin les textes mêmes du traité de Vienne, donnant un démenti absolu à cette affirmation). Mais comme la monarchie était également désireuse du maintien de la paix avec la Russie, elle s'est vue obligée, sans d'ailleurs songer à laisser à cette deuxième puissance toute liberté d'action en Orient, de prendre, dès le commencement, position en vue des éventualités possibles, et d'un côté, de préciser exactement tous les cas dans lesquels elle se verrait forcée de sortir de la neutralité, et de l'autre côté, de stipuler clairement quelles étaient les modifications territoriales éventuelles auxquelles la monarchie ne pouvait pas consentir. Durant les négociations il a été ouvertement déclaré que l'Autriche-Hongrie ne visait pas à prendre possession de la Bosnie et de l'Herzégovine, mais qu'elle devrait, au contraire, y maintenir la puissance de la Turquie en y réalisant les réformes projetées, en admettant que cette dernière puissance serait à même d'y maintenir d'une manière durable la tranquillité et l'ordre ; que si, au contraire, cela n'était pas possible, nous ne pourrions tolérer aucune autre puissance dans ces provinces, et que nous nous verrions forcés de les occuper nous-mêmes. Le résultat des négociations *a été une entente par suite de laquelle la Russie a admis notre point de vue. Ce fait, après la conclusion de l'entente, a été aussi communiqué à l'Allemagne, notre amie. Dans cet accord, il n'était nullement question d'un partage de la Turquie entre l'Autriche-Hongrie et la Russie.....*

Or, tout est faux dans ces déclarations. Nous avons eu entre nos mains le texte même de ce traité de Vienne et c'est parce que nous le savions écrasant pour les hommes d'État hongrois

que la *Nouvelle Revue* du 1er juin 1887 (alors dirigée par nous) conjurait le ministère russe des affaires étrangères de répondre à la provocation bismarckienne par la publication intégrale du traité. Si ce document ne faisait pas grand honneur à la perspicacité de notre diplomatie, il offrait cet avantage de déshonorer la diplomatie de MM. Andrassy et de Bismarck.

Malheureusement, nos gouvernants souffrent d'une véritable photophobie, quand il s'agit de la lumière à faire sur leurs actes et écrits. D'ailleurs, dans le duel engagé entre Katkof et Bismarck, M. de Giers était le fidèle auxiliaire de ce dernier; aussi ne releva-t-il point la grave accusation lancée contre la diplomatie russe.

Le traité de Vienne ne contenait que trois articles. Par le premier, l'Autriche-Hongrie s'engageait à observer une neutralité bienveillante pendant toute la durée de la guerre russo-turque; *le second stipulait les compensations à accorder au gouvernement austro-hongrois, dans le cas où la guerre amènerait l'écroulement de la Turquie* (« *forcerait la Porte à évacuer la rive européenne du Bosphore* »), la formation d'une grande Bulgarie, ou l'agrandissement de la Serbie et du Monténégro *jusqu'à ce que leurs frontières se touchassent*. La compensation, *c'était l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine*.

Le troisième paragraphe était de pure forme. De toutes les assertions de M. Tisza, une seule : « Le traité a été aussi communiqué à l'Allemagne, notre alliée », se trouvait être conforme à la vérité.

Ainsi, en vertu du traité que les alliés de la Russie lui imposaient comme prix de leur neutralité pendant la guerre contre la Turquie, ils avaient un intérêt majeur à ce qu'elle poussât les opérations militaires jusqu'à l'occupation de Constantinople. Indépendamment du bénéfice que les alliés tiraient de l'épuisement inévitable de la Russie dans une campagne aussi longue et aussi meurtrière, où, de plus, elle courait le risque d'un conflit armé avec l'Angleterre, l'Autriche y gagnait deux provinces magnifiques, objet de ses vieilles convoitises, et l'Allemagne atteignait enfin le but constant de sa politique

depuis le traité de Prague. Par l'intermédiaire d'un diplomate bavarois, le comte de Taufkirchen, M. de Bismarck avait alors suggéré à l'Autriche de chercher dans la péninsule balkanique un dédommagement à la perte de sa position en Allemagne, lui promettant l'appui de la Prusse dans cette nouvelle orientation de l'empire des Habsbourg (dépêche du comte de Beust au comte de Wimppfen, du 19 avril 1867). Amener l'Autriche à accepter définitivement sa déchéance comme puissance germanique, la mettre en conflit perpétuel avec la Russie dans les Balkans, et fonder sur cette rivalité irréconciliable des deux empires voisins l'hégémonie de l'Allemagne, telle était la conception géniale du chancelier, et, dans la chaîne des événements suscités et provoqués par lui, depuis le voyage de François-Joseph en Dalmatie, jusqu'à l'humiliation finale de la Russie au Congrès de Berlin, le traité de Vienne de janvier 1877 était un anneau de première importance. Il ne suffisait pas d'entraîner la Russie dans une guerre désastreuse, il fallait encore empêcher que cette guerre ne se terminât sans résultats appréciables, sans que l'armée russe fût saignée à blanc, et surtout sans que s'accomplît la prise de Constantinople, qui seule assurait à l'Autriche les deux provinces convoitées.

Nous avons ailleurs[1] raconté, sous la dictée du grand-duc Nicolas, les principaux incidents militaires et diplomatiques de la guerre russo-turque. Nous croyons donc inutile d'entrer dans les détails de cette campagne. Nous ne relèverons ici qu'un seul point; il servira à démontrer que les alliés de la Russie ne négligeaient rien pour la forcer à continuer la lutte, même après le passage des Balkans, alors qu'elle ne demandait qu'à s'arrêter et à traiter avec la Turquie à des conditions honorables pour les deux adversaires.

Vers la fin de décembre 1877, Alexandre II communiqua à ses deux alliés les préliminaires de la paix qu'il se proposait d'offrir à la Porte. Le traité de Vienne ne pouvait évidemment servir de base à ces préliminaires, puisque les éventualités qu'il

1. *La guerre russo-turque* (*Nouvelle Revue*, 1880).

prévoyait ne s'étaient pas réalisées. Or, la Hofburg laissa sans réponse la lettre autographe du tsar, tout en sachant qu'il lui était impossible de suspendre la marche victorieuse de ses troupes sans avoir obtenu la signature des préliminaires de paix.

L'empereur François-Joseph, qui s'était montré plein de prévenances pour la Russie au début de la campagne, et qui, le 21 mai, avait fait dire au grand-duc Nicolas, par un envoyé spécial, le colonel baron Leneisen, qu'il n'avait qu'à s'adresser à lui pour recevoir de l'Autriche-Hongrie tout ce dont lui et son armée auraient besoin[1], s'enferma soudain dans un mutisme absolu, et ne daigna pas même accuser réception de la lettre de son allié. Le comte Andrassy comptait-il, en retardant la réponse, forcer la Russie de marcher en avant et d'entrer à Constantinople, ce qui devait rapporter à l'Autriche la Bosnie? Comment en douter? Cette intention n'excluait pas l'espérance de voir nos forces, quand, au prix des plus grands sacrifices, elles auraient atteint le Bosphore, menacées dans leur retraite à la fois par la flotte anglaise et par l'armée autrichienne; ce qui aurait mis le gouvernement russe dans la nécessité d'ajouter encore Novi-Bazar aux deux provinces promises par le traité de Vienne.

Toujours dans l'attente d'une réponse de François-Joseph, Alexandre II télégraphia au grand-duc Nicolas, alors à Gabrowo, *de ne pas communiquer aux délégués turcs les conditions de la paix avant qu'il n'eût reçu de réponse de Vienne*. Le commandant en chef se soumet à cet ordre, mais les hostilités continuent, l'effondrement de la Turquie fait des pas de géant, les Turcs en fuite détruisent tout sur leur passage, des milliers de cadavres, des monceaux de ruines fumantes couvrent le pays. L'armée russe est forcée d'avancer à Kazanlyek, de menacer Andrinople; le grand-duc Nicolas supplie l'empereur de l'*autoriser à communiquer les bases de paix afin d'arrêter ces désastres, mais le comte Andrassy garde le silence, et force est aux Russes de laisser les événements s'accomplir*. Dans l'entrevue à

1. *Loc. cit.*

Kazanlyck avec les plénipotentiaires turcs, le commandant en chef les invite à notifier leurs offres. Sur leur réponse qu'ils n'ont pas d'offres à faire, mais qu'ils sont chargés par le Sultan d'entendre les conditions de paix des vainqueurs, le grand-duc Nicolas se décide enfin à les leur communiquer. Voici le télégramme envoyé à cette occasion à Saint-Pétersbourg :

La situation militaire s'est tellement modifiée, qu'après une nouvelle défaite des troupes de Souleyman, je me trouve aux portes d'Andrinople. Traîner plus longtemps les pourparlers aurait pour conséquence l'occupation d'Andrinople et la marche sur Constantinople, qui nécessiterait forcément l'occupation de Gallipoli.

On voit combien était vif, dans le camp russe, le désir d'arrêter la marche foudroyante en avant. Ce n'est que le 3 février qu'on apprit en Russie, et encore par voie indirecte, quel effet les préliminaires de paix avaient produit à Vienne. A cette date, le comte Schouwalof télégraphia de Londres que, dans une audience de congé donnée à Buchanan, l'empereur d'Autriche avait désapprouvé les conditions de paix. Ainsi donc, malgré sa modération extrême et le réel désir qu'elle avait de limiter autant que possible les modifications territoriales dans les Balkans, l'Autriche-Hongrie, désireuse de s'assurer la possession de la Bosnie et de l'Herzégovine, après avoir poussé l'armée russe jusqu'aux portes de Constantinople, se jeta dans les bras de l'Angleterre. On sait la suite : grâce à la complicité de lord Beaconsfield et de M. de Bismarck, l'Autriche arracha quand même ces deux provinces à la Turquie.

Le prince Gortschakof était d'ailleurs aussi peu fier de ce traité de Vienne que Tisza et Andrassy; il a même hésité à le communiquer au général Ignatief; c'est de la bouche d'Alexandre II que ce dernier apprit l'existence du traité de Vienne. Aussi, se rendant compte de son caractère accablant pour M. Andrassy, a-t-il mis comme condition pour accepter le poste de plénipotentiaire au Congrès de Berlin l'autorisation de le produire au Congrès, autorisation qui lui fut refusée. « Je ne vous demande, Sire, qu'une grâce, disait-il alors à Alexandre II,

c'est de ne pas permettre qu'on me vende trop bon marché à Berlin. »

Déjà avant le Congrès de Berlin où la France commit la faute presque irréparable de se joindre aux pires ennemis de la Russie, le prince de Bismarck avait tout fait pour décider celle-ci à prendre son parti de l'occupation de la Bosnie. « Pourquoi voulez-vous empêcher l'Autriche de s'empêtrer dans la partie occidentale de la presqu'île des Balkans, si elle y tient tant? » disait-il à l'ambassadeur russe (Dépêche de M. d'Oubril au prince Gortschakof du 16 avril 1878). La Russie se croyait si peu engagée envers l'Autriche-Hongrie que le 2 mai le prince Gortschakof télégraphiait à M. Novikof :

La possession du territoire assurerait à l'Autriche une situation politique et militaire trop dominante; elle pourrait exercer une pression si forte d'un côté sur la Serbie, de l'autre sur le Monténégro, qu'en réalité ces deux principautés deviendraient une enclave. Tout développement ultérieur leur serait à l'avenir rendu impossible. Et pourtant cet avenir, c'est l'avenir de toutes les populations slaves. La force des circonstances peut nous décider à la remise de leur délivrance entière, mais nous n'avons pas le droit de compromettre leur avenir...

Le 3 mai 1878 M. de Giers écrivait à M. d'Oubril :

Nous savons quel prix le prince de Bismarck attache à la sauvegarde des intérêts de l'Autriche, mais nous sommes persuadés qu'il ne considère que ses intérêts légitimes et avouables et non des arrière-pensées qui peuvent se cacher sous le désir d'augmenter les complications du moment présent. Nous croyons avoir tout fait pour satisfaire les exigences de la cour de Vienne, nous ne pouvons pas aller plus loin sans dépasser les limites des concessions compatibles avec notre dignité et les exigences de notre propre situation.

L'alliance des trois empereurs et le rôle de dupe que la Russie y jouait au grand bénéfice des deux compères sont on ne peut mieux caractérisés dans l'extrait suivant d'une dépêche du prince Gortschakof adressée à M. Novikof, ambassadeur à Vienne, le 2/14 février 1879 :

Inutile de vous dire qu'à nos yeux l'alliance des trois empereurs est de fait déchirée par les agissements de nos deux alliés. A présent il ne nous reste qu'à terminer la liquidation du passé et à ne chercher dorénavant notre appui qu'en nous-mêmes.

Nous achèverons de préciser le véritable caractère des relations germano-russes depuis 1870 jusqu'à 1879 en citant les paroles suivantes empruntées au discours prononcé par le prince de Bismarck dans la séance du Reichstag du 19 février 1878 :

La *liaison des trois empereurs qu'on désigne habituellement comme une alliance* ne repose sur aucun engagement écrit et n'oblige aucun des trois empereurs à se soumettre aux décisions des deux autres. Il ne croyait pas, disait-il, que la Russie eût l'intention de forcer par la guerre les autres puissances à reconnaître les changements qu'elle estimait nécessaires. Dans le cas où elle n'obtiendrait pas le consentement des autres signataires des traités de 1856, elle s'en tiendra plutôt à la maxime : *Beati possidentes*. Alors se présentera la question si ceux qui sont mécontents des clauses russes (traité de San-Stefano), pour éviter le danger de voir la Russie recommencer plus tard, ne voudront pas la forcer à réduire ses prétentions actuelles.

En un mot, le chancelier invitait les signataires des traités de 1856 à s'opposer par les armes au traité de San-Stefano en leur assurant d'avance que la prétendue alliance des trois empereurs n'était qu'une simple *liaison* (*Dreikaiserverhältniss*), sans engagements écrits, laissant par conséquent aux trois empereurs une entière liberté d'action. Il suffit de comparer ces paroles du chancelier avec celles prononcées par lui le 5 décembre 1876, et citées plus haut, pour tirer toute la morale de sa politique. Alors il s'agissait de rassurer la Russie au moment de la lancer dans une guerre ruineuse, — les empereurs d'Allemagne et d'Autriche étaient les *alliés* d'Alexandre II ; à présent il faut par des menaces de guerre arracher à la Russie le fruit de victoires chèrement acquises, — on rappelle à Alexandre II qu'entre lui et Guillaume Ier n'existe qu'une simple *liaison*, quelque chose comme une union libre et non un mariage ; maintenant qu'il est ruiné et affaibli, on menace de lui ravir ce qu'il se flatte de pouvoir posséder.

Une pareille duplicité serait assurément condamnable dans la vie privée, mais l'homme d'État prussien mérite-t-il des reproches sérieux pour l'avoir appliquée avec autant d'art à sa politique envers la Russie ? Nous ne le pensons pas. Le prince

de Bismarck était chancelier allemand et, comme tel, moralement tenu de servir au mieux les intérêts de sa patrie à lui et non ceux des autres pays dont la diplomatie était assez imbécile pour suivre aveuglément ses inspirations. Dans ce cas, la question de moralité s'efface devant celle des résultats : or, cette politique du prince de Bismarck a réussi au delà de toutes les prévisions possibles; elle a obtenu, non pas ce succès passager qui est souvent gros de menaces pour l'avenir, mais un succès durable, à longue portée. Au surplus, la meilleure justification du système de perfidie et de trahison mis en pratique par le chancelier pendant la période de 1870-1880, c'est la conduite des diplomates russes qui, six ans après le congrès de Berlin, ont engagé leur souverain à s'unir de nouveau aux empereurs d'Allemagne et d'Autriche. Cette fois, à la vérité, il s'agissait d'une alliance proprement dite, scellée par un traité en bonne forme, et non plus d'une simple liaison. Mais liaison ou alliance, la politique du chancelier est restée la même et, sans la clairvoyance patriotique, sans l'énergie indomptable de Katkof, elle aurait remporté un nouveau triomphe dont la France et la Russie eussent payé les frais...

CHAPITRE II

SOMMAIRE. — Les rapports de la Russie et de la France après la guerre de 1870. — Le relèvement militaire de la France sous la présidence de Thiers : premières fautes commises par l'Assemblée nationale. Le prince Orlof et la politique de M. de Bismarck : le 24 mai et la diplomatie russe ; erreurs d'historiens français ; encore l'épisode de 1875 ; la véritable portée de l'intervention du général Le Flô.

La politique extérieure de la France après 1877. — Gambetta et Gortschakof à Lausanne : pourquoi Gambetta est devenu hostile à l'alliance franco-russe en 1876 et pourquoi cette hostilité a cessé en 1881. La politique anglophile de Waddington : un rapport du général Obroutchef livré par le ministre français au gouvernement allemand : accord tacite entre le quai d'Orsay et la rue de Grenelle pour empêcher l'entente franco-russe.

Le séjour des grands-ducs de Russie à Paris pendant l'hiver 1879-1880. — Le grand-duc Nicolas et ses relations avec les chefs de l'armée française : sa visite à Chantilly. Le grand-duc héritier — depuis Alexandre III — et le prince de Galles chez Grévy : attitude correcte du président de la République : ses sympathies pour la Russie : la médaille militaire française accordée au commandant en chef de l'armée russe en 1877 : les généraux Gaillard et Pittié. Un mot d'Alexandre III sur l'alliance franco-russe.

Après la désastreuse guerre de 1870-1871 la politique de réserve et de recueillement était la seule indiquée à la France. Sans armée, sans marine, sans gouvernement définitivement établi, avec des finances ruinées par les exigences d'un vainqueur impitoyable, cette nation, à qui sa résistance héroïque et ses malheurs consécutifs immérités avaient attiré les sympathies générales, n'avait qu'à les cultiver en s'abstenant de toute action à l'étranger, laquelle n'eût pu que froisser les uns et inquiéter les autres, le tout en pure perte, puisque le pays, incapable d'imposer sa volonté par lui-même, n'était pas davantage en mesure de trouver des alliés. Absorbée dans l'unique souci

de sa reconstitution, la France ne devait ni récriminer contre les puissances européennes qui l'avaient abandonnée, l'incohérence et l'incurie de la diplomatie impériale étant la seule cause de son isolement, ni courir après des rapprochements et des alliances impossibles à obtenir avant la réfection de ses forces militaires.

C'est ce que Thiers avait parfaitement compris : autant qu'il le put, il résista à la pression des partis politiques et pratiqua l'abstention absolue. Malheureusement les cléricaux qui dominaient dans l'assemblée de Versailles ne montrèrent pas la même sagesse et dès le 22 juillet 1871, à propos d'une pétition déplacée des évêques, le président de la République dut lutter contre la majorité parlementaire qui le sommait d'intervenir à Rome en faveur du pape. L'aveuglement de la droite forçait seul le gouvernement de conserver l'*Orénoque* dans le port de Civita-Vecchia; or, la présence de ce vaisseau de guerre dans les eaux italiennes, sans être d'aucune utilité pour le Saint-Siège, excitait gratuitement les méfiances de l'Italie et la poussait malgré elle dans les bras de l'Allemagne. On se rappelle le voyage que Victor-Emmanuel fit avec Minghetti à Berlin et à Vienne, le titre d'envoyés extraordinaires conféré aux ambassadeurs italiens dans ces deux capitales, et les autres mesures par lesquelles l'Italie préluda à son entrée définitive dans l'alliance austro-allemande.

Est-il juste de reprocher à Thiers, comme on l'a fait dernièrement, d'avoir, par sympathie pour l'Angleterre, négligé toute tentative de rapprochement avec la Russie? En véritable homme d'État qu'il était, le fondateur de la troisième République n'avait aucun doute sur l'absolue inutilité de semblables démarches faites par une nation à peine sortie de l'abîme où l'avait précipitée une guerre étrangère compliquée d'une guerre civile; le désappointement éprouvé par lui à Pétersbourg, dans l'hiver de 1870, l'avait convaincu que les rapports entre les cours de Russie et d'Allemagne excluaient toute possibilité d'entente avec la France. Quoiqu'il fût dans les meilleurs termes avec le prince Orlof, Thiers ne se faisait à cet égard aucune

illusion ; il savait pertinemment que l'ambassadeur russe était tout acquis à la politique de la chancellerie allemande.

Gambetta, complètement novice en fait de politique étrangère, — il le resta jusqu'à sa mort, — avait d'autres idées et, dès 1871, commençait à coqueter avec la Russie par l'intermédiaire de personnes sans mandat et sans autorité.

Tout cela, au fond, était de peu d'importance, mais indiquait malheureusement que les terribles leçons de 1870 n'avaient guère profité à certains hommes politiques français. Toujours enclins à prendre leurs illusions et leurs rêves pour des réalités, ils continuaient à ignorer le véritable état de l'Europe et à porter dans les entreprises diplomatiques ce dilettantisme mêlé d'esprit de parti qui les condamne d'avance à l'insuccès.

Arriva le 24 mai. La chute de Thiers ne put que fortifier les méfiances de l'Italie et resserrer les liens existant entre les cabinets de Berlin et de Pétersbourg. Le gouvernement italien commença à mettre les passages des Alpes en état de défense et à entamer des négociations avec l'Allemagne. L'ambassadeur de Russie à Paris, le prince Orlof, obéissant à un mot d'ordre venu de Berlin, s'abstint même de rendre visite au nouveau ministre des affaires étrangères — et cela au moment où les journaux officieux allemands, avec leur brutalité ordinaire, adressaient à la France des menaces non déguisées. Nous devons insister ici sur un point extrêmement délicat, mais, malgré notre désir d'éviter toute polémique irritante, il ne nous est pas permis de laisser subsister une fâcheuse erreur sur la véritable cause de l'abstention du prince Orlof. Une coquette un peu mûre, habituée de longue date aux hommages des soupirants, voit un amoureux transi dans tout homme qui lui adresse un compliment banal ou même une simple politesse. Le travers de Bélise est à un haut degré celui de l'opinion publique en France. Défaut ridicule, certes, mais défaut dangereux aussi, car il vicie le jugement et peut conduire à de funestes méprises. Le prince Orlof, — « ce noble et fidèle ami de la France », comme l'appellent les écrivains français, sans même en excepter ceux dont les livres ont la prétention, d'ail-

leurs injustifiée, de renseigner le public sur les dessous de l'entente franco-russe, — le prince Orlof était un grand admirateur du prince de Bismarck et un très ferme soutien de sa politique en France. C'est une vérité pénible à entendre, surtout en ce moment où les publicistes français n'ont que des flatteries pour les diplomates russes, mais c'est une vérité incontestable. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à lire la correspondance du chancelier allemand avec le comte d'Arnim. M. de Bismarck y déclare carrément que c'est sur sa demande qu'Orlof a été nommé à Paris et qu'Arnim peut toujours compter sur le dévouement complet de l'ambassadeur russe à la politique allemande. Nous aurons l'occasion de fournir de nombreuses preuves que la confiance du chancelier était très bien placée.

Le duc de Broglie comprit sans peine pourquoi le prince Orlof boudait le gouvernement du 24 mai. On n'ignorait pas à Versailles que le cabinet de Berlin était foncièrement hostile au rétablissement de la monarchie, qu'il poursuivait ardemment le triomphe de la République en France, dans la persuasion hautement avouée à maintes reprises qu'une monarchie trouverait beaucoup plus aisément en Europe des *alliances effectives*. Justement alarmé de cette attitude du prince Orlof, le duc de Broglie envoya le comte de Chaudordy en mission secrète auprès du prince Gortschakof en Suisse, — non pour négocier une entente avec la Russie, chose que le duc estimait à bon droit impossible alors, — mais pour obtenir une modification dans la manière d'être de l'ambassadeur russe.

Le prince Gortschakof refusa de recevoir la lettre que M. de Chaudordy lui apportait de la part du ministre des affaires étrangères; il consentit néanmoins à avoir avec le diplomate français plusieurs entretiens dont le résultat fut que notre représentant à Paris se décida enfin à rendre visite au duc de Broglie.

Le grand enseignement qui se dégage de cet épisode assez indifférent en lui-même est que la diplomatie russe suivait aveuglément en France la politique du chancelier si hostile, et pour cause, aux membres de la famille d'Orléans. Dans l'incident du général Appert, dans l'expulsion des princes et jusque

dans la déplorable affaire de Beauchamp-d'Aunay, nous retrouverons toujours la même tendance à empêcher les bons rapports de la cour de Russie avec la maison de France.

Le grave épisode de 1875 a déjà été relaté plus haut. Dans cette circonstance le duc Decazes se montra tout à fait à la hauteur de la situation, et il fut des mieux secondé par le général Le Flô. Précisément grâce à son manque de procédés diplomatiques, l'ambassadeur français à Pétersbourg se trouva être d'un secours précieux pour le prince Gortschakof dans la pression que celui-ci dut exercer sur l'esprit de son maître, afin d'obtenir qu'il intervînt énergiquement auprès de la cour de Berlin. Certes, le chancelier russe, personnellement, avait compris tout de suite que l'intérêt même de son pays lui faisait un devoir de ne pas laisser s'accomplir le criminel attentat projeté par le prince de Bismarck contre la France, et il eût employé dans ce sens son influence sur Alexandre II, alors même que le général Le Flô ne l'en eût pas si instamment conjuré. La preuve en est dans le refus glacial qu'il avait opposé aux avances de M. de Radowitz, longtemps avant le retour de l'ambassadeur français à son poste. Mais Alexandre II se considérait, lui, comme véritablement engagé par l'alliance des trois empereurs; il professait, en outre, une sorte de culte pour son oncle Guillaume I[er], et Gortschakof aurait eu fort à faire pour déjouer toutes les intrigues qui cherchaient à circonvenir le tsar en lui représentant la France comme la provocatrice. C'est pourquoi l'attitude du duc Decazes dans l'entretien qu'il eut avec le prince Orlof, et même sa lettre confidentielle au général Le Flô, aidèrent puissamment le chancelier russe à agir sur l'empereur, encore que cette lettre contînt des exagérations et que le désir de voir Alexandre II promettre, le cas échéant, de tirer l'épée pour la France fût au moins prématuré.

Pendant les premiers temps qui suivirent l'alarme de 1875, l'attitude de la France officielle vis-à-vis de la Russie resta d'une correction irréprochable. Aux conférences de Constantinople, le comte de Chaudordy agit en parfaite conformité avec le général Ignatief et appuya énergiquement ses réclamations.

Malheureusement, les successeurs du duc Decazes modifièrent entièrement la ligne de conduite qui lui avait si bien réussi. Depuis l'avènement de M. Waddington au ministère des affaires étrangères, la politique française s'associa à toutes les intrigues ourdies contre le gouvernement russe. Tantôt servant les intérêts de l'Angleterre, tantôt dociles aux inspirations du prince de Bismarck, les divers ministres qui se succédaient au quai d'Orsay n'étaient d'accord que dans leur hostilité systématique à l'égard de la Russie.

Pendant la guerre d'Orient, au Congrès de Berlin et plus tard lors des incidents Hartmann et Kropotkine, les gouvernants français eurent maintes occasions de manifester cette malveillance et ils n'en laissèrent échapper aucune. Quant à la presse républicaine, elle prodiguait ses encouragements à une politique si contraire aux intérêts de la France. Faut-il rappeler, par exemple, l'ardente campagne que menait en faveur de la Turquie et de l'Autriche le *Journal des Débats* par la plume d'un ancien réfugié polonais? les attaques du correspondant de la *République Française* pendant la guerre de 1877, attaques qui donnaient le *la* à toutes les feuilles opportunistes? Les organes les plus notoirement reptiliens de Vienne et de Pest allaient à peine dans leur russophobie aussi loin que certains journaux français.

Nous ne voulons pas trop insister sur cette pénible période des relations franco-russes, l'ayant, du reste, suffisamment racontée ailleurs. Quelques épisodes seulement pour éclairer les dessous de cette étrange attitude des républicains.

Comme nous l'avons dit, au lendemain de la guerre, alors qu'une absolue réserve vis-à-vis de l'étranger était pour la France la seule politique possible, Gambetta manifestait assez ouvertement le désir d'un rapprochement avec la Russie. C'est à dater de l'été de 1876 que soudain il vira de bord; il n'est pas sans intérêt de marquer le point précis où cette évolution s'accomplit. Les nuages s'amoncelaient à l'Orient et les symptômes d'un orage prochain devenaient des plus visibles. Gambetta (sous l'inspiration de Mme Adam) se rendit à Lausanne où se trouvait alors le prince Gortschakof et, par l'intermédiaire

d'une princesse russe très répandue dans les salons de Paris, il obtint une entrevue avec le chancelier. Lorsqu'il le quitta après un entretien assez long, il était devenu l'adversaire le plus acharné de la Russie. Quel déplorable malentendu fit échouer la tentative de rapprochement entre le tout-puissant directeur de la politique étrangère russe, animé des meilleures dispositions à l'égard de la France, et le *leader* d'un grand parti républicain, venu pour jeter les bases d'une action commune entre les deux pays? Au sortir de l'entrevue, Gambetta, furieux, raconta que dans cet entretien son interlocuteur s'était obstinément dérobé à toute conversation sérieuse, se contentant de lui poser des questions, « presque de lui faire subir un examen », non sans quelque nuance de persiflage. Il est aisé de se représenter ce que dut être l'échange d'idées entre deux personnages si divers par leur caractère, leur éducation, leur âge et leurs habitudes d'esprit. Le chancelier russe, aristocrate très hautain à l'occasion, habitué à peser chaque mot, grand chercheur de phrases profondes et de paroles destinées à l'histoire, excessivement vaniteux, était condamné par sa situation à une extrême réserve vis-à-vis d'un homme qui n'avait que la qualité de député et qui de plus était le chef de l'opposition au gouvernement officiel de la France. Le prince Gortschakof supposait évidemment que dans un premier entretien Gambetta s'abstiendrait de toute allusion politique, s'attacherait à donner à sa visite le caractère d'un simple hommage rendu à un grand homme d'État et n'aborderait les questions brûlantes qu'après avoir préparé le terrain. Au lieu de cela, l'impétueux tribun dont on se rappelle les allures un peu vulgaires et le « bon-garçonisme » parfois déplacé, voulut, au débotté, arrivé directement de la gare, sans se donner la peine de faire une toilette même sommaire, entrer immédiatement en matière et mit, comme on dit, les pieds dans le plat. Le chancelier en fut choqué et, selon toute apparence, déjà prévenu contre celui que les rapports diplomatiques dépeignaient comme un « républicain mal léché », se renferma dans une réserve hautaine et donna à l'entretien la tournure d'un persiflage, ce qui

devait, à bon droit, froisser le visiteur. Ce dernier, peu versé dans les questions de haute politique, hasarda probablement quelque affirmation douteuse dont le chancelier profita pour le « coller » : *inde iræ!*

De Lausanne le voyageur se rendit par Venise à Vienne, sans que sa rage contre le prince Gortschakof se fût calmée. Tombé là en plein foyer d'agitation anti-slave, parmi des journalistes comme Étienne qui dirigeait la *Neue Freie Presse*, organe aussi russophobe que bismarckien, Gambetta subit l'influence de ce milieu surchauffé par la haine contre la Russie et, de retour à Paris, il se mit à brûler ce qu'il avait adoré avant son départ[1].

Pendant l'année 1877, nous avons eu l'occasion de rencontrer dans une maison amie Gambetta et quelques personnes de son entourage politique. Nous ne savons ce qui nous stupéfiait le plus : son hostilité farouche contre la Russie ou sa remarquable ignorance des choses de l'étranger[2]. Il persista dans cette inimitié jusqu'à son avènement au pouvoir, ainsi que l'a prouvé sa résistance aux avances du général Skobelef au commencement de l'année 1881.

Étrange coïncidence : la russophobie de Gambetta, née d'une malheureuse rencontre avec le chancelier russe, s'évanouit après qu'il eut vainement sollicité une audience du chancelier allemand. En effet, à la suite de son infructueuse tournée en Allemagne, en automne 1881, où durant plusieurs jours il évolua autour de Varzin, sans réussir à obtenir accès auprès du prince de Bismarck, — mais aussi de quel étrange introducteur il avait fait choix! — Gambetta rentra à Paris, guéri de la politique d'entente avec l'ennemi héréditaire, cette mystification à laquelle la France s'était laissé prendre depuis la fameuse scène de séduction jouée auprès du comte de Saint-Vallier par le châtelain de Varzin.

1. Voir la lettre de Gambetta à Mme Adam publiée par la *Nouvelle Revue* en 1889.

2. Dernièrement Crispi a révélé ce fait étrange, qu'en 1877 il était chargé par Gambetta de négocier avec Bismarck le désarmement. C'est probablement à Vienne qu'on lui a inspiré cette idée lumineuse!

Dès qu'il eut réussi à former son cabinet éphémère, le premier soin de Gambetta fut d'offrir l'ambassade de Saint-Pétersbourg au comte de Chaudordy en le priant de travailler énergiquement dans ce poste à une entente franco-russe. « Le moment n'est pas encore venu pour nous de coucher avec la Russie, mais il n'est que temps de commencer la cour », dit-il à M. de Chaudordy pour bien déterminer le caractère de la mission qu'il entendait lui confier.

Les successeurs de Gambetta revinrent aux funestes traditions de Waddington et l'on peut dire hardiment qu'à partir de cette époque jusqu'à la fin de 1885, la politique étrangère de la République française fut en réalité conduite par le chancelier allemand.

Un fait permettra d'apprécier exactement la nature des rapports établis depuis 1879 entre le quai d'Orsay et la Wilhelmsplatz. On se souvient qu'à plusieurs reprises Waddington fut accusé d'avoir communiqué à Berlin des propositions d'alliance qu'il aurait reçues du gouvernement russe. Waddington protesta toujours avec énergie contre ce reproche qui, en effet, était exagéré : la Russie n'ayant point fait d'ouvertures de ce genre au ministre français, celui-ci ne pouvait s'être rendu coupable de la déloyauté mise à sa charge. En revanche, il en commit une autre dans les circonstances que nous allons dire.

A la suite de grandes manœuvres en Allemagne, une copie du rapport de la mission militaire russe qui y avait assisté fut communiquée sous le sceau du secret au gouvernement français par le général Obroutchef, chef d'état-major. Le rapport critiquait très sévèrement certains côtés faibles de l'armée allemande, en même temps qu'il contenait des indications précieuses sur diverses innovations et réformes introduites. C'est ce document confidentiel que M. Waddington s'empressa de transmettre au gouvernement allemand !

Pour justifier leur hostilité irraisonnée contre toute entente avec la Russie, les gouvernants français ne pouvaient plus alléguer l'intimité des relations entre les deux empires du Nord, lesquels depuis le Congrès de Berlin étaient en froid l'un avec

l'autre. Ainsi que le reconnaissait lui-même le chef de la diplomatie russe dans sa dépêche à M. d'Oubril citée plus haut, le fil qui reliait Berlin à Saint-Pétersbourg était pour longtemps rompu, pour nous servir d'une locution mise en circulation dernièrement par le prince de Bismarck.

Mais ce n'est pas seulement dans sa correspondance officielle que le prince Gortschakof témoignait de ses déceptions. Dans une interview célèbre avec un rédacteur du *Soleil* que M. Édouard Hervé avait eu le bon esprit d'envoyer à Baden, le chancelier, abandonnant la traditionnelle réserve de la diplomatie russe, proclamait *urbi et orbi* qu'une nouvelle constellation politique était devenue possible en Europe et que la France n'avait qu'à être forte pour faire rechercher son alliance par la Russie. Cette invite ne trouva pas d'écho au quai d'Orsay.

Tout le monde en France ne partageait pas la surdité volontaire des gouvernants. Fixé à Paris depuis plusieurs années, un peu mêlé au monde politique par nos obligations de collaborateur aux deux organes les plus importants de la Russie, la *Gazette de Moscou* et le *Golos*, nous avions acquis la conviction, qu'en dehors de quelques groupes parlementaires très restreints et de leurs représentants dans le cabinet, les tendances germanophiles comptaient fort peu de partisans. Le peuple français sentait presque inconsciemment que seule une alliance avec la Russie permettrait à la France de retrouver sa complète sécurité et d'accomplir ses grandes destinées dans le monde. Il ne nous fallait pas de grands efforts pour comprendre que dans une république démocratique régie par le suffrage universel, aussi bien que dans un empire autocratique, la diplomatie est loin de représenter toujours la véritable volonté du souverain. Quoique la cour de Berlin n'épargnât rien pour conserver l'auguste amitié grâce à laquelle la Prusse était devenue la première puissance de l'Europe, Alexandre II se sentait trahi et joué. De tous les mécomptes, de tous les déboires dont avait été rempli son règne inauguré sous de si brillants auspices, ceux qu'il devait à ses parents de Potsdam

n'étaient certes par les moins cruels. Son ministre de la guerre, le général Milioutine, le dominait alors complètement et, quelles que fussent les pensées de derrière la tête, qui guidaient cet homme d'État, il manifestait sans réticence aucune sa haine contre l'Allemagne, laissant même voir l'intention de ne pas reculer devant une rupture avec l'allié séculaire. Un commun désir de se rapprocher de la France avait ainsi mis d'accord — chose excessivement rare en Russie — les deux plus hautes autorités de l'Empire dans le domaine diplomatique et militaire. Malgré cela, à l'ambassade russe de Paris, on restait fidèle aux anciens errements et on ne faisait pas mystère de sentiments peu bienveillants pour tout effort, toute initiative tendant à rendre possible dans un avenir plus ou moins prochain une autre orientation politique. Les diplomates de la rue de Grenelle s'entendaient parfaitement avec ceux du quai d'Orsay pour maintenir la température des relations franco-russes à plusieurs degrés au-dessous de zéro.

Le grand-duc Nicolas, frère de l'empereur et ancien commandant en chef de l'armée russe pendant la dernière guerre d'Orient, passa l'hiver de 1879-1880 à Paris pour raison de santé. Sa présence attira ici de nombreux militaires russes; plusieurs grands-ducs, ses fils et ses neveux, notamment le grand-duc héritier, depuis Alexandre III, vinrent y faire un séjour assez prolongé vers la fin de l'hiver. Le grand-duc Nicolas observait un sévère incognito et, au début, ses rapports avec le monde officiel français s'étaient bornés à un simple échange de cartes. Tout le personnel de l'ambassade russe, sans en excepter les attachés militaires, se tenait vis-à-vis du grand-duc sur un pied de réserve exagérée. L'ancien commandant de l'armée russe à Plewna était alors chargé fort injustement de toutes les fautes commises par nos diplomates et notre ministère de la guerre. Aussi, quoiqu'il eût conservé intacte l'affection de l'empereur son frère, — il était commandant en chef de la garde impériale, inspecteur général de la cavalerie et chef du génie, — les fonctionnaires de la rue de Grenelle croyaient devoir lui épargner leurs empressements.

Appelé comme médecin consultant auprès du grand-duc, vivant dans son intimité quotidienne, nous jugeâmes l'isolement excessivement dangereux pour lui, vu l'état d'ébranlement nerveux où il se trouvait, et, pour des considérations d'hygiène morale auxquelles se joignaient accessoirement certaines arrière-pensées d'un autre ordre, nous nous appliquâmes à le mettre en rapport d'abord avec le monde militaire français, puis avec quelques notabilités politiques. Les convenances nous obligeaient de commencer par le général Greslay, alors ministre de la guerre; d'autres vinrent ensuite, et bientôt le grand-duc, qui était soldat depuis la plante des pieds jusqu'à la pointe des cheveux, et n'était que soldat, se trouva parmi les généraux et officiers français comme dans son milieu naturel, passant des revues à Saumur, visitant les arsenaux français, inspectant des régiments de cavalerie, etc.

Tout cela causait un vif mécontentement à l'ambassade ; l'attaché militaire maugréait chaque fois qu'il devait endosser l'uniforme pour accompagner le grand-duc qui, sur notre conseil, avait fait venir plusieurs de ses aides de camp afin de figurer avec plus d'éclat dans les cérémonies militaires. Il était utile de prouver au frère de l'empereur et aux autres grands-ducs venus quelques mois après le rejoindre que, nonobstant la politique germanophile de certains ministres français, l'armée, la représentation la plus vivante de la nation française, aimait la Russie. Une grande cordialité, en effet, ne tarda pas à s'établir entre les chefs des deux armées. La présence à Paris du général Gaillard, ancien attaché militaire français pendant la campagne d'Orient et ami intime du grand-duc, contribua puissamment à ce résultat.

On sait la haute situation militaire qu'occupait alors le général duc d'Aumale ; il était donc tout naturel que le grand-duc Nicolas désirât faire sa connaissance. Peu soucieux de la mauvaise humeur de notre ambassade, toujours hostile aux princes d'Orléans, nous réussîmes à les mettre en rapport par l'intermédiaire de M. Hervé que nous avions présenté à Son Altesse Impériale. Après un échange de visites, une grande chasse fut

organisée en l'honneur du grand-duc Nicolas à Chantilly, où se trouvaient réunis, autour du duc d'Aumale et du comte de Paris, la plupart des princes et princesses de la maison de France. La glace une fois rompue, entre les membres de la famille impériale de Russie et les descendants du roi Louis-Philippe s'établirent peu à peu des relations cordiales qui ont continué depuis en se resserrant. Bien entendu, la politique était complètement étrangère à ces rapports dont la République n'avait pas lieu de prendre ombrage, car elle en profitait. En effet, la présence sur le sol français des membres des anciennes familles régnantes, le fait qu'ils avaient consenti à servir le régime républicain prêtait à ce régime un grand prestige à l'étranger, détruisait la légende de son caractère démagogique et par suite rendait dans l'avenir *la France républicaine apte à contracter des alliances avec des États monarchiques*. Faut-il ajouter que les princes appartenant à des maisons régnantes étaient heureux, quand ils venaient en France, d'y rencontrer de grands seigneurs, leurs égaux par le rang et pratiquant une large hospitalité? On s'est étonné avec quelque apparence de raison que Nicolas II, pendant qu'il était grand-duc héritier de Russie, ait séjourné dans toutes les grandes capitales européennes, et qu'il ait jusqu'à présent évité Paris. Il en aurait été autrement si le comte de Paris et les siens continuaient à habiter la France....

Du moment que le grand-duc Nicolas avait renoncé à l'incognito, force lui était de rendre visite au chef de l'État et, quand les autres membres de la famille impériale arrivèrent à Paris, leurs rapports avec le palais de l'Élysée devinrent très fréquents. Plusieurs grands-ducs acceptèrent volontiers des invitations aux chasses présidentielles, et il faut dire à l'honneur de M. Grévy que dans toutes ces circonstances il fut parfait de tact et de dignité. Nous avons raconté ailleurs[1] la visite que fit au président de la République le grand-duc héritier — l'empereur Alexandre III — en compagnie du prince de Galles qui fran-

1. *La Russie contemporaine*, Paris, 1891, page 276.

chit pour la première fois, à cette occasion, le seuil de l'Élysée.

Afin de perpétuer par un acte officiel le souvenir des cordiales relations qui s'étaient établies dans le courant de cet hiver entre les hauts dignitaires des deux armées, un échange de décorations s'imposait. D'accord avec le général Gaillard nous préparâmes deux listes : en même temps que l'ordre de la Légion d'honneur était demandé pour les personnages de la suite du grand-duc Nicolas et pour les militaires qui étaient venus la grossir, un certain nombre de généraux français étaient proposés pour des décorations russes. Malgré l'hostilité ostensible de l'ambassade de Russie, les deux listes furent ratifiées par les deux gouvernements. Le grand-duc Nicolas étant depuis longtemps grand'croix de la Légion d'honneur, nous conçûmes l'audacieux projet d'obtenir pour lui — à son insu, naturellement — la médaille militaire française. La chose présentait des difficultés considérables, car cette distinction ne pouvait être conférée qu'à des militaires français. Victor-Emmanuel, si mes souvenirs sont exacts, ne l'avait obtenue pendant la campagne d'Italie que comme « sous-officier de zouaves ». Mais aussi bien à l'Élysée qu'à la chancellerie de la Légion d'honneur on comprit combien, en vue de certaines éventualités, il était important de se concilier le frère de l'empereur, l'homme qui occupait la plus haute situation militaire en Russie, et l'on passa outre aux règlements. Le président Grévy, que plusieurs ouvrages récemment publiés sur l'entente franco-russe représentent comme si indifférent aux questions de politique extérieure, se montra, au contraire, tant en cette occasion qu'en 1887, parfaitement conscient des devoirs qui lui incombaient. Nous sommes heureux de lui rendre cette justice que, sans sortir de son rôle constitutionnel, il manifesta toujours de vives sympathies pour une alliance entre la Russie et la France. Cette politique comptait, d'ailleurs, de chauds partisans dans l'entourage présidentiel. Nous avons déjà signalé l'action du général Gaillard, il faut y ajouter celle des généraux Grévy et Pittié.

Le grand-duc Nicolas était au fond de la Russie quand il

apprit la mesure honorifique dont il était l'objet. Il nous chargea de transmettre au gouvernement français ses remerciements, avec l'expression de la joie qu'il éprouvait de se voir rattaché par ce lien à la glorieuse armée française, et nous pouvons affirmer que l'ancien président de la République se rendit parfaitement compte de la portée de l'acte accompli.

En dépit de ces témoignages de bienveillance réciproque, la diplomatie française, inspirée par Gambetta, continuait à être franchement hostile à la Russie. La rivalité entre les deux présidents dominait, d'ailleurs, en ce moment toute la politique de la France et ne permettait aucune action décisive à l'étranger. Une mémorable réponse du grand-duc héritier russe, — plus tard Alexandre III, — caractérise on ne peut mieux la situation d'alors, et nous résistons d'autant moins à l'envie de commettre une indiscrétion que cette réponse pourrait avec une légère variante servir de motto — sinon d'épilogue — à toute l'histoire de l'entente franco-russe. Un jour, à Paris, le grand-duc Nicolas dit à son neveu : « Cyon me parle sans cesse (*wse pristaiet*) d'une alliance avec la France comme du seul moyen pour nous de modifier la situation créée à la Russie par le Congrès de Berlin. — A côté de qui mon père pourrait-il apposer sa signature sur un traité d'alliance? A côté de Grévy ou à côté de Gambetta? » répondit le tsarévitch.

Plus tard, l'empereur de Russie Alexandre III se heurta maintes fois à la même difficulté : l'absence d'*un personnage autorisé prêt à assumer la responsabilité d'un traité d'alliance.*

CHAPITRE III

SOMMAIRE. — La Russie et l'Allemagne depuis le Congrès de Berlin jusqu'à l'entrevue de Skiernevice. — Lettre de Guillaume Ier à Alexandre II en 1871 ; gratitude des Hohenzollern. Lettre d'Alexandre II à Guillaume Ier en 1879 ; menaces de Bismarck ; conférences de Novi-Bazar. La trahison d'un allié ; l'alliance austro-allemande dirigée contre la Russie et contre l'Autriche-Hongrie. Le comte de Saint-Vallier ; Bismarck séducteur. Aveuglement d'Alexandre II ; la vérité sur ses rapports avec Guillaume Ier ; début de ce dernier dans la politique étrangère par un acte d'hostilité contre la Russie pendant la guerre de Crimée ; révélation du baron Vitzthum ; aveu de lord Loftus ; les batailles d'Inkermann et de la Tchernaïa perdues grâce à la trahison de la cour de Potsdam...

L'avènement d'Alexandre III ; la politique nationale ; fausses légendes répandues en France sur M. de Giers et les diplomates russes ; les premières circulaires de M. de Giers ; ses sentiments germanophiles hautement proclamés ; sa carrière diplomatique ; ses origines. L'entrevue de Dantzig en 1881 ; Bismarck trompe le nouveau tsar ; Giers rend compte à Kalnoky de cette entrevue et dénonce à l'Europe les tendances révolutionnaires et belliqueuses du peuple russe. Pèlerinages périodiques de Giers à Varzin et Friedrichsruh pour recevoir les instructions de Bismarck...

Préliminaires du premier traité écrit de l'alliance des trois empereurs, du traité dit de Skiernevice. Pourquoi les historiographes de Bismarck passent sous silence ce traité. Texte et analyse de ce traité secret ; sa double destination : permettre à l'Allemagne d'écraser la France grâce à la neutralité de la Russie et à la coopération de l'Autriche et annuler l'influence séculaire de la Russie en Orient, au profit de cette dernière puissance. Caractéristique de Giers ; intervention de Katkof.

Les amères déceptions de la guerre russo-turque et du Congrès de Berlin ne portèrent aucune atteinte aux sentiments d'affection d'Alexandre II pour son oncle de Potsdam. Par une étrange aberration, ce fut surtout à l'Autriche-Hongrie que le gouvernement russe, d'accord en cela avec l'opinion publique, imputa tous les déboires diplomatiques des dernières années. Rien n'était plus injuste. Sans doute les cruels sacrifices sup-

portés par nous pendant la campagne de Turquie avaient principalement profité à l'Autriche-Hongrie. Mais celle-ci n'avait à prendre conseil que de ses propres intérêts. La Russie avait aidé la Prusse à l'évincer de l'Allemagne; les Habsbourg n'avaient donc pas à s'inquiéter si les compensations qu'on leur offrait dans la péninsule balkanique devaient ou non être acquises aux dépens de la politique russe. Autre était la situation des Hohenzollern. Depuis le commencement du siècle, le cabinet de Saint-Pétersbourg avait constamment secondé toutes leurs tentatives d'agrandissement. La Prusse, écrasée par Napoléon Ier, avait dû son salut à Alexandre Ier; Nicolas Ier avait été pendant trente ans le plus fidèle ami, le protecteur pourrait-on dire, de son beau-frère; Alexandre II, en 1864, en 1866 et en 1870-1871, avait seul rendu possibles les incroyables triomphes de la Prusse et le couronnement de son oncle comme empereur d'Allemagne. Dans une lettre célèbre du 27 février 1871, Guillaume écrivit à Alexandre II : « La Prusse n'oubliera jamais que c'est à Votre Majesté qu'elle doit l'heureuse issue de la guerre », et il signa : « Votre éternellement reconnaissant ami. »

Quelques années plus tard, Guillaume Ier poussait dans une guerre ruineuse son ami, devenu depuis 1872 son allié formel, et quand, après avoir sacrifié 200 000 soldats et 2 milliards de roubles, la Russie eut réussi à conclure le traité de San-Stefano, ce fut encore le chancelier de l'empire allemand qui mit tout en œuvre pour lui arracher le fruit de ce traité et lui infliger dans la capitale même du Kaiser l'humiliation du Congrès de Berlin.

La reconnaissance et l'amitié de l'Allemagne n'assuraient même pas la Russie contre une surprise de son alliée l'Autriche-Hongrie et, pour éviter d'être attaquée sur ses derrières par cette puissance pendant qu'elle lutterait dans les Balkans, force lui fut de signer les préliminaires de Reichstadt et le traité de Vienne, c'est-à-dire de promettre à l'Autriche la plus belle part du butin de la guerre, alors que par un seul mot son allié Guillaume pouvait et devait la garantir contre toute agression, d'où qu'elle vînt. Le prince de Bismarck a bien essayé — et

tout récemment encore en réponse à un article paru dans la *Deutsches Wochenblatt* (mars 1894) — de rejeter sur les diplomates russes les sacrifices du Congrès de Berlin : à l'en croire, il n'aurait été, pendant toute la durée des conférences, que le porte-parole et l'honnête courtier de la Russie. Laissons cette assertion pour ce qu'elle vaut : est-ce que la réunion même du Congrès n'était pas un affront sanglant que l'Allemagne aurait dû épargner à son alliée ? Le chancelier berlinois n'avait qu'un mot à dire pour imposer à toutes les puissances européennes l'acceptation du traité de San-Stefano. Si le comte Schouwalof conclut avec Disraeli un accord néfaste, c'est justement parce que, voyant l'Europe entière ameutée par Bismarck contre la Russie, il crut, à tort selon nous, que cette dernière devait entrer dans la voie des concessions.

Au milieu des tristesses qui assombrissaient la fin d'un règne dont l'aurore avait été si brillante, Alexandre II perdit toutes ses illusions, une seule exceptée, — celle de l'amitié de Guillaume Ier ! Et cela malgré les preuves palpables de trahisons sans nombre !

Quand on lit dans la célèbre dépêche du comte de Saint-Vallier[1] les fielleuses injures de Bismarck contre celui qui par sa bonté, par sa faiblesse a seul permis au chancelier de monter sur le pavois, on constate une fois de plus que la dette de la reconnaissance engendre les inimitiés les plus féroces, et que la haine de l'obligé est toujours proportionnée à l'importance du service rendu.

Pour donner à son animosité une apparence de raison et pallier la trahison dont il s'était rendu coupable envers l'allié séculaire de la Prusse, en concluant avec l'Autriche le traité du 7 octobre 1879, le chancelier allemand a accusé Alexandre II d'avoir, par une lettre autographe adressée à Guillaume, menacé l'Allemagne d'une guerre immédiate, si elle ne favorisait pas les visées ambitieuses de la Russie en Orient. Or, voici à quelle occasion le tsar adressa à son oncle ces prétendues me-

1. Le comte de Chaudordy, qui a reproduit cette dépêche dans son livre, en a omis les phrases blessantes.

naces. Une commission était réunie à Novi-Bazar pour régler la délimitation de frontières nécessitée par le traité de Berlin. La Russie avait contre elle la plupart des commissaires, et il lui était surtout pénible de voir le représentant de l'Allemagne soutenir ouvertement son collègue d'Autriche-Hongrie[1]. Dans trois lettres personnelles Alexandre II pria son oncle de faire cesser cette hostilité systématique du délégué allemand. Était-ce donc trop demander? Il s'agissait de délimiter les frontières entre la Serbie, le Monténégro, la Turquie et la Bosnie que devait occuper l'Autriche. La Russie n'intervenait là qu'en faveur de ses protégés; l'Allemagne, selon les paroles de Bismarck, n'avait aucun intérêt dans les Balkans; elle aurait donc pu, ne fût-ce que par convenance, s'abstenir en cette occasion de toute hostilité envers son alliée. Or, avisé de la dernière lettre d'Alexandre II, dans laquelle celui-ci manifestait la crainte que « *cette hostilité systématique de l'Allemagne ne portât atteinte aux bons rapports des deux pays* », le prince de Bismarck déclara à Guillaume Ier que si une pareille menace (!) s'était trouvée dans une note officielle, « il aurait conseillé à Sa Majesté de mobiliser l'armée contre la Russie »!! Sur l'injonction de son chancelier, le vieil empereur qui, à la vérité, n'avait que l'ombre du pouvoir impérial, dut inviter son neveu à ne plus traiter désormais les questions politiques autrement que par correspondance officielle!

Lorsque Guillaume, navré de cette brouille, se rendit à Alexandrowo pour tâcher de rétablir les bonnes relations entre les deux cours, le chancelier accourut à Vienne où, sans consulter son maître, il arrêta avec le comte Andrassy le fameux traité d'alliance austro-allemande qui, même par les quelques articles rendus publics en février 1888, constitue un acte d'hostilité directe contre la Russie.

Ainsi, pour avoir demandé un service insignifiant à son allié de presque un siècle, la Russie le vit se coaliser contre elle avec l'empire austro-hongrois. Et qu'on ne nous accuse pas

1. Voir plus loin les dépêches de Gortschakof à d'Oubril

d'avoir volontairement atténué la gravité du conflit qui éclata en 1879 entre les cours de Saint-Pétersbourg et de Berlin : notre récit a été emprunté presque textuellement à un livre écrit, en quelque sorte, sous la dictée du prince de Bismarck par son plus ardent apologiste[1].

Cette trahison n'empêcha pas, d'ailleurs, Alexandre et Guillaume d'échanger quelques mois après, à l'occasion de fêtes de famille, des dépêches où ils protestaient de leur amitié réciproque et célébraient l'alliance de leurs deux peuples. Tel était l'aveuglement du tsar, ou plutôt de M. de Giers, alors gérant du ministère des affaires étrangères, que le 1er avril, jour de naissance du prince de Bismarck, Alexandre II lui adressa un très chaleureux télégramme de félicitations; et, pour que la comédie fût complète, Bismarck décida Guillaume Ier et François-Joseph, — les deux signataires du traité de 1879 où étaient prévues toutes les éventualités d'une guerre contre la Russie, — à envoyer à Alexandre II, pour le 27 avril, jour de sa naissance, deux missions militaires chargées de le féliciter, — avec quelle sincérité, on le devine...

En jetant un coup d'œil d'ensemble sur la politique d'Alexandre II dans ses rapports avec la cour de Berlin, on rencontre partout le même trait dominant : l'empereur de Russie pousse l'affection pour ses parents de Berlin jusqu'à faire litière des intérêts vitaux de son empire, pour aider la Prusse à devenir la plus formidable puissance militaire de l'Europe; par contre, le gouvernement de Guillaume Ier est constamment hostile à la Russie, malgré les relations, en apparence affectueuses, de ce prince avec son neveu. Du côté russe, sacrifice des intérêts du pays aux liens de famille ; du côté prussien, subordination des affections familiales au bien de la patrie. Les deux souverains, maîtres de leur politique extérieure, en abandonnaient la direction réelle à leurs chanceliers. Mais tandis que Guillaume subissait passivement l'influence despotique de Bismarck et immolait toujours ses sentiments personnels aux con-

1. *Das Deutsche Reich zur Zeit Bismarcks*, von Hans Blum, pp. 219 et suivantes.

sidérations supérieures de la politique, Alexandre II n'obéissait que trop souvent à sa prédilection pour ses proches de Potsdam et paralysait presque toujours l'action de Gortschakof.

D'ailleurs, si Guillaume aimait ses parents de Pétersbourg, il ne cessa jamais de haïr la nation sur laquelle ils régnaient. Son premier début dans la politique étrangère, et cela bien avant son avènement au trône, fut une manifestation de défiance et de haine à l'endroit de la Russie; en 1854 il conseilla instamment au roi son frère de se joindre aux puissances occidentales coalisées contre Nicolas; son opposition à la politique de Frédéric-Guillaume IV lui valut même un exil momentané[1]. Cette même haine hantait les derniers moments de Guillaume, empereur d'Allemagne : les *novissima verba* qu'il balbutia pendant son agonie furent des menaces de guerre contre la Russie!

Alexandre II, au contraire, plein d'affection pour son oncle, aimait et admirait en même temps tout ce qui était prussien, et allait jusqu'à imposer à son armée l'uniforme des troupes prussiennes, le hideux casque inclus! Il ne se sentait heureux et chez lui qu'à Potsdam où, entouré de sa famille, il se reposait des soucis et des préoccupations du pouvoir. Pendant ses dernières années sa physionomie même se transfigurait, dès qu'il était devenu l'hôte de Guillaume I[er]; ses traits, constamment empreints de tristesse et d'inquiétude, se détendaient à Berlin et reprenaient l'expression gaie et bonne d'autrefois. Ni les amertumes du Congrès de 1878, ni les déboires d'une guerre dont il avait vécu toutes les horreurs et toutes les souffrances après se l'être vu imposer par les rancunes et les calculs diaboliques du chancelier allemand, — rien n'ébranla son affection, on pourrait dire sa vénération, pour son oncle couronné de lauriers.

Et, puisque nous faisons le bilan de ce qu'a coûté à la Russie la confiance excessive d'Alexandre II dans sa parenté allemande, il n'est peut-être pas hors de propos de rappeler ici que, suivant

1. Voir la correspondance de Guillaume I[er] avec le grand-duc Ernest de Cobourg-Gotha dans le huitième volume des *Souvenirs* de ce dernier.

des révélations récentes, les plus graves échecs essuyés par l'armée russe pendant la guerre de Crimée sont dus à l'abus de cette confiance commis par la cour de Potsdam. Nicolas Ier professait, lui aussi, pour la maison royale de Prusse un grand attachement mêlé, il est vrai, d'une pointe de protection hautaine. Il croyait aveuglément aux sympathies des Hohenzollern et avait la déplorable habitude de communiquer à l'ambassadeur prussien à Saint-Pétersbourg, M. de Münster, ses projets militaires les plus secrets, afin de rassurer son ami de Potsdam. Les indiscrétions plus ou moins préméditées de cette cour arrivaient aux oreilles de l'ambassade anglaise à Berlin et lord Loftus s'empressait de les faire parvenir au Foreign Office qui, à son tour, en instruisait les chefs de l'armée anglaise en Crimée. C'est ainsi que pendant le blocus de Sébastopol les plans élaborés par l'état-major à Saint-Pétersbourg étaient souvent connus des alliés avant même qu'ils n'eussent été notifiés à l'armée assiégée. La perte de deux batailles, celles d'Inkermann et de la Tchernaïa eut pour cause unique ces funestes confidences de Nicolas Ier à l'ambassadeur de Prusse. Pour la première de ces défaites, nous avons le témoignage du baron Vitzthum, qui s'exprime comme il suit dans ses *Souvenirs :*

La position des alliés était suffisamment connue. On savait que l'aile gauche des Anglais était très exposée, pour ainsi dire en l'air, tandis que les Français et les Piémontais étaient trop éloignés pour pouvoir intervenir en temps utile en cas de surprise. On pouvait donc espérer de surprendre les Anglais, de les écraser par le nombre supérieur et d'attaquer le lendemain les Français et les rejeter sur leur flotte ; c'était jeu d'enfant et l'empereur Nicolas était si enchanté de la perspective du succès assuré qu'il n'avait pas hésité à communiquer les détails du plan au comte Münster ; ce dernier n'a fait que son devoir en rapportant immédiatement au roi de Prusse les paroles du tsar. Il s'imaginait empêcher toute indiscrétion et ne pouvait pas soupçonner que le cabinet de son propre souverain à Potsdam livrait aux Français et aux Anglais le meilleur matériel pour leurs dépêches. Lord Augustin Loftus avait à Potsdam un Menzel (nom du fameux traître qui pendant la guerre de Sept ans trahissait à Frédéric II les secrets et les complots), qui lui envoyait des copies chèrement rétribuées. Ainsi l'ambassadeur anglais avait reçu la dépêche de Münster avec le plan russe de la bataille d'Inkermann. Loftus l'avait transmise par dépêche chiffrée à Londres d'où lord Raglan a été prévenu à temps. C'était le premier télégramme

privé envoyé de Londres au commandant en chef de l'armée anglaise ; il arriva à temps pour que lord Raglan pût avertir Canrobert et les Piémontais.

Lord Loftus, dans ses *Mémoires* récemment publiés, nie avec une feinte indignation le fait d'Inkermann : l'armée anglaise, assure-t-il, n'avait nul besoin de pareilles informations pour repousser l'attaque des forces russes, etc. Ce qui enlève toute valeur à ce démenti, c'est que quelques pages auparavant, à propos de la bataille de la Tchernaïa, l'auteur écrit textuellement :

At this time, and previous to the final attack by the French a sortie was made by the Russians in the valley of the Tchernaia. I had received private information that an attack in this quarter was meditated, and my telegram reporting the probability of an early attack was received just a few hours before the battle and in time to warn the French and Sardinian commanders[1].

Il se vante donc, et avec raison, de ce grand service rendu à l'armée alliée. L'étrange accès de pudeur rétrospective du diplomate anglais s'explique très simplement : à Inkermann, c'était l'armée anglaise qui était menacée d'une surprise et il s'agit de glorifier sa vaillance, quoique l'arrivée du corps du général Bosquet au moment critique n'ait pas nui au succès de la journée ; au contraire, dans le combat sur la Tchernaïa, les troupes françaises et sardes étaient seules engagées...

Si les assiégés avaient réussi à jeter dans la mer une seule des armées assiégeantes, la guerre de Crimée aurait eu une tout autre issue ! La confiance de Nicolas Ier était d'autant plus déplacée que les sympathies du frère du roi — plus tard Guillaume Ier — pour ses ennemis devaient lui être connues.

L'avènement d'Alexandre III permettait d'espérer que les liens entre les deux cours, si profitables à la Prusse et si désastreux pour la Russie, se relâcheraient peu à peu. L'ancienne intimité paraissait désormais impossible. En effet, déjà pendant la guerre de 1870-1871 le grand-duc héritier avait hautement témoigné combien il désapprouvait la partialité par trop complaisante de la politique de son père pour l'Allemagne victo-

1. *The diplomatic reminiscences of lord Augustus Loftus*, 1re série, 1er vol. Leipzig, 1892, pp. 204-205.

rieuse. Profondément pénétré du sentiment national russe, le tsarévitch comprenait très bien quel danger offraient pour la Russie l'écrasement de la France et la formation d'un puissant empire militaire sur ses confins. A cet égard, il partageait pleinement les vues de Katkof qui seul, dans la presse russe, avait alors l'audace de crier très haut dans la *Gazette de Moscou* ce que tous les autres patriotes pensaient très bas...

Entre les héritiers des deux trônes s'étaient produits aussi certains froissements dus à des propos malveillants ou mal rapportés du Kronprinz; il semblait donc peu probable que les fils conserveraient dans leurs relations la cordialité qui avait régné entre les pères.

Mais en admettant que les tendances hostiles à Berlin fussent réellement très prononcées chez le grand-duc héritier, les débuts de son règne eurent bientôt dissipé les illusions et les craintes qu'elles avaient fait naître. *Les princes héritiers proposent et leurs futurs ministres disposent.* Dès la première circulaire envoyée par M. de Giers aux diplomates russes accrédités à l'étranger, on fut fixé sur la ligne politique que cet homme d'État avait adoptée et à laquelle, — disons-le pour lui rendre justice, — *il est resté fidèle jusqu'à sa mort.*

En France, certains anciens ministres et diplomates d'occasion, pour qui la réclame est un besoin et le silence un supplice, ont depuis quelque temps accumulé tant de fausses légendes, tant de grossières erreurs sur les événements politiques des dernières années qu'il devient indispensable de rétablir enfin la vérité.

Le prince Orlof n'est plus là pour protester et pour affirmer qu'il était le plus fidèle ami du prince de Bismarck, le partisan avéré de l'alliance russo-allemande. Sa qualité d'ambassadeur en exercice interdit à M. de Mohrenheim d'étaler ses véritables sentiments envers la France. Il ne peut ni se soustraire aux hommages des naïfs municipaux de province qui exaltent son amour pour le peuple français, ni refuser les petites merveilles d'horlogerie que les braves gens de Besançon envoient au peu brillant représentant du tsar.

Mais tel n'était pas le cas de M. de Giers. N'importe quel scribe du Pont des Chantres aurait pu apprendre aux anciens ministres français, ainsi qu'à leur truchement et historiographe, que le chancelier russe avait toujours été foncièrement hostile à toute *alliance* avec la France ; qu'il avait fait tout ce qui était humainement possible pour maintenir l'ancienne union entre les cours de Pétersbourg et de Berlin. M. de Giers avait le courage de ses sentiments, il n'hésita jamais à affirmer hautement ses préférences pour l'Allemagne et l'antipathie que lui inspirait le gouvernement français. Son abstention significative lors des fêtes de Cronstadt, son attitude à Paris pendant le séjour contraint en 1891, et enfin son absence démonstrative au banquet[1], qu'après Toulon la noblesse pétersbourgeoise offrit au comte de Montebello, sont autant de preuves que, s'il manquait des qualités de l'homme d'État, si même le simple patriotisme russe lui faisait défaut, M. de Giers n'était pas, du moins, dépourvu de franchise et qu'en tout cas il ne tenait nullement à passer pour ce qu'il n'était point. Le faux encens brûlé en son honneur par certains écrivains français ne lui donnait que des nausées.

Nous avons parlé plus haut de la première circulaire envoyée après l'avènement d'Alexandre III par M. de Giers. Le gérant du ministère des affaires étrangères y déclare en termes formels que l'intention de son souverain est de rester *fidèle à ses amis* et de conserver intactes les *sympathies consacrées par les traditions*. « La Russie, également étrangère aux sentiments de jalousie et de mécontentement, travaillera, d'accord avec les autres gouvernements, à maintenir la paix basée sur le *respect du droit* et des *traités existants*. »

C'était net et clair; le prince de Bismarck n'aurait pas parlé autrement. La circulaire de M. de Giers rendait-elle exactement la pensée impériale d'alors? Nous l'ignorons; mais ce n'est pas impossible, et, sauf certaines nuances, nous croyons qu'à cette époque les vues du tsar répondaient, pour le fond, à l'idée

1. Tous les ministres et les hauts fonctionnaires de l'État assistèrent à ce banquet ou s'y firent représenter, sauf (exception éloquente!) le ministre des affaires étrangères.

générale de ce document. Alexandre III est monté sur le trône au milieu des circonstances les plus tragiques. Le coup porté à son cœur de fils était encore trop récent pour qu'il pût analyser de sang-froid les causes lointaines, mais réelles qui, comme la campagne russo-turque provoquée par les intrigues du chancelier allemand, avaient amené la catastrophe du 1[er] mars. Le terrorisme des nihilistes datait, en effet, de la désastreuse guerre d'Orient et reconnaissait pour principal facteur le mécontentement général suscité par les déconvenues et les humiliations du Congrès de Berlin.

L'anarchie dans le gouvernement du vaste empire avait, d'ailleurs, revêtu un caractère si menaçant, que les premières préoccupations du nouveau souverain devaient forcément viser la situation intérieure. Il n'y avait pas de place alors pour une politique extérieure active; la lutte contre le parti révolutionnaire, insignifiant par le nombre, mais devenu tout-puissant grâce à l'ineptie et à la complicité de l'administration précédente, absorbait nécessairement toute l'attention du jeune monarque.

D'autre part, M. de Giers, étant donné ses origines, ses antécédents et sa situation, ne pouvait adopter une autre ligne politique. Le prince Gortschakof vivait encore, mais n'était plus que de nom le chef du ministère des affaires étrangères. Sa prochaine fin n'était qu'une question de jours. M. de Giers était étranger à la Russie, de l'aveu même des flatteurs malavisés qui l'ont fait descendre d'une famille suédoise *éteinte* (!) au XVI[e] siècle. Son extraction véritable, nous l'avons indiquée dans la ***Russie Contemporaine*** (p. 67), et la mention de cette humble origine ne pouvait être sous notre plume qu'un hommage rendu au ***self made man***. Dans l'Annuaire russe (***Miesatzoslov***), édition de l'Académie de 1812, il est facile de vérifier l'exactitude de notre assertion. (Le *h* et le *g* sont représentés dans l'alphabet russe par la même lettre : en russe Giers s'écrit Hirs.) Il débuta dans la carrière par le modeste emploi de secrétaire au consulat de Jassy. Un mariage inattendu, — qui fit quelque bruit à l'époque, — avec une parente éloignée du prince Gortschakof lui

valut de très puissantes protections, grâce auxquelles il gravit lentement et sans le moindre éclat tous les degrés de la hiérarchie diplomatique, jusqu'au poste de ministre plénipotentiaire en Suède. Comme beaucoup d'hommes supérieurs, le vaniteux chancelier russe aimait à s'entourer de gens incapables de lui porter ombrage et, quand les fonctions d'adjoint au ministère devinrent vacantes, parmi les nombreux bureaucrates de son département son choix tomba sur M. de Giers. Fonctionnaire consciencieux et travailleur, au courant de toutes les ficelles de son métier, ne nourrissant d'autre ambition que celle d'arriver, dépourvu de fortune personnelle mais inaccessible aux tentatives de corruption, très bien apparenté dans le monde grâce à son mariage, M. de Giers était l'adjoint idéal pour un chancelier qui, tout en sachant qu'il ne représentait plus la politique de son souverain, n'en était pas moins décidé à conserver le pouvoir jusqu'à sa mort.

C'est ainsi que M. de Giers se trouvait à la tête du ministère des affaires étrangères au début du règne d'Alexandre III. Sa seule préoccupation devait être de s'assurer la succession de son chef au moment où celui-ci disparaîtrait. Quant à la voie à suivre pour atteindre ce but, elle était tout indiquée : il fallait se concilier par une soumission servile la bienveillance du prince de Bismarck. L'influence de la politique allemande dominait dans la haute société de Pétersbourg et surtout au Palais d'Hiver. Devenir suspect au chancelier allemand, ne fût-ce que par le plus timide essai d'une politique indépendante, c'était pour M. de Giers la certitude d'être brisé impitoyablement. D'ailleurs, un demi-étranger, parlant le russe avec peine, ne pouvait guère songer à faire de la politique nationale, d'autant plus que sur ce terrain il eût rencontré un redoutable concurrent dans le comte Ignatief, le seul diplomate russe qui par sa rare intelligence, par ses éclatants services en Chine, en Boukharie et surtout à Constantinople, fût véritablement digne de succéder au prince Gortschakof. La haine féroce du chancelier allemand pour l'auteur du traité de San-Stefano assurait d'emblée à M. de Giers son concours le plus dévoué. Il n'y avait

donc pas à hésiter et M. de Giers n'hésita pas. Il choisit la politique traditionnelle de la cour de Russie, cette politique qui a été si funeste au pays, et y resta invariablement attaché. En quoi il eut raison, puisque jusqu'à sa mort il continua d'habiter le palais du Pont des Chantres et que, — sauf pendant l'hiver de 1886-1887, lors de ses démêlés avec Katkof, — sa position ne fut jamais sérieusement menacée.

Mais avec les tendances nationales bien connues du grand-duc héritier devenu empereur, comment M. de Giers pouvait-il espérer se maintenir aux affaires en dirigeant la diplomatie russe dans un sens nettement opposé aux aspirations nationales? Seuls poseront cette question les naïfs qui apprennent les secrets de la politique étrangère dans les réunions publiques ou dans les lumineuses indiscrétions des reporters. Les initiés savent que même dans un pays autocratique, et peut-être là surtout, il existe mille et une manières de paralyser et de circonvenir la volonté du souverain; ils n'ignorent pas qu'un ministre habile, soutenu par une camarilla puissante, peut réussir à faire prévaloir ses vues sur celles de l'autocrate réputé le plus impérieux.

D'ailleurs, nous l'avons dit, la politique étrangère était, au début du règne, une préoccupation fort secondaire. Et puis ne rendait-on pas hommage aux aspirations nationales du tsar en poussant le comte Ignatief au ministère de l'intérieur, autrement important alors? A la vérité, dans cette époque troublée où l'anarchie régnait partout, il y avait dix chances pour une que l'ancien ambassadeur à Constantinople, si expert dans l'art de hâter la décomposition d'un État hostile, échouerait infailliblement. La flexibilité d'un esprit insaisissable en ses multiples évolutions, cette qualité maîtresse pour un diplomate, deviendrait fatale dans un poste où, pour rétablir l'équilibre ébranlé de l'empire, il fallait un programme d'une solidité inattaquable et une absolue fixité d'action. Mais on ne pouvait pas tout prévoir et, tandis que le général Ignatief jouait à l'intérieur sa réputation d'homme d'État, la politique bismarckophile prenait tout son essor à l'extérieur.

Elle se manifesta d'abord par l'entrevue des deux empereurs à Dantzig, le 9 septembre 1881. Malgré la très courte durée de cette rencontre, le prince de Bismarck put s'entretenir longuement avec le tsar. Les effets de cet entretien ne tardèrent pas à se produire. Sitôt rentré à Pétersbourg, Alexandre III s'empressa de télégraphier à François-Joseph :

> Les félicitations que tu as eu l'amabilité de m'adresser pour mon jour de naissance (le 10 mars!) m'ont profondément touché et je t'en remercie de tout cœur. J'ai été très heureux de voir l'empereur Guillaume, ce vénérable ami auquel nous unissent les liens communs d'une affection profonde[1].

Ainsi, ce ne fut qu'en septembre, *six mois* après avoir reçu le télégramme de François-Joseph, qu'Alexandre III se souvint qu'il en avait été vivement touché! Le fait est que les quelques heures passées à Dantzig suffirent pour restaurer l'ancienne *alliance*, ou, selon le mot de Bismarck, mot juste, puisqu'il n'y avait aucun traité écrit, l'ancienne *liaison* des trois empereurs. Mais ce qui caractérisait mieux encore la ligne politique adoptée, c'était la manière dont M. de Giers faisait part au comte Kalnoky, alors ambassadeur d'Autriche à Pétersbourg, des impressions que lui avait laissées l'entrevue :

> M. de Giers est excessivement satisfait des impressions réciproques de la rencontre de Dantzig. L'empereur Alexandre est revenu confirmé dans ses sentiments de tranquillité et de satisfaction intérieure (*mit erhöhten Gefühlen der Beruhigung und innerer Zufriedenheit* ... La sagesse et la modération (!) inattendue du langage du prince de Bismarck ont produit sur le tsar et sur Giers un effet excellent et les ont rassurés sur ses intentions pacifiques.

Rien ne projette une lumière plus vive sur les véritables relations des deux cours. Ainsi, à cette rencontre dont on s'était arrangé pour faire prendre l'initiative à Alexandre III, le tsar et son ministre — à en croire celui-ci — étaient allés très inquiets, comme s'ils craignaient d'être grondés et malmenés par le redoutable chancelier allemand, et ils s'en sont retournés tout heureux de sa « sagesse » et de la « *modération inattendue*

1. HAHN, *Furst Bismarck. Sein politisches Leben*, etc., vol. 3, p. 320.

de son langage » ! Ne dirait-on pas des écoliers qui, après quelque escapade, tremblaient de se retrouver en face d'un magister courroucé, et qui se réjouissent de n'avoir été ni tancés d'importance, ni menacés d'aucune punition ? Et quand on pense que c'était la Russie qui avait été trahie, humiliée et ruinée par l'Allemagne, et que c'était elle qui allait à Dantzig faire amende honorable !

Écoutons la suite :

Pendant l'entretien du tsar avec Bismarck, après que celui-ci eut dissipé chez son interlocuteur toute crainte de projets agressifs, la conversation a roulé principalement sur le danger du socialisme et là aussi le prince de Bismarck a recommandé de ne soulever qu'avec beaucoup de prudence et de modération la question des mesures internationales.

C'est-à-dire que quand du côté russe on mit de pareilles mesures sur le tapis ; en d'autres termes, quand on demanda à M. de Bismarck d'aider le gouvernement russe à étouffer les foyers de conspiration nihiliste existant à l'étranger, le chancelier, qui avait de bonnes raisons pour ménager les conspirateurs, refusa et recommanda la prudence ! Le piquant de l'affaire, c'est que le tsar avait pris l'initiative de la rencontre, sur la promesse de M. de Giers qu'elle aboutirait à des mesures internationales contre les nihilistes. D'ailleurs, au mois d'avril précédent, le prince de Bismarck, répondant à la fameuse interpellation Windthorst, avait pris des engagements dans ce sens[1].

La conclusion est une perle :

M. de Giers dit que le côté le plus important du voyage de Dantzig se trouve dans ce fait que le tsar a démontré d'une manière incontestable à toute la Russie sa volonté de poursuivre une politique conservatrice et pacifique.

Ainsi donc, suivant M. de Giers, quand le tsar veut faire connaître sa politique à son peuple, il doit se rendre en Allemagne, et là se munir des conseils et des recommandations du chancelier allemand ! Et non seulement le chef de notre diplomatie professe cette opinion humiliante, mais il s'en vante de-

1. Voir au chapitre VI, p. 130, l'article de Katkof de l'année 1881.

tion arrêtée lors de la précédente rencontre[1]. » Ainsi donc, c'est à Varzin et à Friedrichsruh que se décidait l'orientation politique de la Russie !!

Les historiographes officiels du prince de Bismarck, comme M. Hahn, ses apologistes aveugles, comme M. Hans Blum, et même ses vulgaires reptiliens comme Maximilien Harden, si prolixes quand il s'agit de chanter les merveilles accomplies jusqu'en 1883 par leur héros, grâce à la complaisance servile de M. de Giers, pour emprisonner de nouveau la Russie dans l'alliance des trois empereurs, ne touchent qu'avec une réserve extrême aux événements survenus de 1884 à 1887. Les pèlerinages de M. de Giers ne furent pas moins fréquents durant cette période ; bien plus, ils aboutirent à l'entrevue de Skiernevice en septembre 1884 *et à la conclusion formelle d'un traité d'alliance entre les trois empires*, traité qui fut le vrai triomphe du chancelier. Or, de cette entrevue de Skiernevice, le plus souvent il n'est pas même fait mention ; le traité est passé sous silence ou révoqué en doute ! Même dans les nombreux discours posthumes que M. de Bismarck, dès le lendemain de sa chute, se complut à dicter aux reporters de diverses nations, même dans ses conversations avec le correspondant du *Nouveau Temps*, où il s'évertuait à prouver que la politique de toute sa vie n'avait eu qu'un côté faible : une trop grande partialité pour la Russie; même dans ces entretiens où il laissait involontairement échapper l'aveu que sa disgrâce était en réalité la conséquence de sa perfidie envers la Russie, perfidie qui avait rompu le fameux fil (il aurait pu dire *chaîne*) attachant depuis un siècle la Russie à la Prusse, jamais le chancelier ne souffla mot du traité de Skiernevice !

La raison de ce silence est bien simple : c'est que le traité connu sous ce nom, bien qu'élaboré et signé au mois de mars à Berlin, est *la preuve la plus éclatante de la duplicité de M. de Bismarck envers la Russie ; qu'il n'a été entre ses mains qu'un moyen d'évincer avec l'aide de l'Autriche l'influence russe de la*

1. HAHN, *l. c.*, p. 424.

rappel avait été imposée par le chancelier allemand, dont M. de Giers était le véritable ambassadeur auprès de la cour de Russie.

Cinq jours après ce discours prononcé à Varsovie, le 7 mars, le général Skobelef obtint du tsar une audience particulière, à la suite de laquelle son poste important à Minsk lui fut rendu...

Le mois suivant, M. de Giers recueillit le fruit de l'entrevue de Dantzig : il fut nommé ministre des affaires étrangères.

Le prince de Bismarck, dit à ce propos M. Blum, l'apologiste du chancelier de fer (*l. c.*, p. 458), n'a pas laissé se relâcher ses relations personnelles avec M. de Giers, elles n'ont fait que s'affermir, surtout depuis que M. de Giers a évincé de la cour et du conseil des ministres *ses* (ceux de Bismarck ou de M. de Giers ?) adversaires panslavistes. On en a eu une preuve dès l'automne de 1882[1].

En effet, de cet automne commencèrent les fameux pèlerinages de M. de Giers à Varzin, Berlin et Gastein, démarches que Katkof, dans son célèbre article du 19 juillet 1886, compara non sans raison aux humiliants voyages des princes moscovites à la Horde d'Or pendant la domination mongole. D'après Hahn, dans la première visite, « le prince de Bismarck réussit à rétablir des rapports pleins de confiance entre la Russie et l'Autriche-Hongrie ». Dans une circulaire adressée aux ambassadeurs russes, M. de Giers rend compte, « quoique encore avec une réserve suffisante » (ajoute l'historiographe du chancelier allemand), de ce succès de M. de Bismarck[2].

L'automne suivant, en novembre 1883, M. de Giers alla de nouveau faire ses dévotions à Friedrichsruh et à Berlin, toujours sous prétexte de rendre visite à sa fille souffrante en Italie. Quoique « n'ayant aucune mission politique spéciale », avoue M. Hahn, M. de Giers, « au cours de ses conversations avec M. de Bismarck, put confirmer la politique russe dans la direc-

1. La démission du comte Ignatief a été provoquée par une lettre autographe de Guillaume Ier au tsar, rapportée à Pétersbourg par la princesse Kotchubey, qui, d'ailleurs, en ignorait le contenu. Dans cette lettre, Guillaume déclarait qu'aussi longtemps qu'Ignatief resterait ministre, on ne saurait avoir à Berlin pleine confiance dans la politique russe.

2. HAHN, pp. 422, 424.

tion arrêtée lors de la précédente rencontre[1]. » Ainsi donc, c'est à Varzin et à Friedrichsruh que se décidait l'orientation politique de la Russie!!

Les historiographes officiels du prince de Bismarck, comme M. Hahn, ses apologistes aveugles, comme M. Hans Blum, et même ses vulgaires reptiliens comme Maximilien Harden, si prolixes quand il s'agit de chanter les merveilles accomplies jusqu'en 1883 par leur héros, grâce à la complaisance servile de M. de Giers, pour emprisonner de nouveau la Russie dans l'alliance des trois empereurs, ne touchent qu'avec une réserve extrême aux événements survenus de 1884 à 1887. Les pèlerinages de M. de Giers ne furent pas moins fréquents durant cette période ; bien plus, ils aboutirent à l'entrevue de Skiernevice en septembre 1884 *et à la conclusion formelle d'un traité d'alliance entre les trois empires*, traité qui fut le vrai triomphe du chancelier. Or, de cette entrevue de Skiernevice, le plus souvent il n'est pas même fait mention; le traité est passé sous silence ou révoqué en doute! Même dans les nombreux discours posthumes que M. de Bismarck, dès le lendemain de sa chute, se complut à dicter aux reporters de diverses nations, même dans ses conversations avec le correspondant du *Nouveau Temps*, où il s'évertuait à prouver que la politique de toute sa vie n'avait eu qu'un côté faible : une trop grande partialité pour la Russie; même dans ces entretiens où il laissait involontairement échapper l'aveu que sa disgrâce était en réalité la conséquence de sa perfidie envers la Russie, perfidie qui avait rompu le fameux fil (il aurait pu dire *chaîne*) attachant depuis un siècle la Russie à la Prusse, jamais le chancelier ne souffla mot du traité de Skiernevice!

La raison de ce silence est bien simple: c'est que le traité connu sous ce nom, bien qu'élaboré et signé au mois de mars à Berlin, est *la preuve la plus éclatante de la duplicité de M. de Bismarck envers la Russie; qu'il n'a été entre ses mains qu'un moyen d'évincer avec l'aide de l'Autriche l'influence russe de la*

1. Hahn, *l. c.*, p. 424.

péninsule balkanique où elle s'était établie au prix de si douloureux sacrifices et de l'y remplacer par l'hégémonie autrichienne! Lorsque cette œuvre infernale arriva en 1886 (trop tard, hélas !) à la connaissance de Katkof, le grand patriote entama cette campagne de l'hiver 1886-1887, la plus glorieuse peut-être de toute sa vie, qui pour la première fois ouvrit les yeux d'Alexandre III sur la funeste diplomatie de M. de Giers, les fatales conséquences de la triple alliance, la perfidie sans nom du chancelier allemand et l'urgente nécessité pour la Russie de recouvrer immédiatement son indépendance politique en se rapprochant de la France.

Le traité de Skiernevice fut la petite pierre sur laquelle trébucha le tout-puissant chancelier. Si Katkof laissa sa vie dans la lutte qu'il engagea à cette occasion, Bismarck y perdit, lui, d'abord sa situation politique, ensuite sa renommée de grand homme, fortement compromise par la misérable attitude qu'on lui a vu prendre depuis sa retraite.

Les préparatifs du traité de Skiernevice sont antérieurs à l'arrivée de M. de Giers à Friedrichsruh (novembre 1883). Quelque temps avant cette visite M. Sabourof, depuis 1880 ambassadeur de Russie à Berlin, se rendit à Kissingen devenu la Mecque des diplomates russes avides d'avancement, depuis que le prince de Bismarck avait pris l'habitude d'y faire sa cure annuelle. C'est là qu'en causant avec son visiteur le chancelier observa qu'on pourrait par un accord entre les trois empires réparer le mal que le Congrès de Berlin avait fait à la Russie. Bien entendu, la responsabilité de ce mal incombait exclusivement au prince Gortschakof et au comte Schouwalof, — lui, Bismarck, avait été le seul véritable défenseur des intérêts russes. M. Sabourof mordit à l'hameçon. (Notons en passant que, par un étrange phénomène, les historiographes de Bismarck cités plus haut oublient de mentionner ce personnage, de même qu'ils se taisent sur le traité de 1884, auquel il apposa sa signature comme représentant de la Russie à Berlin.) Sans doute l'éloquence du chancelier fut d'autant plus persuasive qu'elle trouva un puissant auxiliaire dans le désir de garder l'ambassade de Berlin et la perspective lointaine d'un emmé-

nagement au Pont des Chantres. Les propositions de Bismarck furent transmises directement au tsar par M. Sabourof, en dehors de la voie hiérarchique. Ému de ce manquement aux règles professionnelles de la diplomatie, M. de Giers se hâta de rentrer à Pétersbourg et présenta de nombreuses objections aux ouvertures allemandes. Peu après, lui-même se rendit à Friedrichsruh afin de reprendre les négociations et, pour bien marquer que le tsar désirait les voir aboutir, il emporta une lettre autographe d'Alexandre III pour Guillaume Ier. Dans ces conditions, l'initiative des pourparlers semblait venir de la Russie, ce qui était un désavantage évident pour elle ; mais, en sacrifiant ainsi les intérêts confiés à sa garde, M. de Giers se créait de nouveaux titres à la bienveillance de son chef virtuel, le châtelain de Varzin.

Après s'être poursuivies pendant tout l'hiver, les négociations aboutirent enfin à une conclusion. Le 21 mars 1884, l'instrument reçut les signatures de MM. Sabourof, Bismarck et Szechenyi.

Voici, article par article, le résumé de ce traité. Pour des raisons faciles à comprendre nous préférons cette fois encore, comme pour le traité de Vienne de 1877, nous abstenir d'en donner le texte original. Le lecteur ne perdra rien à l'analyse.

L'article I stipule que :

Si une des trois parties contractantes est forcée de faire la guerre à une quatrième puissance, les deux autres parties contractantes observeront une neutralité bienveillante à l'égard de leur alliée.

Le projet primitif du traité contenait sous la lettre *a* une note additionnelle à l'article I, ainsi conçue :

Si deux parties contractantes se trouvent engagées dans une guerre avec une quatrième puissance, la même neutralité bienveillante sera *également* obligatoire pour la troisième partie contractante.

Dans cet article I se révèle le principal but du traité de Skiernevice. En travaillant à rétablir l'alliance des trois empereurs, le prince de Bismarck ne visait principalement qu'un

seul objet : empêcher une alliance franco-russe et, en cas de guerre contre la France, s'assurer la neutralité bienveillante sans laquelle une pareille guerre eût été par trop chanceuse pour l'Allemagne. L'expérience de 1875 avait prouvé au chancelier que la simple *entente* des trois empereurs, sans traité formel garantissant à l'Allemagne la neutralité bienveillante de la Russie, ne suffisait pas pour lui permettre d'exécuter ses projets contre la France.

En effet, si le *Dreikaiserverhältniss* établi en 1872 avait été scellé par un traité formel contenant cette obligation de neutralité, l' « ennemi héréditaire » aurait été réduit dès 1875 à l'impuissance définitive. La Russie n'aurait pu intervenir à Berlin en faveur de la paix et l'Allemagne, entièrement rassurée du côté de l'Est, libre par conséquent de disposer de toutes ses forces contre la France, aurait eu facilement raison d'un pays alors en pleine crise de réorganisation et dont l'armée n'existait, pour ainsi dire, que sur le papier.

C'est donc surtout contre la République française qu'était dirigé, au moins dans la pensée du prince de Bismarck, ce traité de Skiernevice dont il s'efforce de cacher l'existence. Ce n'est pas tout : moins sûr qu'en 1875 de pouvoir triompher de son ennemi dans un duel à deux, le chancelier, par la note *a*, forçait la Russie à rester neutre, même si la France avait à combattre simultanément deux adversaires : l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Cette dernière puissance ayant adhéré à la note additionnelle, il est clair jusqu'à l'évidence que le fameux traité austro-allemand du 7 octobre 1879 contenait encore d'autres stipulations demeurées secrètes et dont une prévoyait certainement la participation effective de l'armée autrichienne, en cas de conflit franco-allemand.

Aucun doute à ce sujet n'est possible. Autrement l'Autriche-Hongrie aurait craint que cette clause additionnelle ne l'obligeât, *elle*, à une neutralité bienveillante, dans l'hypothèse où la Russie prêterait main forte à l'Allemagne contre la France. Or, si peu clairvoyants qu'on suppose les hommes d'État de l'Autriche-Hongrie, il ne pouvait leur échapper que pareille

éventualité mettrait l'existence de l'empire des Habsbourg entièrement à la merci de ses deux alliés, c'est-à-dire l'exposerait à un prochain démembrement.

Soit perspicacité politique, soit simple sentiment chevaleresque, Alexandre III refusa de ratifier la disposition additionnelle, en déclarant qu'il ne « saurait pas rester spectateur indifférent d'un duel dans lequel la France aurait en face d'elle deux épées! » M. de Giers fut donc forcé de demander la suppression de cette note. Soit dit entre parenthèse, la parole du tsar prouve surabondamment que, même à la cour de Russie, il n'existait aucun doute sur le vrai sens de l'article I : on avait la conviction que la guerre qu'il prévoyait était bien une guerre entre l'Allemagne et la France, et que cette dernière était seule visée par la désignation de « quatrième puissance ».

Nous ne saurions trop le répéter, c'est dans le seul but d'assurer toutes les chances possibles de succès à une agression allemande contre la France, que le prince de Bismarck joua auprès de M. Sabourof à Kissingen et auprès de M. de Giers à Friedrichsruh la scène de séduction qui a si bien réussi. La prétendue satisfaction à donner au gouvernement russe pour les mécomptes du Congrès de Berlin n'était qu'un hors d'œuvre, l'amorce du piège où il s'agissait d'attirer la Russie et surtout le moyen de payer à l'Autriche-Hongrie dans les Balkans le prix de sa complicité dans les ténébreux projets de Bismarck contre la France.

La simple lecture des articles suivants suffira pour le prouver.

L'article II stipule :

Qu'en cas de conflit dans la presqu'île balkanique, les trois alliés sont tenus de sauvegarder les intérêts de chacun (*sic*). En cas de désaccord entre deux des parties contractantes, c'est la troisième qui les départagera. Afin d'éviter des malentendus dans l'avenir, au présent traité sera annexé un protocole qui constatera dès maintenant les accords déjà intervenus.

Dans un des chapitres précédents nous avons cité un discours du chancelier du 19 février 1878, dans lequel il déclarait que « la liaison des trois empereurs » ne forçait aucun d'eux à

se soumettre à la majorité des voix (*sich überstimmen zu lassen*). Cela lui permettait de se récuser dans le conflit austro-russe et de laisser les coudées franches à l'hostilité de l'Autriche. En faisant le traité de Skiernevice, accessoirement destiné à évincer des Balkans l'influence russe au profit de l'Autriche-Hongrie, le prince de Bismarck répara cette lacune : l'article II fait effectivement de l'Allemagne l'arbitre de toute contestation entre la Russie et l'Autriche. Pour qu'aucun doute ne subsiste sur la puissance en faveur de qui seront rendues les sentences arbitrales, l'article III du traité annule tous les traités partiels « existant entre la Russie et l'Allemagne et entre la Russie et l'Autriche ». Et le traité austro-allemand de 1879, ce traité dont le texte était alors complètement inconnu, mais qu'on avait les meilleures raisons de croire dirigé contre la Russie? il n'en est même pas question ! A Skiernevice M. Sabourof témoigne quelque inquiétude à propos de cette étrange omission ; il conseille à M. de Giers de demander au moins la communication de ce traité mystérieux, mais son chef s'y refuse pour cette raison épique que « M. de Bismarck pourrait voir dans une pareille demande une preuve de méfiance et s'en offenser » !

Le plénipotentiaire austro-hongrois n'eut pas les mêmes scrupules et, sans craindre de manifester sa méfiance, demanda carrément l'abrogation de tout traité secret pouvant exister entre la *Russie* et l'*Allemagne*. Du reste, il n'en existait pas. En revanche, l'Autriche et la Russie étaient toujours liées par le traité conclu à Vienne en janvier 1877 et la première avait tout intérêt à le faire annuler, d'autant plus que les *deux premiers articles du protocole ajouté au traité de Skiernevice lui assuraient tous les avantages de ce traité de Vienne sans accorder aucune compensation à la Russie !!*

Voici ce que stipulent ces deux articles du protocole :

1. L'Autriche-Hongrie pourra s'annexer la Bosnie et l'Herzégovine quand elle le jugera utile. 2. Elle pourra, conformément à la convention conclue en 1877, occuper Novi-Bazar.

L'article IV déclare :

Art. IV. — Les trois puissances s'engagent à surveiller strictement l'exécu-

tion des stipulations de Berlin concernant la Turquie, et cela dans le sens des explications données au Congrès par le second plénipotentiaire russe. En cas que la Turquie permette le passage des Dardanelles à une quatrième puissance et nuise ainsi aux intérêts d'une des parties contractantes, les deux autres déclareront à la Porte qu'elle s'est mise en état de guerre avec la troisième ; elles se tiendront pour déliées de toutes leurs obligations envers l'empire Ottoman et s'abstiendront de toute mesure hostile à la troisième puissance.

Ah ! le bon billet qu'avait là le gouvernement russe !

L'article V, enfin, est destiné à donner satisfaction aux intérêts de la Russie, mais une satisfaction toute platonique et dérisoire. Les trois puissances prenaient l'engagement :

De ne pas s'opposer à la réunion des deux principautés (Bulgarie et Roumélie), si cette union s'accomplissait par la force des choses, — à condition toutefois qu'elle s'effectuerait dans les limites tracées par le traité de Berlin. Les puissances ne devaient pas permettre une insurrection en Macédoine ni dans d'autres provinces; elles devaient s'opposer à l'entrée de l'armée turque dans les deux principautés, hormis le cas où les troupes de ces dernières auraient auparavant envahi la Turquie. Elles ne devaient pas non plus permettre à la Porte de fortifier les Balkans.

Un article plus important visait expressément la Russie :

Il interdisait à une des puissances contractantes l'occupation des Principautés. Si cette mesure devenait indispensable, elle ne pouvait être prise qu'avec le consentement des deux autres parties contractantes !!

L'article suivant porte que les agents diplomatiques et les consuls des trois puissances agiront toujours d'accord; en cas de différend entre les représentants de deux puissances, celui de la troisième jouera le rôle d'arbitre; les trois parties contractantes s'engagent à se tenir réciproquement au courant de leur action.

Plus qu'aucun autre, cet article contribua à paralyser complètement l'action de la politique russe dans la péninsule balkanique. En effet, les représentants de l'Autriche-Hongrie, mis au fait de toutes les démarches et instructions des agents diplomatiques russes, avaient beau jeu pour les contrecarrer presque ouvertement; en cas de conflit avec un représentant de la Russie, les agents de l'Allemagne étaient là pour imposer leur arbitrage, on comprend au profit de qui ! Ce n'était pas assez de

l'incohérence des ordres et contre-ordres envoyés de Saint-Pétersbourg aux agents russes en Bulgarie, ni de la rivalité désastreuse qui mettait aux prises les fonctionnaires militaires et diplomatiques russes, lesquels se combattaient entre eux avec plus d'acharnement que s'ils avaient appartenu à deux nations belligérantes; ce n'était pas assez que parallèlement aux intrigues des nihilistes qui avaient fait de la Bulgarie un champ d'agitation contre la Russie, s'exerçât l'action dissolvante et souterraine des ambitions personnelles de certains hauts fonctionnaires dont plusieurs, comme par exemple le prince Cantacuzène, étaient plus Levantins que Russes, — pour couronner le tout, il fallait encore que nos agents diplomatiques et consulaires fussent obligés de soumettre leurs instructions aux pires adversaires de l'influence russe dans les Balkans, — bien plus, d'accepter les décisions de ces hommes, si dans le trio ils se trouvaient en minorité !

D'après le dernier article de ce bizarre traité conclu pour une durée de trois ans, les parties contractantes s'engageaient à en tenir les stipulations secrètes. *La ratification du traité devait s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours, — plus tôt si c'était possible !*

On comprend pourquoi Bismarck avait hâte d'obtenir la signature de la Russie. Mais s'il avait pu prévoir que trois ans plus tard la précipitation apportée à la ratification de ce traité rendrait impossible l'exécution de ses projets agressifs contre la France, il aurait certes été moins pressé. On verra comment ce court délai contribua, en 1887, à sauver la France d'une invasion...

Voilà presque tout entier ce fameux traité de Skiernevice, véritable chef-d'œuvre de la diplomatie machiavélique du chancelier allemand. Il doit souffrir cruellement de ne pas pouvoir s'en glorifier, sans avouer en même temps qu'il a fait manœuvrer les diplomates russes comme de simples pantins et que, par l'alliance des trois empereurs, en 1884, il a brillamment achevé ce qu'il avait commencé avec tant de succès par le voyage de François-Joseph en Dalmatie et l'insurrection de Bosnie, puis

poursuivi avec tant d'art pendant la guerre de 1877 et le Congrès de Berlin, — à savoir : l'œuvre de la destruction de l'influence russe dans les Balkans.

Pour faire comprendre tout le monstrueux de ce traité conclu en 1884 par le chef de notre diplomatie, il est intéressant de citer ici quelques extraits des dépêches que le prince Gortschakof adressait à M. d'Oubril en février 1879. Ce qui suit est daté du 6/18 février :

Les agents allemands (en Bulgarie) s'abstiennent, il est vrai, de toute initiative hostile envers nous, abandonnant ce soin à leurs collègues autrichiens et anglais ; ils ne font que les suivre de près, mais finissent toujours par marcher sur leurs traces. Nous avions droit de compter sur un autre genre de concours, et le gouvernement allemand pouvait et devait nous l'accorder dans l'intérêt même de l'acte accompli sous sa direction.

Quelques semaines plus tard, le 26 février/10 mars, le prince chancelier est encore plus précis :

Remarquez que tous les jours devient plus évidente la tendance des agents allemands à se rapprocher de leurs collègues autrichiens et à agir d'accord avec eux dans les affaires d'Orient. Cela dépasse même ce qu'on pouvait attendre du « courtier honnête », et surtout ce que nous avions le droit d'espérer de nos anciennes relations avec la Prusse.

On a vu plus haut, dans la dépêche du 2/14 février 1879 du prince Gortschakof à l'ambassadeur russe à Vienne, la condamnation définitive de l'alliance des trois empereurs.

Quel sourire de mépris et d'orgueil satisfait a dû se montrer sur les lèvres de Bismarck lorsqu'il a vu le plénipotentiaire russe apposer sa signature à ce traité !

Notre diplomatie a des raisons moins fières pour nier l'existence des conventions dites de Skiernevice. Quand, en 1886, un homme d'État russe en eut connaissance, il s'écria avec indignation que pour avoir consenti à un pareil traité, il fallait que M. de Giers fût le premier des incapables ou le dernier des traîtres. Ce jugement est doublement injuste. Même en faisant la part des circonstances qui l'ont aidé, on ne peut considérer comme un incapable l'homme qui, sans naissance et sans services politiques transcendants, est arrivé à diriger les affaires étran-

gères d'un des plus grands États du monde. M. de Giers n'était pas non plus un traître, si l'on entend par ce mot l'individu qui *vend* à une puissance ennemie les intérêts les plus sacrés de son pays. Pauvre il est arrivé au pouvoir, pauvre il est mort; ses adversaires les plus acharnés n'osèrent jamais l'accuser ni de vénalité, ni même d'aucune louche participation à ces tripotages financiers dont s'abstiennent si rarement les hommes placés dans la haute situation qu'il occupait.

Parmi ces diplomates exotiques au service de la Russie, M. de Giers se distinguait par une grande honorabilité personnelle. Le malheur est qu'il partageait entièrement leur parfait dédain pour le peuple russe et pour les problèmes de sa politique nationale. Comme presque tous les fonctionnaires de son école, M. de Giers estimait que la Russie est une nation barbare qui s'est fait déjà une trop belle place dans le monde, moins, il est vrai, par son mérite propre que grâce au hasard et aux fautes de ses voisins. Ne connaissant ni l'histoire, ni la littérature, ni même la langue russe, il ignorait l'âme populaire, et cela d'autant plus que jamais il ne s'est trouvé en contact avec l'indigène. Son existence, en effet, s'est passée en majeure partie à l'étranger, et, pour le reste, dans le milieu des *tchinovniks* pétersbourgeois qui ne représentent qu'une excroissance pathologique du peuple russe. Suivant eux, la Russie ne doit son vernis de civilisation qu'à l'Occident, et ce qu'elle possède de culture véritable provient de l'influence allemande; l'action de la France ne s'est manifestée chez elle que par la propagande des idées révolutionnaires. Dans ces conditions, n'est-ce pas réellement servir le pauvre peuple russe que de suivre les inspirations venues de Berlin, et où trouver un chef politique plus autorisé que le puissant créateur de l'hégémonie prussienne en Allemagne? Aux yeux de ces diplomates russes qui puisent toute leur science dans l'*Almanach de Gotha*, la famille impériale de Russie n'est que la première branche de la famille de Holstein-Gottorp.

M. de Giers concédait que le tsar russe doit professer ouvertement une politique nationale russe, — cela est utile pour

maintenir le prestige de l'autocrate parmi les moujiks. Mais, en réalité, le devoir du tsar consistait, d'après son ministre des affaires étrangères, à comprimer les tendances nationales russes, — prétendument révolutionnaires et pleines de dangers pour l'Europe. Or, le tsar n'a qu'un moyen efficace de remplir cette tâche, c'est de se rendre de temps en temps à Dantzig ou à Potsdam (M. de Giers se chargeait d'aller lui-même à Varzin) pour entendre vaticiner le prince de Bismarck qui parfois veut bien « se montrer rassurant et surprendre le tsar par sa parole modérée et sage ».

Si en 1886 M. de Giers n'avait pas été empêché de continuer sa politique de Dantzig et de Skiernevice, la Russie aurait subi des catastrophes nationales épouvantables et dès 1887 l'Europe centrale aurait été mise à feu et à sang. Un grand homme d'État, un patriote passionné se jeta à la traverse et réussit à arrêter son pays sur la pente fatale — au prix de quels efforts héroïques, de quelles luttes et de quelles souffrances, c'est ce que nous allons raconter en détail. Cet homme était Michel Katkof.

CHAPITRE IV

Peterhof, 21 juillet, 11 h. 18 m. du mat.

« Avec tous les hommes vraiment russes, je suis profondément affligé de votre perte et de la nôtre. La forte parole de votre époux défunt, animé d'un ardent patriotisme, a réveillé le sentiment russe et raffermi la pensée saine dans des temps troublés. La Russie n'oubliera pas ses services et tous s'unissent à vous dans une commune prière pour le repos de son âme.

ALEXANDRE. »

(*Télégramme de condoléance adressé à Mme Katkof par le tsar.*)

SOMMAIRE. — Katkof; sa vie et son œuvre; difficulté de juger cet homme d'État à sa véritable grandeur. — Études de Katkof à Berlin et Kœnigsberg; influence de Hegel et de Schelling; ses débuts comme professeur de philosophie, comme publiciste, et comme critique d'art. — Katkof inaugure en Russie le journalisme politique. — Sa grande hardiesse; un engagement pris envers le tsar et fidèlement exécuté pendant trente-deux ans. — Katkof devient fermier de la *Gazette de Moscou;* sa polémique avec Herzen, révolutionnaire socialiste devenu l'inspirateur d'un gouvernement autocratique. — L'insurrection polonaise; un gouvernement *sans-patrie;* anarchie générale en Russie. — Katkof lutte seul contre l'affolement du gouvernement; ses articles enflammés réveillent l'esprit national russe et dictent au gouvernement son devoir. — Guidé et soutenu par la plume de Katkof, le prince Gortschakof tient tête à une coalition européenne et sort victorieux; Mourawieff écrase l'insurrection. — Influence considérable de Katkof sur la politique russe; intrigues étrangères contre le grand publiciste; Charles de Mazade et Saint-Marc Girardin mènent la campagne contre Katkof. — La lutte historique entre le publiciste et un ministre puissant; triomphe du premier grâce à l'intervention d'Alexandre II. L'entretien décisif entre le tsar et Katkof, qui devient le conseiller successif des deux empereurs; en 1882, ses conseils sauvent la Russie de l'anarchie.— Sa position exceptionnelle en Russie: rôle effacé de la presse en Russie, surtout dans les questions de la politique étrangère. — Caractéristique de Katkof écrivain et publiciste. — Ses sentiments religieux; son oraison funèbre par le métropolitain de Moscou, le vénérable Joannikii.

L'origine de mes relations avec Katkof: mes luttes contre le mouvement

nihiliste à Saint-Pétersbourg; désarroi dans les sphères gouvernementales par suite des troubles dans les écoles supérieures. Secours inattendu de Katkof, qui me consacre plusieurs *leaders* dans son organe. — Ma première visite à Katkof; ma démission et mon départ pour Paris; je deviens collaborateur assidu de la *Gazette de Moscou* et du *Messager russe*. — La suppression du *Golos*; nos projets de le transformer en un organe conservateur. — Les prétendus sentiments germanophiles de Katkof; la politique extérieure de la France en 1882; débuts de notre campagne en faveur de l'entente franco-russe en 1886.

« La Russie est en train de perdre son plus grand homme d'État depuis Pierre le Grand. » C'est en ces termes que le comte Delanof, les larmes aux yeux, me communiqua le 19/31 juillet les dernières et douloureuses nouvelles reçues de Znamenskoïe, résidence de Katkof. Quelque consterné que je fusse en entendant ces paroles qui me faisaient craindre d'arriver trop tard à Moscou, le jugement porté sur le moribond ne laissa pas de me frapper vivement. Depuis, cette sorte d'oraison funèbre avant la lettre m'est revenue plus d'une fois à l'esprit, et j'en ai mieux reconnu l'incomparable justesse à mesure que j'ai étudié davantage le grand rôle joué par Katkof dans l'histoire de son pays durant les trente dernières années.

Loin de moi la prétention de retracer en quelques lignes le portrait de l'homme illustre dont la disparition subite a jeté la consternation, presque l'épouvante dans tous les cœurs vraiment russes, depuis le palais du tsar jusqu'à l'humble chaumière du paysan. Sur le défunt ont été publiés dans toutes les langues de l'Europe des milliers de nécrologies, où l'on s'est vainement efforcé de fixer les traits saillants de sa physionomie. L'étrange figure du simple publiciste, qui pendant un quart de siècle tint au bout de sa plume la destinée du plus vaste empire du monde, dont la parole enflammée, éclatant au milieu du choc des peuples, bouleversa maintes fois les combinaisons de la politique européenne, a besoin d'un long recul pour être aperçue dans toute sa grandeur. Les luttes homériques d'un homme ayant pour seul mobile un patriotisme ardent surexcité par le danger de la patrie, pour seule arme une vaste et lucide intelligence, en possession d'un savoir universel et servie par une plume d'une puissance extrême, ces luttes contre les enne-

mis extérieurs et intérieurs de la Russie, où souvent les obstacles les plus difficiles à vaincre provenaient du pouvoir même qu'il s'agissait de sauver, ne pourront être décrites que dans le siècle prochain. Et alors encore la tâche du biographe de Michel Nikiforovitch ne sera pas aisée.

En effet, à l'encontre d'autres grands hommes d'État qui de leur vivant s'appliquent à faciliter le jugement de l'histoire, Katkof se désintéressait absolument de tout ce qui concernait sa personnalité. Tout bruit fait autour de son nom l'horripilait. Déjà sur son lit de mort, en proie à mille souffrances physiques et morales, il exigeait que dans son journal on gardât le silence sur son état. Dans les quelques télégrammes qu'en réponse à mes demandes réitérées il m'adressait à Paris sur sa maladie, il n'oubliait jamais d'ajouter la défense de les communiquer à la presse[1]. Homme d'État exerçant une action prépondérante sur les affaires de son pays, faisant et défaisant les ministres, leur imposant ses idées et en surveillant l'application avec une rigueur inflexible, Katkof ne brigua jamais pour lui-même la moindre parcelle de l'autorité publique. Journaliste, ayant acquis uniquement par sa plume une influence sans exemple dans la presse du monde entier, il s'abstenait avec un soin jaloux d'user de la presse même pour sa renommée personnelle.

Son futur historien n'aura donc pour juger son action que les milliers d'articles et de *leaders* qu'il publia pendant une quarantaine d'années, et les mémoires ou lettres confidentielles qu'il adressait de temps à autre au souverain. Et encore parmi ces *leaders* aucun n'est signé, il ne sera pas facile de discerner ceux que le maître a écrits de ceux qu'il a simplement inspirés et remaniés[2]...

1. Dans ses dernières années, il fut l'objet des plus violentes attaques, des calomnies les plus infâmes de la part de la presse allemande et autrichienne. Le prince de Bismarck, non content de le combattre personnellement dans la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, avait lâché sur lui toute la séquelle de ses reptiles. Leurs sifflements ne parvenaient pas à triompher de l'indifférence de Katkof. Par contre, les louanges toujours bien intentionnées, mais souvent maladroites de la presse française, lui étaient excessivement pénibles et maintes fois j'ai dû moi-même intervenir pour y mettre fin.

2. Le seul livre sérieux publié sur Katkof est celui de M. Lioubimof, son ancien

C'est une simple esquisse que je veux donner de Katkof, esquisse indispensable pour l'intelligence du rôle joué par lui dans l'entente franco-russe. Le duel à mort qu'il engagea en 1886-1887 contre le prince de Bismarck et qui sauva la paix européenne en rendant à la Russie, et par contre-coup à la France, la liberté de leur politique étrangère si longtemps asservie à leur plus irréconciliable ennemi, — ce duel dont je raconte en détail les péripéties dans les chapitres suivants suppose, pour être compris, la connaissance préalable des deux adversaires. Bismarck est connu, trop connu. Ne se fiant pas aux historiens futurs, il a, dans des centaines de volumes publiés par des partisans dévoués, raconté lui-même plus ou moins fidèlement les grands événements auxquels il a pris part. Les quelques pages consacrées ici à Katkof n'ont que la prétention d'être absolument véridiques.

Né en 1818, Michel Nikiforovitch Katkof sortait d'une famille de petite noblesse peu aisée. Après avoir terminé ses humanités à seize ans au pensionnat Pavlof, alors avantageusement connu à Moscou, il entra à l'Université pour y suivre les cours de la faculté de philosophie. Ayant très jeune encore perdu son père, il put faire ses premières études grâce aux efforts et aux sacrifices de sa mère, femme tout à fait supérieure, qui fut sa première institutrice. Il se plaisait à rappeler que par sa mère il avait du sang géorgien dans les veines. A l'Université, le jeune homme, sans subir l'influence particulière de ses professeurs, travailla d'une façon très indépendante, assistant aux leçons qui l'intéressaient, en dehors même de la faculté où il était inscrit, et s'adonnant surtout à la lecture. Sa pauvreté l'obligeait à courir le cachet pour vivre ; ses études achevées, riche de quelques centaines de roubles économisées sur le produit de ses leçons, il se rendit à l'étranger, notamment à Berlin où il compléta son éducation philosophique. Encore étudiant, Katkof avait manifesté une grande prédilection pour le système de Hegel, mais en même temps il cultivait la poésie, rimait des

collaborateur; cet ouvrage contient de nombreux détails sur les débuts de Katkof dans la vie publique ; j'y ai puisé à plusieurs reprises.

imitations de Heine, traduisait *Roméo et Juliette* de Shakespeare, écrivait des articles de critique artistique, etc. Déjà, dans ces premiers essais, le futur directeur de la *Gazette de Moscou* se révélait styliste consommé et témoignait d'une connaissance profonde de la belle et riche langue russe. L'amour du beau langage alla toujours croissant chez lui et devint une véritable passion. Aucun écrivain russe des quarante dernières années ne peut lui être comparé pour la beauté, la précision, la richesse et l'originalité du style. Familier avec le slavon ecclésiastique, nourri de la moelle des classiques anciens et resté toute sa vie fanatique du grec et du latin, Katkof, en outre, parlait et écrivait le français et l'allemand en lettré de premier ordre, possédait l'anglais, le polonais, etc. La connaissance approfondie de tant d'idiomes étrangers, loin d'altérer, comme cela arrive fréquemment, l'esprit national de son style, ne fit, au contraire, que lui donner une meilleure trempe; personne n'écrivit un russe plus purement russe. Aux langues anciennes, en particulier, il demandait tout ce que, par suite de leur parenté d'origine avec sa langue maternelle, elles pouvaient lui fournir pour le perfectionnement de celle-ci. La passion de la beauté et de la précision du style n'abandonnait pas Katkof, alors même que l'assiégeaient les plus vives préoccupations, au milieu des labeurs incessants et des luttes terribles qui remplirent les dix dernières années de sa vie. Travaillant près de vingt-deux heures par jour, privé de sommeil pendant des semaines entières, absorbé par la polémique quotidienne, harassé soit par l'étude de quelque question spéciale d'enseignement, d'économie politique ou de politique étrangère, soit par l'examen de quelque projet de loi, Katkof soignait son style et recherchait le mot propre, l'adjectif caractéristique avec l'acharnement d'un ciseleur de phrases professionnel. Toute locution incorrecte, tout terme d'une précision insuffisante, toute obscurité d'expression le choquait même dans les écrits des autres. Telle était son habitude de revoir la copie de ses collaborateurs qu'en lisant ses ouvrages imprimés même en langue étrangère, il ne pouvait pas résister au besoin de corriger quelque phrase malencon-

treuse et jusqu'à de simples fautes d'impression. Pendant qu'il écrivait ses retentissants *leaders*, si le mot juste, l'expression voulue ne s'offrait pas à son esprit obsédé par quelque préoccupation politique, il aimait mieux changer de sujet, traiter une autre question que de laisser passer une phrase imparfaite. Quelques jours après, il reprenait les épreuves mises de côté et refaisait le premier *leader*.

Autoritaire et extrêmement personnel en politique, il ne l'était pas moins au point de vue du style ; ni l'importance de tel ou tel collaborateur, ni la nécessité de faire paraître le volume à jour fixe, — rien ne l'arrêtait quand il s'agissait de modifier une phrase mal venue à ses yeux. Au mois de juin 1887, déjà cloué sur son lit, martyrisé par la cruelle maladie qui le tua, il ne consentit à laisser paraître le numéro de juin du *Messager russe* que quand il en eut lui-même corrigé les dernières épreuves, soit environ cinq cents pages ! Un quart d'heure après avoir déposé la plume, il était paralysé.

Encore étudiant, Katkof avait déjà attiré l'attention sur lui ; grande était la considération dont il jouissait dans un petit cercle de lettrés auquel appartenaient entre autres le célèbre critique Belinsky et le fameux Bakounine qui, fort jeune alors, préludait par l'étude de Hegel à l'élaboration de ses futures théories anarchistes. Très réservé, très renfermé en lui-même et par suite peu liant, Michel Nikiforovitch était dès cette époque trop supérieur intellectuellement à ses camarades pour qu'il pût y avoir entre eux et lui une entière communion d'esprit. Aussi passait-il dans ce cercle pour un homme froid, chez qui la tête faisait tort au cœur. Réputation radicalement fausse : Katkof — il l'a assez prouvé depuis — avait un cœur d'or ; plein de bonté et de douceur, il était surtout passionné à l'extrême. Mais la passion chez lui fut toujours d'un ordre élevé ; elle était alors toute concentrée sur la philosophie et la science, comme plus tard elle devait avoir pour unique objet la grandeur de la patrie russe. Du reste, si les dehors froids et impassibles de Katkof éloignaient la camaraderie banale, dans l'intimité il se livrait, laissait éclater le feu intérieur qui le dévorait. Tel un volcan recouvert

d'un glacier et dont les éruptions, pour être inattendues, n'en sont que plus terribles. De là sans doute l'influence considérable que le jeune homme exerçait sur son entourage. Ainsi Belinsky, le plus grand et peut-être le seul critique qu'ait eu la Russie, reconnaissait que c'était par Katkof qu'en 1837 il avait eu connaissance de l'esthétique de Hegel, et que ses conversations avec lui en 1840 « avaient donné une puissante impulsion » à son développement intellectuel.

Ses maigres ressources apportées à l'étranger ne tardèrent pas à s'épuiser. Trop passionnément adonné à ses études pour se résoudre à les interrompre, le jeune Katkof demanda au travail littéraire le moyen de les poursuivre. Une collaboration aux *Annales de la Patrie* de Kraiewsky lui permit de prolonger pendant plusieurs années son séjour en Europe. Les articles qu'il envoya à cette revue avaient généralement trait à la critique littéraire ou aux questions philosophiques. Ils étaient déjà très remarquables par l'élégance du style, la profondeur de la pensée et — qualité bien plus méritoire chez un admirateur de Hegel et un disciple de Schelling — la clarté. Pour Katkof, d'ailleurs, la ciselure de la phrase n'était pas simple exercice d'artiste se complaisant dans la beauté de la forme ou dans la musique des paroles. Il considérait le verbe écrit comme un puissant instrument d'exposition et de persuasion. Ses mots, par l'énergie de leur sonorité, frappaient l'esprit comme un coup de tonnerre, en même temps que leur précision et leur netteté éblouissaient soudain la pensée comme une fulguration. Là était, en grande partie, le secret de la rare puissance de conviction qui distinguait ses écrits. L'élévation et la sincérité du sentiment, la passion de la vérité faisaient le reste. Katkof était surtout un homme d'action : ses paroles étaient toujours des actes.

De retour en Russie, il présenta à l'Université une thèse pleine d'érudition philologique : « Sur les formes élémentaires de la langue slavo-russe ». Bientôt après on le nomma professeur adjoint de philosophie et de psychologie à l'Université de Moscou. Son enseignement fut très goûté de ses élèves. Trop soucieux de la précision et de la beauté du style, Katkof ne

pouvait pas être un grand improvisateur. Il préparait soigneusement ses leçons et les débitait en s'aidant de notes. Leur succès était dû à leur valeur propre et nullement aux artifices oratoires. Dans sa chaire comme, d'ailleurs, plus tard dans la presse, Michel Nikiforovitch fut un maître respecté et écouté, mais dédaigneux de la popularité banale. Son plus important ouvrage de philosophie parut vers 1852 dans un recueil publié par M. Léontief qui se lia intimement avec lui dans la suite et fut pendant plus de vingt ans son collaborateur dévoué; c'était une savante étude sur la période la plus ancienne de la philosophie grecque.

C'est en répondant aux critiques provoquées par ce travail que Katkof eut pour la première fois l'occasion de manifester les facultés du polémiste éloquent et violent, irrésistible et implacable qui s'acharnait après son adversaire, le terrassait, le piétinait jusqu'à ce qu'il le laissât pour mort, mais qui revenait toujours à la charge avec une ardeur nouvelle dès qu'il le voyait donner de nouveau signe de vie. Je ne connais guère que Louis Veuillot qui puisse lui être comparé pour la violence et l'habileté de la polémique. Mais Katkof avait sur Veuillot l'immense avantage de respecter toujours sa plume et d'éviter dans ses attaques tout ce qui, même de loin, ressemblait à une injure ou à une grossièreté. Véhéments et passionnés au plus haut degré, les articles de Katkof gardaient toujours la distinction de la forme et la convenance du ton.

La carrière universitaire de Katkof prit fin en 1850, lorsque la chaire de philosophie fut supprimée et l'enseignement de cette science confié au prêtre chargé du cours de théologie. Tout en conservant son titre de professeur adjoint, Katkof fut appelé à diriger la *Gazette de Moscou*, propriété de l'Université. La presse russe était alors soumise à une législation très rigoureuse ; qu'il s'agît des événements politiques de la Russie ou de l'étranger, elle devait se borner à reproduire les informations du *Journal officiel*. Dans ces conditions, un rédacteur en chef ne pouvait montrer ses capacités professionnelles qu'en donnant un grand développement à la partie littéraire. C'est ce que fit

Katkof et avec un tel succès que bientôt la *Gazette de Moscou* vit presque doubler le nombre de ses abonnés. Mais à un homme comme Katkof les fonctions de rédacteur d'un journal semi-officiel étaient loin d'offrir un champ d'activité suffisant; après avoir lutté avec acharnement pendant plus d'une année contre la routine malveillante de l'Université, de la censure et de l'administration, il obtint enfin le droit de fonder une revue à lui, le *Messager russe*, qui depuis eut une action si considérable sur le développement de la littérature nationale. Ce périodique fut, en quelque sorte, le berceau de tous les grands écrivains russes dont les noms n'ont été que depuis peu révélés à l'Europe. De là sortirent Tourguenef, Tolstoï, Dostoïevsky, Markevitch et bien d'autres. Avec le moyen de se produire, Katkof leur donna de judicieux conseils qui, sans doute, ne furent pas inutiles à la formation de leur talent.

Mais la partie littéraire, quelque grande place qu'elle occupât dans la revue de Katkof, n'en était que l'accessoire. Point important à noter : ce qui a permis au *Rousski Wiestnik* de jouer un rôle historique dans la presse russe, c'est que le premier, cet organe obtint l'autorisation de traiter les questions politiques. Jusqu'alors, ainsi qu'il a été dit plus haut, la presse russe devait se contenter de réimprimer les notes et nouvelles politiques publiées dans le *Pravitelstvenny Wiestnik;* quant aux nouvelles militaires, même pendant la guerre de Crimée, elle ne pouvait que les emprunter à l'*Invalide russe* en s'abstenant de tout commentaire, de toute observation. On comprend aisément que la faculté accordée pour la première fois à un publiciste russe, de discuter les questions politiques, constituait un événement d'une portée considérable. Ajoutons qu'il était heureux que l'honneur de fonder la presse politique en Russie échût précisément à un homme de la trempe de Katkof. En effet, le droit nouveau était entouré d'ennemis : la censure et l'administration supérieure, très peu satisfaites de cette dangereuse innovation, surveillaient la nouvelle rubrique avec une sévérité malveillante, prêtes à écraser dans l'œuf la liberté que Katkof, après avoir adressé plusieurs mémoires très éloquents au ministère

de l'instruction publique, avait fini par lui arracher. Une prudence extrême s'imposait à la jeune rédaction; mais il importait grandement aussi que le directeur du *Messager russe*, fort de la sincérité de ses convictions monarchiques, de son inébranlable dévouement aux bases principales de l'autocratie russe, puisât dans cette force l'énergie nécessaire pour défendre pied à pied le droit conquis si mal assuré encore. Dans les nombreuses difficultés que lui suscitaient la direction de la presse et plusieurs ministres, Katkof, malgré les dangers dont sa revue était menacée, maintenait haut son droit, ne cédait jamais devant une injustice et pratiquait avec succès dès cette époque la tactique que ses polémiques ont, depuis, rendue célèbre : passant soudain de la défensive à l'offensive, il fonçait sur l'adversaire, découvrait le défaut de sa cuirasse et l'assaillait de coups à la fois si violents et si bien dirigés que l'autre était trop content de faire cesser la lutte.

Voici en quels termes Katkof inaugura, dans le premier numéro du *Messager russe*, la rubrique, devenue bientôt fameuse, de la Chronique contemporaine (*Sowremennaïa Lietopis*); la guerre de Crimée venait de finir quand il écrivit ces lignes : « Enfin cette terrible année 1855 a accompli sa révolution! Combien d'événements, combien de tristesses, combien de gémissements et de sang elle emporte avec elle! Elle restera mémorable dans les annales du monde et son bruit aura un long écho parmi les peuples et les empires... Que la Providence bénisse notre bon pays, qu'elle bénisse ses souffrances et ses espérances! Qu'elle lui montre son amour dans les épreuves qu'il traverse! Durant les mille années de son existence, il a déjà beaucoup souffert, cachant sa douleur dans son cœur résigné et ne demandant pas la rémunération de ses sacrifices. Que maintenant lui soient comptés ses souffrances et ses sacrifices d'autrefois, qu'ils allègent pour lui le fardeau de l'épreuve présente. »

. . . .

« Avec un amour pur et sincère nous tournons nos regards vers le trône. Tout ce qu'il y a en nous de force et d'enthou-

siasme, nous le consacrerons au chef qui nous gouverne; joyeusement et avec un dévouement entier nous marcherons dans la bonne voie sous son drapeau, nous marcherons avec la pleine confiance que le drapeau de notre souverain est l'honneur, la lumière, et le bien véritable de notre patrie! »

Ce n'étaient pas là de vains mots sous la plume de Katkof. L'engagement que prenait l'illustre publiciste en traçant ces lignes, il y resta fidèle pendant ses luttes de trente années et, s'il est mort prématurément, c'est parce que, esclave de sa promesse, il se dépensa sans compter pour défendre l'honneur et le bien de sa patrie sous le drapeau du tsar.

Sur le rôle politique de la presse dans un pays autocratique, Katkof a écrit en décembre 1886 quelques pages magistrales qui définissent on ne peut mieux toute l'action de sa vie :

« La presse en Russie et, peut-être, seulement en Russie, se trouve dans des conditions qui lui permettent d'atteindre l'indépendance véritable. Nous ne connaissons pas dans la presse étrangère un seul organe qui puisse, au vrai sens du mot, s'appeler indépendant. Dans les États dits constitutionnels par opposition à la Russie, il y a des partis qui luttent pour arriver au pouvoir et d'autres qui le possèdent. Dans ces pays la presse politique sert d'organe à ces partis absolus. La presse dans ces États n'est pas l'expression d'une conscience libre vis-à-vis du pouvoir et étrangère aux intérêts des partis qui le veulent conquérir. Chacun de ces organes a pour tâche d'aider au succès de son parti, chacun d'eux travaille non à éclaircir et à élucider les questions, mais à les embrouiller et à les obscurcir. C'est précisément en Russie, où n'existent point ces partis, que des organes tout à fait indépendants sont possibles. Par l'essence de son institution, la presse russe ne dépend du gouvernement que dans la mesure où, en n'importe quel pays, tout est sous la dépendance de la puissance coercitive qui édicte les lois, les exécute et en surveille l'application...

« On dit que la liberté politique fait défaut à la Russie, on dit que les sujets russes, bien que jouissant de la liberté civile, n'ont pas de droits politiques. Les sujets russes ont quelque

chose de plus que des droits politiques; ils ont des devoirs politiques. Chaque Russe est tenu de défendre les droits de l'autorité suprême et de soigner les intérêts de l'État. Ce n'est pas seulement un droit pour chaque Russe de participer à la vie nationale et d'en prendre à cœur les intérêts; son devoir de fidèle sujet le lui ordonne. Voilà notre constitution. Elle n'a point de paragraphes, elle est tout entière contenue dans la courte formule de notre serment de fidélité. Voilà nos garanties politiques. Quel gouvernement, s'il n'a point perdu le sens, peut donc enlever aux hommes le droit de faire ce que leur commande un serment prêté? Il faut seulement que nous comprenions cette constitution dans toute sa force et que nous sachions en user comme il convient dans l'organisation et la conduite de nos affaires. Quand la presse politique russe n'existait pas, il ne pouvait pas être question de ses devoirs. Mais elle n'a pu venir au monde que comme un moyen nouveau, exigé par le temps, un moyen particulier de remplir le devoir général, de servir les intérêts du trône et de la patrie, sans les séparer en rien, afin de se maintenir sur un terrain solide et de ne point se perdre dans des abstractions stériles et dangereuses. La presse politique établie en Russie, qui embrasse dans son horizon toutes les questions de la vie nationale, ne peut avoir un autre sens. Quiconque en Russie se met sérieusement à cette œuvre doit prendre doublement à cœur le devoir du sujet russe. Pour lui l'accomplissement consciencieux de ce devoir cesse d'être un accident et devient une vocation. Il doit être prêt non seulement à résister au mal quand il se présente, mais à le dépister en quelque endroit qu'il gîte et de quelque masque qu'il se couvre. Son devoir est de rechercher la vérité en tout et de la révéler sans se troubler devant quoi que ce soit, sans faire acception de personne, sans composer avec sa conscience, sans se laisser ébranler soit par les flatteries, soit par les menaces. Voilà quel doit être un organe politique sérieux en Russie. Ce n'est pas un instrument du pouvoir ni un chemin pour y arriver, c'est un moyen de servir consciencieusement. »

Ces lignes furent publiées au moment où Katkof luttait contre notre ministre des affaires étrangères qui, sur l'ordre du prince de Bismarck, cherchait à imposer silence au vaillant champion de l'indépendance politique de la Russie, à l'adversaire de la funeste alliance des trois empereurs.

L'histoire est un éternel recommencement. Les deux premiers conflits sérieux survenus entre Katkof et la haute administration russe concernaient, l'un les affaires religieuses de la Bulgarie, l'autre les *reptiliens* prussiens, — le mot n'existait peut-être pas encore, mais la chose prospérait déjà. Or, la dernière campagne de Katkof eut lieu à l'occasion des affaires de la Bulgarie, et sa dernière polémique fut dirigée contre la presse reptilienne menée de main de maître par Bismarck en personne. Vers la fin de 1858, Michel Nikiforovitch publia dans sa Chronique contemporaine un article consacré au Comité Central de la presse à Berlin; il se prononça très énergiquement contre le système gouvernemental consistant à acheter des journalistes et à corrompre les organes de l'opinion publique : « Corrompre la pensée, écrivait-il, violenter la conviction, que peut-il y avoir de plus funeste aussi bien pour la société que pour le gouvernement lui-même? Pourquoi avoir corrompu et violenté ces pauvres journaux de province? En compensation du mal inévitable dont il a infecté la société, le gouvernement a-t-il seulement recueilli quelque avantage momentané quand, avec toute la force de son autorité, il a introduit la dépravation et un mensonge malhonnête dans le domaine intellectuel? Quelle joie était-ce pour lui que la société cessât de croire à la sincérité des opinions? Quelle satisfaction pour les principes conservateurs quand le public s'habitue à considérer comme un mensonge intéressé et méprisable toute parole dite en leur faveur? Le plus sûr moyen de ruiner dans les convictions des hommes un principe quelconque, le meilleur moyen d'en miner la force morale, c'est de le prendre sous le patronage officiel... Un gouvernement animé d'intentions vraiment bonnes, un gouvernement conscient et éclairé ne peut pas ne pas éprouver le noble besoin d'entendre

une opinion indépendante et libre... Les gouvernants sortent de cette même société, ils y ont pris certaines idées et conceptions qui constituent leur force et leur faiblesse quand ils arrivent au pouvoir : pourquoi donc de cette même société qui les a engendrés et élevés ne peut-il pas sortir d'autres idées, d'autres conceptions? Pourquoi ne peuvent-elles pas éclairer d'autres côtés de la question, pour le profit de tous, du gouvernement comme de la société?... Que le gouvernement cherche et attire à lui les penseurs et les gens capables, c'est très bien; mais qu'il les cherche pour les fonctions gouvernementales et non pour la littérature : autrement il se trompera dans son calcul, révélera sa faiblesse, se couvrira de honte et ne fera que contribuer puissamment à la dépravation intellectuelle, à la décomposition morale. »

Comme on le voit, le directeur du *Messager russe* prédisait vingt ans à l'avance la corruption de la conscience publique que le système reptilien de Bismarck a inoculée à l'Allemagne. Mais cette attaque, bien que visant Berlin, causa un vif mécontentement à Pétersbourg, où on était justement en train de réorganiser la direction de la presse, de la transporter au ministère de l'intérieur et de la réformer un peu sur le modèle prussien. Le coup porta et faillit amener la suppression du *Messager*. Accusé par la censure de professer des doctrines constitutionnelles, Katkof, au lieu de se défendre, attaqua. Connaissant bien les tendances et les espérances secrètes que l'ère nouvelle inaugurée par Alexandre II avait fait éclore dans certaines sphères élevées, il renvoya l'accusation à ses accusateurs. Dans un mémoire explicatif long de trente pages environ, il exposa admirablement sa conception de l'État russe et du rôle de l'opinion publique dans une autocratie. Citons quelques lignes seulement: « Si le *Messager russe* s'est attiré le reproche de tendances constitutionnelles, n'est-ce pas parce que, suivant sa façon d'envisager l'état actuel de l'Europe, les pays où sur les bases inébranlables de l'ordre et de la légalité se développe fructueusement et puissamment la liberté individuelle et publique lui paraissent l'emporter sur ceux où la lave révolu-

tionnaire ne s'est pas encore refroidie, où dans le sein de la société a lieu la lutte acharnée d'éléments irréconciliables et où, en place de toute loi, pèse sur tous le joug d'une dictature militaire?... Nous sommes convaincus qu'avec l'autocratie russe sont pleinement compatibles cette sainte légalité sans laquelle la société humaine ne peut prospérer, cette liberté individuelle sans laquelle il est impossible de vivre humainement, enfin, cette part de liberté publique qui n'est autre chose que la meilleure expression et la meilleure preuve de la solidité de l'ordre dans un pays et de la stabilité de l'autorité supérieure... L'opinion publique peut être flottante et affecter des nuances diverses, mais par la bouche du gouvernement parle la loi qui exige une obéissance immédiate, qui est armée d'une force obligatoire. Pour que le gouvernement puisse, d'une façon positive, intervenir dans la littérature, il faut qu'il donne force de loi à certaines idées au préjudice des autres. Mais cela, évidemment, est impossible : ce serait priver le peuple de toute vie, de tout esprit, ce serait tuer tout mouvement de la pensée... »

Sorti victorieux de ses conflits avec les pouvoirs publics, Katkof vit grandir encore son autorité. Il en fit bientôt preuve dans une circonstance mémorable. Un Européen occidental aurait peine à s'expliquer le vent de folie qui sévit sur la Russie dès les premières années du règne d'Alexandre II. Quand, à l'aurore du nouveau régime, un air de liberté souffla sur des esprits incultes, ignorants des plus simples éléments de la vie politique, écrasés pendant plus de trente ans par un système de compression à outrance, il y produisit une fermentation étrange, et d'un seul bond la Russie se précipita dans un chaos où elle pensa sombrer. La démence révolutionnaire qui s'était emparée des plus hautes sphères gouvernementales de Pétersbourg se propagea rapidement jusqu'à la plus humble ville de province et y fit des ravages incroyables. La puissante centralisation administrative ne servit qu'à porter les germes de l'anarchie dans les coins les plus reculés du vaste empire. Toutes les folies qui, au cours des siècles, ont agité l'Europe avaient soudain pris possession des cerveaux primitifs de la société russe,

où elles ne rencontraient de résistance dans aucune tradition, dans aucune culture réellement acquise. Toutes les idées subversives qui avaient jamais germé dans des cervelles détraquées s'étaient simultanément donné rendez-vous sur les bords de la Néva. Religion, famille, propriété, État, patrie, tout était offert en sacrifice au démon de la Révolution, baptisé du nom de réforme par les pontifes de l'*intelligentzia* russe. Devant cet affolement général le gouvernement perdait la tête et les plus naïfs ou les plus malins se tournaient vers Londres pour entendre les sons du *Kolokol*, la feuille ultra-rouge que rédigeait Herzen — le premier et, alors, l'unique réfugié politique russe, réfugié d'ailleurs volontaire. Les conceptions politiques de Herzen n'avaient rien de neuf ni de bien profond : c'étaient, poussées à l'extrême, les idées communistes et socialistes vaincues en 1848, — un de ces mélanges de jacobinisme et d'anarchisme qui ne peuvent s'amalgamer que sous un crâne slave. Entouré et circonvenu par les débris de la Révolution européenne, tous pleins de haine pour la Russie autocratique, poussé par des conspirateurs polonais qui continuaient dans l'exil leur travail de taupes souterraines pour ruiner l'État russe et relever l'ancienne Pologne sur les ruines de la Moscovie abhorrée, — Herzen jouissait auprès de notre *intelligentzia* d'un prestige d'autant plus grand que son nom même ne devait pas être prononcé dans la presse. Le seul et unique réfugié était un personnage sacré aux yeux de gens qui se croyaient sincèrement libéraux quand, au fond, ils dépassaient en radicalisme démagogique ce que l'Europe a jamais vu de pire. On assistait alors à un spectacle inouï : l'homme qui révolutionnait la jeunesse russe, la poussait à la propagande anarchiste par le fer et le sang, l'excitait à des attentats incendiaires comme celui qui, en 1862 à Pétersbourg, détruisit Gostinoï Dvor, — ce même homme osait adresser au tsar des conseils de haute politique et des ministres, voire des membres de la famille impériale, prisaient très haut ses avis !

Katkof eut le courage de combattre ce pouvoir occulte poussant aux abîmes un peuple qui s'était brusquement réveillé

d'une longue léthargie pour tomber dans un accès de folie épileptique. S'attaquer à Herzen c'était braver en même temps le public russe presque tout entier hypnotisé par les sons de sa *Cloche*, et le gouvernement qui défendait aux journaux d'imprimer le nom du réfugié, comme pour ne pas laisser entamer son auréole...

Cette campagne — la première, à proprement parler, que Katkof ait menée dans la presse — fut courte et décisive. A une demande d'explication que Herzen lui avait adressée, Michel Nikiforovitch répondit par un article flamboyant qui produisit une incroyable sensation dans toute la Russie. Ce fut un véritable événement historique, car le pays, du coup, se trouva délivré du cauchemar révolutionnaire qui jusqu'alors avait pesé sur lui.

Dans un article adressé à la société russe, Herzen cherchait — très maladroitement d'ailleurs — à calmer l'émotion provoquée par sa proclamation incendiaire : « A la Jeunesse russe. » « De quoi avez-vous eu peur? demandait-il, le peuple ne comprend pas ces paroles et il est prêt à mettre en pièces ceux qui les prononcent. Elles n'ont pas fait verser de sang, et si le sang coule, ce sera le leur, — celui des jeunes fanatiques. Quel est donc mon crime? » Voici comment Katkof lui répondit : « Le phraseur sans âme ne voit pas quel est son crime. Peu lui importe que coule le sang de ces « jeunes fanatiques ». Il est en sûreté, — que leur sang coule! Mais pour les amuser et pour les empêcher de venir à résipiscence, il fait vibrer toutes les cordes tendues dans leurs âmes, il remue en eux toute cette masse de sentiments obscurs qui trouble leurs têtes, il leur chante « l'anxiété de l'attente qui croît non pas de jour en « jour mais d'heure en heure à l'approche de quelque chose de « grand dont l'air est rempli, dont la terre s'émeut et qu'on ne « voit pas encore »; il leur chante la « sainte impatience ». Eh bien, que leur sang coule, il versera des larmes sur eux; il célébrera en leur honneur un service funèbre; pape de fantaisie, il canonisera solennellement ces martyrs du Japon. Sans croire à la religion du Christ, il lui empruntera sa sainteté pour en affu-

bler ces malheureuses victimes de la folie, de la bêtise et de méprisables intrigues. Il leur a fait l'honneur de les appeler des Schillers, il leur montre dans une perspective sacrée la gloire de celui qui est mort sur le Golgotha. Pour leur donner un avant-goût de l'apothéose qui les attend, il chante un *Te Deum* aux victimes qui ont déjà pâti pour les proclamations et il les prie de pardonner au peuple, « du haut de leur Golgotha », le péché qu'il a commis en demandant leurs têtes. Voilà l'homme! Qu'est-ce qu'il est donc? Et si encore il était sur les lieux, avec eux, avec ces « jeunes fanatiques »; si encore il agissait lui-même avec eux et partageait leur danger; — mais non, c'est d'un autre rivage qu'il leur débite ses phrases et il demande avec colère à la société russe inquiète: De quoi donc avez-vous peur? C'est leur sang seul qui coulera, celui des jeunes fanatiques[1]. »

La presse russe n'osa pas relever le gant jeté à son dieu; elle se contenta de protester discrètement contre la violence des termes dont Katkof s'était servi. Mais l'idole avait été brisée en mille morceaux et c'était fait d'elle désormais. On le vit bien, plus tard, quand Herzen tenta sans succès d'organiser une expédition qui devait opérer une descente sur les côtes de la mer Baltique afin de venir en aide par cette diversion aux insurgés polonais.

Maintenant que Katkof avait acquis une véritable force politique, une revue mensuelle était devenue entre ses mains un instrument d'action tout à fait insuffisant. Il chercha donc à se procurer un organe quotidien et, après avoir rencontré de nombreuses difficultés dans cette entreprise, il afferma pour une somme considérable (74 000 roubles par an) la *Gazette de Moscou*, qu'il dirigeait déjà depuis plusieurs années, en qualité de rédacteur nommé par l'Université. Les événements de 1863, survenus quelques jours plus tard, lui fournirent l'occasion de jouer un rôle capital dans l'histoire de la Russie. Dégagée des haines

1. Comme il serait aisé d'appliquer ces apostrophes aux Reclus et aux Kropotkine qui, de leur asile, envoient à l'échafaud les naïfs Henry en mettant dans leur bouche les phrases insensées du même Herzen.

mesquines et des petites passions de l'heure présente, mieux éclairée aussi sur la gravité du danger couru par l'empire russe pendant l'insurrection polonaise, la postérité dira hautement qu'en 1863 Katkof a sauvé la Russie et elle n'hésitera pas à mettre son nom à côté de ceux de Minine et de Pojarsky. Il en est des grands événements historiques comme des hautes montagnes : ce n'est qu'à une certaine distance que leurs véritables proportions apparaissent aux yeux des spectateurs. Le Mont-Blanc n'impose pas quand on se trouve à son pied, ses formes gigantesques ne frappent que celui qui le contemple de son sommet ou qui en est assez éloigné pour pouvoir en embrasser du regard le vaste ensemble. La même observation s'applique aux grandes crises historiques des peuples. Doué d'une clairvoyance vraiment prophétique, — et on n'est pas un politique éminent sans être un peu prophète, — Katkof, au moment même du soulèvement de 1863, entrevit toute l'immensité du péril qui menaçait la Russie et, comme dominant d'un sommet invisible l'ensemble des événements, il en saisit toutes les conséquences, en devina tous les ressorts cachés.

Depuis plusieurs années la Pologne était devenue un centre d'agitation et l'insurrection future s'y organisait, pour ainsi dire, au grand jour. La renaissance presque miraculeuse de l'Italie avait eu un contre-coup marqué en Pologne et en Hongrie. Les anciens révolutionnaires de 1848 jugèrent le moment propice pour susciter dans ces pays un mouvement moral d'abord, insurrectionnel ensuite, qui devait aboutir au relèvement de l'ancienne Pologne et à l'indépendance de la Hongrie. Les sympathies et même le concours effectif de tous les révolutionnaires européens étaient assurés d'avance à la tentative qui se préparait. Un petit cénacle d'émigrés russes groupé autour de Herzen avait promis la coopération de tous les éléments avancés qu'ils étaient en train de recruter en Russie à la faveur des réformes libérales introduites par Alexandre II. Les Polonais croyaient — et avec raison — pouvoir compter sur l'appui, au moins moral, des Tuileries; celui du Palais-Royal leur était déjà acquis. L'état d'esprit de la société européenne autorisait toutes les espérances :

on sait de quelle faveur jouissait alors le principe des nationalités dont, pour le malheur de la France, Napoléon III s'était fait l'apôtre. Qu'une insurrection polonaise habilement mise en scène tînt pendant quelque temps, il pouvait se produire en Europe un mouvement d'opinion qui forcerait la main aux gouvernements jaloux de la grandeur de la Russie, et amènerait une intervention effective.

Les fauteurs de la révolution cosmopolite, exaltés par les événements d'Italie, avaient hâte de voir éclater l'insurrection, et y poussaient de toutes leurs forces. Les chefs aristocratiques de l'émigration polonaise étaient moins pressés de donner le signal d'une prise d'armes, dont le succès immédiat ne leur paraissait ni probable ni même souhaitable au point de vue des intérêts de leur parti. Craignant de se voir bientôt débordés, ils préféraient l'action plus lente mais plus sûre que leur partisan, le marquis Wielopolsky, avait su imposer au gouvernement russe complètement désorienté par l'agitation subite provoquée à Varsovie. Mais les conseils des temporisateurs ne furent pas suivis et l'ardente jeunesse polonaise se jeta tête baissée dans le mouvement insurrectionnel. Il est vrai qu'elle croyait avoir dans son jeu un atout infaillible : l'anarchie morale qui régnait dans l'empire russe depuis l'ère nouvelle.

Le grand inconnu dans lequel la Russie avait été lancée par l'émancipation peut-être un peu trop brusque de quarante millions de serfs et par une série de réformes mal élaborées, trop calquées sur des modèles étrangers, trop imprégnées de conceptions abstraites pour répondre aux réels besoins du pays, semblait favoriser toutes les aspirations séparatistes qui commençaient à se manifester sur les marches de l'empire. Un vent révolutionnaire soufflait de Pétersbourg et les espérances les plus audacieuses des ennemis de la Russie paraissaient fondées. L'esprit public de ce qu'on appelle par antiphrase l'*intelligentzia* russe était arrivé d'un bond aux limites extrêmes du radicalisme, et le sentiment du patriotisme apparaissait à nos néolibéraux comme un honteux vestige de l'époque presque antédiluvienne de Nicolas I[er]. La Russie avait déjà ses « sans-patrie »,

et on pouvait en voir jusque dans les plus hautes sphères officielles, quand cette variété de l'espèce socialiste était encore inconnue en Europe.

Le patriotisme ardent des nombreux Polonais résidant au milieu de la population russe contribua puissamment sinon à créer, du moins à développer cet état d'esprit parmi les diverses couches de la société et jusque dans l'armée elle-même. Un vaste réseau de sociétés secrètes tendu par les mains presque invisibles d'agitateurs polonais enveloppait la jeunesse studieuse dans toutes les universités russes ; de mystérieux mots d'ordre, venus on ne savait d'où, se répandaient avec une rapidité foudroyante dans tous les centres universitaires et y provoquaient des troubles, des excès, parfois même d'épouvantables attentats comme, par exemple, les incendies de Saint-Pétersbourg dans l'été de 1862. Kief, la première capitale de la Russie, paraissait être le principal foyer de cette agitation polonaise, privilège qu'elle devait à diverses circonstances toutes spéciales. L'Université de Varsovie ayant été supprimée après la révolution de 1830, le gouvernement fonda dans cette ville en 1858 une faculté de médecine sous le nom de haute école médicale. A la suite d'une maladresse administrative habilement exploitée par des meneurs inconnus, des troubles éclatèrent à la fin de la première année scolaire dans cette nouvelle école; tous les étudiants la quittèrent et se répandirent dans les diverses facultés russes. Le plus grand nombre se réunit à Kief. Le noyau des futurs organisateurs de l'insurrection polonaise était justement formé de ces anciens élèves de l'école de Varsovie. Par hasard, je me trouvais avoir étudié dans cette école (mon tuteur habitait la forteresse de Modlin près Varsovie et, vu ma grande jeunesse, — je n'avais pas seize ans quand je terminai mes humanités au lycée de Tchernigof, — il préférait que je fisse mes études médicales à Varsovie), grâce à cette circonstance, je fus des mieux placés pour assister plus tard aux préliminaires de l'insurrection polonaise et je dois rendre justice à l'habileté merveilleuse avec laquelle les étudiants polonais savaient circonvenir leurs camarades russes et les entraîner dans

le mouvement révolutionnaire. Nous étions deux ou trois Russes à Varsovie et, pendant l'année 1859, on nous tint à l'écart, nous fûmes l'objet d'un ostracisme excessivement blessant. Au bout de quelques jours, je renonçai à suivre les cours; d'ailleurs, mon ignorance presque complète de la langue polonaise les rendait peu attrayants pour moi. A la fin de l'année, quand éclatèrent les troubles à Varsovie, tous les étudiants abandonnèrent la Faculté et je fis comme les autres, trop heureux de pouvoir me rendre dans une université russe. Cette décision me valut une grande popularité parmi mes camarades qui auparavant ne se gênaient pas pour me traiter de « Moscale ». Quand nous nous retrouvâmes ensuite à Kief, ils m'accordèrent une confiance sans réserve, quoique je me tinsse en dehors de tous les conciliabules, de tous les corps (sociétés d'étudiants) qui pullulaient alors. Dès ce temps-là l'esprit de coterie me répugnait: aussi refusai-je de m'enrôler dans aucune des nombreuses sociétés qui, à l'époque dont je parle, poussaient à Kief comme des champignons. Les étudiants venus de Varsovie formaient un groupe, « la Couronne », dont presque tous les membres jouèrent par la suite un rôle important dans l'insurrection polonaise[1]. Le fameux chef secret de la ville de Varsovie (*Naczelnik miasta Warszavy*), Bobrowsky, qui pendant des mois tint en échec toutes les autorités russes, appartenait à cette société.

Si audacieuse que puisse paraître la prétention de faire de la propagande polonaise dans une ville où l'élément polonais ne formait que deux ou trois pour cent de la population, quelques faits prouveront que cette audace était justifiée et que l'insurrection avait quelque lieu de compter sur le concours de la société russe et même de l'armée.

Il m'est arrivé de voir des officiers russes d'un régiment se trouvant en garnison à Kief amener dans les orgies d'étudiants des Polonais enfermés dans les casemates de la citadelle. Les

1. Je raconterai un jour les préliminaires vraiment extraordinaires de cette étrange insurrection polonaise, préparée en plein pays russe par quelques cerveaux brûlés, par de tout jeunes gens, presque des gamins, animés d'un fanatisme patriotique sans exemple.

uns et les autres passaient la nuit à boire ensemble; les officiers portaient des toasts au rétablissement de la Pologne, promettaient de livrer la forteresse aux Polonais et le lendemain, avant l'aube, ils étaient ramenés ivres-morts dans la citadelle par leurs propres prisonniers!

J'ai vu des étudiants assommer en plein jour sur les marches d'une église un commissaire de police, Kwiatkowsky; cela se passait sous les yeux d'une trentaine de gendarmes, de toute la police, et d'une compagnie de soldats qui faisaient démonstrativement des exercices en face de l'église. Pas une main ne se leva pour défendre le malheureux commissaire ou pour l'arracher à ses bourreaux.

J'ai été témoin d'une descente de police faite au domicile de plusieurs étudiants qu'on soupçonnait de détenir chez eux des armes prohibées. Tandis que soldats et gendarmes cernaient la maison où la perquisition avait lieu, ceux qui en étaient l'objet fourrèrent leurs armes défendues dans les poches du maître de police, — il s'appelait, je crois, Iversen ou Ivensen. Cette perquisition amena l'arrestation d'un lithographe du nom de Hoffmann qui imprimait des proclamations incendiaires et le *Welikoross* du fameux Mikhaïlof. Où Hoffmann se livrait-il à une pareille occupation? Dans la lavra de Kief-Petschersk! Il est vrai qu'outre cette lithographie révolutionnaire on découvrit dans la même lavra toute une fabrique de roubles-crédit russes, — les faux monnayeurs étaient plusieurs moines!...

L'imprimerie clandestine avait été signalée à la police par un certain W..., qui était arrivé de Varsovie et avait capté la confiance des patriotes de Kief en affectant le zèle le plus ardent pour la cause polonaise. Ses camarades exaspérés voulurent lui faire un mauvais parti; presque assommé par eux, l'espion avait pourtant réussi à s'échapper de leurs mains, quand il fut arrêté et livré à ses ennemis par deux hommes de la police chargés spécialement de surveiller la maison en question!

Autre fait où s'accuse on ne peut mieux l'impuissance dont l'autorité faisait preuve dans ces circonstances critiques. Le professeur officiel d'équitation à l'Université, Olschewsky, pou-

vait impunément enseigner dans son manège les exercices militaires aux futurs uhlans polonais, préparer la cavalerie de l'insurrection à deux pas de l'Université et sous l'état de siège! Et quand le soulèvement éclata on vit ce même Olschewsky, à la tête de son escadron de uhlans en uniforme, quitter en plein jour Kief, une forteresse, en traversant le Krestschatik, la rue principale! Du reste, arrivé à une centaine de kilomètres de la ville, cet escadron composé presque exclusivement d'étudiants fut massacré dans des conditions d'atrocité inouïes par des paysans que les rebelles engageaient à se joindre à eux.

Il faut avoir été témoin du désarroi des pouvoirs publics et de l'affolement général des esprits pour comprendre que les chefs du mouvement pouvaient, sans trop s'aventurer, fonder leur espoir sur les sympathies de l'opinion russe et sur l'anarchie gouvernementale. A la nouvelle des Vêpres sanglantes par lesquelles l'insurrection polonaise débutait, du massacre des soldats et des officiers russes surpris la nuit dans les petites villes et dans les villages, — plusieurs furent brûlés vifs dans leurs logements, — les gouvernants pétersbourgeois perdirent définitivement la tête. A une pareille provocation la réponse ne pouvait être qu'une lutte terrible, implacable. Au lieu de cela on hésitait, on atermoyait. Le lendemain même de ce massacre, Alexandre II, passant en revue le régiment d'Ismaïlof, adressa quelques paroles aux soldats, leur raconta les horribles atrocités dont leurs camarades avaient été victimes en Pologne et termina son allocution par ces mots : « Mais même après ces crimes atroces je ne veux pas accuser la nation polonaise; je vois dans ces tristes événements le travail du parti révolutionnaire qui partout cherche à renverser l'ordre établi. Je sais que ce parti compte sur des trahisons dans vos rangs; mais il ne troublera pas ma confiance dans la fidélité de mon armée. »

Ce fut encore pis quand on apprit l'impression produite en Europe par ces événements. Après des démonstrations scandaleuses dans la Chambre des Communes, le chef du cabinet britannique eut l'audace de faire adresser par son ambassadeur à Pétersbourg des représentations au gouvernement russe et de

l'inviter à donner satisfaction aux vœux des Polonais. Au Sénat français le prince Napoléon prononça un violent discours, rempli d'injures pour notre gouvernement. Bientôt, une campagne diplomatique générale s'engagea contre la Russie avec l'appui de la presse européenne tout entière. A Pétersbourg on était de plus en plus affolé. La presse, unanime dans ses sympathies pour l'insurrection polonaise, gardait une attitude louche. Le *Journal* (français) *de Saint-Pétersbourg*, organe officiel du ministre des affaires étrangères, publiait un article honteux, plein d'excuses, plaidant les circonstances atténuantes pour le gouvernement russe et finissant par cette phrase stupide : « La légalité nous tue ».

Seul Katkof releva le gant jeté par l'Europe au peuple russe, et dans une réponse sanglante il rappela notre gouvernement au sentiment de l'honneur : « Non, ce n'est pas la légalité qui nous tue, dirons-nous à notre publiciste franco-russe qui, on ne sait pourquoi, a éprouvé le besoin et s'est fait un plaisir de citer ce dicton ; au contraire, la légalité comprise dans son sens vrai et vivant peut seule nous relever et nous garantir de diverses infortunes. Non, notre inconsistance et notre défaut d'indépendance, notre incertitude sur toutes choses et même sur notre propre existence, — voilà notre malheur. Quant à un excès de légalité, jusqu'à présent nous n'en souffrons pas encore. » Cet article paru le 29 janvier 1863 fut le prélude d'une campagne brillante qui remua tout le pays, rendit à la nation le sentiment de sa force, au tsar la confiance en son peuple et fit reculer la coalition européenne devant la subite apparition d'une conscience populaire russe dont l'Occident ignorait même l'existence. Pour la première fois depuis 1812, et dans des circonstances qui, sans le patriotisme enflammé de Katkof, auraient pu devenir aussi tragiques, l'esprit national secouant sa torpeur habituelle se manifesta avec une incroyable énergie. Son réveil, semblable à un ouragan qui balaie tout sur son passage, débarrassa l'atmosphère russe de tous les miasmes qui, accumulés depuis des années, aveuglaient, paralysaient et affolaient les conducteurs habituels du peuple russe. Katkof,

porté par cette force irrésistible qu'il avait réveillée, sut se faire le véritable guide de la politique russe pendant cette année terrible. Ce fut lui qui dicta les fières réponses de Gortschakof aux clameurs de l'Europe coalisée, lui qui indiqua au pouvoir les chefs capables (comme par exemple Mourawieff) de terrasser l'insurrection, lui qui les enflamma de son patriotisme, les soutint dans leurs luttes et leur montra la voie. Le vrai gouvernement de la Russie se concentra en 1863 dans les bureaux de la *Gazette de Moscou*, au Strastnoi Boulevard. « Alors », me disait-il avec orgueil dans notre avant-dernier entretien en me remettant plusieurs feuillets de ses articles sur la question polonaise parus depuis en librairie, « alors nous faisions de l'histoire et non des articles... »

Avec son grand sens d'homme d'État, Katkof comprenait très bien que les puissances occidentales qui avaient si crânement ouvert la campagne contre la Russie n'éprouvaient aucune envie de partir en guerre pour la Pologne. Là n'était pas le véritable danger. Mais il sentait parfaitement que, si la chancellerie russe semblait par son attitude admettre le principe même de l'intervention européenne dans les affaires purement russes, la campagne diplomatique, aidée par les influences dont la Pologne disposait dans toutes les cours, pouvait peu à peu s'envenimer et finalement rendre inévitable une guerre que personne au début ne souhaitait.

Aussi, quand lord John Russell osa dire au Parlement : « Je vous prie d'avoir confiance dans l'opinion publique de l'Europe que *ne saurait négliger l'empereur de Russie lui-même, malgré toute sa puissance* », Katkof opposa à cette opinion publique la conscience du peuple russe qui ne permettrait jamais à l'étranger de peser sur ses destinées. « Nous ne pourrons prévenir la guerre que par la pleine conscience de nos forces, par la foi dans les destinées historiques de notre peuple : nous n'empêcherons la guerre que par notre résolution énergique de ne re[illegible] devant aucune provocation. »

. ([illegible] se souvient des notes hautaines du prince Gortschakof en [illegible]x sommations des trois puissances coalisées ; c'était

l'esprit de Katkof qui s'exprimait dans ces documents dont la *Gazette de Moscou*, du reste, reçut la primeur en même temps que le *Journal Officiel*. L'opinion publique de l'Europe recula devant le sentiment national russe invoqué pour la première fois par notre chancellerie comme argument contre l'ingérence de l'étranger.

Le meilleur moyen de faire comprendre Katkof, c'est encore de le citer. Voici comment il dépeint l'état de la Russie au début de l'insurrection polonaise : « Insurrection, massacres, mystérieux assassinats politiques, exécutions, un déshonneur, une ignominie, un abaissement comme la Russie ne se souvient pas d'en avoir vu ; le nom russe livré aux outrages du monde entier ; l'existence même de l'État et du peuple russe mise en question ; une atmosphère suffocante comme à l'approche de l'orage ; les choses les plus irréalisables paraissant possibles, l'évidence même paraissant dépourvue de réalité. A tous il semblait facile de forcer le gouvernement à faire tout ce qu'ils lui prescrivaient en vue de saper tous les fondements de son empire. Les hommes les plus sérieux, de profonds politiques, des chefs de gouvernements croyaient pouvoir nous tromper par la comédie des déclarations solennelles de toute l'Europe et par la menace de la guerre européenne la plus chimérique. Nous rappellerons que d'un côté on comptait sur l'infidélité de notre jeunesse militaire et que de l'autre on n'était pas sans de pénibles inquiétudes à cet égard. »

A Pétersbourg les hautes sphères ne cachaient pas leurs sympathies polonaises ; l'*intelligentzia* applaudissait aux succès des insurgés, et la foi dans la victoire des armes russes était si faible, même à la Cour, qu'au moment où le général Mourawieff partant pour Wilna prit congé de l'impératrice Marie Alexandrovna, elle lui dit avec des larmes dans les yeux : « Tâchez au moins de nous conserver la Lithuanie. — Je conserverai toute la Pologne », répondit fièrement le vaillant patriote et il tint parole...

Voici en quels termes Katkof posa le problème polonais : « La question de la Pologne est une affaire tout aussi russe que

polonaise. La question de la Pologne a toujours été aussi la question de la Russie. Entre ces deux nationalités congénères l'histoire a depuis longtemps posé une question fatale de vie et de mort. Les deux États n'étaient pas simplement deux rivaux, c'étaient deux ennemis qui ne pouvaient exister à côté l'un de l'autre et qui restèrent ennemis jusqu'à la fin. Entre eux la question n'était pas de savoir lequel occuperait la première place ou serait le plus puissant; la question était de savoir lequel des deux existerait. Une Pologne indépendante ne pouvait s'accommoder d'une Russie en possession d'elle-même. Les transactions étaient impossibles : l'une ou l'autre devait renoncer à l'indépendance politique, cesser de prétendre au pouvoir d'un État indépendant. Et ce n'est pas la Russie, mais la Pologne qui a eu dès l'abord le sentiment de cette question fatale; la première elle a commencé cette lutte historique; il y a eu un temps où la Russie a disparu, un autre est venu où a disparu la Pologne. Cette question fatale conservera-t-elle toujours sa force ou bien un temps arrivera-t-il où, à côté d'une Russie puissante et forte, pourra vivre et fleurir une Pologne indépendante? On peut méditer là-dessus aux heures de loisir, mais dans un moment de crise, au milieu de la lutte, il est naturel que le Polonais défende la cause polonaise et que le Russe défende la cause russe... Qu'il emploie les bons moyens ou les mauvais, le Polonais est naturellement le défenseur de sa cause. A défaut du Polonais, qui donc se chargera d'être Polonais? »

« C'est ce qu'il semblerait. Mais la destinée ne s'est pas acharnée jusqu'à la fin contre la Pologne. Elle l'a frappée, mais lui a accordé aussi un rare bonheur : chez ses adversaires, dans le feu même du combat, le Polonais trouve des alliés prêts à souscrire, sans examen, à toutes ses conditions. Du côté russe il trouve des gens qui, avec une touchante magnanimité, sont prêts à lui immoler les intérêts de leur patrie, l'intégrité et l'importance politique de leur nation; il trouve des gens prêts, pour l'honneur de lui servir d'instruments dociles, — des gens prêts à répéter avec enthousiasme tout ce que disent les enne-

mis du nom russe, tout ce qui peut diffamer et déshonorer la cause russe, tout ce qui peut grandir et présenter sous un beau jour le parti opposé, — des gens prêts à être aussi polonais, si pas plus, que les Polonais eux-mêmes. »

Empruntons au même article ce que dit Katkof du principe des nationalités : « Ne parlez pas à un Anglais des droits des nationalités dans l'Inde : il vous prendra pour un fou, de même qu'un Français vous jugera tel si vous vous mettez à lui parler des droits des nationalités en Algérie. Ils ne vous répondront même pas. Mais vous ne serez pas beaucoup plus avancé si vous vous avisez d'aborder avec un Anglais la question du rétablissement de la nationalité celtique en Irlande ou si vous faites observer à un Français que la même race pourrait avoir en Bretagne une existence politique indépendante. En vain vous exposeriez la théorie du droit à l'autonomie que possède chaque nationalité, personne ne vous écouterait et on vous répliquerait que vous soutenez une thèse absolument impossible. On vous dira que vous faites de votre théorie une application absurde, que cette théorie est bonne en elle-même, mais n'est nullement applicable aux cas cités par vous, que toute nationalité ne peut pas prétendre à une existence politique indépendante et que, si en fait de telles prétentions venaient soudain à se produire, le chaos le plus insensé en serait la conséquence. On vous dira que seule a des droits la nationalité qui les a démontrés par son histoire et qui sait les conserver et les soutenir; on vous dira que les droits résident non dans une lettre, non dans un mot, non dans une phrase, mais dans la réalité, dans les conditions et les relations existantes, dans un ensemble donné de forces vitales. On vous dira que la réalité est non seulement la meilleure, mais même l'unique preuve des droits réels; quant aux sympathies et aux jugements du dehors, ils ne décident rien aussi longtemps que cette preuve n'a pas été faite. »

Parlant du réveil de la conscience publique dans les masses obscures du peuple russe, Katkof s'exprime comme il suit : « Ils n'ont pas d'assemblées, ne font pas de discours, n'envoient pas d'adresses. Ce sont des gens simples et obscurs. Ce sont de pe-

tites gens, des gens pauvres et d'esprit bas. Mais ce sont des Russes et de loin, au fond de leurs ténèbres, avant les gens en place, les gens éclairés et intelligents, les parleurs, les écrivains, les dirigeants, — de loin ils ont entendu la voix de la patrie et y ont répondu, dans la simplicité et l'humilité de leur cœur, par une prière silencieuse. Ils n'ont pas fait de solennelles déclarations, ils n'ont pas songé à produire de l'effet; ils n'ont même pas entendu parler des démonstrations politiques. Ils ont un refuge où s'éveille et parle en eux le principe spirituel, ce refuge est le temple : là est leur politique, là est leur philosophie. Par milliers ils se sont réunis dans les temples, afin d'y prier pour le repos de l'âme des soldats russes tués dans les combats contre les insurgés polonais, et afin d'appeler la protection du ciel sur les armes russes ; ils se réunissaient là, tandis que nos ennemis signalaient triomphalement l'absence d'esprit patriotique dans notre société et montraient des symptômes de corruption et de décomposition à sa surface... »

Le sentiment national suscité par Katkof se manifesta bientôt dans toutes les classes de la population : c'était une avalanche d'adresses patriotiques venues de tous les coins de la Russie, c'étaient des démonstrations encourageant le gouvernement à repousser l'intervention étrangère et déclarant le pays prêt à tous les sacrifices pour défendre l'unité de l'empire contre les prétentions des ennemis héréditaires. Tous ces faits prouvaient clairement que le peuple russe se ressaisissait en présence du danger et, comme dans les terribles crises de 1612 et de 1812, le tsar était le centre autour duquel se groupaient toutes les forces vives de la nation; le cauchemar révolutionnaire semblait s'être évanoui subitement.

L'issue de l'insurrection polonaise trompa les prévisions et les espérances des ennemis extérieurs et intérieurs de la Russie. Cette crise fut salutaire, car elle prouva que la grave décomposition à laquelle le peuple russe paraissait en proie était superficielle et n'avait atteint que certaines couches très minces de la société. C'est à dater de ce moment que devint réellement prépondérante l'action de Katkof sur la conduite de la chose

publique en Russie. Qui alors aurait osé nier qu'il fût le véritable sauveur de la patrie?

Depuis, des haines politiques implacables ont maintes fois essayé de diminuer l'importance de ses services. Par ce temps de publicité à outrance les faits les plus éclatants, les plus lumineux peuvent être travestis ou contestés. A aucune époque de la vie des peuples la vérité historique n'a été aussi difficile à dégager qu'aujourd'hui où des milliers d'organes se chargent de fixer les moindres manifestations, les moindres accidents de l'activité humaine. C'est pourquoi un hommage involontairement rendu par un adversaire acharné acquiert une valeur de témoignage supérieure à toutes les louanges des panégyristes. Pendant la lutte à mort engagée au début de 1887 entre Bismarck et Katkof, tous les journaux du chancelier attaquèrent quotidiennement l'homme d'État russe dans toutes les langues et de toutes les façons, mais toujours avec la violence propre à celui que ses compatriotes ont avec justesse appelé *ein guter Hasser*. Dans cette campagne de mensonges et de calomnies la *Hamburger Correspondenz* se distingua par une série d'articles intitulés : « M. N. Katkow's politische Laufbahn ». Or, voici le jugement de Bismarck lui-même sur le rôle de Katkof en 1863 : « L'insurrection polonaise éclata d'une manière inattendue pour tous les partis en Russie; elle bouleversa en un tour de main toute la situation politique et fit de la politique à suivre envers la Pologne la question brûlante. Jusque dans les plus hautes sphères dominait la conviction que le parti révolutionnaire russe se mettrait du côté des Polonais et provoquerait une insurrection générale. On n'espérait pouvoir conserver la Pologne que par les concessions les plus larges; *la possibilité même de conserver la Lithuanie et la Russie occidentale paraissait douteuse*. Dans ce temps de trouble et de découragement général, la *Gazette de Moscou* seule garda une attitude calme et inébranlable; avec une énergie chaque jour croissante elle réclama l'écrasement impitoyable de l'insurrection et réussit à retourner complètement l'esprit public dévoyé. Seul Katkof acclama la nomination du général Mourawieff comme gouverneur

général de Wilna et approuva sans hésitation son énergie implacable et sanguinaire. Katkof et le métropolitain de Moscou prirent l'initiative d'une souscription nationale tendant à offrir un don honorifique à Mourawieff; la noblesse et le clergé approuvèrent le système du général, et c'est uniquement grâce à Katkof, arrivé au comble de la popularité et de l'influence, que le grand-duc Constantin et Wielopolsky, partisans de l'indépendance administrative de la Pologne, furent relevés de leurs fonctions. C'est aussi uniquement dans l'appui patriotique de la *Gazette de Moscou* que le prince Gortschakof puisa le courage de repousser la médiation proposée par l'Autriche et les puissances occidentales. Il doit à Katkof d'avoir été soutenu par le peuple russe tout entier; les radicaux gardèrent le silence... » (*Hamburger Correspondenz*, n° 74, 15 mars 1887.)

L'insurrection écrasée, il s'agissait de réorganiser les provinces ensanglantées par une guerre sans merci et de rendre impossible le retour de nouvelles convulsions. Katkof ne se reposa pas sur ses lauriers. Il se servit de l'immense autorité qu'il avait conquise pour faire prévaloir un ensemble de mesures destinées à pacifier et à russifier les pays insurgés. Alors commença une lutte acharnée et terrible, lutte de tous les jours, de toutes les heures, qui dura des années, épuisant toutes les forces de Katkof et de son fidèle collaborateur Léontief, menaçant mille fois de briser ces deux infatigables champions de la patrie russe. Le triomphe de la Russie, dû pour une si large part à Michel Nikiforovitch, lui attira l'inimitié de tous ceux qui, tant chez nous qu'à l'étranger, avaient souhaité le succès de la cause polonaise. Les radicaux de l'*intelligentzia* et du gouvernement, condamnés au silence pendant que le canon tonnait, relevèrent la tête aussitôt après la bataille et, avec des forces nouvelles que centuplaient la honte et le dépit de la défaite, se remirent à leur œuvre destructive de l'empire russe.

Les gouverneurs généraux des provinces de la Vistule, Kaufmann et Besak, suivaient énergiquement le système de pacification préconisé par la *Gazette de Moscou* et rencontraient de ce chef une opposition violente dans les hautes sphères de

Saint-Pétersbourg, où ce que Katkof appelait avec tant de justesse l'« intrigue polonaise » reprenait sa funeste influence. Et, fait caractéristique, certains organes de la presse française, seule lecture admise dans ces milieux, aidaient puissamment les ennemis de Michel Nikiforovitch à miner son crédit auprès du tsar.

C'est un certain baron von Firks, connu en littérature sous le pseudonyme de Schedo-Ferotti, qui alluma le brûlot. Dans un livre sensationnel publié en français et répandu par milliers d'exemplaires en Russie [1], cet écrivain se proposait « de prouver à ceux parmi les hommes d'État russes qui seraient incertains sur le vote à émettre, que les aspirations ultra-russes de la presse moscovite ne sont que des rêves creux sans écho dans les masses et qu'ainsi, en votant pour l'autonomie et la pacification de la Pologne, ils ne peuvent que se rendre populaires tant en Pologne qu'en Russie ». La réfutation fut écrasante. Quelques articles comme il savait les écrire suffirent à Katkof pour faire promptement justice et du livre et de l'auteur. Toutefois, s'il n'eut pas de peine à démasquer cette intrigue étrangère favorisée par des ministres russes en exercice, l'administration supérieure et la censure lui firent payer cher ce succès. Des persécutions incessantes, souvent ruineuses, rendirent la vie très difficile à la *Gazette de Moscou*. Ces tracasseries devinrent si pénibles qu'à un moment donné Katkof harassé, exaspéré, songea à déposer la plume. Mais, à peine connue, cette nouvelle émut vivement l'opinion russe; la noblesse du gouvernement de Moscou, dans une adresse votée à une immense majorité, le supplia de renoncer à ses projets de retraite; l'Université et d'autres corporations suivirent cet exemple. Invité avec des instances si pressantes à continuer la lutte, Katkof, en fin de compte, retourna au combat. Disons à ce propos que ses adversaires n'étaient pas seulement les radicaux de la presse et du pouvoir, mais encore, chose étrange, les organes du slavophi-

1. Grâce à la complicité du ministre de l'Instruction publique, Golovuine, le chef principal du radicalisme révolutionnaire russe, ce livre fut envoyé à tous les établissements scolaires importants de la Russie; plusieurs, comme l'Université de Moscou, refusèrent avec dédain cet envoi.

lisme moscovite. Soit étroitesse de vue et défaut de sens politique, soit jalousie de métier, ces journaux attaquaient très violemment la *Gazette de Moscou.* En Europe, surtout en France où on ignore entièrement les choses de la Russie, on représente toujours Katkof comme le chef des slavophiles et des panslavistes. En réalité, le grand publiciste,qui n'admettait même pas l'existence de partis politiques en Russie et qui, d'ailleurs, réfractaire à tout esprit de parti, était, à proprement parler, un solitaire[1], faisait peu de cas des slavophiles dont les vagues et nuageuses conceptions politiques offusquaient sa clairvoyance; au surplus, comme patriote, il ne pouvait guère sympathiser avec des hommes qui prétendaient mettre la Russie à la remorque de toutes les agitations et compétitions des Slaves de l'étranger. Une des premières polémiques de Katkof, à son entrée dans la presse, fut celle qui le mit aux prises avec Kochelef, le personnage le plus marquant de ce groupe; il eut aussi maintes fois l'occasion de rompre des lances contre le *Jour* d'Aksakof et si, pendant les dernières années, il laissa les slavophiles en repos, c'est surtout parce que leur cénacle s'était peu à peu dispersé et avait perdu toute portée politique.

Les diverses hostilités coalisées contre Katkof réussirent enfin en 1866 à lui arracher, pour un moment, la direction de la *Gazette de Moscou.* Heureusement le triomphe passager de l'intrigue se transforma bientôt en déroute complète et ne servit qu'à donner à l'influence de Michel Nikiforovitch une sanction suprême. A partir de cette date, l'action de son organe se doubla d'une autre action, bien plus puissante et effective, — celle qu'il exerça ensuite, avec quelques éclipses temporaires, jusqu'à la fin de sa vie au grand profit de l'État russe et de l'intégrité de ses bases fondamentales.

1. « Nous n'aurions jamais consenti à servir d'organe à un parti, même là où des partis politiques sérieux existent réellement. Tout homme a sa nature et sa vocation. Tout homme peut être utile uniquement dans les limites de sa nature et de ses moyens... La vocation des solitaires est de rechercher les solutions des problèmes, non dans l'intérêt d'une ligne politique particulière ou d'un parti quelconque, mais dans l'intérêt général, conformément à l'essence du problème et à ses rapports naturels avec le système général. »



Le 15 mars 1866 la *Revue des Deux Mondes* publiait comme article de tête une étude signée par Ch. de Mazade : « La Russie sous le tsar Alexandre II. La société et le gouvernement russe depuis l'insurrection polonaise. » Dans ces pages, évidemment écrites sous une inspiration pétersbourgeoise, et calculées pour agir sur l'esprit de l'empereur, le publiciste français se livrait à des attaques injurieuses contre Katkof, dont il n'épargnait guère plus la personne que le système politique. Le portrait de Michel Nikiforovitch, tel que l'a dessiné le crayon malveillant de Ch. de Mazade, mérite d'être reproduit à titre de curiosité ; il donnera une idée du ton général de l'article : « ... Avec une apparence terne, des cheveux d'un blond clair, des yeux bleus presque blancs, un extérieur modeste et pensif, M. Katkof a des passions implacables, une nature très absolue et très soupçonneuse, une opiniâtreté que la contradiction irrite et met hors d'elle-même, des haines qui ne reculent devant rien, pas même devant la délation, quand il s'agit d'atteindre ses adversaires... »

Tandis que la *Revue des Deux Mondes* prenait ainsi à partie le directeur de la *Gazette de Moscou*, dans le *Journal des Débats* paraissait une série d'articles conçus dans le même esprit, et dénonçant en termes violents les dangers de la politique « ultra-russe » de Katkof. La signature de Saint-Marc Girardin servait de passeport à ces diatribes originaires des bords de la Néva. Dans le *Nord* qui, dès cette époque, était au service des ennemis de la Russie, une « plume autorisée » menait la même campagne.

La riposte ne se fit pas attendre. Elle arriva cinglante comme un coup de knout. Négligeant les prête-noms, les hommes de paille, Katkof s'attaqua à leurs inspirateurs masqués, aux personnages du monde officiel russe qui ne rougissaient pas de se servir de la presse étrangère pour combattre le gouvernement de leur pays. Voici le début de son article, publié dans la *Gazette de Moscou* du 25 mars :

Il y a environ trois siècles, la Russie traversait aussi un temps troublé. Alors comme aujourd'hui était suspendue au-dessus d'elle la question polonaise. Il existe une certaine analogie entre ce qui se passait alors et ce qui



se passe maintenant; mais la différence essentielle, c'est qu'alors agissait la force brutale et que les choses se faisaient grossièrement, tandis qu'à présent elles ont lieu dans le domaine impalpable de la pensée où l'action de l'imposture remplace celle de la force. Dans cet ancien temps, les ennemis du dehors étaient maîtres de la capitale de la Russie, leurs milices infestaient la terre russe, incendiaient, pillaient, massacraient au grand jour. Mais les ennemis du dehors n'étaient pas, aux yeux de nos ancêtres, le principal fléau. Dans les récits de l'époque se rencontre une expression significative « les voleurs russes ». Personne en ce temps-là ne doutait qu'il n'existât des voleurs domestiques ou, comme on dit maintenant, des ennemis intérieurs. La trahison ne songeait même pas à se cacher, et les voleurs russes opéraient sans recourir à aucune ruse, sans y aller par quatre chemins. A coup sûr, dans le temps présent, nous avons aussi nos voleurs domestiques; maintenant comme alors, et même plus qu'alors, c'est en eux qu'est tout le mal. Dans ces trois dernières années, le public a pu observer des manœuvres qui se sont poursuivies avec une activité infatigable et systématique. A aucune époque et dans aucun pays peut-être on n'a mis en jeu autant de ruses et fondé autant de calculs sur la sottise humaine qu'on ne l'a fait chez nous depuis trois ans. L'intrigue ne se décourageait en aucune conjoncture et, bien que ses impostures fussent confondues l'une après l'autre, elle ne se lassait pas et continuait son œuvre avec un redoublement d'ardeur. Comme si de rien n'était, elle relevait, après chaque échec, son visage effronté, s'adaptait aux circonstances nouvelles et gardait intacte sa foi dans le succès final.

Le comte Valouief, ministre de l'intérieur, envoya à la *Gazette de Moscou* un premier avertissement, que le gouverneur général de Moscou notifia personnellement à Katkof, le 29 mars, et qui, dans la soirée du même jour, fut transmis à la rédaction par le maître de police. Katkof refusa l'insertion de la prose administrative, et, le 3 avril, publia un article sensationnel qui fit époque dans la vie du grand journaliste. Pour la première fois, il entrait ouvertement en lutte contre un ministre en fonction, au nom des intérêts supérieurs de l'autorité impériale et de la Russie :

De tous les côtés nous recevons des avertissements. A peine venons-nous de recevoir celui de la *Revue des Deux Mondes* portant la signature de M. Charles de Mazade, qu'une revue de Pétersbourg, le *Contemporain*, nous en a adressé un autre signé des initiales Iou. J. Le premier, que nous avons porté dernièrement à la connaissance du public, nous accuse de propager les éléments révolutionnaires, la démocratie, le socialisme et l'athéisme; le second nous reproche d'être partisan du servage, réactionnaire et obscurantiste. Tandis que nous nous trouvions dans le plus cruel em-

barras, ne sachant que croire et à quel avertissement prêter l'oreille, est arrivé à propos un avertissement d'une autre espèce vis-à-vis duquel le ton de la plaisanterie ne serait plus de mise. Les avertissements qui nous sont adressés par une voie non officielle, nous sommes libres d'y faire ou de n'y pas faire attention. Mais il est impossible de ne pas tenir compte de ceux qui nous sont signifiés par la police. Ils exigent des explications sérieuses, et nous nous empressons de les fournir, avec le regret sincère qu'on ne nous les ait pas demandées avant de faire insérer l'avertissement dans le *Journal Officiel*. Nous osons penser que nos explications auraient été reconnues satisfaisantes et que peut-être elles auraient prévenu cette mesure.

A la suite de ces lignes, Katkof annonçait sa résolution d'abandonner sous peu la direction de son journal et, en attendant, se déclarait décidé à refuser l'insertion de l'avertissement, quitte à payer pendant les trois mois l'amende quotidienne de 25 roubles dont le rendait passible cette infraction à la loi. Puis, abordant la discussion de la mesure prise contre lui, il réfutait d'une façon péremptoire les termes de l'avertissement, non sans manifester à ce propos un altier et profond dédain pour la personne du ministre de l'intérieur :

Malgré tout le respect qui est dû aux personnages gouvernementaux, nous ne pouvons pas nous considérer comme leurs fidèles sujets, et nous ne sommes pas tenus de nous conformer aux vues et intérêts personnels de tel ou tel d'entre eux. Au-dessus des agents du gouvernement s'élève l'autorité suprême à qui tous doivent une égale obéissance; c'est en elle que réside l'essence du gouvernement, c'est à elle que notre serment nous lie, ses intérêts sont les intérêts de tout le peuple.

La lutte engagée dans ces conditions entre un simple particulier et un tout-puissant ministre était un véritable événement dans l'histoire de la Russie autocratique; on ne pourrait le comparer, pour l'importance historique, qu'à la célèbre résolution prise par Hampden de ne pas payer les impôts. Aussi le pays tout entier attendait-il anxieux le dénouement de ce conflit sans précédent. La solution ne pouvait venir que du souverain, et Katkof n'avait aucun lieu de croire qu'elle lui serait favorable. A la vérité, Alexandre II avait lu les *leaders* publiés par la *Gazette de Moscou* pendant l'insurrection polonaise, et plusieurs l'avaient vivement impressionné. Mais il en con-

naissait à peine l'auteur, et il n'était pas à prévoir qu'il le soutiendrait dans cette audacieuse révolte contre son ministre, lequel avait l'appui de toutes les hautes sphères pétersbourgeoises. Sans fortune et chargé d'une nombreuse famille, Katkof pourtant n'hésita pas une minute à tout sacrifier pour sauvegarder son indépendance d'écrivain vis-à-vis des ennemis de son pays.

Le lendemain du jour où parut l'article dont on a lu plus haut quelques extraits, la nouvelle de l'attentat de Karakozof — le premier qui ait été dirigé contre Alexandre II — éclata comme un coup de foudre dans toute la Russie, et produisit une émotion patriotique indescriptible. Cette tentative criminelle, qui confirmait si douloureusement les incessantes prédictions de Katkof[1], aurait dû ouvrir les yeux du comte Valouief, et le décider à retirer l'avertissement ou à étouffer l'affaire. Il n'en fut rien. Le brouillard révolutionnaire obscurcissait tout à Pétersbourg, et envahissait, par une poussée irrésistible, les hôtels ministériels aussi bien que certains palais grand-ducaux. Les ennemis de la Russie avaient juré de fermer la bouche au seul publiciste clairvoyant et courageux qui osât crier casse-cou au gouvernement. C'est pourquoi, sans attendre l'expiration du délai de trois mois que la loi accordait à un directeur de journal pour se soustraire à la publication d'un avertissement ministériel, le ministre de l'intérieur adressa coup sur coup à Katkof un second et un troisième avertissement, ce qui le forçait à résigner immédiatement ses fonctions de directeur de la *Gazette de Moscou*. L'Université, propriétaire du journal, en confia la direction provisoire à un collaborateur de Katkof, le professeur Lioubimof.

Michel Nikiforovitch semblait perdu. Heureusement pour lui, heureusement surtout pour la Russie, un incident subit

1. « Ce n'est pas sans raison, écrivait-il quelques jours avant l'attentat, que la révélation par la *Gazette de Moscou* de l'infâme caractère du nihilisme excite contre elle la rage de certains cercles à Pétersbourg. On se moque de nous en disant que dans une poche de chaque demoiselle à cheveux courts les rédacteurs de la *Gazette de Moscou* trouvent des proclamations incendiaires, dans l'autre des bombes explosibles, » etc.

changea la face des choses. Par un revirement inattendu, l'échec momentané du grand publiciste aboutit à son triomphe définitif et pour plus de vingt ans établit son autorité sur des bases inébranlables. Depuis, il eut encore de nombreux conflits avec certains ministres; il ne fut vaincu que quand la mort le terrassa au milieu de la lutte de 1887.

Au mois de mai, Alexandre II vint habiter les environs de Moscou. Un haut personnage de son entourage, très bien disposé pour Katkof, eut avec ce dernier une longue conversation, à la suite de laquelle il lui conseilla d'adresser directement au tsar une lettre explicative. La lettre fut bientôt écrite. Katkof y mit — est-il besoin de le dire? — son éloquence habituelle, cette force de persuasion dont il avait le secret et qui agissait à la fois sur la raison et sur le cœur. La grosse difficulté était ailleurs. L'étiquette exigeait que l'auteur *lui-même* copiât la lettre et la copiât lisiblement. Or, Katkof avait une écriture presque indéchiffrable; de plus, il ne pouvait écrire dix lignes sans couvrir son papier d'innombrables taches d'encre. Le travail de copie fut un vrai travail de Sisyphe; à la fin pourtant il aboutit. Remise au souverain par le comte Adlerberg, la lettre produisit immédiatement son effet. Alexandre II donna l'ordre de retirer les avertissements et de rendre à Katkof la direction de la *Gazette de Moscou*. Le haut personnage en question demanda au tsar : « Katkof désire savoir si c'est une autorisation que Votre Majesté lui accorde ou si c'est un désir qu'elle exprime. — C'est un désir; dites-lui que je le désire vivement. » Le lendemain une audience particulière fut accordée à Katkof et son entretien avec l'empereur acheva ce que sa lettre avait si heureusement commencé. Alexandre II lui dit en lui serrant la main et en le faisant asseoir à côté de lui : « Je te connais, j'ai foi en toi[1], et te considère comme un des miens. Conserve le feu sacré qui t'anime, je ne tends la main qu'à ceux que je connais et que j'estime. Tu n'as plus d'inquiétude à avoir. Je suis très attentivement la *Gazette de Moscou* et la

1. Alexandre II avait l'habitude de tutoyer les personnes qu'il honorait d'une bienveillance particulière.

lis constamment. J'ai pleine confiance en toi; comprends-tu toute la portée de ce que je te dis? As-tu quelque chose sur le cœur que tu tiennes à me communiquer? » L'entretien tourna alors sur les questions brûlantes du jour, sur les tendances séparatistes qui se manifestaient partout. Le tsar donna raison pour le fond à la campagne de Katkof, il lui conseilla seulement d'être plus modéré dans la forme...

Ce qui importait encore davantage, Katkof obtint l'autorisation d'écrire directement à l'empereur et de lui adresser des communications sur les questions politiques quand il le jugerait utile. Privilège d'une portée considérable qui élevait le publiciste au rang de conseiller attitré du souverain.

L'action extraordinaire qu'un simple écrivain a exercée pendant un quart de siècle sur la marche des affaires publiques en Russie est restée une énigme pour l'Europe. Dans un pays où le régime qui règle la presse est encore très sévère, où l'arbitraire administratif peut se donner libre carrière dans les rapports du pouvoir avec les journaux, le rôle de Katkof paraissait doublement incompréhensible. La plupart en faisaient honneur à la grande publicité de son journal et à l'influence que cette feuille avait su prendre sur les esprits; c'était, croyait-on, porté par l'opinion publique, que Katkof s'imposait au gouvernement. Rien de tout cela n'est vrai. Le tirage de la *Gazette de Moscou* était très restreint; quant à l'opinion publique, l'illustre publiciste n'en avait cure et même la méprisait profondément; il se gardait bien de la confondre avec le sentiment national. Ce qu'on appelle l'opinion publique courante était presque toujours hostile à Katkof et, si on s'en rapportait à la presse pour juger de sa popularité, on ne pouvait que le prendre pour l'homme le plus détesté de l'empire. Chaque jour presque tous les journaux couvraient Katkof d'injures, le vilipendaient, le calomniaient, sans, d'ailleurs, qu'il en prît le moindre souci, aussi longtemps qu'il ne s'agissait que de sa personne et qu'aucun problème d'intérêt général n'était en jeu. Katkof tenait en piètre estime la plupart de ses confrères et se refusait catégoriquement à entrer en relations avec eux, ne faisant d'exception que pour

un ou deux anciens collaborateurs de la *Gazette de Moscou* devenus rédacteurs en chef d'autres journaux. Malgré les plus pressantes sollicitations, il ne consentit jamais à recevoir MM. Mestchersky et Souvorine.

La puissance de Michel Nikiforovitch, devant laquelle tremblaient les ministres que souvent il renversait ou désignait au choix de l'empereur, avait une source toute différente. Par son inébranlable patriotisme, par sa clairvoyance politique, par les véritables qualités d'homme d'État dont il avait fait preuve dans les moments de crise, par l'immensité des services qu'il avait rendus en 1862 en découronnant Herzen et en 1863 en sauvant l'intégrité de la patrie, enfin — *last not least*, — par son dévouement absolument désintéressé au trône et à l'autocratie, dévouement basé uniquement sur la conviction enracinée chez lui qu'un lien indissoluble unissait la grandeur de la nation au régime autocratique sorti des entrailles mêmes du peuple russe, Katkof s'était acquis la confiance des deux souverains ; ayant obtenu le droit de leur soumettre personnellement et directement ses avis sur tous les problèmes importants que venaient à poser les circonstances politiques, il était toujours sûr de pouvoir faire parvenir sa voix aux oreilles de l'empereur. Or, dans un pays de monarchie absolue, la toute-puissance est là et non dans les fonctions publiques, surtout si la voix est éloquente et persuasive ; si, en outre, elle ne s'élève jamais que dans l'intérêt de la vérité et de la sagesse.

Voilà où était, en réalité, le secret de la puissance qui aintes fois permit à Katkof de modifier complètement l'orien- ion de notre politique, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. rmi les quelques douzaines de journalistes russes, qui sont ourus à Paris en octobre 1893, on pourrait bien en trouver x ou trois qui avaient écrit autrefois plusieurs articles en fa- de l'entente franco-russe ; mais, quand ils prétendent y avoir ibué, ils prêtent à rire à tous ceux qui connaissent le véri- état des choses. La presse russe est absolument sans ce sur la politique du pays, surtout sur la politique e, comme l'est aussi, d'ailleurs, ce qu'on est convenu

d'appeler l'opinion publique. Les hauts fonctionnaires qui donnent presque toujours le *la* aux feuilles russes (la presse radicale elle-même a pour inspirateurs des sénateurs et des ministres) se servent souvent de ces organes soit dans un intérêt de réclame personnelle, soit pour influencer certains de leurs collègues dans le Comité des ministres, mais tout cela n'a qu'une portée excessivement limitée. Et si la discussion des journaux devient gênante pour quelqu'un des gouvernants, il suffit d'un ordre transmis par la direction de la presse pour que le silence se fasse sur telle ou telle question. Les lumières que la plupart des journalistes russes pourraient apporter dans de pareils débats sont des plus minces, attendu qu'ils manquent des éléments nécessaires pour discuter avec compétence. Ils ignorent les intentions du gouvernement, alors même qu'elles se manifestent par des projets de loi déposés au Conseil de l'Empire ou au Comité des ministres, et il leur est même interdit de mentionner les incidents qui accompagnent les délibérations. Ils ne savent des événements que ce que leur en apprennent des indiscrétions d'antichambre, et ne peuvent en parler que par voie d'allusions timides, le plus souvent à tort et à travers.

Dans le domaine de la politique étrangère le rôle de la presse russe est, s'il se peut, encore moindre. D'abord, la photophobie bien connue de notre diplomatie laisse un champ excessivement restreint à la discussion publique. La presse n'oserait pas critiquer sérieusement la politique extérieure du pays, alors même qu'elle en connaîtrait les véritables aboutissants autrement que par les maigres et obscures déclarations du *Journal* (français) *de Saint-Pétersbourg*. Or, tel n'est pas le cas. Jamais un journaliste russe n'est reçu aux affaires étrangères lorsqu'il s'y présente pour un renseignement ou une indication quelconque. La rédaction du *Journal de Saint-Pétersbourg* est confiée tantôt à un Belge, tantôt à un Juif hongrois, tantôt à un Suisse. C'est aussi un étranger qui de tout temps a été chargé de recueillir les communications du Pont des Chantres pour les transmettre à l'organe officieux de la chancellerie (autrefois le *Nord*, aujour-

d'hui la *Correspondance Provinciale*); depuis une dizaine d'années le confident attitré de notre diplomatie est l'Italien Giaccone, établi récemment en Russie. Ceux de ces diplomates au service de la Russie qui en connaissent la langue lisent rarement un journal russe. Pendant l'hiver de 1886-1887, au fort de la lutte entre Katkof et M. de Giers, l'ambassade russe à Paris ne recevait même pas la *Gazette de Moscou*. Il y a une quinzaine d'années, un des grands-ducs qui était descendu à l'ambassade de Russie à Berlin, ayant témoigné le désir de jeter un coup d'œil sur un journal russe, on fut obligé d'en envoyer chercher un au Casino des officiers allemands!

Quant à l'empereur, il ne lit sur la politique extérieure que des extraits de journaux étrangers, soigneusement découpés par un employé du ministère. De ce côté aussi l'action de la presse russe est nulle[1].

Si Katkof traitait avec une haute compétence toutes les questions politiques, sociales, économiques, militaires, etc., c'est, d'abord, que, par un travail vraiment surhumain, il était parvenu à les posséder à fond; ensuite, il avait accès dans tous les ministères, et les archives de toutes les chancelleries, y compris celles des affaires étrangères, lui étaient ouvertes.

En outre, il jouissait du privilège unique de pouvoir exprimer impunément toutes ses opinions; pour lui seul existait en Russie une liberté de presse absolue. De son temps, la *Gazette de Moscou* parvenait directement sur le bureau du tsar. Aussi les *leaders* ou, pour mieux dire, tous les articles importants de cette feuille étaient-ils écrits spécialement à l'intention de l'empereur. Katkof, dans son organe, s'adressait en réalité beaucoup plus au souverain qu'au public. Sans doute il cherchait à éclairer, à instruire la foule, mais jamais il ne se mit en peine de lui plaire, surtout à l'aide des moyens qui malheureusement sont passés dans les mœurs de toute la presse européenne. Jamais Katkof ne consentit à faire la moindre concession au

1. Le gouvernement étranger, qui achète les journalistes russes assez vils pour se vendre, jette simplement son argent par la fenêtre. Le concours qu'ils peuvent lui offrir ne vaut pas les dix centimes du timbre de quittance.

goût des lecteurs. L'*interview*, la chasse à l'actualité sensationnelle, le reportage en général, ainsi que le feuilleton si goûté du public russe étaient sévèrement bannis de la *Gazette de Moscou*. Un *leader* toujours merveilleux de savoir, soigneusement et brillamment présenté, une ou deux correspondances étrangères pleines de faits puisés aux meilleures sources, voilà ce qui faisait le fond du journal. Katkof n'avait qu'un petit nombre de collaborateurs, mais tous triés sur le volet. Il exigeait d'eux non seulement une compétence spéciale garantie par des études sérieuses, mais le plus souvent aussi les dons de l'écrivain. La *Gazette de Moscou* était d'une tenue littéraire très soignée. Quelles que fussent ses occupations et préoccupations du moment, Katkof ne laissait pas passer une ligne du journal sans l'avoir revue et corrigée. Une faute d'impression était inconnue dans son organe. D'ailleurs, il ne se gênait nullement pour opérer force coupures ou modifications dans la copie de ses collaborateurs; ceux-ci recevaient toujours de lui l'idée inspiratrice de leurs articles et n'avaient qu'à la développer. Jusque dans les correspondances étrangères, Michel Nikiforovitch supprimait et modifiait impitoyablement ce qui ne lui convenait pas. Les écrivains les plus illustres eux-mêmes ne trouvaient pas grâce devant ses ciseaux. Tolstoï en sut quelque chose quand il publia *Anna Karenina* dans le *Messager Russe:* toute la partie de cet ouvrage où sont si malmenés les volontaires partant pour la Serbie fut coupée sans miséricorde, en dépit des protestations de l'auteur. Katkof considérait son journal et sa revue comme ses organes personnels et n'y laissait rien paraître qu'il n'approuvât pas.

Ayant surtout en vue d'éclairer le souverain, il ne s'engageait jamais dans une campagne qu'à bon escient, après avoir longuement réfléchi sur le problème qu'il allait poser. Il avait à un si haut degré le sentiment de sa responsabilité, toute morale d'ailleurs, qu'il lui arriva maintes fois de retarder l'apparition de son journal afin de retirer un *leader* déjà composé, dont un raisonnement ou même une phrase venait soudain d'éveiller des scrupules dans son esprit. Il rédigeait alors un

autre article et supprimait purement et simplement celui dont il n'était pas satisfait. Quelques semaines avant sa mort, frappé de paralysie et privé de l'usage de la parole, il continuait encore à donner des ordres pour le journal, le regard dirigé sur un immense alphabet installé au pied de son lit; les *leaders* étaient supprimés.

Nonobstant la grande hardiesse avec laquelle, une fois sa conviction formée, le directeur de la *Gazette de Moscou* engageait la lutte, il réservait d'ordinaire les côtés délicats des questions, — surtout quand il s'agissait de la politique étrangère, — pour en faire l'objet de lettres ou de mémoires soumis directement au souverain. Le journal s'en taisait, même quand, excité par une polémique passionnée, Katkof n'eût eu qu'un mot à dire pour confondre son adversaire. Là encore il manifestait le tact et la discrétion d'un véritable homme d'État.

On aurait tort de croire que les avis de Katkof obtenaient de prime abord l'assentiment du souverain et ne rencontraient aucune opposition préalable dans l'entourage impérial. C'est le contraire qui est le vrai. Toute la vie de Katkof ne fut qu'une bataille acharnée et sans trêve contre des adversaires aussi nombreux que variés. Indépendamment des influences occultes de la camarilla, il avait encore à lutter contre les ministres dont il blâmait la politique, contre la résistance passive des bureaux, contre mille stratagèmes par lesquels on s'efforçait d'éluder, d'atténuer et même d'annuler dans l'application les mesures législatives qu'il était enfin parvenu à faire prévaloir. Trop souvent ses propres créatures, à peine arrivées au pouvoir, cherchaient à secouer sa tutelle et adoptaient une ligne politique en contradiction plus ou moins directe avec leurs engagements antérieurs.

Inébranlable dans ses convictions, Katkof s'exposa plus d'une fois à la disgrâce de l'empereur plutôt que de les abandonner. Ainsi, par exemple, son attitude pendant la guerre franco-allemande de 1870 déplut fortement au tsar dont toutes les sympathies étaient acquises à la cause allemande. Katkof, avec sa perspicacité habituelle, prévoyait les dangers qui menaceraient

l'équilibre européen si la France était écrasée. L'hégémonie d'un puissant empire allemand n'ayant à l'ouest aucun contrepoids, c'était pour la Russie l'isolement avec tous ses périls. Il n'admettait donc pas la neutralité absolue imposée au cabinet de Saint-Pétersbourg par l'amitié du tsar pour son oncle, et il fit dans la *Gazette de Moscou* une violente campagne en faveur de la France. Qu'on ne s'y trompe pas; si Katkof conseilla à son gouvernement de s'opposer avec énergie au démembrement de la France, ce ne fut ni par sympathie pour celle-ci, ni par haine pour l'Allemagne. Katkof était russe avant tout, foncièrement russe et les intérêts de sa patrie primaient chez lui toutes les autres considérations. Un homme d'une si haute culture intellectuelle ne pouvait, d'ailleurs, avoir de haine pour aucun peuple.

Il tenait en haute estime l'esprit politique des Anglais et leur profond respect pour leur souveraine ; il prisait beaucoup les institutions anglaises créées et développées progressivement par les besoins historiques du pays. Mais cela ne l'empêchait nullement de combattre avec la dernière vigueur la politique du Foreign Office partout où elle entrait en conflit avec les intérêts russes. Jamais aussi l'idée ne lui serait venue de vouloir appliquer à la Russie le parlementarisme britannique, comme les personnes à courte vue l'avaient supposé en voyant son admiration pour le fonctionnement régulier de ce régime dans la Grande-Bretagne[1].

En France Katkof abhorrait l'esprit révolutionnaire et déplorait profondément qu'en 1789 ce pays eût rompu sans retour avec les traditions séculaires qui avaient fait sa grandeur. Il n'avait qu'une confiance médiocre dans la durée de systèmes gouvernementaux construits sur des doctrines abstraites ou des utopies irréalisables, et n'ayant aucune racine dans le passé de la nation. Toutefois, malgré ce scepticisme trop justifié par tant d'essais politiques avortés, il reconnaissait hautement la puissance créatrice du génie français; il admirait la France

1. Pendant un temps on ne l'appelait que le lord anglomane.

dans son histoire, sa littérature, ses arts, ses sciences, et considérait qu'une France forte était un élément aussi indispensable à la marche de la civilisation qu'à l'équilibre européen.

Élève de Hegel et de Schelling, nourri de la pensée philosophique allemande, Katkof n'était pas non plus l'ennemi de l'Allemagne, ainsi que le représentait la presse reptilienne. Il rendait hommage aux qualités remarquables du peuple germanique, faisait grand cas de sa science, appréciait son esprit méthodique, son patriotisme, son sens de la discipline et son respect des traditions. Alors même qu'il luttait avec le plus d'âpreté contre la politique de Bismarck, quand, au nom du salut de la patrie, il sommait le gouvernement russe de rompre ses relations séculaires d'amitié avec la Prusse, Katkof provoquait la création à Berlin d'un séminaire, où de jeunes juristes russes pussent s'adonner à l'étude approfondie du droit romain sous la direction de savants allemands; son neveu fut un des premiers élèves de cette institution[1] !

C'est donc avant tout dans l'intérêt bien compris de la Russie que Katkof en 1870 combattit avec toute la fougue de sa plume impétueuse la politique d'abstention. Malheureusement cette fois le tsar resta sourd à sa voix et même jusqu'en 1873 lui garda rancune de son attitude. Mais Alexandre II avait l'esprit trop ouvert pour ne pas reconnaître bientôt que dans cette circonstance c'était l'éminent publiciste qui avait vu juste et il lui rendit de nouveau toute sa confiance.

Il faudrait des volumes pour indiquer toutes les questions que traita Katkof, toutes les réformes scolaires, économiques, administratives et politiques qui passèrent dans le domaine des faits grâce à son initiative et à son opiniâtreté invincible. Tels de ces résultats ne purent être atteints qu'après des années d'efforts poursuivis avec une ténacité extraordinaire. Dans sa campagne en faveur de l'introduction de l'enseignement clas-

1. Ce n'est pas Katkof qui aurait admis la suppression d'un foyer de lumières tel que l'université allemande de Dorpat, d'où sont sortis les savants les plus éminents de la Russie, entre autres Carl de Baer, le plus grand naturaliste de la première moitié de ce siècle, et Pirogof, aussi célèbre comme chirurgien que comme pédagogue.

sique en Russie il avait au début tout le monde contre lui : le public, le gouvernement, la presse, enfin et surtout l'unanimité du corps enseignant. Dans un siècle où les sciences naturelles ont atteint un développement si prodigieux, l'innovation proposée paraissait à tous les esprits tellement étrange, que même les rares prosélytes de Michel Nikiforovitch ne saisissaient pas exactement les motifs qui le guidaient. M. Anatole Leroy-Beaulieu s'exprime de la façon suivante dans son étude sur Katkof, la meilleure parue en langue française[1] (on peut, du reste, en dire autant de toutes les études sur la Russie publiées par cet écrivain, qui en France connait le mieux les choses russes) :

> A ses yeux l'esprit révolutionnaire de la jeunesse provenait avant tout des penchants positivistes, utilitaires, matérialistes de l'enseignement. A l'étude des sciences physiques et naturelles, il fallait opposer comme contre-poids la discipline classique, les vieilles humanités de l'Occident. Katkof y voyait une sorte de gymnastique et comme d'entraînement idéaliste. C'est pour cela que durant vingt ans il n'épargna rien pour soumettre aux Grecs et aux Latins les jeunes Scythes pour la plupart rebelles à pareil joug. Ce fut une de ses idées dominantes..., elle peut sembler outrée ou ingénue, elle n'était certainement pas d'un esprit vulgaire.

M. Leroy-Beaulieu partage l'erreur commune sur les motifs de Katkof. Le grand publiciste accusait des tendances révolutionnaires russes non pas l'étude des sciences naturelles, mais le caractère défectueux de toutes les études en général. Si les jeunes Russes goûtaient tant quelques médiocres ouvrages de vulgarisation scientifique, comme celui de Buchner, par exemple, si cher aussi aux anarchistes français Vaillant, Henry et autres, c'est que les lacunes de leur instruction générale les privaient du discernement nécessaire pour comprendre réellement les grands côtés des sciences naturelles. Ces dernières, Katkof les estimait très haut et en suivait les progrès avec la plus vive curiosité, même dans les moments où il était le plus surmené par les affaires politiques. Je n'en citerai comme preuve que la large place qu'il m'avait accordée dans le *Mes-*

1. *Journal des Débats* du 6 août 1887.

suger russe et dans la *Gazette de Moscou*, pour mes études sur les progrès des sciences physiques et naturelles. Le grand intérêt qu'il prenait à mes revues scientifiques me décida seul à accepter une tâche aussi lourde et à la continuer même après qu'une divergence d'opinions sur les affaires de France m'eut fait interrompre (1878) pour quelque temps ma collaboration à la *Gazette de Moscou*.

Dans l'enseignement classique sérieusement et méthodiquement pratiqué, Katkof voyait le procédé pédagogique le plus sûr pour consolider les bases de l'instruction secondaire. C'était un moyen de développer progressivement et systématiquement les jeunes intelligences de façon à les rendre aptes à recevoir ensuite une sérieuse culture universitaire. Le côté politique de la question ne venait qu'en seconde ligne dans ses préoccupations. Si la Russie, malgré une participation bicentenaire au mouvement intellectuel de l'Europe, a produit jusqu'à ce jour un si petit nombre de vrais savants, si elle est restée aujourd'hui encore tributaire de la science occidentale, comme elle l'était il y a plusieurs siècles, Katkof l'attribuait principalement à l'absence des études classiques, suivant lui indispensables pour le défrichement des jeunes cerveaux. Telle était, à ses yeux, la vraie cause de l'infériorité des Russes. Les sciences mathématiques étaient, d'après Katkof, seules susceptibles de remplacer un jour les langues anciennes dans la discipline des intelligences, quand leur enseignement serait adapté aux buts pédagogiques [1].

Au prix de très grands sacrifices personnels, Katkof et Léontief créèrent un lycée classique modèle, le lycée Nicolas, organisé en grande partie sur le type du célèbre collège d'Eton, et ils n'épargnèrent rien pour le maintenir à la hauteur des meilleures écoles de l'étranger. Après la mort de Léontief, tout le poids de la direction retomba exclusivement sur Katkof qui, néanmoins, conserva jusqu'à son dernier jour la gestion de cet établissement, malgré des déficits annuels de 12-15 000 roubles.

1. Nous avons publié dans la *Nouvelle Revue* du 18 juillet 1891 une des meilleures études de Katkof sur l'enseignement classique.

L'enseignement classique n'a pas encore donné en Russie tous les fruits qu'il était permis d'en attendre, mais il existe depuis trop peu de temps pour qu'on puisse dès maintenant le condamner sans appel. D'ailleurs, certaines défectuosités dans l'application de la réforme et surtout le mauvais vouloir du personnel chargé de la réaliser expliquent les déceptions qu'elle a causées.

Les forces nécessaires à son travail surhumain, Katkof les puisait uniquement dans son ardent patriotisme et dans son dévouement à l'empereur. Aussi, quand Alexandre II affaibli avant l'âge devint le jouet d'influences néfastes et laissa tomber en quenouille le pouvoir suprême que Dieu lui avait confié, une grande lassitude s'empara de l'illustre publiciste. Voyant l'anarchie envahir jusqu'aux plus hautes sphères et la Russie rouler aux abîmes poussée par le général Loris-Melikof et les autres ennemis acharnés de l'État autocratique, Katkof sentit ses forces l'abandonner et manifesta l'intention de renoncer à la lutte.

Pourquoi écrire ? disait-il, celui pour qui seulement je tiens encore la plume dans la main renonce lui-même au pouvoir, n'en conservant que les apparences. Tout cela c'est un mirage dans un marais. L. M. et Cie (Loris-Melikof) c'est encore le feuilleton du *Golos*[1], la même hauteur de vues et la même conception de l'État.

Heureusement, il ne donna pas suite à ce découragement et quand, peu après, Alexandre II tomba victime de l'anarchie qu'il n'avait pas su arrêter à temps, Katkof retrouva toute l'ardeur de sa jeunesse pour courir de nouveau au combat. Il jouissait de toute la confiance du nouvel empereur, et la tragique confirmation de ses avertissements avait encore accru son prestige d'homme d'État. Ses conseils joints à ceux de M. Pobiedonostzef, l'ancien précepteur du tsar, décidèrent bientôt ce dernier à rompre radicalement avec les funestes systèmes des ministres qui cherchaient à imposer à la Russie un informe essai de gouvernement parlementaire. Par son manifeste du mois d'avril

1. Le principal organe quotidien du libéralisme avancé.

1882, Alexandre III inaugura un nouveau régime conforme au véritable esprit de l'État russe et répondant aux profondes aspirations du peuple comme à ses réels besoins. Pour la seconde fois les conseils de Katkof sauvèrent l'empire d'un effondrement.

Depuis ce moment son influence sur la marche de la chose publique en Russie devint incontestable. C'étaient ses sages avis qui guidaient, qui éclairaient l'orientation politique du pays, et malheur aux agents du pouvoir qui, par des voies plus ou moins détournées, cherchaient à revenir aux anciens errements, à dévier de la ligne politique nettement tracée dans le manifeste impérial de 1882!

La plupart de ces hauts fonctionnaires, plutôt que d'encourir le risque d'être désapprouvés par l'implacable juge du Strastnoï Boulevard, préféraient le consulter avant de prendre aucune mesure d'ordre général. Les projets de lois n'étaient soumis au Conseil de l'Empire ou au Comité des ministres qu'après avoir été examinés par Katkof, qui indiquait les modifications à introduire. Ceux des ministres qui, comptant sur l'appui des influences occultes, essayaient, contrairement aux avis de Katkof, de faire passer quelque mesure dangereuse au point de vue de la politique générale ou de la prospérité publique, voyaient leurs projets impitoyablement repoussés par le tsar lui-même, eussent-ils déjà reçu par deux fois l'approbation unanime du Comité des ministres: ce fut, par exemple, le cas, lorsque la coalition des grands raffineurs voulut accaparer le marché du sucre. En revanche, les réformes appuyées par Katkof pouvaient être repoussées par la presque unanimité du Conseil de l'Empire, comme le fut la réforme universitaire, elles obtenaient néanmoins la sanction légale grâce à la volonté de l'empereur, seule décisive.

Tout cela imposait au directeur de la *Gazette de Moscou* un travail écrasant, sans parler des émotions et de tous les déboires et contrariétés d'une lutte sans trêve ni merci. Aussi, dans les dernières années, ne connaissait-il plus le sommeil, j'entends le vrai sommeil qui répare les forces de l'homme. De temps à autre

il s'étendait sur son petit lit et reposait durant un quart d'heure ou une demi-heure; mais son cerveau restait toujours surexcité par le travail, toujours maintenu en ébullition par les problèmes variés et multiples qui l'agitaient.

Sa journée était absorbée tout entière par la correspondance, la besogne à distribuer aux collaborateurs, les visites à recevoir[1], la lecture des journaux tant russes qu'étrangers[2], enfin l'examen d'une foule de manuscrits, les uns concernant la rédaction de la *Gazette* et du *Messager*, les autres beaucoup plus nombreux se rapportant à divers projets de lois, travaux de commissions législatives, etc. L'administration russe étant la plus paperassière du monde entier, on devine quelle énorme quantité de documents il avait à lire chaque jour.

Katkof, qui était un véritable patriarche et adorait sa famille, ne pouvait d'ordinaire lui consacrer que les heures de repas. Là, autour d'une table très hospitalière de vingt, souvent même de trente couverts et plus, il aimait à se voir environné de ses enfants et petits-enfants[3], de leurs institutrices, de leurs gouvernantes et même de leurs amis; il était tout entier à eux. Mme Katkof, née princesse Chalikof, présidait invariablement la table toujours admirablement servie : Katkof était une fourchette de premier ordre et, par suite de son travail extraordinaire, avait toujours besoin de repas très plantureux.

Après le dîner commençaient à arriver de l'imprimerie les épreuves que Katkof remaniait et corrigeait avec un soin tout particulier. Ce n'est que vers une ou deux heures du matin qu'il se mettait à dicter ses *leaders*, travail qui, avec les correc-

1. Il était excessivement difficile d'avoir accès chez Katkof, mais aucun haut personnage, ministre, ambassadeur, prince étranger, souverain même, ne traversait Moscou sans venir rendre hommage au maître du Strastnoï Boulevard.

2. Katkof a fini par ne plus lire les journaux lui-même; ses rédacteurs, dont chacun avait son service spécial, les lisaient à sa place, lui faisaient verbalement le compte rendu des articles pouvant l'intéresser et soulignaient au crayon rouge les endroits qui méritaient d'être lus en vue d'une reproduction ou de la polémique du moment.

3. Katkof eut onze enfants dont la plupart se marièrent de son vivant; la plus haute aristocratie russe était fière de s'allier aux descendants du grand patriote. Ses filles sont mariées aux princes Chakhowskoï, Zwenigorodsky, au comte Tolstoï, etc.; ses fils ont épousé les princesses Lobanof, Stscherbatof, etc.

tions, ne finissait qu'à six ou sept heures du matin. Vers huit heures seulement, il pouvait prendre un peu de repos, mais à dix heures il était de nouveau dans son cabinet de travail et la rédaction devait être tout entière au journal. A onze heures environ, il se rendait à son lycée dont la direction lui incombait exclusivement depuis la mort de son inoubliable collaborateur et ami Léontief, — un véritable saint par le dévouement et le désintéressement. Avec la conscience que Katkof apportait dans tout ce qu'il faisait, l'administration d'un établissement scolaire considérable était loin d'être pour lui une sinécure. Très rarement, dans une vie si occupée, il trouvait le loisir nécessaire pour faire à pied une promenade d'une demi-heure.

Pour résister pendant plus d'un quart de siècle à une pareille existence, Katkof devait posséder un corps de fer comme il avait un cerveau d'une puissance extrême où un savoir encyclopédique s'unissait à une faculté de production intellectuelle extraordinaire.

Le portrait de Katkof ne serait pas complet sans quelques mots sur sa foi religieuse. Penseur profond, également versé dans la philosophie ancienne et moderne, admirateur compétent des progrès accomplis dans ce siècle par toutes les branches du savoir humain, Michel Nikiforovitch était un sincère croyant et un chrétien orthodoxe très attaché aux pratiques de sa religion. La foi chez lui était aussi ardente que le patriotisme. Comme le disait M. Pobiedonostzef dans un télégramme de condoléance adressé à sa veuve : « Son âme brûlait et allumait le feu dans les cœurs des autres. » Il y avait, en effet, de l'apôtre dans Katkof : il inspirait son zèle aux rares élus admis dans son intimité, comme à cette immense foule anonyme du peuple russe qui, même sans le lire, sentait en lui le véritable représentant du plus pur esprit national.

Quelques lignes empruntées à l'article de Katkof sur les poésies de la comtesse Sarah Tolstoï montreront presque un mystique dans cet homme d'État :

Ne dites pas : il n'y a pas de miracles, — la vie elle-même est un grand miracle. Dans le torrent des circonstances, dans le bruit des conversations

du jour, nous n'entendons pas la symphonie divine en laquelle se résolvent toutes les dissonnances, toutes les contradictions et d'où, inversement, dérive tout ce qui vit. Esclaves du moment, nous ne savons pas, nous ne sentons pas ce que nous sommes, où nous sommes : ouvriers d'une volonté éternelle, souvent, oh ! combien souvent ce n'est pas nous qui vivons par la vie, mais c'est la vie qui vit par nous... Entre deux extrêmes, la considération du moment, tel qu'il est, nous rendrait plutôt mystique que nihiliste ! L'habitude nous a émoussés ; l'habitude nous a faits indifférents ; l'habitude a endormi en nous toutes les questions, assoupi toutes les tendances, et, sous le charme de nos cinq sens, nous reposons plongés dans un lourd sommeil magnétique. Quoi d'étonnant si parfois nous nous réveillons pour un instant ? Il est bien plus étonnant que souvent nous ne nous réveillions qu'aux portes du tombeau.

Une large tolérance religieuse s'unissait chez Katkof à son dévouement absolu à l'Église orthodoxe qu'il considéra toujours comme l'inébranlable fondement de l'existence nationale. Il en pratiquait les règles avec une inflexible sévérité. Déjà profondément atteint par une cruelle maladie de l'estomac, il ne laissait pas d'observer le long carême de sept semaines aussi strictement que l'eût fait un cénobite ; excluant de son alimentation jusqu'au poisson et aux œufs, il ne vivait presque que de champignons et de pain, sans pour cela interrompre un seul instant son travail surmenant.

Pendant sa longue et terrible agonie, ses souffrances atroces n'étaient adoucies que par la lecture de l'Évangile que lui faisait un de ses fils. Souvenir touchant : quand en 1875 son fidèle ami, son véritable *alter ego*[1], Léontief, se mourait, Katkof passa les jours et les nuits à son chevet en lui lisant l'évangile de saint Jean. Les dernières paroles de Katkof furent : « Dieu... Dieu ! »

Aussi était-il adoré par le clergé russe, le plus national qui existe au monde, et sa mort produisit une émotion considérable dans toute la hiérarchie ecclésiastique. A la nouvelle de ce douloureux événement, le métropolitain de Moscou, Joannikii, le prélat le plus distingué et le plus vénérable de l'Église orthodoxe, interrompit une tournée diocésaine pour venir présider

1. Il disait souvent de leur collaboration comme qu'on ne savait jamais où commençait l'un et où finissait l'autre.

lui-même aux obsèques du défunt; voici le portrait éloquent que, les larmes aux yeux, il traça de Katkof dans l'oraison funèbre prononcée devant son cercueil le 25 juillet/6 août :

Venez, mes frères, donner le dernier baiser au mort en remerciant Dieu. Si devant le cercueil de quiconque est mort dans la foi et dans l'espérance de la vie éternelle, il n'y a pas de place pour un chagrin inconsolable et des cris de désespoir, devant le cercueil de notre frère décédé dans le Seigneur, Michel serviteur de Dieu nouvellement trépassé qui pendant près d'un demi-siècle a travaillé avec honneur et gloire au bien de son pays, il ne reste en lui donnant le dernier baiser qu'à remercier Dieu qui même dans notre temps de pauvreté spirituelle suscite des hommes d'action aussi détachés d'eux-mêmes que le fut le défunt.

Remercions Dieu avant tout pour les talents qui ont été accordés au trépassé par le Seigneur; remercions-le de ce qu'il a contribué par une activité propre, incessante et intense, à développer et à accroître les talents que la nature lui avait donnés; remercions le Seigneur d'avoir permis que le défunt, dès les premiers temps de son activité publique, prît fermement la défense des vrais intérêts de sa patrie et l'aidât à se maintenir invariablement dans la direction une fois prise, quels que fussent les obstacles, les tribulations et les contrariétés; enfin remercions Dieu de ce que, malgré ses profondes spéculations sur les vérités scientifiques, le défunt a conservé pures et intactes dans son cœur les vérités de la religion chrétienne et est resté toute sa vie le fils très dévoué de la sainte Église orthodoxe.

Ce n'est pas sans peine que le défunt a parcouru durant un demi-siècle la carrière de l'activité publique ; son cœur a plus d'une fois soupiré pendant qu'il combattait pour les intérêts de la patrie, objet de son ardent amour. Qui ne sait qu'il y eut des temps où presque seul ce vrai patriote, qui aimait ardemment son pays et plus profondément que personne en comprenait par l'esprit et par le cœur les besoins et les exigences véritables, lutta contre toute une foule de gens profondément zélés pour l'honneur et la gloire de leur patrie, mais n'en comprenant guère les besoins et ne l'aimant que peu ou pas du tout? A maintes reprises les événements n'ont pas tardé à justifier ses paroles clairvoyantes, mais que de tempêtes subissait son âme aimante jusqu'au moment où apparaissait clair pour tous ce qu'il avait vu avant tout le monde ! Que de chagrins, de calomnies, de diffamations lui attirait son dévouement au service de la vérité clairement et vivement sentie par lui jusqu'à ce que sa parole, puissante seulement par la force intérieure, eût pénétré dans la conscience et la conviction des millions d'hommes qui la lisaient !

Tel était l'homme qui, en 1886, s'employa de tout son pouvoir à amener la rupture des liens séculaires attachant la Russie à la politique des Hohenzollern — nous avons vu au profit de

qui, — et s'appliqua à orienter la politique de son pays vers les intérêts exclusivement russes par une entente avec la France.

Quelques mots sur l'origine et le caractère de mes relations avec Katkof sont indispensables pour expliquer le récit des événements de 1886 et ma participation à la campagne que mena alors le grand publiciste.

C'était en 1874. En ma qualité de professeur à la Faculté des sciences de Saint-Pétersbourg et à l'Académie (militaire) de Médecine, je luttais depuis plusieurs années par la parole et par la plume contre le courant matérialiste et révolutionnaire qui, sous l'œil bienveillant des autorités, entraînait la jeunesse de nos écoles. J'avais pour adversaires dans ce combat d'abord presque toute la presse de Pétersbourg ouvertement hostile aux institutions existantes, ensuite l'immense majorité des professeurs aveuglés par la soif d'une popularité malsaine et plus ou moins imbus eux-mêmes de ces vagues théories radicales qui devaient bientôt se traduire par des actes criminels et assombrir les dernières années du règne d'Alexandre II.

Comment avais-je été assez audacieux pour entrer seul en lice contre tous? Prise spontanément, une telle détermination aurait pu paraître insensée; mais je dois dire à ma décharge qu'elle m'avait été imposée par des attaques venues du camp révolutionnaire. Quelque vif désir que j'eusse de me consacrer exclusivement à mon laboratoire et à mes études, quelque sincère aversion que m'inspirât la politique, il m'était impossible de m'isoler dans le calme domaine de la science. Les circonstances n'admettaient pas de milieu : il fallait ou s'abandonner au vent de folie qui passait sur Pétersbourg ou assumer tous les dangers d'une résistance sans espoir. Par tempérament et par goût je choisis la seconde alternative, tout en n'oubliant pas le sage proverbe russe : « *Adin v polié nié voïn*[1] ». Mon discours, prononcé dans une séance solennelle de l'Académie en janvier 1873 sur « Le Cœur et le Cerveau », dans lequel

1. Un seul soldat ne peut rien faire sur le champ de bataille.

j'établissais les limites de la science et signalais son action dans le domaine des arts et de la poésie (la *Revue Scientifique* de 1873 l'a reproduit intégralement et M. de Parville en a donné une analyse détaillée dans le *Journal des Débats*) déchaîna contre moi la haine de tous les révolutionnaires.

Les résultats ne se firent pas attendre. Le *Vpered* (*En avant*) donna pour mot d'ordre aux étudiants de me combattre à outrance; toute la presse pétersbourgeoise (à la seule exception du *Golos* resté neutre) emboîta le pas à l'organe de Lavrof et se mit à exciter contre moi les haines de la jeunesse universitaire. Dans cette campagne se distingua au premier rang la *Gazette de Saint-Pétersbourg*, feuille nihiliste par excellence, dont M. Souvorine (*quantum mutatus!*) faisait alors les beaux jours. Encouragées par les professeurs de l'Académie de Médecine qui, relevant, comme l'Académie d'Artillerie, du ministre de la guerre Milioutine, était devenue, comme elle, un des principaux foyers de l'esprit révolutionnaire, ces excitations aboutirent à des troubles dans tous les établissements d'instruction supérieure de Pétersbourg. A l'École technologique, alors dirigée par M. Wyschnegradski, l'agitation prit un caractère de gravité extrême et amena un conflit violent avec les autorités.

Un détail montrera quel désarroi régnait alors dans les hautes sphères de la capitale. Dans une commission présidée par le grand-duc Nicolas, commandant en chef de la circonscription militaire de Saint-Pétersbourg, le général Trepof, préfet de police, fit un rapport sur ces désordres et demanda à Son Altesse le concours éventuel de la troupe. « Je n'y ferai appel, ajouta-t-il, que quand mes *gorodowyie* (agents de police) nageront dans leur sang. » Naturellement le grand-duc Nicolas promit. Mais aussitôt intervint le général Milioutine, ministre de la guerre : « Je consens, dit-il, mais *à condition que les soldats soient sans armes!* » Sur quoi le général Trepof indigné répliqua : « Si c'est pour que les soldats aillent bras dessus bras dessous avec vos étudiants au cabaret, autant vaut s'en passer. » Le fait me fut raconté à l'époque par le général Trepof et, depuis, le grand-duc Nicolas me l'a confirmé...

Profitant de la fermeture de tous les cours, je sollicitai un congé de deux mois pour échapper à ce milieu enfiévré et me rafraîchir un peu les idées sur les boulevards parisiens. Ma situation était comparable à celle d'un homme sain d'esprit enfermé pendant plusieurs années dans une maison d'aliénés et qui, devant le spectacle de la démence générale, commence à douter de sa propre lucidité. Le général Trepof eut beau m'assurer que l'empereur désapprouvait ma demande de congé et désirait instamment que je reprisse immédiatement mon cours, je n'en partis pas moins pour l'étranger. A quelques jours de là, me trouvant à Paris, je reçus un paquet de journaux russes : c'étaient les numéros de la *Gazette de Moscou* parus dans le mois de décembre; Katkof y prenait ma défense avec sa maestria habituelle dans une série de *leaders* indignés. Après avoir mis les points sur les *i* et prouvé que le véritable motif de l'acharnement déployé contre moi, c'était mon respect pour la science dont je me refusais à faire un vil instrument de propagande nihiliste et révolutionnaire[1], Katkof attaquait violemment l'aveuglement des ministres qui fermaient les yeux devant les menées subversives dont il n'était pas difficile de prévoir les funestes conséquences. A ces *leaders* faisaient suite nombre d'autres articles écrits par Katkof lui-même ou envoyés par mes rares amis de Pétersbourg. Quelques députations de mes élèves s'étaient rendues à Moscou pour supplier le directeur de la *Gazette* de me continuer son appui et d'empêcher que je ne quitte ma chaire.

Profondément touché de ce secours inattendu, je vouai à Katkof une reconnaissance sans bornes; l'été suivant j'allai à Moscou remercier ce défenseur doublement précieux pour moi, et parce qu'il était unique, et parce que sa haute autorité m'avait raffermi dans mes idées, m'avait rendu confiance en moi-même...

Quand, à la fin de 1876, également écœuré de la lâcheté

1. Je venais de faire paraître en volume (« A mes critiques » etc. Saint-Pétersbourg. Librairie C. Ricker, 1874) mes articles de polémique en réponse aux multiples attaques de la presse politique et Katkof, que je ne connaissais pas, avait puisé dans ce recueil les éléments de l'affaire.

des gouvernants et de la folie des gouvernés, je donnai ma démission et vins m'installer à Paris sur le conseil de mon illustre ami Claude Bernard, qui m'y faisait espérer à bref délai une chaire de physiologie, Katkof me pria de lui adresser des correspondances politiques; en même temps il m'offrit la rédaction de la partie scientifique dans la *Gazette de Moscou* et dans le *Messager russe*. C'est donc lui, en réalité, qui fut mon introducteur dans le journalisme, auquel j'avais été complètement étranger jusqu'alors. La spontanéité et la largesse de ses offres ne me permirent pas d'hésiter.

Vers la fin de 1877, un désaccord politique sur une question de détail interrompit mes correspondances parisiennes. La tentative du 16 mai avait séduit Katkof qui espérait le rétablissement de la monarchie en France; moi je croyais fermement au triomphe des républicains, dont je louais alors avec une entière sincérité la sagesse et la modération. Dans ma dernière lettre, écrite peu de jours avant les élections du 14 octobre, je prédisais que les 363 seraient réélus au premier tour de scrutin...

Ce petit dissentiment sur la politique française n'altéra nullement mes excellentes relations avec Katkof, et pendant plusieurs années encore je restai son collaborateur scientifique. Lorsque, plus tard, je pris la direction du *Gaulois*, il ne se trompa point sur les motifs de ma détermination, un peu surprenante pour les non-initiés. Le 27 mars 1882, dans un *leader* très élogieux consacré à mes articles, « La Guerre à Dieu », écrits sous forme de lettre ouverte à Paul Bert, il m'approuva hautement de continuer en France le combat commencé en Russie.

En 1883, au moment où le *Golos*, organe du libéralisme avancé, fut suspendu par le comte D. Tolstoï, je songeai à l'acquérir et à en faire, conjointement avec Katkof, un organe conservateur. L'affaire était sur le point d'aboutir, le ministre ayant catégoriquement déclaré que le *Golos* reparaîtrait sous ma direction, ou disparaîtrait définitivement, et j'étais d'accord avec M. Kraiewsky pour son acquisition. En août je me rencontrai avec Katkof à Pétersbourg où, dans plusieurs conférences, nous élaborâmes le programme du journal. Sur la politique intérieure

toute discussion était superflue. La politique étrangère soulevait plus de difficultés. Je mentionne ce fait parce qu'il donne la clef de l'attitude de Katkof à l'égard de l'Allemagne en 1884, attitude dont se prévalent tous les panégyristes de Bismarck. Avec une mauvaise foi sans pareille, les mêmes personnes qui couvraient de boue Katkof et le traitaient d'agitateur panslaviste quand il luttait pour l'entente franco-russe, citent triomphalement quelques phrases tronquées de ses articles de 1884, où il ne désapprouvait pas l'entrée de la Russie dans l'alliance des trois empires. Or, déjà en 1870, il avait proclamé que, suivant lui, une France forte était indispensable à l'Europe et qu'une entente avec ce pays serait un grand bienfait pour les deux nations. Il n'ignorait pas que la Russie avait toujours été dupe de sa participation à l'alliance des trois empereurs et que le plus souvent ses alliés avaient exploité sa puissance en faveur d'intérêts absolument opposés aux siens. Mais, en politique, il ne faut pas courir après des mirages et, là plus qu'ailleurs, le mieux est l'ennemi du bien. Or, comme me le prouva Katkof, un rapprochement avec la France était à cette époque complètement impossible, étant donné que le gouvernement de la République avait entièrement soumis sa politique étrangère à la direction du chancelier allemand et s'était montré en toute circonstance foncièrement hostile à la Russie. J'avais eu moi-même l'occasion de faire les mêmes remarques dès 1882, et il me restait peu d'illusions, surtout depuis un entretien que j'avais eu vers ce temps-là avec M. de Saint-Vallier à Paris (à l'hôtel Voillemont). Mais j'appris avec stupéfaction de la bouche de Katkof bien des faits nouveaux pour moi, qui prouvaient à l'évidence quels liens solides attachaient alors la France à la politique allemande.

En vain j'objectai que sur ce point spécial la diplomatie du quai d'Orsay n'exprimait pas plus les vrais sentiments du peuple français que celle du Pont des Chantres ne représentait les aspirations du peuple russe. Katkof me répondit fort sensément que nous ne pouvions pas être plus français que les ministres français, et qu'en politique il fallait compter avec la

réalité des faits. Or, tandis que la France nous était ouvertement hostile, l'Allemagne estimait à sa vraie valeur l'amitié russe et cherchait les moyens de nous faire oublier les déboires du Congrès de Berlin, en nous donnant satisfaction sur plusieurs points importants. Katkof était sans doute au courant des négociations entamées alors à Kissingen par M. Sabourof. En outre, l'Allemagne était pour le moment le seul pays à l'étranger où le Trésor russe trouvait les appuis nécessaires à son crédit, le marché français s'étant complètement fermé aux valeurs russes. Nos intérêts économiques et politiques nous forçaient donc à accepter les avances du cabinet de Berlin, quitte à nous tenir sur nos gardes pour ne pas renouveler les errements d'autrefois. En conséquence, au lieu de s'inspirer de considérations sentimentales, le nouveau *Golos* devait se borner à poursuivre des résultats pratiques. Le jour où on arriverait en France à une plus forte compréhension des véritables problèmes de la politique, la Russie pourrait également évoluer dans le sens d'un rapprochement...

Ce langage était celui de la raison même. Du reste, mon projet de ressusciter le *Golos* échoua par suite des intrigues de Golovnine, l'ancien ministre de l'instruction publique et le véritable chef du radicalisme russe.

Katkof me proposa alors de reprendre ma collaboration politique et scientifique à ses deux organes, me laissant toute liberté d'en déterminer les conditions. A partir de 1884, je me remis donc à publier des correspondances parisiennes et des revues scientifiques dans la *Gazette de Moscou*, ainsi que des études dans le *Messager russe*. Je m'acquittai de cette tâche jusqu'à la mort de Katkof. Mes intérêts privés m'obligeant à faire de fréquents voyages à Moscou, nos rapports personnels ne tardèrent pas à devenir plus intimes et bientôt j'eus l'honneur de gagner toute son affection, comme je possédais déjà son estime et sa confiance. Katkof était peu expansif et je doute que, depuis la mort de Léontief, il ait confié à un autre que moi ses pensées intimes sur les hommes et les choses, ainsi que ses espérances et ses craintes pour l'avenir de la patrie

qu'il aimait plus passionnément que jamais. Un jour viendra où je pourrai sans inconvénient les livrer au public.

Katkof a toujours regretté vivement que j'aie quitté la Russie, et il s'efforçait de me faire rentrer au bercail. Ma naturalisation française lui causa un chagrin sensible et quand, plus tard, des raisons d'ordre politique supérieur exigèrent ma rentrée au service, il mit en œuvre toute son influence pour obtenir que l'empereur consentit à ma réintégration dans la nationalité russe. Je n'avais qu'à m'incliner...

CHAPITRE V

Sommaire. — Une lettre de Katkof m'invite à commencer la campagne dans la *Gazette de Moscou;* mes hésitations; la situation en France paraissait peu favorable à une entente avec la Russie; influences hostiles à ce pays; la politique de concentration républicaine et l'action des radicaux. Ministère de M. de Freycinet. Les sentiments de l'armée française et le discours du général Saussier. État précaire des relations diplomatiques entre les deux pays; le rappel du général Appert; ses véritables causes; Bismarck et les prétendues intrigues orléanistes; attitude de M. de Mohrenheim. Le général Boulanger et les causes de sa popularité; les attaques de la presse bismarckienne; le chancelier allemand pris dans son propre piège. Le réveil du sentiment national en France.

Mes lettres du 3 et du 17 mai inaugurent la campagne en faveur de l'entente franco-russe; accord avec Katkof. L'expulsion des princes et l'effet fâcheux à Pétersbourg; la mort tragique du roi de Bavière; ses prétendues conspirations avec les princes d'Orléans; les intrigues de Bismarck dévoilées dans mes lettres du 2 et du 27 juin. Conflit douanier entre la France et la Bulgarie. L'incident de Batoum. Inauguration du monument du général Chanzy; discours de l'attaché militaire russe. Intervention malheureuse du *Nord;* premières pointes contre la politique germanophile de notre diplomatie.

Au milieu d'avril 1886 Katkof m'écrivait que, désabusée de l'alliance des trois empereurs, la Russie devait chercher une nouvelle orientation de sa politique étrangère, recouvrer sa complète indépendance d'action pour l'avenir et se rapprocher, si possible, de la France. En quelques mots il me prouvait que tous nos déboires en Orient étaient l'œuvre de nos alliés, surtout de l'Allemagne, dont la duplicité ne faisait plus doute et qui cherchait à profiter de notre alliance pour envahir de nouveau la France. Katkof me consultait sur la possibilité de rencontrer en France un terrain favorable à une entente avec la Russie et, le cas échéant, il m'invitait à commencer dans mes correspondances à la *Gazette de Moscou* une campagne en conséquence.

9

De nombreux entretiens antérieurs m'avaient déjà initié aux intentions de Katkof; aussi, quoique sa lettre fût fort courte et peu explicite, je pus facilement en combler les lacunes. Au fond il ne préparait rien moins qu'une modification radicale dans nos relations extérieures. L'entente franco-russe, restée toujours à l'état de projet, malgré les multiples tentatives faites depuis un siècle pour la réaliser dans l'intérêt évident, incontestable des deux peuples, cette entente que Katkof, — je l'ai montré plus haut, — avait toujours considérée en principe comme la seule conforme aux besoins de la Russie, il croyait enfin le moment venu de s'en faire le champion déclaré et de la recommander à son souverain. Dès l'aube du nouveau règne, les premiers efforts tentés pour engager le jeune monarque dans un nouveau *Dreikaiserverhältniss* hostile à la France avaient rencontré chez Katkof une opposition énergique. Voici, par exemple, ce qu'il écrivait en *1881* dans le numéro 91 de la *Gazette de Moscou*, c'est-à-dire presque le lendemain de l'avènement d'Alexandre III :

A propos de quoi la Russie doit-elle *se remettre au service de l'Allemagne et lui servir de garant contre la France en même temps qu'abandonner à l'Autriche-Hongrie la succession de la Turquie?* On s'imagine à Berlin que la Russie trouvera sa récompense dans l'appui qu'elle recevra de l'Allemagne pour lutter contre la propagande révolutionnaire... Mais les mesures internationales contre cette propagande sont nécessaires aussi à d'autres que la Russie. Elles ne sont nullement inutiles à l'Allemagne elle-même. Ne cherche-t-on pas à faire payer trop cher à la Russie la maigre proposition de Windthorst ? Nos amis ne cherchent-ils pas à nous arracher un prix élevé pour les mesures qu'ils se proposent de prendre dans l'intérêt de leur propre sécurité ? D'ailleurs, la presse de l'Autriche-Hongrie, la presse légale et même officieuse a parlé de l'événement du 1/13 mars (l'assassinat d'Alexandre II) dans des termes aussi honteux que les communards parisiens et le socialiste allemand Most, — avec cette différence que Most à Londres et les communards à Paris ont été traduits devant les tribunaux, tandis que la presse hongroise a pu impunément donner libre cours à sa fureur.

Ne dirait-on pas ces lignes écrites d'hier? Ne semblent-elles pas avoir été provoquées par les nouvelles démarches de l'Allemagne pour associer la Russie à ces combinaisons louches

qui, sous les noms de ligue contre les anarchistes ou de ligue de la paix, ne sont en réalité que des coalitions contre la France?

Pendant les premières années de sa nouvelle phase, l'entente des trois empereurs eut dans Katkof un adversaire qui ne cacha jamais sa méfiance à l'égard de ses prétendus alliés. Il ne désarma qu'à la veille de Skiernevice. La raison de ce changement d'attitude a été très simple; l'illustre publiciste avait reconnu que la politique française, notoirement hostile à la Russie depuis l'avènement des républicains au pouvoir en 1879, était maintenant tout à fait à la dévotion du chancelier allemand. Il n'y avait donc pas à compter sur la France. D'autre part, vers cette époque, notre ministère des affaires étrangères avait à plusieurs reprises assuré à Katkof que la nouvelle alliance des trois empereurs différerait de toutes les précédentes en un point capital : elle serait confirmée par un traité solennel (le fameux traité de Skiernevice dont l'analyse a été mise sous les yeux du lecteur), qui stipulerait des avantages considérables en faveur de la Russie et lui permettrait de prendre enfin une revanche pacifique du Congrès de Berlin. Il n'y avait qu'à s'incliner devant des assurances aussi formelles.

Les événements ayant pleinement confirmé les anciennes méfiances de Katkof et donné un démenti cruel aux affirmations de notre diplomatie, y avait-il réellement lieu d'espérer en 1886 qu'on pût décider le souverain désabusé à rompre avec les errements séculaires, à briser les chaînes traditionnelles et à orienter sa politique vers une entente avec la France? J'étais trop éloigné de la Russie pour pouvoir juger par moi-même si le moment propice à cette tentative était arrivé, mais je connaissais trop bien le discernement politique de Katkof pour n'avoir pas une entière confiance dans la sûreté de son diagnostic. Aussi n'était-ce pas de ce côté que provenaient mes hésitations car, je l'avoue franchement, au début, j'hésitai quelque peu à l'engager dans la campagne qu'il méditait. Aujourd'hui quantité de personnes complètement étrangères à l'en-

tente franco-russe — des diplomates trop tard mis en disponibilité, d'anciens ministres d'occasion rendus à l'obscurité dont ils n'auraient jamais dû sortir, des trafiquants de la plume et de simples marchands de papier noirci, — assourdissent le public en criant à tue-tête que c'étaient eux, eux seuls qui depuis de longues années s'épuisaient en efforts pour mener à bien une alliance dont ils ignorent même l'existence. A les entendre, c'est uniquement parce que seuls ils avaient l'oreille du tsar (c'est incroyable combien de Français se trouvèrent posséder en ce moment l'oreille du tsar) que cette alliance, rêve de leur enfance et cause de leurs insomnies, a enfin abouti — ils seraient bien en peine de dire à quoi. Devant cette orgie de réclames personnelles déguisées en révélations plus ou moins apocryphes, quand on a pris une part — même modeste — à l'œuvre dont il s'agit, on est presque honteux de l'avouer.

Je n'éprouve donc aucune difficulté à reconnaître que sur le moment la lettre de Katkof me rendit un peu perplexe. Depuis plusieurs années je m'efforçais de le gagner à l'idée qu'en dépit des apparences contraires une entente effective avec la France était réalisable; à maintes reprises je lui avais représenté que les hommes politiques du Palais-Bourbon, bien qu'élus par le suffrage universel, ou peut-être pour cela même, n'expriment pas plus les véritables aspirations du peuple français que nos *tchinovniks* celles du peuple russe; je m'étais évertué à lui démontrer que si, pour des raisons diverses, le quai d'Orsay subissait avec trop de docilité l'influence du cabinet de Berlin, par contre la population française, dans son ensemble, avait conservé intactes, avec sa fierté nationale, ses espérances patriotiques. Et au moment où Katkof, entrant dans cet ordre d'idées, m'autorisait enfin à ouvrir la campagne que j'avais si souvent conseillée à la *Gazette de Moscou*, le doute s'emparait de moi. Certes, les considérations personnelles y étaient entièrement étrangères. J'étais alors à cent mille lieues de prévoir les haines implacables, les calomnies infâmes, les tracasseries et les persécutions de toute sorte que cette campagne devait me susciter, — et c'était heureux, car, si j'avais

pu les soupçonner, j'aurais peut-être reculé devant la perspective de tant d'ennuis. Mais je comprenais parfaitement la gravité de la lutte que Katkof allait entreprendre; je savais qu'une fois le combat engagé, il y mettrait toute son ardeur, toute sa passion; que l'enjeu était considérable pour lui dans une partie où, indépendamment de Bismarck et de notre corps diplomatique, il aurait pour adversaires toute la camarilla de la cour, tous les éléments attachés à une tradition séculaire, toute l'inertie d'une machine gouvernementale empêtrée dans une ornière profonde, — et je me demandais si l'état de la France était tel que la nouvelle politique russe pût y trouver un écho et que, le cas échéant, le gouvernement russe rencontrât de ce côté du Rhin un égal désir d'entente. Le doute était légitime. Tout en ne suivant qu'en simple observateur les agissements de la diplomatie française, je savais très bien qu les cercles dirigeants étaient foncièrement opposés à toute politique active et indépendante en Europe, que, pour différents motifs inutiles à discuter ou à apprécier ici[1], on cherchait surtout à s'entendre tantôt avec l'Angleterre, tantôt avec l'Allemagne, et que, dans la crainte de porter ombrage à Berlin, on évitait soigneusement tout ce qui eût pu ressembler à des avances faites à la Russie. Cette politique, je ne l'ignorais pas, était en contradiction avec les sentiments de l'immense majorité du peuple français et soulevait une vive réprobation dans l'armée et dans la marine qui représentaient d'une façon bien autrement exacte que les corps élus les véritables aspirations du pays; là, au contraire, les tendances russophiles étaient très accentuées et la plus haute personnalité du monde militaire, le général Saussier, dans une circonstance mémorable n'avait pas hésité à les exprimer en des termes formels, qui avaient produit chez nous une profonde impression. Mais le monde politique, les partis au pouvoir montraient plus que de la froideur à l'égard de la Russie. Il en était de même des journaux républicains : qu'ils fussent gouvernementaux ou

1. Je l'ai déjà fait ailleurs (voir dans *la Russie Contemporaine* le chapitre intitulé : « La France et la Russie »).

appartinssent à l'opposition, tous se rencontraient dans une commune russophobie. Le fait s'expliquait chez les uns par leurs attaches ministérielles, chez les autres par des liens moins avouables, mais tout aussi solides. En tout cas, cette attitude de la presse républicaine prouvait que, pas plus que les Chambres, elle n'était le reflet fidèle de l'opinion publique. A la vérité, le rapprochement avec la Russie était ouvertement conseillé par les deux organes les plus autorisés de la presse monarchique : le *Soleil* orléaniste et la *Patrie* bonapartiste, mais ces feuilles n'exerçaient naturellement aucune influence en haut lieu.

Pouvait-on dans de telles conditions se flatter d'amener le gouvernement français à un changement d'orientation politique? Il y avait à cela un puissant obstacle, — c'était la funeste concentration républicaine qui forçait les modérés à obéir aux radicaux, adversaires déclarés de la Russie. Cette coalition d'éléments inconciliables avait été nécessaire au moment de la lutte pour la vie, mais les républicains de gouvernement auraient dû y renoncer dès l'année 1881, alors que les élections allaient leur donner la victoire définitive[1].

M. de Freycinet, président du conseil et ministre des affaires

1. Qu'on me permette de rappeler à ce propos les trois campagnes que je menai en 1881 dans le *Gaulois*, dont j'avais alors la direction. La première, par laquelle j'inaugurai mon entrée en fonctions, fut dirigée contre les écoles sans Dieu. Dans un long article intitulé « Guerre à Dieu », je prédis, en me fondant sur l'expérience de la Russie, que ces nouvelles écoles deviendraient bientôt des pépinières d'anarchistes émules de nos nihilistes. Aux monarchistes qui constituaient la principale clientèle du journal je signalai — le premier en France — la nécessité pour les conservateurs de se transformer en une droite républicaine. Enfin, pendant la période électorale, dans une série d'articles intitulés : « Division, pas d'union », j'essayai de prouver que la concentration républicaine deviendrait inévitablement funeste à la République. Dans un État parlementaire, disais-je, le gouvernement, à moins de se condamner à l'impuissance, doit forcément appartenir tour à tour aux deux partis qui représentent, l'un la stabilité, l'autre le progrès. L'autocratie elle-même ne peut impunément introduire dans le même cabinet des éléments hostiles les uns aux autres et telle fut la grande faute politique commise par Alexandre II.

Naturellement je prêchai dans le désert; c'est le sort de toutes les idées neuves et justes d'être longtemps considérées comme des paradoxes avant de devenir des vérités banales. Aussi ai-je souvent passé pour un esprit paradoxal dans la science comme dans la politique.

étrangères en 1886, était malheureusement un des partisans les plus obstinés de la concentration; comme tel, il était le prisonnier du radicalisme. D'ailleurs, l'action prépondérante dans le ministère appartenait au général Boulanger qui alors était encore l'ami intime de M. Clémenceau. De ce côté, les chances d'une campagne en faveur d'une entente avec la Russie étaient donc médiocres.

Pour comble de disgrâce, les relations diplomatiques entre les deux pays étaient presque interrompues par suite de circonstances qu'il n'est pas inutile de rappeler, ne fût-ce que pour faire comprendre la véritable portée de divers incidents analogues contre lesquels nous eûmes à lutter dans la campagne pour l'entente franco-russe.

Depuis longtemps la France a pris l'excellente habitude de se faire représenter en Russie par des militaires et, réserve faite de l'amiral Jaurès, elle a toujours très heureusement choisi ces diplomates improvisés. Il importait d'autant plus à la République de maintenir cette tradition qu'elle avait exclu la haute noblesse du service diplomatique; aussi, elle ne pouvait que se féliciter d'avoir eu pour ministres à Pétersbourg les généraux Le Flô et Chanzy. En nommant à ce poste le général Appert, le gouvernement français avait été particulièment bien inspiré. Si l'ambassadeur, militaire estimé, s'était bientôt acquis les sympathies du souverain, M[me] Appert, danoise d'origine, avait pu aisément se créer une position de faveur auprès de la souveraine. Dans les pays monarchiques le choix de l'ambassadrice est peut-être plus important encore que celui de l'ambassadeur.

Tout allait donc pour le mieux et la France avait toutes raisons de fonder de grandes espérances politiques sur l'action d'un ambassadeur arrivé à Pétersbourg au moment psychologique, où le gouvernement russe commençait à reconnaître combien avait été décevante l'alliance des trois empereurs. Le prince de Bismarck était au courant de cette situation et elle l'inquiétait d'autant plus qu'il n'ignorait pas les attaches orléanistes du général Appert. Or, j'ai eu l'occasion de le rappeler,

les princes d'Orléans ont toujours été le cauchemar du chancelier allemand, et il ne s'en cachait pas. Non sans raison, il craignait que l'arrivée au pouvoir d'une maison alliée à presque toutes les familles régnantes de l'Europe ne tirât la France de l'isolement dont le maintien était, depuis 1871, le seul but de toute sa politique étrangère.

Les mêmes circonstances ramenaient invariablement le prince de Bismarck à l'emploi des mêmes procédés, et la méthode était bonne sans doute puisqu'elle a toujours réussi. Les fameuses intrigues orléanistes furent donc le thème que, dans tous les pays y compris même la France, une certaine presse reçut ordre de développer; on utilisa les vieux clichés avec une légère modification : cette fois les prétendues manœuvres qu'on dénonçait avaient pour théâtre les bords de la Néva. Tout publiciste digne de ce nom a le droit et même le devoir de dire la vérité, fût-elle très pénible aux souverains. Mais ce droit s'arrête devant leurs affaires de famille ; seuls les faits officiels appartiennent à la publicité. Je laisserai donc de côté les commérages auxquels les reptiliens du prince de Bismarck crurent devoir se livrer à propos de projets matrimoniaux plus ou moins réels. Toujours est-il que, vrais ou faux, les bruits mis en circulation par cette presse effrayèrent, ainsi qu'on l'espérait, les radicaux français et que, sous la pression de l'extrême gauche, le ministère décida le rappel du général Appert. Le tsar défunt n'aimait pas les visages nouveaux. Très réservé dans ses allures, se défiant instinctivement des autres et même un peu de lui-même, Alexandre III répugnait à tout changement de personnel ; il craignait, et peut-être n'avait-il pas tort, que les remplaçants ne valussent pas mieux que leurs prédécesseurs. A plus forte raison voyait-il avec un déplaisir extrême le déplacement des personnes qui jouissaient de sa faveur. C'est pourquoi le prince de Bismarck avait mis tous ses soins à provoquer le remplacement du général Appert, sûr que le seul fait du changement produirait une impression déplorable au palais d'Anitchkof. Mais cela ne lui suffisait pas : il fallait encore que cette mesure empruntât aux circonstances un caractère blessant pour l'empereur et re-

vêtît à ses yeux l'aspect d'un impardonnable manque de procédés de la part du gouvernement français. M. de Mohrenheim se chargea de cette partie de la besogne.

Le successeur du prince Orlof à Paris, pendant la première période de sa mission, affectait vis-à-vis des autorités républicaines les airs dédaigneux d'un talon rouge, ce qui ne laissait pas de paraître un peu étrange chez un baron récent[1], fils d'un factotum du grand-duc Constantin Pawlowitch, et petit fils d'un officier de santé juif. Mais une chose plus surprenante encore pour les non-initiés, c'était l'hostilité déclarée que le nouvel ambassadeur russe témoignait en même temps aux princes d'Orléans, sans en excepter les membres les plus illustres de cette famille. Le prince Orlof, pour des raisons dont j'ai parlé plus haut, se tenait aussi sur une grande réserve vis-à-vis du parti royaliste; toutefois, en véritable grand seigneur qu'il était, il savait observer les convenances, et surtout il entretenait d'excellents rapports avec les républicains placés à la tête du gouvernement. Sa froideur à l'égard des partis hostiles au régime existant s'expliquait donc à la rigueur. Le prendre haut avec les républicains et tourner en même temps le dos aux orléanistes, — et cela au moment même où les grands-ducs de Russie étalaient au grand jour leurs relations cordiales avec les princes d'Orléans, — cette attitude semblait inexplicable.

Le secret en était pourtant très simple. A l'exemple de M. de Giers, M. de Mohrenheim et une grande partie de nos diplomates considéraient comme leur grand maître le prince de Bismarck; du moins c'était lui qui, jusqu'en 1886 et même au delà, inspirait tous leurs actes. Épouser les antipathies, les haines même du chancelier leur paraissait un devoir découlant directement de l'alliance des trois empereurs. Aux termes du

1. Il y a deux ou trois ans, le département héraldique russe entreprit la révision des titres d'origine étrangère portés par divers personnages occupant de hautes fonctions à la cour et dans la diplomatie. On découvrit alors que, rien que dans le service diplomatique, les parchemins faisaient légèrement défaut à un prince, à un comte et à un baron. Ce dernier était M. de Mohrenheim. Plusieurs dignitaires de la cour, héritiers de titres contestables, furent mis en demeure de donner leur démission, mais le tsar, désireux d'éviter un scandale à l'étranger, intervint pour épargner cette mesure de rigueur aux diplomates qu'elle pouvait atteindre.

traité de Skiernevice, les agents diplomatiques des trois empires étaient tenus d'agir toujours d'accord dans les affaires orientales; ainsi faisaient également, par une application abusive mais naturelle de cette clause, les diplomates accrédités dans les pays occidentaux. Le chancelier d'Allemagne avait donc ce rare bonheur, — bien mérité, du reste, par son infernale habileté, — de diriger la politique de la Russie et d'être en même temps l'inspirateur respectueusement écouté au palais d'Orsay. Dans de telles circonstances, c'était un jeu d'enfant de transformer le rappel du général Appert en une rupture des relations entre les deux pays.

On se souvient que c'était la santé prétendument chancelante du général Appert qui devait servir de prétexte à son remplacement par le général Billot. M. de Mohrenheim fut régulièrement avisé du changement projeté; il lui appartenait de le porter à la connaissance du gouvernement russe dans les délais et dans les termes voulus pour prévenir tout froissement. Or, ce fut le contraire qui arriva; on s'arrangea de façon à laisser ignorer au tsar les intentions du gouvernement français. Il n'apprit que le fait accompli et, comme par hasard, dans une soirée. Justement indigné de ce manque de procédés qu'il attribuait au cabinet de Paris, Alexandre III s'en expliqua le même jour à haute voix dans un langage d'une violence très peu parlementaire et, quand on lui proposa d'agréer comme ambassadeur le général Billot, il répondit qu'il trouvait superflue pour le moment la présence d'un ambassadeur français à Pétersbourg. M. de Mohrenheim dut quitter Paris et se retira en Allemagne, à Munich d'abord, afin d'être à proximité des deux résidences estivales du prince de Bismarck : Gastein et Kissingen. Ce fut dans cette dernière ville qu'il alla ensuite rejoindre le chancelier.

Qu'un ambassadeur russe opposé à l'entente avec la France fût absent de Paris, c'était peut-être plutôt une chance favorable à la campagne que Katkof s'était décidé à commencer; mais les circonstances qui avaient motivé cette absence n'en restaient pas moins profondément regrettables.

Ainsi, à l'ouverture de la campagne, nous avions contre nous le gouvernement français et la presse républicaine, hostiles l'un et l'autre au but que nous poursuivions ; de plus, une rupture diplomatique était survenue entre les deux pays. C'étaient là autant de mauvaises cartes dans notre jeu. Nous ne manquions pourtant pas d'atouts. Il faut signaler, en premier lieu, les dispositions de l'esprit public en France. Depuis un certain temps le sentiment national s'y réveillait et revêtait même une légère teinte de chauvinisme qui ne messeyait pas à un peuple portant depuis quinze années avec tant de dignité et d'abnégation le poids de revers sans exemple dans l'histoire. Après s'être révélé le 29 juin 1878 dans la joyeuse ivresse de la première fête vraiment nationale, ce sentiment n'avait fait que grandir à mesure que la France se relevait de ses désastres ; il avait pris un essor nouveau à la suite des victoires de l'amiral Courbet, mais s'était manifesté plus encore peut-être dans la consternation générale, toute faite d'espérances évanouies, qu'avait suscitée la mort du glorieux marin.

La subite et stupéfiante popularité du général Boulanger n'était qu'une nouvelle démonstration du chauvinisme renaissant. Quoi qu'on en ait dit, les réclames habiles, les camelots et le cheval noir étaient pour bien peu de chose dans le succès de Boulanger auprès des masses. Ce qui désignait à la foule le jeune général comme le sauveur futur, c'était le déchaînement de la presse bismarckienne contre lui. Bismarck attaque Boulanger, donc il le craint, donc c'est lui qu'il nous faut, — concluait l'esprit simpliste du peuple et, disons-le en passant, il commettait une erreur grave. On verra bientôt que dans la guerre acharnée faite au général Boulanger par le chancelier allemand il y eut deux phases distinctes. Au début, ces attaques ne tendaient qu'à exalter le chauvinisme français, à pousser au pinacle un ambitieux, jeune et peu prudent, qu'on espérait acculer ensuite à quelque provocation folle d'où serait sorti le *casus belli* depuis longtemps désiré à Berlin. Ce jeu du chancelier, destiné à tromper l'opinion publique en Europe, et surtout à surexciter le bon Michel allemand en lui montrant un épou-

vantail de l'autre côté des Vosges, était visible à l'œil nu pour tout observateur de sang-froid au courant des manœuvres éternellement les mêmes de Bismarck. Le chancelier connaissait assez la France pour ne pas douter de l'effet immanquable que produiraient sur l'esprit populaire ses incessantes attaques et, s'il avait réellement craint Boulanger, il se serait bien gardé de le grandir. *Cette première phase de craintes simulées et d'épouvantail agité dura aussi longtemps que le chancelier allemand se crut certain de la neutralité russe garantie par le traité de Skiernevice en cas de guerre contre la France. Ce n'est qu'au début de 1887, après la rupture de l'alliance des trois empereurs et le refus formel de la Russie d'aliéner sa liberté d'action en pareille occurrence, que le prince de Bismarck, pris dans son propre piège, eut réellement peur du spectre qu'il avait évoqué.* Effaré en voyant ses projets machiavéliques contre la France réduits à néant par l'intervention de Katkof, cet esprit d'ordinaire si lucide eut l'hallucination d'un accord mystérieux entre le directeur de la *Gazette de Moscou* et le ministre de la guerre français, accord dont j'aurais été le négociateur. Dès lors, intrigues souterraines, dénonciations calomnieuses, conspirations louches, falsification de documents, — tout fut mis en œuvre contre nos deux personnes et, grâce aux intelligences que le chancelier allemand possédait dans la diplomatie des deux pays, ces menées inqualifiables obtinrent des résultats autrement sérieux que les attaques de la presse reptilienne.

Quelles que fussent, d'ailleurs, les causes intimes du réveil de l'esprit national en France, ce réveil était incontestable et il ne fallait pas être devin pour prévoir que les maladroites provocations de Bismarck ne feraient qu'en accélérer l'éclosion : c'était là, je le répète, le principal atout dans notre jeu.

Devant l'imminence des dangers qui paraissaient menacer la France s'évanouirent, d'ailleurs, toutes mes hésitations à entreprendre une campagne en faveur de l'entente franco-russe. Dans ma réponse à la lettre de Katkof du mois d'avril, je lui exposai franchement l'état des choses et dès le 3 mai je commençai les opérations.

Mes lettres à la *Gazette de Moscou*, comme toute la partie politique du journal, étaient, ainsi que je l'ai dit plus haut, destinées surtout au souverain. Il fallait par conséquent procéder avec beaucoup de prudence et de circonspection. Ma correspondance était en quelque sorte la fusillade d'avant-garde qui engage l'action; la grosse artillerie, — les *leaders* de Katkof, — ne devait donner que plus tard; en effet, le premier coup de canon ne fut tiré que le 19/31 juillet. Pendant les trois premiers mois je tiraillai tout seul. Je ne puis mieux exposer les incidents de cette première phase de la campagne qu'en citant les extraits de mes lettres qui s'y rapportent[1]. Il ne faut pas perdre de vue que la destination de ces correspondances, écrites pour être lues en haut lieu, m'obligeait à tenir compte des *antipathies et préventions existantes*.

En parlant de la démarche faite par M. de Freycinet pour soustraire la Grèce à la fâcheuse nécessité de subir docilement l'ultimatum des grandes puissances, je déplore que le ministère français n'ait pas au préalable concerté son action avec la Russie, ce qui lui aurait épargné le désagrément d'un échec. Le gouvernement républicain pouvait à cette occasion témoigner des regrets de la rupture diplomatique survenue entre les deux nations et tâcher de rétablir les relations sur un pied normal.

3 mai.

… Il est vrai qu'actuellement les relations diplomatiques entre la France et la Russie sont telles qu'il n'y a pas lieu de penser pour le moment à une action commune de ces deux puissances. Le rappel du général Appert a produit le plus mauvais effet à notre cour. Le fait est que celle-ci a décidément refusé de recevoir comme ambassadeur le général Billot et qu'à l'heure présente, les rapports entre les chancelleries de Pétersbourg et de Paris sont très tendus.

Tout cela provient de la maladresse de M. de Freycinet et de ses conseillers plutôt que d'une réelle malveillance. Nous savons, au contraire, qu'il comptait sur le général Billot pour amener un certain rapprochement entre la France et la Russie. Mais en diplomatie le désir seul ne suffit pas; il faut encore le savoir-faire, le tact diplomatique et M. de Freycinet est

1. Les dates sont celles de l'envoi des correspondances; elles étaient publiées quelques jours après; je les signe C. afin d'éviter la confusion avec les *leaders* de Katkof qui seront suivis de la lettre K.

trop occupé à sauver continuellement son cabinet à la Chambre pour pouvoir donner une attention sérieuse aux relations extérieures de la France !...

C.

Le 13 mai, je glorifie la puissance financière de la France à propos du dernier emprunt couvert vingt fois, dix milliards ayant été souscrits quand on demandait cinq cents millions. Je parle ensuite des fêtes données au château d'Eu et à Paris à la veille du mariage de la fille du comte de Paris avec le prince héritier du Portugal, fêtes auxquelles prend part l'élite de la société parisienne au milieu de la sympathie de la foule.

Dans la lettre du 17 mai, je signale l'activité du général Boulanger et de l'amiral Aube. Les débuts trop bruyants du général, ses connivences radicales, son conflit suspect avec le général Saussier et surtout la réclame effrénée que lui faisaient la presse et la rue m'avaient très défavorablement impressionné.

Je savais aussi à quoi m'en tenir sur les véritables motifs des attaques dirigées contre Boulanger par la presse allemande, et sur la feinte terreur qu'il inspirait aux reptiliens. Me plaçant toujours au point de vue purement français pour juger les événements dans mes lettres parisiennes (tout bon conservateur français aurait pu les contresigner), je n'avais pas caché à mes lecteurs russes mon antipathie pour le général aux allures démagogiques. J'avais même plusieurs fois exprimé la crainte que la France ne tombât dans le piège tendu par le chancelier allemand. Mais depuis que Katkof, dans sa lettre d'avril, m'avait fait entrevoir l'éventualité d'un rapprochement entre la Russie et la France, je comprenais que l'auteur du piège pourrait en devenir victime dès que la France cesserait d'être isolée. Dans ce cas, Bismarck, en travaillant avec tant de zèle à la popularité du général Boulanger, se trouverait avoir forgé une arme contre lui.

Il n'y avait donc plus lieu de continuer les attaques contre Boulanger et je saisis avec empressement l'occasion de le louer pour la modification qu'il avait apportée au projet de recrutement du général Campenon, en consentant, sur la demande du conseil supérieur de l'instruction publique, à réduire à un an

le service militaire pour les élèves des hautes écoles, les instituteurs, séminaristes, etc. (J'ajoute entre parenthèses que je ne connaissais pas le général, — pas plus, d'ailleurs, qu'aucun autre membre du cabinet Freycinet.)

Les manœuvres maritimes qui eurent lieu à Toulon sous le commandement des amiraux Lafont et Brown-Colstown me fournirent une nouvelle occasion d'adresser des éloges à l'amiral Aube et à la marine française, pour laquelle j'avais toujours professé une grande admiration (Lettre du 17 mai).

Vers la fin de mai, Katkof me remercia de mes lettres et m'informa en même temps que, si plusieurs d'entre elles n'avaient pas été publiées, c'était uniquement parce qu'il se proposait de les utiliser *ailleurs,* — je compris qu'il s'agissait d'un mémoire destiné au souverain. Ainsi, je n'en pouvais plus douter, Katkof s'engageait à fond dans la campagne contre la triple alliance, et dans mes correspondances j'avais trouvé la note juste.

En juin, le ministère Freycinet se trouva soudain dans une situation très délicate et les radicaux l'entraînèrent à des mesures qui pouvaient devenir excessivement préjudiciables à la reprise des bonnes relations entre la France et la Russie, — je parle de l'expulsion des princes. Dans un des précédents chapitres j'ai déjà eu l'occasion d'insister sur le prestige que donnait à la République, aux yeux des cours étrangères, la présence des descendants des anciennes familles régnantes dans l'armée républicaine. Ce fut une première faute, au point de vue des monarchies amies de la France, que de les exclure de l'armée. Le bannissement du comte de Paris devait produire à Saint-Pétersbourg une impression d'autant plus déplorable, que depuis l'hiver de 1880-1881 des relations d'une extrême cordialité s'étaient établies entre les grands-ducs russes et les princes d'Orléans.

Dans mes correspondances du mois de mai, quoique peu porté au rôle de Dangeau, j'avais longuement décrit les fêtes données à propos du mariage de la princesse Amélie avec l'héritier de la couronne du Portugal et signalé — on comprend dans quel but — la large part prise à ces fêtes par le grand-duc et la grande-duchesse Wladimir. Et voilà que tout d'un coup les

radicaux, agissant, à leur insu peut-être, sous l'influence de Berlin, nous jetaient dans les jambes l'expulsion des princes ! Ce n'était pas le premier obstacle que les politiciens français nous suscitaient, tandis que nous cherchions à sortir la France de son isolement et à la rapprocher de la Russie ; nous pouvons même dire que nos principales difficultés avaient toujours pour cause quelque incartade ou quelque folie tantôt d'un parti, tantôt de l'autre. Il nous fallait presque autant d'efforts pour pallier les désastreux effets de ces maladresses continuelles que pour lutter contre les intrigues du prince de Bismarck. Il est vrai que dans les fautes commises à Paris se retrouvait trop souvent, hélas ! la main du chancelier allemand.

Tel était le cas, notamment, pour l'expulsion des princes résolue sous la pression à peine dissimulée de Berlin. Bien établir la part de l'Allemagne dans cette mesure afin de rendre aux faits leur véritable signification, — et disculper autant que possible les autorités françaises coupables surtout d'avoir trop complaisamment obéi aux sommations des radicaux dont elles connaissaient pourtant les inspirateurs louches, — voilà la tâche à laquelle je consacrai plusieurs correspondances. Montrer que l'initiative de l'expulsion des princes d'Orléans venait de Bismarck, c'était en affaiblir sensiblement le déplorable effet à la cour de Russie. Voici, entre autres choses, ce que j'écrivis le 2 juin :

... La grosse question du moment est toujours l'expulsion des princes. C'est seulement la semaine prochaine que sera décidé leur sort et peut-être aussi celui du cabinet Freycinet. La décision, quelle qu'elle soit, jouera un grand rôle dans l'histoire de la troisième République. Je crois donc intéressant de vous transmettre certaines données qui jettent une lumière toute nouvelle sur la façon dont a été soulevée la question de l'expulsion. Les renseignements dont il s'agit semblent à première vue si étranges que j'hésiterais à les publier, si je ne les tenais d'un personnage *en relations intimes avec M. de Freycinet*. Je garantis le sérieux de la source où j'ai puisé mes informations.

Le fait est que, dans cette affaire, le branle, m'assure-t-on, *a été donné de Berlin*. Voilà déjà près d'un an que la presse officieuse allemande, à commencer par la *Gazette de Cologne*, attaque très vivement les princes et, dans sa tendresse fort compréhensible pour la République française, met les gouvernants républicains en garde contre les intrigues ourdies au dehors et au dedans par les membres de la famille d'Orléans.

Comme d'habitude, à ces affectueux avertissements se mêlent parfois des menaces de guerre fort peu déguisées, pour le cas où les intrigues des monarchistes seraient couronnées de succès et où la monarchie serait rétablie en France.

Le début de cette campagne remonte à l'époque où la fille du duc de Chartres épousa le prince de Danemark; les fêtes qui eurent lieu en France et à Copenhague, à l'occasion des fiançailles et du mariage, la présence à ces solennités de plusieurs représentants des maisons régnantes alliées à la dynastie danoise, émurent particulièrement la bile des publicistes qui puisent leurs inspirations dans le *Reptilienfond*.

Après les élections du 4 octobre, quand se réveilla en France l'espoir de rétablir la monarchie, la presse officieuse allemande crut devoir réconforter les républicains et amoindrir autant que possible la portée du succès obtenu par les conservateurs. On n'a pas oublié non plus les attaques de cette même presse contre le général Appert, à l'époque où il fut rappelé de Pétersbourg et les bruits répandus au sujet de nouvelles négociations matrimoniales que cet ambassadeur ou plutôt sa femme aurait engagées pour certaines princesses de la maison d'Orléans.

Mais c'est lorsque la fille du comte de Paris épousa le prince héritier de Portugal que la colère de la *Gazette de Cologne* et de ses confrères atteignit au paroxysme de la rage.

Ce sont là des faits aussi connus que faciles à comprendre. On n'ignore pas non plus que depuis quelque temps les relations franco-allemandes ont subi un refroidissement notable. Une polémique s'est même engagée entre les écrivains militaires des deux pays. Berlin a brusquement déclaré que les attachés militaires étrangers ne seraient pas autorisés à suivre les manœuvres de cette année en Alsace-Lorraine; la France a riposté par une mesure semblable.

Et, dans cet état de choses, éclate soudain, *à l'extrême surprise de tous les Français*, cette bombe : les intrigues des princes d'Orléans et la nécessité de leur expulsion. Et où ce pétard fait-il explosion? Dans une petite feuille ultra-radicale accusée depuis très longtemps d'entretenir des relations avec Berlin...

C.

2 juin.

... Notez que M. Grévy et M. de Freycinet savent fort bien l'un et l'autre quelle est la main qui leur a jeté cette bombe dans les jambes. Mais, précisément pour cela, tous deux, quoique très hostiles au projet de bannissement, cherchent à l'écarter par divers stratagèmes parlementaires, au lieu de déclarer carrément à la tribune qu'on n'a rien à reprocher aux princes, que leur expulsion, à l'occasion du mariage d'une princesse, serait ridicule et réagirait fâcheusement sur les relations de la France avec plusieurs puissances étrangères. Personne ne doute qu'il n'eût suffi de quelques paroles énergiques prononcées dès le premier jour pour enterrer cette malheureuse question. A la vérité, l'énergie et la résolution ne sont pas dans le caractère

de M. de Freycinet; on m'assure néanmoins que cette fois il aurait agi énergiquement s'il n'avait craint d'ajouter encore à l'irritation de Berlin...

C.

Quelques jours après cette lettre, la tragédie du lac de Starnberg vint confirmer pleinement l'opinion que j'y exprimais sur la véritable origine de la campagne menée en France contre les princes d'Orléans. La dépossession de Louis II, l'établissement d'une régence en Bavière, et enfin la mort tragique et mystérieuse du malheureux roi, — on se souvient que tous ces événements furent mis par la presse officieuse allemande sur le compte d'une conspiration orléaniste tramée contre l'intégrité de l'empire allemand et qu'aurait découverte le ministre bavarois M. Lutz. Quelques organes de Paris développèrent complaisamment ce *Leitmotiv* et brodèrent dessus les variations les plus étranges. On n'a peut-être pas oublié qu'il s'agissait d'un prêt de 40 millions que les d'Orléans auraient consenti à faire au défunt roi, afin d'acheter la neutralité de la Bavière en cas de guerre entre la France et l'Allemagne. Cela sonnait faux et était vide de sens comme un vrai motif de Wagner. Dans une lettre du 20 juin je pus, d'après des renseignements puisés à une source indiscutable, établir la vérité sur ces négociations d'emprunt. Inutile de reproduire ici ce que j'écrivis alors à la *Gazette de Moscou*, — un fait seulement importait: l'intervention du chancelier allemand dans la campagne contre les princes d'Orléans[1].

Un conflit survenu entre la France et la Bulgarie, à propos de droits de douane arbitrairement établis sur la frontière de la Roumélie, me fournit l'occasion d'insister sur la solidarité des intérêts russes et français dans les Balkans et de revenir sur

1. Les récentes révélations du *Vorwärts* sur les fortes sommes distribuées en ce temps-là par le Reptilienfond à plusieurs chambellans, médecins et serviteurs de l'entourage immédiat du malheureux souverain éclairent d'une lumière sinistre le drame mystérieux de Starnbergsee. A l'époque même, le Dr Muller publia un opuscule intitulé : « *Der Selbstmord des Königs Ludwig, 1888* » pour répondre aux bruits très répandus alors qui attribuaient la mort de Louis II à un crime. Une lecture attentive des arguments de l'auteur suggère des conclusions diamétralement opposées aux siennes.

la nécessité de renouer sans retard les relations diplomatiques entre les deux pays. Voici en quels termes je le fis :

Depuis quelque temps, la presse d'ici s'occupe beaucoup de la Bulgarie. Quoique le gouvernement bulgare eût promis de ne pas imposer à la frontière rouméliote les marchandises arrivant par Constantinople, il a dernièrement frappé de droits d'entrée assez considérables les articles français qui arrivent par cette voie. Ce tarif douanier ferme complètement la Roumélie à la France, attendu que celle-ci doit payer une double taxe. Par contre, les marchandises allemandes et autrichiennes qui viennent par la voie de terre ont un immense avantage sur les produits français. Naturellement, M. de Freycinet fera des représentations à Sofia, mais le gouvernement bulgare a évidemment pris pour règle de violer effrontément tous les engagements internationaux et, s'appuyant sur ses puissants protecteurs, il n'aura aucun égard à la protestation de M. de Freycinet. La presse officieuse ne se fait pas d'illusions sur ce point. Elle compte beaucoup plus sur l'intervention russe dans les affaires bulgares, comprenant très bien que la Russie a là des intérêts infiniment plus importants que les questions douanières. En tout cas, nous sommes sûrs que la France s'associera volontiers à une campagne diplomatique contre la déloyauté de Battenberg.

Vu la communauté des intérêts russes et français dans cette question, on en doit d'autant plus regretter que les relations diplomatiques entre les deux pays soient presque interrompues.

Le télégraphe nous annonce aujourd'hui la retraite de M. Ternaux-Compans et du comte de Voize, le premier conseiller, le second secrétaire de l'ambassade française à Pétersbourg; la France se trouve ainsi n'avoir plus aucun représentant en Russie...

... Il n'y avait rien de semblable dans la situation de M. Ternaux-Compans : il n'était que diplomate et, comme tel, pouvait continuer à servir, non la République, mais la France. Nous savons de la source la plus *directe* que l'interruption des relations diplomatiques normales n'est regrettée par personne plus que par le général Appert, l'ancien ambassadeur à Pétersbourg. Nous tenons des amis de ce dernier que nul plus que lui ne se réjouirait de voir cesser l'interrègne dans les postes diplomatiques entre Paris et Pétersbourg. Il est trop bon patriote pour ne pas le désirer.

Ce serait trop triste pour l'humanité si les fautes de gouvernants d'occasion pouvaient arrêter longtemps le cours historique des événements, paralyser l'essor des aspirations populaires et empêcher le triomphe du génie national. Les maîtres momentanés de la France valent Dieu sait quoi : mais ils représentent une grande et puissante nation, c'est pourquoi leur influence en dehors du territoire français continue à se manifester dans des proportions conformes à la grandeur de ce pays...

C.

La déclaration du gouvernement russe au sujet de Batoum eut la bonne fortune d'être presque unanimement approuvée

par la presse française. Les continuelles tracasseries de l'Angleterre avaient depuis longtemps exaspéré les esprits en France, et les derniers incidents soulevés par la question des Nouvelles-Hébrides ne pouvaient que confirmer le public français dans ses mauvaises dispositions à l'égard d'un gouvernement qui suscitait sans cesse des difficultés à la France sur tous les points du globe. La communauté des sentiments, fondée sur l'identité des griefs, était trop flagrante entre la Russie et la France vis-à-vis du cabinet de Londres, pour ne pas créer un terrain d'entente. Profitant de cette heureuse aubaine, j'écrivis, le 8 juillet, ce qui suit :

8 juillet.

... Quoi qu'il en soit, les actions de l'Angleterre sont fort bas ici dans l'opinion publique; il y a des moments où chez le Français patriote la haine des Anglais l'emporte presque sur la haine des Allemands eux-mêmes, et ce n'est pas peu dire ! L'harmonie touchante qui existe entre la politique de Londres et celle de Berlin facilite singulièrement cette concentration des antipathies françaises.

C'est pourquoi toute violation du traité de Berlin, dirigée contre l'Angleterre, est accueillie ici avec un double plaisir. « Entre la Russie et l'Angleterre, dit le *National*, notre choix n'est pas douteux », et il conseille à l'Angleterre de commencer par évacuer l'Égypte, si elle veut que la France fasse quelque état de sa protestation. Le *Temps* prouve par le texte de l'article 59 que la Russie ne s'est nullement engagée à tenir ouvert le port de Batoum, mais a seulement exprimé son *intention* de le faire. En conséquence, elle est parfaitement libre d'agir à cet égard conformément à ses intérêts. Les *Débats* et la *République Française* s'étonnent de la longanimité de la Russie en présence de l'effronterie du prince de Battenberg et ils l'invitent à se considérer aussi comme affranchie des autres obligations d'un traité que ce principicule foule si audacieusement aux pieds. La presse monarchique n'est pas moins sympathique à la Russie et reproche au ministère de ne pas faire tout le possible pour rétablir les relations diplomatiques avec Pétersbourg.

Répétons-le, nous ne nous souvenons pas d'avoir jamais vu les journaux français aussi unanimement favorables à la Russie qu'ils le sont en ce moment. C'est là un fait qui, dans les circonstances actuelles, est loin d'être indifférent. Nous avons insisté à plusieurs reprises sur le réveil de l'orgueil national chez les Français, sur leur croissante confiance en eux-mêmes et en leur armée, sentiment auquel se joint même une certaine fureur guerrière. La preuve de ce nouvel état d'esprit vient encore d'être fournie dernièrement par l'accueil enthousiaste qu'un bataillon d'artilleurs revenus du Tonkin a reçu de la population parisienne à son arrivée à Vincennes

On peut être sûr qu'à la revue du 14 juillet, la manifestation populaire à l'apparition des soldats revenus du Tonkin prendra des proportions grandioses.

A la veille de la révolution de Février, lorsque la France jouissait de la paix la plus profonde au dehors comme au dedans, Lamartine, avec l'intuition d'un prophète, prédit la catastrophe imminente : « La France s'ennuie ! » s'écria-t-il. Aujourd'hui, le règne d'un grossier naturalisme a passablement démodé le beau langage du grand lyrique, à qui Paris a consacré hier un monument. Aussi, pour caractériser la situation actuelle de ce pays, il faudrait plutôt dire : « La France s'embête ! » Mais le peuple français est tel qu'il ne peut longtemps souffrir même l'ennui, et, moins encore, « d'être embêté ». Or, en ce moment, il en a assez et de l'effronterie anglaise et des usurpations allemandes. Il se trouve dans un état d'agacement nerveux qui le rend capable de n'importe quel coup de tête.

A Berlin, on le sait bien et, à notre humble avis, c'est la meilleure garantie pour la Russie au moment présent. Nous pouvons, dans la question d'Orient, nous avancer aussi hardiment que l'exigent nos intérêts et que le permet notre préparation militaire. Aucun danger à redouter du côté de l'Allemagne : elle ne tentera rien de sérieux pour contrecarrer nos projets, ayant sur ses derrières un million et demi de soldats supérieurement armés et prêts à se ruer sur elle avec une vraie *furia gallica* dès qu'ils la verront engagée dans un conflit quelconque avec une autre puissance.

Et, lorsque l'Allemagne est paralysée, nous n'avons pas à craindre l'Autriche.

Quant à l'Angleterre, à en juger par ce qu'on m'écrit de Londres, les diplomates qui nous représentent là-bas déplorent vivement la chute presque inévitable de Gladstone, et la rentrée prochaine du marquis de Salisbury au Foreign Office leur cause de terribles soucis. Selon leur habitude, nos diplomates se bornent à considérer les cercles officiels; ils ignorent ou dédaignent complètement tous les autres dont l'action sur la politique est souvent beaucoup plus puissante. Nous, au contraire, nous avons la conviction qu'à l'heure présente la chute de Gladstone sert on ne peut mieux les intérêts russes ; il n'est pas difficile de comprendre pourquoi.

D'abord les dispositions du premier ministre actuel à l'égard de la Russie n'ont jamais été que le reflet indirect de sa haine pour la Turquie, et, plus encore, de sa sympathie pour la Bulgarie.

Depuis que Battenberg s'est fait l'aveugle exécuteur des plans de l'Angleterre et que la Porte est devenue soudain complice des aspirations panbulgares, un changement de front s'est opéré dans la politique orientale de Gladstone...

C.

Lors des manifestations auxquelles donna lieu l'inauguration du monument du général Chanzy, je blâmai vertement, ainsi qu'on le verra ci-dessous, la pusillanimité de notre diplo-

matie, toujours tremblante devant le froncement de sourcil du solitaire de Varzin :

20 juillet.

... Ce réveil du chauvinisme en France s'est encore manifesté dernièrement dans les démonstrations qui ont accompagné l'inauguration du monument élevé au général Chanzy à Nouart (Ardennes). La statue du général est très réussie : debout dans une attitude pleine d'énergie, Chanzy s'appuie de la main gauche sur son sabre, tandis que de la droite il montre la frontière de l'Est. Sur le monument sont inscrites les paroles prononcées par lui au Sénat pendant la discussion du projet sur la nomination de nouveaux maréchaux : « Que les généraux français qui veulent le bâton de maréchal de France aillent le chercher au delà du Rhin! » Quand le cortège officiel en tête duquel se trouvaient un grand nombre de militaires, la famille Chanzy, toutes les autorités civiles, etc., a pris place dans la tribune d'honneur, la musique s'est mise à jouer d'abord la *Marseillaise*, puis l'hymne national russe. Le général Freedericksz, notre attaché militaire à Paris, s'est découvert, tous les assistants l'ont imité aux cris de « Vive la Russie! »

Le général Mathelin a prononcé un long discours dans lequel, après avoir d'abord rappelé les épisodes héroïques de la lutte sur la Loire, il a parlé de la bienveillance dont le tsar russe avait honoré le général Chanzy pendant que ce dernier était ambassadeur à Pétersbourg et de l'estime que nourrissait pour lui « la glorieuse armée russe ». Après lui, le général Freedericksz a pris la parole en ces termes : « On a rendu ici un hommage mérité aux services militaires du glorieux général Chanzy, on a parlé aussi de son séjour en Russie où il a représenté la République française. Par ses belles qualités, par sa droiture, il s'est acquis la bienveillance de mon souverain, l'affection et l'estime de tous ceux qui l'ont connu. Je suis ici l'écho de la sympathie que cette cérémonie provoque en Russie et je vous apporte un témoignage de l'amitié de mon pays. »

Voilà le texte officiel des quelques mots prononcés par notre agent militaire, car il a été publié dans le *Temps* et dans d'autres journaux sérieux. Des cris répétés de « Vive la Russie! Vive l'armée russe! » ont répondu à ces paroles. Il n'y avait, ce semble, rien de répréhensible, ni dans le langage du général Freedericksz, ni dans les ovations en l'honneur de la Russie. Néanmoins l'ambassade russe a envoyé aujourd'hui à tous les journaux une note officieuse ainsi conçue : « Quelques journaux, en rendant compte de l'inauguration du monument élevé au général Chanzy à Nouart, ont prêté à l'attaché militaire russe, le général baron Freedericksz, une attitude et un langage d'un caractère démonstratif (!) incompatible avec sa mission officielle. Le général ne pouvait parler des services militaires du glorieux défunt (?), il s'est borné à rappeler, en s'adressant à la famille, les souvenirs laissés à la cour et dans la société pétersbourgeoise. »

Nous ignorons quelles considérations diplomatiques exigeaient que cette leçon publique fût donnée à notre agent militaire. Force nous est pourtant de noter un fait curieux : jamais notre diplomatie ne croit devoir repousser aucune des calomnies auxquelles la Russie est en butte ou protester con-



tre le langage, si souvent injurieux à son égard, des feuilles allemandes ou autrichiennes; elle ignore fièrement la presse aussi longtemps que celle-ci témoigne à la Russie de l'hostilité ou de l'indifférence. Mais sitôt que des sympathies pour la Russie se manifestent dans les journaux, — et nous avons déjà dit que jamais la presse française ne s'est montrée aussi unanime en notre faveur qu'à présent, — notre diplomatie éprouve soudain le besoin de protester et d'administrer à la presse une douche d'eau froide. Pour faire plaisir à qui? demanderons-nous. N'est-ce pas pour complaire à la *Gazette de Cologne* et à ses confrères officieux de Berlin et de Vienne qui, avant même que le général Freedericksz n'eût quitté Pétersbourg, ont jugé à propos d'émettre diverses insinuations venimeuses concernant sa mission? Mais alors il aurait été plus simple d'empêcher notre agent de prendre part à la fête; en tout cas, ç'aurait été moins *démonstratif*, — si une démonstration en l'honneur de la Russie offusque tant notre diplomatie, — que de donner un *démenti* au représentant de l'armée russe...

C.

La situation en Orient devenait inquiétante.

Une inquiétude générale, écrivais-je le 28 juillet, commence à s'emparer des esprits. Les pourparlers entre le prince de Bismarck et le comte Kalnoky, les bruits de la prochaine arrivée de notre ministre des affaires étrangères à Kissingen, ensuite la subite nouvelle de la remise de cette visite à une date indéterminée, *pour des raisons de famille*, la nouvelle enfin de l'arrivée prochaine du général de Robilant à Gastein, afin d'entamer des pourparlers pour le renouvellement du traité et l'adhésion de l'Italie à l'alliance des deux empires, tout cela commence à semer l'alarme...

C.

Le plus alarmé, c'était moi. Laissé sans nouvelles de Katkof, ignorant absolument l'effet produit en haut lieu par la campagne commencée, j'étais surtout inquiet de ne rencontrer dans la *Gazette de Moscou* aucun *leader* qui fût de nature à m'éclairer sur nos chances de succès. Je me trouvais un peu dans la situation d'un chef de tirailleurs placé dans un poste de combat avancé, qui est sur le point d'avoir épuisé ses munitions et qui, laissé sans nouvelles, attend en vain que le grondement du canon lui annonce l'approche du gros de l'armée.

Enfin parut, le 19/31 juillet, ce *leader* tant attendu. Ce fut un véritable coup de foudre qui, éclatant soudain au milieu des nuages amoncelés, éclaira d'une lumière aveuglante la nouvelle route où la politique européenne devait s'engager.

CHAPITRE VI

SOMMAIRE. — Un *leader* sensationnel de Katkof annonce la nouvelle orientation de la politique extérieure de la Russie; l'agence Wolff défigure la pensée de Katkof et télégraphie partout un résumé faussé du *leader*; le prince de Bismarck saisit la véritable portée de l'article, et cherche à parer le coup. Une virulente campagne de la presse officieuse contre le prince de Battenberg. Dépêches de sir Edward Malet et de Robilant sur la politique du chancelier. Révolte de la presse allemande indépendante; elle réclame la guerre contre la Russie; attitude prudente de la presse française. L'agitation socialiste en Belgique.

Le véritable but de l'entente franco-russe exposé dans ma lettre du 15 août. La nécessité de posséder en France un organe dévoué à cette entente. Négociation avec Mme Adam; je prends la direction de la *Nouvelle Revue*. Ma lettre du 7 septembre sur la politique tortueuse de Bismarck exploitant les complaisances de la Russie, et sur la nécessité de rétablir les relations diplomatiques normales entre la France et la Russie. Katkof m'invite à venir à Pétersbourg. La candidature du général Gaillard au poste d'ambassadeur français en Russie. Les hésitations du gouvernement. Le général Gaillard et les communards. Mon voyage à Pétersbourg. Mes lettres sur la marche des événements. Sur le conseil de Katkof, le tsar consent à accepter un ambassadeur français; visite chez le comte d'Ormesson; piège tendu par M. de Giers; grave faute commise par le gouvernement français; nomination d'un ambassadeur civil.

Les projets de Katkof; nécessité de mon retour, afin d'entreprendre une campagne pour le transport du marché des fonds russes à Paris; ma visite chez M. de Bunge, le ministre des finances; vaine tentative. Mes entretiens avec le baron de Jomini. Mes rapports avec M. de Mohrenheim; origine des hostilités. Katkof ne reçoit pas l'ambassadeur russe à Paris. Fatal malentendu.

Voici l'article de Katkof paru le 19/31 juillet dans la *Gazette de Moscou*, article qui eut un retentissement immense dans toute l'Europe. Il inaugurait l'abandon par la Russie de la politique presque traditionnelle qui lui faisait subordonner ses intérêts à ceux de la Prusse, sa liberté d'action retrouvée, et,

dans un avenir prochain, l'entente avec la France, suivie de toutes les conséquences que la nouvelle constellation devait avoir pour l'orientation de la politique européenne. Coïncidence mémorable : juste une année, jour pour jour, après l'apparition de cet article, Katkof paya de sa vie l'audace d'avoir engagé la lutte contre le terrible chancelier allemand, véritable *gettatore* pour tous les hauts personnages qui lui portaient ombrage : Arnim, Gambetta, Chanzy, Skobelef, Katkof, Louis II de Bavière, l'empereur Frédéric, l'archiduc Rodolphe, et, hier encore, le général Miribel.

Il est question de la réunion de trois ministres à Kissingen. Mais jusqu'à présent deux seulement se sont rencontrés. Nous ignorons si le ministre russe des affaires étrangères croira nécessaire d'aller à Kissingen pour délibérer — nous avons failli dire pour s'incliner — devant l'irascible chancelier de l'empire allemand. (En effet, nos pèlerinages chez le prince de Bismarck rappellent un peu trop les anciens voyages à la Horde d'Or.) Nous ignorons aussi quels pourparlers se préparent. Le chancelier allemand a, en même temps que la gloire méritée, une certaine grandeur mystique. On soupçonne sa main dans tous les événements de notre temps, on le croit possesseur d'un talisman qui enlève tous les obstacles, ouvre toutes les serrures... Il gouverne le monde. En est-il réellement ainsi? Ne serait-ce pas la foi qui crée ces miracles, et cette force n'est-elle pas plutôt redoutable grâce à notre superstition? Puisque nous parlons de l'amitié entre l'Allemagne et la Russie, cette amitié n'est-elle pas bien plus une nécessité pour l'Allemagne qu'un avantage pour la Russie? Si la rencontre des trois ministres avait eu lieu, le chef de notre diplomatie aurait pu démontrer catégoriquement au comte Kalnoky le profit que l'Allemagne a dû tirer de son amitié pour la Russie, ainsi que les écroulements que l'Autriche a subis pour n'avoir pas su utiliser l'amitié russe. Est-ce que, en effet, la Prusse doit les succès remportés, pendant le dernier quart de siècle, uniquement à ses propres forces? Est-ce que même la création de l'empire germanique s'est faite toute seule? Est-ce que la position prépondérante de cet empire, sa toute-puissance apparente, et les succès répétés du faiseur de miracles, qui se trouve à la tête de son gouvernement, ne sont pas le produit de la servitude volontaire de la Russie?... Si l'Allemagne est si haut, n'est-ce pas parce qu'elle a monté sur la Russie? Même à présent, il suffirait à la Russie de reprendre sa liberté d'action, de cesser de jouer le rôle d'une litière, pour que le fantôme de la toute-puissance allemande s'évanouît, et pour qu'elle reprît un rang plus modeste parmi les autres États... A quoi bon ces alliances, ces concerts?... Si on avait en vue une action commune, une vaste et dangereuse entreprise nécessitée par les intérêts des deux parties, un pareil accord, en vue d'un but commun, pourrait avoir sa raison d'être. *Do ut des.* Mais nous savons qu'il n'y avait aucune

action commune en perspective, qu'il était seulement question de notre entente avec l'Allemagne, et par son intermédiaire (*pourquoi absolument par son intermédiaire?*) avec l'Autriche pour assurer, soi-disant, la paix européenne. Au fait, quel besoin avons-nous d'assurer la paix européenne? Et qu'est-ce que la paix européenne? Il nous suffit d'assurer la paix de la Russie dans la sphère de ses intérêts. Pourquoi serions-nous les gendarmes de la paix européenne? Nous sommes convaincu qu'on voudra voir dans nos paroles une allusion à une alliance franco-russe, mais nous protestons contre une pareille interprétation. Nous désirons que la Russie reste dans des rapports libres et amicaux avec l'Allemagne, mais que des rapports pareils s'établissent également avec les autres nations et surtout avec la France, qui, quoi qu'on dise, occupe de plus en plus en Europe une situation digne de sa puissance. A propos de quoi nous querellerions-nous avec elle et que nous importent ses affaires intérieures?..

K.

Le télégraphe transmit l'article de Katkof à tous les coins du monde et, comme il arrive presque toujours, la presse française le reçut entièrement défiguré par les soins de l'agence Wolff, de Berlin; ce qui prouve, soit dit en passant, qu'à la Wilhelmstrasse on en avait immédiatement saisi toute la portée historique. Il serait un peu délicat de trop insister sur plusieurs des nombreuses causes qui empêchent les journaux français d'être bien renseignés en matière de politique étrangère, mais ici nous touchons à une des plus importantes, et nous tenons à nous en expliquer sans retard.

Initié depuis quatre mois aux intentions de Katkof, je ne fus pas peu stupéfait d'apprendre par une dépêche de Moscou, publiée dans tous les journaux français le 1er août, que Katkof, dans un article sensationnel, invitait la France à s'unir à la Russie *contre l'Angleterre!* L'énigme ne s'éclaircit que trois jours après, quand j'eus reçu le numéro de la *Gazette de Moscou*. Voici ce que j'écrivis aussitôt :

4 août.

.. On peut nier que le prince de Bismarck dirige à sa guise les événements du monde, mais il est incontestable qu'il tourne et retourne comme il lui plaît l'opinion publique de l'Europe occidentale. Il méprise la presse et l'opinion, mais il les tient pour les facteurs tout-puissants de la politique contemporaine et il excelle à les diriger, à en jouer au mieux des intérêts du moment, leur faisant dire aujourd'hui une chose et demain tout le

contraire. Nonobstant son mépris pour la presse, il s'en faut de beaucoup qu'il la dédaigne, ainsi que sont trop portés à le faire nos diplomates russes; loin de là, il s'en sert comme d'un instrument.

Dernièrement encore, à l'occasion de l'article de fond paru dans la *Gazette de Moscou* du 19 juillet, nous avons pu admirer l'habile manipulation de l'opinion publique européenne par la presse officieuse de Berlin. Il y a quelques jours, l'agence Havas communiqua aux journaux français une dépêche de Pétersbourg disant que cet article invitait la France à s'allier avec la Russie contre l'Angleterre. La nouvelle jeta un froid dans la presse et dans les cercles politiques. Malgré leurs dispositions hostiles à l'égard des Anglais, tous les Français savent très bien que la France doit avant tout régler ses comptes avec l'Allemagne, car elle ne pourrait être entraînée dans une guerre quelconque sans voir aussitôt son belliqueux voisin et ennemi intime se ranger du côté de son adversaire.

En conséquence, la prétendue proposition de la *Gazette de Moscou* causa un désappointement général; la plupart des journaux s'abstinrent de la discuter; plusieurs observèrent que, si la France était prête à s'allier avec la Russie, ce n'était pas contre l'Angleterre.

Pas une de ces feuilles n'a songé à mettre en doute l'authenticité de la nouvelle communiquée par l'agence Havas... Or, en réalité, cette agence ne reçoit de Russie aucun télégramme; toutes ses dépêches de Pétersbourg et de Moscou lui sont fournies par le *bureau Wolff* de Berlin, c'est-à-dire par un bureau officieux où toutes les nouvelles subissent une adaptation conforme aux exigences de la politique du chancelier impérial. Naturellement le *leader* du 19 juillet n'a pas plu à Berlin, où on ne désirait pas que son « weittragende Bedentung », comme disent les journaux allemands, fût compris en France. Et voilà que de Berlin est envoyé à Paris un compte rendu falsifié de cet article; l'opinion publique française est induite en erreur et dirigée précisément dans le sens le plus avantageux pour la politique allemande. Mais que parlons-nous de la France? Le même *bureau Wolff* a transmis la même information et à l'agence Reuter à Londres et à l'agence Stéfani à Rome. Là, sans doute, les fausses nouvelles présentent moins de danger, attendu que les journaux anglais en particulier ne se contentent pas des dépêches fournies par les agences; toutefois, si une pareille sophistication sert les intérêts des Anglais, ils ne se font pas faute d'en profiter.

Mais il y a plus; cette même agence Havas suivant aveuglément le *bureau Wolff*, après avoir communiqué un résumé aussi fantaisiste que sommaire de l'article paru dans la *Gazette de Moscou*, donne *in extenso* les réponses faites à cet article par la *Gazette de Cologne* et les autres organes officieux. Il en résulte qu'au bout du compte les feuilles françaises reproduisent les répliques allemandes à l'article russe!

Des faits de ce genre arrivent journellement et il n'y a pas de politique qui soit aussi dénaturée, aussi discréditée en Europe que la politique de la Russie, tout cela grâce à l'officieux *bureau Wolff*. A la vérité, faute de comprendre qu'autre chose est le mépris pour tel ou tel gazetier et le dédain d'une force aussi puissante que l'opinion publique de l'Europe, notre diplo-

matie facilite dans une large mesure à cette agence la diffusion de ses mensonges. Elle ne se rappelle l'existence de la presse que quand il s'agit d'étouffer l'expression des sympathies pour la Russie.

Depuis plus de dix ans, nous suivons de très près le jeu de ce mécanisme compliqué qui de Berlin dirige l'opinion de l'Europe aussi facilement que le vent fait mouvoir une girouette, et nous avons la ferme conviction que notre diplomatie continuera à essuyer des déboires et des défaites tant qu'elle ne comprendra pas l'importance de la presse, non seulement comme source d'informations, mais encore comme instrument dans les mains qui savent s'en servir. Si vous ne voulez pas utiliser l'arme la plus redoutable de vos adversaires, mieux vaut renoncer à toute lutte avec eux.

On pourrait écrire un traité curieux sur ce qu'a coûté à la Russie le dédain de la presse tant à l'époque de la dernière guerre d'Orient qu'au moment du Congrès de Berlin.

Ni le prince de Bismarck, ni lord Beaconsfield n'ont eu lieu de regretter l'argent qu'ils ont prodigué aux journaux...

C.

Afin de rétablir la vérité, je m'empressai de remettre à Mme Adam la traduction exacte du *leader* de Katkof, qui parut intégralement dans la *Nouvelle Revue* du 15 août.

Il n'y avait pas à se tromper sur la partie politique de cette déclaration : elle signifiait catégoriquement qu'on approuvait en haut lieu la campagne menée par la *Gazette de Moscou*, que l'illustre publiciste avait réussi à démontrer au souverain combien était déplorable la politique suivie par notre diplomatie, et quelles funestes conséquences résultaient pour notre situation en Orient de l'alliance des trois empereurs. La trahison de nos prétendus alliés crevait d'ailleurs les yeux, et tous les événements de Bulgarie, surtout depuis le coup insurrectionnel de Philippopoli, n'en étaient que la confirmation flagrante. La nouvelle alliance des trois empereurs causait encore plus de dommages à la Russie que les précédentes qui, depuis 1872, avaient enchaîné notre politique : la dernière, en effet, grâce au traité de Skiernevice, dont on a lu plus haut l'analyse, livrait la Russie ligottée au bon plaisir de ses adversaires. Un pareil instrument diplomatique fournissait le moyen simple et facile d'annuler complètement l'influence russe dans la presqu'île balkanique, au profit de l'Autriche-Hongrie. Après avoir réussi à nous imposer ce traité, le prince de Bismarck n'avait

qu'à se croiser les bras et à laisser l'Autriche et l'Angleterre achever une besogne dans laquelle les secondaient puissamment, du reste, l'incohérence de nos agents diplomatiques et la complicité du Pont des Chantres.

De tout cela Alexandre III devait être profondément convaincu, pour que Katkof pût si solennellement annoncer la rupture de l'alliance huit mois avant l'expiration du fatal traité de Skiernevice, et laisser en même temps entrevoir dans le lointain une nouvelle constellation européenne fondée sur une entente entre la Russie et la France. Étant donné la situation de Katkof, comme conseiller autorisé du souverain, et le rôle de son organe, il était impossible de douter qu'un heureux revirement ne se fût opéré dans l'esprit du tsar.

Bismarck, lecteur assidu de la *Gazette de Moscou*, comprit aussitôt toute la gravité de la situation : la triple alliance créée et entretenue[1] avec tant de persistance, tant d'efforts, tant d'habileté, — disons le mot exact, — avec tant de génie, menaçait de crouler; l'empire germanique, édifié grâce à la Russie et soutenu par cette alliance, se sentait subitement en l'air, privé de son plus solide appui; au moment même où les astucieux projets du chancelier allemand contre la France commençaient à prendre corps, où à force d'attaquer Boulanger il en avait fait une puissance, il voyait le spectre d'une alliance franco-russe, évoqué par la voix retentissante de Katkof, se dresser devant lui comme un avertissement et une menace.

Le pèlerinage annuel de M. de Giers étant devenu impossible après l'article de Katkof, des « affaires de famille » clouèrent subitement le chef de notre diplomatie à Franzensbad, localité située à quelques pas seulement de Kissingen où devait avoir lieu l'entrevue des trois coryphées de la triple alliance. Le prince de Bismarck n'hésita pas un instant : à l'exemple de Mahomet quand la montagne refusa d'aller à lui, il courut à Franzensbad afin de conférer avec son ministre des affaires étrangères accrédité à Pétersbourg. Les renseignements que

1. *Pflege des Dreibundes* : c'est ainsi que l'historiographe de Bismarck, Hahn, intitule le chapitre consacré aux entrevues de Friedrichsruh, Kissingen et Gastein.

M. de Giers lui fournit sur l'état d'esprit d'Alexandre III n'étaient pas rassurants. D'ailleurs, les événements de Sofia du 21 août ne laissaient plus de doute possible et il semblait que Katkof les voyait venir quand il avait écrit son article du 19/31 juillet.

Le prince de Battenberg avait été expulsé de sa capitale par les patriotes et amené prisonnier en Russie; un ordre de M. de Giers le fit remettre en liberté, lui donnant ainsi le moyen de rentrer triomphalement en Bulgarie. L'agent diplomatique russe à Roustchouk, sur les instructions de son chef, conseilla au prince de télégraphier au tsar qu'il se soumettait d'avance à sa magnanime décision. M. de Giers espérait évidemment qu'Alexandre III apposerait sa signature au bas de quelque réponse généreuse accompagnée d'un blâme amical — et le tour aurait été joué. Mais le tsar repoussa toutes les rédactions de réponse à lui soumises par le baron de Jomini (plusieurs douzaines y passèrent, comme leur auteur lui-même me l'apprit depuis) et à la fin, impatienté, il rédigea personnellement la dépêche foudroyante qui, pour le prince ingrat et rebelle, équivalait à une injonction de quitter le pays. Et telle était la force morale de cet ordre que Battenberg s'y soumit sans protester.

Deux voies s'ouvraient alors au prince de Bismarck: relever fièrement le défi lancé par Katkof, profiter de ce que l'influence de la Russie était effectivement détruite en Orient pour engager le prince de Battenberg à rester à Sofia en lui accordant *ouvertement* le précieux appui que depuis longtemps il lui prêtait d'une façon plus ou moins occulte, et attendre tranquillement les événements. Ou bien lâcher soudain son protégé de la veille, prendre ostensiblement parti pour la Russie et donner ainsi, en apparence au moins, un démenti complet à sa politique toute autrichienne en Orient. C'était accepter humblement l'avertissement donné par Katkof, quitte, bien entendu, une fois l'orage passé et la colère du tsar apaisée, à reprendre avec l'aide de M. de Giers l'œuvre si inopinément interrompue de la destruction de l'influence russe dans les Balkans.

C'est à cette dernière alternative que Bismarck s'arrêta après

sa visite à Franzensbad : sans doute M. de Giers lui avait fait espérer qu'il réussirait à apaiser l'orage...

La résolution du chancelier fut dès le lendemain annoncée au monde par les attaques furibondes de ses reptiliens contre le prince de Bulgarie. Le malheureux se vit subitement chargé de tous les péchés d'Israël : ce n'était qu'un brouillon, un ambitieux sans valeur, un ingrat qui, devant tout à la Russie, l'avait indignement trompée ; la verte leçon reçue du tsar n'était que trop méritée et il n'avait qu'à rentrer le plus tôt possible dans l'obscurité.

Dans ses communications diplomatiques le chancelier n'est pas moins catégorique. Sir Ed. Malet mande à son gouvernement dans une dépêche du 28 août que Bismarck lui a déclaré :

> That Germany is not primarly interested in the events passing in Bulgaria, that its efforts will be reserved for the preservation of peace, which does not appear to be in danger at present.

Même déclaration dans une note communiquée au comte de Robilant, ministre des affaires étrangères du royaume d'Italie :

> La Germania sta con molta calma osservando gli avvenimenti che si svolgono nel principato, e che, per il momento, non toccano la sfera dei suoi interessi. (*Dépêche adressée le 26 août par le comte de Robilant à l'ambassadeur d'Italie à Berlin.*)

Cette subite volte-face, ce lâche abandon d'un instrument docile qui pendant des années n'avait fait qu'exécuter les mesures que le chancelier lui dictait, cette reculade devant un simple froncement de sourcils du tsar, devant un dur rappel à la pudeur par Katkof, stupéfia et indigna toute l'opinion publique en Allemagne. La presse indépendante tout entière, depuis la *Freisinnige Zeitung* jusqu'à la *Germania*, fut unanime dans ses violentes récriminations contre l'ignominie d'une pareille politique. Une polémique d'une violence inouïe s'engagea entre les journaux officieux et les feuilles opposantes de toutes nuances. Nous montrerons plus loin les graves dessous de cette guerre de plumes. Contentons-nous pour le moment de

reproduire quelques extraits qui en feront apprécier suffisamment l'ardeur et les tendances.

Si la soumission à la volonté du tsar signifie la paix, écrivait le 25 août M. Richter dans la *Freisinnige Zeitung*, il y a une limite où cette soumission doit s'arrêter, et nous en approchons.

Le 28 août on lisait dans le même journal :

Si on recule devant la Russie parce que dans ce moment on ne peut ou on ne veut pas faire la guerre, que les officieux l'avouent franchement. Ou, du moins, qu'ils se taisent, qu'ils ne troublent pas le lecteur et ne le fassent pas douter de tout ce qui lui est cher.

La *Volkzeitung* du même jour tient un langage plus net encore :

Accepter du despotisme du tsar les plus brutales violations du droit, les accepter tranquillement parce qu'ils n'ont pas le courage de déclarer la guerre à la Russie, — cela, les diplomates de l'ancienne Confédération Germanique le pouvaient aussi. Si le rôle de l'Allemagne dans la politique universelle devait se borner à cette soumission, alors le peuple allemand aurait pu s'épargner les torrents de sueur et de sang versés pour créer l'empire allemand.

La *Germania* du 1er septembre écrit :

Nous sommes persuadés que le grand moment est arrivé pour l'alliance austro-allemande de barrer définitivement aux Russes la route de Constantinople.

Et deux jours avant, le 29 août :

L'idée se fait jour de plus en plus dans la presse, que la paix ne peut être conservée qu'à l'aide de pourboires toujours croissants payés à la Russie... L'Europe s'est concentrée en arrière sur la simple menace de la Russie d'user de la violence... L'Europe (*lisez l'Allemagne*) s'incline devant le fait accompli, la suprématie de la Moscovie. Si la menace d'une guerre suffit pour que l'Allemagne s'asservisse à la volonté de la Russie, ne vaudrait-il pas mieux renoncer à tout jamais à la résistance désormais impossible contre le panslavisme?

Ces quelques citations d'organes représentant des groupes considérables du Reichstag[1] indiquent le diapason qu'atteigni-

1. Pendant la campagne du septennat, ces partis se sont même trouvés former la majorité.

rent en Allemagne les passions politiques *à la première parole indépendante prononcée par le gouvernement russe depuis six ans!* Ces menaces de guerre qui, comme nous le prouverons plus loin, émanaient *d'une très haute inspiration*, étaient la réponse de l'Allemagne à la première protestation de la Russie contre l'élimination de son influence dans les Balkans. Rappelons que cette Allemagne était l'amie de la Russie, avec qui elle avait signé le traité de Skiernevice destiné à donner satisfaction aux légitimes prétentions de notre empire dans la presqu'île balkanique, et à lui offrir la revanche des iniquités commises au Congrès de Berlin!! Toute la morale des relations entre les deux pays se trouve dans ce seul fait.

Les articles cités présentent encore cet intérêt qu'ils soulignent de la façon la plus crue l'incontestable échec du prince de Bismarck forcé de reculer devant un *leader* de Katkof et le télégramme du tsar confirmant l'accord entre le souverain et son conseiller.

Les faits parlaient trop haut pour que je pusse douter plus longtemps des chances de notre campagne en faveur d'une entente franco-russe. Je poussai donc ma pointe plus avant et dans ma lettre du 15 août je mis hardiment les points sur les *i*. Je pouvais le faire sans scrupule, sachant que Katkof ne se gênerait pas pour modifier ou rayer telle partie de l'article qui lui paraîtrait risquée ou prématurée. Une collaboration de longues années m'avait fait pénétrer si profondément dans l'esprit du grand publiciste, qu'à défaut de communications écrites[1] ou orales, je devinais sa pensée dirigeante à travers quelque allusion glissée dans un *leader* ou même simplement d'après les extraits de la presse étrangère insérés dans la *Gazette de Moscou*. Au besoin Katkof n'hésitait pas non plus à intercaler dans mes correspondances quelques mots de son cru pour dé-

1. La correspondance avec Katkof était excessivement difficile. Obligé par son écriture illisible de dicter ses lettres à son secrétaire, il n'aimait pas à y développer entièrement ses vues. Il y avait aussi le danger du « cabinet noir » dans les divers pays qu'une lettre de Moscou traversait pour arriver à Paris. On verra plus loin que ce danger était des plus réels et me força plusieurs fois à faire porter mes lettres à Moscou par un courrier spécial.

velopper ou accentuer davantage une idée exprimée par moi. Sous la forme qu'elles revêtaient dans le journal, mes lettres exprimaient donc entièrement les vues que le directeur désirait faire prévaloir en haut lieu. C'est uniquement pour cette raison que j'en reproduis ici des extraits qui indiquent clairement les étapes suivies par notre campagne en faveur de la nouvelle orientation politique de la Russie. En réalité, après le solo que j'avais exécuté jusqu'au 31 juillet, c'était un duo qui commençait, dans lequel les *leaders* de Katkof donnaient les *Leitmotive*, indiquant l'état d'esprit en Russie, et moi je répondais par des variations sur la situation de la France et de l'Europe.

15 août.

Sous prétexte de manœuvres l'Allemagne rassemble 70 à 80 000 soldats en Alsace-Lorraine, c'est-à-dire sur la frontière de la France. Par une coïncidence étrange, l'Italie organise aussi cette année de grandes manœuvres sur sa frontière du nord-ouest. En même temps sur différents points du territoire français on a saisi des pigeons voyageurs portant à leurs ailes le chiffre de l'empire allemand, preuve évidente que l'Allemagne a des postes de pigeons dans plusieurs villes de France. On assure que l'enquête entreprise par le ministère de la guerre à l'occasion de cette découverte a donné des résultats très significatifs; le gouvernement a décidé d'exercer désormais une rigoureuse surveillance sur les pigeons voyageurs, même venant de Belgique et de Hollande; bien plus il a interdit aux colombophiles de l'étranger d'avoir en France des postes de pigeons.

Les choses ne se bornent pas à des querelles militaires. De Berlin arrivent ici des plaintes continuelles au sujet du concours assidu que le bassin houiller du nord de la France prêterait à l'agitation socialiste en Belgique. Le chancelier d'Allemagne oublie complètement que pendant les troubles de Charleroi et de Liège on a arrêté bon nombre d'anarchistes allemands et pas un français. Ces incessantes taquineries sont devenues si insupportables que le baron de Courcelles veut absolument se démettre de ses fonctions.

... Le fait que notre ministre des affaires étrangères s'est abstenu d'aller à Gastein et les commentaires auxquels cette manière d'agir a donné lieu dans l'article de fond de la *Gazette de Moscou* du 19 juillet (reproduit *in-extenso* dans la *Nouvelle Revue* d'aujourd'hui) attestent suffisamment que la Russie a enfin repris sa liberté d'action et que, désormais déliée de tout engagement unilatéral, elle est prête à poursuivre sa politique en ne s'inspirant que de ses intérêts.

En France on ne peut que s'en réjouir. Personne n'est dupe ici de la bruyante satisfaction que manifeste la presse officieuse allemande devant

ce qu'elle appelle l'isolement complet de la Russie. Ces cris de triomphe dissimulent mal la désillusion et le dépit. La Russie est-elle isolée parce qu'elle n'a pas adhéré à l'entente austro-allemande?...

Les intérêts de la Russie et ceux de la France ne se contrarient décidément nulle part; sur beaucoup de points même ils se rencontrent. Nous laisserons de côté l'Europe. Mais dans l'extrême Orient, par exemple, dans tous les litiges avec la Chine, est-ce que les intérêts russes et français ne sont pas parallèles?

. . . .

Le public ne peut se représenter un rapprochement franco-russe autrement que sous la forme d'une ligue offensive contre l'Allemagne et l'Autriche. La diplomatie, bien entendu, ne partage pas une manière de voir si naïve.

Deux grandes puissances peuvent agir de concert dans certaines questions, sans aliéner leur liberté d'action pour tout le reste.

Le conflit franco-allemand est peut-être encore bien éloigné, et la seule possibilité de cette future collision ne doit pas empêcher la Russie de se rapprocher de la France, cela d'autant plus que Dieu sait combien de temps encore l'Autriche se laissera exploiter par l'Allemagne, compromettra son existence et renoncera à tout rôle indépendant en Europe, à seule fin d'ouvrir à l'industrie allemande des marchés en Orient. L'allié le plus naturel pour l'Autriche, c'est la France; on ne peut pas l'oublier longtemps à Vienne. Si nous avons un jour commis la faute de séparer ces deux alliés naturels, force nous est à présent de le regretter. Peut-être l'entente entre la Russie et la France suffira-t-elle pour assagir l'Autriche et, en la rassurant sur les prétendues embûches russes, amener un tout autre groupement des puissances européennes...

C.

Nos opérations se précisant, force m'était de posséder à Paris un organe de publicité qui pût soutenir en France la campagne que la *Gazette de Moscou* menait en Russie. Le 15 août, après avoir expédié la lettre qu'on a lue plus haut, je partis pour Gif afin de conférer sur cette question avec Mme Adam. A peine mise au courant de la situation, la vaillante femme m'offrit spontanément de me céder dans des conditions assez modérées la direction de la *Nouvelle Revue* pour tout le temps que je le jugerais nécessaire. J'acceptai volontiers cette offre. Une revue avait sur un journal quotidien cet avantage qu'elle me permettait d'influencer la presse française sans éveiller des susceptibilités et sans soulever des questions de boutique. D'ailleurs, j'étais obligé de mener la campagne en France à

mes propres frais, et mes modestes ressources m'interdisaient le luxe d'un organe quotidien.

7 septembre.

La féerique tragi-comédie en cinq actes avec d'innombrables changements de décors, jouée en Bulgarie, intéresse les cercles politiques français beaucoup plus vivement qu'ils ne veulent le laisser voir. L'indifférence est pure feinte, car les gens les moins initiés aux arcanes de la politique européenne comprennent que la Bulgarie ne joue qu'un rôle secondaire, que le sort de Battenberg n'intéresse que lui-même et quelques officiers de sa cour, qu'en réalité on a vu se produire ces jours derniers, sinon dans le groupement définitif des puissances, du moins dans leurs relations réciproques une révolution appelée à avoir une grande importance historique. Le centre de gravité de la politique européenne a été tout d'un coup transféré vers le nord-est. La direction de la politique universelle est passée dans de nouvelles mains; ceux qui auparavant passaient pour être les arbitres incontestables des destinées de l'Europe ont été relégués au second plan, trop heureux de pouvoir encore occuper comme satellites une place dans le système où naguère ils étaient le soleil. Cette révolution s'est opérée pacifiquement, sans effusion de sang, sans coups de canon et sans qu'y prît part l'aréopage des diplomates européens. Elle s'est accomplie d'elle-même, par ce seul fait qu'en présence des conflits qui menacent le monde, les hommes d'État de l'Europe ont senti la nécessité de rentrer en eux-mêmes, d'examiner leurs forces, d'y comparer celles de leurs adversaires et d'en finir avec la fausseté introduite dans les relations diplomatiques, tant par l'audacieuse effronterie des uns que par l'effacement injustifié des autres. Cela a suffi pour qu'une vérité qui crevait les yeux à tout le monde, sauf aux diplomates volontairement aveugles, devînt soudain tellement évidente que, si elle a causé quelque étonnement, ç'a été celui de ne l'avoir pas aperçue plus tôt. Cette vérité, c'est que depuis la guerre franco-allemande de 1870, la Russie est la puissance prédominante en Europe; que la paix et la guerre dépendent de sa décision et que le traité de Francfort ne conservera sa valeur qu'aussi longtemps qu'il plaira à la Russie; de même que ce traité a été rendu possible uniquement parce que la Russie, par sa neutralité bienveillante en 1870-1871, a donné à l'Allemagne carte blanche pour régler ses vieux comptes avec la France. Si, au lendemain de la guerre, quelques doutes pouvaient encore subsister à cet égard, ils se sont dissipés lorsque l'univers stupéfait a vu avec quelle extraordinaire énergie la France s'est relevée de ses désastres et a repris sa place au premier rang des puissances militaires et maritimes.

Cette simple vérité était depuis longtemps claire pour tout le monde et plus encore peut-être pour le prince de Bismarck que pour personne, mais il espérait, et non sans raison, pouvoir la masquer aux intéressés, grâce uniquement à des finesses diplomatiques, grâce au jeu continuel qu'il jouait tantôt avec une puissance, tantôt avec une autre; aujourd'hui renouvelant l'alliance des trois empires et demain coquetant avec le marquis de

Salisbury, leurrant Ferry d'un accord possible avec la France et conseillant sous main à lord Rosebery de proclamer le protectorat de l'Angleterre sur l'Égypte, encourageant la France à envoyer ses meilleures troupes au Tonkin et en même temps fournissant à la Chine des instructeurs pour son armée et des vaisseaux cuirassés pour sa flotte, organisant aujourd'hui l'entrevue des trois empereurs et le lendemain excitant Battenberg à se déclarer ouvertement contre la Russie.

Cette politique ne pouvait durer toujours. Un seul coup de foudre devait suffire pour dissiper les nuages qui obscurcissaient l'horizon. L'article de fond paru dans la *Gazette de Moscou* du 19 juillet a été ce coup de foudre.

Le voyage du prince de Bismarck à Franzensbad, la soumission de Battenberg à l'empereur de Russie, son abdication, — tout cela devait nécessairement arriver du moment que la Russie se montrait consciente de sa force. Elle n'a eu qu'à dire : « Je ne veux plus être trompée » pour mettre fin sur-le-champ à l'indigne comédie qui durait depuis tant d'années.

Ici tout cela est compris non seulement par les hommes politiques, mais même par les simples mortels. Si quelqu'un doutait encore, il n'a qu'à voir avec quel singulier acharnement deux journaux officieux, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* et la *Gazette de Cologne* soutiennent chaque jour que l'Allemagne doit conserver à tout prix l'amitié de la Russie pour éviter une alliance franco-russe; il se convaincra que le vent a changé et que désormais la politique internationale a pris une autre direction. Ces officieux en viennent même à divaguer. Chaque jour ils traînent dans la boue les feuilles catholiques et libérales parce qu'elles s'échauffent moins à l'idée que l'Allemagne ne joue plus le premier rôle en Europe, et ils oublient complètement que la France et la Russie existaient déjà avant l'entrevue de Franzensbad et qu'il y a quelques semaines seulement ces mêmes officieux, la *Gazette de Cologne* en tête, ne savaient quelles calomnies inventer contre la Russie, et quels sarcasmes décocher à la France.

Les hymnes que les officieux chantent en l'honneur de l'amitié entre l'Allemagne et la Russie ne trompent personne ici. Les cercles dirigeants à Paris sont enchantés du triomphe de la Russie et de l'aveu de Bismarck que l'alliance franco-russe constituerait un immense danger pour l'Allemagne. Craindre que nous ne nous laissions de nouveau circonvenir par le chancelier serait faire outrage au bon sens de nos diplomates.

Nous savons maintenant ce que nous a coûté l'hégémonie allemande. Le chancelier a avoué lui-même que, s'il a admis notre droit d'intervenir en Bulgarie, ce n'est nullement par respect de ce droit, mais par crainte de notre entente avec l'ennemi héréditaire de l'Allemagne. *C'est donc à la France que nous devons notre triomphe dans les Balkans.* Afin que ce triomphe ne soit pas passager, nous n'avons qu'à cultiver les bonnes relations avec la France. Plus nos liens avec cette puissance seront solides, plus l'amitié de Bismarck pour nous sera sincère...

L'amitié de la France nous sera utile non seulement comme frein contre les empiètements de l'Allemagne, nous en profiterons peut-être encore plus dans nos rapports avec l'Angleterre.

Nous avons déjà signalé plusieurs fois l'importance considérable que la

France, comme grande puissance maritime, peut avoir pour nous en cas de conflit avec l'Angleterre. C'est plus que de la froideur, c'est une malveillance non dissimulée qui règne dans les relations entre les deux États occidentaux. Il y a quelques jours, la *République Française*, dans un article très étudié, démontrait que le véritable ennemi de la France est l'Angleterre, et que le meilleur allié pour la France, dans un conflit avec l'Angleterre, c'est la Russie. Dans tout l'Orient, en Chine et sur la frontière de l'Inde, en Égypte et dans l'Océan Pacifique, la Russie et la France rencontrent un seul et même ennemi. La France se souvient qu'elle a été jadis la première puissance maritime du monde, que le vieil axiome romain : « Qui est maître de la mer est maître de la terre » a été longtemps le principe de la politique extérieure française ; que, si l'Angleterre lui a ravi cette suprématie, ce n'est point par le fait d'une réelle supériorité sur mer, mais seulement à la faveur des troubles civils, que l'or des hommes d'État britanniques a suscités dans son sein, et plus encore grâce aux coalitions européennes soudoyées par ce même or. Les Français sont loin d'avoir oublié comment le Canada, l'Inde et d'autres riches colonies leur ont été enlevés, et maintenant que toutes les puissances de l'Occident aspirent à des acquisitions coloniales, cette histoire provoque une irritation et une soif de vengeance beaucoup plus vives qu'au moment même de la lutte...

..... Répétons-le, contre l'Angleterre aussi la France est notre alliée naturelle ou, pour mieux dire, notre meilleure amie. Sans alliance formelle nos intérêts se rencontrent à chaque pas. Cela est si vrai que les radicaux eux-mêmes, de tout temps mal disposés pour nous, ont maintenant changé de ton et que dernièrement l'organe de M. Clémenceau, *la Justice*, a exprimé cette même idée dans les termes dont nous venons de nous servir...

C.

Katkof m'invita à me rendre à Pétersbourg pour m'y rencontrer avec lui, me prévenant qu'il s'agissait de travailler à la reprise des relations diplomatiques normales entre la Russie et la France. Mais les agissements du prince de Bismarck à Paris me portèrent à différer mon voyage : loin d'accepter sans arrière-pensée la nouvelle situation politique, le chancelier allemand s'efforçait de contrecarrer l'évolution qui se dessinait. Ayant eu vent de ces intrigues, je crus devoir, avant de partir pour Pétersbourg, m'assurer que le gouvernement français désirait sincèrement rétablir le plus tôt possible les rapports diplomatiques normaux avec la Russie. Dans ma lettre du 28 septembre je signalai les nouvelles manœuvres de Bismarck, qui semblait déjà regretter d'avoir pris une attitude favorable à la Russie, dans la stupeur où l'avaient tout d'abord plongé le refus de

M. de Giers de se rendre à Kissingen et le télégramme du tsar au prince de Battenberg.

28 septembre.

La Russie a remporté une grande victoire ; c'est un fait incontestable devant lequel ses plus violents ennemis sont forcés de s'incliner et dont ils ne peuvent méconnaître la haute importance historique. Mais une victoire, — quelque flatteuse qu'elle soit pour l'amour-propre national, de quelque utilité qu'elle soit pour fortifier la conscience d'un peuple et sa fierté patriotique, — ne signifie pas grand'chose par elle-même, si on n'en profite pas, si on n'en tire pas immédiatement tout le fruit qu'elle peut produire pour les intérêts permanents et historiques du pays ; si le vainqueur n'épuise pas tous les avantages qu'elle est susceptible de procurer. Comme on sait, il est plus facile de vaincre que de bien user de la victoire, de même que, dans la vie privée, il est plus aisé de s'enrichir par un coup de chance que de conserver la fortune ainsi acquise.

Pour que la victoire soit féconde, pour que le vainqueur dans l'ivresse du succès ne dédaigne pas tous les avantages obtenus et ne laisse pas à l'adversaire déconfit le temps de se reconnaître, de reprendre ses esprits et de détruire par un travail lent et graduel les résultats acquis, il est nécessaire que le vainqueur ne perde pas de vue un seul instant les conditions dans lesquelles la victoire a été remportée; mais, au contraire, mette tous ses soins à les maintenir invariables le plus longtemps possible.

Dans le cas donné, ce qui facilite considérablement à la Russie l'accomplissement de cette tâche, c'est que le doute ne peut subsister une minute sur les circonstances favorables auxquelles elle doit son triomphe. Dans le trouble du premier moment les organes officieux du chancelier germanique ont jeté à tous les vents, que seule la crainte d'un rapprochement entre la France et la Russie avait déterminé le prince de Bismarck à donner à cette dernière carte blanche en Bulgarie. Cela posé, il semblerait que la politique à laquelle nous devons nous tenir désormais pour recueillir les fruits de notre victoire fût tout indiquée : rester en dehors de la triple alliance, conserver avec la France des relations assez bonnes pour pouvoir les transformer en alliance, au cas où un nouveau revirement se produirait à Berlin, mais ne point faire de la conclusion d'un pareil traité le but immédiat de la politique russe. Pour le moment, la seule menace de cette alliance nous rend infiniment plus de services que ne le ferait l'alliance elle-même.

En réalité pourtant, le problème de notre politique est loin d'être aussi simple. Avant tout, on commettrait une faute capitale en se berçant de l'espoir que l'Allemagne et l'Angleterre ont accepté le nouvel état de choses aussi franchement qu'il le semblait d'abord. Ce serait une impardonnable légèreté de s'imaginer que le prince de Bismarck, ayant une fois compris où se trouve le tendon d'Achille de sa politique, n'usera pas de toute son énergie, ne mettra pas en jeu toutes les ressources de son esprit retors et délié pour se défaire d'un point si vulnérable...



Après avoir ensuite attiré l'attention sur une campagne étrange entamée par M. de Bismarck dans sa presse dévouée, et signalé surtout deux articles de la *National Zeitung* et de la *Gazette de Cologne* destinés à préparer l'opinion publique à quelque nouvelle évolution de sa politique, nous continuons :

Que signifie tout cela ? Il est évident que ces manœuvres de presse n'ont pour but que d'égarer l'opinion sur une fausse piste. Bismarck, en proposant une nouvelle orientation politique, ne veut pas qu'on puisse lire dans son jeu... Comme toujours, dans un pareil cas, son attention se dirige avant tout vers la France, et nous savons qu'il cherche actuellement à tâter à Paris le terrain pour un accord éventuel. Ce terrain est tout indiqué, c'est faire miroiter devant les yeux de la France la possibilité d'obtenir une prochaine évacuation de l'Égypte. Que le chancelier réussisse à décider l'Angleterre en faveur d'une pareille politique et un accord avec les deux puissances occidentales pour une action parallèle en Orient serait tout trouvé. Mais dès les premières allusions faites à Londres dans le sens indiqué, le chancelier a pu se convaincre qu'aucune compensation ne déciderait l'Angleterre à évacuer l'Égypte. Le marquis de Salisbury est inébranlable dans cette résolution. L'article du *Standard*, qui a causé une si grande sensation à Berlin et à Vienne, n'était qu'une réponse indirecte à la question indirecte posée dans cette première ville. Le *Standard* déclare catégoriquement que l'Angleterre céderait, le cas échéant, à la Russie la Bulgarie et même Constantinople pour conserver l'Égypte. Plutôt une entente avec la Russie que la perte de l'Égypte, — telle est la conclusion de l'organe de Salisbury.

Par l'article de la *Gazette Nationale*, le prince de Bismarck s'empresse de rassurer l'Angleterre au sujet de l'Égypte, mais en même temps il offre à la France Tripoli. Si M. de Freycinet donne dans ce piège, l'Allemagne y aura encore gagné d'avoir jeté une nouvelle pomme de discorde entre l'Italie et la France.

En même temps qu'à Berlin on se sent pris tout à coup d'une tendresse particulière pour la France, à Londres toute la presse fulmine chaque jour contre l'ancienne alliée de l'Angleterre. Et, chose plus caractéristique, c'est encore Berlin qui inspire la plupart de ces attaques contre la France. Tel est le cas, nous en répondons, pour les articles du *Times*.

Ainsi, tandis qu'ouvertement Bismarck coquette avec son ennemie traditionnelle, l'invitant par les promesses les plus séduisantes à marcher d'accord avec lui, indirectement il la menace de toutes sortes de malheurs si elle repousse ses avances. Ou tu accepteras un pain d'épice, ou tu recevras un coup de poing : voilà ce que le chancelier allemand dit à la France ; seulement le pain d'épice, c'est lui-même qui le tient à la main, et il menace du coup de poing par la main de l'Angleterre.

En conséquence, il faut avant tout que nous rétablissions nos relations diplomatiques avec la France. Nous avons déjà dit que la menace d'une alliance franco-russe nous est beaucoup plus utile en ce moment que l'al-

liance même. Mais pour que le prince de Bismarck prenne cette menace au sérieux, il faut qu'il sache que nous avons à Paris un ambassadeur non hostile à la France, ou, du moins, ne se trouvant pas en mauvais termes avec les *leaders* de la politique française, un ambassadeur sympathique à la France et sympathisant avec elle. Mais en voilà assez sur ce sujet délicat. *Sapienti sat.*

Une fois que les relations diplomatiques auront été renouées, il deviendra beaucoup plus facile aux représentants de la Russie et de la France de concerter une action commune en Orient. Sur un grand nombre de points l'entente est possible. L'influence de la France est toute-puissante à Athènes; elle est actuellement très forte à Constantinople. M. de Freycinet serait très heureux de pouvoir à la fois prendre sa revanche dans les affaires de la Grèce et causer des embarras aux Anglais en Égypte. Dans cet ordre d'idées les intérêts de la Russie se rencontrent avec ceux de la France, de la Porte et de la Grèce, sans, d'ailleurs, effleurer aucunement les intérêts directs de l'Allemagne. Notre diplomatie a là un champ large et fécond. Le moment est pour la Russie plus propice que jamais. Il serait impardonnable que, pour une raison quelconque, nous négligions un seul de nos moyens de succès. Je le répète, les bonnes relations avec la France constituent maintenant notre meilleure chance. Ne laissons donc pas le prince de Bismarck nous l'enlever.

C.

Après m'être convaincu que le ministère français était resté sourd aux avances cousues de fil blanc venues de Berlin, — le changement d'attitude du gouvernement allemand vis-à-vis de l'ambassadeur français, depuis l'avènement du cabinet Salisbury, parlait, d'ailleurs, assez haut pour dissiper les illusions les plus tenaces, — je me rendis à Saint-Pétersbourg où Katkof m'attendait depuis quelques jours. J'avais emporté de Paris l'assurance que de son côté le gouvernement français était tout disposé à répondre par un heureux choix au désir du tsar. J'avais, en effet, mis en avant pour le poste d'ambassadeur à Saint-Pétersbourg une candidature qui, dans la circonstance, offrait d'immenses avantages, — c'était celle du général Gaillard, alors commandant d'une brigade à Pau. Ancien attaché militaire à Saint-Pétersbourg, le général Gaillard avait réussi à se concilier les sympathies de tous, à la Cour comme dans les cercles militaires et dans la haute société. Ayant suivi le grand-duc Nicolas pendant la guerre russo-turque, il avait su, par ses conseils et son expérience, rendre d'éminents services au commandant en

chef. Dans un moment critique, après l'échec de la première attaque contre Plewna, l'attaché militaire français fut envoyé en mission confidentielle auprès du roi de Roumanie, et ce fut uniquement grâce à ses démarches que les Russes obtinrent le concours de l'armée roumaine. Qu'on se rappelle quel danger couraient les troupes russes lancées en avant avec une audace rendue périlleuse, tant par leur faiblesse numérique que par la résistance inattendue de l'ennemi, et de quel secours leur fut l'arrivée du contingent roumain, et l'on comprendra combien l'heureuse intervention du colonel Gaillard dut lui attirer de reconnaissance.

Son rappel à Paris après sa promotion au grade de général provoqua d'unanimes regrets, dont il reçut, dans les sphères les plus hautes, des témoignages très éclatants. Dans l'audience de congé qu'elle lui accorda, l'impératrice douairière, alors grande-duchesse héritière, daigna lui exprimer ses regrets « de perdre un ami qu'elle avait en haute estime ». Pendant le séjour des grands-ducs russes à Paris, dans l'hiver de 1880-1881, j'acquis la conviction que l'absence n'avait pas affaibli les excellents souvenirs laissés par le général Gaillard sur les bords de la Néva.

Son grand tact, la sûreté et l'agrément de son commerce, sa vive intelligence et son affection pour la Russie, qu'il connaissait sur le bout du doigt, auraient fait de lui, dans les circonstances politiques nouvelles, un ambassadeur idéal. En outre, son mariage avec une femme d'un esprit tout à fait supérieur et d'une rare distinction assurait à la France une ambassadrice d'une très grande valeur. Or, à Saint-Pétersbourg plus que dans toute autre capitale peut-être, le choix de l'ambassadrice est souvent d'une importance plus considérable que celui de l'ambassadeur.

J'avais donc cru pouvoir, en toute sécurité, recommander au gouvernement français le général Gaillard, certain d'avance qu'il serait *persona gratissima* à la Cour. Je dois ajouter que j'étais le seul promoteur de sa candidature : personne en Russie, et pas même l'intéressé, n'avaient été mis au courant de mes

démarches. Je tenais absolument, en cas d'échec, à en assumer seul la responsabilité.

On opposait, à Paris, deux objections à cette candidature. L'une était de pure forme et facile à lever : Gaillard, disait-on, n'était que général de brigade. Sans doute, mais depuis longtemps il avait acquis tous les droits à un grade supérieur, et en le nommant divisionnaire on n'aurait fait qu'un acte de justice. L'autre objection était d'une nature plus délicate : après la Commune le général Gaillard fut inspecteur général des prisons militaires, et, quoiqu'il eût fait preuve d'une grande humanité dans ces tristes circonstances et rendu de nombreux services aux prisonniers fédérés, il avait été l'objet d'attaques très violentes dans la presse radicale, lorsque l'amnistie de 1879 avait ouvert les portes de la France aux vaincus de l'insurrection de 1871.

On n'avait certainement pas oublié cette campagne au quai d'Orsay, et on estimait devoir en tenir compte, par égard pour les radicaux qui avaient déjà attaqué la nomination du général Appert à l'ambassade de Saint-Pétersbourg, pour des motifs analogues.

Cependant j'étais parti pour la Russie, me croyant fondé à espérer que, vu l'importance extraordinaire de la reprise des relations diplomatiques régulières à un moment aussi critique pour l'Europe, on passerait outre, et que la crainte de réveiller de pénibles souvenirs chez quelques communards impénitents ne mettrait pas obstacle à la réalisation du rêve de tous les patriotes français depuis la guerre de 1870 : voir enfin la France sortir de son isolement.

Quelques jours après mon arrivée à Saint-Pétersbourg, j'écrivis, entre autres choses, à Mme Adam, à la date du 21 octobre[1] :

..... Je vous ai annoncé par dépêche la *grande nouvelle* et j'espère que vous l'avez communiquée à M. de Freycinet. L'acceptation d'un ambassadeur est décidée en principe : *on* veut seulement mener la chose doucement afin de ne pas *offusquer Berlin* (!). Enfin... Comme j'avais appris que M. de

1. Mme Adam a bien voulu m'autoriser à publier ces quelques extraits de notre correspondance, qui sont, dans l'espèce, autant de pièces probantes.

Fr. était menacé d'une interpellation à propos de l'ambassade de Saint-Pétersbourg, j'ai tenu à vous informer par dépêche que tout était bien fini. Mais, entre nous, on n'a encore rien écrit ici à propos de Gaillard. Au moins, on a été vivement surpris et la première réponse a été : « Mais, sans doute, avec enthousiasme! » J'ai prévenu que je télégraphierais *indirectement* la nouvelle à M. de Freycinet. Pour des raisons dont je vous entretiendrai de *vive voix*, une autre personne encore serait très bien accueillie *en très haut lieu*. C'est l'amiral Jauréguiberry. J'en ai naturellement fait le plus grand éloge. Mais les personnes qui désirent que le nouvel ambassadeur soit « *persona gratissima* » *partout* et surtout dans les hautes sphères, se méfient un peu de son caractère brusque et craignent un four pareil à celui de Jaurès, tandis que G... sera le *favori absolu partout*. J'ai cru de mon devoir de prévenir immédiatement le comte d'Ormesson, et, comme je savais que Giers devait le même jour lui communiquer la bonne nouvelle, j'ai mis mon amour-propre à l'avertir le premier[1]. J'ai réussi. Mais ne le connaissant pas et l'ayant surpris au moment où il se préparait à sortir, j'ai dû lui communiquer tout en quelques mots. Il a sans doute été bien surpris de cette irruption... J'aurais encore mille choses du plus haut intérêt à vous dire, mais vous comprenez que par lettre c'est bien difficile...

A la date du 23 octobre :

Hier soir, je vous ai envoyé un second télégramme; j'espère que vous en avez compris le sens. Je regrette vivement de n'avoir pas arrêté un chiffre pour les dépêches. Enfin, voici de quoi il s'agit. (Les détails importants je les laisse pour notre rencontre.) Hier on a décidé de laisser à la France le *choix libre* de l'ambassadeur, c'est-à-dire de s'abstenir de toute indication ou allusion ; les paroles seront très gracieuses... *D'un certain côté* on insinuera probablement qu'on peut choisir même un *civil*. Méfiez-vous de cette dernière *concession* (*!*); *c'est un piège que la partie adverse qui craint surtout d'offusquer Berlin vous tend*. Vous comprenez, n'est-ce pas? Je vous confirme encore une fois : premier candidat, le général Gaillard; deuxième, l'amiral Jauréguiberry; troisième, le général Billot. J'ai dit beaucoup de bien de ce dernier. *Mais surtout pas de civil*.

Voici qui est encore plus important : en même temps des instructions ont été envoyées à nos agents en Égypte et ailleurs en Orient, leur enjoignant d'agir partout de concert avec les agents français... Avez-vous reçu et lu mon article traduit par X.[2]? C'est dans ce sens que nous avons travaillé ici et avec succès...

... La France doit une fière chandelle à Katkof. Il s'est donné un mal énorme; à plus tard les détails. Hier à dîner (je dîne tous les jours avec lui), nous avons bu au succès. Il vous envoie ses meilleurs compliments. Il

1. M. le comte d'Ormesson parut très heureux de ce que je lui dis au sujet du général Gaillard et me rappela, qu'ancien préfet des Basses-Pyrénées, il avait eu l'occasion d'apprécier les hautes qualités du général.

2. Il s'agit de ma correspondance du 28 septembre publiée plus haut.

me tarde de rentrer. Mais, en attendant, communiquez tout cela à M. de Fr. et n'oubliez pas d'insister sur l'*avertissement*. Vous pouvez lui lire ma lettre. Comme il y a beaucoup de choses entre les lignes, il saisira mieux... Recevez-vous mes lettres et mes télégrammes? Je suis sans nouvelles de vous. Pour des raisons que je vous dirai de vive voix, j'ai cru inutile d'informer le comte d'O... de ces nouvelles phases.

A la date du 24 octobre j'exprimais mes inquiétudes de ne pas recevoir de réponse à mes quatre lettres[1] et je continuais :

..... Ici, on est très hésitant et on ne sait trop que faire. Une détente est visible pour le moment. On verra ce que donnera le renouvellement des relations avec la France. A ce propos, je dois vous dire que le renversement de M. de Fr. produirait ici un effet désastreux. Il est très estimé ici et on se méfie d'un retour de M. Ferry.

Lettre sans date (écrite quelques jours après) :

Ma chère amie, hier le *Figaro* m'a appris votre voyage à Bordeaux[2], et moi qui vous bombardais de télégrammes et de lettres ! Hier soir, j'ai su le choix regrettable qu'on a fait pour le poste d'ambassadeur. La crainte que j'exprimais dans ma dernière lettre s'est réalisée : on a choisi un civil et, par-dessus le marché, un qui manque un peu de prestige ! Nos amis sont consternés de ce choix... Décidément, il n'y a qu'à Berlin qu'on sache ce qu'on veut et qu'on sache l'obtenir. Si Berlin avait eu à nommer ici un ambassadeur de France, il n'aurait pas fait un autre choix. Je suis désolé et regrette presque tout le mal que je me suis donné...

. . . .

P. S. — Katkof est parti hier soir; il était, lui aussi, navré du choix. J'étais si furieux que j'avais envie d'envoyer à Paris à ce propos quelques violentes correspondances contre M. de Fr. Je ne l'ai pas fait parce que c'est votre ami... Mais il l'aurait bien mérité...

Ces lettres familières, écrites à la hâte sous le coup des émotions du moment, donnent des événements un tableau plus exact que tout ce que je raconterais aujourd'hui d'après mes souvenirs[3]. J'aurai peu de chose à y ajouter. Mais avant tout je tiens à constater que le désappointement causé par le choix de M. de Laboulaye n'avait rien de désobligeant pour la personne du

1. Deux ont été évidemment interceptées.
2. Pour le mariage de Loti.
3. Ce n'est que depuis le mois de janvier 1887 que j'ai pris l'habitude de noter au jour le jour les incidents intéressants.

nouvel ambassadeur. M. de Laboulaye, pendant qu'il remplissait les fonctions de secrétaire d'ambassade à Saint-Pétersbourg, s'y était avantageusement fait connaître. Néanmoins, sa nomination en 1886 fut une *faute grave dont n'ont pas cessé de se ressentir depuis lors les rapports entre la France et la Russie.*

Pour de nombreuses raisons faciles à saisir, les négociations destinées à établir les bases des relations nouvelles entre les deux pays ne pouvaient avoir lieu qu'à Saint-Pétersbourg même. Mais nous avons suffisamment caractérisé les tendances germanophiles de M. de Giers pour ne pas laisser de doute que ces pourparlers ne pouvaient ni être conduits avec la sincérité voulue, ni aboutir à un résultat favorable, s'ils se réduisaient aux seuls entretiens officiels de l'ambassadeur français avec le chef de notre diplomatie.

Or, un diplomate civil est très rarement à même d'approcher le tsar; d'ordinaire il ne le voit que dans des cérémonies d'apparat qui excluent toute possibilité d'entretien confidentiel. Au contraire, un ambassadeur militaire a mille occasions de causer avec l'empereur, soit dans les revues et les fêtes militaires, soit dans les chasses impériales, etc. Un homme comme le général Gaillard, admis depuis longtemps dans l'intimité du souverain, ou, comme l'amiral Jauréguiberry, entouré du prestige d'un brillant passé militaire, aurait pu aboutir à des résultats considérables en passant par-dessus la tête du ministre des affaires étrangères.

En outre, un ambassadeur militaire peut exercer une influence très heureuse par les grands chefs de l'armée russe qui, presque tous, sont animés d'un véritable patriotisme et, par conséquent, très partisans d'une alliance avec la France. Ils se rendent parfaitement compte que seule une alliance semblable peut effacer les honteuses compromissions par lesquelles notre diplomatie a fait perdre à la Russie tout ce que ses armes avaient conquis en Orient depuis deux siècles.

Autre considération importante : presque tous les diplomates de profession sont des cosmopolites et des sceptiques; l'esprit national est remplacé chez eux par l'esprit de caste,

auquel n'échappent même pas les nouveaux arrivés dans la carrière. Un ambassadeur militaire, vivant surtout parmi ses frères d'armes, résiste mieux à l'atmosphère malsaine du monde diplomatique.

Toutes ces vérités élémentaires on en tient compte à Berlin. Là, quand il s'est agi de donner un successeur au général Schweinitz, on n'a pas hésité à nommer le général Werder, ancien attaché militaire à Pétersbourg. Aussi, si les relations entre la cour de Russie et l'Allemagne se sont améliorées dernièrement, c'est en grande partie au général Werder que Guillaume II le doit...

Seul un diplomate d'un très haut mérite, doublé d'un grand seigneur, aurait pu au besoin remplacer sans désavantage un ambassadeur militaire à Saint-Pétersbourg.

Les explications données pour atténuer la déplorable faute commise à Paris ne tiennent pas debout. Voici ce que Mme Adam m'écrivait à la date du 30 octobre :

> ..... Il était impossible d'envoyer un militaire, le général Billot ayant été refusé; c'était lui faire subir un échec personnel et arriver dans des conditions inférieures pour notre gouvernement..... Billot est une de nos grandes ressources et on a vu qu'envoyer un militaire le blesserait irrémédiablement. M. de Laboulaye est un homme du monde, très habile; et puis, lorsque tout aura repris son cours naturel, on enverra le général Gaillard... Mille fois merci et encore merci de tout ce que vous avez fait. Merci surtout à Katkof... Vous avez donné un bon coup d'épaule au rapprochement et Katkof un coup de collier.....

Mme Adam était trop au courant de la véritable situation pour prendre au sérieux ces défaites. La vérité c'est que le ministère français voulut ménager la chèvre de Berlin et le chou du Palais-Bourbon, — de là l'envoi d'un ambassadeur civil. Huit années riches en événements graves se sont écoulées depuis; l'orientation de la politique européenne a changé complètement de face et, malgré tous les efforts tentés en France par des hommes considérables auxquels le sentiment des lourdes responsabilités qui leur incomberaient en cas de cataclysme, a prêté la clairvoyance nécessaire pour chercher à les préve-

l'empereur, qui avec raison avait voulu confier à un militaire le soin de rétablir la situation compromise par les fautes de nos diplomates. S'opposer à cette mission était impossible, mais la rendre vaine en contrecarrant sous main le général assez audacieux pour prétendre réussir là où la diplomatie avait fait un fiasco si retentissant, — cela était tout naturel. Et, en effet, le représentant direct du tsar en Bulgarie n'y rencontra pas d'adversaires plus acharnés que nos agents diplomatiques; s'il échoua, ce fut surtout grâce à leurs intrigues et à leur antagonisme presque étalé au grand jour.

Nous avons vu comment M. de Giers parvint, sinon à tenir en échec les dispositions du tsar si favorables au rétablissement de relations cordiales avec la France, du moins à les atténuer considérablement. Par le choix des représentants officiels des deux nations, il sut habilement préparer le terrain pour la lutte à venir quand il s'agirait de réaliser le nouveau programme politique : l'indépendance de la politique russe sauvegardée par une entente avec la France.

Katkof n'était pas dupe de l'apparent acquiescement de M. de Giers au nouvel état de choses et, lutteur intrépide, il se disposait à livrer bataille au moment opportun avec cette *furia* irrésistible à laquelle il devait tant de triomphes. En attendant, il évitait toute rupture avec le ministère des affaires étrangères. Les fortes têtes de la chancellerie, qui venaient de voir son influence en haut lieu s'affirmer d'une façon si éclatante, continuaient à accepter ses conseils et ses indications avec une déférence parfaite. J'en eus la preuve dans l'accueil gracieux et empressé que me valurent au Pont des Chantres mon intimité avec Katkof et ma participation à ses projets politiques. Je passais même dans ce milieu pour le promoteur de la campagne entreprise par la *Gazette de Moscou*. C'étaient mes correspondances dans ce journal qui, depuis le 3 mai, avaient engagé la lutte contre les vieux errements de notre politique extérieure et en faveur de son orientation nouvelle. Ainsi s'expliquait l'erreur de nos diplomates. En véritable homme d'État, Katkof était incapable de subir dans une question aussi vitale pour

Les instructions spéciales données à M. de Mohrenheim, au moment de son départ pour Paris, indiquaient bien pourtant qu'on envisageait alors à Pétersbourg la situation générale comme excessivement grave; un conflit de la Russie avec l'Autriche soutenue par l'Allemagne paraissait possible et tous les efforts de notre diplomatie ne tendaient qu'à le retarder de quelques années pour avoir le temps de concentrer les troupes nécessaires sur la frontière occidentale et d'achever les armements. On verra par la suite que ces appréhensions n'avaient rien d'exagéré...

Quoique dénués de cordialité réelle, les rapports qui existaient alors entre Katkof et notre ministère des affaires étrangères ne laissaient pas d'être très corrects en apparence. Sans doute M. de Giers était revenu de Franzensbad plein de rancune contre l'homme qui avait amené le tsar à modifier si brusquement sa politique extérieure. Mais les graves fautes commises par notre diplomatie, persévérante dans sa déplorable habitude de suivre toujours le sillon de Berlin, étaient trop flagrantes pour qu'elle osât prendre ouvertement face contre le « nouveau cours », — pour nous servir du mot de Bismarck devenu dernièrement si célèbre. Pareille attitude, d'ailleurs, n'aurait pas été conforme aux usages séculaires des tchinovniks russes quand il s'agit de rendre illusoires les intentions de leur maître. « Je tourne la volonté du tsar, donc je la respecte », disent nos ministres à l'instar de ceux qui ailleurs appliquent ce fameux principe à la violation des lois. La mission du général Kaulbars en Bulgarie était due à l'initiative personnelle de

tion lui eurent bientôt conquis la sympathie de M. de Giers. Il ne dissimula pas que ce qu'il poursuivait, c'était le rétablissement des ambassadeurs. Il le dit, le répéta et toute sa conduite tendit vers ce but. — *Attendez, lui disait M. de Giers, quand il en sera temps, je vous ferai signe !*. En France, on n'a pas toujours apprécié *avec assez de justice le rôle de M. de Giers, en tant que défenseur des intérêts de notre pays*. On y a trop souvent épousé les inimitiés qu'ont longtemps nourries contre cet homme d'État l'école de Moscou et le parti slavophile à outrance (*sic!*). Avec trop de légèreté, on l'a accusé d'être un tenant de l'Allemagne » (Ernest Daudet, *l.c.*, p. 19, etc.). Quand on lit de pareilles preuves de légèreté et d'ignorance, on est presque tenté d'excuser ceux de nos diplomates qui affirment que les Français sont trop peu sérieux pour qu'on puisse faire avec eux de la politique sérieuse...

l'empereur, qui avec raison avait voulu confier à un militaire le soin de rétablir la situation compromise par les fautes de nos diplomates. S'opposer à cette mission était impossible, mais la rendre vaine en contrecarrant sous main le général assez audacieux pour prétendre réussir là où la diplomatie avait fait un fiasco si retentissant, — cela était tout naturel. Et, en effet, le représentant direct du tsar en Bulgarie n'y rencontra pas d'adversaires plus acharnés que nos agents diplomatiques; s'il échoua, ce fut surtout grâce à leurs intrigues et à leur antagonisme presque étalé au grand jour.

Nous avons vu comment M. de Giers parvint, sinon à tenir en échec les dispositions du tsar si favorables au rétablissement de relations cordiales avec la France, du moins à les atténuer considérablement. Par le choix des représentants officiels des deux nations, il sut habilement préparer le terrain pour la lutte à venir quand il s'agirait de réaliser le nouveau programme politique : l'indépendance de la politique russe sauvegardée par une entente avec la France.

Katkof n'était pas dupe de l'apparent acquiescement de M. de Giers au nouvel état de choses et, lutteur intrépide, il se disposait à livrer bataille au moment opportun avec cette *furia* irrésistible à laquelle il devait tant de triomphes. En attendant, il évitait toute rupture avec le ministère des affaires étrangères. Les fortes têtes de la chancellerie, qui venaient de voir son influence en haut lieu s'affirmer d'une façon si éclatante, continuaient à accepter ses conseils et ses indications avec une déférence parfaite. J'en eus la preuve dans l'accueil gracieux et empressé que me valurent au Pont des Chantres mon intimité avec Katkof et ma participation à ses projets politiques. Je passais même dans ce milieu pour le promoteur de la campagne entreprise par la *Gazette de Moscou*. C'étaient mes correspondances dans ce journal qui, depuis le 3 mai, avaient engagé la lutte contre les vieux errements de notre politique extérieure et en faveur de son orientation nouvelle. Ainsi s'expliquait l'erreur de nos diplomates. En véritable homme d'État, Katkof était incapable de subir dans une question aussi vitale pour

son pays d'autres inspirations que celles de son ardent patriotisme et de sa géniale lucidité politique. Comme directeur de la *Gazette de Moscou*, il n'aurait jamais autorisé une campagne aussi énergique dans son organe personnel, s'il n'avait pas été dès le début entièrement d'accord avec moi. L'erreur des *tchinovniks* pétersbourgeois, on la partage encore à Berlin et à Friedrichsruh. C'est à elle que je dois la haine féroce des uns et des autres, tant de déboires et de persécutions, tant d'ignobles calomnies qui, répandues par la presse reptilienne à Berlin, Pest, Vienne et Londres, n'ont, hélas ! que trop souvent trouvé écho à Pétersbourg et à Paris...

Pour nous résumer, l'exacte situation des rapports entre la France et la Russie en octobre 1886 était celle-ci : grâce aux efforts de Katkof les relations diplomatiques entre les deux pays se trouvaient rétablies et le ministre des affaires étrangères s'était vu obligé d'envoyer à tous ses agents en Orient une circulaire, leur ordonnant d'agir partout d'accord avec les agents français. C'est en Égypte et en Bulgarie que l'accord devait se manifester de prime-abord. C'étaient là des résultats considérables, pleins de promesses pour l'avenir. La nomination d'un ambassadeur civil à Pétersbourg et le retour de M. de Mohrenheim à Paris étaient les deux points noirs prouvant qu'au quai d'Orsay, comme au Pont des Chantres, on était loin d'avoir abjuré les errements anciens, et que nous aurions encore de nouvelles luttes à soutenir contre la routine traditionnelle et le mauvais vouloir de nos diplomates...

Katkof, d'ailleurs, se proposait de voir à Moscou M. de Mohrenheim, son ancien condisciple au lycée Pavlof et de l'endoctriner en conséquence. Comme je devais, avant mon retour à Paris, rejoindre encore Katkof à Moscou, il espérait aussi me mettre directement en rapport avec M. de Mohrenheim, afin d'effacer certains froissements qu'il ne voulait considérer que comme des malentendus.

On m'a si souvent reproché mes démêlés avec l'ambassadeur russe à Paris, que je crois devoir dire quelques mots sur l'origine d'hostilités, dont l'initiative ne m'appartenait nullement.

Pendant un assez long séjour que je fis à Pétersbourg dans l'automne de 1884, j'eus souvent l'occasion de m'entretenir avec le baron de Jomini. Deux polémiques, très courtoises d'ailleurs, dans la *Nouvelle Revue*, — l'une à propos de la politique étrangère russe pendant la guerre russo-turque, l'autre relative à la crise intérieure que la Russie traversait en 1881, — avaient amené entre nous d'excellentes relations qui durèrent jusqu'à la mort de cet homme d'État. Fils du célèbre général Jomini, il était entré tout jeune au service diplomatique de la Russie et avait passé sa vie au Pont des Chantres, où sa longue expérience des affaires, l'étendue de ses connaissances, sa plume distinguée et incisive lui avaient créé une très haute situation. Il était le bras droit du prince Gortschakof et le conseiller écouté de son successeur, dont il ne se sépara politiquement qu'en 1887, comme nous le verrons plus loin. Plusieurs fois, il remplaçait officiellement le chancelier absent.

Causeur charmant, il lui arrivait peut-être parfois d'oublier la réserve de langage nécessaire à un diplomate occupant une position si élevée. A mes passages à Pétersbourg, M. de Jomini m'accueillait toujours avec une bienveillance extrême et, je le reconnais volontiers, j'ai beaucoup profité des longs entretiens au cours desquels il se faisait un plaisir de m'initier à l'histoire diplomatique des derniers règnes.

Dans l'automne de 1884, la conversation roula sur l'envoi du prince Orlof à Berlin et la nomination de M. de Mohrenheim comme ministre de Russie à Paris. Obligé pour des raisons d'ordre particulier d'abandonner l'ambassade de Londres, — ses rapports avec le chef du Foreign Office étaient devenus impossibles, — M. de Mohrenheim était un véritable embarras pour le ministère des affaires étrangères. Ayant parcouru assez obscurément une longue carrière, ce diplomate avait eu la chance de représenter la Russie à Copenhague au moment où s'engagèrent les négociations pour le mariage du tsar défunt. Cette circonstance lui avait conféré une sorte d'inamovibilité et, se sentant à l'abri de toute disgrâce, il usait de ce privi-

lège sans la moindre discrétion. Après son départ de Londres, il était devenu excessivement difficile de l'accréditer auprès d'une cour, aussi se rabattit-on sur la République française. Mais comment manœuvrerait-il sur un terrain politique si glissant et si nouveau pour lui? La chancellerie, le sachant dépourvu de certaines qualités qu'à tort ou à raison on considère comme indispensables à un diplomate placé dans un poste aussi élevé, n'était pas sans quelque inquiétude à cet égard. M. de Jomini me pria donc d'aider M. de Mohrenheim à s'orienter dans le labyrinthe embrouillé des partis politiques français, et en général de ne pas lui refuser mon concours en cas de besoin. J'acceptai volontiers, non toutefois sans prévenir M. de Jomini que, n'ayant pas eu trop à me louer de l'attitude de l'ambassade russe à Paris[1], et voulant garder mon entière indépendance, je resterais sur la réserve avec le nouvel ambassadeur et m'abstiendrais de faire le premier pas. Là-dessus, M. de Jomini me promit que M. de Mohrenheim serait informé de mes bonnes dispositions et qu'on lui recommanderait de se mettre en rapport avec moi.

A l'arrivée de M. de Mohrenheim à Paris, j'attendis vainement quelque signe de vie. Ce n'est que plusieurs mois après, pendant une fête de Noël au Cercle des Artistes Russes, que, me trouvant presque à côté de l'ambassadeur, je lui fus présenté par un voisin. M. de Mohrenheim me rappela d'un air très peu aimable la promesse que j'avais faite au baron de Jomini et ajouta qu'il m'attendait depuis longtemps. Je lui répondis sur le même ton que, de mon côté, j'attendais toujours son invitation, et, sur ce, nous nous tournâmes le dos...

Quelque temps après, j'appris que, dans une lettre confidentielle adressée à Pétersbourg, M. de Mohrenheim avait mêlé mon nom à des cancans concernant une très grande

1. En 1878 j'étais candidat à la succession de Claude Bernard au Collège de France. L'ambassade russe, interrogée confidentiellement sur les motifs pour lesquels j'avais abandonné ma chaire à Pétersbourg, répondit à tout hasard que *j'avais été compromis dans les affaires nihilistes!* Cela a suffi à Paul Bert, qui savait pourtant combien ce renseignement était faux, pour faire échouer ma candidature.

dame russe habitant Paris et qui, à tous les titres, aurait dû être sacrée au représentant du tsar à l'étranger...

Un hasard très malheureux pour la cause que nous défendions empêcha à Moscou la rencontre de Katkof et de M. de Mohrenheim. Ce dernier se présenta chez le directeur de la *Gazette de Moscou* et au lieu d'insister, de faire passer sa carte, il se retira sur la réponse habituelle donnée à tous les visiteurs que Katkof n'était pas visible ; peut-être aussi lui dit-on qu'il était en train de déjeuner avec moi dans son cabinet... Quand le lendemain Katkof voulut lui rendre visite, M. de Mohrenheim avait déjà quitté Moscou.

C'était écrit...

CHAPITRE VII

Sommaire. — Campagne de la presse allemande contre la Russie : deux courants politiques en Allemagne. Les réticences de M. Geffcken; leur véritable raison. Le Kronprinz à la tête du parti exigeant une guerre contre la Russie; les « courants souterrains » ; fausse légende. La collision entre les mondes slave et germain inévitable; la question de la mer Baltique. L'hostilité personnelle entre les deux princes héritiers. Brochures révélatrices; la guerre sur les deux fronts. Le maréchal de Moltke et l'urgence d'une guerre contre la Russie. Opposition du prince de Bismarck; ses véritables motifs; le chancelier préfère une guerre contre la France, mais s'oppose à l'attaque de la Russie; Bismarck compte sur les diplomates russes pour vaincre ce pays sans guerre. Les forces armées de l'Autriche-Hongrie; brochure sensationnelle; allié inquiétant. Calculs mesquins; crainte de servir les intérêts anglais. Le mémoire de Katkof au tsar sur la politique extérieure; ce que signifie réellement la neutralité de la Russie en cas de guerre sur le Rhin; les arguments de Katkof produisent une profonde impression sur le tsar. La paix est sauvée grâce à son intervention. Les offres de Bismarck pour acheter la neutralité de la Russie; campagne de la presse reptilienne. Alexandre III reste inébranlable. Mon retour en France. La tournée de M. de Freycinet. Les nihilistes résidant en France s'inquiètent d'une entente possible avec la Russie; campagne du *Siècle* contre moi commencée par les nihilistes. Pourquoi les libéraux russes sont opposés à pareille entente. Discours d'un nihiliste russe au congrès international de Zurich. Quelques journaux français deviennent auxiliaires inconscients de la presse bismarckienne. La chute de M. de Freycinet. M. Flourens nommé ministre des affaires étrangères.

Quelle était l'attitude de l'Allemagne en face du revirement évident de la politique russe ? Nous avons raconté plus haut la profonde émotion provoquée par les événements de Sofia et la chute du prince de Battenberg; nous avons dit la violente scission qui s'était dès le premier moment opérée entre la politique officielle du cabinet de Berlin et celle soutenue par la presque unanimité de l'opinion publique. Tandis que le prince de Bismarck se plaçait ouvertement du côté de la Russie, tous

les partis non inféodés à la Wilhelmstrasse réclamaient sans ambages une intervention énergique en faveur du prince de Battenberg et ne reculaient même pas devant l'éventualité d'une guerre.

Depuis les orageux débats soulevés en 1863 par la question des duchés, jamais le directeur de la politique étrangère allemande ne s'était vu en butte à d'aussi véhémentes attaques que celles dont nous avons mis sous les yeux du lecteur plusieurs échantillons, et non les plus violents. Jusqu'alors il semblait que ses foudroyants succès de 1866 et de 1870 l'eussent soustrait pour toujours à la critique des partis, et même ses inqualifiables projets de 1875 n'avaient pas rencontré dans la presse germanique un seul mot de blâme.

D'où venait donc cette subite prise d'armes dans tous les cercles indépendants, depuis les socialistes — qu'on se souvienne de la fameuse interpellation Liebknecht du 18 septembre 1886, — jusqu'au centre catholique en passant par les diverses nuances des partis libéraux? Ces provocations ouvertes à la guerre contre la Russie, ainsi que les qualifiait très justement le prince de Bismarck dans son discours du 13 janvier, ce *tolle* général contre une puissance faisant partie de la triple alliance, étaient-ils sincères? Le gros public, peu initié aux dessous politiques, en doutait fortement. Le chancelier avait si souvent fait exécuter de fausses manœuvres à ses reptiliens pour donner le change à l'opinion, que, cette fois encore, on ne voyait là qu'une agitation factice destinée à mettre en relief les tendances pacifiques et russophiles du prince de Bismarck, luttant seul contre le courant belliqueux qui entraînait toute la population allemande.

Eh bien, comme il arrive souvent, le public se trompait; cette fois, l'exception confirmait la règle, le chancelier allemand était parfaitement sincère quand il déclarait le 13 janvier que tous les partis de l'opposition voulaient engager l'Allemagne dans une guerre contre la Russie et que lui seul, « trouvant que la Bulgarie ne valait pas les os d'un grenadier poméranien », avait su résister à ces velléités belliqueuses.

C'est seulement en 1890, qu'une polémique acharnée sur les événements accomplis quatre ans auparavant, a soulevé un coin du rideau qui cachait au public les ténébreuses menées poursuivies dans l'hiver de 1886-1887; à la suite de ces révélations il est devenu évident pour tous, que jamais, depuis les guerres napoléoniennes, l'Europe n'avait été aussi près d'une conflagration universelle que vers cette époque. On le savait bien alors dans les chancelleries; mais à la fin de 1886 la foule était loin de soupçonner la gravité de la situation.

Disons tout de suite que, si le prince de Bismarck refusa si énergiquement de rompre avec le gouvernement russe pour les beaux yeux du prince de Battenberg, ce ne fut ni par amour de la paix, ni par un sentiment particulier de bienveillance pour la Russie. Il avait alors de très bonnes et très sérieuses raisons pour chercher à éviter un conflit avec notre empire.

Dans un des chapitres précédents, en parlant de l'ouvrage, où M. Geffcken se montra si hostile au chancelier allemand, et dévoila avec une franchise, rare chez un historien teuton, aussi bien les ténébreuses visées de Bismarck contre la France en 1875 que la façon diabolique dont il poussa la Russie dans la guerre désastreuse de 1877, quitte à la dépouiller ensuite du fruit de ses victoires, — dans ce chapitre j'ai promis d'expliquer pourquoi le même M. Geffcken passe presque complètement sous silence les événements de 1887, rivalisant de discrétion sur ce point avec les Hahn, les Blum et les Bever. L'explication, la voici : *Le Kronprinz d'alors, dont on connaît les rapports intimes avec M. Geffcken, était en 1886-1887 le plus décidé partisan d'une guerre contre la Russie et au besoin même contre la France; il était appuyé par le maréchal de Moltke et tout l'état-major allemand.* Quand, dans son discours du 13 janvier 1887, le prince de Bismarck parlait à mots couverts « des hommes d'État qui se trouvaient derrière les journaux qui poussaient l'Allemagne à une guerre contre la Russie », il faisait allusion à l'héritier du trône et aux chefs du parti militaire [1].

1. Dans ma correspondance du 31 janvier j'écrivis notamment ceci : « Le prince de Bismarck ayant accusé l'opposition d'hostilité à la monarchie et de tendances

La légende des tendances pacifiques de Frédéric III est des plus fausses; mais, comme toutes les légendes, elle a plus de prise sur l'esprit des foules que l'histoire vraie; les preuves les plus éclatantes ne sauraient la détruire. Cloué sur un lit de douleur, prévoyant la durée éphémère de son règne, Frédéric III était sincère, à coup sûr, quand dans sa proclamation au peuple allemand il repoussait les horreurs de la guerre, ce qui, du reste, ne l'empêchait nullement de soumettre l'Alsace-Lorraine à un régime draconien. Mais ceux qui vivaient dans son intimité savaient depuis longtemps, et bien avant la publication de son mémorial, qu'en 1870 il s'était montré un des champions les plus ardents de la guerre à outrance. De même qu'en 1866 il avait voulu l'anéantissement de l'Autriche, en 1871 il voulait l'écrasement complet de la France, — comme pouvant seul garantir la durée de l'empire allemand. Dans ces deux guerres le prince de Bismarck avait surtout pour but l'agrandissement de la Prusse et sa suprématie en Allemagne, tandis que le Kronprinz, plus allemand que prussien, ne visait que l'unité de la patrie; on sait déjà qu'il voulait éliminer tous les princes régnants d'Allemagne, afin de donner des assises plus solides au nouvel empire. Bismarck dans ses luttes apportait autant de haine pour ses adversaires que d'amour pour la Prusse. Le Kronprinz était étranger à toute haine contre l'Autriche ou la France, mais comme dans son rêve de l'Allemagne unie il allait beaucoup plus loin que le chancelier, il était encore plus obstiné que celui-ci dans le désir de les réduire à une impuissance complète.

La collision future entre le monde slave et le monde germanique était toujours sa grande préoccupation. La Prusse, selon lui, pouvait encore être l'alliée sincère de la Russie;

républicaines, Windthorst lui a répondu avec indignation : « Votre accusation est « d'autant plus insensée que tout le monde sait que dans la question qui nous divise « un personnage placé très près du trône se trouve du côté de la majorité du Reichs- « tag ». Par ces mots Windthorst désignait assez clairement le Kronprinz, dont personne n'ignorait le désaccord avec le chancelier. M. Richter, dans la *Freisinnige Zeitung*, a été encore plus explicite : en citant les paroles prononcées par le chef du centre, il a déclaré carrément qu'elles s'appliquaient à l'héritier du trône... »

l'empire d'Allemagne ne serait définitivement consolidé que quand la Russie aurait été refoulée vers l'Asie et quand la mer Baltique serait devenue un lac allemand. C'est même dans des conversations avec le Kronprinz sur la question baltique que le tsar défunt a puisé la conviction que tôt ou tard la Russie aurait à défendre la Livonie, l'Esthonie et l'Ingrie contre une agression allemande; de là les efforts persévérants entrepris pour effacer le caractère germanique dans ces provinces, dont la russification est devenue une question de défense nationale; de là aussi datait l'antipathie entre les deux princes héritiers : ils sentaient qu'une lutte à mort serait inévitable, le jour où tous les deux seraient les maîtres des deux empires voisins.

La Russie était peut-être le seul pays que le Kronprinz détestât. Il y avait bien dans sa haine une parcelle d'influence anglaise, mais son mépris du Slave était d'origine toute germanique. C'est sous ses auspices que se forma à Berlin cette colonie d'émigrés des provinces baltiques, devenue un véritable foyer d'inimitiés entre les deux nations. Parmi les familiers du prince impérial comptaient plusieurs de ces émigrés, notamment l'historien S..., l'auteur anonyme de la fameuse brochure : « *Videant consules ne quid respublica detrimenti capiat* », parue en 1890.

Le conflit avec la Russie n'était pour le Kronprinz qu'une question de temps. Les événements de l'été 1886 lui paraissaient fournir la meilleure occasion pour le faire éclater. Il s'en fallait de beaucoup, en effet, que la Russie fût alors prête à la lutte. Sa frontière occidentale était presque dégarnie de troupes, — à cause de la *sécurité* que lui donnait le traité de Skiernevice. L'armement des troupes russes ne pouvait pas être comparé à celui de l'armée allemande[1]. L'extrême froideur des relations franco-russes excluait la possibilité d'une coopération concertée entre les deux puissances. Sans doute il était à craindre que l'Allemagne engagée sur sa frontière orientale ne fût attaquée par la France, mais sûr de ses deux alliés, l'empire semblait

1. Le soldat russe n'avait encore pour arme que le fusil Berdan qui déjà, pendant la guerre russo-turque, s'était révélé inférieur même à la carabine Winchester!

pouvoir résister avec succès à cette attaque. L'état-major allemand était même d'avis que l'année 1887 était le dernier délai, passé lequel l'armement allemand perdrait la supériorité qui pouvait sans conteste lui garantir la victoire sur l'armée française.

« L'armée française ne possédait encore que le fusil Gras, tandis que nous avions déjà le fusil à répétition M. 71/84 ; l'artillerie de campagne n'avait pas encore atteint son organisation actuelle. Les obus français étaient alors encore impuissants contre nos forteresses, tandis que les forts d'arrêt et les autres fortifications françaises n'étaient pas alors en état de résister à notre artillerie », écrit l'auteur de « *Videant consules* », etc., dans sa défense de la politique belliqueuse du Kronprinz en 1887.

Ce dernier considérait, d'ailleurs, une nouvelle guerre avec la France comme la préface nécessaire d'une réconciliation définitive entre les deux pays. Dans sa pensée, une ou deux défaites de l'armée française devaient suffire pour convaincre les Français que les stipulations du traité de Francfort étaient à jamais irrévocables. Il jugeait même une pareille réconciliation indispensable afin que l'Allemagne, appuyée par ses alliés, pût concentrer toutes ses forces sur l'écrasement de la Russie. La guerre contre la France n'était ainsi qu'un épisode fâcheux, mais rendu inévitable par l'obstination de ce pays à ne pas accepter comme définitive l'annexion de l'Alsace-Lorraine, tandis que la croisade contre la Russie était une des missions civilisatrices (*eine Kulturaufgabe*) de l'Allemagne.

Il est hors de doute que les sentiments intimes qui attachaient un membre de la famille du Kronprinz au prince de Battenberg n'étaient pas étrangers à son désir de précipiter les événements aussitôt après la crise survenue à Sofia. Dans l'entourage de l'héritier du trône on rêvait d'un royaume balkanique, dont la couronne ornerait le front du héros de Slivnitza. Mais les considérations politiques avouables étaient assez puissantes par elles-mêmes pour expliquer la hardiesse avec laquelle les amis du prince Frédéric-Guillaume, soutenus par tous les

partis hostiles au chancelier, poussaient à une guerre contre la Russie.

Cette situation était reconnue dans de nombreux cercles, a écrit en 1890 un des intimes du Kronprinz, et ces cercles poussaient à une décision courageuse. Les efforts de ces hommes vaillants n'ont pas encore été rendus publics. Mais il n'est pas douteux que le Kronprinz n'ait défendu cette opinion, et nous avons raison d'affirmer que le chef de l'état-major partageait son avis et usait de son action légitime dans le même sens. C'est de cette époque que date l'existence toujours affirmée et souvent démentie d'un courant souterrain (*Unterströmung*) qui poussait à la guerre..... Il est tout naturel que le représentant de l'armée, responsable de la marche des opérations pendant la guerre, ait le devoir de surveiller attentivement non seulement la situation militaire, mais aussi la politique de nos voisins, nos adversaires probables. La direction de la politique et de l'armée ne peut pas être scindée..... Quand le chef de l'état-major considère la guerre comme inévitable, c'est non seulement son droit mais encore son devoir d'avertir directement le chef suprême de l'armée de la constellation politique favorable, pour la faire éclater immédiatement et de faire prévaloir son avis par tous les moyens en son pouvoir..... (*Videant consules*, etc., p. 38.)

Ajoutons que cette brochure publiée par un intime de Frédéric III fut écrite sous l'inspiration avouée du comte de Waldersee, le nouveau chef de l'état-major, qui en 1890 était à la tête du parti de la guerre contre la Russie. L'opinion du maréchal de Moltke sur la nécessité d'une telle guerre était connue. M. Poultney-Bigelow, le camarade d'études de Guillaume II, a raconté dans le *New-York Herald* du 27 avril 1891 une conversation extrêmement instructive qu'il eut à ce sujet avec le vieux stratège : Moltke considérait la guerre entre l'Allemagne et la Russie comme inévitable et il a plusieurs fois essayé de décider l'empereur à en prendre l'initiative.

Par mes occupations, disait Moltke, je n'ai rien à faire avec la politique, mais j'insistais sur ce point que l'armée était prête. Nous sommes à présent mieux en situation de lutter contre la Russie que nous ne le serons plus tard. Nous avons atteint le point culminant de notre puissance, tandis que la Russie continue à se fortifier.....

La politique du prince de Bismarck — au moins en ce qui concerne les moyens d'exécution — différait totalement de celle

du Kronprinz et du parti militaire. Ce n'est pas qu'il fût au fond moins hostile à la Russie, moins convaincu de l'imminence d'un conflit avec la France, ni moins pénétré de la nécessité pour l'Allemagne de le faire éclater au plus tard en 1887. Mais le chancelier n'entendait pas rompre ouvertement avec la Russie; sa politique était plus prudente, plus cauteleuse, plus compliquée que celle des « courants souterrains ». Certes Bismarck voulait, lui aussi, barrer à la Russie le chemin de Constantinople, consolider l'influence de l'Autriche-Hongrie dans la péninsule balkanique et rendre l'Orient tributaire du commerce allemand. Toutefois l'expérience des vingt dernières années lui avait suffisamment démontré qu'il n'était nullement besoin de faire la guerre à la Russie pour atteindre ces buts: l'alliance des trois empereurs en fournissait le moyen bien plus sûrement, que ne l'eût pu faire une rupture ouverte avec le puissant voisin. Pourquoi risquer les os d'un soldat poméranien dans une campagne toujours chanceuse, malgré la supériorité d'armement et d'organisation, quand la complicité et l'ineptie de la diplomatie russe permettaient de battre et d'humilier la Russie par les seuls moyens diplomatiques, aussi bien sinon mieux que par la force des armes? Le traité de Skiernevice a rapporté à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie plus que la prise de Sébastopol aux alliés en 1855: il a plus sûrement annihilé l'action de la Russie en Orient que le traité de Paris. N'est-ce pas le but et la suprême gloire de la diplomatie de résoudre les grands problèmes de la politique par la plume et non par l'épée? L'*ultima ratio* des canons est le plus souvent l'expédient final d'un pays acculé à une impasse par les maladresses de ses diplomates: la Russie l'avait vu en 1877[1].

Bismarck jugeait insensé de renoncer à des procédés qu'il avait employés jusqu'alors avec tant de succès. Les liens du traité de Skiernevice enchaînaient toujours la Russie: M. de

1. Dans un article sur sa politique envers la Russie paru fin novembre 1893 dans les *Hamburger Nachrichten*, le prince de Bismarck reconnut franchement qu'avec la Russie la guerre était inutile, les diplomates russes étant excessivement faciles à manier.

Giers était toujours ministre des affaires étrangères, et tout laissait prévoir qu'un renouvellement de l'alliance des trois empereurs permettrait au chancelier allemand d'achever l'œuvre entreprise en Orient en 1876.

Restait la guerre avec la France. Celle-là, Bismarck la désirait, la cherchait bien plus ardemment que le parti militaire lui-même. Pour le Kronprinz elle était, comme nous l'avons dit, une regrettable nécessité politique : il fallait que la France fût vaincue, humiliée, et mise pour longtemps hors de combat, afin que l'Allemagne pût ensuite tourner toutes ses forces contre le véritable ennemi héréditaire, le voisin de l'Est. Pour le chancelier, cette lutte avec la France était une nécessité politique en même temps qu'un but désiré : il y trouvait une nouvelle occasion de satisfaire sa haine contre une nation qu'il avait cru réduire en 1871 à une impuissance éternelle et qu'il voyait avec rage se relever de ses défaites plus forte que jamais. Mais n'était-ce pas folie que de risquer une guerre sur les deux fronts pour atteindre la France, quand on avait en poche un bon et valable traité qui obligeait le gouvernement russe à assister en spectateur neutre et bienveillant à la destruction de la nationalité française? Pour le chancelier allemand comme pour son humble instrument au Pont des Chantres, ce traité signé, il est vrai, le 21 mars à Berlin, mais ratifié seulement à Skiernevice, n'expirait qu'en septembre 1887 ; il avait donc tout le temps d'achever la France avec le gracieux concours de l'Italie et de l'Autriche : et il se mettrait sur le dos la Russie afin de paralyser une partie de ses propres forces et celles de son alliée ! Ce serait de la démence !

Fort des brillants résultats obtenus par son adroite politique, le prince chancelier pouvait donc aisément confondre ses aveugles adversaires de l'*Unterströmung*. Comme il dut souffrir en se voyant réduit à discuter politique étrangère avec des Liebknecht, des Richter, à leur répondre par des demi-mots, de vagues allusions, des arguments tirés plutôt de leur ignorance que de son savoir, quand il lui était si facile de les accabler par l'exposé des lumineuses conceptions indiquées

plus haut! Mais cette franchise lui était interdite : qui sait si M. de Giers lui-même ne serait pas arrivé alors à voir clair?

D'ailleurs, si l'armement de la Russie était défectueux et sa frontière occidentale insuffisamment protégée, Bismarck avait de valables raisons de ne pas trop compter en cas de conflit sur l'excellence des armements de l'Autriche-Hongrie, son indispensable alliée dans une guerre sur les deux fronts. Une brochure sensationnelle publiée à Leipzig en octobre 1885, « *Die Wehrkraft Oesterreich-Ungarns in der zwölften Stunde* », affirmait, et avec preuves à l'appui, que l'armée autrichienne se trouvait dans un état de décomposition qui la rendait bien peu capable de résister à la Russie. « Cette brochure, écrivait Katkof le 12 octobre, a produit sur les têtes enflammées de Berlin l'effet d'une véritable douche d'eau glacée. » La *Kreuzzeitung*, alors très bismarckienne, s'exprimait de la façon suivante à propos de cette publication :

La France et l'Allemagne sont d'égale force. La Russie a une armée supérieure en nombre, sa cavalerie est même deux fois plus nombreuse que celle de l'Allemagne; l'Italie ne compte pas au point de vue militaire; d'ailleurs, il est douteux qu'elle prenne une part active dans une guerre. Si donc, comme le désire l'opposition, l'Allemagne partait en guerre avec l'Autriche-Hongrie contre la Russie, — et la France certainement n'assisterait pas, les bras croisés, à une pareille guerre, — tout le poids de la lutte retomberait sur l'Allemagne seule. N'y eût-il même qu'une part de vérité dans ce que raconte « *Die Wehrkraft Œsterreich-Ungarns* », l'armée de notre alliée suffirait à peine pour lutter contre l'armée russe du sud. Lors même que l'Autriche réussirait à envahir les provinces frontières de la Russie, elle y resterait empêtrée.... L'Allemagne serait donc forcée de prendre l'offensive contre l'armée française d'une force égale à la sienne et de lutter dans une guerre défensive contre la Russie...

D'autres raisons encore — celles-ci d'un ordre moins élevé, mais tout aussi puissantes chez un homme dont le génie n'excluait pas certaines petitesses — devaient détourner le prince de Bismarck d'une rupture avec la Russie. Férocement jaloux de son influence sur son vieux souverain, le chancelier de fer devenait l'implacable ennemi de quiconque avait l'audace de vouloir la contrebalancer ou la combattre. Guillaume Ier n'était

pour lui qu'un instrument docile, qu'un jouet dans ses mains d'acier. Ce que l'ermite de Friedrichsruh n'a jamais pardonné à son ancien ami le prince Gortschakof, dont aujourd'hui encore il déchire la mémoire, c'est moins d'avoir amené en 1875 l'effondrement de ses combinaisons politiques que de lui avoir fait subir en cette circonstance un échec personnel auprès de Guillaume. Plus haut placées étaient les personnes pouvant porter atteinte à sa domination exclusive, plus terrible était la haine que leur vouait Bismarck. Frédéric III, les impératrices Augusta et Victoria en savaient quelque chose. « L'Anglaise » surtout était le cauchemar du chancelier qui sans cesse reprochait au Kronprinz de servir de préférence les intérêts anglais et même de leur sacrifier ceux de l'Allemagne. On peut rappeler dans cet ordre d'idées l'incident de sir Robert Morier où Bismarck, perdant toute mesure, accusa l'entourage intime du Kronprinz de s'être, pendant la guerre de 1870, servi de la diplomatie anglaise pour livrer aux Français les secrets de l'état-major allemand!

Or, la politique anti-russe préconisée par le prince impérial se prêtait à merveille à des accusations de ce genre. Et quand en 1890 les anciens partisans de Frédéric III rejetèrent sur le prince de Bismarck la responsabilité des nombreux échecs de la politique allemande en 1887 et lui reprochèrent de n'avoir pas suivi les conseils du Kronprinz d'alors, il n'hésita pas à déclarer que ces conseils étaient uniquement inspirés par le désir de mettre l'empire germanique au service des ambitions anglaises. Après avoir exposé tous les dangers qu'aurait fait courir à l'Allemagne et à ses alliés une guerre sur les deux fronts, un des plumitifs de Bismarck se demande qui aurait véritablement gagné à une pareille guerre et il répond :

L'Angleterre seule, l'Angleterre déchue de sa puissance d'autrefois et qui ne peut se maintenir que grâce aux conflits entre les États continentaux..... *Cui bono?* dit le criminaliste à la recherche de l'auteur d'un crime : d'après ce juste principe nous devons rechercher les hommes décidés des « courants souterrains » dans les milieux où on a toujours essayé — surtout en 1887 — de faire de l'Allemagne un docile instrument de la vieille

politique anglaise continuée par Palmerston et même par Gladstone, habituée à pêcher dans les eaux troubles du chaos continental[1].

Et, avec une franchise qui était plus de mise en 1890 qu'en janvier 1887, l'apologiste de Bismarck glorifie les brillants résultats obtenus par l'Allemagne grâce à

l'alliance des trois empereurs conclue à Berlin et renouvelée à Skiernevice en souvenir de la camaraderie d'armes (Waffenbrüderschaft) *des années* 1813, 1814, 1815. *Rappelons que cette alliance, surtout entre la Prusse-Allemagne et la Russie, a eu ses bases historiques dans les événements de* 1866 *et* 1870 *où la fidélité* (!) *inébranlable d'Alexandre II a assuré les succès prussiens et allemands.....*

En prenant ostensiblement parti pour la Russie dans le conflit bulgare, en assurant tout haut à Pétersbourg que l'Allemagne appuierait les revendications russes, tandis qu'il disait tout bas à Berlin que cette même Allemagne se désintéressait entièrement des affaires de Bulgarie (voir au chapitre VI les dépêches de sir Edward Malet et du comte de Robilant), le prince chancelier avait donc mille fois raison contre les politiciens de l'*Unterströmung*, qui le poussaient à une guerre contre la Russie pour les beaux yeux de Battenberg et de ses amis anglais. Fort du traité de Skiernevice, il pouvait compter sur la neutralité bienveillante de la Russie pendant l'agression qu'il préparait contre la France. Bien plus, en appuyant à Vienne la marche en avant de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, en même temps qu'il assurait à Pétersbourg que la Russie avait le champ libre en Bulgarie, il espérait, non sans raison, pouvoir renouveler contre son alliée la tactique suivie avec tant de succès en 1876 et en 1877. Ses prévisions se seraient certainement réalisées sans l'intervention de Katkof, qui voyait clairement dans son jeu. Un mémoire remarquable et très détaillé sur la politique étrangère, que le directeur de la *Gazette de Moscou* présenta à Alexandre III vers la fin de décembre, eut une action décisive et durable sur l'esprit du tsar. Si la Russie rompit alors et pour longtemps l'alliance des trois empereurs ; si, renonçant

1. *Cedant arma togæ!* réponse à l'auteur de *Videant consules*. Berlin, 1890, pp. 18 et suiv.

à la déplorable et traditionnelle politique de soumission à Berlin, le tsar évita les pièges savamment préparés par Bismarck; si une guerre désastreuse fut épargnée à la France en 1887 et la paix européenne conservée depuis lors à l'Europe, le monde le doit uniquement à la profonde impression produite sur l'empereur de Russie par le brillant et lucide exposé de Katkof. Le jour bien lointain, hélas! où quelque historien exhumera ce mémoire des archives impériales, Michel Nikiforovitch n'attendra plus longtemps son monument à Moscou et même à Paris...

L'éminent publiciste, conscient des hautes responsabilités que lui imposait sa situation de conseiller écouté de l'empereur, gardait toujours le plus grand secret sur les documents qu'il adressait à son souverain, comme aussi sur les détails de ses audiences privées. En dehors du comte Tolstoï, ministre de l'intérieur, à qui Alexandre III communiqua le mémoire de Katkof, personne, pas même M. de Giers, ne fut admis à en prendre connaissance, et cela — plus encore que le reste — prouve qu'il s'agissait dans l'espèce d'un réquisitoire accablant pour la déplorable politique suivie jusqu'alors par notre diplomatie.

Il nous est néanmoins possible d'analyser une partie essentielle de ce travail, celle concernant la neutralité russe en cas de conflit franco-allemand. Après avoir établi que l'existence d'une France puissante est indispensable à l'équilibre international et que la disparition de cette force laisserait la Russie isolée en face des adversaires de sa politique traditionnelle, Katkof, avec sa merveilleuse lucidité et cette puissance de persuasion que lui donnait l'ardeur de ses convictions, démontra que la neutralité de la Russie en cas de guerre sur le Rhin ne serait pas simplement l'attitude d'un État désireux de s'abstenir de toute intervention dans un conflit entre deux belligérants, mais équivaudrait en réalité à un acte d'hostilité flagrante contre la France.

Celle-ci, en effet, dans une guerre contre l'Allemagne, est obligée d'immobiliser plusieurs corps d'armée sur les frontières

italienne, espagnole et belge. Il lui est impossible aussi de dégarnir sa longue côte occidentale, vu l'incertitude sur les agissements de l'Angleterre. Elle ne peut donc jeter sur le Rhin qu'une partie de ses forces. *Sans l'engagement de la Russie de garder une neutralité bienveillante ou même la simple neutralité, l'Allemagne se trouverait sur ses frontières de l'est et du nord dans les mêmes conditions que la France, c'est-à-dire qu'elle serait obligée d'immobiliser une partie de ses forces.* Lors même que l'Autriche et l'Italie n'interviendraient pas activement dans la lutte, par le seul fait de leur alliance avec l'Allemagne, la France se trouvera déjà dans une situation désavantageuse vis-à-vis de cette dernière, qui pourra dégarnir entièrement sa frontière du sud.

Mais du moment que la neutralité de la Russie garantit aussi à l'Allemagne la sécurité de sa frontière orientale, la France est soudain placée *ipso facto* dans une position d'infériorité considérable : à un ennemi qui jettera sur elle toutes ses forces sans exception aucune, elle ne pourra opposer que des forces singulièrement amoindries par tant d'immobilisations obligées sur ses diverses frontières. *Loin donc de conserver une neutralité véritable entre les deux puissances belligérantes, la Russie, par l'engagement anticipé de rester neutre, quelle que soit la marche de la lutte, commet un acte d'hostilité réelle contre la France.*

En admettant, par exemple, que l'Allemagne fût obligée de conserver trois cent mille hommes sur sa frontière orientale, dans le cas où la Russie se réserverait toute sa liberté d'action, — c'est une force de trois cent mille soldats que *la Russie envoie contre la France* dans le cas contraire ; c'est-à-dire si elle prend, comme en 1870, *l'engagement préalable de garder la neutralité.*

La stricte justice, d'accord avec la considération de ses intérêts vitaux, commandait donc à la Russie de conserver entière sa liberté d'action et lui interdisait de prendre en aucun cas des engagements quelconques envers l'Allemagne relativement à une prochaine guerre. Seule une pareille attitude permettrait au gouvernement russe de tenir la *balance égale* entre

les deux belligérants. Il était donc indispensable qu'il s'abstînt de renouveler l'alliance des trois empereurs, basée sur la promesse d'une neutralité bienveillante (voir dans le chapitre III l'article premier du traité de Skiernevice), cette prétendue neutralité n'étant qu'un leurre et assurant en réalité à l'Allemagne le concours de la Russie contre la France. Libre de tout engagement de ce genre, la Russie deviendrait vraiment l'arbitre de la paix européenne et, comme en 1875, arrêterait sans brûler une amorce toutes les velléités agressives de l'Allemagne.

Nous ne donnons ici qu'un pâle reflet de la brillante argumentation de Katkof, qui produisit sur l'esprit si droit et si juste du tsar *une impression profonde et ineffaçable*. C'est grâce à cette impression, bien plus encore que par les preuves de la duplicité bismarckienne dans la question d'Orient, que Katkof détermina Alexandre III à inaugurer sa nouvelle politique des mains libres, *qui sauva la paix du monde en 1887 et devint, longtemps avant toute entente franco-russe, la véritable sauvegarde de la France contre les projets hostiles de la Triplice.* On verra dans les chapitres suivants comment échouèrent toutes les tentatives du chancelier allemand et de l'empereur Guillaume II pour ébranler la résolution d'Alexandre III. La notion exacte de la justice et de l'intérêt national russe avait pénétré dans la conscience de l'autocrate : il n'en fallait pas plus pour qu'il résistât à tous les assauts et à toutes les menées souterraines des chancelleries. L'impérissable mérite de Katkof devant la Russie et devant la France, c'est d'avoir porté cette conviction dans l'esprit du tsar[1]....

Le prince de Bismarck, toujours admirablement informé de ce qui se passait sur les bords de la Néva, ne tarda pas à saisir toute la portée du revirement qui s'était opéré dans la pensée du tsar. Évidemment la Russie menaçait d'échapper aux liens de la triple alliance, la politique des mains libres allait devenir

1. Les hommes d'État italiens qui se défendent toujours d'avoir agi en ennemis de la France, par le fait de leur entrée dans la Triplice, devraient bien réfléchir à l'argumentation de Katkof : en admettant même — ce qui n'est pas — que l'Italie ait simplement promis sa neutralité à l'Allemagne en cas de guerre entre celle-ci et la France, cette promesse constitue déjà un acte d'hostilité flagrante.

une réalité à Pétersbourg, et le spectre d'une entente franco-russe, conséquence logique de la situation, se dressait de toute sa hauteur devant le chancelier allemand. En vain notre diplomatie essayait de tranquilliser ce dernier, en vain un article sur les relations de la Russie et de l'Allemagne, publié le 3/15 décembre 1886 dans le *Messager officiel*, déclarait hautement que « les nombreux intérêts vitaux qui liaient les deux puissances s'étaient consolidés et avaient résisté maintes fois à l'épreuve[1] », à Berlin on était plus surpris que rassuré par ces affirmations; on savait qu'elles rendaient fidèlement la pensée de M. de Giers, mais non celle du tsar. Le chancelier sentait qu'il devait recourir aux grands moyens pour sauver la situation et, coûte que coûte, *s'assurer la neutralité de la Russie en prévision des événements prochains*. Par un de ces coups de théâtre qui lui étaient habituels, il jeta subitement le masque : franchement, brutalement même — il fallait être brutal pour paraître franc — M. de Bismarck avisa le gouvernement russe qu'un conflit avec la France lui serait imposé (!) dans un très bref délai et qu'il était tout prêt à payer la neutralité de la Russie un très haut prix; comme preuve de sa générosité il offrit au tsar... carte blanche pour agir en Bulgarie à sa guise, même par une intervention armée! Devant tant de magnanimité M. de Giers pensa tomber à la renverse, et pour un peu il aurait chanté de nouveaux hymnes à la solidité des liens qui unissaient les deux empires. Mais le tsar, fixé dorénavant sur la valeur de sa neutralité, ne daigna même pas hausser les épaules.

Le chancelier ne se découragea pas. Tous les dix jours on recevait à Pétersbourg de nouvelles offres de plus en plus fortes, allant jusqu'à *une alliance à deux contre l'Autriche* après l'expiration du traité décennal d'octobre 1879. Ainsi se manifestait une fois de plus la sûreté des amitiés politiques du prince de Bismarck! Toutefois le tsar n'agréa pas plus cette proposition que les précédentes. Le marchandage ne faisait que confirmer à Alexandre III les desseins agressifs qu'on nourrissait à Berlin

1. Voir plus loin l'article de Katkof du 10/22 mars à propos de ces étranges mations.

contre la France, et plus que jamais s'affirmait sa volonté de dédaigner momentanément toutes les provocations bulgares, dont le véritable inspirateur se trahissait malgré lui, de s'abstenir de toute intervention militaire dans les Balkans et de hâter la concentration des troupes sur la frontière occidentale.

Ce fut surtout pour être entendu au palais de Gatchina que le prince de Bismarck prononça son fameux discours du 13 janvier, où il dit si vertement leur fait aux partis allemands qui voulaient le brouiller avec son meilleur ami et troubler les relations si cordiales entre les deux empires. Tant de passion apportée à la défense des intérêts russes devait, pensait-il, dissiper les méfiances, calmer les susceptibilités. Mais, hélas! Alexandre III resta inébranlable et se refusa à donner carte blanche pour l'écrasement de la France. Katkof — comme presque toujours quand son action directe sur le souverain était la plus forte — observait dans son journal[1] une certaine réserve vis-à-vis des agissements de la chancellerie allemande, mais, tenu au courant de tous ces mouvements, il veillait et, à chaque nouvelle offre venue de Berlin, produisait un argument sans réplique pour prouver l'excellence de la nouvelle ligne politique conseillée par lui à l'empereur.

L'antagonisme entre le directeur de la *Gazette de Moscou* et le ministre des affaires étrangères s'accentuait chaque jour davantage. Avec une ingéniosité incontestable, mais qui eût gagné à être mise au service de la Russie, nos diplomates et leurs soutiens à la cour s'évertuaient à rendre Katkof responsable de l'état troublé de l'Europe. Le raisonnement ne tenait pas debout, mais pouvait faire illusion aux esprits superficiels toujours disposés à prendre parti pour Reinecke Fuchs contre le « lapin qui a commencé » : l'alliance des trois empereurs, en isolant la France et en la menaçant de la « neutralité bienveillante » de deux empires, pendant que le troisième lui ferait son affaire, était une garantie de paix. Ayant disposé ses alliés en fidèles sentinelles autour du traité de Francfort, Bismarck pouvait

1. Voir plus loin son article du 10/22 mars.

digérer paisiblement. Or, Bismarck satisfait, c'était le monde tranquille. Mais Katkof, en cherchant à ébranler la sainte alliance de Skiernevice, se met à troubler la digestion de Bismarck, et voilà la paix du monde menacée ! Cette démonstration laissait, à la vérité, quelques points dans l'ombre : les bons alliés de la Russie avaient profité du pacte d'alliance tantôt pour la jeter dans une guerre ruineuse, tantôt pour l'évincer des Balkans et s'y installer solidement à sa place, tandis que le pacifique chancelier, depuis son insuccès de 1875, guettait l'occasion d'une revanche contre la France[1], et depuis bientôt un an ne cessait de la menacer et d'exciter contre elle l'opinion publique....

Katkof, « chef des panslavistes », troublait la paix de l'Europe et poussait la Russie vers une politique d'aventures : — telle fut la thèse que la presse reptilienne se mit à soutenir presque chaque jour dans des articles injurieux. Le prince de Bismarck n'ignorait pas à quelle influence était dû l'accueil glacial que ses propositions rencontraient à Saint-Pétersbourg ; bientôt les menaces et les attaques succédèrent aux avances insidieuses et aux offres séduisantes. La dernière fois que le chancelier tenta d'obtenir la neutralité de la Russie en cas de conflit franco-allemand, il promit une modération extrême dans les conditions de paix qui seraient imposées à la France vaincue : indépendamment des milliards inévitables, on se contenterait de l'annexion de Belfort, d'une rectification de frontières du côté de Thionville et d'une réduction sensible de l'effectif que la France pourrait dorénavant tenir sous les armes. Vers la même époque, dans un des nombreux discours prononcés par lui pour la défense de la nouvelle loi militaire, les 11, 12 et 13 janvier, le chancelier disait : « Nous n'attaquerons la France en aucune circonstance (*unter keinen Umständen*) et en France beaucoup de personnes sont du même avis. Elles ne désirent que maintenir le feu sacré de la revanche, mais évite-

1. Il n'y a plus qu'un seul homme au monde, M. Barthélemy Saint-Hilaire, pour croire, malgré les preuves données par les historiens allemands eux-mêmes, qu'en 1875 Bismarck ne songeait à aucune agression contre la France.

ront une guerre agressive. Toutefois, dans les moments difficiles, les décisions, en France, sont prises par les minorités agissantes contre la majorité et le peuple. » On comprend aisément l'effet que produisirent sur le tsar des assurances si pacifiques coïncidant avec la communication faite à la cour de Russie des *douces* conditions de paix qu'on imposerait à la France après sa défaite ! Nous reviendrons encore sur ces discours.

Et la France? Dans les cercles gouvernementaux on ne semblait pas se douter de la gravité de la situation. A mon retour de Saint-Pétersbourg, au commencement de novembre, je fus stupéfait de la complète quiétude qui régnait à Paris. M. de Freycinet venait de faire une tournée en province où il avait prononcé de nombreux discours. A Montpellier et à Toulouse, notamment, le chef du Cabinet avait longuement parlé — mais sur les bienfaits de la concentration républicaine, sur le bonheur, pour les républicains modérés, de subir la domination des radicaux. Sur la politique étrangère, pas un mot, à la veille d'événements où les destinées de la France allaient se jouer ! Dans ce voyage, le ministre des affaires étrangères s'était effacé derrière le président du Conseil, ou plutôt derrière le candidat à la succession de Grévy, qui paraissait prochaine...

Une autre surprise m'attendait encore à mon retour en France. Quelques jours après ma rentrée, certains journaux de Paris se mirent à m'attaquer avec une violence extrême. Sur le caractère et l'origine de cette étrange campagne, le doute n'était pas possible. Ma collaboration intime avec Katkof venait d'être révélée à Saint-Pétersbourg. Jusqu'alors, l'auteur des correspondances signées K était resté inconnu. Depuis que j'avais, en 1884, repris la plume dans la *Gazette de Moscou*, je m'étais tenu entièrement à l'écart du monde politique et, sauf quelques initiés, personne ne savait quel était l'écrivain anonyme qui, depuis le 3 mai, menait dans l'organe de Katkof une campagne si énergique en faveur de l'entente avec la France. Pendant mon séjour à Saint-Pétersbourg où l'on me voyait sans cesse avec Katkof, que j'accompagnais même chez les ministres, le secret se découvrit. Quelques notes injurieuses, publiées dans

les *Novosti*, l'organe du radicalisme russe, et bientôt après dans plusieurs journaux reptiliens de Berlin, révélèrent mon nom et dévoilèrent dans quelle intention j'avais soudain pris la direction de la *Nouvelle Revue*. Les ennemis de l'accord franco-russe se mirent donc à l'œuvre pour me la faire abandonner. Parmi ces adversaires, les radicaux et les nihilistes russes ne le cédaient pas aux serviteurs les plus dévoués du prince de Bismarck dans notre monde diplomatique. J'ai indiqué ailleurs [1] les causes de cette hostilité de nos libéraux, faite pour surprendre seulement ceux qui ignorent la Russie. Je me bornerai à ajouter que même après Cronstadt, même après Toulon, les survivants du radicalisme de 1860 n'ont pas désarmé : dans le *Messager de l'Europe*, leur organe attitré, on pouvait encore lire en octobre 1893 de véhémentes diatribes contre la France. En 1890 le même *Messager* m'avait attaqué avec la dernière violence, à propos de mon article « La France et la Russie », publié dans la *Nouvelle Revue* en réponse à la brochure du colonel Stoffel. M. Stasulevitch prônait alors, et prône encore aujourd'hui l'alliance avec l'Allemagne — dans quel intérêt? — il est aisé de le deviner...

Les nihilistes avaient moins de raisons de cacher leur aversion pour l'entente franco-russe. Je parlerai ailleurs de la protection que le gouvernement du prince de Bismarck leur accordait, par l'intermédiaire du fameux Krieger. En dehors même de cette considération, ils étaient directement intéressés à empêcher un rapprochement entre la France et la Russie : le procès Lavrenius, Mendelsohn et consorts, jugé à Paris en 1890, l'a bien prouvé [2].

Quoi qu'il en soit, un de ces nihilistes russes — et de l'espèce la plus vilaine, celle des nihilistes déguisés, — M. Achkinazi, fit insérer dans le *Siècle* une prétendue correspondance de Saint-Pétersbourg qui n'était qu'une violente attaque contre

1. *La Russie Contemporaine*, Paris 1891, p. 279, etc.

2. Au congrès socialiste international, réuni à Zurich en 1893, X..., une des plus fortes têtes du nihilisme russe, souleva l'indignation d'un auditoire peu suspect de chauvinisme par ses haineuses sorties contre l'entente franco-russe et contre la Russie « qu'une coalition européenne devait écraser et même détruire ».

moi; l'écrivain ne révélait que trop visiblement son but par l'insistance avec laquelle il revenait sur cette idée que « je ne pouvais pas rester à la *Nouvelle Revue* ». Et cela parce que, dans une série d'articles sur le nihilisme publiés quelques mois auparavant dans le *Messager russe* de Katkof, je soutenais qu'en France, comme aux États-Unis et dans d'autres pays, la liberté de la presse a été funeste à sa dignité et l'a privée de la considération qu'elle savait inspirer autrefois quand une législation rigoureuse lui imposait plus de réserve dans le langage et plus de sérieux dans la discussion. Cette thèse, devenue depuis presque banale, — M. Brunetière a pu la soutenir dernièrement dans son discours de réception à l'Académie, — était développée dans mes études avec une certaine étendue[1]. Quelques phrases infidèlement traduites, encore que l'exactitude de la traduction fût certifiée pour la circonstance par un traducteur juré, d'autant plus impartial qu'il ignorait le premier mot de la langue russe, servirent au nihiliste sus-nommé qui, d'ailleurs, gardait l'anonyme, pour échafauder contre moi des accusations grotesques. Voici ce que je répondis au *Siècle :*

A Monsieur le directeur du Siècle.

28 novembre.

Monsieur,

J'ai été péniblement surpris en lisant ce matin dans le *Siècle* la note qui me concerne. J'espérais que le président du Syndicat de la presse parisienne me témoignerait son regret d'avoir trop légèrement accueilli contre un confrère des allégations blessantes, dont la fausseté lui a été prouvée. Au lieu de cela, je trouve un certificat d'identité dont je n'avais nullement besoin, et une série de rectifications ambiguës qui sont loin de me donner satisfaction. J'ai l'habitude d'assumer toujours hautement la responsabilité de mes opinions et j'ai horreur des équivoques et des faux-fuyants; je vous prie donc de vouloir bien insérer, dans votre plus prochain numéro, la rectification suivante :

Je revendique hautement la responsabilité des articles du *Messager russe* de Katkof dont votre correspondant vous a envoyé des citations fausses et tronquées. Dans ces études sur le nihilisme et sur les nihilistes russes, je fais remarquer, entre autres choses, combien sont vaines les espérances des

1. Ces études, traduites depuis en français, ont été reproduites intégralement dans mon livre *Nihilisme et Anarchie*. Paris, 1892, pp. 125 et suiv.

pseudo-libéraux russes qui s'imaginent trouver, dans le parlementarisme et la liberté absolue de la presse et des réunions publiques, un remède à la corruption, à l'arbitraire administratif, à la dilapidation de la fortune publique, et aux autres maux dont souffre la Russie. Je démontre surtout par l'exemple des États-Unis combien sont illusoires, à ce point de vue, les espérances fondées sur le régime représentatif. Je cite l'exemple de la France, de l'Italie et des États-Unis pour montrer que la liberté absolue de la presse, loin de remédier à de pareils maux, n'a servi qu'à abaisser la dignité et la valeur de la presse elle-même. Je rappelle que ce régime de liberté absolue a amené en France comme partout la prédominance du reportage vivant de cancans et d'autres choses pires encore, au détriment de la véritable mission du journalisme; à l'appui de cette opinion je note que les publicistes qui, comme Jules Simon, J.-J. Weiss, Hervé, John Lemoinne, Claveau et autres, font l'honneur de la presse française, se sont tous formés sous un régime de réglementation assez sévère. Je rappelle qu'un des plus nobles représentants de la presse, Armand Carrel, a payé de sa vie une protestation indignée contre l'exploitation financière du journalisme. Je raconte qu'au moment même où je publiais mon étude, le *Temps*, la *République française* et le *Journal des Débats* faisaient campagne contre la dernière loi sur la presse, qu'ils trouvaient avec raison funeste à sa dignité. Quant à la phrase stupide citée par votre correspondant : « Le journaliste français est vénal », etc..., elle est absolument fausse.

Pour ce qui est de mon opinion sur la « Chambre des sous-vétérinaires », je l'ai assez souvent exprimée dans des journaux français, notamment dans le *Gaulois*, à l'époque où j'en étais le directeur; vous avouerez que je serais mal venu, en ce moment surtout, à réclamer de ce chef un brevet d'invention; ce qui n'empêche que la phrase qui m'est attribuée par votre correspondant ne soit encore faussée et dénaturée.

Je suis, d'ailleurs, à la veille de publier en français une édition intégrale de mon étude sur les nihilistes.

Nonobstant mes explications, le *Siècle* essaya de prolonger l'incident, soutenu en cela par une demi-douzaine d'autres feuilles dont plusieurs ont depuis fortement occupé M. Dopffer et qui avaient certainement des raisons particulières pour se sentir visées par les paroles qu'on m'attribuait sur la vénalité de la presse. Je dois ajouter que parmi les journaux qui comptent, les uns restèrent étrangers à cette polémique, les [illegible]res se rangèrent franchement de mon côté. En tête de ces [illegible]iers fut le *Figaro* dont le directeur, M. Magnard, connais[illegible] dessous de l'affaire, et se refusa énergiquement à [illegible]e le parti de vulgaires diffamateurs.

[illegible] je mentionne cet incident, c'est surtout parce qu'il s'est

renouvelé depuis, chaque fois que je suis intervenu d'une façon active et directe dans la question de l'entente franco-russe. La presse bismarckienne de Berlin, de Pest et d'autres lieux m'avait souvent pris à partie depuis 1887, avec cet ignoble acharnement qui caractérise les attaques dirigées par le chancelier allemand, ne reculant ni devant les injures, ni devant les calomnies les plus infâmes. A la seule annonce de cette publication, les immondes reptiliens, depuis Harden, dans la *Zukunft* de Berlin, jusqu'au rédacteur du *Herold* de Saint-Pétersbourg, ont ouvert les écluses à leurs élucubrations honteuses. Cela est naturel et prouve seulement que, même dans sa retraite involontaire, l'ex-chancelier m'honore de sa haine implacable. Mais ce qui est moins récréatif, c'est de le voir, dans les moments décisifs, se servir de certains journaux français qui, sur quelque fausse nouvelle adroitement lancée de l'autre côté du Rhin, partent en guerre contre moi avec une mauvaise foi excessivement suspecte; j'en ai encore eu la preuve l'automne dernier à la veille des fêtes de Toulon. D'autres journaux très innocemment, comme de simples moutons de Panurge, reproduisent ces attaques et les gouvernants allemands obtiennent ainsi à peu de frais à Paris des résultats qu'ils auraient dû payer cher aux *Neueste Nachrichten* ou au *Pester Lloyd*...

M. Achkinazi (Delines) a-t-il agi en 1886 en nihiliste indépendant ou obéi à des inspirations venues de Berlin? Je l'ignore. Je noterai seulement qu'en 1890, à propos du retentissement de mes articles dans la *Nouvelle Revue*, il renouvela dans *Paris* de Canivet ses attaques contre Mme Adam et contre moi, démasquant cette fois sa haine contre l'entente franco-russe et signant : « Michel Delines ».

Heureusement la campagne du *Siècle* fit long feu et ne porta aucune atteinte à l'action que je pouvais exercer dans la presse française, — aussi bien à Paris qu'en province, — en faveur du rapprochement entre les deux pays.

Le Parlement nous servit moins bien. L'évolution de M. de Freycinet vers la Russie, pour peu accentuée et timide qu'elle fût alors, nous était néanmoins très précieuse. Aussi

nous efforcions-nous de présenter ce ministre en Russie comme un sérieux appoint pour l'avenir. En tout cas, sa rivalité avec Ferry était un gage. Dans ma correspondance du 28 novembre, j'avais été heureux de signaler sa ferme réponse à l'excellent discours de M. Delafosse sur la question égyptienne, et je m'étais plu à en tirer le meilleur augure pour la solidité de sa politique. Quelques jours après, le ministère Freycinet était renversé par suite d'une obscure intrigue de couloirs! La chute inattendue de ce cabinet, nouvelle preuve de l'instabilité des pouvoirs publics en France, causa une surprise très désagréable à Pétersbourg et à Moscou. D'autre part, l'avènement d'un ministère radical n'était pas de nature à atténuer cette fâcheuse impression. Mais il fallait faire bonne mine à la situation nouvelle. Dans mes lettres des 8 et 15 décembre, je tâchai d'amoindrir l'importance des crises ministérielles en général : je présentai la retraite de M. de Freycinet comme momentanée et toute volontaire. Le maintien du général Boulanger dans le nouveau cabinet et l'inexpérience de M. Flourens, le nouveau ministre des affaires étrangères, nous permettaient d'espérer que la politique extérieure de l'ancien président du conseil ne serait pas sensiblement modifiée. Il fallait surtout compter sur le grand réveil du sentiment national qui se manifestait en France. L'opinion publique, par exception, était cette fois d'accord avec ce sentiment, — et, la première préoccupation d'un ministre étant de se maintenir au pouvoir, il y avait lieu de penser que M. Flourens n'oserait pas, du moins à ses débuts, se mettre en opposition avec l'opinion. On pouvait donc avec quelque raison faire crédit au nouveau ministre et tâcher de lui prêter quelque prestige...

CHAPITRE VIII

SOMMAIRE. — Un mot de Moltke sur le Septennat ; véritable situation de l'Europe en janvier 1887 ; dilemme posé par le vote du Reichstag ; guerre sur les deux fronts ou guerre contre la France seule. Les six discours de M. de Bismarck ; leur critique par Katkof ; leur analyse par mes lettres du 13 et du 15 janvier. M. Windthorst met le chancelier au pied du mur. Le chancelier journaliste ; deux articles de la *Kreuzzeitung*. Les *Daily News* provoquent une panique en Europe sous l'inspiration de M. de Bismarck. Fausses nouvelles, mais alarmes réelles. Conflit aigu entre le Kronprinz et M. de Bismarck. Les véritables raisons de la démission de lord Churchill ; le marquis de Salisbury recherche l'alliance avec l'Autriche-Hongrie. L'opinion publique et la presse en France. Campagne de presse en faveur d'une entente avec la Russie. Fausses accusations contre Grévy ; la véritable attitude de l'ancien président de la République. La véritable attitude de M. Flourens révélée par ses propres apologistes. Lettre de Grévy au tsar ; rôle du général Saussier. Quelques erreurs de l'auteur des Dessous diplomatiques. Nouveau *leader* sensationnel de Katkof ; le tsar refuse définitivement les offres de l'Allemagne.

Intrigues contre Katkof ; mon départ pour Moscou. Confusion dans les plans de la mobilisation française. Projets agressifs de l'Autriche-Hongrie. Arrivée à Pétersbourg. Visites chez le comte Ignatief ; conférence avec M. Wyschnegradski. Visites chez le comte Tolstoï, M. Pobiedonostzef et le comte Delanof ; le remplacement de Katkof à la *Gazette de Moscou*. L'explication du baron Jomini et l'étrange note parue dans le *Nord* et la *Politische Correspondenz*. Le triomphe de Bismarck aux élections. Nouvelles propositions de l'Allemagne faites par le comte Schweinitz : leurs dangers. Longues conférences avec Katkof ; les différents problèmes de la politique russe. Une note suspecte du *Journal de Saint-Pétersbourg*. Virulente réponse de Katkof à M. de Bismarck ; mon *leader* sur les étrangers dans la presse officieuse de la diplomatie russe.

« Si la demande du gouvernement est rejetée, nous aurons certainement la guerre », dit le maréchal de Moltke au Reichstag, pendant la discussion du projet de loi sur le septennat militaire. Mieux que les six longs discours du prince de Bismarck, ces quelques mots du « grand taciturne » caractérisent la situation de l'Europe au mois de janvier 1887.

Depuis, les historiographes allemands ont contesté la réalité du danger que courut alors la paix européenne ; ils ont nié que la guerre à bref délai fût chose décidée à Berlin. Quand des projets honteux n'ont pu recevoir leur accomplissement, rien n'est plus naturel que de les démentir. Mais l'intérêt de la vérité historique a d'autres exigences. Pour y satisfaire, nous allons placer sous les yeux du lecteur non pas des récits fabriqués après coup et par suite toujours sujets à caution, mais des exposés faits au moment même, pendant la lutte de Katkof contre Bismarck. De cette lecture ressortira la conviction que le maréchal de Moltke n'a pas exagéré la gravité de la situation par un simple désir de peser sur les décisions du Reichstag. La pensée de l'illustre guerrier apparaîtra dans une plus pleine lumière quand elle aura été complétée par l'indication des véritables desseins du chancelier allemand : « *Si le septennat est rejeté, nous déclarerons la guerre à la France, quelle que soit l'attitude de la Russie et au risque d'avoir à combattre sur les deux fronts en même temps ; si le septennat est voté, nous ne ferons la guerre à la France qu'au cas où nous aurons su nous assurer la neutralité de la Russie, les augmentations de notre armée nous permettant d'attendre une occasion plus propice.* » Telles sont les déclarations que Moltke aurait pu faire si pareille franchise était admissible du haut de le tribune.

Voici ce que nous écrivions, entre autres choses, de Paris, le 13 janvier, à propos du fameux discours du prince de Bismarck :

13 janvier.

... Je l'avoue, je considère les deux impressions provoquées à Paris par la harangue de Bismarck comme tout à fait passagères et ne correspondant nullement au caractère véritable de ce discours. Je suis loin d'en admirer la prétendue franchise, encore moins puis-je y découvrir des espérances formelles concernant le maintien de la paix.

Jamais, me semble-t-il, le paradoxe de Talleyrand : « La parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée » ne s'est trouvé plus vrai que dans le cas présent. Toute la faconde du prince de Bismarck tendait évidemment à faire prendre le change à ses auditeurs. Du reste, il n'en faut pas conclure qu'on ne puisse trouver dans son discours, sinon un tableau tout à fait exact et complet de la situation politique actuelle, du moins un

grand nombre d'indications très précieuses. Mais c'est à la condition qu'on ne se laissera point duper par les apparences d'une fausse sincérité et d'une désinvolture plus feinte encore. On doit, au contraire, étudier ce discours à fond; en peser, pour ainsi dire, chaque phrase, en remarquer toutes les réticences et toutes les apparentes contradictions. Il mérite un examen sérieux. Essayons d'en faire une étude quelque peu approfondie.

D'abord, de ce discours, comme de toutes les circonstances qui ont accompagné le dépôt du nouveau projet de loi, résulte la preuve certaine que tous les gouvernements de l'Empire ont le plus ardent désir de voir passer ce projet le plus tôt possible et sans aucune modification. Ce n'est pas simplement pour le décor que le vieux maréchal de Moltke monte si souvent à la tribune; ce n'est pas pour rien que le régent de Bavière est intervenu personnellement dans l'affaire, et a supplié les députés bavarois de voter la loi; ce n'est pas à seule fin de se réconcilier avec Windthorst et de dire des insolences aux députés que le prince de Bismarck s'est rendu à Berlin avec la résolution de dissoudre la Chambre et de susciter dans le pays une inévitable agitation électorale. Il est évident que les gouvernements de l'empire attachent une importance extraordinaire à ce projet de loi, et il est non moins évident qu'ils ont pour cela de très sérieuses raisons. En Allemagne, on ne gaspille pas l'argent et, quand la Prusse renforce son armée, ce n'est certes pas pour le vain plaisir de jouer aux soldats dans des revues. L'unanimité de tous les gouvernements confédérés, qui n'hésitent pas à faire peser de nouvelles charges sur une population déjà écrasée d'impôts, montre à elle seule que les circonstances les y forcent ou, pour mieux dire, que *la politique extérieure de l'Allemagne réclame dans le plus bref délai un accroissement considérable de ses forces militaires.*

Ce fait brutal et palpable prouve assez clairement que l'état des choses est loin de justifier les appréciations optimistes de toute la presse parisienne.

Ensuite il y a une autre circonstance qu'on n'a pas assez remarquée ici dès le premier moment, mais qui, à mon avis, mérite d'être prise en considération. Il y a quelques semaines, dans tous les journaux officieux, aussi bien que dans les discours prononcés au sein du Reichstag et de la commission par les représentants du gouvernement, pour motiver l'augmentation de l'armée, on alléguait la situation de l'Allemagne entre deux puissantes voisines, la Russie et la France, qui pouvaient par leur alliance détruire le nouvel empire. Or, à présent, l'argumentation n'est plus du tout la même. Dans son discours le prince de Bismarck ne manifeste pas la moindre crainte au sujet de la Russie; il exprime à plusieurs reprises la conviction qu'elle ne déclarera pas la guerre à l'Allemagne : « En déposant le nouveau projet de loi, nous n'avons même pas songé à une coalition entre la Russie et la France. Aucun des motifs qui nous ont été prêtés à cette occasion n'existe en réalité. » Notons que cette explication est donnée non seulement à la presse officieuse et aux députés conservateurs, mais encore aux collègues du chancelier impérial qui, plus d'une fois, ont parlé de la possibilité d'une telle coalition.

Le langage de Bismarck ferait donc supposer que, pendant les vacances

parlementaires, il s'est produit dans les relations de la Russie et de l'Allemagne un changement radical autorisant cette dernière à se croire pleinement en sécurité du côté de l'Orient. « Dans un duel avec la France nous resterons en tête à tête », a-t-il répété plusieurs fois. Curieuse est la nuance dans la caractéristique des relations amicales avec la Russie et avec la France : « Il est absolument certain que nous ne partirons pas en guerre contre la Russie, et il est absolument impossible que la Russie ait de pareils desseins contre nous. » — « En aucun cas nous n'attaquerons les premiers la France », mais il craint que la France n'attaque l'Allemagne seule, sans alliés! Le prince de Bismarck connaît trop bien la France pour admettre une semblable éventualité à l'heure présente. De deux choses l'une : ou sa sécurité en ce qui concerne la Russie est loin d'être aussi complète qu'il l'a exposé avec sa franchise *accoutumée*, ou il n'est pas sincère quand il affirme que jamais l'Allemagne n'attaquera la première la France.

Le rapprochement entre la Russie et l'Allemagne, dont on a tant parlé depuis quelque temps, est-il en réalité assez solide pour expliquer pleinement le changement survenu dans les motifs invoqués en faveur de l'augmentation de l'armée? Naturellement, nous ne pouvons pas le savoir. Mais si les faits répondent affirmativement à cette question, pourquoi, quand l'Allemagne n'a plus à craindre d'être prise entre deux feux, le gouvernement impérial persiste-t-il à demander que le projet de loi soit voté tel quel, et ne veut-il faire grâce « ni d'un soldat ni d'un jour »?

A la vérité, le prince de Bismarck s'est très longuement étendu sur cette idée qu'une déclaration de guerre était à redouter de la part du cabinet inconnu qui succèderait au ministère actuel. Il a même dit que pendant la dernière crise ministérielle il y avait eu un moment où ces craintes avaient pris un caractère aigu. Quel moment? En dehors de M. Goblet, le seul candidat qui ait été mis en avant pour la présidence du conseil des ministres est M. Floquet. Se peut-il que le prince de Bismarck ait eu sérieusement peur d'un ministère présidé par M. Floquet, homme personnellement pacifique et dont, en outre, l'arrivée au pouvoir eût rendu impossible un rapprochement sincère avec la Russie? Et dans l'avenir qui craint-il? Les radicaux? Mais ils sont désarmés et impuissants dans la politique extérieure; le chancelier le sait trop bien. Le général Boulanger? Le prince de Bismarck l'a en effet signalé dans la seconde partie de son discours. Ici encore se pose un dilemme : ou des raisons d'un grand poids autorisent le chancelier à suspecter les desseins du ministre de la guerre français, ou il ne se sert de ce dernier que comme d'un épouvantail afin d'avoir lui-même un prétexte pour attaquer la France. Dans un cas comme dans l'autre, l'impression pacifique que ce discours de Bismarck a produite chez les Français ne repose sur rien. Nous dirons plus : le prince de Bismarck n'a pas de motifs sérieux pour avoir peur du général Boulanger; encore une fois il connaît trop bien le véritable état des choses en France. Le lendemain de son discours il a su probablement qu'au moment même où du haut de la tribune il prononçait les paroles que le télégraphe a répandues dans le monde entier, le général Boulanger était tranquillement attablé avec ses aides de camp au Chat-Noir, où se réunit la bohème littéraire et artistique, et où

l'on joue en ce moment une charge comique d'un artiste à demi russe qui signe Caran d'Ache. Cette occupation, comme vous voyez, n'est guère celle d'un homme adonné à de noirs complots et à de profonds desseins politiques.

En général, l'insistance du prince de Bismarck à soutenir que les armements de l'Allemagne sont seulement dirigés contre la France, et les raisons étranges qu'il a données pour justifier ses craintes, — tout cela est trop artificiel, trop cousu de fil blanc. Et ce manque de sincérité dans le principal motif du discours autorise aussi la défiance à l'égard des motifs accessoires.

Autre point à noter. Le prince de Bismarck a défini d'une façon en apparence très franche et très juste ses relations avec l'Autriche et avec la Russie. A l'en croire, l'alliance austro-allemande est si solide que rien ne peut l'ébranler. Il est vrai que chacune de ces puissances n'est nullement tenue d'aider l'autre dans la sphère de ses intérêts spéciaux; néanmoins elles peuvent compter sérieusement l'une sur l'autre. Ici encore évidemment l'orateur a omis quelque chose. Supposons qu'une guerre éclate entre la Russie et l'Autriche par suite de leur rivalité dans la péninsule des Balkans. L'Autriche est battue à plates coutures, ce qui l'atteint incontestablement dans ses intérêts spéciaux; l'Allemagne viendra-t-elle au secours de l'Autriche déconfite? Dans ce cas, non seulement l'Allemagne défendra les « intérêts spéciaux » de son alliée, mais elle violera en même temps l' « engagement absolu » qu'elle a pris de ne pas attaquer la Russie. Il est clair qu'il y a là une omission.

Plus loin, le prince de Bismarck affirme avec une énergie particulière qu'il n'existe pas d'alliance entre la Russie et l'Allemagne. D'où vient donc sa conviction qu'en aucun cas il n'a lieu de craindre une attaque du côté de la Russie, circonstance sur laquelle il insiste aussi fortement que sur l'absence de traité? En même temps il fait allusion à l'existence de la triple alliance et rappelle avec attendrissement les bienfaits de la sainte alliance, oubliant, du reste, d'ajouter qu'ils n'ont profité qu'à l'Autriche et à la Prusse. La triple alliance existe par conséquent, mais sous une forme particulière : il n'y a pas de lien commun unissant les trois empires, mais l'Allemagne est liée à chacun séparément. Ce serait en tout cas une façon d'alliance extrêmement curieuse, où chacun des confédérés pourrait formuler ses relations avec l'Allemagne par ces mots : « Les amis de mes amis sont mes ennemis. »

Comme on le voit, ici encore la fameuse franchise a laissé bien des choses dans l'ombre, et là où règne l'obscurité, il y a place pour l'inquiétude et la crainte.

Que signifient aussi le dédain manifesté de but en blanc pour l'Angleterre et l'Italie, et l'assurance que jamais l'Allemagne ne se rapprochera de cette dernière puissance, quand n'est même pas encore échu le terme de la participation de l'Italie à l'accord austro-allemand? Encore un point sur lequel la franchise manque un peu de transparence, du moins pour nous simples mortels

C.

Le 15 janvier nous pûmes être plus explicite :

15 janvier.

Comme nous l'avions prévu, l'effet d'apaisement produit d'abord par le discours du prince de Bismarck n'a pas duré longtemps. Les paroles complémentaires du chancelier, la pression extraordinaire exercée sur le Reichstag, et finalement la dissolution de cette assemblée rendent ici tout le monde soucieux.

Plus on cherche à pénétrer au fond des événements qui se sont déroulés à Berlin, plus on y rencontre de contradictions et moins on comprend la politique du prince de Bismarck dont la prétendue franchise était, avant-hier encore, exaltée dans toute l'Europe.

« Si vous repoussez le projet de loi militaire, la guerre deviendra inévitable », a dit le maréchal de Moltke qui, d'ordinaire, ne parle qu'à bon escient. Prise au pied de la lettre, cette menace signifierait que nous sommes à la veille de la guerre. Avec qui et contre qui? le prince de Bismarck a plus d'une fois déclaré qu'il n'attaquerait pas le premier la France. On peut être plus sûr encore que celle-ci n'ouvrira pas de but en blanc les hostilités. Quelle guerre a donc prédite Moltke? Et si, en effet, la guerre est si prochaine, pourquoi le prince de Bismarck ne s'est-il pas contenté du triennat voté par le Reichstag? Durant trois ans l'armée allemande ne comptera pas un soldat de moins parce que la loi sur le septennat militaire a été rejetée.

Dans un de ses six discours le prince de Bismarck a dit en parlant de la France que, pour échapper à des difficultés intérieures, ce pays pouvait se lancer tête baissée dans des aventures militaires. On ne saurait admettre que le chancelier lui-même jette son pays dans une lutte pour la vie ou la mort contre un ennemi dont la force lui est connue, à seule fin d'avoir un prétexte pour se débarrasser du parlementarisme qui l'empêche d'accomplir des réformes économiques chères à son cœur. Ce serait une pure folie dont, à coup sûr, le prince de Bismarck est incapable. Néanmoins il n'est pas impossible que la situation intérieure de l'Allemagne soit pour beaucoup dans son désir d'assurer durant sept années la force militaire du pays et surtout de rendre le système militaire tout à fait indépendant des fluctuations de la majorité parlementaire.

L'empereur Guillaume a atteint un âge qui fait craindre sa disparition d'un moment à l'autre. Sur beaucoup de points, comme on sait, le prince impérial ne partage pas les idées du chancelier. Peut-être le septennat n'a-t-il pour but que de maintenir intacte la force militaire et par là de continuer forcément, pour ainsi dire, les errements actuels de la politique extérieure allemande. Quoi qu'il en soit, on peut se demander si le chancelier ne veut pas prévenir par quelque coup de force des combinaisons possibles dans l'avenir. Mais, même dans cette hypothèse, on ne voit pas encore bien pourquoi il lui faut absolument le septennat.

Avant le dernier discours du prince de Bismarck, dans les cercles les plus compétents régnait la conviction que le dépôt du projet de loi militaire

avait eu pour principale cause la faiblesse reconnue de l'armée autrichienne. L'Allemagne voulait en quelque sorte rétablir l'équilibre dans les forces de la triple alliance en suppléant aux lacunes de son alliée. Cette conjecture paraissait très vraisemblable il y a quelques jours. Mais maintenant, après l'injure adressée de but en blanc à l'Italie et à l'Angleterre, après le rapprochement annoncé entre l'Allemagne et la Russie, l'explication cloche passablement. A moins qu'il ne faille mettre en doute la sincérité du rapprochement dont il s'agit, et ne voir dans les paroles relatives à l'Italie et à l'Angleterre que le désir de donner le change?

En un mot, les *franches et sincères* explications du chancelier allemand ont eu pour résultat d'obscurcir plus que jamais la situation politique de l'Europe.

C.

Nous avons indiqué dans le précédent chapitre les raisons supérieures qui obligeaient Katkof à observer une grande réserve dans ses *leaders*, quoiqu'il fût presque jour par jour tenu au courant des tentatives de Bismarck, pour obtenir du tsar une promesse de neutralité dans la prochaine guerre contre la France. Il ne pouvait pourtant les passer sous silence. Une série d'articles publiés dans les n°s 6, 9, 11, etc., de la *Gazette de Moscou*, sous le titre significatif de « Tir d'essai », flagelle avec une impitoyable ironie les contradictions, les réticences et les maladresses des discours du chancelier... « L'amitié de la Russie est plus chère à l'Allemagne que la Bulgarie et tous ses partisans allemands », disait Bismarck... « Pourquoi ? demande Katkof, ce n'est pas dit, mais perce à travers les lignes : parce qu'une nouvelle guerre avec la France menace l'Allemagne... » « Si l'Allemagne a besoin de développer ses armements, observait plus loin le chancelier, c'est parce qu'elle a des craintes non du côté de l'Orient, mais seulement du côté de l'Occident. Je ne crois pas à une attaque du côté de la Russie, ni à une alliance hostile de la Russie, ni même que la Russie cherche à profiter des difficultés que pourraient nous susciter les autres puissances. » — « Notre allié? dit Bismarck plus tard, cherchant à se tirer d'embarras par une plaisanterie d'un goût douteux, c'est M. Windthorst qui le dit; j'ai eu hier le plaisir de dîner chez l'ambassadeur de Russie, — il ne m'en a rien dit. » Katkof cite cet incident et, sachant quelles tentatives Bismarck faisait à

ce moment même par l'intermédiaire du comte Schouwalof, pour attirer la Russie dans une *alliance séparée*, dont l'Autriche-Hongrie serait exclue, lui décoche ce trait : « Le chancelier a évidemment voulu faire allusion à cette pensée *juste* exprimée autrefois par lui, qu'une *alliance* entre la Russie et l'Allemagne, *plus intimement liée avec l'Autriche qu'au temps de la confédération germanique et même de l'ancien Empire allemand, était impossible*. On voit quel rôle piteux joue notre diplomatie en *soumettant* la Russie à l'allié de notre ennemi. L'Allemagne est intimement liée avec l'Autriche qui, elle, expulse la Russie de l'Orient en lésant ses intérêts les plus vitaux. L'Autriche n'aurait pas pu lutter contre la Russie avec tant d'audace et, hélas! avec tant de succès si elle n'était pas soutenue par l'Allemagne. C'est pourquoi cette dernière est forcée de jouer un rôle douteux et équivoque, d'être en même temps le *procureur* et l'*avocat* de la paix (*Anwalt des Friedens und Friedensadvocat*)... Tel est le sens des discours politiques, pleins de réticences, du prince de Bismarck : il ne sacrifiera pas pour la Bulgarie les os d'un soldat poméranien, mais ne craindra pas de passer à Pétersbourg « *für oesterreichisch* » (pour autrichien). La Russie est utile, l'Allemagne a obtenu beaucoup d'elle. Cela est vrai, mais l'Autriche est tout de même plus chère à l'Allemagne. — Voilà pourquoi dorénavant la Russie n'est plus un *Verbündeter* (allié) pour l'Allemagne. Ce sont là pour la Russie de bonnes paroles de nouvelle année. La paix est mieux assurée par la sincérité des rapports que par de fausses alliances et coalitions... »

Dans un autre article, parlant des attaques multipliées du chancelier contre le général Boulanger dont il dénonçait les projets militaires comme pouvant donner à l'armée française une supériorité numérique sur les forces allemandes, Katkof termine ainsi :

Grâce au discours du prince de Bismarck, l'adoption des projets du général Boulanger sera facilitée et on pensera sérieusement à la nécessité d'augmenter la cavalerie. Le général Boulanger sera certainement reconnaissant à Bismarck de ce service rendu... L'Allemagne se décidera-t-elle

à la fatale démarche? l'avenir le montrera, mais il n'est pas douteux qu'elle ne s'y prépare avec ardeur. Autrement, pourquoi le ministère de la guerre allemand aurait-il tant insisté sur la nécessité d'augmenter l'effectif de l'armée de 41 000 hommes en temps de paix et de 120 000 en cas de guerre, et cela *absolument pour le 1er avril?* Pourquoi le même ministère aurait-il cherché à compléter *absolument pour la même date* l'armement de ses troupes par le fusil à répétition? Pourquoi Berlin aurait-il tant insisté pour que l'armée autrichienne, en adoptant le fusil à répétition, conserve le même calibre que le fusil allemand, en expliquant à Vienne combien il serait avantageux pour les deux armées de pouvoir employer les mêmes cartouches? Contre qui l'Autriche arme-t-elle si fiévreusement sur l'ordre de Berlin? Dans quel but se fait tout cela?...

K.

Le chancelier allemand était autant journaliste qu'homme d'État; dans ses campagnes politiques il usait moins de notes diplomatiques que d'articles de journaux; aussi des extraits de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* et autres feuilles semblables remplissent-ils une grande partie des innombrables volumes consacrés à son histoire. Windthorst, son principal adversaire pendant la longue discussion qui précéda le rejet de la loi militaire, lui opposa un jour plusieurs articles parus dans la presse officieuse et « dont l'auteur s'était remarquablement approprié son style et sa manière ». Il était aisé, en effet, de reconnaître ce qui sortait directement de la plume du chancelier. Or, vers le milieu de janvier, la *Kreuzzeitung* publia un *leader* sensationnel dont l'origine et la destination étaient des plus transparentes. Dans cet article intitulé « *Ein Krieg zwischen Russland und den Balkanstaaten* », on examinait l'éventualité d'une guerre dans les Balkans et on prédisait à la Russie qu'elle succomberait inévitablement, ayant contre elle les 400 000 soldats de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Serbie, appuyés par les 700 000 hommes de l'Autriche, sans parler de l'armée turque qui, sur le conseil et avec le concours de l'Angleterre, se mettrait du côté de cette formidable coalition. Le but de cette étude comparée des forces belligérantes était facile à deviner, la phrase finale le révélait, d'ailleurs, très nettement : « *Ainsi donc la seule politique militaire rationnelle pour la Russie se trouve dans l'amitié avec son voisin occidental.* » Le tsar se mon-

trait récalcitrant aux séduisantes promesses par lesquelles le prince de Bismarck cherchait à obtenir sa neutralité dans la guerre contre la France, c'est pourquoi ce dernier n'hésitait pas à y joindre des menaces plus ou moins détournées. Inutile d'ajouter que l'article de la *Kreuzzeitung* figurait en première ligne parmi les extraits de la presse étrangère qu'on découpait au Pont des Chantres pour les faire lire à Sa Majesté.

Cette grossière manœuvre fut promptement déjouée par Katkof, qui, dans son mordant *leader* du 10/22 janvier, démasqua l'auteur de la fantaisiste coalition des peuples balkaniques. Mais les ressources du chancelier étaient inépuisables. Apprenant le déplorable effet produit sur le tsar par ses menaces peu déguisées, la *Kreuzzeitung* eut le cynisme de revenir un peu plus tard sur ce sujet, et d'imputer cette fois à la presse russe l'hypothèse émise dans ses propres colonnes : « La presse russe fait tous ses efforts pour décider le gouvernement à prendre des mesures afin d'écarter l'éventualité d'une alliance entre l'Autriche et les pays balkaniques. Mais on lutte, à cette occasion, contre des moulins à vent, puisque, jusqu'à présent, *nulle part on n'a parlé de la possibilité d'une pareille alliance* (!)... » Mais si la vénérable *Gazette* feint d'ignorer l'article qu'elle-même a publié peu de jours auparavant, elle a soin d'en rééditer la conclusion : « Si l'on craint à Pétersbourg que les pays balkaniques ne cherchent un appui auprès de l'Autriche, la Russie a un moyen très simple de prévenir pareille éventualité, c'est de prêter la main à une solution pacifique », etc., c'est-à-dire, comme le disait Katkof dans sa sanglante réplique du 26 janvier/7 février, de s'humilier devant les hommes de paille de Battenberg, les Moutkourof, Stamboulof et autres.

Tandis que le prince de Bismarck marchandait la neutralité russe en vue de la guerre future, et préparait le terrain pour une rupture éventuelle avec la Russie, au cas où les élections au Reichstag donneraient une majorité hostile à sa politique, où le septennat serait repoussé, et où une guerre sur les deux fronts deviendrait inévitable, il ne restait pas inactif du côté du Rhin. En même temps que le ministère de la guerre faisait

tous les préparatifs pour une prochaine entrée en campagne, la diplomatie du chancelier s'efforçait de préparer l'opinion publique à la guerre prochaine, excitait les passions des deux côtés de la frontière, et faisait tout pour amener la France à prendre l'initiative du conflit. Mes lettres des 27 et 31 janvier dévoilent toutes ces manœuvres souterraines et indiquent la véritable situation de l'Europe à cette époque.

Paris, 27 janvier.

Une panique violente s'est produite avant-hier à la bourse de Paris : la rente française a baissé d'un franc. Ce qui a jeté l'alarme, c'est un télégramme de Londres communiqué par l'agence Havas, où il était dit que, d'après une information des *Daily News*, le prince de Bismarck se disposait à demander des explications à la France au sujet des troupes qu'elle concentre sur sa frontière de l'est. La dépêche affirmait ensuite que le Foreign Office avait été averti de cette prochaine démarche et qu'il en appréhendait vivement les conséquences probables. Les nouvelles de ce genre produisent beaucoup d'impression sur les gens de bourse et, comme un groupe très puissant de financiers est fort engagé à la baisse, il a pu aisément provoquer une panique générale. On racontait à la Bourse que le cinquième corps avait reçu l'ordre d'aller occuper les quartiers du sixième corps, lequel avait été dirigé vers la frontière de l'est ; que M. de Freycinet allait reprendre le portefeuille des affaires étrangères, et autres inventions semblables.

C'était plus qu'il n'en fallait pour jeter l'émoi parmi les spéculateurs et provoquer une panique.

Depuis, il a été reconnu d'abord que l'agence Havas avait reproduit inexactement l'entrefilet des *Daily News*, car le journal anglais s'était borné à donner comme possible que le gouvernement allemand demandât des explications et, cette simple possibilité, l'agence, dans son télégramme, l'avait transformée en une demande péremptoire d'explications attribuée au prince de Bismarck. Ce n'est pas la première fois que l'on surprend en flagrant délit de supercherie cette fameuse agence, la seule qui existe en France, et, par suite, la maîtresse absolue de l'opinion publique du pays. Le *Temps* et d'autres journaux sérieux lui ont vivement reproché cette altération préméditée de la vérité. On désigne par leurs noms tout un groupe de financiers qui ont pris part à cette indigne manœuvre. S'il ne s'était agi dans l'espèce que d'influencer les cours, ce serait une simple malhonnêteté. Malheureusement on peut soupçonner ici autre chose encore qu'un coup de bourse. Des liens étroits unissent, comme on sait, l'agence Havas aux agences Wolff et Reuter, leurs relations sont même plus intimes que ne le comportent les intérêts français. C'est pourquoi l'on se demande si derrière cette manœuvre ne se cache pas autre chose qu'un truc de spéculateurs.

Quant à l'information proprement dite des *Daily News*, elle a été reconnue

fausse même sous sa forme dubitative. A Londres, le ministère des affaires étrangères, à Berlin la *Gazette de l'Allemagne du Nord* et le comte Herbert de Bismarck, dans une conversation avec l'ambassadeur de France, M. Herbette, à Paris, enfin, une note officieuse émanant du quai d'Orsay ont démenti d'un commun accord le canard mis en circulation par la feuille londonienne.

Il s'en faut de beaucoup pourtant que tous ces démentis aient pleinement rassuré l'opinion publique. Si la *Gazette de l'Allemagne du Nord* est à l'apaisement, par contre la *Post* et la *National Zeitung* continuent à accuser la France d'intentions belliqueuses.

Les procédés de ces deux journaux qui n'ignorent pas les charmes du *Reptilienfond* sont extrêmement instructifs. Tous deux doivent reconnaître que la presse française s'abstient absolument de toute provocation et qu'elle est tout à fait pacifique. Le désir de la paix ne se manifeste pas moins dans toutes les déclarations du monde officiel français. Mais, raisonnent ces sages, il est incontestable (!) que tous les Français ont soif de la revanche et que tous les journalistes ne souhaitent que la destruction de l'Allemagne; par conséquent (!) les journaux dissimulent, ils cachent leurs véritables tendances et, au fond, ils désirent la guerre. Logique extraordinaire qui rappelle la fable de la Fontaine : *le Loup et l'Agneau*.

De leur côté, les *Daily News* maintiennent, à l'encontre de tous les démentis, l'exactitude de leur information; cela est très louche, car si cette insistance ne rend pas la nouvelle plus véridique, elle prouve, en tout cas, que les cercles qui ont intérêt à entretenir la panique régnante continuent à agir dans le même sens.

Quel est cet intérêt? se peut-il que ce soit seulement le désir d'exercer une pression sur les électeurs allemands? La chose est peu probable. La peur est une arme à deux tranchants; elle amènera peut-être les électeurs irritables et chauvins à voter pour le septennat, mais elle peut aussi produire l'effet contraire sur la partie rassise et pacifique du corps électoral. Nous supposons donc que l'excitation de l'opinion publique contre la France a encore un autre but caché. Évidemment le chancelier impérial tient beaucoup à persuader aux Allemands que les Français se préparent à fondre brusquement sur eux. Nous en avons une preuve très sérieuse dans le fait suivant dont l'authenticité nous est garantie : à Paris a été découverte toute une organisation tendant à faire naître des conflits et des querelles avec les Allemands. On a aussi tenté de publier dans les journaux français des articles violents contre l'Allemagne, et tout cela, évidemment, aux frais de l'inépuisable *fonds des reptiles*. Nous ne parlerons pas des incessantes arrestations d'espions prussiens qui, à coup sûr, ne sont pas envoyés en France dans le but d'effrayer les électeurs allemands; nous rappellerons seulement l'affaire des trois espions arrêtés à Lyon pour avoir essayé d'acheter à un soldat son fusil d'ordonnance nouveau modèle, ainsi que des cartouches.

Quels buts poursuit-on? Dieu le sait.

Puis je parle du conflit entre le chancelier et le Kronprinz

arrivé à un état aigu, et de leur désaccord absolu sur la manière de résoudre par la guerre la crise actuelle. Nous avons indiqué le véritable caractère de ce désaccord dans un chapitre précédent. Je continue ensuite :

En tout cas l'opinion publique demeure inquiète. L'arrêté publié hier à Berlin qui interdit l'exportation des chevaux hors de l'Allemagne n'a fait que fortifier les impressions pessimistes. On comprend que dans ces conditions les Chambres françaises aient accordé au général Boulanger, sans même les discuter au préalable, tous les crédits qu'il demandait pour la transformation de l'armement. Sans doute, ce vote fournira un nouvel argument à la presse officieuse allemande pour accuser la France de noirs desseins contre la pacifique Allemagne, mais ce n'est plus le moment de faire attention aux commentaires, il faut s'occuper de la besogne urgente et se tenir prêt à tout événement.

On vient de recevoir ici par télégraphe la correspondance de lord Randolph Churchill avec le marquis de Salisbury, dont lecture a été donnée hier à la Chambre des Communes. Ces documents confirment de la façon la plus catégorique ce que je vous ai télégraphié aussitôt après la démission de lord Churchill, à savoir que son refus d'accepter les devis des ministres de la guerre et de la marine n'était qu'un prétexte, mais qu'en réalité il quittait son poste pour cause de dissentiment avec lord Salisbury sur la politique étrangère. Il était absolument opposé à l'intervention de l'Angleterre dans la lutte qui se prépare sur le continent. Voici un extrait de sa seconde lettre : « La question des dépenses publiques n'a nullement un intérêt exclusivement technique, comme les observateurs superficiels pourraient le supposer. La politique étrangère et les dépenses pour les armements exercent une action réciproque. Je crois être bien au courant de la situation en Europe et ne suis pas assez aveugle pour ne pas voir toutes les probabilités d'une conflagration générale des puissances continentales dans le courant de l'année prochaine. Une sage politique extérieure peut laisser l'Angleterre en dehors de cette lutte et des conflits entre la Russie, l'Allemagne, la France et l'Autriche. Je constate depuis quelque temps des *tendances du gouvernement vers une politique, que j'ai cherché vainement à arrêter ou à changer.* Cette tendance ne fera que s'accentuer quand le cabinet obtiendra du Parlement des crédits considérables. La possession d'une arme bien aiguisée provoque parfois des tentations irrésistibles : on désire éprouver, démontrer les qualités de l'arme. *Je ne veux pas que l'Angleterre soit entraînée à prendre part dans la lutte terrible, désespérée qui menace les autres peuples.* »

C.

En effet, déjà dans ma lettre du 24 décembre, j'avais indiqué que, contrairement aux bruits répandus, la véritable cause de la démission de lord Churchill devait être cherchée dans son op-

position à la politique du marquis de Salisbury, qui voulait, par une alliance avec l'Autriche, faire jouer à l'Angleterre un rôle actif dans le prochain conflit continental. A un certain moment, l'Autriche-Hongrie se montrait hésitante; « elle était prête à faire le premier pas vers une alliance avec l'Angleterre », écrivais-je alors, « à condition que cette dernière commencerait à faire le second pas; mais les tentatives faites par Berlin pour obtenir un rapprochement avec la Russie, fût-ce aux dépens de l'Autriche, ont décidé la Ballplatz à se départir de sa réserve. On a fait demander à Londres si on pouvait compter sur le concours actif de l'Angleterre en cas de conflit avec la Russie, à propos des affaires bulgares. Le marquis de Salisbury s'est empressé de répondre favorablement aux avances du gouvernement autrichien, et lord Churchill a donné sa démission[1]. » J'avais aussi raconté dans la même lettre que le but mystérieux du voyage de cet homme d'État en novembre, à Berlin et à Vienne, était de s'édifier sur la réelle gravité de la situation. Les renseignements recueillis durent être bien pessimistes, puisque, à la première tentative du marquis de Salisbury pour concerter une action commune avec l'Autriche-Hongrie, il sortit du cabinet.

Dans ma lettre du 31 janvier, je revenais sur les motifs du conflit entre le chancelier et le Kronprinz, et en signalais la gravité pour la paix européenne. Je passais ensuite au discours prononcé par le marquis de Salisbury, et y relevais surtout les passages où, se montrant presque rassuré sur les affaires de Bulgarie, le premier ministre anglais ne cachait pas que l'éventualité d'un conflit entre la France et l'Allemagne lui paraissait très probable. Voici ce que, en terminant cette lettre, je disais de l'attitude de la France :

31 janvier.

. . . .

Le lecteur s'étonnera peut-être qu'écrivant de Paris et m'efforçant autant que possible de démêler quelles chances subsistent pour le maintien de la paix

1. Sir Charles Dilke, au moment même du voyage de lord Churchill, m'avait prédit cette démission en pareil cas.

entre la France et l'Allemagne, je cherche divers indices dans des discours prononcés à Berlin et à Londres, sans rien dire de Paris. Cette apparente singularité n'a rien de fortuit. Le fait est que les futurs événements sur les bords du Rhin dépendent exclusivement des intentions de Berlin. Que la France ne cherche pas la guerre et ne la déclarera pas, on peut en répondre avec beaucoup plus de sincérité que le prince de Bismarck ne l'a fait pour l'Allemagne. Elle n'a aucun intérêt à provoquer une guerre immédiate. Il serait même superflu d'énumérer tous les motifs pour lesquels il est de son intérêt de remettre à l'époque la plus éloignée possible le règlement inévitable de ses comptes avec sa voisine de l'Est. Il suffit de dire que le caractère même du gouvernement français ne lui permet pas de commencer brusquement les hostilités. Une guerre avec l'Allemagne n'est pas une expédition au Tonkin, et personne ne prendra sur soi de la déclarer sans l'autorisation des deux Chambres. En conséquence l'initiative, si la guerre éclate, viendra assurément de Berlin et, quelque puissants, quelque nombreux que soient les moyens mis en jeu par les agents du prince de Bismarck pour troubler l'opinion publique en France et y susciter des colères imprudentes, nous pouvons lui garantir qu'ils seront vains.

La France, dans cette affaire, n'a donc qu'à garder une attitude expectante et à tourner tous ses efforts vers l'accroissement de ses ressources militaires; c'est ce qu'elle fait avec une grande abnégation. Il reste à souhaiter que les lourds sacrifices dont le pays s'impose le fardeau ne soient pas inutiles.

On comprend que la presse et les hommes d'État français, d'ordinaire peu avares de leurs paroles, évitent toute occasion de se prononcer publiquement sur la situation extérieure. Dans l'intimité des conversations privées, ceux des politiques dirigeants qui savent à coup sûr d'où le vent souffle se montrent moins discrets, mais nous n'avons pas, comme les correspondants anglais, l'habitude d'ébruiter les propos confidentiels.....

C.

En effet, l'attitude du public français, celle de la presse à Paris et en province fut pendant cette crise au-dessus de tout éloge. La dissolution du Reichstag, les articles de la presse reptilienne dont on a vu plus haut un échantillon, l'activité fiévreuse du ministère de la guerre, tout cela avait largement suffi pour éclairer la France sur les dangers qui la menaçaient. Devant l'orage imminent, devant les multiples provocations venant de l'autre côté du Rhin, une prudence extrême s'imposait. Ces provocations, la presse française les relevait rarement; en revanche, elle suivait avec un vif intérêt la lutte que Katkof avait engagée en faveur de la liberté d'action de la Russie et contre la politique du prince de Bismarck soutenue par la

diplomatie russe. Le public s'était subitement souvenu de la crise de 1875 et de la salutaire intervention d'Alexandre II dans cette circonstance.

Ce souvenir suffisait pour faire comprendre à la France isolée que le salut, cette fois encore, ne pouvait venir que du tsar. Dans la *Nouvelle Revue* que je dirigeais alors, les lettres de Mme Adam sur la politique étrangère tenaient l'opinion au courant de tous les efforts de Katkof, pour autant qu'on pouvait les livrer à la publicité sans en compromettre le succès. Les journaux reproduisaient ces informations, les sachant de première main. Par des interviews, des entrefilets ou des télégrammes de Moscou publiés presque journellement dans les principales feuilles parisiennes qui — je ne saurais jamais assez le reconnaître — les acceptaient avec autant de bonne grâce que d'empressement patriotique, je complétais ces renseignements. Un grand mouvement d'opinion en faveur de la Russie se produisait ainsi dans tous les coins de la France. La presse de province ne mettait pas moins de zèle à célébrer le tsar et son conseiller écouté Katkof. Dans cette dernière nous eûmes beaucoup à nous louer de M. Millevoye, dont les erreurs récentes ne doivent pas faire oublier les anciens services. Le patriotisme désintéressé est le sentiment le plus sublime de l'homme ; s'il faut tout pardonner à une femme qui a bien aimé, la même indulgence est due aux fautes des hommes qui ont beaucoup aimé leur patrie. M. Millevoye se mit spontanément en relations avec moi et grâce à sa *Correspondance Française* qui desservait une soixantaine de journaux de province, tout le pays fut quotidiennement tenu au courant de l'ardente campagne que Katkof menait en sa faveur. Nous pûmes ainsi fournir à la Russie des preuves de la sympathie et de la gratitude de la France. De son côté, la presse russe, à quelques exceptions près, oubliant les rivalités et les animosités d'autrefois, reproduisait par extraits les articles de Katkof : le *Nouveau Temps* faisait presque régulièrement des citations de mes lettres parisiennes, — et de la sorte le grand courant de sympathie entre les deux peuples acquérait peu à peu une force irrésistible.

Quelle était l'attitude du gouvernement français? Commençons par rendre justice à la correction parfaite du chef de l'État qui, pendant toute cette crise, comprit, bien mieux que le président du Conseil et le ministre des affaires étrangères, la gravité de la situation et les devoirs qu'elle lui imposait.

La nature humaine trouve un plaisir extrême à frapper un vaincu. La mort même ne le met pas à l'abri des coups; au contraire, l'impunité des attaques ne fait que les rendre plus acharnées. L'ancien président de la République, malgré la dignité et la probité d'une vie de travail, est poursuivi encore aujourd'hui par la haine des partis, — et cela à cause de regrettables faiblesses, qui ont jeté une ombre sur la fin de sa carrière. Dans les nombreuses fables-réclames publiées dernièrement sous les titres alléchants de « dessous » ou de « révélations » diplomatiques, on se déchaîne contre Grévy avec une rage incompréhensible et d'autant plus coupable que les reproches adressés à sa mémoire sont absolument immérités.

Le lendemain de la mort de l'ex-président, je publiai dans le *Gaulois* un article où je me plus à reconnaître son sincère attachement à l'entente franco-russe. Autant que le lui permettaient les convenances de son rôle constitutionnel, il chercha toujours à maintenir de bonnes relations avec la Russie. J'ai raconté dans le chapitre II la cordialité de ses rapports avec les grands-ducs, et montré comment il contribua à resserrer les liens entre les hauts militaires des deux pays. N'ayant jamais mis le pied à l'Élysée, jamais connu personnellement ni l'ancien président ni aucun membre de sa famille, je puis déclarer, sans être suspect, qu'en 1887, Grévy ne craignit pas de renoncer à sa correction constitutionnelle afin de conjurer le danger qui menaçait la France. Les uns, comme M. Ernest Daudet, sur la foi de M. Flourens, incriminent sa prétendue indifférence, son calme imperturbable pendant les moments les plus aigus de la crise; les autres, comme Z. du *Figaro*, lui adressent un reproche contraire : « L'Élysée devenu pessimiste était en cruel émoi et voyait tout en noir, si noir qu'il désespérait presque du maintien de la paix. »

C'est la dernière version qui se rapproche le plus de la vérité.

Grévy, en effet, ne partageait nullement la quiétude de son ministre des affaires étrangères si inopinément installé au quai d'Orsay. Celui-ci, insuffisamment renseigné par M. Herbette, et beaucoup trop confiant dans les affirmations du comte de Münster, n'était occupé qu'à combattre le général Boulanger et à « calmer les appréhensions exagérées » du public (*Figaro* du 11 avril, « Dessous diplomatiques » par Z.).

Écoutons les aveux de son apologiste quand même :

> Il (M. de Laboulaye) fit part aussitôt de sa démarche (auprès de M. de Giers pour solliciter le concours de la Russie) à M. Flourens. Le ministre la désapprouva. *Si l'Allemagne apprenait que nous avions sollicité l'appui du cabinet de Saint-Pétersbourg, n'en prendrait-elle pas prétexte pour se prétendre menacée? Le danger que nous voulions éviter ne l'aurions-nous pas nous-mêmes provoqué?...*

Et plus haut :

> M. Flourens, à qui restait la ressource de prendre, par la voie diplomatique, l'Europe à témoin de la loyauté de notre conduite et de la fausseté des griefs de M. de Bismarck, gardait le silence, ne dictait aucune démarche à ses ambassadeurs[1].

On n'est jamais trahi que par les siens : dans les mots soulignés se révèle la véritable attitude de M. Flourens pendant la terrible crise des premiers mois de 1887... « Notre salut est dans les mains de Laboulaye[2] », s'écria-t-il quelque temps après, apprenant soudain l'existence de la Russie, mais ignorant, d'ailleurs, tout ce qui se passait là depuis près d'un an.

Grévy était autrement bien informé à cet égard, et cela explique l'émoi et le pessimisme qu'on lui reproche. Il avait pour le renseigner le général Saussier. Par devoir comme par un haut sentiment de sa responsabilité en cas de guerre, le futur généralissime se tenait parfaitement au courant des trames ténébreuses ourdies sur les bords de la Sprée et ailleurs, ainsi que des efforts héroïques tentés sur les bords de la Néva pour le salut de la France.

1. *Histoire diplomatique*, etc., par Ernest Daudet, pp. 212 et suiv.
2. *Ibidem.*

Il est donc très possible que le président de la République, beaucoup mieux renseigné sur la marche des événements que M. Flourens, l'ait prié, comme l'affirme M. Daudet, de ne pas l'importuner par des visites quotidiennes *et par des informations dont mieux que tout autre il connaissait l'origine et la valeur.*

Vers les premiers jours de février, j'appris que, vu la gravité de la situation, Grévy avait, *à l'insu du conseil des ministres,* résolu d'adresser une lettre autographe au tsar pour l'assurer des intentions pacifiques de la France et le supplier de faire pencher la balance du côté de la paix en y jetant le poids de sa parole. Je fus consulté sur l'opportunité et les chances de succès d'une pareille démarche; on voulut aussi savoir si, le cas échéant, Katkof consentirait à remettre à l'empereur de Russie la lettre du président de la République.

Il est inutile d'expliquer pourquoi une semblable communication ne pouvait pas être transmise par la voie diplomatique ordinaire, — et cela même en dehors de l'hostilité avérée de MM. de Giers et de Mohrenheim.

Je ne pouvais qu'approuver la courageuse initiative de l'Élysée, dont j'attendais les meilleurs résultats; quant à Katkof, quoiqu'il eût pour principe d'éviter tout rapport avec les hommes politiques étrangers, j'avais lieu d'espérer que la gravité exceptionnelle de la situation le déciderait peut-être à se départir pour une fois de cette règle; toutefois j'estimais qu'il était préférable de ne pas le mettre dans une fausse position; aussi indiquai-je une autre voie non moins sûre et plus officielle pour faire parvenir à destination la lettre de Grévy.

C'est sans doute à cet incident, dont il n'eut connaissance que beaucoup plus tard, que M. Flourens fait allusion dans son livre sur Alexandre III en disant : « Par une voie confidentielle et sûre, il fut fait part directement à l'empereur Alexandre III de l'imminence du danger (*sic*). » Cette imminence du danger, Alexandre III la connaissait mieux que qui que ce soit, et Grévy n'aurait jamais commis la naïveté de la lui apprendre...

Par suite, évidemment, d'une confusion, Z. du *Figaro* attribue à M. Flourens l'envoi de cette lettre. Voici ce que j'écrivis à ce propos à M. Magnard :

Dans les « Dessous diplomatiques » publiés au *Figaro* le 18 avril je lis : « C'est à tort que certains historiens mal renseignés ont fait intervenir la Russie dans l'affaire. Le concours du tsar n'a été réclamé à aucun moment ; il ne s'est pas produit. »

J'ai, le premier, raconté que l'incident Schnœbelé a été réglé grâce à une lettre autographe du tsar à Guillaume Ier, qui lui avait été remise par le conseiller d'ambassade de Russie à Berlin, M. le comte Mourawieff (*La Russie contemporaine*, Paris, 1891, p. 204). Le démenti de Z. s'adresse donc à moi, et je vous prie de vouloir bien accepter ma réponse.

Je maintiens d'une manière absolue l'exactitude de mon renseignement, dont j'ai acquis de nouvelles preuves tout dernièrement.

Il est possible que M. de Münster ait raconté à M. Flourens l'histoire de la remise directe de sa note à Guillaume Ier et de l'effet miraculeux qu'elle aurait produit sur le vieil empereur.

Mais nous sommes convaincu que, sachant fort bien qu'un ambassadeur allemand n'oserait jamais remettre *directement* à son souverain une note diplomatique (Bismarck l'aurait congédié le lendemain d'une pareille infraction aux règles élémentaires de la hiérarchie), M. Flourens n'en a pas cru un mot.

D'ailleurs, Z., dans son article précédent, a raconté lui-même que « le concours du tsar » a été réclamé par une lettre adressée au tsar par M. Flourens (*sic*) — il se contredit donc lui-même.

Ajoutons d'ailleurs que là aussi il fait confusion : jamais l'ancien ministre des affaires étrangères n'a pu écrire au tsar, jamais une pareille lettre n'aurait été transmise par M. de Mohrenheim ni par le prince Obolensky; elle n'aurait d'ailleurs pas été acceptée à Gatschina. Z. confond Flourens avec Grévy : ce dernier a réellement écrit une lettre au tsar, réclamant son concours, lettre qui, de plus, n'a pas été transmise par la voie indiquée par Z. Mais Grévy était chef de l'État français, il pouvait donc écrire à un souverain étranger. M. Flourens savait si bien qu'un ministre n'avait pas pareil droit, qu'il s'était opposé, et avec raison, à ce que le général Boulanger adressât une lettre au tsar.

Bien plus, dans l'article du *Figaro*, publié le 11 avril, Z. reconnaît aussi l'envoi d'une lettre autographe du tsar à Guillaume Ier, au commencement de 1887. Mais, par une nouvelle confusion, il fait intervenir le tsar à propos d'une convocation des réservistes, — c'est-à-dire d'une affaire d'ordre purement *intérieur*, ce qui est inadmissible. Si Z. voulait se donner la peine de rattacher ses prétendues révélations à des dates précises, des confusions pareilles deviendraient impossibles (*Figaro*, 20 avril).

A cette rectification si nette Z. répondit par des échappatoires. Ayant compris qu'il s'était trompé en attribuant la transmission

de la lettre à M. de Mohrenheim, il ne parle plus que du prince Obolensky. Mais à l'appui de son assertion que c'était bien M. Flourens qui avait écrit au tsar et non Grévy, il invoque le témoignage de l'ancien ministre des affaires étrangères qui l'aurait déclaré dans son livre : or, nous voyons par la phrase citée de ce livre (p. 224) que M. Flourens dit seulement : « *Il fut fait part directement à l'empereur*, » etc. Son indication du sujet de la lettre est même erronée[1].

Mais revenons aux choses sérieuses. Tandis que les diplomates français, sans chef, sans instructions, étaient condamnés à une inaction complète, les Chambres, qui comptaient probablement sur leur vigilance, se livraient tranquillement à des intrigues de couloirs, aussi insoucieuses du danger qui menaçait la patrie que si elles siégeaient à Yokohama ou dans quelque île éloignée. L'histoire constatera qu'au moment où le prince de Bismarck élaborait des plans pour anéantir la France avec la complicité tacite d'une partie de l'Europe et le concours actif de l'autre, un seul homme à l'étranger veillait à sa sécurité et luttait jour et nuit pour déjouer les complots de son féroce ennemi, — c'était Katkof. Le sentiment national français ne s'y trompait pas; averti par une intuition comme en ont les masses aux heures de suprême péril, le peuple se tournait avec reconnaissance vers ce vieillard qui, là-bas, bien loin, à Moscou, s'épuisait en efforts surhumains pour son salut. Les centaines de lettres que Katkof recevait de tous les coins de la France en faisaient témoignage. Il y en avait parmi

1. Les confusions de Z. sont innombrables; il se vante d'avoir été cité par la « *Hamburger Correspondenz*, organe de Bismarck ». Or, cette correspondance officieuse est très hostile à l'ancien chancelier; Z. l'a confondue avec les *Hamburger Nachrichten*. Dans le même numéro, il attribue à Grévy ces mots prétendument adressés au prince de Battenberg : « Votre Altesse se plaît-elle toujours à Bukharest? »

Ici encore Z. commet une confusion dans son désir de diminuer Grévy. Quand le prince de Battenberg rentra à l'ambassade russe après sa visite à l'Élysée, il raconta en plaisantant qu'au moment où il prenait congé du président de la République, ce dernier lui avait dit : « Votre position à Sofia sera très difficile entre les deux *Roumanies*. » Cette plaisanterie a longtemps fait le bonheur des grands savants de la rue de Grenelle. Z. ne l'a pas comprise et l'a transformée, comme nous venons de le voir, en une grosse niaiserie.

elles qui étaient d'une naïveté touchante; beaucoup venaient de gens étrangers à la politique et de condition modeste, mais on y sentait vibrer l'âme même de la France...

Au commencement de février, je reçus de Katkof plusieurs télégrammes m'invitant à me rendre à Moscou dans le plus bref délai possible. Je pensai d'abord qu'il ne s'agissait que de me mettre en relations avec le nouveau ministre des finances. M. Wyschnegradski venait d'être nommé à ce poste sur la recommandation du directeur de la *Gazette de Moscou*, après avoir pris l'engagement formel de travailler à l'affranchissement économique du pays. Au milieu de ses luttes politiques, Katkof n'avait garde de négliger cette question, sachant très bien que, pour recouvrer la pleine liberté de ses mouvements en Europe, le gouvernement russe devait, au point de vue économique, se rendre entièrement indépendant de Berlin. Au mois de janvier il publiait encore de remarquables *leaders* sur les questions financières et économiques; dans celui du 15/27, notamment, il s'élevait contre le traité de commerce que l'Allemagne cherchait à imposer à la Russie. Le 1er février, la *Nouvelle Revue* que je dirigeais alors publiait l'entrefilet suivant :

Pour la France l'avènement de M. Wyschnegradski peut avoir une grande portée; depuis quelques années le ministère des finances russes a trop négligé notre marché, et cela au double détriment des finances russes et du marché de Paris. Berlin a complètement accaparé les valeurs russes, et c'est de cet accaparement que date leur baisse constante et imméritée. Les banquiers berlinois, aidés de leurs collègues de Londres également hostiles à la Russie, faisaient hausser et baisser les valeurs au gré de leur caprice... M. Wyschnegradski connaît trop bien les différences essentielles qui existent entre le marché de Berlin et celui de Paris pour ne pas mettre fin à cet abus. Tandis qu'en Allemagne les valeurs russes étaient considérées par la banque comme des valeurs de spéculation pure et ne pouvaient arriver à être sérieusement classées dans les portefeuilles des particuliers, en France, au contraire, les valeurs russes étaient autrefois des valeurs de placement préférées, surtout par les grands propriétaires fonciers. *La haute banque française, si intelligente, profitera du changement de personnes qui s'est opéré dans le ministère russe, pour rechercher et attirer de nouveau les valeurs russes sur le marché de Paris*. Elle ne peut faire pour les finances d'un pays ami de la France, moins que ce qu'elle fait pour les finances de l'Italie et de l'Espagne.

Étant donné la situation troublée de l'Europe, je ne voyais pas la nécessité de hâter mon départ en vue d'opérations financières. Mais le 4 février je fus avisé par télégramme d'un *leader* retentissant que Katkof avait fait paraître dans la *Gazette de Moscou* du 3 février, et je compris que le motif pour lequel il m'appelait auprès de lui pouvait bien être d'une nature plus urgente que la campagne financière à entreprendre.

Bien qu'écourté dans un résumé télégraphique, ce *leader* ne laissait pas de doute que les propositions du prince de Bismarck n'eussent été décidément repoussées et qu'Alexandre III se fût résolu à ne pas se laisser entraîner dans une nouvelle guerre d'Orient qui aurait permis à l'Allemagne de réaliser ses projets agressifs contre la France.

La politique de Katkof avait remporté dans les conseils du tsar une victoire définitive sur celle de M. de Giers. La Russie se réservait donc la liberté d'action pendant que la grande partie dont la guerre était l'enjeu allait se jouer contre la France. Tout dépendait maintenant de l'issue de la campagne électorale qui battait son plein en Allemagne. Si l'empereur Alexandre III maintenait fermement la ligne politique adoptée, s'il refusait absolument de prendre aucun engagement dans l'éventualité d'un conflit avec la France, la défaite électorale du chancelier signifiait la guerre immédiate. Le triomphe du septennat détendrait certainement la situation et donnerait un certain répit à l'Europe. Voici les passages principaux du *leader* de Katkof :

Moscou, 22 janvier/3 février.

Que signifie cette question des rapports entre l'Allemagne et la Russie et des dangers d'un conflit entre elles qui périodiquement revient sur le tapis? Les uns prévoient le danger imminent, les autres espèrent que tout se terminera sans conflit. D'où proviennent tous ces bruits? Toute une littérature s'est formée en Allemagne sur les chances d'une guerre russo-allemande. Les stratégistes de ce pays traitent ouvertement la question d'une troisième grande guerre dans un avenir très prochain, d'une guerre contre la Russie... Cette question ne peut pas rester sans écho en Russie. Pourquoi soulève-t-on périodiquement la question des rapports entre la Russie et l'Allemagne? « Si la Russie nous envahit, déclarait récemment le chancelier dans le Reichstag, nous nous défendrons jusqu'à la dernière goutte

de notre sang. Si nous sommes vaincus, mieux vaut succomber avec gloire que vivre dans le déshonneur. Mais la Russie n'a aucune raison de nous attaquer, comme nous n'en avons aucune pour attaquer la Russie... » Pourquoi alors parler d'éventualités qui n'ont aucune raison d'être?

. . . .

La Russie a des intérêts supérieurs en Orient, mais l'Allemagne a plusieurs fois nié énergiquement l'existence d'intérêts germaniques dans ce pays... L'action de la Russie en Orient est la conséquence de toute son histoire. Avec l'Orient la Russie est liée par son essence même, la foi, cette base suprême de tout peuple vivant. Le sang russe a cimenté ces liens. Partout en Orient la Russie apparaissait en libératrice. Tous les peuples chrétiens de l'Orient ont reçu d'elle les éléments d'une vie indépendante. Tandis que l'Autriche-Hongrie envahit là un domaine totalement étranger. Elle cherche en Orient des compensations pour des échecs et des pertes subis ailleurs. Elle cherche des conquêtes et se présente en envahisseur, en dominateur, en ennemi de ce qui constitue la base fondamentale des peuples d'Orient et leur solidarité avec la Russie. Dans ces conditions un conflit avec la Russie devient inévitable. Que signifie alors la médiation de l'Allemagne? Aucune entente entre la Russie et l'Autriche-Hongrie n'est possible en Orient sans préjudice pour la Russie et pour les populations qui lui sont chères. Ce n'est pas la Russie qui attaque. Que doit faire dans cette situation un médiateur réellement honnête? Conseiller à l'envahisseur de s'arrêter, de renoncer à ses prétentions et à ses incursions sur le domaine d'autrui. Quand, au contraire, ce médiateur prête son concours à l'envahisseur, c'est comme s'il en devenait l'allié et attaquait lui-même. Il est évident que ce prétendu médiateur n'est plus désintéressé et qu'il cherche là un profit quelconque...

L'Allemagne bismarckienne, ayant pris une attitude aussi équivoque envers la Russie, peut très naturellement s'attendre à ce que tôt ou tard celle-ci, lasse de reculer, commence à se rebiffer... Les bruits de guerre entre l'Allemagne et la Russie renaissent au moment où expire le traité de la triple alliance dans laquelle l'Allemagne joue le rôle d'intermédiaire et qui tend à écarter peu à peu la Russie des Balkans et à y remplacer son influence par celle de l'Autriche. Si l'on attribue à la Russie des intentions belliqueuses, des desseins d'agression, c'est seulement parce qu'on craint qu'elle ne renonce à suivre aveuglément la voie d'entente avec l'Autriche par l'intermédiaire du prince de Bismarck...

Nous sommes d'avis que le directeur de la politique allemande rendrait à son pays un plus grand service et assurerait plus aisément la paix européenne s'il renonçait à ce jeu d'alliance, et se contentait tout simplement de bonnes relations avec la Russie. Le prince de Bismarck a accompli dans sa vie de très hauts faits; il est temps pour lui de se calmer. Qu'il se contente de ce qu'il a fait, qu'il termine sa carrière en consolidant les résultats obtenus. Pour cela, le mieux serait de renoncer aux rêves de dictature universelle. C'est là une idée napoléonienne qui n'a pas réussi à Napoléon lui-même...

La politique de Berlin prépare des événements en Orient afin d'y entraîner

la Russie et de détourner son attention. Mais tous les projets ne réussissent pas. La Russie désire surveiller auparavant ce qui se passera à l'Occident, sachant très bien que l'Orient ne lui échappera pas. Les troubles en Orient sont engendrés ailleurs; ce sont des phénomènes et non des causes. Peut-être la Russie voudra-t-elle s'occuper plutôt des causes que des phénomènes... Tout est possible...

K.

La sensation produite dans les cercles politiques de l'Europe par l'article de Katkof du 3 février fut peut-être encore plus considérable que celle du 19/31 juillet. Alors Katkof annonçait qu'une évolution politique était en voie d'accomplissement; cette fois, le monde apprenait que cette évolution était un fait accompli; que tous les efforts du chancelier allemand pour entraîner de nouveau la Russie dans les liens d'une triple ou double alliance avaient définitivement échoué, et cela malgré le concours dévoué de M. de Giers. La phrase finale du *leader* de Katkof déclarait sans ambages que la Russie ne resterait plus indifférente aux dangers qui pourraient menacer la France.

Les diplomates russes ne pouvaient supporter en silence cette défaite; il fallait au moins sauver les apparences, envoyer un dernier salut à leur chef, M. de Bismarck, avec l'assurance d'une inébranlable soumission. L'organe officieux de M. de Giers, le *Nord*, se chargea de cette belle besogne dans son numéro du 12 janvier. On trouvera reproduite ci-dessous la note qu'il publia. Lue attentivement, elle éclairera peut-être ceux des diplomates français qui, avec leurs crédules historiographes, acceptèrent comme paroles d'Évangile les banales amabilités de M. de Giers et de ses sous-ordres à l'adresse de la France.

Certains organes autrichiens semblent avoir à cœur de prolonger les alarmes et les désastreuses paniques des Bourses européennes par des articles où les assertions les plus erronées sont déduites de faits absolument controuvés.

C'est ainsi que le *Wiener Tageblatt* s'empare d'un article de la *Gazette de Moscou*, pour dire sans hésiter que cette publication « est un avertissement à l'adresse du prince de Bismarck au nom du peuple russe et surtout du tsar dont M. Katkof est l'ami et le confident ».

L'article en question de la *Gazette de Moscou*, auquel la presse étrangère se plaît à attribuer une signification des plus exagérées, n'exprime que la pensée tout à fait individuelle de l'éminent publiciste de Moscou.

Il ne prouve qu'une chose, c'est que M. Katkof n'est pas plus initié que ses autres confrères de la presse aux agissements du Cabinet impérial ainsi qu'aux hautes pensées de celui dont ce Cabinet n'est que le fidèle interprète.

Affirmer que M. Katkof donne « un avertissement au prince de Bismarck au nom du peuple russe » est presque aussi absurde que de dire que ce publiciste s'exprime au nom de l'empereur dont il serait « l'ami et le confident ».

Le peuple russe n'intervient pas — heureusement pour lui — dans le maniement de ses intérêts extérieurs. En toute confiance, comme en toute sécurité, il laisse le soin de ces intérêts à celui qui, par la grâce de Dieu, est seul appelé à les sauvegarder.

L'empereur de toutes les Russies a des sujets dont il apprécie les mérites, dont il consulte les lumières, dont il utilise les capacités et dont il récompense les services; mais il est trop haut placé pour avoir des « amis » ou même des « confidents ».

Enfin, il n'entre pas plus dans les usages de la politique russe de donner des avertissements que d'en recevoir.

A coup sûr, ce ne serait pas à l'égard d'un homme d'État aussi bien averti, aussi bien avisé et aussi bien disposé que le prince de Bismarck, que la Russie se départirait des traditions et des convenances internationales.

Avant même l'apparition de cet « Ave Bismarck! », nos diplomates avaient commencé à attaquer Katkof dans la presse étrangère. C'était bien le moins que leurs rancunes se satisfissent par des injures à l'adresse de leur vainqueur. L'essentiel pour eux était de le discréditer en France et d'empêcher qu'au quai d'Orsay on n'ouvrît enfin les yeux sur le véritable caractère de l'évolution politique d'Alexandre III. Une lettre de Saint-Pétersbourg adressée au *Journal des Débats* par « un correspondant occasionnel » (on sait ce que signifient ces termes galants) et publiée le 1er février, jugea avec une sévérité presque injurieuse les actes de Katkof en les dénaturant d'un bout à l'autre. J'ai déjà raconté dans le chapitre IV comment les ennemis de la Russie s'étaient servis, en 1866, de la *Revue des Deux Mondes* et du *Journal des Débats* pour atteindre l'illustre patriote et le rendre suspect aux yeux de son souverain. Il fallait déjouer sans retard cette nouvelle manœuvre. Je pus heureusement obtenir de M. Patinot la gracieuse insertion d'une lettre longue de deux colonnes où, sous la signature : « Un pa-

triote russe », je faisais un rapide exposé de toute la vie politique de Katkof. Je ne citerai que quelques phrases de la fin.

Malheureusement, l'influence allemande est beaucoup plus puissante à Pétersbourg dans les centres élevés qu'on ne se l'imagine, et rompre la chaîne qui rivait la politique russe à celle de Berlin n'était pas chose aisée. M. Katkof a pourtant réussi, sinon à briser entièrement cette chaîne, au moins à l'ébranler si fortement que le premier souffle en ferait tomber les morceaux; bien plus, il a réussi à convaincre son souverain des dangers et des inconvénients de la triple alliance.

Je ne doutais pas que quelques attaques analogues ne fussent à la veille de se produire aussi dans la *Revue des Deux Mondes*, et je parvins à les conjurer par l'intervention d'un très influent rédacteur de cet organe...

Ma lettre ne parut dans les *Débats* que le 14 février, en même temps que la reproduction de la note du *Nord*, à laquelle je reviendrai encore. Moi, j'étais parti pour Moscou dès le 6 février sur les instances de Katkof qui désirait que je fusse auprès de lui au moment où se terminerait la campagne électorale en Allemagne. La veille de mon départ, j'avais reçu une grave communication de la part d'un personnage occupant une très haute situation dans l'armée française. On me suppliait de partir immédiatement pour la Russie et de faire connaître *confidentiellement* à qui de droit que la France avait encore besoin de deux ou trois mois pour achever ses armements et se mettre en mesure de résister à une agression. Pour le moment, une invasion allemande pourrait amener des désastres incalculables, grâce au trouble apporté dans les plans de mobilisation. Je me fais une règle de laisser toujours de côté les choses militaires, n'ayant pas la compétence voulue pour discuter ces questions. Je me bornerai donc à signaler rapidement le fait que je tenais de la source la plus autorisée. Il paraît que le général Boulanger, afin de gagner deux jours pour la mobilisation de l'armée, avait complètement bouleversé tous les plans élaborés pendant des années avec le plus grand soin; il serait, en effet, parvenu à gagner sur le papier deux jours, mais une grave erreur se serait glissée dans ses calculs : il n'aurait pas songé au temps néces-

saire pour ramener les wagons vides de la frontière orientale aux lieux de concentration des troupes. Boulanger ne se serait aperçu de cette bévue qu'après avoir déjà bouleversé tous les plans. Oubliant alors d'anciens froissements, il aurait supplié le général Saussier de l'aider à réparer son erreur. Mais il fallait du temps pour tout remettre en ordre, et j'étais prié d'agir à Pétersbourg en vue d'obtenir une intervention qui assurât au moins à la France le répit nécessaire jusqu'au mois de mai...

Toute remise de mon voyage était donc devenue impossible. Le lendemain, dimanche 6 février, je prenais le train, et le jeudi 10 février je débarquais à Moscou. Vu l'importance des événements, je pris soin d'en noter au jour le jour les principaux détails sur mon carnet. Ce sont ces notes qu'on va lire, elles rendent les impressions de ce mois si agité plus fidèlement que ne le ferait un récit rédigé après coup.

Le 9 février. Traversé Pétersbourg sans m'arrêter.

Le 10 février. Arrivé à Moscou; déjeuné en tête à tête avec Katkof qui m'a rassuré *grosso modo* sur la situation générale ; pour le moment le tsar est absolument décidé à garder sa liberté d'action et à ne pas laisser attaquer la France. Ai envoyé immédiatement en style convenu des télégrammes rassurants à Mme Adam, à MM. Patinot, Magnard, et à plusieurs autres personnes. Appris par la conversation de Katkof qu'il m'avait envoyé le 4 un télégramme très important que Petrowsky (garçon de bureau et factotum de la rédaction) a oublié (?) d'expédier. Toute la journée resté enfermé avec Katkof qui m'a raconté ses faits et gestes depuis décembre, le sujet de son mémoire à l'empereur sur la neutralité, etc. (*voir plus haut*), et tous les événements du mois de janvier ; les offres de Bismarck relativement à la conclusion d'une entente séparée qui serait dirigée contre l'Autriche-Hongrie. (Une offre semblable avait déjà été faite en 1883 à M. Sabourof, mais M. de Giers, craignant que le succès de cette combinaison ne grandît Sabourof à ses dépens, l'avait fait échouer pour y substituer l'alliance des trois empereurs.) Mais le tsar est resté inébranlable. On avait appris l'existence du mémoire de Katkof par une indiscrétion de M. Feoktistof, directeur de la presse, à qui le comte Tolstoï a parlé de la profonde impression produite sur l'empereur par ce travail. Le reste de la journée s'est passé en conversations sur la situation de la France, les élections allemandes, etc.

Le 11 février. Fait connaissance dans les bureaux du journal avec l'ataman Achinof; il m'a produit l'effet d'un hâbleur, quelque chose comme un Tartarin du Kourdistan. Toute la journée s'est encore passée en conférences avec Katkof. Le bruit se répand en ville que j'ai apporté un projet de traité d'alliance entre la France et la Russie, et que ce sont les conditions de ce traité que nous discutons. A la Bourse on est très intrigué par

les télégrammes en style conventionnel que j'ai envoyés à Paris. L'opinion générale est que la guerre est imminente et l'on est très heureux de penser que la Russie soutiendrait la France. Tout le monde à Moscou sait le plus grand gré à Katkof d'avoir amené la rupture des anciennes relations avec l'Allemagne et pris la défense de la France. Bruits très vagues sur ce qui se passe, mais le flair du peuple devine avec assez de justesse le fond des événements. Le soir, envoyé à M. Magnard des renseignements confidentiels sur la situation et un article sur Achinof (Le *Figaro* l'a publié dans un des suppléments du mercredi).

Les 12 et 13 février. Mêmes entretiens confidentiels avec Katkof pendant toute la journée; je prends mes repas chez lui et ne rentre que fort avant dans la nuit à mon hôtel où je note mes impressions. Katkof est fermement convaincu que, si Bismarck triomphe aux élections, il reculera au dernier moment devant une attaque contre la France, pourvu que l'empereur persiste dans sa résolution actuelle, et que les Français conservent une attitude calme et impassible vis-à-vis des provocations qui, après les élections, prendront certainement un caractère aigu. Katkof désire que je sollicite le silence de la presse française sur sa personne et son action. Quelques exagérations maladroites et trop amicales ont été exploitées contre lui en haut lieu par ses adversaires; une prudence extrême s'impose, la lutte étant loin d'être terminée. Il me communique les mesures énergiques prises par notre ministre de la guerre pour concentrer le plus de forces possible à la frontière occidentale; on procède à une poussée générale des troupes depuis le Caucase jusqu'à la Pologne, mais tout se fait sans bruit. Nos militaires sont convaincus qu'un échec électoral de Bismarck précipiterait les événements et que, dès l'expiration du traité de Skiernevice, l'armée autrichienne envahira la Podolie, tandis que l'armée allemande entrera en Pologne. Katkof croit à la victoire électorale du chancelier et, prévoyant une accalmie au moins de plusieurs mois, il est d'avis que notre ministère des finances fasse immédiatement des démarches pour renouer les anciennes relations avec le marché de Paris. Je lui communique le résultat de mes entretiens avec plusieurs représentants de la haute Banque de Paris, tous très bien disposés; un des frères Rothschild, avec qui j'ai longuement causé à ce sujet vers la fin de janvier, m'a de nouveau assuré que leur maison était toujours à la disposition de notre ministre des finances, pour reprendre les rapports forcément interrompus, il y a plus de douze ans, au moment où la France était obligée de consacrer tous ses capitaux à ses besoins intérieurs.

Katkof me conseille donc de partir immédiatement pour Pétersbourg et me donne une lettre pour M. Wyschnegradski.

Le 14 février. Arrivé le matin à Pétersbourg; trouvé courrier très chargé; envoyé de nombreuses lettres à des amis à Paris avec renseignements et conseils; fait plusieurs visites....

Le 15 février. Rendu visite au comte Delanof ministre de l'instruction publique; long entretien sur le conflit entre Katkof et Giers; Delanof le déplore vivement, surtout parce qu'il épuise les forces de Katkof, mais ne doute pas que la politique de ce dernier ne triomphe auprès du tsar plus

que jamais pénétré du véritable esprit national. Trouve incompréhensible l'entêtement de Giers à soutenir une politique condamnée par les événements, la Russie ayant un intérêt trop évident à conserver les mains libres.

Delanof me parle de ma succession éventuelle à la direction de la *Gazette de Moscou :* justement préoccupés du travail surhumain qu'imposait à Katkof sa nouvelle campagne, avec la nécessité de se trouver constamment à Pétersbourg, ce qui lui rendait doublement pénible, surtout à son âge, la direction du journal, telle qu'il est habitué à l'exercer, ses amis l'avaient déjà pressé de se fixer à Pétersbourg et de me confier la direction de la *Gazette*. Comme transition, Katkof pourrait conserver nominalement le journal pendant un an en m'abandonnant la rédaction effective, et puis me la transmettre entièrement. Très surpris de ces ouvertures, profondément ému d'une si flatteuse preuve de confiance, ai déclaré que je me prêterais sans conditions à toute combinaison qui pourrait soulager Katkof et me permettre de continuer son œuvre; compris certaines allusions faites par Katkof pendant mon séjour à Moscou et sur lesquelles une réserve naturelle m'avait empêché de demander des explications.

Le comte Delanof me conseille de rendre visite au comte Tolstoï (ministre de l'intérieur), qui est au courant du projet, et de me présenter à M. Pobiedonostzef....

Le 16 février. Télégraphié à Katkof la remise de sa lettre à M. Wyschnegradski ; envoyé télégrammes à Paris ; rendu nombreuses visites...

Le 17 février. Trouvé dans le *Journal des Débats* du 14 février ma lettre sur Katkof; sur la même page reproduction de la vilaine attaque contre lui publiée par le *Nord :* est-ce une simple coïncidence?

Le 18 février. Reçu invitation pour la soirée de M. W... que je ne connaissais pas, lui ai rendu visite; W..., très intime ami du général Ignatief, me dit que ce dernier désire faire ma connaissance. J'avais autrefois, dans *La guerre russo-turque* dictée par le grand-duc Nicolas, vivement attaqué le général Ignatief. Cela rendait la situation un peu délicate. Mais Katkof m'avait déjà conseillé d'entrer en relations avec le général Ignatief qui est trop homme d'État pour s'arrêter à de petites rancunes personnelles ; le général était un des plus ardents partisans de l'entente franco-russe, il avait toujours combattu la déplorable politique d'aplatissement national de M. de Giers; étant donné la campagne que nous menons à présent et en prévision de certaines éventualités, il était indispensable que je connusse personnellement le général Ignatief. Dans la pensée très juste de M. Katkof, le comte Ignatief qui en Asie centrale, à Pékin, à Constantinople, a fait ses preuves comme diplomate de premier ordre doublé d'un véritable homme d'État, était seul capable de réaliser la nouvelle politique inaugurée par Alexandre III.

Le 19 février. Reçu télégramme de Katkof à propos de l'article du *Nord*; me prie d'en rechercher l'auteur...

Rendu visite au général Ignatief; l'entretien a duré plus de 3 h. 1/2.

Très surpris de le trouver si jeune d'allures et d'apprendre qu'il est à peine entré dans la cinquantaine ; après sa brillante carrière dans l'Asie centrale, en Chine et en Turquie je m'attendais à trouver un vieillard. Causeur charmant et

infatigable, plein d'esprit, parle le français comme un Parisien lettré. A carrément commencé la conversation par les *reproches* que je lui avais adressés sur la foi du grand-duc Nicolas; nombreuses rectifications; m'a aisément prouvé qu'il était absolument opposé à la guerre de 1877 à laquelle les ennemis de la Russie nous ont poussés, surtout pour briser sa position dominante à Constantinople, qui lui aurait permis d'atteindre le but suprême de notre politique sans verser une goutte de sang.

.... Nous nous sommes séparés dans les meilleurs termes. Le général ne voit le salut de la Russie que dans le triomphe définitif de la politique nouvelle de Katkof. Rentré à l'hôtel, je prends de nombreuses notes sur les faits historiques les plus intéressants.

Le soir suis allé au Cirque, où ai assisté à une démonstration francophile très touchante. Dans une revue paraissaient successivement les soldats de tous les pays au son de leur musique nationale. Quand on a commencé à jouer la *Marseillaise*, et que les petits zouaves se sont montrés, le public enthousiasmé a applaudi à outrance pendant plus de dix minutes, criant bravo et bis! Évidemment cette foule sentait l'approche de graves conflits et souhaitait d'avance le triomphe des troupes françaises. J'ai été ému jusqu'aux larmes de cette manifestation au son de la *Marseillaise*. Il paraît qu'elle se répète chaque soir...

Le 20 février. Visite à M. Wyschnegradski; lui ai exposé mes projets financiers pour notre émancipation économique de l'Allemagne et le transport du marché de nos fonds à Paris; communiqué les entretiens que j'avais eus plusieurs fois avec les représentants de la haute banque à Paris; remis mémoire à ce sujet avec division en trois catégories des principales banques et institutions de crédit parisiennes. N'ai pas caché au ministre qu'en octobre dernier j'avais fait des propositions du même genre à son prédécesseur M. de Bunge, qui les avait déclinées. M. Wyschnegradski semble également n'avoir qu'une confiance médiocre dans la possibilité d'acquérir le marché français [1]; en général il montrait peu d'empressement à tenter l'épreuve, mettant en avant la même objection que M. de Bunge, à savoir la difficulté d'obtenir la coopération de la maison Rothschild, sans laquelle le marché de Paris n'avait pas grande valeur. Me suis fait fort de lui procurer le concours de cette maison on ne peut mieux disposée; ai insisté particulièrement sur ce point qu'aucune banque française ne refuserait son aide à la Russie après la nouvelle attitude prise par l'empereur qui seul sauvegarde la France d'une agression. Sur mon insistance, W... consent à tenter l'épreuve et me propose de décider la maison Rothschild frères à se charger de la conversion des lettres de gage du Crédit Foncier Mutuel russe, dont les premières émis-

1. Quelques années plus tard, j'appris que vers la fin de 1886 M. Wyschnegradski, prévoyant sa prochaine nomination, était allé secrètement à Berlin et avait passé plusieurs semaines dans le cabinet de M. Hansemann, directeur de la *Discontogesellschaft*, afin d'étudier de plus près le mécanisme des grandes opérations financières. C'est là que des rapports très cordiaux s'étaient établis entre lui et plusieurs grands financiers berlinois. Je tiens le fait de M. Hansemann lui-même qui me l'a raconté à Ostende, en 1888, si je ne me trompe.

reprendre ces négociations pour son propre compte, et au lieu d'une entente à deux avec l'Allemagne, proposer l'alliance à trois. Lui objecte alors que dans ce changement se trouve justement la faute capitale commise, puisque c'est le troisième allié qui a profité du traité pour nous exclure des Balkans. Jomini reconnait que l'Orient est perdu pour nous, croit même que cette perte est définitive, ce qui paraît l'affliger peu. Me raconte toute l'histoire des négociations qui ont précédé la conclusion du traité de 1884 ainsi que les événements ultérieurs (j'ai utilisé ces renseignements dans le chapitre III). Passe ensuite au récit du curieux voyage de sir Charles Dilke en Russie et de ses impressions. Finalement me prie d'agir sur Katkof pour qu'il modère la violence de sa polémique contre Giers, des attaques si vives étant superflues, maintenant que le triomphe de sa politique est assuré...

Remis à M. Wyschnegradski le projet que j'ai élaboré. Il est très satisfait de mon travail. Conversation pendant deux heures sur la marche à suivre pour réaliser ce plan. Si je parviens à rétablir les rapports du ministère des finances avec la maison Rothschild, le ministre s'engage à en informer l'empereur et à obtenir ma nomination à un poste élevé au ministère des finances.

Le 25 février. Pris congé du comte Delanof. Reçu la visite du général X... qui me raconte sa conversation avec le comte Schweinitz. Le général l'a abordé en le félicitant sur le succès des élections et a ajouté pour finir : « Eh bien, à présent que Bismarck a obtenu son septennat, j'espère qu'il laissera la France tranquille et que la paix est assurée? — Cela dépend, a répondu M. de Schweinitz, certes nous n'avons plus besoin de prendre l'offensive et pouvons attendre tranquillement les événements; ***mais qui nous garantit que la France ne nous attaquera pas? Si le tsar tient réellement à la conservation de la paix, et nous n'en doutons pas, il a un moyen très simple de l'assurer définitivement, c'est de déclarer à la France qu'il est prêt à la garantir contre une agression du côté de l'Allemagne, mais qu'il n'interviendrait en aucune manière, si la déclaration de guerre venait du côté de la France.*** »

Le général X... est convaincu que c'est sur cette base que le chancelier allemand engagera de nouvelles négociations, afin de regagner notre alliance par un pareil détour ou, du moins, de nous compromettre aux yeux de la France. Vu les sentiments très pacifiques du tsar, il juge le terrain très habilement choisi et pense qu'il faut aviser; aussi me prie-t-il de hâter mon départ pour Moscou, afin de mettre Katkof au courant de la situation. Je pars le même soir.

Le 26 février. Passé toute la journée avec Katkof chez qui je m'étais rendu directement de la gare, à 11 heures du matin; ne nous sommes séparés qu'à 10 heures du soir. Katkof, à qui ai communiqué le récit de Jomini sur le traité de Skiernevice, le rectifie sur plusieurs points et y ajoute des détails prouvant que Giers se rendait très bien compte que ce traité annihilerait complètement notre influence en Orient au profit de l'Autriche. K... juge également très dangereuse la nouvelle tentative du prince de Bismarck, dont Schweinitz a parlé. Sans doute Giers saisira avec

fausses manœuvres de M. Wyschnegradski ont puissamment contribué.

Le 21 février. Me suis présenté chez M. Pobiedonostzef pour le remercier d'un service rendu dans une affaire de famille d'ordre intime; long entretien sur mon activité à Paris.....

Le 22 février. Visite au comte Tolstoï ; force compliments au sujet de mes études sur le nihilisme qui l'ont beaucoup intéressé. L'été, à la campagne, on les lui lisait chez lui à haute voix et chaque nouveau numéro du *Messager russe* était impatiemment attendu comme pour la suite d'un roman palpitant. En général, le ministre est extrêmement aimable : m'a reçu, quoiqu'il eût décommandé ses réceptions ce jour-là ; faisant allusion à la succession de Katkof, il exprime l'espoir que je vais rentrer définitivement en Russie et ajoute qu'il sera heureux d'y contribuer. L'après-midi, visite de W... qui m'amène M. Tatistchef. Ai vaguement entendu parler de ses antécédents douteux ; me tiens sur la réserve. T... ramène continuellement la conversation sur le général Boulanger ; j'ai beau lui affirmer en toute sincérité que je ne le connais pas, il insiste comme s'il désirait surprendre quelque secret ; ce manège me déplaît beaucoup. Toute la nuit travaillé sur l'affaire de la conversion.

Le 23 février. Appris victoire définitive du prince de Bismarck aux élections, le vote du septennat est assuré. Grande réception ce soir chez l'ambassadeur Schweinitz, ai prié le général X..., qui doit y assister, de me communiquer les impressions dominantes... Katkof me télégraphie de venir encore une fois à Moscou avant de rentrer à Paris.

Le 24 février. Long entretien avec le baron de Jomini (le seul haut personnage du Pont des Chantres avec qui je suis resté en rapport depuis le conflit entre Katkof et Giers). Nous parlons des articles parus dans le *Nord*[1] et la *Correspondance politique*, où les conclusions de l'article de Katkof du 3 février sont presque textuellement citées et données comme la politique de M. de Giers!!

J... en rejette la responsabilité sur le zèle maladroit des sous-ordres. La conversation revient sur la campagne de Katkof. Jomini approuve entièrement la nouvelle orientation politique recommandée par lui, mais trouve inutile et même dangereux de la proclamer tout haut, surtout d'une manière si provoquante ; cherche à atténuer les fautes de Giers dans le traité de Skiernevice, en rend surtout responsable Sabourof qui avait entamé des négociations avec Bismarck à Kissingen de sa propre initiative, dans le secret espoir de supplanter Giers ; ce dernier, obligé de se défendre, a dû

1. Voici, en effet, ce que disait le *Nord* du 20 février : « la Russie dorénavant surveillera les événements sur le Rhin et remet la question d'Orient au second plan. L'intérêt de la Russie lui interdit de garder la même neutralité bienveillante qu'en 1870 en cas d'une nouvelle guerre franco-allemande ; le cabinet de Saint-Pétersbourg n'admettra en aucune circonstance un nouvel affaiblissement de la France. Afin de conserver sa liberté d'action pour ce cas, la Russie évitera tout conflit avec l'Autriche et l'Angleterre et laissera les événements suivre leur cours en Bulgarie. »

reprendre ces négociations pour son propre compte, et au lieu d'une entente à deux avec l'Allemagne, proposer l'alliance à trois. Lui objecte alors que dans ce changement se trouve justement la faute capitale commise, puisque c'est le troisième allié qui a profité du traité pour nous exclure des Balkans. Jomini reconnaît que l'Orient est perdu pour nous, croit même que cette perte est définitive, ce qui paraît l'affliger peu. Me raconte toute l'histoire des négociations qui ont précédé la conclusion du traité de 1884 ainsi que les événements ultérieurs (j'ai utilisé ces renseignements dans le chapitre III). Passe ensuite au récit du curieux voyage de sir Charles Dilke en Russie et de ses impressions. Finalement me prie d'agir sur Katkof pour qu'il modère la violence de sa polémique contre Giers, des attaques si vives étant superflues, maintenant que le triomphe de sa politique est assuré...

Remis à M. Wyschnegradski le projet que j'ai élaboré. Il est très satisfait de mon travail. Conversation pendant deux heures sur la marche à suivre pour réaliser ce plan. Si je parviens à rétablir les rapports du ministère des finances avec la maison Rothschild, le ministre s'engage à en informer l'empereur et à obtenir ma nomination à un poste élevé au ministère des finances.

Le 25 février. Pris congé du comte Delanof. Reçu la visite du général X... qui me raconte sa conversation avec le comte Schweinitz. Le général l'a abordé en le félicitant sur le succès des élections et a ajouté pour finir : « Eh bien, à présent que Bismarck a obtenu son septennat, j'espère qu'il laissera la France tranquille et que la paix est assurée? — Cela dépend, a répondu M. de Schweinitz, certes nous n'avons plus besoin de prendre l'offensive et pouvons attendre tranquillement les événements; *mais qui nous garantit que la France ne nous attaquera pas? Si le tsar tient réellement à la conservation de la paix, et nous n'en doutons pas, il a un moyen très simple de l'assurer définitivement, c'est de déclarer à la France qu'il est prêt à la garantir contre une agression du côté de l'Allemagne, mais qu'il n'interviendrait en aucune manière, si la déclaration de guerre venait du côté de la France.* »

Le général X... est convaincu que c'est sur cette base que le chancelier allemand engagera de nouvelles négociations, afin de regagner notre alliance par un pareil détour ou, du moins, de nous compromettre aux yeux de la France. Vu les sentiments très pacifiques du tsar, il juge le terrain très habilement choisi et pense qu'il faut aviser; aussi me prie-t-il de hâter mon départ pour Moscou, afin de mettre Katkof au courant de la situation. Je pars le même soir.

Le 26 février. Passé toute la journée avec Katkof chez qui je m'étais rendu directement de la gare, à 11 heures du matin; ne nous sommes séparés qu'à 10 heures du soir. Katkof, à qui ai communiqué le récit de Jomini sur le traité de Skiernevice, le rectifie sur plusieurs points et y ajoute des détails prouvant que Giers se rendait très bien compte que ce traité annihilerait complètement notre influence en Orient au profit de l'Autriche. K... juge également très dangereuse la nouvelle tentative du prince de Bismarck, dont Schweinitz a parlé. Sans doute Giers saisira avec

empressement ce moyen de renouer les négociations, ne fût-ce que pour décourager la France. « En effet, ai-je observé, si la Russie consentait à imposer à la France l'obligation de ne jamais déclarer la guerre à l'Allemagne, cela équivaudrait à un contre-seing donné par elle au traité de Francfort; la France serait avec raison très froissée d'une pareille solution. — Et cela d'autant plus, a répondu K..., que Bismarck me paraît avoir calculé toute l'affaire dans l'espoir de pouvoir par quelque provocation amener une explosion en France et la forcer à déclarer la guerre, ce qui lui permettrait d'en rejeter la responsabilité sur elle, et la Russie serait prise dans son propre piège. » (Katkof a ainsi prévu l'incident Schnœbelé qui n'avait, en réalité, pas d'autre but.) Il est convaincu que l'empereur comprendra lui-même le nouveau piège de Berlin et qu'il ne s'y laissera pas prendre, quoi que fasse Giers. En cas de danger, il se propose d'écrire au tsar; mon argument que l'acceptation par la Russie de la nouvelle proposition équivaudrait à la garantie du traité de Francfort l'a beaucoup frappé et il compte en faire usage à l'occasion... Ces efforts incessants de l'Allemagne pour rattacher la Russie par de nouveaux liens à l'ancien système politique prouvent combien il est nécessaire que celle-ci conclue avec la France une alliance défensive. K... trouve qu'il serait bien difficile aux deux nations de s'allier de la sorte sans trop aliéner leur liberté d'action respective. Je propose une formule qui limiterait les engagements réciproques des deux parties contractantes au cas d'un conflit avec l'Allemagne... Suivant K..., Giers a donné trop de preuves de sa soumission à l'influence du chancelier allemand pour qu'on puisse se fier à lui, lors même qu'en apparence il consentirait à adopter une politique plus conforme à la dignité et aux intérêts de la Russie. Sa démission est donc une condition *sine qua non* pour que la Russie puisse espérer la réparation des fautes commises. K... raconte à ce propos qu'au moment où les agents russes furent rappelés de Bulgarie, il avait obtenu de l'empereur que la protection des sujets russes fût confiée aux agents consulaires français. La chose était décidée, mais quelques jours après, à la demande de Giers, on revint sur cette décision qui, affirmait-il, serait interprétée comme un acte d'hostilité contre l'Allemagne. On partagea donc la poire en deux : les sujets russes habitant la Bulgarie furent mis sous la protection des agents allemands, tandis qu'on plaçait ceux de la Roumélie sous la sauvegarde des agents français. Cette déplorable concession pourrait avoir les conséquences les plus funestes, car les consuls allemands ne cachent pas leurs mauvaises dispositions à l'égard *des sujets et protégés de la Russie, ce qui rend toute action russe en Bulgarie impossible.*

L'intention de Katkof, s'il n'obtient pas la mise à la retraite de Giers, est d'abandonner la lutte et de se retirer à l'étranger pour soigner sa santé qu'il sent fort ébranlée; il est las de cette lutte de trente ans où tous les obstacles et toutes les résistances lui viennent de ceux auxquels il a consacré sa vie et son travail de toutes les heures..... « Dans ce cas, dit-il brusquement, je vous céderais immédiatement la direction de la *Gazette de Moscou :* il y a longtemps que je compte sur vous pour me succéder. Si ma campagne réussit, je prendrai cet été un congé d'un an pour aller

rétablir ma santé à l'étranger pendant que vous dirigerez le journal; ensuite je vous le céderai entièrement! » Ma surprise a été telle que je n'ai rien répondu. « Vous vous en doutiez pourtant? » J'ai avoué qu'en effet M. Delanof m'avait parlé de cela et que le comte Tolstoï y avait fait allusion; mais je ne croyais pas la chose si prochaine et j'en étais un peu effrayé. — « Eh bien, remettons cette conversation à demain; voilà plus de douze heures que je vous retiens, allez vous reposer et revenez demain dans la matinée. » Là-dessus, Katkof m'a embrassé et, comme lui, ému jusqu'aux larmes, je suis rentré à l'hôtel...

Le 27 *février*. Le matin, repris conversation avec Katkof sur la transmission de la *Gazette de Moscou*. Lui objecte en premier lieu la nécessité pour moi de rester à Paris pour y poursuivre la campagne commencée. K... estime qu'après avoir rétabli les relations entre notre ministère des finances et la haute banque de Paris, je serai plus utile à la tête de la *Gazette de Moscou* où je pourrai surveiller les intrigues contre l'entente des deux pays. J'observe que je manque de l'autorité voulue pour accepter une succession si grosse de responsabilités et qu'à l'âge où je suis arrivé il est peut-être téméraire d'assumer une si lourde tâche. K... ne s'arrête pas à ces objections : « J'avais juste votre âge quand j'ai pris en fermage la *Gazette de Moscou*, il y a vingt-cinq ans; et puis, ajoute-t-il en souriant, nos carrières se ressemblent beaucoup : comme moi, vous avez débuté par l'enseignement universitaire et, comme moi, vous l'avez quitté à trente-deux ans pour entrer dans la presse. » Il aborde ensuite le côté matériel de l'entreprise; il dit que pendant vingt-cinq ans il a travaillé à faire de la *Gazette de Moscou* un organe autorisé. « La valeur du journal est très grande à présent, — mais c'est le gouvernement et non ma famille qui en profite. Si j'avais fondé un journal à moi, au lieu d'en affermer un appartenant au gouvernement, j'aurais créé une propriété d'un million de roubles ; puisque mes fils ont choisi, les uns la carrière militaire, les autres la carrière diplomatique, je veux du moins que ce soit à mon filleul que le journal revienne... Vous avez acquis à l'étranger une expérience politique qu'aucun de nos journalistes ne possède; quant à votre fidélité aux principes, à votre courage pour les défendre envers et contre tous, vous en avez donné assez de preuves pour me rassurer sur l'avenir... » Après une appréciation trop flatteuse de mon talent de publiciste, il passe aux conditions matérielles du transfert de ses journaux. Sur ce point Katkof se montre d'une générosité telle que je suis obligé de prendre contre lui-même la défense de ses intérêts[1]...

1. Financier et économiste de premier ordre, quand il s'agissait des affaires de l'État, K... était en revanche d'une insouciance presque enfantine lorsque ses intérêts personnels se trouvaient en jeu. Sous ce rapport son caractère a été odieusement travesti par les reptiliens de tous les pays. En réponse à leurs calomnies, je ne veux citer que quelques faits. Les comptes du lycée Nicolas qu'il avait fondé et auquel il consacrait son temps et son labeur, accusaient chaque année un déficit de 12 à 15 mille roubles que Katkof n'hésitait pas à couvrir de ses propres deniers, sans jamais consentir à accepter une subvention gouvernementale. Au moment où il m'exposait la situation du *Messager russe*, je remarquai qu'avec un nombre d'abonnés plus que suffisant pour rémunérer largement le capital engagé dans son

Pendant tout le reste de la journée nous nous sommes entretenus de la situation intérieure et extérieure de la Russie. Il semblait que K... avait le pressentiment de sa fin prochaine et se hâtait de faire son testament politique. A ses jugements sur les personnages actuellement au pouvoir se mêlaient des souvenirs du règne passé; — tout cela K... l'exposait avec une vivacité singulière, se promenant toujours dans son étroit cabinet où il se sentait mal à l'aise, comme un lion dans sa cage. Puis il a esquissé le programme qui doit être désormais celui de la Russie : rester sourde à toutes les propositions venant de Berlin, quelles qu'elles soient, faire l'impossible pour conserver au moins pendant quelques années encore la paix en Europe; garder à tout prix sa liberté d'action; conclure au besoin une alliance purement défensive avec la France pour mettre fin au jeu de bascule continuel de Bismarck qui cherche à se lier tantôt avec l'une, tantôt avec l'autre des deux nations, dans le seul but de semer la méfiance entre elles; d'une façon générale prolonger le *statu quo* jusqu'à l'expiration du traité austro-allemand; alors seulement passer à une politique active : deux alternatives se présenteront alors à la Russie[1]...

Après le dîner, la conversation a repris sur les mêmes sujets; K... est de plus en plus inquiet du nouveau piège que semblent cacher les dernières propositions de Bismarck. Un télégramme de l'*Agence du Nord* arrivé à l'instant même le met hors de lui. Ce télégramme est ainsi conçu : « Le *Journal de Saint-Pétersbourg* déclare qu'il ne faut attribuer aucune portée à quelques correspondances étrangères prêtant divers projets aux gouvernements. Les journaux sérieux devraient savoir que les rapports entre des empires attachés par des liens séculaires ne dépendent pas de quelques correspondances plus ou moins fantaisistes. » Cela a l'air d'un démenti catégorique aux articles du *Nord* et de la *Correspondance politique*, qui laissaient entendre que Giers était complètement rallié à la politique de Katkof.

Celui-ci, dès le début, a mis en doute la sincérité de cette conversion, ne voyant dans les articles en question qu'un simple trompe-l'œil destiné à

exploitation, cette revue faisait à peine ses frais. K... ne pouvait pas m'expliquer cette anomalie. De l'enquête, à laquelle nous nous livrâmes ensemble, il résulta qu'une somme très considérable passait en pensions servies à des veuves d'anciens collaborateurs (une d'elles recevait 2 400 roubles par an!), en souscriptions, en secours distribués annuellement sur l'ordre de Katkof qui ne se rappelait même pas le détail de ces largesses! La *Gazette de Moscou* était d'un excellent rapport, mais le grand train de maison et les libéralités continuelles de Michel Nikiforovitch ne lui permettaient pas de faire des économies. Aussi le peu que cet homme, après un travail acharné de quarante ans, a pu laisser à sa veuve et à ses treize enfants (onze à lui et deux neveux adoptés) a été gagné au moment de la guerre de 1870 et en 1877, grâce à l'augmentation du tirage, à des suppléments extraordinaires, etc.

1. Je crois devoir pour le moment passer sous silence les vues développées ici par Katkof; qu'il me suffise de dire qu'à ses yeux, sitôt le traité de Skiernevice expiré, la Russie serait déliée de ses engagements concernant Novi-Bazar et la Bosnie, recouvrerait son entière liberté vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie et, par suite, aurait le choix entre diverses alternatives pour l'orientation définitive de sa politique extérieure.

convaincre l'empereur que le Pont des Chantres se soumettait complètement à la nouvelle ligne politique adoptée par le souverain. Au contraire, l'article du *Journal de Saint-Pétersbourg* paraît avoir pour but de calmer les appréhensions de la Wilhelmstrasse et de détruire l'effet rassurant que la note précédente pouvait produire à Paris. Irrité de cette nouvelle trahison, K... prend la résolution de partir demain pour Pétersbourg. Cet éternel travail de Sisyphe, cette besogne qui à peine achevée doit être reprise à nouveau, cette lutte acharnée poursuivie depuis vingt-cinq ans l'exaspère et l'épuise. C'est là un des côtés tragiques de sa position exceptionnelle : il porte la responsabilité entière des conseils donnés au souverain, tandis que les ministres chargés de les mettre à exécution ne s'appliquent qu'à les éluder.

Je ne partage pas au sujet de l'article du *Nord* le soupçon de K... Je lui rapporte une partie de ma conversation avec Jomini : reconnaissant au fond la justesse de la politique de Katkof et désireux d'aplanir le conflit entre la chancellerie et la *Gazette de Moscou*, J... a évidemment dicté cet article pour forcer en quelque sorte la main à son chef en lui attribuant le mérite de cette politique. Dans l'hypothèse indiquée la note du *Journal de Saint-Pétersbourg* témoignerait simplement que Giers, subissant d'autres influences, ne s'est pas prêté au stratagème de Jomini..

Un télégramme de M. P..., ancien fonctionnaire du ministère des affaires étrangères et resté le confident de plusieurs gros bonnets, demande si K... consentirait à le recevoir le 29 et annonce qu'on désire au Pont des Chantres une explication avec lui. Mais Katkof déclare qu'il refusera catégoriquement toute entente et même tout entretien avec Giers, le considérant comme traître à son souverain. Dans un pays constitutionnel un ministre peut suivre sa politique personnelle, mais dans une autocratie il n'en a pas le droit, il doit exécuter strictement les ordres du chef de l'État : s'il fait de la politique personnelle en opposition avec celle du tsar, il trahit ce dernier et le pays. Giers n'avait qu'à se retirer si ses convictions étaient en désaccord avec la pensée impériale. D'ailleurs, l'empereur avait entièrement approuvé le *leader* du 3 février...

Nous parlons ensuite des rapports de la Russie avec l'Autriche-Hongrie : K... regrette que dans les sphères dominantes beaucoup de Russes, sous l'impression du fameux mémoire du général Obroutchef, considèrent le gouvernement autrichien comme l'ennemi naturel : une politique opposée, fondée sur l'entente *directe* avec l'Autriche, pourrait être infiniment plus profitable aux deux pays. Katkof s'élève contre toute tentative d'annexer à notre territoire une partie de la Galicie[1]... De là K..., après un long entretien sur la Pologne, passe à la question bulgare. L'occupation de la Bulgarie constituerait, à ses yeux, une faute des plus graves ; la Russie devrait, au contraire, s'efforcer de garantir à la principauté une indépendance complète, de la fortifier et de contribuer à son développement. Il faut seulement y empêcher l'action des influences étrangères à l'esprit national et à

1. Les raisons qu'il faisait valoir contre cette annexion sont celles que j'ai développées dans la *Russie contemporaine* (voir le chapitre : « la France et la Russie »).

la religion orthodoxe. Pourvu que la Bulgarie conserve sa liberté nationale, la communauté de culte la fera forcément pencher vers la Russie. Le prestige principal du Tsar Blanc réside dans l'unité de l'église orthodoxe, ce legs de l'empire byzantin. Toute atteinte que le tsar laisse porter, même en dehors de l'empire russe, à l'église orthodoxe, implique un échec pour son autocratie. La Russie elle-même serait en danger si elle renonçait à la protection du culte orthodoxe en Orient... Katkof aborde ensuite l'examen comparé des deux Églises latine et grecque; il ne croit ni possible ni utile la fusion de ces deux communautés chrétiennes, encore qu'il tienne le catholicisme en très haute estime[1]...

Nous nous sommes séparés après minuit.

Le 28 février. Le matin, trouvé Katkof encore très irrité contre l'inspirateur du *Journal de Saint-Pétersbourg*. Me lit pour la deuxième fois son *leader* en réponse à une attaque personnelle de Bismarck parue dans la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung;* retouche l'article de façon à le rendre encore plus violent. Me dit qu'il est forcé de soutenir cette polémique avec la dernière vigueur, parce que dans les extraits de la presse étrangère faits au Pont des Chantres pour le souverain, on découpe soigneusement tout ce qui est dirigé contre lui; les articles émanant du chancelier sont tout particulièrement soumis à l'attention du tsar. Il ne peut donc laisser passer aucune attaque sans riposte; en réalité, dans ce duel bizarre, Alexandre III est un peu juge du camp. Katkof est tenu au courant des annotations que le tsar fait en marge de ses articles, — il est donc à même d'en connaître l'effet...

Pendant le déjeuner arrive le *Journal de Saint-Pétersbourg;* il se trouve que l'auteur du résumé télégraphique expédié à l'étranger par l'*Agence du Nord*, — toujours le fameux Giaccone, — s'est simplement permis de travestir l'article de cet organe et de lui donner une importance qu'il n'avait pas. A la demande de K..., j'adresse immédiatement à l'*Agence Havas* un télégramme déniant toute portée à la note du *Journal de Saint-Pétersbourg;* K... m'explique que, pour parer à l'inconvénient des fausses nouvelles répandues à l'étranger par l'*Agence du Nord*, il s'est entendu avec l'*Agence Havas* de façon à pouvoir lui télégraphier directement; curieuse situation!... La note elle-même du *Journal de Saint-Pétersbourg* qui a causé cette alarme n'est qu'un épanchement personnel de son rédacteur — très maladroit. K... me prie de lui faire au sujet de cet incident un *leader* un peu raide où je prendrai à partie les journaux russes publiés par des étrangers; en même temps il me charge d'analyser, sous la rubrique « Lettre de Paris », des brochures italiennes dont on l'inonde depuis quelque temps, et qui ne sont intéressantes que comme indice des efforts faits à Berlin pour exciter en Italie l'opinion publique contre la France et la Russie...

A deux heures rentré à l'hôtel, fait mes malles, donné des instructions pour qu'on expédie mes bagages au chemin de fer et qu'on me réserve un compartiment; prévenu que je n'arriverais à la gare qu'au dernier mo-

1. La plupart de ces idées de Katkof ont été reproduites, quelques jours après sa mort, par l'*Observateur Français*, sur l'exposé que j'en ai fait à un rédacteur de ce journal après mon retour de Moscou, en mars.

ment. De trois à cinq heures écrit le *leader* et la Lettre de Paris demandés : à cinq heures retourné Strastnoï Boulevard et envoyé par Petrowsky les articles à l'imprimerie avec ordre de composer immédiatement afin que je puisse corriger les épreuves après le dîner... Pendant le dîner, — c'est le premier jour du grand carême, — suis effrayé de voir les mets spécialement préparés pour Katkof ; le maigre ordinaire, bien que très strict, qu'on sert aux autres n'est pas assez rigoureux pour lui ; il le remplace par un plat de champignons dont il m'est impossible de distinguer la composition exacte ; lui fais remarquer le danger d'une pareille nourriture dans son état d'épuisement. K... répond qu'il est habitué à ce régime pendant le carême. Suis réellement inquiet pour sa santé, s'il continue à se nourrir pendant sept semaines d'une manière aussi déplorable.

Après le dîner, longue conversation sur le traité de Skiernevice. On apporte les épreuves de mes deux articles ; Katkof ne comprend pas que j'aie pu les faire en si peu de temps, il les trouve superbes, m'embrasse à plusieurs reprises et, comme la veille j'avais exprimé la crainte de n'avoir pas la force physique nécessaire pour un travail aussi dur que la rédaction de la *Gazette de Moscou*, il me dit avec un sourire : « Vous rédigerez le journal en vous jouant si vous travaillez si vite. » Il relit plusieurs fois les deux articles, riant beaucoup à certains passages, et me promet qu'ils seront insérés dans le numéro de demain, 17 *février* 1er *mars*. Au risque de me faire manquer le train, me retient jusqu'à la dernière minute, me reconduit jusqu'à l'escalier et, après mainte embrassade, me ramène encore une fois dans la chambre à côté pour reprendre la conversation. On dirait qu'il craint que la séparation ne soit éternelle. Au dernier moment me dit de ne pas trop m'affliger si je ne réussis pas à remplir la mission dont m'a chargé Wyschnegradski ; après un examen sérieux de l'opération projetée, il la trouve, dit-il, presque irréalisable et se demande si W... ne l'a pas choisie exprès telle, afin de faire échouer ma mission... Arrivé à la gare au moment où le train s'ébranlait.

Le 1er *mars*. Débarqué à onze heures du matin à la gare Nicolas ; trouvé un ami à la gare qui me dit avoir une importante communication à me faire de la part du général X... et me prie d'arriver à la gare de Varsovie au moins une demi-heure avant le départ du train. Apprends là que Giaccone a été vertement tancé pour son télégramme de l'*Agence du Nord*, lequel avait été qualifié de « regrettable » par Giers et de « déplorable » par le comte Lamsdorf ! Ai des doutes sur la sincérité de cette réprimande. Le général Bogdanovitch, chez qui ai déjeuné..., me raconte son audience chez le grand-duc Wladimir à propos de la *Société de Saint-Pétersbourg*, par le comte Wasili : il a mis sous les yeux du grand-duc les preuves de mon innocence à ce sujet[1] et s'est lui-même défendu d'avoir écrit la brochure

1. Informé par Katkof que les diplomates de la rue de Grenelle m'avaient dénoncé à la cour de Russie comme étant le fameux comte Wasili, l'auteur de la *Société de Saint-Pétersbourg*, j'avais, au moment de partir pour Moscou, prié Mme Adam de me confier le texte autographe de cet ouvrage écrit tout entier d'une main connue qui n'était pas la mienne. C'est ce manuscrit que le général B... sou-

violente parue en janvier à Paris sous le titre : *Alliance franco-russe*, par un général russe.

A la gare on me dit que le comte Schweinitz a réellement fait des ouvertures dans le sens indiqué, mais le tsar a deviné le piège et est resté inébranlable dans la ligne politique adoptée; la conviction du général X... est que pour le moment il n'y a rien à craindre de ce côté. En même temps on me fournit des renseignements intéressants sur la dislocation et la concentration de l'armée autrichienne en Galicie qui indiquent clairement l'intention d'envahir la Russie vers la fin de mars. Du côté de la Prusse on fait aussi des préparatifs analogues; la Pologne russe est inondée d'officiers prussiens prenant presque ouvertement des dispositions pour la prochaine campagne, s'informant, en dehors des choses purement militaires, des moyens de faire subsister les troupes dans les différents districts; plusieurs ont poussé l'audace jusqu'à questionner les maires sur la quantité de chevaux que leurs administrés pourraient fournir à l'armée prussienne en cas d'invasion et, chose inouïe, maintes fois ils ont obtenu des autorités locales les renseignements demandés !!

Parti à 2 heures directement pour Paris.

Je donne *in extenso* ci-après les deux *leaders* publiés le même jour dans la *Gazette de Moscou*. Ils produisirent, l'un et l'autre, une grande sensation : le premier, celui de Katkof, était une franche déclaration de guerre au prince de Bismarck; le second, le mien, contenait le plus énergique réquisitoire contre notre ministère des affaires étrangères... à la Russie, qui ait encore paru dans un journal russe. L'effet de cette attaque directe fut d'autant plus considérable que, les *leaders* n'étant pas signés, on les attribua généralement l'un comme l'autre à la plume de Katkof.

Moscou, 16 février.

Dans la *Gazette Universelle de l'Allemagne du Nord*, où paraissent quelquefois des notes dictées par son grand inspirateur lui-même, le « Chancelier de Fer », comme on l'appelle, a été publié l'entrefilet suivant, que nous reproduisons littéralement :

« Le *Livre Bleu* anglais relatif à la Bulgarie publié dernièrement a été à plusieurs reprises l'objet des commentaires de la presse russe. Il va sans dire que la *Gazette de Moscou*, entre autres, s'en est occupée. A cette occasion, ladite gazette écrit que l'Angleterre ayant proposé d'inviter les puis-

mit au grand-duc Wladimir particulièrement maltraité par le comte Wasili. Du reste, les nombreuses erreurs dont cette publication fourmillait étaient par elles-mêmes une réfutation suffisante de la calomnie qui m'en attribuait la paternité.

sances « à une action directe (*direkten*) et ouverte en faveur de Battenberg », le comte de Bismarck a répondu en substance que « le chancelier impé-« rial, dans les circonstances données, juge inopportun d'agir directement « et ouvertement ».

« De cette assertion il faut conclure ou que M. Katkof n'entend pas l'anglais, ou simplement qu'il ment. *Tertium non datur.* Cela ressort du rapport de l'ambassadeur anglais à Berlin, inséré dans le *Livre Bleu, Turquie*, n° 1 (1887), p. 128. »

Suit un extrait du *Livre Bleu.* Nous reproduisons, dans la traduction allemande de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, le passage qui se rapporte à la question traitée ici :

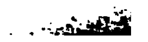
« ..... Der Reichskanzler könne jedoch Ew. Lordschaft nicht dazu rathen, weitere Versuche zu machen, um die offene und aufrichtige Unterstützung des Prinzen Alexander seitens der Grossmächte zu erlangen, da er überzeugt sei, dass ein solcher Versuch keinen Erfolg haben würde. Fürst Bismarck ist der Ansicht, dass, wenn schon die Grossmächte den Prinzen Alexander auf den bulgarichen Thron gesetzt haben, es ihnen doch keineswegs obliegt, vereinigt oder einzeln, Schritte zu thun um ihn auch dort zu erhalten. »

On nous dit avec un atticisme poméranien, ou que nous mentons, ou que nous ne comprenons pas ce que nous lisons. *Tertium non datur*, ajoute-t-on. C'est une erreur; dans l'espèce *tertium datur.* On peut ne pas mentir, on peut aussi entendre l'anglais, et on peut encore une troisième chose : confondre l'imposture, — prendre le voleur au collet, comme dirait dans son idiome l'organe poméranien.

Dans le n° 36 de la *Gazette de Moscou* a été traduit mot pour mot, d'après la *Pall Mall Gazette*, un vaste choix de passages empruntés au *Livre Bleu*, qui caractérisent la politique anglaise dans la question bulgare; nous avons conservé à ce recueil le titre que lui avait donné le journal anglais lui-même : *Le battenbergisme à nu et sans vergogne.*

Parmi ces extraits se trouve la communication de l'ambassadeur anglais à Berlin au sujet de son entretien avec le comte Herbert de Bismarck. C'est ce passage que la feuille du chancelier cite pour nous en faire reproche et nous confondre. Le voici, tel qu'il a été reproduit en russe dans la *Gazette de Moscou :* « Il (le chancelier impérial) ne peut conseiller à votre seigneurie de poursuivre les tentatives pour amener les grandes puissances à prêter un appui *franc* et *ouvert* (frank and open) au prince Alexandre, attendu qu'il est persuadé que de telles tentatives ne réussiront pas. Le prince de Bismarck est d'avis que, quoique le prince Alexandre ait été mis sur le trône de Bulgarie par les grandes puissances, ces dernières ne sont cependant pas tenues de l'y soutenir isolément ou conjointement. » Tout homme connaissant l'allemand et le russe verra que les deux versions, celle de la *Gazette de Moscou* et celle de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, sont absolument concordantes.....

Ainsi, nous n'avons menti en rien, de même que nous n'avons commis aucune faute contre la langue anglaise. L'erreur, par conséquent, n'est pas de notre côté.



Mais nous avons pris le voleur sur le fait. En insérant la communication du *Livre Bleu*, nous n'avons pas pu ne pas remarquer le passage cité plus haut, et dans le même numéro de notre journal nous l'avons dit.

Nous avons pu montrer que le gouvernement anglais, franchement hostile à la Russie, s'est adressé à l'allié et à l'ami de cette dernière, au personnage qui remplit les fonctions d'honnête courtier, et lui a proposé de soutenir *directement* et *ouvertement*, *franchement* et *clairement* Battenberg. Il n'était pas question d'appuyer d'une façon générale le prince Alexandre. C'était déjà chose en cours d'exécution. Le gouvernement anglais s'adressait à notre allié comme à un partisan de ses idées, le priant seulement de travailler à faire naître un scandale, à organiser une campagne diplomatique contre la Russie, dans le genre de celle qui eut lieu en 1863. L'Angleterre était si convaincue des bonnes dispositions de notre allié qu'elle ne songeait pas à l'étrange figure que celui-ci aurait nécessairement faite à la tête d'une campagne contre la Russie, ni à la difficulté de ce rôle pour lui en présence de la France, qui s'était tenue tout le temps à l'écart et qui, selon toute probabilité, ne se serait pas jointe à une pareille croisade.

Veut-on savoir ce qu'aurait dû répondre un *honnête* courtier, même en laissant de côté son amitié pour la Russie? Sous une forme ou sous une autre il aurait dû dire ceci : C'est vrai, les puissances ont mis le prince Alexandre sur le trône de Bulgarie, mais il a trompé leur confiance. Il a violé non seulement l'ordre légal établi par elles, mais les principes mêmes du droit international en envahisssant par un acte de brigandage un domaine étranger dont il s'est emparé à la faveur d'une émeute; et, lorsque les puissances, dans leur condescendance pour lui, eurent consenti à l'union personnelle de la Roumélie et de la Principauté, il a, de sa propre autorité, transformé l'union personnelle en union réelle; enfin, il a suscité en Orient des troubles qui ont fait couler le sang et mis en danger la paix européenne dont vous avez un si vif souci. Si vous me demandez mon avis, je vous conseille non seulement de renoncer à toute idée d'appuyer franchement et ouvertement Battenberg et le battenbergisme, chose en tout cas irréalisable, mais même d'abandonner complètement cette entreprise comme mauvaise, injuste et dangereuse.

Voilà le langage qu'aurait dû tenir un honnête courtier. Est-ce ainsi qu'a parlé notre ami et allié? Il s'est borné à déclarer que, selon lui, les tentatives pour soutenir franchement et ouvertement le battenbergisme *ne réussiraient pas*, sans néanmoins s'opposer à un appui non officiel dont nous trouvons des échantillons dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord* elle-même.....

Il serait superflu et sans intérêt de relever dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord* toutes les équivoques, toutes les insinuations, tous les emprunts aux autres feuilles allemandes, qui sont aussi plus ou moins au service du chancelier de Berlin. Est-il étonnant que les pseudo-régents de Bulgarie se soient sentis forts, soutenus qu'ils étaient par les applaudissements du marquis de Salisbury, du comte Kalnoky, du comte de Robilant, auxquels derrière la scène faisait écho tout bas, mais d'une façon significative, notre ami et allié, l'honnête et universel courtier ? K.

Voici maintenant mon *leader* :

Les étrangers qui désirent se faire une idée des buts et des tendances de la politique russe d'après les articles de nos feuilles officieuses publiées en langue française, doivent forcément arriver à cette conclusion que nous ne savons pas nous-mêmes ce que nous voulons : ces journaux sont en contradiction manifeste ou avec eux-mêmes, ou l'un avec l'autre. Ainsi, par exemple, il y a quinze jours, notre organe officieux, le *Nord*, qui se publie en Belgique, a cru devoir engager une ardente polémique avec une petite feuille viennoise, le *Tageblatt* (ou *Tas de blagues*, comme l'appellent les Français), qui vit de scandales locaux et de cancans à sensation ; le *Nord* a jugé à propos de lui démontrer que le peuple russe, pour son bonheur, ne s'intéresse pas à la politique extérieure, et qu'on se tromperait en cherchant chez les publicistes russes l'expression de la pensée dirigeante de notre politique.

Comme une impénétrable destinée veut que le privilège de faire connaître au monde la politique russe soit affermé pour l'éternité aux Suisses, aux Italiens, aux Belges, aux Hongrois et autres *Allemands* qui savent plus ou moins s'expliquer en français, cette déclaration de l'organe bruxellois de la diplomatie russo-française était assez logique ; seulement il était étrange que pour sa polémique le *Nord* eût justement pris à partie un journal dépourvu de toute importance politique.

Il y a juste huit jours, le même organe belge de la diplomatie russe a publié une autre correspondance non moins curieuse. Cette fois l'idée fondamentale de l'article était, en réalité, russe. Mais, avec une coquetterie suspecte, le *Nord* faisait remarquer que la politique qu'il défendait avait été formulée pour la première fois par ces mêmes publicistes russes dont il parlait d'un ton plein de dédain il y a deux semaines. L'aimable Belge poussait la gentillesse jusqu'à découvrir chez le peuple russe certaines sympathies et antipathies, certaines aspirations et tendances qu'il le félicitait, huit jours auparavant, de ne point posséder.

Nous avions salué avec plaisir cet article, bien que, à vrai dire, plusieurs choses nous y déplussent. Nous trouvions trop de franchise dans cette correspondance du *Nord*, aussi bien que dans une autre, presque identique, publiée quelques jours auparavant par la *Politische Correspondenz*. La prudence la plus élémentaire devait, ce semble, empêcher ces journalistes de divulguer les plans et vues politiques du gouvernement qu'ils servent. A la vérité, le prince de Bismarck a mis la franchise à la mode, et elle lui a même été utile. Mais aussi sa franchise est chose artificielle et habile, le plus souvent il dévoile avec une extraordinaire ingénuité des idées qu'il n'a pas et des plans qui doivent être un trompe-l'œil pour ses adversaires, tandis que nos journalistes sont entrés dans des détails dont le besoin ne se faisait nullement sentir. On se demande malgré soi, si ces indiscrétions n'avaient pas pour but de jeter l'alarme dans le camp opposé...

L'étranger accoutumé aux pratiques du parlementarisme pourrait croire que nos diplomates, servant sans conviction une politique à eux imposée par la majorité, usent de cette dangereuse franchise pour la paralyser et

révèlent la direction de leurs mines afin qu'on puisse y opposer des contre-mines.

Mais nous vivons dans un État autocratique où une seule politique peut être tolérée, — celle qui exprime la volonté du souverain. Nous expliquons cet excès de franchise par un excès de zèle. D'ailleurs, la pensée russe que dicte un Allemand, qu'écrit un Italien ou un Hongrois, qu'imprime un Belge, pèche gravement par quelque côté.

Nous avions salué un souffle nouveau dans les correspondances du *Nord* et de la *Politische Correspondenz*, mais notre joie a été de courte durée. Hier nous est arrivé le télégramme suivant : « On lit dans le *Journal de Saint-Pétersbourg :* Il ne faut pas attacher d'importance à certaines correspondances de journaux qui attribuent divers plans aux gouvernements (!). Les journaux sérieux doivent savoir que les relations entre de grands empires unis par des liens séculaires ne dépendent pas de quelques correspondances d'un contenu plus ou moins fantastique. »

Qu'est-ce que cette nouvelle tuile ? Que signifie cette nouvelle déclaration de l'officieux *Journal de Saint-Pétersbourg ?* Le patriote russe qui rédige cette feuille s'est-il indigné de la franchise inopportune et dangereuse des correspondances publiées dans le *Nord* et la *Politische Correspondenz* et a-t-il voulu donner le change à nos adversaires en traitant de fantastique le contenu de ces correspondances? Notre optimisme habituel nous disposait à admettre cette explication. Mais alors s'est dressé un nouveau point d'interrogation : Qu'entend-on par ces liens séculaires qui unissent de grands empires? Quels empires? Les empires russe, allemand et autrichien? Mais comment appeler séculaires les liens qui les unissent? Nous ne pouvons supposer qu'on ignore assez l'histoire dans les bureaux du *Journal de Saint-Pétersbourg* pour ne pas savoir que ces liens séculaires n'existent pas. L'empire allemand actuel est une création toute récente ; il ne peut y avoir de liens séculaires entre la Russie et lui. Quant à l'ancien empire d'Allemagne, nous n'avons jamais entendu dire que des chevaliers russes aient combattu sous les drapeaux de Charlemagne à Roncevaux, et les traditions sont muettes aussi sur les liens qui auraient uni les tsars de Moscou à la dynastie des Hohenstauffen. Le *Journal de Saint-Pétersbourg* ne confond-il pas la Confédération germanique avec l'Empire allemand ? Mais qu'y a-t-il de commun entre la Schlafmütze de Michel qui servait d'emblème à une Allemagne de paisibles étudiants et la Pickelhaube prussienne qui est devenue l'emblème encore plus caractéristique de l'Allemagne militariste et conquérante d'aujourd'hui? Ou bien notre organe officieux a-t-il confondu l'empire d'Allemagne avec le royaume de Prusse? Mais ce serait un trop gros manque de tact chez un organe de la diplomatie russe.

Ou bien quand on parle des « grands empires », sous-entend-on l'Autriche ? Mais ici encore nous nous sommes rappelé que, si plus d'une fois la Russie, au prix de son sang, a sauvé d'une destruction définitive la monarchie des Habsbourg, ç'a été à l'époque où elle était une puissance allemande, où elle ne songeait pas encore à jouer le rôle d'un empire pseudo-slave tendant à assujettir depuis le Bosphore et la mer Égée jusqu'aux Karpathes le monde slave « der Œsterreichischen Kultur und Sitte ». Cette

ingratitude par laquelle, selon l'expression de Schwarzenberg, les Habsbourg se disposaient à étonner le monde, ils ne l'avaient pas encore poussée alors jusqu'à vouloir enlever à la Russie sa mission historique de protectrice de l'orthodoxie orientale.

Le télégramme de l'*Agence du Nord* nous a intrigué jusqu'à aujourd'hui, où enfin nous avons reçu le texte même de la déclaration sibylline du *Journal de Saint-Petersbourg*. Alors tout s'est expliqué et éclairci. Nous nous sommes rappelé que le *Journal de Saint-Petersbourg* a pour rédacteur en chef un Hongrois, M. Horn, et que ce dernier repousse avec indignation le reproche d'avoir chaque jour exprimé dans sa feuille des vœux hostiles au succès du chancelier allemand dans les élections. Quand il a parlé des liens séculaires qui unissent les grands empires, il est probable qu'il ne pensait nullement à la Russie, mais seulement à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie.

Toutefois on n'en aperçoit pas mieux la nécessité de la polémique que M. Horn a engagée avec ses confrères dans l'organe officieux du ministère russe des affaires étrangères : encore moins comprend-on pourquoi l'*Agence du Nord* croit devoir instruire le monde de cette polémique, et cela par quelques lignes astucieusement détachées qui ne peuvent que donner lieu à d'étranges malentendus.....

Pendant mon voyage de retour, le 3 mars, j'eus pour compagnon de route, depuis Berlin jusqu'à Cologne, le général Tscheng-Ki-Tong; il venait de faire un séjour d'une semaine à Berlin et put me communiquer plusieurs observations intéressantes, notamment sur l'attitude de M. Herbette. L'ambassadeur français paraissait ou affectait de paraître complètement rassuré sur les intentions de l'Allemagne; il se portait garant des dispositions pacifiques de Bismarck à l'égard de la France; d'après lui, si le chancelier formait des projets belliqueux, c'était plutôt contre la Russie. Le général Tscheng-Ki-Tong semblait partager sur ce dernier point l'opinion de M. Herbette; comme, de plus, il me parlait avec une certaine amertume des relations très tendues entre la Russie et la Chine à leur frontière du sud, je ne fus pas éloigné d'en conclure que, si tous les diplomates chinois accrédités en Europe s'étaient donné rendez-vous à Berlin, cette réunion, alors fort commentée, n'était peut-être pas étrangère au conflit que le Céleste Empire espérait voir bientôt éclater sur la Vistule... Entre autres choses le général Tscheng-Ki-Tong m'a dit que M. Herbette était tout

entier aux préparatifs de la réception à faire à M. de Lesseps qui devait venir lui apporter à Berlin les insignes de grand-officier de la Légion d'honneur!! Dans les circonstances présentes ce voyage me parut très louche et plein de dangers. Le soir même je trouvai dans la *Gazette de Cologne*, à propos de la venue de M. de Lesseps, un entrefilet conçu en termes qui ne pouvaient que fortifier mes soupçons...

CHAPITRE IX

SOMMAIRE. — Voyage de M. de Lesseps à Berlin; nouvelles manœuvres de Bismarck pour compromettre la France; promesses fallacieuses. Mes démarches pour empêcher ce voyage. Retour de M. de Lesseps; son inconscience; ses entretiens avec Bismarck; démarche auprès de M. de Bleichrœder; M. de Lesseps conspué par la presse française. Accession de l'Italie à l'alliance austro-allemande. L'attentat projeté contre Alexandre III le 1er mars. Note du *Messager Officiel*. Les véritables instigateurs de l'attentat; accusation de Katkof contre Bismarck; la presse reptilienne avait une connaissance anticipée de l'attentat. Troubles en Bulgarie; sanglante répression; crimes de Stamboulof. Attitude louche de M. Thielmann, agent diplomatique allemand. Conflit aigu entre Katkof et Giers; plaintes de Bismarck contre la presse russe. Précédent créé par un ambassadeur anglais. Injures à l'empereur de Russie adressées par la presse allemande, surtout par le *Kladderadatsch*. Exécution de M. de Giers par Katkof; émotion dans le monde diplomatique. La vérité sur l'audience de Katkof chez l'empereur; intrigues de M. Zinovief. La croix de Saint-Wladimir; amère déception. Un mot cruel de Sir Robert Morier. Les Irlandais et la Russie. L'histoire du maharajah Duleep Singh; un enfant dépouillé; le Kohi-Noor. Le maharajah se révolte. Son arrestation à Aden. Lettre autographe de la reine Victoria. Les diplomates russes refusent les avances de Duleep Singh. Lettre d'un diplomate russe. La question des Nouvelles-Hébrides et la brouille entre la France et l'Angleterre. Un dossier ouvert à la poste de Berlin. Le maharajah dépouillé à la gare centrale de la Friedrichsstrasse. Odyssée comique. J'obtiens l'autorisation pour le maharajah d'entrer en Russie. Duleep Singh à Moscou.

Le lendemain, à mon retour à Paris, j'eus la confirmation du voyage projeté de M. de Lesseps à Berlin. Il était impossible de se méprendre sur le but de ce déplacement : sa coïncidence avec la campagne que certains journaux menaient alors à Paris et à Berlin, indiquait suffisamment qu'on cherchait à endormir la vigilance de la France et à la compromettre par des avances, afin de pouvoir montrer au gouvernement russe combien peu elle lui était reconnaissante de son intervention. La lettre que



j'adressai à la *Gazette de Moscou*, aussitôt après mon retour, dévoile ces manœuvres et démontre aussi que les préparatifs de guerre se poursuivaient en Allemagne avec une activité fiévreuse malgré le triomphe du septennat :

Revenu à Paris après une courte absence, j'ai été tout d'abord frappé du grand changement qui s'est produit dans les dispositions visibles de l'opinion publique. Il y a quelques semaines, on aurait difficilement rencontré quelqu'un qui ne crût pas à l'imminence d'un conflit avec l'Allemagne. Personne ne voulait admettre la possibilité même éloignée que les clameurs guerrières qui avaient soudain retenti de l'autre côté du Rhin n'eussent d'autre signification que celle d'une manœuvre électorale. Il ne s'agissait pas seulement de criailleries dans les journaux : toute l'Allemagne s'était subitement transformée en un vaste camp; partout et de tous côtés on se préparait avec une activité fiévreuse à une prochaine campagne; dans toutes les manufactures d'armes où se fabriquent les fusils de magasin on faisait double besogne, on travaillait nuit et jour sans même interrompre la fabrication les dimanches. Les mouvements de troupes à la frontière de l'ouest n'étaient pas un secret pour la France, et ici on apprenait chaque jour que quelque nouvelle compagnie avait été dirigée des provinces voisines sur l'Alsace ou la Lorraine.

On ne pouvait pas considérer tout cela comme de simples tours de passe-passe destinés seulement à abuser les électeurs. En admettant même que le prince de Bismarck fût pleinement indifférent aux désastres matériels provoqués par ses discours et par les articles de ses reptiles, un homme quelque peu au fait de l'importance du militarisme dans l'empire allemand ne pouvait croire que, pour une victoire électorale quelconque, les chefs de l'armée se fussent décidés à mettre en mouvement tous les rouages compliqués de la machine militaire, à induire en erreur toute l'armée, et à éveiller en elle cet esprit fiévreux qui précède l'orage de la guerre et qu'il est plus facile d'exciter que de calmer sans l'avoir satisfait.

. . . .

A la vérité, la position prise par la Russie est bien pour quelque chose dans l'optimisme actuel du public français. Les politiciens les plus bornés comprennent eux-mêmes que, si la Russie ne veut pas se lier par un engagement de neutralité en cas de conflit franco-allemand et conserve sa pleine liberté d'action, le conflit lui-même devient presque impossible. Le fait est que la Russie a plus contribué au maintien de la paix par un seul refus d'adhérer à la triple alliance que par son accession plusieurs fois renouvelée à cette ligue.

Les cercles officiels de Paris partagent-ils les sentiments optimistes de la masse? Oui et non. Certains diplomates voient tout en rose; l'intervention de la Russie apparaît à plusieurs d'entre eux comme une garantie absolue que l'Allemagne non seulement ne provoquera pas la guerre, mais fera tout pour se rendre la retraite possible en s'autorisant de la victoire remportée aux élections. L'ambassadeur français à Berlin, M. Herbette,

considère les choses d'une façon on ne peut plus optimiste. Là-bas on coquette avec lui et on cherche à l'aveugler. Le langage de M. Herbette donnerait à penser que ces efforts ont été couronnés de succès, car en toute occasion il déclare que l'orage est passé et que maintenant tout est tranquille. « On peut fermer les parapluies et ouvrir les parasols », a-t-il dit dernièrement et il a même eu soin que ces paroles fussent transmises ici par le télégraphe.

C.

J'avais peu de confiance dans la perspicacité des diplomates français, comme je le disais dans ma lettre, et je mis tout en œuvre pour dissuader M. de Lesseps de ce voyage. M. de Freycinet n'étant plus ministre, je ne voyais pas d'inconvénient à lui rendre visite. Je lui fis part des événements qui venaient de se passer à Pétersbourg, et à la suite desquels le tsar avait définitivement refusé de prendre un engagement quelconque en cas de guerre sur le Rhin. L'ancien président du conseil paraissait se rendre compte de l'inopportunité du voyage de M. de Lesseps dans des conjonctures semblables et des fausses interprétations auxquelles il pourrait donner lieu, mais ne consentit à faire aucune démarche pour l'empêcher. Je m'étais adressé tout d'abord à M. de Freycinet dans la conviction, alors généralement répandue, qu'au quai d'Orsay M. Flourens, dont il était le prédécesseur et l'ancien chef, subissait en tout ses inspirations. M. de Freycinet se hâta de me détromper en m'affirmant que depuis la réception du 1er janvier à l'Élysée il n'avait même pas aperçu M. Flourens. Dans de pareilles circonstances il devenait impossible à M. de Freycinet d'agir sur M. de Lesseps par l'entremise du ministre des affaires étrangères.

Je fis encore une tentative analogue auprès de deux autres personnages, mais eux aussi, tout en reconnaissant que le voyage de M. de Lesseps pouvait avoir de graves conséquences, crurent prudent de s'en tenir au principe de non-intervention...

Voici ce que j'écrivis le 10 mars à la *Gazette de Moscou* à propos de ce voyage, après avoir déjà, le 5 mars, avisé Katkof par dépêche que M. de Lesseps n'avait aucune mission officielle et que tout le monde à Paris le désapprouvait. Si je reproduis presque intégralement cette lettre, ainsi que de larges extraits de

celles des 16 et 18 mars qui traitent le même sujet, c'est d'abord parce que ce malencontreux voyage prit bientôt le caractère d'un événement sensationnel, c'est ensuite pour montrer avec quelle sévérité impitoyable la *Gazette de Moscou* jugeait le fondateur de la Compagnie de Panama. On a essayé — nous verrons plus loin dans quelle intention louche — de mêler la *Gazette de Moscou* au scandale panamiste : mes lettres prouvent surabondamment qu'en tout cas il ne pouvait être question de ce journal tant qu'il fut sous la direction de Katkof.

10 mars.

Le voyage de M. de Lesseps à Berlin provoque beaucoup de commentaires et la presse allemande fait tout son possible pour lui donner une signification particulière et mystérieuse. Il faut bien peu connaître M. de de Lesseps pour s'imaginer un seul instant qu'on ait pu le charger d'une affaire de quelque importance, à plus forte raison lui confier une mission diplomatique secrète. M. de Lesseps est depuis fort longtemps tombé dans un état d'imbécillité sénile, et le seul usage qu'on puisse encore faire de lui consiste à exploiter sa bruyante renommée dans l'intérêt des actions de Panama. Ici, on le connaît trop bien pour prendre au sérieux le mythe de sa mission, mais il est curieux de voir avec quelle passion les Allemands se sont jetés là-dessus pour faire accroire au monde que la France recherche les bonnes grâces de l'Allemagne et qu'elle a envoyé ce « grand Français » pour engager certaines négociations secrètes à Berlin...

Dans les sphères officielles de Berlin s'est évidemment opéré un changement de front. Maintenant ce ne sont plus des menaces que de Berlin on envoie ici, mais des amabilités prévoyantes, des allusions obscures à de mystérieuses concessions territoriales que l'Allemagne aurait l'intention de faire à la France, à la condition d'obtenir sinon une réconciliation complète, du moins quelque chose comme un armistice qui permettrait à l'Allemagne d'arranger à sa guise les affaires d'Orient. Bien entendu, toutes ces propositions ou, pour mieux dire, toutes ces insinuations ne se font pas directement, par l'intermédiaire du comte de Münster, l'ambassadeur allemand, mais par divers émissaires louches qui se fourrent dans les antichambres ministérielles et dans les bureaux des journaux influents, afin d'expliquer aux Français que leurs véritables intérêts exigent une réconciliation avec l'Allemagne, la seule amie sincère de la France...

Interviews avec les reporters, publicité donnée par les journaux à tous ses mouvements, réceptions officielles, occasion de placer quelques discours et de rappeler à propos au monde l'entreprise mourante du Panama, tout cela est trop séduisant pour qu'un faible vieillard puisse résister à la tentation. Tous les gens sérieux désapprouvaient ce voyage et s'efforçaient de l'empêcher, non qu'ils en redoutassent rien de grave, mais les circonstances actuelles ne se prêtent pas à des représentations carnavalesques et

les patriotes souffrent de voir en ce moment un Français porteur d'un nom si retentissant se trémousser dans les antichambres des palais de Berlin et devenir un sujet d'amusement et d'exploitation pour les Allemands.

Mais l'entêtement sénile l'a emporté et durant plusieurs jours les journaux vont nous rebattre les oreilles avec les aventures de M. de Lesseps sur les bords de la Sprée. Selon toute probabilité, à son retour à Paris, on essaiera de faire une nouvelle émission d'obligations de Panama...

C.

16 mars.

M. de Lesseps est enfin revenu de Berlin et, avant même d'être arrivé à Paris, il a pu en wagon raconter aux reporters des nouvelles inouïes de son séjour sur les bords de la Sprée; il a ainsi confirmé lui-même que son absurde expédition n'avait qu'un but : faire un peu plus de bruit et de réclame autour de lui et de son ancien collègue dans le conseil d'administration du canal de Suez, M. Herbette, aujourd'hui ambassadeur à Berlin. De mission il n'en avait aucune et ne pouvait pas en avoir, vu l'état universellement connu de ses facultés intellectuelles, et, comme une pareille mission ne pouvait avoir absolument aucun objet, M. Herbette, entièrement dominé par les cercles officiels berlinois, s'est avisé, à l'instigation de quelque suppôt de Bismarck, d'attirer M. de Lesseps à Berlin; connaissant le faible de ce dernier pour la réclame, on ne pouvait douter qu'il ne saisît avec transport une aussi bonne occasion de remplir de son nom pendant huit jours tous les journaux de l'Europe. La réclame payée pour le canal de Panama dans les seuls journaux français coûte chaque année à M. de Lesseps plusieurs millions de francs, et il avait là l'occasion de faire à son entreprise expirante pour plusieurs millions de réclame sans dépenser un sou. Comment n'en aurait-il pas profité? Que ce ne fût pas chose tout à fait convenable pour celui qu'on appelle, on n'a jamais su pourquoi, le grand Français, de jouer le rôle d'un bouffon dans les palais berlinois et de se faire le piteux instrument de Bismarck, cela M. de Lesseps lui-même ne pouvait le comprendre. Qui connaît son état ne s'en étonnera pas. Mais de la part de M. Herbette une pareille crédulité ou un pareil sacrifice de ses devoirs directs à une satisfaction d'amour-propre personnel était plus qu'impardonnable et cette comédie pourrait lui coûter cher.

Il suffit d'entendre les récits mêmes de M. de Lesseps sur son séjour à Berlin pour se convaincre tout de suite que ce vieillard irresponsable a joué un rôle, dont il ne comprend pas encore la signification à l'heure qu'il est. Ainsi, par exemple, il a assuré à un reporter du *Gaulois* que Bismarck est absolument calomnié, que c'est un homme sensible et doux au plus haut degré, et qu'il ne peut retenir ses larmes en parlant « du danger de guerre qui menaçait le monde il y a quelques semaines ».

Les pauvres actionnaires du canal de Panama ont maintenant la preuve palpable de ce que valent les assurances de M. de Lesseps; il n'est pas étonnant que les actions de Panama aient baissé hier. Sous ce rapport, le voyage de M. de Lesseps a, par conséquent, fait fiasco; sa conversation avec



M. de Bleichrœder — comme vous voyez, il n'a pas négligé une seule antichambre — n'a pas rapporté un pfennig à son entreprise.

Les autres calculs fondés sur ce voyage n'ont pas été moins déçus; on peut dès maintenant prédire que les Allemands en sont pour leur *Butterbrode* et qu'ils ont dépensé en pure perte toute leur réserve d'amabilités inaccoutumées. Si le prince de Bismarck, le véritable impresario de cette *Gastreise*, comptait abuser la Russie et lui persuader que M. de Lesseps était venu avec quelques instructions mystérieuses, il a maintenant acquis la conviction que le coup est manqué. L'intrigue était trop cousue de fil blanc. Si le chancelier de velours n'a pas d'autre épouvantail pour ramener la Russie dans la prison de la triple alliance que les assurances de M. de Lesseps, comme quoi la France est la meilleure alliée de l'Allemagne, il doit à présent se répéter le proverbe berlinois : *Bange machen gilt nicht !*

Mais si en Russie on s'est contenté de hausser les épaules en voyant, pour la première fois depuis la guerre, un artiste français débuter à Berlin au théâtre de la cour, par contre, en France, ce début a soulevé l'indignation générale. L'orgueil national est encore trop vivant chez les Français pour qu'ils n'aient pas rougi de honte et de colère en lisant les détails du séjour de M. de Lesseps à Berlin...

C.

18 mars.

On parle toujours beaucoup du voyage de M. de Lesseps. Pour des raisons faciles à comprendre, je préfère ne pas m'étendre sur ses bavardages avec les reporters de journaux.

. . . .

Ce qui est curieux dans toute cette histoire, c'est de voir combien sont déconcertés depuis quelque temps les calculs du prince de Bismarck. L'arme qu'il a si longtemps employée avec un brillant succès est maintenant émoussée. Comme Napoléon Ier, le prince de Bismarck méprise l'humanité et spécule sur tous les mauvais côtés de la nature humaine : tel est chez l'un comme chez l'autre le fondement de toute la politique. On sait ce que ce mépris a coûté à Napoléon. Ou nous nous trompons fort, ou son imitateur commence déjà à éprouver les premiers symptômes de l'inflexible loi, en vertu de laquelle, tout ce qui est fondé sur un tel dédain de l'humanité doit infailliblement s'écrouler tôt ou tard sous le poids du mépris universel.

Il est parfaitement vrai que la nature humaine est très faible et que les gens qui se sont joués pendant longtemps de leurs semblables doivent nécessairement nourrir, en fin de compte, un grand mépris pour l'homme. L'erreur des gens comme Napoléon Ier ou Bismarck consiste en ce que ce mépris ils le transportent des personnes aux groupes, aux partis, aux peuples. Individuellement l'homme peut-être ne vaut pas Dieu sait quoi; mais, considéré comme partie d'une masse collective, il acquiert aussitôt toute la haute importance que cette masse mérite à raison du caractère de ses tendances, à raison de la pureté de l'idéal qu'elle s'efforce de réaliser. Plus l'homme individuel incarne passionnément en lui l'esprit de cette



masse, plus il s'élève moralement et plus il a de chances de faire triompher ses idées... Voilà pourquoi la fidélité absolue à un principe tire immédiatement un homme de la masse; or, le patriotisme est le sentiment le plus ennoblissant, le plus élevé chez l'homme, celui qui rachète tous ses défauts personnels...

Tant que la politique du prince de Bismarck incarnait la tendance des Allemands à l'unité, leur aspiration vers une organisation politique digne du génie germanique, il obtenait partout d'éclatants succès. Malheureusement pour lui, en cherchant à consolider et à maintenir les résultats acquis, il lui a fallu exploiter constamment les plus mauvais côtés de la nature humaine, spéculer sur l'avidité des uns, sur la sottise et l'aveuglement des autres; bien plus, il a cru nécessaire de démoraliser des corporations entières, de séduire par tels ou tels moyens les hommes qu'il voulait ou perdre ou attirer à lui. Cette tactique dangereuse et immorale devait tôt ou tard se retourner contre lui. Une fois que tout le mécanisme de son jeu a été dévoilé, sa force s'est trouvée paralysée. Comme un prestidigitateur habile dont les procédés ont été éventés, il peut encore pendant quelque temps continuer à mystifier le public, mais jamais plus il ne recouvrera son absolue autorité sur lui...

C.

L'incident Lesseps avait clairement démontré que le prince de Bismarck, en véritable homme d'État qu'il était, ne considérait pas comme définitif l'échec subi à Pétersbourg et redoublait d'efforts pour semer la méfiance entre la Russie et la France. Sachant que notre diplomatie, malgré son apparente soumission à la nouvelle ligne politique, confirmée par les fameux articles du *Nord* et de la *Correspondance politique*[1], cherchait toujours à ramener le gouvernement russe dans la vieille ornière, Katkof n'était pas sans inquiétude sur l'issue des démarches souterraines de Bismarck; pour y mettre fin il désirait que l'entente tacite entre les deux pays fût scellée par un traité, dût-on se borner à une alliance défensive sur les bases exposées plus haut. La nécessité d'un accord formel s'imposait d'autant plus que l'Italie, obéissant aux suggestions de l'Allemagne, venait de renouveler son adhésion à l'alliance austro-allemande. Dans son *leader* du 3/15 mars Katkof examine les conditions dans lesquelles cet événement s'était accompli. Il ramène les bruits divers concernant le nouveau traité aux

1. Voir chap. VIII.

deux éventualités suivantes : « Attitude de l'Italie : 1° en cas de guerre entre la Russie et l'Autriche-Hongrie ; 2° en cas de guerre entre la France et l'Allemagne. Dans le premier cas on lui promettait la province de Roveredo avec le Trentin ; dans le second elle ne devait pas être moins bien traitée. Pour le concours qu'elle prêterait à l'Allemagne dans une guerre contre la France, l'Italie recevrait, suivant la *Tribuna*, la Tunisie et Constantine ; suivant le *Diritto*, Nice, la Savoie et une partie de la Provence, on la soutiendrait si elle voulait occuper la Tripolitaine. »

Après avoir passé en revue les forces dont le gouvernement italien pourrait disposer en cas de guerre, et prouvé qu'en somme l'Italie n'est pas bien dangereuse pour la France, et que celle-ci a raison de prévoir que le sort de la campagne se décidera sur la Meuse et sur le Rhin, Katkof continue :

Gazette de Moscou, n° 62, 3 mars.

. . . .

..... Dans cette période de transition, quand la France était en danger, la Russie lui a prêté un secours essentiel rien que par son *veto*. C'est ce que reconnaissent unanimement tous les journaux français sans distinction de parti. On se rappelle aussi que déjà, en 1875, la Russie a sauvé la France d'un anéantissement définitif. Mais les Français craignent qu'il ne se produise un changement dans l'attitude de la Russie. Eh bien, s'ils attachent du prix à un rapprochement avec la Russie, ils ne devraient pas laisser au chancelier, homme inépuisable en inventions, la possibilité de se glisser entre eux et la Russie : ils devraient tâcher de se rapprocher d'elle par quelque fait sérieux ; — or, on ne voit pas encore cela. On ne saurait, en effet, considérer, comme une démarche tendant à un rapprochement sérieux avec la Russie, l'intervention du consul français en faveur des patriotes bulgares.....

Voyez un peu par quel début à effet commence la revue politique de la *Post* de Berlin n° 70 (du 11 mars), organe qui touche de très près au chancelier impérial : « L'épouse de l'ambassadeur de Russie, dame hautement considérée dans la meilleure société de Berlin, fêtait hier (c'est-à-dire le 10 mars) l'anniversaire de sa naissance. Au thé du soir, le chancelier de l'empire, le prince de Bismarck s'est montré dans le salon de la comtesse, lui a adressé ses félicitations sincères et s'est entretenu de la façon la plus aimable pendant une demi-heure avec les dames présentes. Cette visite, précédée d'une conférence avec l'ambassadeur, *der einer Conferenz mit dem Botschafter folgte* (ces mots sont en italique dans l'original), est un événement qui a provoqué à bon droit l'attention. Nous avons appris en-

suite que le comte Herbert de Bismarck, secrétaire d'État, avait reçu le haut ordre russe de l'Aigle Blanc. Un tel témoignage de la faveur de l'empereur de toutes les Russies, justement à la veille du jour de naissance de l'empereur allemand, apparaît comme un remarquable indice des relations de la Russie avec l'Allemagne. » Que tout cela est caractéristique, à commencer par le journal même où ont paru les lignes précitées ! Des deux chiens courants du chancelier, la *Post* est précisément celui qui a toujours eu pour fonction d'aboyer à l'adresse de la Russie, tandis que sa sœur, la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, gardait un silence diplomatique, — c'est le journal qui la veille encore s'exprimait en termes pleins d'une venimeuse malignité sur la Russie et sur les événements bulgares. Et voyez comme le bouquet a été bien composé pour être offert au public européen : la visite du chancelier à l'ambassadrice le jour de sa naissance, l'aimable causerie d'une demi-heure avec les dames, puis la conférence avec l'ambassadeur, enfin l'ordre conféré au comte Herbert la veille du jubilé pour les quatre-vingt-dix ans de l'empereur Guillaume, — tout a été mis en jeu et les « relations de la Russie avec l'Allemagne » sont comme le cordon qui relie tout cela. Notez qu'on fait savoir aux Français les relations intimes du chancelier avec la Russie, en même temps qu'on fait entendre à la Russie que le même chancelier est prêt à entrer en arrangement avec les Français et à remanier la carte d'Europe. On cause aimablement avec la Russie, on promet de l'aider à mettre à la raison les puissants Moutkourof et Stamboulof, on lui permet même de faire la guerre à l'Autriche, — et en même temps on fait un traité d'alliance offensive et défensive avec cette même Autriche et avec l'Italie pour mettre la Russie à la raison.....

K.

Sur ces entrefaites s'était produit un grave événement qui menaçait de mettre d'un seul coup à néant tous nos efforts auprès du tsar pour amener une entente entre la France et la Russie. Le 2/14 mars des bruits vagues d'un attentat dirigé contre la vie d'Alexandre III commençaient à se répandre en Europe ; comme toujours il s'y mêlait beaucoup d'exagérations plus ou moins voulues. Enfin le 4/16 mars le *Messager Officiel* de Saint-Pétersbourg publia l'entrefilet suivant :

Le 1er mars, vers onze heures du matin, on a arrêté sur la perspective Newsky trois étudiants de l'Université de Saint-Pétersbourg qui ont été trouvés porteurs d'appareils explosifs. Les individus arrêtés ont avoué qu'ils appartenaient à une société secrète criminelle. L'analyse faite par un expert a démontré que les appareils découverts étaient chargés de dynamite et de balles en plomb remplies de strychnine.

On comprend l'émoi que cette découverte provoqua. Certains

détails de l'affaire eurent pour effet d'alimenter les rivalités intestines des diverses polices chargées de veiller sur la personne sacrée du tsar. Nous n'avons pas à nous en occuper ici, mais au point de vue de la politique étrangère la criminelle tentative du 1er mars présentait un côté mystérieux et infiniment inquiétant. Le jour même où paraissait dans le *Messager Officiel* la note citée, Katkof publiait dans la *Gazette de Moscou* un *leader* retentissant qui, malgré les nombreuses réticences et la réserve diplomatique commandéesà l'écrivain par sa situation, en disait long sur les dessous de cet attentat. Après avoir constaté, preuves en mains, que depuis longtemps nos tristes révolutionnaires avaient abandonné la lutte et que la Russie jouissait d'une tranquillité intérieure parfaite, Katkof poursuit en ces termes:

Gazette de Moscou, n° 63, 4 mars.

Dans ce moment la crise européenne est arrivée à l'état aigu; un nouveau groupement des forces, un complet changement de front s'opère. On emploie des efforts incroyables, on a recours à des machinations impossibles, à des intrigues, à des ruses, à des mensonges; on pousse à l'extrême les armements, on invente tous les jours des machines de guerre destructives. Or, est-ce que la provocation de troubles intérieurs n'est pas aussi une arme de guerre? La haine entre les hommes comme entre les peuples dicte tous les moyens et ne se contente pas de la lutte ouverte. A notre époque la guerre ne se fait pas seulement à coups de canons et de baïonnettes. Les moyens simples et francs ne suffisent plus à la politique actuelle; elle cherche des détours et profite de tous les côtés faibles, de tous les points vulnérables de l'adversaire. Aujourd'hui la politique se transforme chez les gens habiles *en une psychologie particulière*...

. . . .

En Russie, dans le cours des dernières années, il n'y a pas eu ombre de désordres rappelant le sanglant fantôme de révolution qui, il y a six ans, planait sur le pays. Mais, autant que l'observation des faits peut nous l'apprendre, c'est précisément depuis qu'en Europe se sont répandus des bruits de guerre, d'alliances et de neutralités, depuis qu'a surgi la crainte que la Russie ne veuille plus rester à la disposition de puissances étrangères et désire avoir une politique à elle, conforme à sa dignité et à ses propres intérêts, — c'est justement depuis lors qu'ont commencé à se manifester chez nous de mauvais symptômes; qu'on a remarqué l'existence de ces cercles d'autoculture où les jeunes gens, attirés d'abord par un passe-temps littéraire, par la lecture de certains écrivains, en viennent peu à peu à lire les

publications clandestines, lesquelles finissent par être le principal objet de leurs occupations, raisonnements et causeries.

. . . .

Les indices de propagande malsaine qui s'étaient manifestés jusqu'à ces derniers temps ne paraissaient pas offrir un caractère alarmant ; mais depuis la fin de l'an passé la crise européenne a pris une acuité particulière, et à mesure qu'elle devenait plus aiguë, on a vu s'accroître dans certains pays l'exaltation des hommes de désordre. Les pays dont nous parlons sont la Russie et la France. Dans cette dernière il existe une foule d'éléments révolutionnaires. Là il n'est pas besoin de les fabriquer artificiellement : un stock de matières inflammables est tout prêt, il n'y a qu'à y mettre le feu. Mais, sauf quelques fanatiques endurcis dans leurs folies, tels que Félix Pyat, aucun des meneurs du radicalisme français ne se permet à présent de réveiller les passions révolutionnaires et de fomenter des troubles dans le pays. Tous les partis se confondent dans une commune œuvre nationale. Là, sous l'influence de l'esprit patriotique qui s'est emparé du pays, s'opère comme une rénovation de la nation, rénovation peut-être salutaire et fructueuse pour son avenir. Mais voilà, en même temps qu'un télégramme de Pétersbourg nous apprend que des malintentionnés ont été arrêtés, nous recevons de Paris la nouvelle que l'anarchie est ressuscitée en France, et par qui donc ? par nos aimables compatriotes. Le fameux Kropotkine s'est transféré de Genève à Paris avec son organe *le Révolté* et il a fait alliance avec notre vieille connaissance, la clique *Terre et Liberté*.

. . . .

On se demande maintenant qui servent ces condottieri, qui les instigue. *Is fecit cui prodest.*

K.

Le lendemain 5/17 mars, Katkof revient à la charge et s'exprime plus clairement encore :

. . . .

Ces jours-ci a paru dans la même feuille (*Politische Correspondenz*) une lettre de Berlin, officieuse à un haut degré, qui émane d'un « correspondant particulier » et exprime les vues des sphères dirigeantes de là-bas. On est mécontent à Berlin de la défiance manifestée par la presse russe à l'égard de la politique berlinoise. Le « correspondant particulier » avertit la Russie, en la menaçant de grands malheurs. On la ruinera, dit-il, par la baisse de ses valeurs, et les populations russes apprendront à leurs dépens tout ce qu'il y a de funeste dans les tendances *panslavistes* de leur presse. C'est un premier avertissement. Et s'il ne produit pas d'effet ? « Si l'opinion publique de la Russie, continue le *correspondant particulier*, ne fait pas entendre raison à la presse, — eh bien, les conséquences ne se feront pas attendre et *elles se révèleront à la Russie de la façon la plus affligeante pour elle.* » De quoi donc le politicien berlinois menace-t-il la Russie ? De troubles révolutionnaires et *anti-dynastiques*...

Cette lettre est datée de Berlin, 11 mars (nouveau style), ce qui correspond au 28 février de notre style; elle a donc été écrite la veille même de l'accident dont le *Messager du Gouvernement* a donné connaissance. En Russie cet accident a été une surprise pour tout le monde; dans les sphères dirigeantes de Berlin, comme vous voyez, on s'attendait à quelque chose de pareil.

Et maintenant, *post factum*, les journaux du chancelier déclarent carrément que le développement du sentiment national russe, *des russischen Nationalgefühls*, conduit à la révolution. D'où la morale : la Russie, pour se garantir de la révolution, doit abjurer, comme funeste et révolutionnaire, le sentiment national, et se mettre à la disposition du chancelier allemand.

Ainsi : 1° quelque chose de pareil à l'accident du 1er mars était prévu à Berlin, et 2° on se sert maintenant de cet accident comme d'un argument commode pour faire la leçon à la Russie...

K.

Le 6/18 mars, Katkof attire l'attention sur ce fait étrange qu'en même temps que la *Politische Correspondenz* publiait la *veille* de l'attentat cet article plus que suspect, le *Standard*, la *Post* et la *Gazette Nationale* cherchaient à exploiter l'attentat contre les hommes qui combattaient le renouvellement de l'alliance des trois empereurs. En effet, le 3/15 mars, *quand rien encore n'avait transpiré sur les arrestations opérées à Pétersbourg*, la *Post* faisait paraître un article intitulé « Das Attentat in Sanct-Petersburg » dans lequel l'organe du chancelier, caractérisant les partis révolutionnaires de la Russie, en distinguait trois; le soi-disant parti nihiliste, déclarait la *Post*, n'existait plus depuis l'attentat du 1er mars 1881 ; pour ce journal le parti révolutionnaire coupable du nouvel attentat était le parti *panslaviste !!* La citation de la *National Zeitung* que nous empruntons au même article de Katkof est encore plus caractéristique.

La Russie doit chercher avant tout le calme aussi bien à l'*intérieur* qu'à l'*extérieur*... L'incessante discussion des intérêts nationaux, économiques et religieux, voilà en quoi consiste le système de M. Katkof. Ce système a déjà beaucoup nui à la Russie et ses dangers se manifestent tous les jours davantage.

Cette fois le prince de Bismarck fut trop impatient de mettre à profit des événements dont il avait une *connaissance anticipée ;* la simple prudence lui faisait une loi de laisser s'écouler le temps voulu pour que ses scribes pussent les apprendre par les

voies ordinaires. Cet empressement le trahit et dirigea forcément les recherches d'un côté qu'il aurait mieux valu pour le succès de sa politique laisser dans l'ombre. Les résultats de l'enquête judiciaire sont d'une nature trop délicate pour être livrés actuellement à la publicité. Quelques faits seulement : l'instruction révéla que les instigateurs de l'attentat avaient reçu de l'argent de Berlin. Une quinzaine de jours avant le 1er mars, le nihiliste Alissof, expulsé autrefois de Nice pour outrage à l'impératrice (défunte) de Russie, et qui demeurait tranquillement à Berlin, malgré les rigueurs de la police prussienne, écrivait au professeur L... à Saint-Pétersbourg en lui annonçant que le tsar serait assassiné à bref délai : L... remit cette lettre au juge d'instruction. Deux des fauteurs de ce complot, G... et L... qui avaient réussi à fuir restèrent assez longtemps en Allemagne sans être inquiétés par la police. L'empressement avec lequel les reptiliens de Bismarck lâchèrent les articles, *évidemment écrits d'avance*, où ils cherchaient à rejeter sur Katkof et ses collaborateurs la responsabilité au moins morale de l'attentat, prouve suffisamment combien Katkof avait raison de dire : « *Is fecit cui prodest.* » Qu'on se rappelle les scandaleuses pratiques des agents provocateurs allemands en Suisse, pratiques si courageusement dévoilées en 1888 par le gouvernement de ce pays, et l'on comprendra que les « Spitzel » du fameux Krieger, le chef de la police secrète qui livrait aux révolutionnaires la dynamite avec les moyens de s'en servir, étaient capables de tous les forfaits...

Entre temps des événements graves se passaient en Bulgarie. Le 3 mars avait éclaté à Roustchouk une formidable insurrection contre les terroristes de Sofia ; les meilleurs officiers de l'armée bulgare, ceux qui avaient pris une part glorieuse en 1877 à la délivrance de leur patrie, et plus tard à la guerre contre la Serbie, s'étaient soulevés à la tête de leurs troupes. Ce pronunciamiento échoua pour des raisons encore insuffisamment éclaircies. Au début on accusa plusieurs nihilistes russes, amis politiques des Stamboulof, Moutkourof, etc., de s'être faufilés parmi les conjurés pour les trahir ; depuis, on a su que le traître était

Jacobsohn, drogman du consulat russe à Roustchouk, qui en cette qualité avait été initié à tous les préparatifs de l'insurrection. Quoi qu'il en soit, le mouvement avorta et plusieurs des chefs furent exécutés avec une cruauté qui provoqua l'indignation générale en Europe. Dans un article fulminant du 28 février/12 mars, Katkof flétrit la barbarie des régents bulgares, tout en faisant retomber la principale responsabilité des exécutions sur les agents diplomatiques étrangers et, en particulier, ceux de l'Allemagne. Le directeur de la *Gazette de Moscou* connaissait personnellement plusieurs des victimes, il n'ignorait pas combien au Pont des Chantres on était hostile aux Bulgares et il avait la conviction que les agents subalternes de M. de Giers en Orient avaient trahi la cause des patriotes de Roustchouk; il savait surtout que les consuls allemands à qui on avait confié, contrairement à son avis, la défense des sujets et protégés russes en Bulgarie, n'avaient rien fait pour arracher à la mort Pankof, Zelenogorof, Ousounof et les autres partisans de la Russie. Ces circonstances expliquent le ton violent des attaques de Katkof, qui ouvertement accusait l'agent diplomatique allemand d'avoir causé, par son abstention voulue, l'exécution des victimes de Stamboulof.

Cette accusation directe produisit à Berlin une émotion facile à comprendre. Pour le prince de Bismarck le coup était d'autant plus sensible, que dans son fameux discours du 13 janvier il avait, devant le Reichstag, repoussé avec une vivacité maladroite le reproche assurément injuste d'avoir exercé une trop grande pression à Sofia pour empêcher, au mois de *septembre*, l'exécution des auteurs du coup d'État contre le prince de Battenberg! Il avait même alors lu un rapport de M. Thielmann du 3 octobre, « qu'il avait exigé comme une attestation judiciaire », afin de prouver que, dans cette circonstance, il s'était simplement contenté de « déconseiller » les exécutions. A moins de se contredire d'une façon par trop criante, il ne pouvait donc remonter cette fois à la tribune, « pourvu d'une attestation judiciaire » (*mit gerichlichen Attestaten versehen*), pour soutenir la thèse contraire, que M. Thielmann avait éner-

giquement défendu les officiers bulgares, mais que ses efforts pour les sauver n'avaient pas abouti. Même dans le nouveau Reichstag, une pareille contradiction aurait été accueillie par des risées. En conséquence, le chancelier allemand préféra protester par voie diplomatique à Pétersbourg et poussa même l'audace jusqu'à porter officiellement plainte contre les attaques inqualifiables de la presse russe. De là naquit entre Katkof et Giers le conflit déclaré qui, pendant les mois de mars et d'avril, tint en haleine toutes les chancelleries de l'Europe, et fut suivi avec une émotion suprême par l'opinion publique. On sentait que le sort de la paix européenne dépendait de l'issue de cette lutte : Katkof succombant, la guerre contre la France devenait imminente; au contraire le triomphe de Katkof paraissait devoir amener la chute de Giers et, dans un avenir prochain, l'alliance franco-russe, c'est-à-dire la ruine de tous les projets agressifs de Berlin.

Ce duel entre le directeur de la *Gazette de Moscou* et le ministre des affaires étrangères avait pour principal théâtre le cabinet de l'empereur, et les échos n'en arrivaient au public que plus ou moins dénaturés. On comprend aisément que tous les reptiliens de Bismarck s'ingéniaient à fausser les faits et à déverser les calomnies les plus variées sur Katkof et ses collaborateurs. Pour ma part, les mois de mars et d'avril me rapportèrent, surtout dans la presse de Berlin et de Vienne, des tombereaux d'injures. Forcé de sortir de ma réserve habituelle, je dus, en dehors des notes anonymes insérées dans les principaux journaux français, publier aussi quelques *interviews* où, sous ma responsabilité, je cherchais à rétablir le véritable caractère du conflit engagé à Pétersbourg. Je le faisais avec beaucoup de mesure, sachant que toute parole imprudente serait exploitée contre la cause que nous défendions. Renseigné uniquement par quelques télégrammes laconiques de Moscou et par de courts avis que je recevais indirectement d'amis habitant Pétersbourg, j'étais sans nouvelles précises concernant les péripéties de la lutte, dont l'issue me semblait très incertaine. Il y eut même un moment où je fus fort inquiet : la partie me parut perdue.

Le 1er avril, en effet, dans un violent article sur ce qu'elle appelait mes agissements à Paris, la *Post* de Berlin annonça tout à coup que Katkof était sur le point de me transmettre la direction de la *Gazette de Moscou !* Or, comme je l'ai raconté dans le précédent chapitre, telle était effectivement l'intention de Katkof, *au cas où il échouerait dans sa lutte contre Giers;* mais cette résolution était tenue très secrète : en dehors de moi, quelques ministres russes, dont j'ai parlé plus haut, en avaient seuls reçu la confidence. Le fait qu'elle était parvenue à la connaissance de la chancellerie allemande donnait à l'information de la *Post* une signification des plus alarmantes...

Les historiographes allemands de cette époque troublée continuent à dénaturer les événements et M. Geffcken lui-même, d'ordinaire mieux renseigné, reproduit sur l'épisode en question les versions fantaisistes des apologistes de Bismarck. Force nous est donc de rétablir la vérité.

C'était la deuxième fois depuis le commencement de l'hiver que le chancelier allemand adressait par voie diplomatique à Pétersbourg des représentations au sujet des attaques de la presse russe et en réclamait la répression. Un ministre possédant à un degré quelconque le sentiment de la dignité nationale aurait repoussé énergiquement de pareilles prétentions; il il lui eût suffi de renvoyer le prince de Bismarck aux injures quotidiennes que ses folliculaires prodiguaient à la Russie et à son gouvernement, sans même épargner la personne du tsar. Si le statut qui régit notre presse l'autorise à discuter les actes des gouvernements étrangers, il lui interdit absolument toute attaque personnelle contre les souverains, apparentés pour la plupart à la famille impériale de Russie. L'inspirateur des reptiliens, qui journellement livrait à ses organes les tombereaux d'ordures nécessaires pour leur pâture, croyait avoir seul le droit d'attaquer, de diffamer les gouvernements étrangers. Tout patriote allemand qui se permettait d'avoir une autre opinion que lui sur la politique de son pays devenait aux yeux du chancelier un traître, un ennemi de l'empire (*Reichsfeind*), et l'on sait que l'héritier du trône lui-même n'échappa point à cette desti-

née; tout publiciste étranger qui défendait l'honneur de son pays contre les sifflements des reptiles germaniques était un ennemi de la paix européenne; Bismarck le dénonçait à l'exécration publique et sortait ses foudres de guerre contre les gouvernements assez hardis pour tolérer un tel crime de lèse-chancellerie.

La justice oblige de reconnaître qu'à cet égard, Bismarck a trouvé des précurseurs, même chez les diplomates des pays qui ont toujours affiché le plus grand respect pour la liberté de la presse. Dieu sait si les journaux anglais se sont jamais gênés pour couvrir de boue la Russie; sous ce rapport, ils pourraient même rendre des points à ceux de Berlin et de Vienne. Cela n'a pas empêché maintes fois le Foreign Office de demander à Pétersbourg que l'on sévît contre la presse russe, qui se permettait d'attaquer la politique anglaise. L'ancien ambassadeur britannique en Russie, lord Loftus, raconte très ingénument — l'ingénuité est, d'ailleurs, le trait distinctif de ce diplomate — qu'à plusieurs reprises il se plaignit au nom du « Her Majesty's government, that the articles of the *Moscow Gazette* and *Golos*, — supposed to guide public opinion, — if left uncorrected, were not calculated to inspire confidence in russian engagements ». Alexandre II ayant fait à ce sujet des observations au prince Gortschakof, l'illustre homme d'État répondit que, quand la presse russe l'attaquait lui, il ne réclamait jamais aucune mesure de répression, parce qu'il croyait qu'il serait impolitique d'intervenir. Lord Loftus, qui décidément aurait mérité d'être un collaborateur de Giers, ajoute sentencieusement : « This, to say the least, was *an egoistical excuse*[1]. »

M. de Giers était moins fier que Gortschakof. Il se serait bien gardé de risquer à Berlin la moindre observation quand les journaux berlinois — comme par exemple le *Kladderadatsch*, il y a deux ans — représentaient Alexandre III entouré de tous les assassins célèbres : Schinderhans, Rinaldo-Rinaldini, Troppmann, etc., et discutant avec eux les coups à faire, ou quand ils

1. *Diplomatic reminiscences*. Second series. London, 1894, p. 57.

montraient le même Alexandre III sous les traits d'un geôlier s'amusant, aux applaudissements de M. Carnot, à infliger des tortures aux prisonniers politiques. Il ne s'agissait là que d'outrages au tsar russe et la chose n'avait pas d'importance pour M. de Giers. Mais que Katkof osât critiquer les actes d'un agent de Bismarck, il se sentait touché personnellement, sans doute par esprit de camaraderie. Aussi, cette fois encore, comme au mois de décembre précédent, le *Messager Officiel*, sur un simple froncement de sourcil du terrible chancelier, lança l'excommunication contre la presse russe.

Katkof riposta, dès le 10/22 mars, par une exécution en règle de M. de Giers, qu'il accusa assez clairement de représenter en Russie les intérêts de l'étranger. Voici quelques extraits de ce *leader* qui mit le feu aux poudres :

Le gouvernement se manifeste par des actes et non par des discussions et des opinions; il édicte des lois, promulgue des décrets, mais nous n'avons pas à connaître les opinions du gouvernement. Les personnes chargées d'exécuter les actes gouvernementaux peuvent avoir des opinions; quand ces opinions sont d'accord avec les devoirs de leur service, tant mieux; quand cet accord n'existe pas, tant pis. Si un ministre exprimait l'opinion que la Russie dans ses affaires intérieures dût se conformer aux avis des gouvernements étrangers, cela prouverait simplement chez ce ministre un état d'esprit très particulier, mais une telle opinion ne pourrait avoir rien de gouvernemental.

Après un exposé magistral des incidents de Bulgarie et après avoir démontré, à l'aide de nombreux extraits de journaux allemands officieux et même de documents officiels, la culpabilité des agents diplomatiques allemands dans les massacres de Roustchouk, Katkof termine par ces lignes :

On dit que la nouvelle communication du département diplomatique a été provoquée par une lettre du prince de Bismarck : le chancelier, qui laisse ses journaux publier tout ce qu'ils veulent sur la Russie, se serait plaint des appréciations de la presse russe au sujet des consuls allemands et il menacerait de rappeler ces derniers de Bulgarie. Rien ne pourrait être plus utile aux intérêts de la Russie que la mise à exécution de cette menace.

K.

Les historiographes allemands racontent qu'Alexandre III, indigné de cet article, à raison surtout de son ton agressif vis-

à-vis de l'Allemagne, fit donner un avertissement à la *Gazette de Moscou;* que Katkof fut mandé à Pétersbourg; que le tsar, après lui avoir adressé une verte réprimande, lui ordonna d'aller présenter des excuses à M. de Giers, que ce dernier refusa de le recevoir, etc. Tout cela est absolument contraire à la vérité.

L'article publié le 11/23 mars fut lu le 13 par le souverain, qui se montra plus *surpris* qu'*indigné* de sa violence. Fermement décidé à persister dans la ligne politique conseillée par Katkof, le tsar s'étonnait de le voir continuer la campagne avec un tel acharnement; cette attitude trahissait involontairement peut-être chez Michel Nikiforovitch la crainte que les intrigues de Bismarck secondées par la camarilla de la cour ne réussissent à détruire les résultats obtenus. Aussi, le lendemain, lorsque le comte Tolstoï se présenta au rapport, l'empereur lui dit textuellement : « Quelle mouche a piqué Katkof? Pourquoi cette violence? » Ce fut tout.

Le directeur de la *Gazette de Moscou*, dont la visite à Pétersbourg était attendue depuis le mois de février, ne s'y rendit que le 18/30 mars, c'est-à-dire huit jours après la publication de ce *leader*. Pendant l'audience privée qu'il obtint du souverain, il put lui fournir la preuve que les agents allemands n'avaient rien fait pour sauver les malheureux officiers bulgares; bien plus, que les régents de Sofia avaient été prévenus d'avance (par eux ou par les agents du Pont des Chantres) de tous les préparatifs du soulèvement de Roustchouk; Katkof prouva ainsi au tsar combien le ministre des affaires étrangères avait eu tort de ne pas confier la protection des sujets russes en Bulgarie aux agents diplomatiques français, comme Alexandre III l'avait précédemment décidé. Il n'insista nullement sur la nécessité de renvoyer Giers, ce qui eût été une inconvenance dont un homme comme Katkof était tout à fait incapable; encore moins se serait-il permis de désigner au choix du souverain le successeur éventuel de ce ministre. Ce fut, au contraire, l'empereur qui assura à Katkof que Giers acceptait pleinement la nouvelle ligne politique adoptée. Il l'invita à aller voir le ministre des affaires étrangères pour lui soumettre toutes les preuves de la perfidie

de la diplomatie allemande, ainsi que ses arguments en faveur d'un rapprochement plus effectif avec la France ; le souverain ajouta qu'il ne doutait pas que ces raisons ne convainquissent Giers. Alexandre III voyait avec beaucoup de peine des conflits personnels s'élever entre ses conseillers ; d'autre part les changements ministériels lui étaient toujours fort désagréables et il faisait tout ce qui dépendait de lui pour les éviter. Dans le cas donné, il voulait tout simplement mettre fin à un antagonisme qui, vu l'apparente soumission de M. de Giers à la volonté impériale, semblait plutôt celui de deux hommes que de deux politiques. Katkof, lui, savait ce qu'il fallait penser de la prétendue conversion de Giers, et la perspective d'une réconciliation lui souriait peu. Mais le désir du tsar était pour lui un ordre sacré ; il s'inclina, non sans exprimer respectueusement la crainte que le ministre des affaires étrangères ne consentît pas à le recevoir. « Il vous recevra, dites-lui que je le veux, » répondit l'empereur. Ce dernier songeait si peu à réprimander Katkof ou à l'obliger à faire des excuses à Giers, qu'il prolongea l'audience plus d'une heure. Au cours de l'entretien, Katkof remit à son auguste interlocuteur le dossier du maharajah Duleep Singh, que je venais de lui envoyer, et à sa sollicitation le tsar autorisa l'ex-roi de Lahore à venir résider en Russie. Cette autorisation, que le ministre des affaires étrangères avait obstinément refusée pendant près de deux ans, constituait une nouvelle victoire de Katkof sur son adversaire dans les conseils de l'empereur.

La crainte ou peut-être même l'espoir secret de Michel Nikiforovitch se réalisa : placé entre le danger de désobéir au tsar et celui de déplaire à Bismarck, M. de Giers n'hésita pas, il se refusa à l'entretien avec Katkof. Fort de l'appui de la cour et de très hauts personnages qui touchaient de près au trône, le ministre des affaires étrangères s'abstint même d'envoyer sa démission, ce qui eût été la conséquence logique d'une pareille désobéissance à un ordre impérial. Il se contenta de déclarer verbalement au souverain qu'il était prêt à se retirer, s'il avait perdu sa confiance. Déconcerté par cette brusque mise en demeure, et toujours ennemi des changements de personnes,

Alexandre III malheureusement ne l'a pas pris au mot : « Je nomme et je renvoie les ministres quand je le trouve opportun, et n'admets pas qu'ils choisissent leur moment, » répondit-il froidement.

Plus tard Katkof m'assura que la persistante hostilité de M. de Giers contre la nouvelle politique étrangère était due en grande partie aux inspirations de M. Zinovief, le directeur du département asiatique : ce haut fonctionnaire jouait double jeu entre Katkof et le ministre, les trahissait tous deux et servait des intérêts qui n'avaient probablement rien de commun avec ceux de la Russie.

La brouille quasi officielle entre les deux conseillers de l'empereur et l'adhésion de plus en plus manifeste du tsar à la politique de Katkof eurent pour effet naturel d'exaspérer le parti allemand, si puissant dans le grand monde et surtout au Palais d'Anitchkoff. Parmi les anciens partisans de l'illustre publiciste, parmi ceux qui naguère admiraient son inébranlable dévouement à l'autocratie, beaucoup maintenant intriguaient contre lui à la cour, l'accusaient de mener l'empire à sa perte par une alliance avec la France républicaine et athée. C'est vers cette époque que je reçus avis d'une conspiration ourdie contre la vie de Katkof : on m'écrivait qu'un personnage très haut placé était mêlé à ce complot et on me suppliait d'avertir Michel Nikiforovitch du danger qui menaçait ses jours. Tout en ajoutant peu de foi aux révélations contenues dans cette lettre, je ne laissai pas de l'envoyer à Katkof, après avoir eu soin d'y découper le nom de la personne visée. Quelle ne fut pas ma surprise quand, plus tard, il me confirma le fait et me nomma parmi les conjurés la personne en question !...

Les fêtes de Pâques approchaient et M. de Giers devait recevoir à cette occasion la grande croix de Saint-Wladimir qui lui était promise depuis longtemps. La haute société de Saint-Pétersbourg et à l'étranger les cercles officiels, initiés aux dessous de notre politique, attendaient anxieusement la date fatale pour être définitivement fixés sur les dispositions du tsar. Suivant que la croix de Saint-Wladimir serait ou non accordée à M. de

Giers, on aurait lieu de le considérer comme vainqueur ou comme vaincu. Le ministre doutait si peu de son triomphe qu'il s'était préparé d'avance à le célébrer par une grande fête, et avait lancé dans le monde diplomatique force invitations pour le 7/19 avril.

Hélas! le *Messager Officiel* resta muet et la réception fut un désastre. Un mot de l'ambassadeur anglais, prononcé à haute voix dans cette circonstance, caractérisa admirablement la situation. Sir Robert Morier avait le verbe un peu haut, surtout après un dîner arrosé de vins généreux. Entouré de diplomates et de hauts fonctionnaires, il annonça soudain son prochain départ pour Moscou : « Je viens d'écrire à ma souveraine pour demander l'autorisation de m'installer à Moscou auprès de Katkof; ici, nous ne savons plus à qui parler politique; M. de Giers ne représente ni les sentiments du peuple russe, ni — nous venons d'en avoir la preuve — l'opinion du tsar; qu'est-ce qu'il représente donc? La politique personnelle de M. de Giers n'intéresse pas l'Europe. » On juge du froid glacial que jetèrent ces paroles prononcées au milieu même des salons du ministre des affaires étrangères.

L'influence de Katkof était plus forte que jamais; on en eut bientôt une nouvelle preuve lors de l'incident Schnœbelé. Tout paraissait nous réussir; la veille de Pâques, le 5/17 avril, j'avais télégraphié à Moscou que mes négociations avec les Rothschild étaient en excellente voie et annoncé mon prochain voyage en Russie. Le fait est que, depuis une huitaine de jours, Katkof réclamait ma présence par des télégrammes presque quotidiens, dussé-je même interrompre les pourparlers engagés, d'où dépendait pourtant la réouverture du marché français aux valeurs russes. Vu le calme qui semblait régner en Europe, je ne comprenais pas bien cette insistance. L'incident Schnœbelé ne tarda pas à prouver que la tranquillité n'était qu'apparente et que Katkof prévoyait depuis quelque temps le coup qui se préparait.

J'ai dit plus haut que Katkof avait remis à l'empereur le dossier du maharajah Duleep Singh. Quelques mots sur cet in-

cident politique dont la portée pouvait être grande au milieu des complications et des conflits qui s'annonçaient.

En 1885, au moment où les événements de l'Asie centrale avaient tendu à l'excès les relations anglo-russes, plusieurs réfugiés irlandais s'étaient adressés à moi, comme au collaborateur intime de Katkof : ils offraient à la Russie les services des nationalistes irlandais, surtout des membres de ce parti établis en Amérique. Je n'ai pas à spécifier ici la nature de leurs propositions que je me contentai de transmettre purement et simplement à Katkof. Le 8 mars 1887, un de ces émigrés, occupant dans le parti une position très importante, me demanda la permission de me présenter le maharajah Duleep Singh dont il m'avait raconté l'émouvante odyssée. Fils de l'ancien roi de Lahore, célèbre par ses luttes héroïques contre les Anglais, — « The lion of Lahore », comme on l'avait appelé, — le maharajah actuel était monté sur le trône tout enfant et un conseil de régence anglais lui avait été imposé. Le jeune prince âgé de sept ans se trouvait placé sous la protection spéciale de la reine d'Angleterre. Les immenses richesses du trésor de Lahore, qui renfermait, entre autres merveilles d'un prix inestimable, le fameux Kohi-Noor, ne manquèrent pas d'exciter les convoitises britanniques. En 1847, prenant pour prétexte une bagarre survenue dans quelque forteresse anglaise de la frontière entre les Sikhs, débris de l'ancienne armée du Lion de Lahore, et les soldats anglais, les protecteurs détrônèrent le protégé et s'approprièrent toute sa fortune. Cette flagrante spoliation d'un enfant innocent provoqua à l'époque une indignation générale dans le monde civilisé; en Angleterre même de violentes discussions eurent lieu à ce sujet dans la Chambre des Communes et amenèrent, si je ne me trompe, quelques chutes de portefeuilles. Le crime était d'autant plus grand que, quelle que fût l'importance de la bagarre, les conseillers anglais, qui gouvernaient le pays en qualité de tuteurs du roi, devaient seuls en supporter la responsabilité. Mais ce qui était bon à prendre était bon à garder. Le Kohi-Noor alla orner la couronne de Her Gracious Majesty, et les innombrables richesses du petit roi suivirent le chemin

des autres trésors de l'Inde. On accorda généreusement au jeune souverain dépouillé une dotation de cinquante mille livres sterling, dont la moitié, d'ailleurs, fut servie à titre de pension annuelle à ses anciens tuteurs et aux autres fonctionnaires anglais qui avaient si bien veillé sur son royaume; on lui décerna le titre de Royal Highness, on l'amena à la cour de Windsor où, après baptême, on l'éleva dans l'ignorance complète des graves événements de sa première jeunesse. Beaucoup plus tard seulement, alors qu'il touchait à la quarantaine, des émissaires mystérieux venus de l'Inde lui apprirent la vérité sur l'escamotage de son beau royaume et de ses riches trésors. Par suite de ses habitudes somptueuses, seul héritage de ses pères qu'on lui eût laissé, le maharajah se trouvait en proie à des embarras pécuniaires qui certainement ne l'aidaient pas peu à comprendre toute l'infamie de l'acte commis par ses spoliateurs. Il adressa des réclamations à la reine et aux ministres, des pétitions au Parlement, se bornant à solliciter le paiement intégral des cinquante mille livres de pension que le gouvernement lui avait garanties. Tous faisant la sourde oreille, le prince hindou perdit patience : pendant une cérémonie à la Cour, comme la reine Victoria, le chef orné du Kohi-Noor, passait devant lui, il montra le diamant fameux et le mot « *Robbed!* » jaillit de ses lèvres. Après cette incartade la rupture était consommée et Duleep Singh se décida enfin à se rendre aux appels mystérieux et pressants de ses anciens sujets. Reconnu et arrêté à Aden, il put, grâce au dévouement de ses fidèles, tromper la surveillance de ses gardiens et s'enfuir à Constantinople; de là il vint à Paris où bientôt les réfugiés irlandais le découvrirent et se mirent en rapport avec lui. La voie de Suez lui étant fermée, le maharajah résolut de rentrer dans ses États par la Russie. Il demanda un passeport à l'ambassade russe de Londres et écrivit en même temps au tsar (à qui il avait été présenté autrefois à la cour de Windsor par le prince de Galles) pour lui offrir ses services contre l'Angleterre. L'affaire était trop délicate pour être traitée par le représentant de la Russie auprès de la reine Victoria. Notre ambassadeur à Londres ne

put donc qu'adresser le maharajah à son collègue de Paris. Celui-ci transmit par deux fois la demande à Pétersbourg, mais M. de Giers y opposa un refus catégorique sans même en référer au souverain. La chose pourtant en valait la peine. Duleep Singh à la disposition du gouvernement russe, c'était un allié précieux en cas de guerre avec les Anglais. Le Lahore, en effet, est limitrophe de l'Afghanistan; il n'y a pas dans toute l'Inde de population plus belliqueuse que celle des Sikhs; l'apparition des cosaques à Peschawer pourrait provoquer dans le Pendjab une insurrection fatale à la domination anglaise.

Le maharajah, désespérant de faire parvenir sa demande au tsar par la voie diplomatique, me pria d'y intéresser Katkof. Les papiers qu'il me communiqua me prouvèrent aisément qu'il avait conservé de nombreux partisans dans son pays et que plusieurs princes hindous étaient en intelligence avec lui... Il m'est naturellement interdit de donner ici des indications, même vagues, à ce sujet. Par contre, je crois pouvoir citer un document qui démontre à quel point on redoutait en Angleterre une déclaration d'hostilité de la part du maharajah. C'est une lettre autographe que la reine Victoria écrivit à Duleep Singh pour le supplier de revenir à son ancienne fidélité. J'hésite d'autant moins à publier cette lettre qu'elle est tout à l'honneur de la souveraine qui, déjà plus que septuagénaire alors, ne crut pas s'abaisser en faisant, dans l'intérêt supérieur de l'empire, une pareille démarche auprès d'un ancien sujet :

Windsor Castle, Juli 6, 1886.

Dear Maharajah,

I hear extraordinary reports of your resigning your allowance and of your intending to transfer your allegiance to Russia!! — *I cannot* believe this of *you* who *always* professed such loyalty and devotion *towards me*, your truest friend and who, I may say, took a maternal interest in you from the time when now 32 years ago, you came to England as a beautiful, a charming boy! I watched your life with true interest and thought your home with your amiable wife and fine children was a pattern to all Indian Princes. But after the death of your really true and devoted friend colonel Oliphant, bad and false friends have surrounded you and put things into your head and heart which I am sure *never could* under *other* circumstances have enclosed them.

Let me appeal to all that is noble in you and abandon wild ideas and plans, which can only plunge you into deeper difficulties and lead to disastrous consequences. — Think of me as your best friend and the godmother of your dear son who bears my name. Trusting that you may be able to give me assurance that those reports are untrue[1],

Believe me *always*,

Your true *friend*,

VICTORIA I. R.

Comme contraste à cette lettre, je publie aussi celle par laquelle un haut fonctionnaire de l'ambassade russe à Paris fit connaître au maharajah les piteuses raisons qui empêchaient le ministère des affaires étrangères de Russie d'offrir l'hospitalité à un ancien roi détrôné..

Altesse,

Le Gouvernement impérial protège la paix. Il la veut et la maintient dans ses propres vastes possessions; il la désire dans celles des autres puissances et trouve que les gouvernements sont solidaires dans la poursuite de garantir parmi les peuples les bienfaits de la sécurité et de la stabilité des institutions. Loin de lui dès lors la pensée de favoriser ou de provoquer des troubles aux Indes; aucun motif ne l'y pousse, et Votre Altesse ne doit pas croire que c'est en Russie qu'elle pourrait trouver les moyens nécessaires pour réaliser des projets de soulèvement ou de vengeance. Je suis autorisé à vous l'affirmer en conséquence de ce que vous avez bien voulu me dire au cours de nos deux entretiens.

Paris, le 28 juillet 1886.

Ainsi, tandis que l'Angleterre offrait une large hospitalité et de gros subsides aux nihilistes russes, tandis que des sociétés comptant dans leur sein des membres du Parlement, du haut clergé et même du cabinet se formaient sur le sol anglais pour soutenir les assassins et les dynamitards, et contribuaient par des souscriptions publiques à propager d'infâmes calomnies destinées à discréditer la Russie dans l'opinion de l'Europe, le grand homme d'État qui présidait à la politique étrangère de l'empire russe ne daignait même pas transmettre à son souverain une humble demande d'un ancien roi ! Et notre diplomatie continue à passer pour la plus rouée, la moins scrupuleuse qui soit au monde !

1. Les mots en italiques sont soulignés dans le texte. L'original de cette lettre est en ma possession.

Qu'on se rappelle combien étaient tendues alors les relations entre la France et l'Angleterre. Le conflit survenu à propos des Nouvelles-Hébrides et plusieurs autres différends avaient fini par émouvoir jusqu'à Waddington lui-même, qui était accouru à Paris pour en conférer avec M. Flourens. Les rapports entre la Russie et l'Angleterre autorisaient les mêmes inquiétudes. L'éternelle question de la délimitation des frontières dans l'Asie Centrale n'était pas encore tranchée nonobstant les longs et laborieux travaux de la commission nommée *ad hoc*. Il était aisé de prévoir que, si une guerre éclatait sur les bords du Rhin, l'Angleterre n'hésiterait pas à faire front contre les deux puissances dont l'entente venait à peine d'éclore. Dans ces circonstances, Duleep Singh pouvait devenir un instrument des plus précieux entre les mains de la Russie ; en tout cas c'était un épouvantail suffisant pour refréner les velléités hostiles du cabinet de Londres.

Je ne balançai donc pas à prendre en main la cause du prince hindou et j'adressai immédiatement son dossier à Katkof. Mais une circonstance imprévue en retarda l'arrivée, et je parvins à expédier le maharajah en Russie avant que Katkof n'eût reçu mon envoi. Le dossier, mis à la poste sous forme de lettre chargée, fut ouvert et examiné à Berlin (par bonheur il ne contenait que des copies), ce qui amena un retard dans la transmission. Je ne m'étais pourtant risqué à envoyer ce paquet que sur l'assurance formelle (donnée par un inspecteur que M. de Selves m'avait adressé par suite de mes plaintes à propos de nombreuses pertes de lettres même recommandées) que les lettres recommandées et chargées à destination de la Russie étaient mises dans des sacs spéciaux soigneusement cachetés et adressés au « bureau étranger Kibarty », à Werzbolowo. Il doit y avoir quelque défectuosité dans ce mode de transmission puisque ma lettre fut ouverte *officiellement* à Berlin, sous prétexte que l'enveloppe en était déchirée ; après quoi on la réexpédia à Moscou revêtue de nombreux cachets allemands. Ces cachets portent l'inscription : *Geld decantir*, autour d'une couronne au-dessous de laquelle figure le chiffre IX avec une trompette ; un employé berlinois a eu soin de noter

en allemand sur l'enveloppe l'augmentation du poids, etc.[1].

Quant à Duleep Singh, il était parti pour Pétersbourg le 21 mars, muni d'un passeport au nom d'un réfugié irlandais, Patrick Casey, qu'il avait fait légaliser au consulat russe. Son voyage ne s'accomplit pas sans encombre. Je fus vivement contrarié en apprenant, — trop tard pour pouvoir l'empêcher, — qu'en dehors d'un serviteur hindou, sorte de géant, qui veillait à sa sécurité, le maharajah se faisait accompagner par une jeune Anglaise ; cela pouvait devenir dangereux. Le 23 mars, en effet, un télégramme de Werzbolowo m'avisa qu'un M. Casey voyageant avec une suite était arrivé à la frontière russe sans billet, sans argent, sans passeport ou papiers quelconques ; il prétendait que sa sacoche lui avait été volée à la gare de Berlin au moment où il entrait dans le wagon-lit ! On avait voulu le renvoyer à la frontière allemande, mais il s'était recommandé de moi, assurant qu'il avait de ma part des lettres d'introduction pour Katkof et plusieurs dignitaires de Pétersbourg; le chef de la gendarmerie l'avait donc autorisé à rester pendant vingt-quatre heures à la gare en attendant l'arrivée de ma réponse. Aussitôt j'avertis par dépêche Katkof et un haut fonctionnaire du ministère de l'intérieur, sans dévoiler, bien entendu, l'incognito du maharajah. Le général Gresser, préfet de police, et le prince Dolgorouky, gouverneur général de Moscou, télégraphièrent promptement à la frontière l'ordre de laisser M. Patrick Casey et sa suite se rendre librement à Pétersbourg. Grande fut la stupéfaction des autorités de Werzbolowo, car jamais pareille autorisation n'était accordée.

Il tenait donc à un cheveu que l'odyssée du prétendant n'échouât au début — et cela grâce à un vol plus ou moins

1. Je conserve soigneusement cette enveloppe à côté d'autres ouvertes à la poste par des bureaux russes, français, autrichiens ; il y a là les éléments d'une intéressante étude comparative sur les procédés que les divers gouvernements emploient pour violer le secret des lettres ; le prétexte le plus usité est celui dont se servit la poste de Berlin ; il est vrai que, quand l'enveloppe est indéchirable, les lettres ne parviennent pas du tout à destination. C'est à la suite de cet incident que je pris le parti de correspondre avec Katkof par des courriers spéciaux dans les cas les plus urgents, ce qui me faisait revenir le port de chaque missive à environ 1 000 francs !

politique commis à la gare de Berlin. Le fait est qu'au moment où Duleep Singh montait en wagon, on avait coupé la courroie de sa sacoche qui contenait une trentaine de mille francs en or, les passeports et toutes mes lettres de recommandation. Heureusement pour le maharajah, il avait plusieurs centaines de mille francs de traites, et ses pierres précieuses échappèrent aux voleurs. Un de ces derniers fut un an plus tard arrêté à Buda-Pest: il était affilié à une bande de pickpockets internationaux, mais nous n'avons jamais pu savoir ce qu'il devint ensuite. A la gare de Werzbolowo, les allures étranges du prince hindou l'avaient fait prendre pour un prestidigitateur indien voyageant en compagnie d'une somnambule et d'un hercule ; deux chiens admirablement dressés semblaient confirmer cette conjecture et elle devint une certitude quand on eut découvert dans les malles du rajah ses riches costumes orientaux, dont les pierreries furent prises pour du toc. Comment pouvions-nous, Katkof et moi, porter un si vif intérêt à une troupe de bateleurs anglais? Les employés n'y comprenaient rien.

Duleep Singh une fois arrivé à Pétersbourg, nos amis se chargèrent de régler l'affaire jusqu'à ce que Katkof eût obtenu pour lui l'autorisation de s'établir à Moscou en attendant les événements. Le fait parvint bientôt à la connaissance du gouvernement anglais et, s'il faut en croire une note violente parue dans le *Standard*, l'ambassadeur de Sa Majesté britannique se plaignit à M. de Giers de l'hospitalité que le gouvernement russe accordait à un prince hindou rebelle! Au lieu d'éclater d'un fou rire devant tant d'impudence et de rappeler à sir Robert Morier la protection spéciale dont jouissaient à Londres les Stepniak et les Kropotkine, le ministre des affaires étrangères s'empressa d'exprimer ses regrets et de rejeter la faute sur l'empereur qui, sans l'avoir consulté (!), avait accordé cette autorisation de séjour à Duleep Singh. Inutile d'ajouter que, pendant quelque temps, la presse anglaise récrimina de la façon la plus amère contre la scandaleuse hospitalité que la Russie accordait à un roi hindou détrôné, « accompagné d'un des pires révolutionnaires irlandais, Patrick Casey » !

CHAPITRE X

SOMMAIRE. — Rapports tendus entre la France et l'Allemagne; l'armée allemande massée sur la frontière est prête à entrer en campagne. Attaques de la presse officieuse de Berlin. L'échéance du traité de Skiernevice et une prédiction de Katkof. L'incident Schnœbelé. Je pars rejoindre Katkof à Pétersbourg. Erreurs de M. Flourens et d'autres. Comment fut réglé l'incident. Récit de Rochefort dans l'*Intransigeant*. Entretien avec M. Goblet; la dépêche du comte de Saint-Vallier communiquée à M. de Mohrenheim. Lettre du tsar à Guillaume II. Katkof sur la question de droit dans l'incident Schnœbelé. Fiasco de la dernière tentative de M. de Bismarck. Le chancelier change son fusil d'épaule. Ses attaques contre les diplomates russes; avances au parti national. Katkof repousse ces avances; dangers de cette tactique. La santé de Katkof gravement atteinte. Une fausse dénonciation transmise par M. de Giers; mon prétendu discours prononcé dans un banquet de nihilistes; manœuvres infâmes. Lettre de Katkof du 29 avril/11 mai. Négociations avec M. Wyschnegradski et première conversion conclue avec la maison de Rothschild. Duleep Singh installé à Moscou. Fin de son odyssée; son mariage à Paris; une maladie subite. Sa mort.

Au commencement d'avril, la tension des rapports entre la France et l'Allemagne devint excessive. La concentration des troupes en Alsace-Lorraine prit les proportions les plus inquiétantes; leur dislocation indiquait clairement que l'armée allemande se préparait à passer la frontière. Le *Journal des Débats* du 1er avril calculait que sur la frontière française étaient groupés 59 bataillons d'infanterie, 44 escadrons, 21 batteries d'artillerie à cheval et 8 batteries d'artillerie à pied, 2 bataillons de sapeurs, etc.; c'était tout une armée prête à entrer en campagne[1].

Le ton extrêmement agressif des feuilles officieuses de

1. L'auteur des *Dessous diplomatiques* publiés dans le *Figaro* raconte que M. Flourens, après avoir envoyé sa prétendue lettre au tsar, fut bientôt avisé par

Berlin accentuait encore la signification de ces préparatifs militaires. L'incident d'Ayrolles-Schwartzkopf (documents vendus à l'attaché militaire allemand) donnait lieu dans les journaux à des récriminations d'une violence inouïe. Les articles de la presse ont toujours joué dans la politique du prince de Bismarck un rôle souvent plus important que les notes diplomatiques : les *leaders* de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* et de la *Post* du 3 avril équivalaient presque à une déclaration de guerre; la *Post* concluait en disant qu'une rupture des relations diplomatiques avec la France deviendrait inévitable et que « les relations entre les deux pays se réduiraient bientôt aux rapports entre les avant-postes ». On en était déjà arrivé des deux côtés à la chasse aux espions...

Ainsi se réalisait la prédiction de Katkof citée plus haut, que la crise éclaterait au commencement d'avril. Vers cette époque, en effet, devait expirer le traité de Skiernevice, qui forçait la Russie à garder la neutralité en cas de conflit entre la France et l'Allemagne.

Nous avons vu (Chap. III) que le dernier article de ce traité fixait la quinzaine comme délai pour sa ratification. Signé le 16 mars, il aurait dû par conséquent être ratifié le 1er avril. Mais, par suite de certaines circonstances, on pouvait le considérer comme n'ayant obtenu sa ratification définitive qu'en septembre 1887, à Skiernevice. Le terme de trois ans pour lequel il avait été conclu expirait-il en mars ou en septembre 1887? Le doute ne paraissait pas possible. Les trois ans devaient être comptés à partir du jour où l'instrument avait été signé à Berlin. Le gouvernement allemand se flattait, paraît-il, de rallier le tsar à son interprétation, suivant laquelle le traité n'expirait qu'en septembre. Sur quoi reposait cet espoir? nous l'ignorons, mais c'était probablement sur des raisons d'ordre psychologique plutôt que diplomatique. Rappelons que M. de

M. de Mohrenheim de l'heureux résultat de sa démarche : l'Allemagne aurait licencié ses réserves; cela se serait passé vers la fin de février ou au commencement de mars. On voit par l'énumération des troupes massées sur la frontière même et dont le nombre augmentait chaque jour, ce qu'il en était de ce licenciement.

Giers s'attendait à recevoir le 5/17 avril la croix de Saint-Wladimir comme gage du triomphe de sa politique : il semble que jusqu'au dernier moment à la Wilhelmstrasse on ait cru à la victoire du ministre des affaires étrangères. Rue de Grenelle, on partageait, d'ailleurs, cette espérance et on ne s'en cachait pas. Quelque temps auparavant j'avais appris qu'un dossier plein d'accusations graves contre Katkof et contre moi avait été expédié à Pétersbourg par notre ambassade, qui en espérait la confusion complète des promoteurs de l'entente franco-russe; les adversaires de M. de Giers n'avaient qu'à bien se tenir!

Le 11 avril, un télégramme de M. Wyschnegradski m'annonça soudain qu'il lui était impossible d'accepter les conditions de la conversion proposées par le groupe Rothschild. L'accord étant déjà presque définitivement conclu, cette rupture subite me parut de très mauvais augure, car le sort de notre campagne financière était étroitement lié à la campagne politique.

Le même jour la *Gazette de Moscou* du 31 mars/12 avril m'arriva avec un *leader* alarmiste de Katkof qui annonçait comme imminent un conflit dans les Vosges.

Le 21 avril, le bruit de l'arrestation de Schnœbelé, opérée on se souvient dans quelles conditions de violence, se répandit à la Bourse où il causa une panique bien légitime. A quatre heures j'appris la nouvelle; bien que les détails manquassent encore, le fait en soi avait une gravité trop évidente; c'était la provocation brutale que tout le monde craignait, que Katkof avait prédite quelques jours auparavant dans son *leader* du 12 avril. Toute hésitation devenait impossible; je confiai aussitôt la direction de la *Nouvelle Revue* à M. Pessard, mon principal collaborateur, et quelques heures plus tard je partais pour Pétersbourg après avoir avisé par dépêche Katkof et M. Wyschnegradski.

A Pétersbourg, je trouvai un télégramme vaguement rassurant de Katkof : il m'annonçait son arrivée pour le lendemain et me priait de l'attendre.

Les historiographes allemands sont excessivement sobres de détails sur l'incident Schnœbelé. On ne formerait pas deux

pages avec ce que Hahn, Blum, Delbruck et autres publient au sujet d'une affaire qui faillit mettre l'Europe à feu et à sang. Ils constatent, que le commissaire de police français, « coupable de haute trahison envers l'Allemagne (*sic*) », fut arrêté le 20 avril et relâché le 30 avril ; vient ensuite un court extrait de la note de Bismarck à M. Herbette. M. Geffcken, qui certainement sait à quoi s'en tenir sur les causes de cet élargissement, passe l'affaire sous silence. Du côté français, les auteurs ne sont même pas arrivés à fixer la date de l'incident Schnœbelé ; on dirait qu'il s'agit d'un fait préhistorique. M. Flourens, dans son livre sur Alexandre III, consacre près d'une ligne entière à cet événement qu'il place (p. 318) vers *la fin* de 1887 ou en l'année 1888, en tout cas, *après* la visite du tsar à Berlin en novembre 1887 ; il commet la même erreur pour l'incident de Vexaincourt. M. Daudet s'abstient prudemment de préciser l'époque de ce fait légendaire. En revanche, il cite les précieuses considérations que M. de Mohrenheim émit sur cette affaire et elles méritaient en effet d'être conservées à la postérité. Mieux que tout ce que nous pourrions dire, ces propos caractérisent la politique germanophile de notre diplomate : « Ne vous troublez pas pour si peu, aurait-il fait observer à M. Flourens ; en Russie, sur nos frontières, nous avons à tout instant des incidents analogues. On nous enlève des sujets russes, nous enlevons des sujets étrangers et cela finit toujours par s'arranger... »

L'auteur des *Dessous diplomatiques*, Z. du *Figaro*, laisse également dans le vague la date de cet événement. Il le transporte *avant le voyage de M. de Lesseps à Berlin :* « *Après l'arrangement heureux de l'incident Schnœbelé*, on pouvait espérer (?) que peu à peu les bons rapports se rétabliraient entre la France et l'Allemagne... Un voyage de M. de Lesseps à Berlin servit de prétexte à des manifestations intéressantes (!) » ; etc.[1]. M. de Lesseps étant allé à Berlin *au commencement de mars*, l'incident Schnœbelé se serait passé, d'après l'écrivain anonyme du *Figaro*, vers la fin de février.

1. *Figaro* du 25 avril 1894.

La première relation véridique qui ait été donnée sur le règlement de l'affaire Schnœbelé a paru dans l'*Intransigeant* du 22 décembre 1887, sous la signature de M. Rochefort. La veille de cette publication, je lui avais communiqué le fond de l'histoire. L'intérêt de l'entente franco-russe me faisait désirer que M. Rochefort mît fin à ses attaques contre le tsar, car elles le blessaient cruellement; l'entourage impérial et le Pont des Chantres les exploitaient contre la France. Le 21 décembre[1], à un déjeuner chez moi auquel il assistait avec le général Boulanger, M. Déroulède, M. Millevoye et l'inévitable Judas qui vendit ensuite au ministère pour 30 deniers le prétendu secret de notre réunion, je crus devoir, pour le bien de la cause, dévoiler le grand service qu'Alexandre III avait rendu à la France dans ce moment, le plus critique de l'hiver de 1887. Le fait m'avait été communiqué très confidentiellement par Katkof en avril 1887 et confirmé le lendemain même par le baron de Jomini. Il s'agissait d'obtenir de M. Rochefort qu'il se séparât des nihilistes ses amis sur le terrain de la politique étrangère. L'importance du but à atteindre justifiait donc mon indiscrétion. J'ajoute que je n'eus pas lieu de m'en repentir : à dater de ce jour l'*Intransigeant* fut acquis à l'alliance franco-russe et M. Rochefort eut d'autant plus de mérite à persévérer dans cette ligne politique qu'en mainte circonstance de grands efforts furent tentés pour l'en détourner.

L'été suivant je révélai pour la seconde fois la vérité sur cette affaire Schnœbelé. Ce fut le 11 juin 1888. L'avènement de Guillaume II avait provoqué en Europe une inquiétude générale ; j'étais informé que le jeune empereur cherchait à renouer avec la Russie les relations cordiales d'autrefois, et qu'à cette fin il se proposait de rendre visite au tsar. Depuis la mort de Katkof, la fragile entente franco-russe n'avait pas encore couru un pareil danger. C'est pourquoi je risquai auprès de M. Goblet une démarche un peu délicate, étant donné les dispositions incertaines du nouveau ministère et surtout ma

1. Voir pour les détails : « Un déjeuner historique », dans le *Journal* du 15 novembre 1893.

réserve absolue vis-à-vis des hommes au pouvoir. Je me permis de signaler au ministre des affaires étrangères l'urgence d'envoyer à Krasnoe Selo un général français jouissant d'une grande notoriété : il était indispensable que l'armée française fût représentée avec éclat aux manœuvres russes pendant la visite de Guillaume II. De plus, un général envoyé en mission spéciale pouvait aisément trouver l'occasion de faire parvenir à la connaissance du tsar la fameuse dépêche du comte de Saint-Vallier sur son entretien avec Bismarck à Varzin. Ce document, où se revélaient les vrais sentiments de la chancellerie allemande envers la Russie, M. Flourens avait déjà tenté de le faire connaître au souverain russe, et ce fut même là — avec l'accueil fait aux délégués bulgares — une des bonnes inspirations de ce ministre pendant son séjour au quai d'Orsay. M. Flourens avait confié cette dépèche à M. de Mohrenheim, dans l'espoir un peu naïf qu'il la communiquerait à Pétersbourg : mais l'ambassadeur russe s'était bien gardé de compromettre ainsi aux yeux du tsar la politique de Bismarck ; je savais pertinemment que la dépèche de M. de Saint-Vallier n'était pas sortie de son tiroir. Pour disposer favorablement M. Goblet, je lui appris comment Alexandre III était intervenu dans le règlement de l'affaire Schnæbele. Mon récit ne dut pas faire grande impression sur l'esprit du ministre puisque, il y a quelque temps, dans une lettre adressée à l'*Intransigeant*, M. Goblet affirma n'avoir jamais entendu parler de cette intervention. Quelques jours après ma visite à M. Goblet, je fis une démarche analogue auprès d'un haut personnage militaire : elle eut plus de succès : le général de Boisdeffre fut envoyé en mission à Krasnoe Selo.

Voici en quels termes j'ai raconté cet épisode dans mon article La Russie et la France que la *Nouvelle Revue* a publié le 15 avril 1890 :

[illegible] Russie [illegible], M. de Bismarck joua son dernier atout : [illegible] Schnæbelé.

[illegible] fermeté du peuple français [illegible] l'explosion espérée n'ayant pas

[illegible] *Russie contemporaine*, en 1891.

eu lieu immédiatement, l'affaire Schnœbelé put être arrangée : dans une lettre autographe qu'Alexandre III fit remettre directement à Guillaume Ier par le comte Mourawieff, l'empereur de Russie exprimait sa pénible surprise de voir le prince de Bismarck chercher un *casus belli* dans une provocation aussi flagrante, et il priait son ancien allié de mettre fin à un incident aussi menaçant pour la paix européenne. On sait le reste : Guillaume Ier, passant par-dessus la tête de son chancelier, donna personnellement l'ordre de relâcher le commissaire de police français.

C'est tout ce qu'il est permis de dire sur la lettre du tsar; je me bornerai à ajouter qu'au mois de septembre 1893 j'ai eu indirectement une confirmation nouvelle de ce fait. D'ailleurs, affirmé par Katkof, il ne saurait être mis en doute par personne.

Ainsi, deux fois pendant l'hiver de 1887, le tsar empêcha l'Allemagne d'attaquer la France, d'abord en janvier par son refus d'accepter les offres que Bismarck lui faisait pour s'assurer la neutralité russe, ensuite en avril par sa lettre à Guillaume Ier qui mit fin à l'incident Schnœbelé. Cette dernière démarche marquait l'expiration définitive de l'alliance des trois empereurs conclue à Berlin en 1872, renouvelée à Dantzig en 1881 et scellée à Skiernevice en septembre 1884 par la ratification d'un traité formel.

C'était le triomphe final de la politique que depuis un an Katkof soutenait obstinément auprès du tsar, et qu'il défendait — nous avons montré avec quel courage et quel talent — dans son journal contre le prince de Bismarck appuyé par Giers, Mohrenheim et autres...

Les arguments de droit par lesquels Katkof a démontré d'une façon irréfutable l'illégalité flagrante de l'arrestation de Schnœbelé et le caractère monstrueux des poursuites dirigées par la chancellerie allemande contre des patriotes étrangers pour crime de haute trahison envers l'Allemagne, — ces arguments ont été, au moins en partie, publiés dans son *leader* du 17/29 avril. Indiquons-en quelques traits principaux.

Gazette de Moscou, n° 105, 17 avril.

L'affaire Schnœbelé a pris, ou peu s'en faut, les proportions d'un événement de première importance politique. Le fait est que l'arrestation de ce

19

personnage, étant donné les relations actuelles entre l'Allemagne et la France, est un phénomène qui sort complètement de l'ordinaire. Un sujet français, occupant une situation assez en vue dans le service public, chevalier de la Légion d'honneur, est accusé par l'Allemagne de trahison envers elle, arrêté, chargé de fers et mis en prison! Chose à noter, ce n'est pas un cas accidentel que des sujets étrangers soient inculpés de trahison envers l'Allemagne. Depuis 1874, le code pénal allemand contient un article dit « article Duchêne ». C'est le 91e du code pénal allemand et il est ainsi conçu : « Aux étrangers coupables des crimes et délits prévus par les articles 87, 89 et 90 *doivent être appliqués les usages établis pour le temps de guerre.* S'ils ont commis ces actes pendant qu'ils séjournaient sur le territoire de la confédération ou se trouvaient sous la protection de l'empire allemand ou d'un des États confédérés, ils sont passibles des peines indiquées dans les articles 87, 89 et 90. »

Suit l'exposé de ces articles et leur application en 1874 au journaliste belge, Duchêne, et en 1879, à Bade, à un journaliste suisse.

Il résulte de l'article précité qu'il n'est pas sans danger de se montrer sur le territoire allemand : personne ne peut savoir s'il n'a pas été condamné par quelque tribunal pour trahison envers l'autorité allemande...

Voilà où en est arrivé le nabuchodonosorisme de l'Allemagne bismarckienne !

En dehors de cela, quelques questions se posent encore. Sur quel fondement l'Allemagne croit-elle possible d'appliquer aux étrangers les lois du temps *de guerre?* En vertu du rapprochement des articles 87 et 91, les intelligences d'un étranger avec un gouvernement étranger, dans le but de l'exciter à la guerre contre l'Allemagne, constituent un crime d'État auquel sont applicables les lois du temps de guerre, même dans le cas où ces relations n'auraient pas été entretenues sur le territoire allemand, car ce dernier délit est visé par un article spécial. Ainsi, tous les fonctionnaires du ministère de la guerre français, tous les officiers, tous les représentants de la France auprès des États allemands confédérés, peuvent être traités comme des traîtres envers l'Allemagne? Ainsi, tout Français qui aura écrit à un Alsacien-Lorrain de ses parents pour l'engager à adopter la nationalité française sera un instigateur de désertion, censé coupable de haute trahison envers l'Allemagne aux termes de l'article 90 et passible de poursuites judiciaires en vertu de l'article 91 ? Quelle est la signification du mot *espionnage* pour le gouvernement allemand ? Y a-t-il espionnage dans le fait d'un étranger qui, se trouvant hors de l'Allemagne, recueille des renseignements sur ce pays ? D'après l'esprit de l'article 91, c'est là de l'espionnage. Mais, en ce cas, tous ceux qui dans tous les pays sont employés au ministère de la guerre ou au ministère des affaires étrangères, risquent d'être arrêtés, dès qu'ils mettent le pied sur le sol allemand. La dépêche du prince de Bismarck communiquée à M. Flourens par le comte de Lyden

montre que l'arrestation de M. Schnœbelé a été opérée en exécution d'un arrêt rendu par la cour souveraine de Leipzig. D'où il appert que les tribunaux allemands peuvent prononcer des jugements contre des sujets étrangers *par défaut* et sans se mettre en rapport avec les gouvernements dont les sujets sont jugés en Allemagne ? Enfin si le commissaire de police français avait eu connaissance du jugement de la cour de Leipzig, à coup sûr il ne se serait pas aventuré sur le territoire allemand. S'il y est allé, c'est que ce jugement ne lui avait pas été notifié, c'est-à-dire qu'il avait été rendu secrètement. Cela rappelle fort le temps où les sénateurs romains inculpaient de trahison les généraux carthaginois, et la vieille coutume des sultans turcs d'emprisonner les ambassadeurs des puissances étrangères dans le « château aux sept tours », avant même que la guerre n'eût été déclarée. Des conceptions si originales sont intéressantes et pas seulement pour la France...

Voilà à quelle malsaine anomalie est arrivée l'arrogance de l'Allemagne bismarckienne, grâce à la chance qu'elle a eue d'être étayée par la Russie.

K.

Le mauvais succès de l'affaire Schnœbelé ayant enfin convaincu le prince de Bismarck que, dans la lutte d'influences engagée autour du tsar, le Pont des Chantres avait décidément le dessous, il adapta incontinent sa politique à la situation nouvelle : presque au lendemain de cet échec, on le vit changer son fusil d'épaule et attaquer avec fureur cette même diplomatie qui depuis un an le soutenait de tous ses efforts et se compromettait pour la plus grande gloire de la Wilhelmstrasse. Chose plus extraordinaire encore que ce brusque revirement, les armes dont il se servit contre les diplomates russes, il les choisit dans l'arsenal de la *Gazette de Moscou :* les mêmes arguments que naguère il avait combattus avec tant de virulence dans ses polémiques contre Katkof, il les utilisa soudain pour prouver que, si la Russie avait réellement perdu son influence dans les Balkans, elle ne le devait qu'à sa *propre diplomatie*.

Sans doute, au point de vue moral, cette subite volte-face ne laissait pas d'être critiquable. S'il est déjà peu généreux de lâcher l'allié vaincu pour chercher à gagner les bonnes grâces de l'adversaire victorieux, comment qualifier l'acte de celui qui achève l'ami de la veille en ramassant les armes du vainqueur? Mais aux hommes politiques de la trempe du chancelier alle-

mand les moyens importent peu : le triomphe de la cause qu'ils défendent est tout à leurs yeux.

Le prince de Bismarck accusa la diplomatie russe d'avoir elle-même poussé l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, en proposant à cette puissance pendant les négociations de Reichstadt l'occupation de la Bosnie. C'était donc à tort que la Russie rejetait la responsabilité de ses déboires en Orient sur lui, Bismarck, à qui on avait même caché (*sic*) les stipulations du traité de Vienne ! Et, lâchant en même temps que la diplomatie russe, ses amis Andrassy et Tisza, il dévoila à l'appui de ses accusations l'existence de cette convention secrète.

Nous avons déjà parlé longuement du traité de Vienne et des incidents qui en accompagnèrent la brusque divulgation (ch. I, p. 13); nous nous contenterons donc de noter ici l'effet que le nouveau revirement du prince de Bismarck produisit en Russie. Les diplomates russes, pris subitement entre deux feux, abandonnés, attaqués même par leur propre maître, gardèrent le silence. Riposter aurait été non seulement irrespectueux mais dangereux; on ne pouvait pas savoir jusqu'où irait dans ses révélations le chancelier une fois excité par la lutte. M. de Giers, ayant tout à craindre, laissa passer l'orage sans souffler mot. C'était la vieille et toujours prudente tactique que nos bureaucrates ont avec succès empruntée aux hommes politiques de l'Orient. D'ailleurs, l'opinion du tsar important seule au Pont des Chantres, on se borna à supprimer les articles de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* dans les extraits de la presse étrangère qu'on soumettait à Alexandre III. Aussi Katkof, en réponse aux avances de Bismarck, commença-t-il par reproduire ces mêmes articles, ce qui était le moyen le plus sûr de les porter à la connaissance de l'empereur. Mais loin de profiter de ce secours inattendu pour accabler définitivement notre diplomatie, le directeur de la *Gazette de Moscou* se mit au contraire à la défendre contre les attaques venant de Berlin. Outre que cette attitude était généreuse, elle paraissait aussi très habile à première vue. En fait, les *tchinovniks* du ministère des affaires étrangères n'avaient joué qu'un rôle de *complices* dans la des-

truction de notre influence en Orient; le principal coupable ici était le prince de Bismarck, leur véritable inspirateur. Néanmoins j'avais des doutes sur l'opportunité du changement de front opéré soudain par la *Gazette de Moscou*. Je craignais surtout que la subite volte-face de Katkof, prenant tout à coup la défense des diplomates dont il était depuis un an l'adversaire acharné, ne fût de nature à surprendre et même à déconcerter l'esprit très rectiligne du souverain. Et puis, dans l'espèce, le *complice* était plus coupable que l'*auteur principal* du crime. Le prince de Bismarck, en sa qualité de chancelier allemand, était chargé de défendre les intérêts germaniques; s'il croyait devoir, pour le bien de l'Allemagne, fermer l'Orient à la Russie, on pouvait discuter la justesse de cette politique, on n'en pouvait contester la légitimité. Il est vrai qu'il cherchait à la réaliser en s'alliant à la Russie et s'aidait des diplomates russes pour nuire à leur patrie; c'était peu délicat, mais en politique « rouler un allié » ne semble pas un crime irrémissible. Autre était la situation de certains de nos diplomates : en se faisant les auxiliaires des projets anti-russes de la chancellerie allemande, ils agissaient véritablement en traîtres, et il était impossible d'invoquer en leur faveur aucune circonstance atténuante. Le prince de Bismarck se chargeant lui-même d'accabler ses comparses, il fallait, à mon avis, en profiter pour consommer leur ruine. Je tentai en vain de convertir Katkof à cette manière de voir.

Mais le polémiste avait pris le dessus chez lui, et le 29 avril (11 mai), dans un *leader* foudroyant, il exécuta la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* et son inspirateur, en prouvant de la façon la plus évidente à ce dernier que la destruction de l'influence russe dans les Balkans était bel et bien son œuvre. A la suite de ce *leader*, il publia des documents diplomatiques russes fournis par M. Tatistchef, et dont la teneur très suggestive donnait aux arguments présentés dans l'article une force irrésistible.

Katkof me montra sa copie et ses documents avant de les faire paraître dans son journal; lorsque je les eus lus, je n'en fus que plus convaincu de l'inconvénient qu'il y aurait à les publier. On reste attaché en Russie à la vieille tradition du

secret des pièces diplomatiques, et l'on ne souffre pas qu'aucune atteinte y soit portée. En vain plusieurs gouvernements ont pris l'habitude de faire connaître chaque année à leurs nationaux, par des publications de diverses couleurs, l'état de leurs relations avec les puissances étrangères ; l'exemple de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, etc., n'a pu triompher de la photophobie inhérente à notre diplomatie et qui, soit dit entre parenthèse, la laisse absolument désarmée en face des attaques que ne lui ménagent pas les livres bleus, jaunes ou autres. Du reste, le mystère procure toujours un certain prestige, et nos diplomates bénéficient en quelque mesure de l'adage : *Omne ignotum pro magnifico est;* la publication de leurs notes, dépêches, mémorandums, etc., détruirait vite la légende qui leur attribue une grande habileté professionnelle. Aussi s'abstinrent-ils de répondre aux révélations si accablantes de Bismarck, que son compère M. Tisza n'a fait qu'aggraver par des récits absolument contraires à la vérité (V. p. 16). Certes, il leur aurait été facile de prouver que, s'ils avaient commis la faute de signer le traité de Vienne, c'est qu'à la veille d'entrer en campagne, la Russie était forcée de s'assurer contre les coups que ses alliés se préparaient à lui porter par derrière : les négociateurs russes avaient offert la Bosnie à l'Autriche-Hongrie, comme les caravanes, avant de s'engager dans le désert ou dans quelque défilé dangereux, payent une rançon aux tribus vivant de brigandage. Mais justifier de la sorte les stipulations de Vienne, c'eût été reconnaître implicitement qu'on avait trahi la Russie en concluant avec de pareils alliés le traité de Skiernevice.

Une telle publication était donc très compromettante, et je craignais, non sans raison, qu'elle ne produisît un effet défavorable sur l'esprit du tsar, hostile, lui aussi, aux révélations diplomatiques. Or, au moment où le souverain, par l'envoi d'une lettre presque comminatoire à Guillaume I[er], venait de terminer d'une façon si heureuse l'incident Schnæbelé et de rompre avec les vieux errements de nos diplomates, il ne me paraissait pas politique de revenir sur des pièces destinées à

souligner ces errements. Aussi suppliai-je Katkof de supprimer son *leader* et surtout les documents justificatifs qui devaient l'accompagner. Malheureusement je prêchai dans le désert. Michel Nikiforovitch était trop excité par une lutte sans trève et, dans l'état où il se trouvait, il aurait eu besoin d'un repos absolu. Sa santé était fortement ébranlée. Certes, il n'y avait pas de danger immédiat; avec des soins et du calme, Katkof pouvait encore vivre de longues années; mais pour cela il fallait un repos absolu, chose impossible à obtenir de lui. Tout en évitant de lui donner l'alarme, je lui représentai plusieurs fois qu'il ferait bien de renoncer momentanément à tout travail et de borner ses soins au rétablissement de sa santé. Il ne voulut rien entendre. « Encore un ou deux mois, disait-il, et les résultats acquis par notre campagne seront définitivement assurés; abandonner la lutte en ce moment, ce serait laisser le champ libre à nos adversaires qui, loin de reconnaître leur défaite définitive, ourdissent plus que jamais des intrigues souterraines pour ramener la Russie dans le giron de la Triplice. » S'exaltant à mesure qu'il parlait de ces intrigues et des dénonciations envoyées dernièrement de la rue de Grenelle contre nous au souverain, il me raconta qu'entre autres faits mensongers mis à ma charge, figurait un *prétendu discours que j'aurais prononcé dans un banquet de nihilistes!* M. de Giers, marchant sur les traces de son maître de Varzin, s'efforçait de persuader à l'empereur que les champions de la politique nationale russe et d'une entente avec la France républicaine étaient des révolutionnaires en communauté d'idées avec les nihilistes! Il aurait eu l'incroyable audace de soumettre au tsar ce discours apocryphe! J'avoue que, sur le moment, j'avais peine à admettre, même de la part de M. de Giers, une imposture à la fois aussi monstrueuse et aussi bête; plus tard, après la mort de Katkof, le fait me fut confirmé par une autorité supérieure qui le tenait du tsar lui-même!

Je reviendrai sur cette manœuvre infâme à propos d'autres fausses pièces émanant de la même source, ce qui m'a permis de signaler, dans un mémoire apologétique adressé à l'empe-

reur, l'existence à Paris d'une véritable officine de dénonciations calomnieuses et d'une fabrique de faux documents dirigés contre les patriotes russes.

Ce fait montre bien à quel étiage était tombée, dans l'ardeur de la lutte, la moralité de certains de nos diplomates et quelles armes ces serviteurs de Bismarck ne cessaient, sur son ordre, d'employer contre les défenseurs de l'entente franco-russe.

Tout ce que je pus obtenir de Katkof fut qu'il atténuerait le commentaire des malencontreuses pièces justificatives destinées à accompagner son *leader* du 29 avril/11 mai.

29 avril.

Dans des entrefilets laconiques mais véhéments de son journal, la *Norddeutsche Allgemeine*, le chancelier allemand continue à lancer des flèches barbelées contre la diplomatie russe, coupable surtout de s'être laissé tromper par lui et d'avoir poussé la soumission à son égard jusqu'à l'oubli d'elle-même. Il fait cela en vue de se justifier devant l'opinion publique russe! N'est-ce pas une vaine besogne? Si quelqu'un en Russie s'abusait encore sur les qualités de la politique du prince de Bismarck, ces étonnantes sorties doivent lever tous les doutes. Les preuves qui l'accablent laissent impassible l'homme d'État berlinois. Il ne juge nullement nécessaire de pallier la tromperie. Il fait à l'opinion publique russe un devoir de prendre pour vérité une fausseté évidente et de croire à sa parole, *quia absurdum*.

...Il (le chancelier) a l'air de croire que le cours même des événements et leurs résultats ne révèlent pas suffisamment ce qu'est sa politique...

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* présume-t-elle assez de la bêtise de l'opinion publique en Russie pour espérer lui faire croire que quelque motif obligeait notre diplomatie à pousser l'Autriche dans la sphère de la politique russe et à la lancer contre les intérêts russes? Pour quelle nécessité le prince Gortschakof aurait-il agi ainsi? C'est bien assez que notre diplomatie n'ait pas osé exiger de l'Allemagne des sûretés pour ses derrières, quoique toute l'importance de cette puissance en Europe tienne exclusivement à la vassalité volontaire de la Russie vis-à-vis d'elle.

Stupéfiante est l'effronterie avec laquelle la *Gazette de l'Allemagne du Nord* assure, en s'adressant à la Russie, que les troubles mêmes de la Bosnie ont été fomentés par l'intrigue russe. Qui ne sait que les ferments de désordre ont été semés dans la Bosnie et l'Herzégovine par le fameux voyage de l'empereur François-Joseph dans la Dalmatie avoisinante, et que les troubles de la Bosnie ont commencé en 1875, peu après que la Russie eut arrêté le coup dont les guerriers allemands menaçaient de nouveau la France? La meilleure preuve que les troubles de la Bosnie n'entraient pas dans les vues de la politique russe, ce sont les efforts que le comte Ignatief,

alors notre ambassadeur à Constantinople, faisait pour pacifier ces provinces sans soulever de question européenne. Grâce à son crédit à Constantinople et à son influence sur le sultan Abdul-Aziz, notre ambassadeur réussit à lui suggérer l'adoption de mesures qui auraient mis fin à l'agitation. Malheureusement le prince Gortschakof se laissa tromper par nos amis de l'Europe centrale et, quoique le sultan fût prêt à faire tout ce que la Russie aurait demandé en faveur des populations soulevées, il provoqua une action européenne et souleva la question d'Orient, conformément aux désirs de ceux qui travaillaient contre nous. Commission consulaire internationale, note du comte Andrassy, — et voilà tout l'Orient en proie à l'incendie, ce qu'il fallait à nos amis. L'Autriche a envoyé beaucoup d'émissaires en Bosnie, mais de Russie il n'est allé là aucun « émissaire d'Aksakof », quoi que raconte au sujet de ce dernier l'organe du prince de Bismarck. Le prétendu parti de Katkof est resté, lui aussi, complètement étranger à cette affaire. La *Gazette de Moscou* de l'époque se bornait à demander instamment dans presque tous ses numéros qu'on fît cesser ce jeu diplomatique, cruel et ignoble, avec son accompagnement d'horreurs qui faisaient frissonner le monde. Si la Russie s'est trouvée dans la nécessité de tirer l'épée, elle y a été amenée précisément par le concert européen dans lequel nos amis de l'Europe centrale avaient fallacieusement attiré sa diplomatie.

Ne fait-on pas encore la même chose maintenant?....

K.

L'effet produit en haut lieu par la publication des pièces diplomatiques ne fut pas heureux. Quant au prince de Bismarck, il prit vite son parti du mauvais accueil fait à ses avances : dans le numéro 226 de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, il publia un article extrêmement étudié où, constatant que Katkof avait pris la défense de la diplomatie russe, il essayait de tirer de ce fait la preuve qu'un mouvement d'opinion dans le sens de la politique germanophile commençait à se dessiner en Russie! Il était impossible de déguiser un échec avec plus d'adresse et de le mettre plus perfidement à profit; par la même occasion la *Norddeutsche* donnait à entendre à la France que la Russie était en train de tourner casaque...

J'avais quitté Paris dans un moment où les négociations entamées pour rétablir les relations entre notre ministère des finances et le marché français paraissaient définitivement rompues; mon séjour à Pétersbourg m'aida à les renouer et, après de nombreuses difficultés dont ce n'est pas le lieu de raconter les détails, je décidai M. Wyschnegradski à signer, le 5 mai,

conjointement avec le représentant du groupe Rothschild, le premier traité de conversion.

Malgré sa maladie, Katkof suivait avec un intérêt qui était presque de l'anxiété les diverses péripéties des négociations en cours. Toujours prêt à me venir en aide dès que surgissait quelque difficulté, il eut enfin la joie de voir s'accomplir sous ses yeux le premier pas dans la voie d'une entente entre les deux peuples. Son coup d'œil d'homme d'État en mesura aisément toutes les conséquences. Mais, comme s'il pressentait sa fin prochaine, il cherchait les moyens de faire sortir à bref délai de la situation générale l'alliance politique franco-russe. Cette pensée était devenue une véritable obsession pour son esprit. Le moment où la France venait d'être sauvée d'un si grand danger, grâce à l'intervention de la Russie, lui paraissait le plus favorable pour sceller enfin par un acte diplomatique l'entente tacite qui s'était établie. Il tremblait de voir échapper une occasion si propice. L'extrême tension intellectuelle, pendant une année de luttes incessantes, avait mis son système nerveux à une rude épreuve, et il ne supportait qu'avec une impatience fébrile l'inaction relative à laquelle le condamnait l'attente forcée des événements. Le besoin de *parler* de l'accord avec la France et des diverses éventualités qui s'y rattachaient n'en était devenu chez lui que plus impérieux. Absorbé toute la journée par les interminables pourparlers financiers, je ne pouvais malheureusement lui consacrer que les heures de repas et les soirées, — et souvent, oubliant ses souffrances, il prolongeait jusqu'à une heure très avancée de la nuit la causerie sur les faits du jour, sur les misérables intrigues qui cherchaient à affaiblir, sinon à ruiner la portée de l'évolution désormais historique accomplie par la politique étrangère de la Russie. M. de Giers, en apparence soumis à la volonté du tsar, ne perdait pas l'espoir de la mettre en échec par des moyens détournés. Un dissentiment assez vif s'était manifesté à ce propos entre lui et le baron de Jomini, la seule tête vraiment politique de son ministère; écœuré par ces tiraillements, Jomini se décida à prendre un long congé. Quelques heures avant son départ, je

pus serrer la main pour la dernière fois à cet homme, dont la disparition a laissé un grand vide au Pont des Chantres. C'était un des rares représentants d'une école diplomatique funeste à la Russie qui, malgré tout, avaient su rendre plusieurs éclatants services au pays...

L'affaire du maharajah Duleep Singh et le rôle qu'il pouvait être appelé à jouer dans les complications de l'avenir intéressaient vivement Katkof. La correspondance du maharajah avec ses partisans de l'Inde par la voie de Pondichéry passait entre mes mains, et je pus ainsi m'édifier sur la grande utilité dont ce prince pourrait être pour la Russie dans certaines éventualités. Son incognito ayant été trahi, le gouvernement anglais réclama instamment son expulsion. Mais Katkof réussit à obtenir pour lui le droit de vivre ouvertement à Moscou et bientôt Duleep Singh put paraître en grand costume d'apparat à une fête officielle chez le gouverneur général, le prince Wladimir Dolgorouky. Il en fut excessivement heureux.

Dear doctor de Cyon, m'écrivit-il, le 28 avril, I write to thank you from my heart for kindly getting me in Russia and in placing me in the hands of such a powerful and kind hearted Friend... I cannot understand why the Foreign Office should be so much against me when my only wish is to serve the emperor... The emperor has already a most devoted loyal subject in me and I will serve him with my life, should it ever become necessary for me to spell my blood in his cause...

(En juin 1887)... You will see a paragraph in *The Times* about my visit to the governor general prince Dolgorouky, which informs the world of my official recognition by Russia...

Hélas! la joie du pauvre maharajah fut de courte durée; son odyssée se termina de la façon la plus triste. Après la mort de Katkof, cédant aux conseils d'un entourage très suspect, il se décida à venir passer quelques mois à Paris sur la promesse de M. de Giers qu'il lui serait loisible de rentrer en Russie quand il le voudrait. Je ne doutais pas du caractère dilatoire de cette promesse : une fois hors de la Russie, Duleep Singh n'avait plus aucune chance de parvenir aux Indes. Je le perdis bientôt de vue. Dans l'été de 1888, le maharajah vint me retrouver; il était encore plein d'illusions; la conspiration de ses par-

tisans faisait de grands progrès, il se proposait de retourner en Russie et désirait, pour légitimer ses enfants, épouser l'Anglaise qui l'accompagnait dans ses pérégrinations. Je lui servis de témoin à la mairie du VIIIme arrondissement où le mariage eut lieu et promis d'être le parrain de son petit-fils qu'il voulait faire baptiser selon le rite orthodoxe, afin de donner des gages à la Russie. Mais, après son mariage, il disparut et environ un an plus tard j'appris, sans trop de surprise, qu'il était gravement malade, que par une lettre rendue publique il avait renoncé à toutes ses prétentions au trône de Lahore et invité ses anciens sujets à rester fidèles à l'Angleterre ! En 1891, il vint me trouver pour m'expliquer son changement d'attitude : l'homme vigoureux et énergique, à peine entré dans la cinquantaine, n'était plus qu'une ruine; à moitié paralysé, il ne parlait qu'avec difficulté et pouvait à peine marcher. Ses premiers mots furent : « *I am poisoned! I am a dead man!* » Il me raconta ensuite qu'il avait été trahi, que tous les fils de la conspiration avaient été remis au gouvernement anglais; trois mille de ses partisans avaient été jetés en prison; à lui-même, mourant, on avait arraché un acte d'abdication, contre la promesse d'élargir et de gracier ceux qui s'étaient compromis pour sa cause, de reconnaître la légitimité de son second mariage et de restituer à ses enfants une pension annuelle de vingt-cinq mille livres sterling. L'infortuné avait dû consentir à tout en se voyant à la veille de mourir. Duleep Singh me confia bien d'autres détails sur ce drame; je crois devoir les taire, comme aussi les soupçons et accusations que je l'entendis formuler à ce propos. Profondément religieux, il était complètement résigné à son sort personnel. « Dieu seul est grand et tout ce qu'il fait est bien fait, » ne cessait-il de répéter. Il n'avait les larmes aux yeux que quand il parlait de son pauvre peuple privé du dernier espoir de revoir le descendant de ses anciens rois et de reconquérir son indépendance... Quelque temps après il mourut...

Mais revenons à mon séjour à Pétersbourg en mai 1887.

Après que le traité de conversion eut été signé, je ne me séparai plus de Katkof jusqu'à mon départ; malheureusement,

l'opération à entreprendre exigeait mon prompt retour à Paris et le temps était court. Nous pûmes néanmoins agiter ensemble divers projets en vue de l'action future. Katkof était d'avis d'ajourner à l'automne la remise définitive de la *Gazette de Moscou* entre mes mains, la campagne financière qui devait suivre la première opération rendant indispensable ma présence à Paris. Je devais donc accepter provisoirement l'emploi de fonctionnaire en mission spéciale qui m'était offert par le ministre des finances. Cette position officielle me commandait naturellement une grande réserve — et je tiens à le constater en vue des événements qui seront exposés dans le chapitre suivant — Katkof me conseilla de renoncer complètement à toute action politique et même d'observer une prudence extrême dans tout ce que je publierais[1].

Comme je devais m'arrêter à Berlin pour m'entendre avec M. de Bleichrœder, membre du syndicat Rothschild dans l'opération conclue (plusieurs séries des lettres de gage du Crédit Foncier qu'il s'agissait de convertir avaient été émises autrefois avec le concours de la maison Bleichrœder), Katkof me prévint que le prince de Bismarck chercherait probablement à s'entretenir avec moi. « Dans aucun cas, me dit-il, vous ne devez vous y prêter; le chancelier, comme l'a prouvé son entretien avec le général Kaulbars, essaie décidément de ramener à lui le sentiment national russe, dont il commence à apprécier à ses dépens la réelle puissance; et, comme il connaît nos relations, il tâchera d'entrer en rapport avec vous par l'entremise de M. de Bleichrœder pour vous tromper d'abord et vous compromettre ensuite; soyez sur vos gardes et refusez-vous à toute entrevue. » Les choses se passèrent comme Katkof l'avait prédit!...

A la suite de cette conversation, je pris congé de mon illustre ami. Je ne devais plus le revoir que sur son lit d'agonie!...

1. Après mon retour à Paris, Katkof me renouvela plusieurs fois cette recommandation par lettres ou par dépêches. « Votre situation officielle vous impose une réserve absolue », me télégraphia-t-il en apprenant qu'à l'occasion de la polémique engagée sur le traité de Vienne, je me proposais de publier dans la *Nouvelle Revue* certains documents relatifs à la guerre russo-turque que j'avais en ma possession.

CHAPITRE XI

Sommaire. — Entretien avec M. de Bleichrœder; refus d'une entrevue avec M. de Bismarck. Griefs de la Russie contre la politique allemande. Déclarations russophiles du chancelier et nouvelles avances aux patriotes russes. Chute du ministère Goblet; les vrais motifs de la chute. Ma première rencontre avec le général Boulanger; son opinion sur l'état de l'armée française le général regrette que l'affaire Schnœbelé n'ait pas abouti à une guerre. Une lettre du général Ferron; les déclarations russophiles du nouveau ministre de la guerre. Katkof conseille une grande prudence; nouvelles intrigues contre nous; grave accusation portée contre moi. Échange de télégrammes; une fausse lettre de Katkof à Floquet. Lettre de Katkof dévoilant l'intrigue. La vengeance de Bismarck. Souvenir du procès Arnim. La révocation du général Bogdanovitch. Une brochure d'un agent provocateur. La disgrâce de Katkof et de Sabourof. Une note du *Voltaire*. Ténébreuse intrigue; les aveux d'un complice. Catacazy, ancien diplomate russe et chef de la police secrète russe à Paris, au service de Bismarck. Infâme complot contre Katkof et ses amis; une lettre autographe de Guillaume I[er] au tsar. Les adieux de Katkof. Déclaration de M. Floquet. Un entretien avec M. de Mohrenheim; divagations sur les hauteurs du Kremlin; fausse allégation attribuée à M. Granet; dénégation de l'ancien ministre des postes. Les griefs contre le général Bogdanovitch. Mon mémoire justificatif au tsar; le verdict d'Alexandre III sur les calomniateurs; destitution de Catacazy.

Arrivé le 13 mai à Berlin, je me rendis chez M. de Bleichrœder pour m'entendre avec lui sur les détails de la conversion à opérer. Ainsi qu'il a été dit dans le chapitre précédent, ce financier, comme principal émetteur des lettres de gage du Crédit Foncier Mutuel, faisait partie du syndicat Rothschild chargé de les convertir. Il y avait juste un mois que, dûment autorisé par M. Wyschnegradski, j'étais venu à Berlin pour entamer les négociations avec M. de Bleichrœder au sujet de cette participation. C'était au moment où les feuilles bismarckiennes se déchaînaient le plus violemment contre moi.

M. de Bleichrœder causait volontiers politique et, grâce à son intimité avec le prince de Bismarck, il en parlait même avec une très grande compétence. Lors de notre première rencontre en avril, il fit discrètement allusion aux attaques que me prodiguait la presse allemande. Je répondis qu'elles me laissaient parfaitement indifférent et l'entretien sur ce chapitre en resta là : homme d'affaires doublé d'un fin diplomate, M. de Bleichrœder comprit qu'une plus longue conversation sur la politique étrangère amènerait forcément des discussions susceptibles de nuire aux négociations à peine entamées.

Tout autre était la situation à mon retour de Pétersbourg. Le traité de conversion venait d'être signé; il s'agissait de réaliser au moment le plus favorable cette opération importante et de longue haleine qui, pour être menée à bonne fin, avait absolument besoin du calme politique, puisque les places de Paris, Londres, Berlin et Saint-Pétersbourg devaient y prendre part. Une conversation sur les probabilités de paix ou de guerre en Europe était donc toute naturelle. M. de Bleichrœder commença par témoigner une entière confiance dans les intentions pacifiques de son ami le prince de Bismarck : ce dernier déplorait le *malentendu* qui s'était produit entre lui et l'opinion publique russe ; il ne parvenait pas à comprendre pourquoi Katkof l'attaquait avec tant d'animosité ; il était même convaincu que de franches et loyales explications mettraient aisément fin à une mésintelligence regrettable. Pour conclure, M. de Bleichrœder offrait de m'obtenir une audience du chancelier qui, connaissant mon intimité avec Katkof et prévenu de mon passage à Berlin, me recevrait avec plaisir. Je déclinai très poliment cette offre, disant que dans d'autres circonstances j'aurais été très heureux d'être présenté à un homme d'État aussi illustre, mais qu'un entretien dans ce moment pourrait prêter à de fausses interprétations; que, d'ailleurs, sur le point d'entrer au service du ministère des finances, je devais m'interdire désormais toute démarche ressemblant de près ou de loin à une intervention dans le domaine de la politique étrangère.

M. de Bleichrœder insista ; il fit remarquer qu'au point de vue

des opérations projetées par le nouveau ministre des finances, il y aurait un grand intérêt à ce que les hostilités cessassent entre les deux pays ; confident de la pensée intime de M. Wyschnegradski et de Katkof, j'étais mieux que qui que ce fût à même d'aider à dissiper les malentendus et à obtenir de la presse nationale russe qu'elle interrompît sa campagne acharnée contre la politique du prince de Bismarck. Je persistai dans mon refus, alléguant que je n'avais aucune qualité pour traiter au nom de ces deux personnages.

Mon interlocuteur qui, dans cette circonstance, était évidemment le porte-parole du chancelier, me pria alors de préciser les griefs que Katkof et moi (*sic*) avions contre lui. « La *Gazette de Moscou*, dont M. de Bismarck est un lecteur assidu, connaît parfaitement tous les griefs de la Russie contre sa politique, répondis-je. — Moi qui, mieux que personne, connais les sentiments amicaux du chancelier pour la Russie, je voudrais bien savoir ce qu'on peut reprocher à sa politique : il s'est toujours appliqué à conserver des relations intimes avec la cour de Russie et dernièrement encore, en 1884, pendant les embarras du Trésor russe, il a insisté auprès de ma maison pour qu'elle lui vînt en aide. »

Je ne vis aucun inconvénient à répéter verbalement et avec force détails à l'ami du chancelier tout ce que depuis un an nous reprochions à la politique du prince de Bismarck : les provocations et les menaces de guerre adressées à la France, ainsi que les nombreuses trahisons dont, en Orient et surtout en Bulgarie, l'Allemagne s'était rendue coupable envers la Russie son alliée.

Vivement impressionné par mon exposé fait peut-être avec plus de véhémence que les circonstances ne le comportaient, M. de Bleichrœder me demanda la permission de communiquer au chancelier notre conversation et me pria d'attendre son retour. De la maison Bleichrœder à la chancellerie il n'y avait que quelques pas ; je ne pouvais décemment refuser, et une heure après j'entendis un long plaidoyer destiné à me prouver que le prince de Bismarck était tout à fait sincère dans son affection

pour la Russie, et que pendant plus de trente ans il avait rendu quantité de services à notre empire...

Depuis sa chute le chancelier a chanté la même chanson devant de nombreux reporters, si bien que les motifs en sont devenus d'une banalité parfaite. Mais je dois avouer qu'alors déjà ils n'étaient ni très neufs ni, en tout cas, très convaincants. De cette longue apologie je ne veux relever que trois points : Déjà en 1855 le prince de Bismarck aurait écrit au roi Frédéric-Guillaume IV pour le détourner de se joindre aux alliés dans la campagne de Crimée; sa lettre serait arrivée, paraît-il, au moment où, sur l'insistance du baron de Manteuffel, la mobilisation de l'armée prussienne était déjà décidée, et c'est même cette attitude russophile de Bismarck qui lui aurait valu la haine de la *Kronprinzessin*, fait d'autant plus extraordinaire qu'en 1855 la future impératrice Frédéric était encore très loin de se douter qu'elle deviendrait princesse héritière en Prusse. Le chancelier niait ensuite l'existence du traité de Skiernevice; selon lui, nos multiples échecs en Orient avaient pour seule cause les maladresses de nos diplomates. Enfin, comme preuve de son dévouement aux intérêts russes en Bulgarie, son officieux défenseur rappelait que, quand il avait été question d'un mariage entre le prince de Battenberg et la princesse Victoria, c'était encore lui Bismarck qui avait fait échouer ce projet *en adressant à son souverain un mémoire où le prince était traité de rebelle envers l'Europe* [1]. Quant à la France, le chancelier protestait qu'il n'avait nullement l'intention de l'attaquer et que c'était elle, au contraire, qui, excitée par Boulanger, se préparait à envahir l'Allemagne.

« Tout cela, ce sont des mots, et des mots qui jurent avec les faits les plus évidents; ce n'est pas encore cela qui désarmera la juste méfiance de la Russie », me bornai-je à répondre.

Je me suis appesanti sur cet incident parce qu'il montre avant tout combien le chancelier avait à cœur alors de regagner l'opinion publique en Russie. Il avait acquis la conviction que

1. Nous reviendrons là-dessus à propos de la fameuse affaire des faux documents bulgares que M. Flourens envoya au tsar.

le temps était passé où il lui suffisait d'avoir dans sa manche les chefs de notre diplomatie pour disposer de l'empire des tsars comme d'un fief des Hohenzollern. Le sentiment national avait triomphé de l'aplatissement des bureaucrates du Pont des Chantres; c'était ce sentiment national qu'il s'agissait de duper afin de recommencer le vieux jeu.

J'avoue que, n'eût été la crainte de compromettre Katkof par un entretien avec le chancelier, je ne me serais nullement refusé à l'interview offerte. Le danger de me laisser mystifier par les vieilles rengaines qu'il m'aurait débitées sur son amour pour la Russie me paraissait médiocrement redoutable. Par contre, il y aurait eu avantage à endormir un peu sa vigilance en feignant de prendre ses déclarations au sérieux. Dans l'état d'esprit où il se trouvait, il eût été facile de tirer de lui des armes contre certains de nos diplomates qui, eux, étaient — la suite ne l'a que trop prouvé — bien plus dangereux pour la durée de notre victoire. D'ailleurs, on pouvait aisément prévoir que le prince de Bismarck, voyant ses avances repoussées par nous, se retournerait vers ses anciens auxiliaires du Pont des Chantres et de la rue de Grenelle, et que la lutte recommencerait sur de nouveaux frais. Je laisse de côté les dangers qui attendaient l'opération de notre ministre des finances si le chancelier allemand voulait y mettre obstacle. Il avait, en effet, maints moyens de la faire avorter, soit en semant tout à coup des inquiétudes sur la situation politique, soit en entreprenant une campagne contre les valeurs russes[1], ou même tout simplement en interdisant à M. de Bleichrœder de coopérer à la conversion convenue.

Mais la situation de Katkof le condamnait à éviter jusqu'à la moindre apparence de relations avec des hommes politiques étrangers et, par ricochet, j'étais astreint à la même réserve. Sitôt rentré à Paris, je lui envoyai un compte rendu détaillé de mon entretien avec M. de Bleichrœder; quelque anodine qu'eût été cette conversation, il estima que j'avais eu tort de m'y prêter, tant il craignait que Bismarck ne cherchât à en tirer profit.

1. Ce qu'il fit un mois plus tard.

Le 21 mai, en me télégraphiant des nouvelles de sa santé, Katkof ajouta : « Entretien avec banquier, dont reçu résumé, très regrettable; fallait garder réserve absolue. » Par une longue lettre écrite à la même date il m'en donnait les raisons : « Avec un fourbe comme Bismarck il faut éviter tout contact; il cherche certainement à tromper le parti national russe comme il a trompé nos diplomates, et à reprendre la Russie dans ses filets. Lisez ce qu'il a publié dans le n° 226 de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* : il a l'audace d'interpréter mon article (il s'agit évidemment de celui du 29 avril) comme une reculade... Depuis quelque temps il s'efforce d'attirer les Russes de passage à Berlin, afin de les entortiller par ses fourberies habituelles. Ainsi a-t-il attiré dernièrement le général Kaulbars qu'il a aussi consulté sur les moyens de ramener à lui l'opinion publique russe. Le général a simplement répondu qu'il n'était nullement chargé de lui faire des propositions... »

Nous verrons plus loin que Bismarck se vengea cruellement de l'accueil dédaigneux fait à ses avances.

Sur ces entrefaites éclata à Paris une crise ministérielle dont l'occasion, sinon la cause, fut, comme il arrive presque toujours, un incident sans importance aucune. Les intrigues de couloir et d'antichambre qui amenèrent la chute du ministère Goblet ne me sont pas assez connues, pour que je les raconte ici; il paraît que le désir de « débarquer » le général Boulanger joua dans la circonstance un rôle prépondérant. Le sacrifice du général fut-il décidé sur des injonctions venues de Berlin, comme on l'a affirmé depuis? Je ne saurais le dire. En dehors de toute considération de politique étrangère, les inquiétudes éveillées chez les républicains par les allures bruyantes et légèrement dictatoriales du jeune ministre de la guerre suffisaient pour qu'ils désirassent l'éloigner d'un poste aussi dangereux. Cette mesure peut n'avoir été inspirée que par le souci de la sécurité *intérieure*. Ce qui semblerait le prouver, c'est que deux candidats à la présidence du conseil, MM. de Freycinet et Floquet, se croyaient assez forts pour pouvoir maintenir le général Bou-

langer au ministère; tel n'aurait pas été le cas si une pression étrangère avait rendu sa démission urgente.

Au point de vue qui nous préoccupait alors particulièrement, une crise ministérielle par elle-même était déjà regrettable, celle-ci se trouvait encore aggravée par la retraite du général Boulanger, car les personnes peu au courant de la véritable situation pouvaient interpréter le fait comme une concession à Berlin. Du reste, tout dépendait de la composition du nouveau cabinet. Un instant il fut question de M. de Freycinet pour les affaires étrangères et du général Saussier pour la guerre. Cette combinaison, qui à un moment donné parut réunir toutes les chances de succès, eût été excellente au point de vue de l'entente franco-russe. On l'aurait vue avec grand plaisir à Gatchina, et elle n'aurait certainement pas tardé à transformer en alliance formelle l'accord de fait qui existait déjà entre les deux nations. Je savais de bonne source que si le général Saussier, totalement dépourvu d'ambition politique, consentait néanmoins à troquer sa grande position contre un portefeuille, c'était surtout en vue de l'entente à réaliser. Aussi la joie de Katkof fut-elle très vive quand le 19 mai je lui télégraphiai : « Freycinet sera probablement président, Saussier remplacera Boulanger, ce dernier sera nanti d'un grand commandement. » Malheureusement M. de Freycinet ne crut pas pouvoir, au point de vue parlementaire, entrer dans le cabinet sans le général Boulanger et le 23 mai la combinaison tomba dans l'eau...

Le même jour, cédant aux instances de quelques amis communs, je consentis enfin à me rendre chez le général qui m'avait invité à venir le voir au ministère. Mes rapports avec lui ont donné lieu, dans plusieurs circonstances graves, à des accusations absolument fausses. Les dénonciations inspirées par Bismarck et parties de la rue de Grenelle me représentaient comme le négociateur d'un accord secret entre Katkof et le général Boulanger avec qui, disait-on, j'étais lié depuis longtemps déjà. Au moment même où se produisaient ces assertions ineptes, M. Pessard, à mon instigation, attaquait très violemment dans la *Nouvelle Revue* les allures démagogiques du ministre

de la guerre et moi-même, dans la *Gazette de Moscou*, je jugeais sévèrement certaines imprudences qu'on lui pouvait reprocher. Néanmoins, dans la presse reptilienne, la calomnie contre Katkof et moi devint article de foi; le correspondant de la *National Zeitung* alla jusqu'à affirmer qu'il m'avait vu lui-même distribuer le fameux or des *panslavistes* pendant la démonstration à la gare de Lyon, — et ce jour-là je me trouvais justement à Wiesbaden. Même un historien aussi sérieux que M. Geffcken parle des rapports de Katkof avec le général Boulanger comme d'un fait certain. Ainsi qu'on le verra plus loin, toutes ces inventions trouvèrent place dans le réquisitoire que M. Quesnay de Beaurepaire prononça devant la Haute Cour et, non content de les accueillir avec empressement, le procureur général se permit même d'arranger ma déposition pour les besoins de sa cause. Puisque mes rares relations avec le général Boulanger ont été travesties et dénaturées de la sorte, je tiens à montrer ici ce qu'elles furent en réalité depuis leur origine.

La vérité, la voici : tout homme de valeur passionnément adonné à la recherche de la popularité m'a toujours inspiré une répulsion instinctive, je ne pouvais donc nourrir qu'une certaine antipathie à l'égard d'un militaire qui, ayant l'honneur d'être placé à la tête de l'armée française, se montrait assoifé de réclame et, dans son désir de se rendre populaire, n'hésitait pas à coqueter avec la pire démagogie. Aussi, dans mes lettres de la *Gazette de Moscou*, ne cachai-je pas mon sentiment sur les débuts du général Boulanger. Je ne l'avais entrevu qu'une fois, et cela à la tribune, au cours du débat sur l'intervention de la troupe dans la grève de Decazeville. Son discours produisit sur moi l'impression la plus fâcheuse. Toutefois la justice m'obligeait de reconnaître que, pendant son passage au ministère, il avait contribué au réveil de l'orgueil national en France et déployé beaucoup d'activité pour achever et perfectionner l'organisation de l'armée française. Ce sont ces efforts patriotiques que je crus devoir signaler exclusivement dans la *Gazette de Moscou*, lorsque j'y commençai ma campagne en faveur de l'entente franco-russe; mais, tout en glissant, dans le journal de Katkof, sur les

louches agissements politiques du général, je laissais à M. Pessard, mon éminent collaborateur dans la *Nouvelle Revue*, le soin de les apprécier comme ils le méritaient.

J'évitai soigneusement toute rencontre avec le général Boulanger tant qu'il fut ministre de la guerre : outre que je ne me sentais guère porté vers lui, je ne pouvais oublier la réserve que me commandait mon intimité avec Katkof. C'est seulement le 23 mai, au moment où il allait quitter la rue Saint-Dominique, que je rendis visite à l'homme devenu si inopinément le point de mire de la France et même de l'Europe entière. Cette rencontre avec le général ne réussit pas à dissiper entièrement mes préventions. Pendant toute la durée de l'entretien le général parut gêné. Il parla d'abord des attaques de la *Nouvelle Revue* et de son désir de se voir mieux apprécié en Russie et surtout dans l'organe de Katkof. Je l'écoutais en silence, ne répondant que très vaguement et l'observant sans cesse. La conversation tomba bientôt sur l'armée française; il affirma qu'elle n'avait jamais été plus prête : quoique une partie seulement des troupes possédât le fusil de 8 millimètres, l'organisation, le système de mobilisation, etc., ne laissaient rien à désirer. Sur mon observation que, de l'avis d'autres généraux, le matériel de guerre ne serait entièrement complet que dans un an, le général répondit que, comme l'armée adverse ne perdrait pas non plus cette année, la situation réciproque se retrouverait absolument la même, argument qui me parut un peu boiteux ; l'organisation de l'armée française avait marché à pas de géant depuis la guerre et sous le rapport de l'armement la France était maintenant supérieure à l'Allemagne ; « avec un pareil instrument en main nous pouvons attendre tranquillement l'attaque de l'ennemi. » J'exprimai au général mon admiration du stoïcisme avec lequel tout le monde en France avait accueilli, pendant l'incident Schnœbelé, la perspective d'une guerre avec l'Allemagne; j'avais même remarqué dans l'esprit public exaspéré par six mois de provocations et d'insultes comme un vague regret que l'affaire n'eût pas eu de suites et qu'on n'en fût pas venu aux mains; il était évident pour moi qu'à

général dans le cabinet comme une garantie indispensable au maintien des bons rapports entre les deux pays. Ce langage était doublement maladroit : il faisait intervenir l'étranger dans le règlement d'une affaire de politique intérieure qui ne regardait que la France,et il prêtait à l'entente franco-russe le caractère d'une question de parti. Or, pour que l'alliance aboutit, il fallait que la Russie restât entièrement étrangère aux luttes intestines des politiciens français. C'était avec le pays tout entier qu'elle désirait s'allier et non avec telle ou telle faction. Toute autre attitude devait avoir pour effet de subordonner la durée de l'entente à celle d'un cabinet plus ou moins éphémère. La thèse constamment soutenue dans la *Gazette de Moscou* était que la Russie n'avait pas à s'occuper des personnes hissées au pouvoir par le caprice des événements parlementaires. Une seule question nous intéressait, nous autres Russes : quelles étaient les visées de politique extérieure que poursuivaient les gouvernants français? Entre les divers candidats au ministère de la guerre il ne pouvait y avoir de différence qu'au point de vue de la compétence et de l'activité; sous le rapport du patriotisme, tous les généraux de l'armée française se valaient.

La presse de Pétersbourg, qui discutait à tort et à travers les questions de politique étrangère,faisait alors une campagne très vive en faveur du général Boulanger. Le *Nouveau Temps*, menacé de poursuites pour avoir attaqué l'attaché militaire allemand Vuillaume à l'instigation des bureaux de la rue Saint-Dominique, avait besoin du témoignage de Boulanger pour se tirer d'affaire; aussi était-il le plus acharné à le soutenir. Mais tout cela avait bien peu d'importance et M. de Freycinet eut grand tort de se laisser influencer par de telles considérations. Comme nous l'avons déjà dit, un ministère Freycinet-Saussier aurait été autrement efficace pour réaliser les aspirations des deux peuples que ne le fut le cabinet opportuniste dont l'arrivée au pouvoir fit la joie du *Nord* et de la rue de Grenelle...

Le 30 mai une nouvelle dépêche de Katkof, en me révélant l'existence d'une intrigue ourdie contre moi, m'avertit que

russophiles. Les deux grands partis en lutte commencèrent à rivaliser d'empressement auprès de la Russie, ce dont M. de Mohrenheim et plusieurs autres surent très habilement tirer profit...

Au milieu des préoccupations politiques occasionnées par la crise ministérielle, je reçus soudain avis de Pétersbourg que les intrigues contre nous avaient recommencé de plus belle. Katkof m'ayant prié par sa lettre du 21 mai de reproduire dans la *Nouvelle Revue* son article du 29 avril/11 mai, je lui télégraphiai entre autres choses le 25 :

> *Revue* publiera 1er juin toute la polémique, votre article avec pièces justificatives auxquelles ai ajouté documents inédits accablants pour Andrassy et son complice, destinés faire sensation Hongrie ; expédierai le 30 par courrier Moscou lettre et dossiers importants ; télégraphiez quand quitterez Pétersbourg.

Le 27 mai Katkof me répondit :

> Votre nouvelle position commande réserve, circonspection, surtout quant à la publication documents inédits dans votre Revue.

Cette subite prudence avait lieu de m'étonner. Le publiciste devenu soudain si timoré n'était-il pas le même qui naguère, sans tenir compte de mes craintes, n'avait pas hésité à insérer dans son organe les dépêches diplomatiques de Gortschakof, d'Oubril et autres? Il y avait évidemment anguille sous roche : un revirement s'opérait à Pétersbourg. Je me décidai donc à suivre le conseil de Katkof et le même jour je lui télégraphiai :

> Merci pour avertissement ; aussitôt avoir appris nomination ai supprimé dépêches. Crise continue à cause Boulanger ; combinaison Freycinet échoué ; on exploite ici articles journaux russes en faveur Boulanger; il serait utile que déclariez nomination Saussier rassurerait entièrement Russie. Un grand commandement serait préférable pour Boulanger.

En effet, au nombre des motifs allégués par M. de Freycinet pour décliner la formation d'un ministère dont serait exclu le général Boulanger, figurait le langage déplacé de plusieurs journaux pétersbourgeois qui considéraient la présence du

général dans le cabinet comme une garantie indispensable au maintien des bons rapports entre les deux pays. Ce langage était doublement maladroit : il faisait intervenir l'étranger dans le règlement d'une affaire de politique intérieure qui ne regardait que la France,et il prêtait à l'entente franco-russe le caractère d'une question de parti. Or, pour que l'alliance aboutit, il fallait que la Russie restât entièrement étrangère aux luttes intestines des politiciens français. C'était avec le pays tout entier qu'elle désirait s'allier et non avec telle ou telle faction. Toute autre attitude devait avoir pour effet de subordonner la durée de l'entente à celle d'un cabinet plus ou moins éphémère. La thèse constamment soutenue dans la *Gazette de Moscou* était que la Russie n'avait pas à s'occuper des personnes hissées au pouvoir par le caprice des événements parlementaires. Une seule question nous intéressait, nous autres Russes : quelles étaient les visées de politique extérieure que poursuivaient les gouvernants français? Entre les divers candidats au ministère de la guerre il ne pouvait y avoir de différence qu'au point de vue de la compétence et de l'activité; sous le rapport du patriotisme, tous les généraux de l'armée française se valaient.

La presse de Pétersbourg, qui discutait à tort et à travers les questions de politique étrangère,faisait alors une campagne très vive en faveur du général Boulanger. Le *Nouveau Temps*, menacé de poursuites pour avoir attaqué l'attaché militaire allemand Vuillaume à l'instigation des bureaux de la rue Saint-Dominique, avait besoin du témoignage de Boulanger pour se tirer d'affaire; aussi était-il le plus acharné à le soutenir. Mais tout cela avait bien peu d'importance et M. de Freycinet eut grand tort de se laisser influencer par de telles considérations. Comme nous l'avons déjà dit, un ministère Freycinet-Saussier aurait été autrement efficace pour réaliser les aspirations des deux peuples que ne le fut le cabinet opportuniste dont l'arrivée au pouvoir fit la joie du *Nord* et de la rue de Grenelle...

Le 30 mai une nouvelle dépêche de Katkof, en me révélant l'existence d'une intrigue ourdie contre moi, m'avertit que

j'étais en butte à des accusations graves; derechef Katkof me recommandait une extrême prudence. Je lui répondis le même jour par le télégramme suivant :

> Très perplexe et très inquiet votre télégramme ; comprends pas quel genre affaire est question ; prie instamment télégraphier genre intrigue et écrire détails.

Ma nomination comme fonctionnaire en mission spéciale au ministère des finances venait d'être publiée. Je ne doutais pas qu'on n'en comprît à Berlin la véritable signification. Ma première pensée fut donc que l'intrigue dont me parlait Katkof était dirigée spécialement contre moi et tendait surtout à faire avorter notre projet de transporter en France le marché des valeurs russes. Ce soupçon paraissait d'autant plus fondé qu'à Pétersbourg M. Wyschnegradski m'avait communiqué une lettre de M. de Mohrenheim recommandant pour le poste d'agent financier à Paris un M. F..., financier sans importance, qui n'avait que le mérite d'être un aussi ardent patriote polonais que l'ambassadeur lui-même.

Je m'étais, hélas! trompé : l'intrigue ne visait pas que moi, elle était avant tout dirigée contre Katkof et avec lui contre toutes les personnes soupçonnées, à tort ou à raison, de l'avoir secondé dans sa campagne en faveur de l'entente franco-russe.

Le lendemain même un nouveau télégramme de Katkof m'annonça que j'étais accusé de m'être livré pendant la dernière crise ministérielle à des « agissements incompatibles avec ma nouvelle position officielle ». Il était évident qu'il s'agissait de quelque infâme calomnie lancée contre moi par les dénonciateurs ordinaires de la rue de Grenelle. Je répondis sur-le-champ à Katkof :

> Connaissez absolument toutes mes affaires comme celles auxquelles suis mêlé sans exception aucune : pouvez donc en toute sécurité opposer démenti aux fausses imputations. Si, comme soupçonne, calomnie vient de même source que prétendu discours prononcé au prétendu banquet, crois démenti catégorique indispensable.

Le lecteur sait déjà à quoi faisaient allusion ces dernières lignes : notre ambassade m'avait signalé à Pétersbourg comme

le véritable chef des nihilistes (voilez-vous la face, Lavrof, Kropotkine et Stepniak !) et, à l'appui de cette accusation grotesque, M. de Giers avait eu l'aplomb de présenter à l'empereur un discours fabriqué de toutes pièces que j'aurais prétendument prononcé dans un banquet de nihilistes à Paris !

Le 31 mai, un télégramme de Katkof précisa le genre de dénonciation dont j'étais l'objet, j'avais deviné juste :

On vous accuse être intervenu pendant crise ministérielle en faveur Floquet avec prétendue lettre de moi ; adversaires emploient avec impudence inouïe misérables intrigues et infâmes calomnies pour enchaîner de nouveau Russie.

Dès que j'eus appris de quelle délation idiote il s'agissait, j'adressai le même jour le télégramme suivant à Katkof :

Avez raison désigner comme infâmes calomnies mes prétendus agissements et surtout histoire avec prétendue lettre. Depuis longs mois pas même vu Floquet que connais pas. Sur demande confidentielle quel effet produirait nomination, ai répondu que serait regrettable. Dans ce moment souhaitais personnellement combinaison Freycinet avec Saussier et commandement pour Boulanger comme vous ai télégraphié. Démentez avec indignation calomnie. Samedi soir recevrez lettre promise.

Quelques heures après j'envoyai un second télégramme :

Oublié ajouter que pas mis pied Chambre ni vu aucun homme politique pendant toute durée crise.

En effet, depuis la séance de la Chambre où avait été discutée l'interpellation sur la grève de Decazeville, c'est-à-dire depuis plus *d'un an et demi*, je n'étais pas retourné au Palais-Bourbon !

Ce n'est qu'une dizaine de jours après ce télégramme que je reçus enfin une lettre de Katkof me donnant des détails sur toute cette affaire. Datée du 21 mai/2 juin, cette lettre m'avait été adressée par une voie détournée, « afin qu'elle ne soit pas interceptée ou lue en route », comme le disait un *post-scriptum;* c'est pourquoi elle ne m'arriva qu'avec un retard assez notable :

Pour compléter les renseignements envoyés par télégraphe, je m'empresse de vous transmettre les détails suivants : dans les sphères officielles

on a communiqué à l'empereur, *en le lui donnant comme un fait certain*, que vous aviez remis à M. Floquet une lettre prétendument écrite par moi où se trouverait l'assurance que sa nomination (comme président du Conseil) serait accueillie avec plaisir en Russie. Cette accusation a naturellement provoqué la juste indignation du souverain contre ceux qui étaient censés avoir l'audace de s'immiscer dans ses affaires. Les imposteurs qui ont inventé la lettre et vous en ont attribué la transmission comptaient évidemment que leur calomnie resterait ignorée de leurs victimes et ne servirait qu'à ébranler la confiance du souverain dans les calomniés. Heureusement il n'en a pas été ainsi et l'affaire s'est ébruitée. Mon activité politique ne se manifeste que dans ce que je publie ou dans ce que je communique de temps en temps par lettre au souverain ; j'ai donc pu déclarer de la façon la plus énergique que cette calomnie n'a pas même l'ombre de vérité, que jamais ni par lettre, ni personnellement je n'ai fait de communications sur des affaires politiques quelconques en dehors des voies sus-indiquées. Comme on vous a aussi mêlé à cette intrigue calomnieuse, vous devriez, je crois, exiger de M. Floquet qu'il confonde l'imposture, lui demander d'où peuvent provenir de pareilles insanités — et si, en général, il a eu connaissance de ce bruit. Je dois ajouter que les sphères officielles le donnent pour un fait incontestable. Je vous conseille aussi, eu égard à votre position officielle, de ne plus vous mêler aux affaires politiques et d'être excessivement circonspect dans la Revue que vous dirigez. Sans cela Dieu sait ce que nos diplomates pourraient inventer et dénoncer comme faits indubitables, afin de complaire à l'*honnête courtier* et mettre de nouveau la Russie à la remorque de l'Allemagne. Le général Bogdanovitch est déjà tombé victime de leurs calomnies et a été exclu du service. Remarquez que la calomnie donnée comme un fait indéniable a été lancée juste au moment où les hommes politiques de Berlin mettent tout en œuvre pour faire de nouveau de la Russie l'instrument docile de l'Allemagne.....

Aucun doute n'était plus possible : le chancelier allemand, en « guter Hasser » qu'il était, avait donné libre essor à ses instincts vindicatifs. L'intrigue paraissait mince, la calomnie était vile et n'exigeait pas une bien grande dépense d'imagination. Mais le prince de Bismarck a souvent tiré un très bon parti des moyens les plus bêtes et des armes les plus usées. Observons aussi qu'il lui fallait se mettre au niveau des diplomates russes qui s'étaient faits les serviteurs de ses rancunes. Au surplus, des procédés si honteux n'étaient pas pour répugner au puissant homme d'État qui, dans sa haute situation, montra toujours la mesquinerie d'un vrai *Buchholtz* de Berlin. Qu'on se souvienne, par exemple, de l'affaire Arnim : le prince de Bismarck n'hésita pas à accuser son adversaire d'avoir

détourné une partie du mobilier de l'ambassade allemande à Paris, parce que le comte d'Arnim, en quittant son poste, avait emporté comme douloureux souvenir un fauteuil dans lequel était morte sa fille. Heureusement, l'ancien ambassadeur put fournir la preuve qu'il avait remboursé, et largement, le prix de ce meuble; sans cela il n'aurait pas échappé à une condamnation pour vol[1] ! Rien donc d'étonnant dans le choix des calomnies basses et bêtes employées contre Katkof et ses amis. Et même, si en politique le succès excuse tout, le chancelier peut se vanter d'avoir parfaitement réussi, puisque Katkof est mort des coups qu'il lui a portés et moi, je continue à expier cruellement le crime d'avoir aidé le grand patriote dans ses efforts pour briser les chaînes qui attachaient la Russie à la triple alliance, et pour épargner à la fois une invasion à la France et une conflagration générale à l'Europe...

La lettre de Katkof donnait à penser qu'il était parvenu à démasquer l'intrigue et à démontrer à l'empereur l'inanité de la calomnie. Je crus donc inutile de m'adresser à M. Floquet. Je ne connaissais pas le président de la Chambre; dans ces circonstances il aurait été très indiscret d'aller l'entretenir d'une affaire à laquelle il était évidemment étranger. A un certain point de vue cela était même dangereux : je savais que divers procédés de M. de Mohrenheim avaient déjà exaspéré M. Floquet; la nouvelle prouesse de l'ambassadeur aurait pu amener un esclandre et, par voie de conséquence, une rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, bref, anéantir d'un seul coup notre travail d'une année. Peut-être même l'inspirateur de l'intrigue n'avait-il pas cherché autre chose. En outre, la calomnie était surtout dirigée contre moi, et j'ai pour principe de mépriser toutes les dénonciations dont je puis être l'objet. Je dois ajouter que, dans l'état, le dédain m'était beaucoup plus facile que la lutte. Sur dix dénonciations envoyées au souverain, à peine une ou deux arrivaient à ma connaissance, encore ne m'était-il pas toujours aisé de lui faire parvenir ma

1. Tout dernièrement un des reptiliens de Bismarck n'a-t-il pas accusé Arnim d'avoir abusé de sa situation pour spéculer avec le baron Hirsch à la Bourse?

justification. Qu'il plaise un jour à la rue de Grenelle et à un ministre d'informer le tsar que j'ai volé les tours de Notre-Dame et que j'ai été guillotiné pour ce fait, — il y a dix à parier contre un que je n'apprendrai même pas ma mort prématurée. Ce sont là des procédés policiers contre lesquels on est complètement désarmé.

Je laissai donc tomber l'affaire pour ne m'occuper que des préparatifs de l'opération financière qui était à la veille d'être mise à exécution. La nouvelle que le ministère des finances de Russie avait renoué des relations avec la maison Rothschild frères et qu'une première convention venait d'être conclue avait été saluée dans toutes les bourses de l'Europe par une hausse considérable des valeurs russes. Bismarck aurait été trop heureux de voir surgir quelque incident susceptible d'altérer ces dispositions d'un si favorable augure pour la conversion à opérer.

La lettre de Katkof parlait de la révocation du général Bogdanovitch par suite de calomnies provenant également de la même source. Le télégraphe avait déjà annoncé cette nouvelle d'autant plus surprenante que le général se tenait tout à fait en dehors de la politique. Le 3 juin je reçus de lui un télégramme me priant très instamment de demander à l'éditeur Ghio le nom de l'auteur d'une brochure : « *l'Alliance franco-russe*, par un général russe », parue à Paris au mois de janvier quand le général Bogdanovitch s'y trouvait pour cause de santé. Cette publication anonyme, excessivement injurieuse pour le grand-duc Wladimir et plusieurs autres personnages de haut rang, avait passé complètement inaperçue ; il ne fallait, d'ailleurs, pas être grand clerc pour comprendre que les intentions de l'auteur étaient plus que louches et n'avaient rien de commun avec le désir de contribuer à l'entente des deux pays. Nos diplomates avaient profité de la coïncidence du séjour du général Bogdanovitch à Paris avec l'apparition de la brochure anonyme pour l'accuser d'en être l'auteur et atteindre ainsi indirectement Katkof, avec qui la famille du général entretenait depuis de longues années d'excellents rapports.

Je fis une enquête auprès de M. Ghio et voici ce que je pus télégraphier quelques jours après au général Bogdanovitch : « Éditeur refuse nommer auteur brochure, mais m'a donné déclaration sur honneur, écrite et légalisée, constatant que vous êtes totalement étranger à cette brochure. Expédie documents avec explications. » Il était trop tard : au moment même où la dénonciation des diplomates était parvenue à Gatchina, le tsar avait fait téléphoner au général Vannovsky, ministre de la guerre, l'ordre de révoquer le général Bogdanovitch et l'oukase parut le lendemain dans l'*Invalide russe*.

Je reviendrai encore sur le cas du général Bogdanovitch, mais constatons tout de suite que, quelques années après, M. N. Notovitch, dans une lettre adressée au prince Mestchersky, directeur du *Grajdanine*, se reconnut l'auteur de la malencontreuse brochure. Cette révélation n'en était certainement pas une pour les dénonciateurs qui à Berlin et ailleurs savaient dès le premier jour à quoi s'en tenir.

La dernière lettre de Katkof m'autorisait à considérer l'incident comme clos et, très fatigué par deux années de travail ininterrompu, je partis le 14 juin pour l'Engadine où je comptais passer un mois. Mais dix jours après je fus obligé de rentrer à Paris. Des nouvelles fort inquiétantes m'y avaient rappelé. J'avais déjà lu dans les feuilles allemandes des récits pleins d'exagérations sur la disgrâce de Katkof : à la suite de graves révélations il avait reçu un blâme sévère du tsar qui s'était refusé à entendre ses explications et, vivement ému de ce refus, il était rentré à Moscou très dangereusement malade. En même temps on annonçait que le sénateur Sabourof, ancien ambassadeur à Berlin et l'un des signataires du traité de Skiernevice, venait d'être l'objet d'une grave mesure disciplinaire ainsi que le général Bogdanovitch, etc. Mais comme les mêmes journaux racontaient avec une égale assurance que moi-même j'étais renvoyé du ministère et obligé de fuir la Russie pour échapper à la punition exemplaire dont me rendait passible mon agitation francophile, j'aurais pu accueillir avec scepticisme toutes les autres nouvelles données. Malheureusement des lettres et des

pour la correspondance ; une écriture presque illisible le forçait, d'ailleurs, à dicter ses rares lettres à son secrétaire privé, M. Sokolof. Dans ces conditions, on le comprend sans peine, toute relation épistolaire avec des hommes politiques étrangers lui était même physiquement aussi impossible qu'elle l'était moralement dans le cas donné.

D'où venait cette note ? A la rédaction tout ce que je pus apprendre, c'est qu'elle avait été apportée par un reporter quelconque dont on ne se rappelait pas le nom. Force me fut donc de diriger mes recherches d'un autre côté, et là les *aveux du complice* me livrèrent bientôt la clé de la plus abominable et de la plus vile intrigue.

L'âme du complot était un certain Catacazy que le ministère des affaires étrangères de Russie avait chargé, en 1883 et 1884, d'entretenir des rapports avec la presse française. Ancien diplomate, particulièrement protégé pour des raisons d'ordre intime par le prince Gortschakof, M. Catacazy était parvenu au poste d'ambassadeur à Washington. Mais, après s'être gravement compromis dans une affaire de commandes militaires faites en Amérique, il se rendit tout à fait impossible en portant dans un banquet un toast des plus injurieux pour les citoyens des États-Unis. Cette frasque, qui n'était pas la première, décida le gouvernement américain à demander son rappel et, depuis ce temps, il vivait retraité à Paris. Levantin retors, sans foi ni loi comme beaucoup de ses compatriotes [illegible] au service du Pont des Chantres, possédant en revanche un remarquable esprit d'intrigue, une plume habile et une langue venimeuse, avec cela cupide comme un marchand de bazar de Stamboul, Catacazy rongeait son frein dans l'inactivité forcée à Paris. Ses anciens collègues le détestaient autant qu'ils le méprisaient ; mais, grâce à la crainte qu'il avait su inspirer, il réussit à obtenir, en outre de sa pension de retraite, une allocation annuelle de 30 000 francs censément destinée à lui permettre d'agir sur la presse parisienne. Cet ancien ambassadeur, qui ne reculait devant aucune besogne pourvu qu'elle rapportât, ne dédaigna pas d'accepter aussi le poste de [illegible] de la

A l'appui des déclarations de ce journal nous sommes en mesure de donner des renseignements plus significatifs encore.

M. Katkof, dans une lettre qu'il a adressée à Paris à un haut personnage du monde diplomatique, rapporte qu'il a eu au sujet du président de la Chambre un entretien avec le tsar, et que ce dernier a déclaré n'attacher aucune importance politique au fait qui, à tort ou à raison, a été imputé à M. Floquet.

Enfin nous savons que tout récemment l'empereur Alexandre III s'est renseigné sur l'attitude de l'ambassade russe à Paris à l'égard du président de la Chambre, et qu'il a recommandé à son représentant d'avoir pour lui tous les égards que comporte la haute situation qu'il occupe.

A première vue on croit avoir affaire à un des nombreux canards éclos dans la salle des Pas-Perdus pendant une crise ministérielle et ramassés par un reporter peu au courant des choses de l'étranger. Katkof, le grand patriote qui en 1863 amena seul l'écrasement de l'insurrection polonaise, le conservateur avéré, le soutien le plus intransigeant de l'autocratie russe souhaitant l'arrivée de M. Floquet au pouvoir, cela devait paraître incroyable à tout homme ne connaissant même que superficiellement l'illustre publiciste. Mais quiconque savait quelle situation Katkof s'était acquise auprès du souverain par trente ans de fidélité, de services éminents et de correction irréprochable, ne pouvait considérer l'imputation du *Voltaire* que comme une monstrueuse absurdité. Jamais, dans sa longue carrière, Katkof n'a correspondu ni entretenu de relations quelconques avec un homme politique étranger. Pendant l'hiver 1886-1887 il reçut de France des milliers de lettres[1] et telle était sa réserve politique qu'il les laissa toutes sans réponse; il ne fit exception que pour une seule écrite au nom de quelques patriotes français très haut placés et totalement étrangers à la politique militante, qui lui avaient demandé son concours pour une œuvre nationale russe d'une portée incalculable; et encore, comme nous le verrons plus tard, pria-t-il le signataire de cette lettre de s'adresser à moi pour les pourparlers ultérieurs (Voir p. 339). Absorbé en outre par un travail surhumain de plus de vingt heures sur vingt-quatre, le temps matériel lui manquait

1. Il me remit les plus intéressantes pendant mon séjour à Moscou.

pour la correspondance; une écriture presque illisible le forçait, d'ailleurs, à dicter ses rares lettres à son secrétaire privé, M. Sokolof. Dans ces conditions, on le comprend sans peine, toute relation épistolaire avec des hommes politiques étrangers lui était même physiquement aussi impossible qu'elle l'était moralement dans le cas donné.

D'où venait cette note? A la rédaction tout ce que je pus apprendre, c'est qu'elle avait été apportée par un reporter quelconque dont on ne se rappelait pas le nom. Force me fut donc de diriger mes recherches d'un autre côté, et là les *aveux du complice* me livrèrent bientôt la clé de la plus abominable, de la plus vile intrigue.

L'âme du complot était un certain Catacazy que le ministère des affaires étrangères de Russie avait chargé, en 1883 ou 1884, d'entretenir des rapports avec la presse française. Ancien diplomate, particulièrement protégé pour des raisons d'ordre intime par le prince Gortschakof, M. Catacazy était parvenu au poste d'ambassadeur à Washington. Mais, après s'être fortement compromis dans une affaire de commandes militaires faites en Amérique, il se rendit tout à fait impossible en portant dans un banquet un toast des plus injurieux pour les citoyens des États-Unis. Cette frasque, qui n'était pas la première, décida le gouvernement américain à demander son rappel et, depuis ce temps, il vivait retraité à Paris. Levantin retors, sans foi ni loi comme beaucoup de ses compatriotes entrés au service du Pont des Chantres, possédant en revanche un remarquable esprit d'intrigue, une plume habile et une langue venimeuse, avec cela cupide comme un marchand de bazar à Stamboul, Catacazy rongeait son frein dans l'inactivité forcée à Paris. Ses anciens collègues le détestaient autant qu'ils le méprisaient; mais, grâce à la crainte qu'il avait su inspirer, il réussit à obtenir, en outre de sa pension de retraite, une allocation annuelle de 30 000 francs censément destinée à lui permettre d'agir sur la presse parisienne. Cet ancien ambassadeur, qui ne reculait devant aucune besogne pourvu qu'elle rapportât, ne dédaigna pas d'accepter aussi le poste de chef de la

police secrète russe en France; mais, indolent et paresseux, il se contenta d'en toucher les émoluments. Retiré dans une magnifique propriété de la vallée de Chevreuse, il adressait de là à Pétersbourg des rapports d'autant plus méritoires que son imagination orientale en faisait tous les frais. Dénonciateur par tempérament, trouvant dans la délation le moyen de satisfaire la haine instinctive que les natures basses éprouvent pour toute supériorité, surtout morale, Catacazy était destiné à couronner sa carrière de policier par la trahison et l'imposture. Le chancelier allemand attachait à bon droit un grand prix à cette acquisition, sans laquelle sa collection de reptiles fût restée incomplète, et bientôt Catacazy devint le serviteur dévoué de la politique bismarckienne. Son action sur la presse se manifestait uniquement par ces entrefilets louches qui de temps à autre paraissaient dans le *Nord* de Franceschi et qui déconcertaient si souvent l'opinion en France au moment où elle se croyait en droit de faire fond sur l'amitié de la Russie. Mais là ne se bornèrent pas les services qu'il sut rendre au gouvernement allemand. Autorisé par M. de Giers à prendre connaissance des papiers de l'ambassade russe à Paris, il fut, grâce à ses bonnes et fréquentes relations avec M. de Münster, un auxiliaire précieux pour les adversaires de l'entente franco-russe. Jouissant d'une médiocre considération rue de Grenelle, il s'imposait à titre d'homme dangereux ; seul M. de Kotzebue, pendant qu'il remplissait les fonctions de chargé d'affaires à Paris, trouvait dans la répugnance que lui inspirait l'individu, le courage de lui refuser la communication des pièces confidentielles. Catacazy faisait parvenir certains rapports à Pétersbourg par la voie de l'ambassade russe à Berlin, après les avoir préalablement communiqués à l'ambassadeur allemand à Paris ; j'ai de ce fait des preuves écrites.....

En 1880 des relations banales de société me mirent plusieurs fois en contact avec Catacazy; mais, flairant le traître, je ne tardai pas à lui fermer ma porte. Catacazy, qui aimait à manger à tous les râteliers, ne manqua pas d'offrir à diverses reprises ses services à Katkof. Plusieurs fois il chercha à entrer

dans les bonnes grâces de Katkof. Les insuccès ne le rebutaient pas; en octobre 1886, quand la part de Katkof dans l'évolution de notre politique se fut bien dessinée, Catacazy lui adressa une nouvelle épître: croyant se faire bien voir par l'éminent publiciste, il y flétrissait avec une indignation patriotique les agissements de notre diplomatie! Katkof ne daigna même pas accuser réception de cette lettre.

Tel était l'homme que le chancelier allemand chargea de conduire le complot contre Katkof, contre moi et en général tous ceux qu'il soupçonnait d'avoir aidé le directeur de la *Gazette de Moscou* dans sa campagne pour affranchir la politique russe des chaînes germaniques et la rapprocher de la France. La note du *Voltaire*[1], qui devait servir de base à la dénonciation, fut rédigée par Catacazy et confiée par lui à un secrétaire de l'ambassade que nous aurons la charité de ne pas nommer; celui-ci la remit à un agent subalterne avec mission de la faire insérer aux *Débats;* mais la rédaction de ce journal, jugeant à bon droit suspecte l'authenticité de l'étrange nouvelle, en refusa l'insertion; ce fut alors qu'on la porta au *Voltaire*. Dans la note primitive j'étais nominativement désigné comme ayant transmis la lettre de Katkof à M. Floquet. « Ainsi ils écoperont tous les deux », dit aimablement le secrétaire de l'ambassade à l'agent. Par bonheur, je n'étais pas *persona grata* dans les bureaux du *Voltaire* et, pour ne pas me faire une réclame (!), on remplaça mon nom par « un haut personnage du monde diplomatique ».

Voilà l'origine véridique de la calomnie qui amena la disgrâce de Katkof et hâta sa fin en aggravant tout à coup le mal dont il souffrait. L'agent de l'ambassade, ancien correspondant de la *Gazette de Moscou* à Athènes, — c'est même cette qualité mentionnée sur sa carte de visite qui fit accueillir avec confiance sa communication par le *Voltaire*, — pris de crainte

1. Il paraît qu'on ne s'était pas contenté de cette note; on avait fabriqué la lettre même de Katkof. Ce dernier ayant l'habitude de dicter sa correspondance, les faussaires n'avaient eu qu'à imiter sa signature. Mais les deux complices se renvoyant l'un à l'autre la responsabilité de ce faux, je n'ai jamais pu établir nettement qui en était l'auteur.

devant les terribles conséquences de sa complicité, m'avoua toute l'intrigue. Cet aveu me fut plus tard renouvelé par écrit, avec autorisation de le communiquer en haut lieu.

Il ne faisait, d'ailleurs, que confirmer les résultats de l'enquête minutieuse à laquelle je m'étais livré après avoir reçu de Katkof une lettre déchirante le lendemain de ma rentrée à Paris. Cette lettre, l'avant-dernière que m'adressa mon illustre ami, a un caractère trop intime pour être publiée et je le regrette parce que nulle part sa grandeur d'âme ne se révèle avec autant de puissance. Victime d'une disgrâce imméritée après plus de trente années de services éminents rendus spontanément et gratuitement à l'autocratie et à la patrie, souffrant le martyre de la cruelle maladie qui sous l'accablement moral a pris subitement une gravité mortelle, Katkof ne prononce pas un mot d'amertume et de récrimination ; le seul reproche qui lui échappe, c'est à lui-même qu'il l'adresse, c'est celui d'avoir entraîné ses amis dans son malheur. Erreur touchante d'un cœur trop délicat ; il était aussi innocent des coups qui nous frappaient que des faits calomnieux mis à sa charge. Après m'avoir fait l'historique de la situation, il m'expliquait que dans ces circonstances M. Wyschnegradski ne pouvait tenir sa promesse concernant ma nomination au poste élevé qui m'a été réservé. Si je n'avais pas été déjà exclu du service, je ne le devais qu'à un pur hasard : l'empereur ignorait mon entrée toute récente au ministère des finances. Voici pourquoi : quand il s'était agi de me nommer fonctionnaire en mission spéciale, M. Wyschnegradski m'avait proposé le poste de fonctionnaire de cinquième classe alors que mon rang de conseiller d'État actuel me donnait droit à la quatrième ; mais pour cette dernière la ratification impériale était indispensable et M. Wyschnegradski tenait à s'attribuer à lui-même le mérite du rétablissement des relations avec la maison Rothschild, encore que mon initiative personnelle eût seule amené ce résultat. Les honneurs bureaucratiques n'avaient pour moi qu'une importance secondaire, je songeais avant tout aux services que je pourrais rendre et, contrairement à l'avis de Katkof qui m'en-

gageait à maintenir mon droit, je n'insistai pas pour le défendre. Bien m'en prit, car de la sorte j'échappai à la révocation lorsque l'éclat se produisit. (De combien peu de chose dépendait l'affranchissement économique de la Russie !) Il fallait donc continuer à faire le mort... Katkof m'exhortait à ne pas perdre courage :

Tôt ou tard, me disait-il dans sa lettre, la lumière se fera et justice vous sera rendue. Surtout soyez sur vos gardes et n'oubliez jamais que vous avez à Berlin un terrible ennemi qui vous guette et qui fera tout pour vous perdre définitivement.

Suivaient d'autres recommandations toutes empreintes d'une bonté sublime, et la prière dernière de ne pas lui en vouloir pour le malheur qu'involontairement il avait attiré sur moi... C'étaient les paroles d'un homme qui pressentait clairement l'approche de la mort.....

Dès la réception de cette lettre et préalablement à toute enquête, je me rendis chez M. Floquet pour l'instruire des calomnies répandues, et le prier de vouloir bien rétablir la vérité. Le président de la Chambre, aussi surpris qu'indigné de l'intrigue à laquelle on avait osé le mêler, m'écrivit le même jour la lettre suivante :

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

—

CABINET DU PRÉSIDENT

Paris, le 28 juin 1887.

Monsieur de Cyon,

Je ne puis que vous répéter par écrit ce que je vous ai dit tantôt, c'est que je n'ai reçu ni par votre intermédiaire, ni par aucun autre, aucune communication de l'illustre journaliste russe, M. Katkof. J'ajoute, pour compléter la vérité, que c'est ce matin la première fois que j'ai eu l'honneur de vous voir et d'échanger quelques mots avec vous...

Veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

CH. FLOQUET.

M. Floquet eut d'autant plus de mérite à démentir avec cet empressement la sotte calomnie, que je ne lui avais pas caché les appréhensions dont Katkof et moi n'avions pu nous défendre au moment où il semblait à la veille d'arriver au pouvoir. Son

avènement, en effet, aurait été, en raison du malheureux incident de 1867, représenté par notre diplomatie comme une insulte personnelle au tsar. Le chancelier allemand, de son côté, eût certainement profité de l'occasion pour jeter la discorde entre les deux gouvernements et — qui sait ? — peut-être aurait-il réussi à amener une nouvelle interruption des rapports diplomatiques entre la France et la Russie. Ce n'étaient pas là des craintes chimériques. En mars 1887, j'avais été averti qu'une intrigue dans ce sens se tramait sous l'inspiration du prince de Bismarck. La *Hamburger Correspondenz* surprit alors le monde politique par un article sensationnel, « Bismarck und Floquet », dont l'auteur cherchait à démontrer que le président de la Chambre était le seul homme politique français pouvant substituer des relations *normales* aux rapports tendus qui existaient entre son pays et l'Allemagne. Le *la* donné par l'organe officieux de la chancellerie allemande trouva un écho dans toute la presse inspirée d'outre-Rhin et bientôt elle se mit à chanter les louanges de M. Floquet devenu l'homme du jour. En même temps j'étais avisé par des amis de ce dernier que des efforts personnels étaient faits du même côté auprès de lui en vue de le circonvenir : ajoutons tout de suite que ces démarches n'aboutirent pas à grand'chose. Quant à M. de Mohrenheim, par son attitude ouvertement hostile et même quelque peu impertinente, il prenait à tâche d'aliéner M. Floquet à la Russie, tandis que le président de la Chambre ne désirait que faire oublier son « péché de jeunesse ». Les choses en arrivèrent même à un tel point qu'un esclandre faillit éclater entre les deux personnages à une fête officielle où ils s'étaient rencontrés. Un moment on put craindre une nouvelle affaire Appert. En prévision de ce danger j'écrivis le 31 mars à un homme très répandu dans la société pétersbourgeoise, pour le prier de mettre M. de Giers au courant de la situation, afin qu'il engageât M. de Mohrenheim à adopter une attitude moins provocante envers M. Floquet et même, si c'était possible, qu'il décidât notre ambassadeur à inviter le président de la Chambre à une soirée officielle ou au moins à accepter une invitation au Palais-Bourbon.

En somme, donc, c'était M. de Bismarck lui-même qui poussait M. Floquet au pouvoir, tandis que nous, nous envisagions avec les craintes les plus vives cette éventualité selon moi inévitable. Il ne nous restait qu'une chose à faire : tâcher d'atténuer les préventions qui régnaient en haut lieu contre le président de la Chambre. Déjà, pendant la crise ministérielle de décembre, j'écrivais dans la *Gazette de Moscou* (lettre du 6 décembre) :

M. Floquet a pour le moment les plus grandes chances d'arriver au pouvoir. Le seul obstacle, c'est son « péché de jeunesse », — sa sortie inconvenante et son cri : « Vive la Pologne ! » en 1867, quand Alexandre II a honoré de sa visite le Palais de Justice. Mais, depuis, vingt ans se sont écoulés. La Pologne intéresse très peu le président actuel de la Chambre qui s'est fort assagi et qui a réussi, par la manière impartiale et habile dont il dirige les débats de la Chambre, à se concilier les sympathies de tous les partis. Malgré cela, le désir de conserver les bonnes relations avec la Russie est actuellement trop vif chez les hommes politiques pour qu'on n'hésite pas devant une pareille nomination.

C...

Depuis, je revins encore une fois à la charge; afin d'innocenter M. Floquet par comparaison, je groupai dans un *leader* de la *Gazette de Moscou* (n° du 15/27 avril) une série d'extraits de journaux allemands où s'étalaient les plus violentes attaques contre la Russie, son gouvernement et même le tsar. La presse officieuse germanique rivalisait alors à cet égard avec les feuilles indépendantes et la *Gegenwart* me fournit à elle seule un choix d'injures autrement grossières que tout ce qu'ont jamais osé dire contre la Russie les révolutionnaires français...

Après ma visite à M. Floquet, je continuai l'enquête. Il était surtout important de préciser quelle avait été l'attitude de M. de Mohrenheim en face de l'infâme intrigue dirigée contre Katkof. Ancien condisciple du directeur de la *Gazette de Moscou* au lycée Pawlof, l'ambassadeur de Russie le connaissait depuis plus de cinquante ans et, jusqu'en 1886, était resté en bons termes avec lui. Pas un instant il ne pouvait avoir ajouté foi à la dénonciation de Catacazy, car il savait Katkof incapable de commettre l'acte dont on l'accusait.

Il résulta malheureusement de mon enquête que c'était M. de Mohrenheim lui-même qui, dans son rapport, avait parlé de la lettre de Katkof à M. Floquet comme d'un fait avéré, dont l'existence lui aurait été attestée par M. Granet, ancien ministre des postes, ami du président de la Chambre des députés ! Je raconte et ne juge pas; dans l'intérêt de la vérité historique je dois donc relater encore les faits suivants.

Au mois de septembre 1887, après la mort de Katkof et après que j'eus réussi à faire parvenir au tsar des preuves indiscutables de la fausseté des accusations portées contre le regretté défunt, je consentis, sur l'insistance d'un intime de M. de Mohrenheim, à mettre mes documents à la disposition de ce dernier. Au commencement de septembre, il en avisa par correspondance l'ambassadeur qui se trouvait alors en villégiature à Royat.

J'ai recommandé moi-même la lettre au bureau de poste du boulevard Haussmann et j'en conserve encore le reçu. M. de Mohrenheim ne répondit pas et quelque temps après il assura à son intime qu'il n'avait reçu aucune lettre de lui. Quoique j'eusse en mains la preuve du contraire, — un pli de la direction générale des postes m'avisant, en réponse à ma réclamation, que le reçu de la lettre recommandée avait été signé par l'ambassadeur lui-même, — je consentis encore, non sans hésitations — mais la mémoire de Katkof méritait bien ce sacrifice — à apporter moi-même à l'ambassadeur les pièces constatant la fausseté de l'imputation dont on avait chargé Michel Nikiforovitch. M. de Mohrenheim me confirma qu'il tenait la nouvelle de M. Granet et que la lettre de septembre ne lui était pas parvenue; il déclina toute responsabilité pour les agissements de Catacazy, mais évita avec une persistance extraordinaire de prendre connaissance des documents que je voulais mettre sous ses yeux. Il se lança dans de nuageuses et interminables dissertations sur Moscou, sur sa jeunesse, sur les hauteurs du Kremlin d'où il envisage l'histoire... Comme médecin, je n'entendis pas, sans y prendre quelque intérêt, ces divagations séniles[1], mais il me fut impossible de décider mon interlocuteur

1. Il parait que c'est une des conversations favorites de M. de Mohrenheim; un

à jeter même un coup d'œil sur la lettre de M. Floquet. C'était un parti pris, j'en étais sûr d'avance et, laissant M. de Mohrenheim sur les « hauteurs du Kremlin », je me retirai entièrement édifié... Un dernier mot sur cet incident. A quelque temps de là j'eus l'occasion de rencontrer M. Granet, et il me donna sa parole d'honneur qu'il n'avait jamais tenu le propos que M. de Mohrenheim lui attribuait; il ajouta que la personne même de l'ambassadeur de Russie lui était inconnue; il connaissait ses sentiments pour la France, aussi avait-il refusé, étant ministre, de se faire présenter à Son Excellence!!...

Le général Bogdanovitch était accusé d'avoir, pendant son séjour à Paris, publié la brochure *l'Alliance Franco-Russe* et noué des relations politiques avec le général Boulanger. On prétendait même qu'il était venu à Paris chargé d'une mission par Katkof. J'ai déjà nommé le véritable auteur de la brochure. Le second grief relevé contre le général Bogdanovitch était tout aussi imaginaire que le premier. De mes relations avec Katkof, telles qu'elles apparaissent dans les chapitres précédents, le lecteur a certainement conclu que le directeur de la *Gazette de Moscou* n'aurait pas eu besoin d'un autre intermédiaire si, par impossible, il avait voulu, dans l'intérêt de l'entente franco-russe, se départir pour une fois de son habituelle réserve. Seul j'étais initié aux pensées et espérances intimes de Katkof. Le général Bogdanovitch, chargé en Russie de l'inspection des chemins de fer, était complètement étranger au monde politique français. Venu en France pour soigner ses yeux, il ne fit que traverser Paris au mois de janvier pour se rendre à Nice, et ce n'est qu'à son retour de cette ville qu'il passa ici quelques semaines. Il était si peu chargé d'une mission politique quelconque, que c'est seulement vers la fin de son second séjour à Paris qu'il me remit un mot d'introduction de Katkof. Sur une

homme s'est rencontré qui l'a soigneusement reproduite et même comprise. En effet, dans son livre sur Alexandre III, M. Flourens en tire la preuve des profondes sympathies de l'ambassadeur pour la France; le raisonnement est d'une logique irréfutable : Moscou a été brûlée par les Français, donc elle est devenue une ville française; M. de Mohrenheim a été élevé à Moscou, c'est-à-dire en France, donc il adore ce pays!

carte de visite Michel Nikiforovitch avait tracé au crayon les lignes suivantes : « Cher Ilia Faddeiewitch, le général Bogdanovitch se rend en France pour soigner ses yeux ; *il désire faire votre connaissance, c'est pourquoi je lui donne cette carte.* » Impossible d'être plus réservé dans une présentation ; j'avais compris cette réserve et Katkof, lorsque je le vis à Moscou, me confirma qu'elle était intentionnelle. Pendant son séjour à Paris, le général Bogdanovitch remit au général Saussier une « Bratina » en argent envoyée par quelques marchands de Moscou au gouverneur militaire de Paris, en reconnaissance de son toast russophile à propos du souvenir de Sébastopol ; il publia aussi une édition française de son livre sur la bataille de Navarin et peut-être goûta-t-il avec trop de complaisance les douceurs de la réclame que les reporters prodiguèrent à son œuvre dans la presse parisienne. En dehors de ce petit péché véniel trop répandu, hélas! on ne pouvait reprocher au général Bogdanovitch que l'exagération des soins pris pour prouver qu'il n'avait aucune mission en France, et quelques imprudences de langage dans la conversation avec M. de Mohrenheim à Paris et le comte Schouwalof à Berlin. Quant au général Boulanger, non seulement il ne chercha pas à le rencontrer, mais lorsque ce dernier témoigna le désir de le voir rue Saint-Dominique pour le remercier verbalement de l'envoi de sa *Bataille de Navarin*, il déclina cette invitation sous prétexte que sa maladie d'yeux l'obligeait de garder la chambre.

Il fallait toute l'ingéniosité de Bismarck, secondée par la complaisance de nos diplomates à Paris et à Berlin, pour transformer en crimes d'État des choses aussi innocentes et surtout pour y mêler le nom de Katkof complètement étranger à ce voyage. Du reste, M. Bogdanovitch réussit à prouver qu'il avait été odieusement calomnié ; quelque temps après, il fut autorisé à rentrer au service du ministère de l'intérieur et élevé au rang de conseiller intime.

Je ne connais pas M. Sabourof et j'ignore les détails de l'accusation portée contre lui dans cette affaire. Ce qu'on lui reprochait principalement, c'était d'avoir communiqué à Katkof les

pièces diplomatiques publiées dans la *Gazette de Moscou* comme provenant de M. Tatistchef. Or, ce grief aussi était mal fondé : les documents avaient été réellement envoyés par M. Tatistchef qui possède à l'étranger une véritable succursale ambulante de nos archives du ministère des affaires étrangères. On le sait bien au Pont des Chantres puisque M. de Giers en avait réclamé la restitution...

D'ailleurs, la disgrâce impériale n'atteignit M. Sabourof que moralement; les sénateurs russes étant inamovibles, on ne put le révoquer.

Dès le 24 juin, je me trouvai en mesure d'adresser par exprès à Katkof les premiers résultats de mon enquête. Le second envoi avec les documents à l'appui ne put partir que quelques jours après; quand il arriva, le 1/13 juillet, Katkof déjà atteint de paralysie n'était plus à même d'en tirer parti pour confondre ses calomniateurs. Heureusement je n'avais expédié à Moscou que les photographies des principaux documents, j'avais gardé par devers moi les originaux. Comme nous le verrons plus loin, présentés au souverain quelques jours après la mort du grand patriote, au moment où sa perte provoquait dans tous les coins du vaste empire les manifestations d'un véritable deuil national, ces documents produisirent sur l'esprit si juste et si droit du tsar une impression profonde :

« *Je savais depuis longtemps que Catacazy était un misérable, mais je ne l'aurais jamais cru capable de tant de scélératesse, d'infamie et de canaillerie.* »

Tel fut le verdict qu'Alexandre III inscrivit en marge de mon mémoire justificatif. Une destitution trop méritée frappa bientôt l'instrument principal de l'infâme intrigue; ses complices — d'autant plus coupables d'avoir indignement trompé leur souverain qu'ils occupaient une situation plus haute — ont pu continuer impunément leurs loyaux services à Bismarck; ils sont restés fidèles aux ennemis de la Russie, même depuis que leur maître a été, lui aussi, remercié par Guillaume II...

CHAPITRE XII

SOMMAIRE. — Succès foudroyant de la première conversion russe. Les craintes de M. de Bismarck ; la guerre déclarée au crédit de la Russie. Les dessous de cette guerre ; l'oukase impérial du 27 mai 1887 destiné à arrêter l'envahissement germanique dans les provinces limitrophes. La *Kreuzzeitung* ouvre le feu ; tentative de chantage politique ; le chancelier reste dans les coulisses. Ma campagne en France pour la défense du crédit russe ; attitude de M. Wyschnegradski. Les diplomates russes soutiennent Bismarck dans sa guerre au crédit de leur pays. Les chemins de fer ottomans offerts à la Russie par un groupe de patriotes français ; une lettre de Katkof; opposition de MM. de Giers et Zinovief. Propositions de la Haute Banque française ; intervention hostile de la rue de Grenelle ; M. de Giers ne veut pas accorder au marché de Paris une influence sur le crédit russe. Mon arrivée à Znamenskoïe. La mort de Katkof; émotion douloureuse en Russie et en France ; le télégramme de condoléances du tsar. Autopsie de Katkof; ses funérailles populaires. Manifestations françaises. Les intrigues contre Katkof dévoilées au tsar. Deux télégrammes de Bismarck. La succession de Katkof. Pourquoi je n'ai pas pris la direction de la *Gazette de Moscou*. La cause de la décadence de l'ancien organe de Katkof. — Lettre de MM. de Rothschild.

Pendant que les intrigues souterraines minaient la situation de Katkof et que le prince de Bismarck prenait sa revanche personnelle de l'échec subi par sa politique, échec que soulignait le fiasco de l'incident Schnœbelé où le *quos ego*... d'Alexandre III avait officiellement dénoncé la fin de l'alliance des trois empereurs, la reprise des relations entre le ministère des finances de Russie et la haute banque française venait d'être inaugurée par un succès foudroyant. La conversion facultative des lettres de gage du Crédit Foncier Mutuel russe avait été, à raison de certaines difficultés, calculée pour une durée de deux ans : en trois semaines elle fut presque terminée. Sur deux cent vingt mille titres à convertir, deux cent mille environ furent présentés à la conversion dans le courant du mois

politique et tout affranchissement économique; tes diplomates continueront à prendre le mot d'ordre à Varzin et ton ministère des finances, resté comme par le passé sous la dépendance exclusive du marché de Berlin, continuera à payer 6 p. 100 et même 7 p. 100 aux banquiers berlinois; — sinon, je ruinerai ton crédit, je te mettrai dans l'impossibilité de contracter aucun emprunt à Paris, et par la baisse des roubles j'imposerai de lourds sacrifices à ton Trésor... » En même temps, pour imiter jusqu'au bout les procédés des maîtres chanteurs, le prince de Bismarck laissait entendre que, moyennant quelques réductions des droits d'entrée sur le fer et le charbon, il réussirait peut-être à calmer les agrariens et à les rendre traitables...

Après avoir, au début de la campagne, juré ses grands dieux qu'il y était tout à fait étranger et qu'il regrettait vivement de ne pouvoir y mettre un terme, le chancelier ne tarda pas à intervenir directement dans la lutte. Une circulaire confidentielle du gouvernement allemand ordonna aux fonctionnaires de vendre à bref délai leurs fonds russes; même injonction fut adressée aux tribunaux dépositaires de valeurs russes appartenant à des mineurs. J'acquis des preuves de cette incontestable manifestation d'hostilité, — toute dénégation devint impossible. D'ailleurs, plusieurs des journaux les plus dévoués à la politique du chancelier, la *Gazette de Cologne* notamment, attaquèrent bientôt le crédit russe avec plus de violence encore que ne le faisait la *Gazette de la Croix* elle-même.

Convaincu de participation à l'ardente campagne menée contre un pays auquel il ne cessait de prodiguer les plus vives assurances d'amitié, le prince de Bismarck ne se troubla pas pour si peu : il se mit à soutenir cette thèse passablement hasardée que les intérêts économiques ne marchent nullement de pair avec les intérêts politiques et que deux nations peuvent être alliées sur le terrain politique tout en cherchant à se ruiner réciproquement!... Et, sans s'inquiéter du démenti implicite qu'il donnait ainsi à sa propre théorie, il essaya par mon intermédiaire de décider M. Wyschnegradski à recevoir des délégués qu'il désirait envoyer à Pétersbourg afin de discu-

niment plus humains et plus justes, l'exemple que plusieurs années auparavant le cabinet de Berlin lui avait donné en expulsant brutalement, sans rime ni raison, environ 40 000 sujets russes domiciliés de longue date en Prusse.

Mais avec sa fourberie habituelle le prince de Bismarck ne se contenta pas d'intervertir les rôles et d'affecter de répondre à une provocation quand il était en réalité le provocateur. Dès le début des hostilités il s'arrangea de façon à pouvoir au besoin nier sa participation à cette odieuse campagne. En effet, au lieu de lancer contre la Russie les organes notoirement stipendiés par lui, il laissa cette fois à la *Kréuzzeitung* le soin d'engager la lutte. Du reste, les diverses polémiques menées depuis un an avaient coûté cher et, le Reptilienfond se trouvant par suite largement ébréché, le prince de Bismarck fut heureux de faire payer les frais de la nouvelle guerre par les Henckel von Donnersmarck, les Kramsta et autres richards possédant de grandes propriétés dans la Pologne russe; c'est donc l'organe des féodaux, la *Kréuzzeitung* qui ouvrit le feu. Cette combinaison présentait un autre avantage inestimable : elle permettait au chancelier de décliner toute responsabilité dans les agissements hostiles des *Junkers* et de continuer à accabler le gouvernement russe de ses protestations d'amitié.

La campagne que la *Kreuzzeitung* préparait me fut annoncée de Berlin quelques jours avant l'apparition du premier article; on prenait les devants et on m'assurait que le prince de Bismarck était désolé des conséquences terribles qu'il prévoyait pour la Russie de cette guerre à son crédit, mais qu'il était dans l'impossibilité de s'y opposer, n'ayant aucune action sur les méchants agrariens; quelle que fût sa prédilection pour la Russie, il devait même reconnaître que ces derniers, lésés dans leurs plus chers intérêts, avaient cette fois le bon droit de leur côté...

Ces assurances m'étaient données par un ami dévoué du chancelier, aussi les pris-je pour ce qu'elles valaient. Au fond, il n'y avait là qu'une sorte de chantage politique; on disait à la Russie : « Tu renonceras à poursuivre toute indépendance

politique et tout affranchissement économique; tes diplomates continueront à prendre le mot d'ordre à Varzin et ton ministère des finances, resté comme par le passé sous la dépendance exclusive du marché de Berlin, continuera à payer 6 p. 100 et même 7 p. 100 aux banquiers berlinois; — sinon, je ruinerai ton crédit, je te mettrai dans l'impossibilité de contracter aucun emprunt à Paris, et par la baisse des roubles j'imposerai de lourds sacrifices à ton Trésor... » En même temps, pour imiter jusqu'au bout les procédés des maîtres chanteurs, le prince de Bismarck laissait entendre que, moyennant quelques réductions des droits d'entrée sur le fer et le charbon, il réussirait peut-être à calmer les agrariens et à les rendre traitables...

Après avoir, au début de la campagne, juré ses grands dieux qu'il y était tout à fait étranger et qu'il regrettait vivement de ne pouvoir y mettre un terme, le chancelier ne tarda pas à intervenir directement dans la lutte. Une circulaire confidentielle du gouvernement allemand ordonna aux fonctionnaires de vendre à bref délai leurs fonds russes; même injonction fut adressée aux tribunaux dépositaires de valeurs russes appartenant à des mineurs. J'acquis des preuves de cette incontestable manifestation d'hostilité, — toute dénégation devint impossible. D'ailleurs, plusieurs des journaux les plus dévoués à la politique du chancelier, la *Gazette de Cologne* notamment, attaquèrent bientôt le crédit russe avec plus de violence encore que ne le faisait la *Gazette de la Croix* elle-même.

Convaincu de participation à l'ardente campagne menée contre un pays auquel il ne cessait de prodiguer les plus vives assurances d'amitié, le prince de Bismarck ne se troubla pas pour si peu : il se mit à soutenir cette thèse passablement hasardée que les intérêts économiques ne marchent nullement de pair avec les intérêts politiques et que deux nations peuvent être alliées sur le terrain politique tout en cherchant à se ruiner réciproquement!... Et, sans s'inquiéter du démenti implicite qu'il donnait ainsi à sa propre théorie, il essaya par mon intermédiaire de décider M. Wyschnegradski à recevoir des délégués qu'il désirait envoyer à Pétersbourg afin de discu-

ter les moyens d'établir un *modus vivendi* économique entre les deux empires voisins!

La guerre acharnée entreprise contre les fonds et le change russes menaçait d'une véritable catastrophe le crédit de la Russie. A un certain moment on fut excessivement inquiet au ministère des finances. Il ne s'agissait pas seulement de l'ajournement forcé, *sine die*, de nos projets financiers; le danger était autrement pressant; pour s'en rendre compte il suffit de se rappeler qu'environ six dixièmes des fonds russes placés à l'étranger se trouvaient dans des mains allemandes.

La gravité de la situation me retint à Paris pendant presque tout le mois de juillet, malgré mon vif désir de me rendre sans délai à Moscou d'où je recevais les nouvelles les plus alarmantes sur la santé de Katkof. Le salut du crédit russe ne pouvait venir que de la France; la Russie seule était hors d'état de résister à l'avalanche de fonds russes que les porteurs allemands jetaient sur le marché. Aussi proposai-je immédiatement à M. Wyschnegradski deux mesures urgentes : 1° organiser en France des syndicats capables d'accueillir une partie de ces fonds et d'en empêcher ainsi la dépréciation complète; 2° entamer dans la presse française une campagne systématique en faveur de notre crédit, afin de décider les capitalistes et rentiers français à acheter les valeurs russes tombées à des cours qui permettaient de les acquérir à des conditions très avantageuses. M. Wyschnegradski entra dans ces vues; toutefois, comme il n'avait qu'une demi-confiance dans le succès final de mes projets, je ne devais agir qu'à mes risques et périls et, au début, supporter moi-même tous les frais de la campagne proposée. Plût à Dieu que je n'eusse pas rencontré d'autre pierre d'achoppement que ce refus de concours! Mais dans la campagne financière comme dans la campagne politique menée depuis mai 1886, les principaux obstacles furent suscités par la malveillance obstinée de certains diplomates russes qui, cette fois encore, se firent les auxiliaires fidèles de M. de Bismarck acharné à poursuivre la ruine de la Russie. Le but avoué de la guerre faite aux valeurs russes était de forcer notre gouvernement à capituler et à rentrer dans le

giron de l'alliance des trois empereurs, c'est-à-dire à remplir le désir le plus cher aux Giers et aux Mohrenheim. Aussi, n'hésitèrent-ils pas à faire cause commune avec les adversaires de notre crédit.

Pour des raisons faciles à comprendre il m'est interdit de rendre publiques les péripéties de cette longue campagne de quinze mois. J'étais fonctionnaire lorsqu'elle eut lieu et, bien que je fusse libre de mon action, je ne me crois pas autorisé à violer le secret professionnel. Les banquiers et les journalistes qui me prêtèrent leur puissant concours ont, eux aussi, droit à une discrétion absolue. Je raconterai pourtant deux épisodes de la lutte, comme ayant surtout une portée politique. Dans les deux cas nos diplomates, obéissant aveuglément aux ordres de Bismarck, contrecarrèrent nos projets et portèrent ainsi un immense préjudice à la Russie.

Un groupe de très puissants banquiers français fit offrir au ministre des finances de Russie de racheter au baron Hirsch et aux autres propriétaires toutes les lignes des chemins de fer ottomans afin de les mettre à l'entière disposition de l'État russe. L'opération qui devait être menée avec la plus grande discrétion n'imposait à notre Trésor aucun sacrifice, les capitalistes l'exécutaient à leur propre compte; le gouvernement russe, tout en prenant possession de ces lignes, gardait pendant cinq années le droit d'option sur les actions au prix d'achat.

Qui ne comprend quelle portée politique aurait eue la possession du réseau des chemins de fer turcs, si ardemment convoitée par l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne? D'un seul coup et sans sacrifier ni un sou ni un soldat, la Russie devenait la véritable maîtresse des Balkans. La Bulgarie, enserrée de tous côtés par ces voies ferrées, tombait brusquement sous la complète dépendance économique de sa libératrice. Quelle revanche nos diplomates pouvaient ainsi prendre de leurs nombreux échecs en Orient depuis des années!

Le groupe chargea un patriote français, personnage non politique mais occupant une très haute situation, de pressentir Katkof sur la possibilité de faire accepter son offre par la Russie.

Le grand publiciste était déjà très gravement malade, néanmoins la proposition, dont il apprécia de prime abord toute l'importance, le séduisit à un tel point qu'il répondit aussitôt au représentant du groupe en le priant de se mettre à ce sujet en rapport avec moi. Voici la lettre de Katkof, — la *seule* qu'il ait écrite à un personnage étranger en réponse aux centaines d'épîtres reçues de Paris...

...Je suis parfaitement de votre avis qu'il serait préférable d'élucider la question sur place par l'intermédiaire d'une personne sûre et à la hauteur de son importance. La première que vous nommez, M. Cyon, réunit toutes les qualités pour s'acquitter de la tâche de la manière la plus satisfaisante. M. Cyon m'est très dévoué et mérite toute confiance comme intelligence et comme probité. Je lui écrirai. Cette affaire me tient à cœur, et je ne manquerai pas de faire l'impossible pour la faire marcher; c'est alors que le concours du ministre des finances nous sera d'une grande utilité. Ce qui me préoccupe, c'est le côté diplomatique de la question...

Ainsi saisi de l'affaire, j'entrai en relations directes avec le groupe français et, après une étude approfondie de la combinaison proposée, je m'empressai d'en entretenir M. Wyschnegradski d'abord par lettre, puis verbalement dans l'automne de 1887. Le ministre des finances, très compétent en matière de voies ferrées, comprit sur-le-champ tous les avantages politiques et financiers du projet. Mais, dans une question touchant de si près à la politique extérieure, force lui était de s'entendre avec le Pont des Chantres. *Le ministre des affaires étrangères repoussa formellement une proposition dont l'adoption réalisait sans coup férir le programme séculaire de la politique russe et nous assurait la suprématie dans la péninsule balkanique.* M. Zinovief, directeur du département asiatique, qui a déjà beaucoup fait pour ruiner l'influence russe en Perse et ailleurs[1], répondit invariablement à tous les arguments de M. Wyschnegradski : « Surtout pas de nouvelles complications; si nous redevenons les maîtres dans les Balkans, les chemins de fer tom-

1. Quelque temps après, un puissant groupe russe, qui avait obtenu du schah la concession des chemins de fer en Perse, se vit refuser par M. Zinovief tout appui diplomatique, encore que le prince Dolgorouky, notre ambassadeur à Téhéran, patronnât chaudement cette entreprise.

beront *ipso facto* en notre pouvoir; sinon, à quoi nous serviraient ces voies ferrées? » En vain je conseillai au ministre des finances de soumettre toute l'affaire au souverain qui avait des visées autrement justes sur la politique extérieure. Nouvellement arrivé au pouvoir, M. Wyschnegradski ne jugeait pas sa position assez solide pour oser entrer en lutte avec le ministre des affaires étrangères, très hostile à nos projets. Katkof était mort et l'offre si généreuse, si désintéressée des capitalistes français fut refusée. Ils ne sont pas encore revenus de leur stupéfaction.

Le second cas est non moins instructif. Au moment où la guerre, déclarée au crédit russe par le chancelier allemand, était des plus violentes, où nos fonds s'effondraient et où le change du rouble était tombé au plus bas, — 165 marks à Berlin, — je réussis à former un *consortium* composé des représentants les plus considérables de la haute banque parisienne réunis dans le commun désir de resserrer les liens économiques des deux pays, d'ouvrir aux capitaux français l'immense Russie, et en même temps de venir au secours du Trésor russe, battu en brèche par le prince de Bismarck. Le concours de la maison Rothschild frères étant déjà acquis au ministère des finances, restait à obtenir celui des principales institutions de crédit, des maisons de banque les plus anciennes et les plus honorables. Ce n'était pas chose aisée que de grouper dans un même faisceau et d'associer à une action commune tant d'établissements rivaux, pour ne pas dire hostiles les uns aux autres. Mais, animés des mêmes sentiments patriotiques, les chefs des plus fortes maisons protestantes se joignirent à ceux des principales maisons israélites; la banque monarchiste s'unit à la banque républicaine. Un groupe formé de la sorte constituait une puissante force financière dont je fus heureux de pouvoir offrir les services à notre ministre des finances. Le but poursuivi est nettement indiqué dans la lettre suivante que le syndicat adressa par mon intermédiaire à M. Wyschnegradski, après s'être au préalable mis d'accord avec lui sur les points les plus importants...

Monsieur le Ministre,

Nous avons eu l'honneur, durant ces derniers mois, de conférer avec M. de Cyon, délégué de votre ministère, qui nous a fait connaître les vues de Votre Excellence, concernant le développement à donner aux relations financières entre la Russie et la France pour le grand bien des deux pays. Pénétrés de cette même pensée, nous avons estimé, d'accord avec M. de Cyon et nous avons tout lieu d'espérer, d'accord avec V. E., que le meilleur mode d'ouvrir largement aux affaires le marché si considérable des capitaux français, serait la création à Pétersbourg d'une grande Banque, avec établissement annexe à Paris, au capital social de 200 millions de francs, etc.

En effet, les études préparatoires étaient terminées, les statuts de la nouvelle banque, élaborés à Paris après trois mois de travail, avaient déjà été portés par moi à Pétersbourg et soumis au ministre des finances qui en avait modifié plusieurs articles, conformément aux exigences de la législation existante. Tout était donc prêt pour la réalisation de ce vaste projet appelé à rendre de si grands services à la Russie, laquelle ne peut faire valoir ses immenses richesses naturelles qu'à l'aide de capitaux étrangers obtenus à bon marché. Prévoyant que la fondation d'une banque métallique amènerait le rétablissement de la circulation de l'or, M. Wyschnegradski avait présenté au Conseil de l'Empire un projet de loi destiné à autoriser certaines transactions en ce métal. Mais nos diplomates veillaient : quand, porteur des statuts définitifs et de la lettre officielle dont on vient de lire quelques extraits, j'arrivai le 1er février 1888 à Pétersbourg, j'y avais déjà été précédé par un rapport de la rue de Grenelle plein de dénonciations calomnieuses contre M. Wyschnegradski et moi. A l'ambassade on avait eu vent des négociations en cours ; on s'était imaginé qu'il s'agissait d'un nouvel emprunt à émettre sur le marché de Paris, c'est-à-dire d'une opération que le prince de Bismarck cherchait à contrecarrer par tous les moyens ; cela suffit à nos adversaires pour inventer une série d'accusations encore plus niaises que dans l'affaire Floquet. Le fait même qui leur servait de base était purement fictif et il ne nous fut pas difficile d'en démontrer la fausseté. Mais alors M. de Giers prit sur lui de s'opposer à ce

qu'on créât à Pétersbourg une banque française, ayant *une succursale à Paris*. « Ce serait, dit-il, donner à un groupe français une influence excessive sur nos affaires financières ; cela offusquerait profondément Berlin et mettrait nos relations extérieures dans une situation très délicate. » Cette crainte d'offusquer le prince de Bismarck au moment même où ce dernier travaillait ouvertement à la ruine du crédit russe, trois mois après la défense faite à la Reichsbank d'accepter des fonds russes en nantissement, était un argument d'une bizarrerie extraordinaire ; il prévalut néanmoins et aucune suite ne put être donnée à nos projets. Quelques jours auparavant la chancellerie allemande avait rendu public le traité austro-allemand conclu en 1879 contre la Russie, et nos fonds, ne trouvant plus aucun appui dans le syndicat français justement froissé d'un pareil manque de procédés, subissaient une nouvelle dégringolade.

Nos diplomates pouvaient espérer cette fois que la victoire leur resterait et que le tsar, faisant amende honorable pour sauver les intérêts du Trésor russe, replacerait son empire sous la tutelle germanique reconnue désormais indispensable à la Russie. Encore une fois ils se trompaient et en fin de compte la campagne financière du prince de Bismarck se termina par une défaite complète qui coûta aux capitalistes allemands plus d'un milliard. En effet, les capitaux réalisés par suite de la vente des titres russes, l'Allemagne les plaça en fonds exotiques argentins, grecs, portugais, mexicains ou en valeurs industrielles douteuses, dont la déconfiture successive causa des pertes incalculables aux rentiers allemands.

Mais revenons en arrière. Ce n'est que vers la fin de juillet que je pus enfin partir pour Moscou. Forcé de m'arrêter à Berlin pour recevoir des propositions et à Pétersbourg pour les soumettre à M. Wyschnegradski, je n'arrivai à Znamenskoïe que le 1er août, quand déjà Katkof agonisait. Deux heures après mon arrivée tout était terminé, la Russie et la France venaient de faire une perte irréparable....

D'un bout à l'autre de l'immense empire la mort de Katkof

produisit une émotion extraordinaire. Le peuple russe tressaillit tout entier au moment où s'éteignit la lumineuse intelligence qui pendant plus de trente années l'avait guidé à travers les ténébreux dédales de la vie sociale et politique. La consternation fut aussi profonde que générale; une grande angoisse pour l'avenir étreignit les cœurs de tous les patriotes russes et se propagea dans tout le monde slave. En tête de l'étude sur Katkof nous avons cité les paroles de douloureuse condoléance adressées par le tsar à la veuve de l'illustre publiciste ; dans les milliers de lettres et de télégrammes envoyés de tous les coins du pays à la famille du défunt, dans les centaines d'oraisons funèbres prononcées par les plus hauts dignitaires de l'Église russe, dans les innombrables nécrologies, articles et études publiés par la presse russe de la capitale et de la province[1], partout dominait le même sentiment : le tsar venait de perdre son plus éminent conseiller, le peuple russe le truchement le plus sincère et le champion le plus ardent de ses aspirations nationales. « Que va devenir la Russie privée de cette lumière ? » se demandait-on de toutes parts.

C'est à Moscou, ce cœur de la Russie, que l'émotion dans toutes les couches de la population se manifesta avec le plus de violence. Katkof ayant interdit à son journal de parler de sa maladie, la nouvelle brusquement annoncée de sa mort causa une telle surprise que le bruit d'un empoisonnement se répandit et trouva créance. Inutile de dire qui la rumeur publique accusait d'avoir été l'instigateur de ce crime. Pour couper court à une légende dangereuse on décida l'autopsie, un peu sur mes instances. Elle fut pratiquée par les professeurs de médecine légale et d'anatomie de la Faculté, en présence de plusieurs médecins, entre autres l'éminent professeur Potain appelé de Paris en consultation et qui prodigua à Katkof, pendant les derniers jours, les soins les plus dévoués. L'examen

1. La presse provinciale russe mériterait d'être mieux connue à l'étranger. Elle compte plusieurs organes parfaitement rédigés par des hommes pleins de talent et de savoir; leur impartialité et la convenance de leur langage pourraient même être citées en exemple aux journaux des deux capitales où règne trop souvent le détestable esprit de dénigrement propre aux coteries des impuissants.

post mortem fit découvrir plusieurs foyers de tumeurs malignes fraîchement éclos dans divers organes; le cœur était atteint d'une affection aiguë, et c'est une embolie détachée des valvules qui le 1/13 juillet avait amené la paralysie. La veille encore, le malade, quoique excessivement souffrant, avait corrigé jusqu'au bout les épreuves du *Messager russe* de juin. Même paralysé, Katkof garda jusqu'au dernier moment sa complète lucidité d'esprit.

Moscou fit à son glorieux enfant des funérailles grandioses par leur spontanéité, par la sincérité de la douleur que manifestèrent plusieurs centaines de mille hommes. Le 4 août le corps du défunt fut transporté de Znamenskoïe à l'église du lycée Nicolas à Moscou. J'ai assisté à beaucoup d'obsèques solennelles à Paris et ailleurs, mais jamais je n'ai rien vu d'aussi profondément touchant que ce transport du cercueil de Katkof. A Znamenskoïe se réunit, en dehors des membres de la famille et des amis intimes du défunt, tout le personnel de la *Gazette de Moscou*, rédacteurs et compositeurs; ces derniers tinrent à honneur de transporter le corps sur leurs épaules. La composition du cortège dès le début offrait déjà un aspect caractéristique : y étaient représentés l'Église, la haute noblesse, le grand commerce, l'ouvrier et le paysan : la fameuse *intelligentzia*, l'université de Moscou dont Katkof était une illustration, brillaient par leur absence. La procession précédée du clergé partit de Znamenskoïe à 4 heures de l'après-midi et n'arriva qu'à 3 heures du matin au lycée Nicolas : onze heures pour un trajet de 20 kilomètres environ ! Voici ce qui en était cause : les paysans et les ouvriers de la banlieue moscovite avaient appris — on n'a jamais su comment — le passage des restes mortels de Katkof. Rien n'avait été organisé d'avance, aucun avis n'avait été publié ; la famille accablée par le terrible coup et abîmée dans sa douleur ne pouvait que laisser faire. Et malgré cela les funérailles s'étaient transformées en une cérémonie d'une grandeur vraiment antique par son émouvante simplicité. Les paysans des communes environnantes s'étaient rendus sur la route où devait passer le convoi, et là, dans un

silence morne, chaque village ayant à sa tête son humble clergé, ils attendaient pendant les longues heures de la nuit le passage du corps du grand publiciste dont ils n'avaient jamais lu une ligne ni même vu le journal, mais qu'ils savaient avoir été un patriote croyant et incorruptible, qui toute sa vie avait lutté pour le peuple russe, souffrant ses douleurs et partageant ses joies. Dès que le cortège funèbre s'approchait, les paysans, toujours mornes et silencieux, prenaient le cercueil sur leurs épaules et, après quelques prières dites par le clergé, se mettaient en marche jusqu'au village prochain, distant de 1 ou 2 kilomètres; et ainsi jusqu'à Moscou. A 5 kilomètres de la ville, vers minuit, le prince Dolgorouky, gouverneur général de Moscou, attendait le cortège. Nouvelle halte, nouvelles prières; après quoi le cercueil de Katkof change pour la vingtième fois de porteurs, les paysans cèdent leur précieux fardeau aux ouvriers d'usine, aux artisans, aux *mestchanié* et aux commerçants qui remplissent les rues de Moscou pendant toute la nuit. Partout la même attitude grave du moujik russe, le même silence morne, interrompu seulement par le chant monotone des prêtres, et, pour décor, les rues si bizarres et si pittoresques de Moscou à peine éclairées de loin en loin par une lanterne embrumée. Depuis de longues heures une foule énorme avait envahi l'église du lycée Nicolas. Le vénérable Alexandre, évêque de Mojaïsk, entouré d'un nombreux clergé, commença la panikhida à trois heures du matin. Le corps de Katkof resta exposé pendant toute la journée du 5 août et le 6 furent célébrées les obsèques. Cette cérémonie revêtit le même caractère de simplicité nationale, rehaussée par la présence du monde officiel. Malgré une pluie battante, tout Moscou accompagna la dépouille mortelle du grand patriote, depuis le lycée Nicolas jusqu'au monastère d'Alexis où eut lieu l'inhumation. Pendant les quatre heures que dura le trajet le peuple tint à honneur de porter le cercueil sur ses épaules. Dans de nombreux endroits le convoi devait s'arrêter et le clergé de l'église voisine venait réciter des prières devant la bière. Parmi ces haltes, la plus émouvante fut celle que le cortège fit dans la vaste cour de la *Gazette de*

Moscou où un service religieux fut dit sous les fenêtres du modeste cabinet de travail du défunt.

Cette fois encore on remarqua l'absence scandaleuse des universitaires de Moscou qui saisirent cette nouvelle occasion de démontrer combien notre *intelligentzia* imbue des doctrines d'un radicalisme outré est étrangère au véritable esprit national russe.

La mort de Katkof eut le même retentissement douloureux dans le monde slave. La véhémente campagne menée depuis un an par le directeur de la *Gazette de Moscou* en faveur de l'entente franco-russe n'avait pas peu contribué à la recrudescence de sa popularité en Russie. Les sympathies pour la France ont été de tout temps très vives chez les Slaves de l'Autriche-Hongrie et des Balkans. Il était donc tout naturel que l'attitude prise par Katkof dans les dernières années de sa vie accrût considérablement la grande autorité dont il jouissait parmi ces populations. Aussi la perte cruelle que la patrie russe venait d'éprouver par la disparition de son plus illustre fils trouva-t-elle un écho douloureux dans les cœurs slaves.

Elle fut non moins amèrement ressentie en France. Plus proche témoin de l'action de Katkof en 1870 et pendant la dernière crise, la colonie française de Moscou fut aussi la première à manifester sa douleur. L'hospitalière demeure de Michel Nikiforovitch s'ouvrait toujours toute grande aux Français qui frappaient à sa porte et, en déposant sur la tombe du défunt une magnifique couronne d'argent, la colonie française rendit également hommage à l'éminent publiciste et à l'homme toujours bienveillant et secourable.

La presse en France fut aussi unanime à témoigner ses sympathies. Et certes ce fut un spectacle peu banal de voir les journaux républicains même les plus avancés couvrir d'éloges l'écrivain conservateur par excellence, le soutien intransigeant et infatigable de l'autocratie russe. Bien peu avaient la notion exacte du véritable rôle de Katkof dans les derniers temps et de la grandeur du service rendu par lui à la France, dans un des moments les plus critiques de son existence nationale.

Mais la conscience populaire reconnaît presque instinctivement les vrais amis de la patrie. Sans bornes fut la consternation des Français qui, comme Mme Adam ou M. Paul Déroulède, étaient au courant des efforts surhumains faits par le grand publiciste pour entraîner la Russie dans la nouvelle orientation politique et pour obtenir le véto du tsar aux projets haineux de Bismarck. M. Déroulède, qui déjà en juillet 1886 était venu saluer Katkof à Znamenskoïe, accourut à Moscou pour exprimer sur sa tombe les regrets que causait aux patriotes français la mort de l'homme tombé sur le champ d'honneur en pleine lutte, martyr de son ardent patriotisme. De tous les coins de la France les ligues de patriotes adressèrent à la veuve de Katkof leurs douloureuses condoléances. Dans la vaste salle de Znamenskoïe où il rendit le dernier soupir sont pieusement conservées les nombreuses couronnes envoyées de France...

Le soir même des obsèques de Katkof je retournai à Pétersbourg. Au milieu de mon chagrin, alors qu'à la douleur d'avoir perdu mon meilleur ami se joignaient de sombres pressentiments sur l'avenir de la cause pour laquelle j'avais eu l'insigne honneur de combattre à ses côtés, je ne pouvais oublier qu'un devoir sacré m'incombait, celui de dévoiler au souverain l'infâme intrigue dont Katkof était tombé victime. Il fallait démasquer les diplomates devenus les valets de l'homme de Varzin qui avaient su surprendre indignement la religion du tsar et noircir à ses yeux une existence consacrée tout entière au service de la Russie autocratique.

M. de Giers eut peut-être vent du dossier accablant pour ses sous-ordres que j'avais envoyé à Moscou, trop tard, hélas! pour que Katkof pût l'utiliser : quelques heures après la mort de ce dernier, le ministre des affaires étrangères fit mettre les scellés sur son cabinet de travail, mesure illégale qui fut annulée peu de jours après sur l'ordre du prince Dolgorouky, gouverneur général de Moscou. Comme le lecteur se le rappelle peut-être, je n'avais adressé à Katkof que des copies photographiées, les originaux étaient en ma possession. Dans le train je me rencontrai avec le comte Delanof, ministre de

l'instruction publique, venu à Moscou pour assister aux obsèques de son vieil ami. J'exposai au ministre les détails de l'intrigue bête et ignominieuse donnés dans le chapitre précédent. Profondément révolté, le comte Delanof me conseilla de remettre le dossier avec un mémoire explicatif à M. Pobiedonostzef, le procureur général auprès du Saint-Synode qui, ancien précepteur d'Alexandre III, était demeuré son conseiller autorisé.

Je n'oublierai jamais l'indignation de M. Pobiedonostzef quand, quelques jours plus tard, je lui lus mon mémoire et lui remis les diverses pièces du dossier. Quoique mêlé de longue date à la politique active, l'éminent procureur du Synode a conservé les sentiments de probité qui honorent le vrai magistrat. Les basses machinations des dénonciateurs, les manœuvres des faussaires, tout cet ensemble de fraudes combinées pour déshonorer un grand patriote dans l'intérêt d'un ennemi avéré de la patrie, — il y avait là de quoi soulever la conscience de M. Pobiedonostzef, abstraction faite de l'amitié qui le liait à Katkof. Aussi, sans même se donner la peine de s'abriter contre une averse terrible, il courut immédiatement chez l'empereur avec le dossier. Le couvent de Serguiewo, dont il occupait une cellule en été, était voisin de Peterhof où séjournait alors la cour.

On a lu plus haut le jugement inscrit par le souverain en marge de mon mémoire. Cela suffit pour indiquer l'effet que tant d'infamies démasquées produisirent sur le cœur honnête et l'esprit droit du tsar. Il dut être bien vivement frappé du contraste entre la grandeur du deuil national après la mort de Katkof et la misérable intrigue qui avait provoqué ce lamentable événement. La camarilla et la presse jalouse de son crédit avaient longtemps représenté le directeur de la *Gazette de Moscou* comme l'homme le plus impopulaire du pays, — et voilà que le peuple tout entier pleurait sa perte!... Il était trop tard pour réparer le mal fait à Katkof, mais le tsar connaissait le désintéressement personnel du grand publiciste : le triomphe de la politique nationale lui importait seul. Aussi la confiance



d'Alexandre III dans cette politique, après avoir faibli momentanément sous l'influence des dénonciations, se raffermit-elle pleinement dès lors; elle devint inébranlable et résista victorieusement par la suite à tous les assauts, à toutes les mines souterraines tentées contre elle. Cronstadt fut un éclatant hommage offert par le tsar aux mânes de Katkof...

Au moment même où je dévoilais devant le souverain l'odieuse intrigue, celui qui en était le véritable inspirateur recommençait son jeu. Le 12 août, je reçus de M. de Bleichrœder deux télégrammes chiffrés relatant un entretien qu'il venait d'avoir avec M. de Bismarck rentré tout récemment à Berlin. Le premier se rapportait à la campagne de la presse allemande contre les fonds russes et aux négociations entamées à ce sujet avec M. Wyschnegradski. Naturellement le chancelier désavouait toute participation aux attaques contre le crédit russe[1] :

Il n'avait pas l'intention d'y intervenir; d'ailleurs, tant que l'oukase de mars ne serait pas rapporté, l'inquiétude persisterait, quoique, à son avis, on exagérât les conséquences de cet oukase.

Dans un *leader* du 10 août, le premier paru dans la *Gazette de Moscou*, depuis que Katkof avait été forcé d'interrompre les siens, — j'avais répondu par avance à ce télégramme entortillé qui respirait la bonne foi habituelle de l'homme d'État allemand.

Après avoir prouvé que toute la campagne contre les fonds russes était menée à l'instigation du chancelier, je disais entre autres choses :

Nous ne nous tromperons pas en affirmant que si le prince de Bismarck a suivi d'un œil si bienveillant la campagne entreprise par la presse allemande, c'est qu'il espérait ainsi démontrer que la Russie était encore mineure et dépendait trop étroitement de l'Allemagne au point de vue économique pour pouvoir prétendre à une politique étrangère indépendante. Le chancelier de fer a voulu traiter la Russie comme un usurier cupide traite souvent un mineur endetté. Le résultat a été que nous nous sommes dégagés de cette dépendance et que notre crédit a trouvé de nouvelles sources. Le

1. « *Er will mit bewussten Artikeln Nichts zu thun gehabt haben...* »

rapprochement entre la Russie et la France — ce cauchemar de Bismarck — est devenu, sur le terrain financier du moins, un fait accompli, et cela en partie, grâce à ses propres agissements...

Le second télégramme de M. de B... était ainsi conçu :

Bismarck envisage favorablement situation politique, sauf possibilité occupation russe Bulgarie. Dans ce cas aussi Allemagne continuera attitude courtier honnête comptant Bulgarie domaine politique russe...

Cette dépêche arriva fort à propos pour servir de *post-scriptum* au mémoire où je dévoilais les dernières intrigues du chancelier contre Katkof et moi. En effet, la crainte de voir la *Gazette de Moscou* passer des mains de Katkof dans les miennes l'obsédait depuis longtemps et, accoutumé à ne rien négliger en politique, il mettait en jeu, pour écarter cette éventualité, toutes les influences dont il disposait à Pétersbourg, tant à la cour que dans certains ministères. Mais ces efforts seraient-ils couronnés de succès? il n'en savait rien ; c'est pourquoi, en prévision de ma désignation possible à la direction de la *Gazette de Moscou*, il avait hâte de m'assurer qu'il était resté l' « honnête courtier » dans la question d'Orient et que, s'il plaisait à la Russie de s'embourber en Bulgarie, il n'y mettrait aucun obstacle...

Puisque j'ai effleuré la question de la succession de Katkof à la *Gazette de Moscou*, qu'on me permette de répondre ici à plusieurs personnes qui, en France surtout, m'ont blâmé de ne pas l'avoir *prise;* j'aurais ainsi manqué à la mémoire du grand publiciste dont c'était le plus vif désir, — surtout à un moment où il s'agissait de continuer la campagne en faveur de l'entente franco-russe. Je ne crois pas mériter ce reproche. D'abord, il ne dépendait nullement de moi de *prendre* la direction de la *Gazette de Moscou :* je ne pouvais que la *briguer*. Katkof n'était que le fermier d'un organe dont la propriété appartenait au ministère de l'Instruction publique. L'accord de plusieurs ministères était nécessaire pour affermer ce journal et, vu l'importance qu'il avait acquise, le choix du nouveau titulaire devait être ratifié par l'empereur. A la vérité, je pou-

vais compter entièrement sur le suffrage du comte Delanof, le principal intéressé dans l'affaire : respectueux de la volonté du défunt, il avait, d'autre part, la conviction que seul je saurais maintenir inébranlablement la ligne politique du maître. Tout le monde était d'accord — moi le premier — qu'on ne remplace pas un homme comme Katkof; mais le moins qu'on pût exiger de son successeur, c'était qu'il restât fidèle aux idées défendues par lui; s'il se servait de la grande autorité acquise par le journal, il fallait que ce fût, avant tout, pour en faire profiter la cause à laquelle Katkof avait donné sa vie. A ce point de vue, seul confident de ses pensées de derrière la tête, j'étais tout indiqué pour prendre sa place au Strastnoï Boulevard. Le dernier vœu de Katkof m'était, en outre, plus sacré qu'à tout autre.

Si néanmoins je m'abstins de briguer la direction de la *Gazette de Moscou*, j'eus pour cela d'excellentes raisons et, le soir même des obsèques de Katkof, pendant le voyage à Pétersbourg, je les exposai très franchement au comte Delanof.

Dans les circonstances données je ne pouvais continuer avec succès l'œuvre de Katkof qu'à une seule condition, à savoir que le souverain lui-même exprimât hautement le désir de me voir à la tête de la *Gazette de Moscou*. J'avais été témoin de la fin si triste de Katkof, poussé dans la tombe par une sotte et ignoble intrigue des ennemis avérés de la Russie; ses trente années de travail surhumain au service de l'empereur et de l'empire, le fait d'avoir plusieurs fois, au cours de sa longue carrière, sauvé son pays de catastrophes intérieures et extérieures, comme pendant les crises de 1863 et de 1881, tout cela n'avait pas pesé plus d'un fétu devant les dénonciations misérables de quelques diplomates félons. Et après avoir eu ce spectacle sous les yeux, après avoir assisté à la terrible agonie du lutteur vaincu, j'aurais nourri l'audacieux espoir de réussir là où lui avait échoué? C'eût été folie et, je l'avoue sans honte, je ne me sentis pas le courage de recueillir la succession de Katkof, sûr d'avance que dans quelques mois les mêmes haines s'acharneraient contre ma personne avec un redoublement de

rage et ne feraient qu'une bouchée de moi et de mon organe, et cela au plus grand détriment de l'œuvre à laquelle je m'étais consacré. Certes, les inimitiés et les menaces ne m'effraient guère : mes précédents ouvrages et celui-ci même le prouvent surabondamment. Je dirai plus : si Katkof m'avait désigné de préférence comme son successeur, c'est surtout parce qu'il était certain que je ne reculerais devant aucun danger dans la défense de ce que je croirais juste et utile à la patrie... Mais alors il s'agissait d'une cause que je n'avais pas le droit de compromettre. L'entente franco-russe, je pouvais continuer à la défendre en conservant ma liberté entière ; d'ailleurs, j'étais engagé en France dans une campagne pour la défense du crédit russe contre les attaques de la presse allemande ; initiateur du rapprochement économique entre les deux pays, je tenais dans mes mains tous les fils de l'entreprise et me retirer à Moscou, c'eût été la vouer à un échec inévitable[1].

Seul le souverain, en manifestant nettement sa volonté de me voir prendre la succession de Katkof, pouvait me donner, avec l'autorité nécessaire pour assumer une si grande responsabilité morale, l'espoir de pouvoir consacrer à la Russie ce qui me restait de force et d'intelligence. Je m'en tins donc à ma décision de ne pas *solliciter* la direction du journal comme une faveur, me déclarant toujours prêt à l'accepter comme un sacrifice, un devoir à remplir.

Le comte Delanof, dès la première audience qu'il obtint du tsar à son retour de Moscou, lui exposa la véritable situation. Le souverain daigna répondre : « Dites à Cyon d'écrire, en attendant, le plus souvent possible pour ne pas laisser tomber la *Gazette.* » C'était d'un heureux augure, d'autant plus que mon mémoire, qui devait faire justice des nombreuses calomnies répandues contre nous, n'était pas encore parvenu à l'empereur.

1. Il y avait bien dans la direction de la *Gazette de Moscou* un côté matériel très tentant, — le revenu considérable que rapportait son fermage. Mais mes amis savent que même dans les moments les plus difficiles de ma vie j'avais toujours été fort peu accessible aux considérations de ce genre, quand il s'agissait d'une cause à soutenir.

Cependant vers la fin de septembre, j'ouïs parler de diverses candidatures qui surgissaient, d'intrigues qui se nouaient autour de la rédaction. Parmi les noms mis en avant, il y en avait un, celui de M. Pasoukhine, qui était loin de me déplaire. Principal collaborateur du comte Tolstoï au ministère de l'intérieur, M. Pasoukhine était un conservateur très sûr et une autorité dans toutes les questions de politique intérieure. La *Gazette de Moscou* n'aurait, certes, pas périclité sous sa direction. J'aurais conservé, dans cette combinaison, la haute main sur la partie extérieure. Je n'avais donc aucune raison de sortir de la réserve que je m'étais imposée. Qui pouvait supposer que M. Petrowsky, garçon de bureau et gérant de la *Gazette de Moscou*, un homme dont la fonction principale était de distribuer les épreuves parmi les collaborateurs et qui, dans les moments de presse, servait le thé aux amis de Katkof, se mettrait, lui aussi, sur les rangs et parviendrait, grâce à quelques marchés honteux, à s'assurer des concours subalternes mais très puissants dans l'administration ? Abusant d'une fausse manœuvre de la famille Katkof, il réussit à faire proposer officiellement sa nomination de directeur provisoire à l'approbation du souverain pendant le séjour de celui-ci à Copenhague. Le consentement impérial ne fut pas accordé sans hésitation, cependant on finit par l'obtenir à l'aide de certaines influences qui voulaient surtout mettre fin à la politique francophile de l'organe moscovite. Pour dire toute la vérité, il faut ajouter que même parmi les ministres partisans de la politique de Katkof, quelques-uns n'étaient pas fâchés de voir tomber en quenouille la férule qui les avait fait marcher droit pendant de si longues années. Ils n'avaient pas prévu que même en adjoignant à l'illettré Petrowsky quelques journalistes habiles, ils ne parviendraient pas à conjurer le rapide déclin du journal. Un orgue de Barbarie complètement détraqué qui écorche de vieux airs composés par un maître de génie ne peut pas donner le change au public. Aussi quelques années de la direction Petrowsky ont suffi pour réduire l'ancien organe de Katkof à n'être plus qu'une feuille vénale sans autorité aucune. Chose

plus regrettable encore, tout ce que la *Gazette de Moscou* a perdu, c'est la *Gazette Russe* (*Rousskia Wedomosti*), organe d'un radicalisme fort avancé, qui l'a gagné.

P. S. — Parmi les attaques inqualifiables que m'a values mon livre, *M. Witte et les Finances russes* (Paris, 1895), la mauvaise foi des défenseurs désintéressés de ce ministre des finances est allée jusqu'à contester mon initiative dans l'ouverture du marché français aux valeurs russes. On a lu plus haut (p. 341) un extrait de la lettre qu'un puissant syndicat parisien formé par mes soins adressa au mois de janvier 1888 à M. Wyschnegradski. Cette lettre fut signée par six chefs des plus anciennes et des plus fortes maisons de banque de Paris — dont quatre régents de la Banque de France — et par les présidents ou administrateurs des trois plus puissantes institutions de crédit parisiennes.

Pour fournir une nouvelle preuve irréfutable à l'appui des faits exposés dans ce chapitre, je me vois forcé de publier aussi la lettre officieuse que MM. de Rothschild frères m'adressèrent le 6 mai 1887 :

Cher monsieur de Cyon,

Nous avons été charmés d'apprendre, par la dépêche que vous avez bien voulu nous adresser, que *les négociations dont vous avez pris l'initiative vis-à-vis de nous*, au nom de Son Excellence M. Wyschnegradski, avaient heureusement abouti et que le contrat réglant les conditions de l'opération sera prochainement signé à Saint-Pétersbourg. Nous vous adressons nos sincères félicitations et nous espérons que la conversion des obligations du Crédit Foncier Mutuel réussira complètement et donnera les résultats que le ministre en attendait.

Nous vous prions d'être auprès de Son Excellence l'interprète de nos sentiments, et de lui exprimer *toute la satisfaction que nous avons éprouvée à pouvoir profiter de cette occasion pour renouer des relations directes avec le Ministère Impérial des Finances de Russie.*

Veuillez agréer, cher monsieur de Cyon, l'assurance de nos sentiments les plus distingués,

De Rothschild frères.

CHAPITRE XIII

Sommaire. — Résultats acquis par la campagne de Katkof; la rupture définitive de l'alliance des trois empereurs; entente politique avec la France et accord sur le terrain financier. Nouvelles manœuvres de l'Allemagne pour rompre cette entente; vains efforts. Échecs successifs de Bismarck. L'affaire Caffarel-d'Andlau exploitée contre la France; un télégramme intercepté par M. de Giers. Les faux documents bulgares; l'imprudence de M. Flourens; Catacazy, auteur de documents inspirés par le chancelier lui-même; intrigue enfantine; preuve de la falsification; note du *Figaro*. Bismarck est prévenu d'avance de l'envoi des documents bulgares à Fredensborg. Articles de la *Gazette de Cologne* et de la *Norddeutsche Allgemeine* du mois de septembre. La vérité sur l'entretien du tsar avec M. de Bismarck, les propositions hostiles à l'Autriche-Hongrie du chancelier allemand; fiasco de l'affaire des faux documents. Crispi et Kalnoky trahissent les véritables intentions de la triplice contre la Russie. Une circulaire de M. de Giers sur l'entrevue de Berlin; accusation contre la presse russe. Discours du chancelier en février 1888. Le voyage de M. de Waldersee à Vienne et à Rome. Les provocations de Kalnoky et de Crispi. Une regrettable lacune dans l'entente franco-russe. Le plan de campagne de l'état-major allemand. Une guerre en vue. Un entretien de Bismarck et du prince Guillaume. Mort de Guillaume Ier. Ses dernières paroles.

Résumons les résultats de la campagne de Katkof au moment de sa mort, tels qu'ils ressortent avec une évidence indéniable :

1° L'alliance des trois empereurs était définitivement rompue; les diverses tentatives faites par le prince de Bismarck pour la renouer ou, du moins, en obtenir la prorogation, avaient irrévocablement échoué; la confiance d'Alexandre III dans l'amitié allemande et surtout dans la politique du chancelier était à jamais détruite.

2° Les projets agressifs de l'Allemagne contre la Russie et la France avaient été victorieusement déjoués.

3° Le tsar avait, au mois d'avril, empêché les Allemands

d'envahir la France, manifestant ainsi sa ferme volonté de ne plus laisser toucher à un pays dont l'intégrité lui apparaissait comme une condition essentielle de sécurité pour son empire.

4° De son côté la France avait compris, presque d'instinct, le grand changement survenu dans la politique extérieure de la Russie et, sentant que son isolement en Europe avait cessé, elle s'était mise à envisager l'avenir avec plus de confiance.

5° Une entente s'était ainsi formée entre les deux pays, en dehors et même en dépit de l'action de leurs diplomates. En attendant que cette entente reçût la consécration officielle appelée à la rendre féconde, les deux gouvernements avaient, depuis le mois d'octobre 1886, enjoint à leurs représentants en Orient d'agir de concert.

6° Sur le terrain économique cet accord était devenu effectif: reconnaissante des services politiques que lui avait rendus la Russie en arrêtant à deux reprises, en février et avril, le bras de l'Allemagne, la France avait ouvert son marché à notre ministère des finances et entrepris de sauver le crédit russe menacé de ruine par le prince de Bismarck qui désirait prendre ainsi sa revanche des multiples échecs subis dans le courant de l'hiver 1886-1887.

En somme, le gouvernement russe avait enfin retrouvé son indépendance vis-à-vis de la cour de Berlin; il s'était approprié, pour en faire la devise de sa nouvelle orientation politique, le mot de Katkof : « la Russie pour les Russes ». Les infernales intrigues du chancelier allemand, secondées par Giers et C[ie], avaient momentanément ébranlé la confiance du souverain dans son éminent conseiller. Mais ces intrigues démasquées et l'infamie des dénonciateurs mise en pleine lumière, il n'y avait plus à craindre — au moins pour le moment — qu'Alexandre III abandonnât l'attitude préconisée par l'homme d'État défunt.

Depuis se sont écoulées sept années[1] remplies d'événements imprévus, de tragiques disparitions, de manifestations

1. Ces lignes furent écrites en janvier 1894.

éclatantes, mais la constellation politique de l'Europe créée par le génie de Katkof n'a subi aucune modification. La paix européenne s'est maintenue grâce au nouveau groupement des grandes nations, l'entente franco-russe ayant rétabli l'équilibre rompu par la toute-puissance de la triplice qui commençait à attirer dans son orbite tous les États secondaires. Mais ni la France, ni la Russie n'ont tiré de cette paix prolongée les conséquences logiques rêvées par Katkof et l'entente franco-russe n'a pas fait un pas en avant. Cronstadt et Toulon n'ont été que les manifestations publiques d'une situation existant depuis 1887. En 1891, le souverain russe a hautement annoncé au monde entier sa volonté de continuer à marcher d'accord avec la France dont la forme de gouvernement ne l'effaroucha pas. A Toulon le peuple, qui est en France le souverain, a acclamé le tsar avec enthousiasme. Les deux marines ont fraternisé et des liens indestructibles ont été noués entre les deux grands pays. L'Europe a pu se convaincre que l'orientation politique, inaugurée en 1887, continue à dominer la situation. Même les accords formels intervenus depuis cette année n'y ont rien modifié.

Le récit de l'origine de l'entente franco-russe aurait pu être clos à la mort de Katkof. Nous croyons cependant utile, nécessaire même, de raconter brièvement les principaux événements qui, durant les sept dernières années, tendirent soit à défaire, soit à consolider l'œuvre accomplie. Les uns et les autres, étudiés dans leurs côtés intimes, suggéreront les mêmes conclusions, toutes en faveur de la solidité de l'entente. De plus, on en pourra tirer de précieux enseignements sur les dangers qui continuent à la menacer, sur les pièges et traquenards dans lesquels ses ennemis intérieurs et extérieurs — les premiers bien autrement redoutables que les seconds — espèrent la faire sombrer.

Bismarck reconnut bientôt que la mort de Katkof n'avait rien modifié dans les dispositions du tsar. Comprenant très bien de quelle gravité serait pour l'Allemagne et surtout pour la Prusse la perte de ce puissant allié, il se remit à l'œuvre pour rétablir à Pétersbourg la situation plus que compromise du cabinet de Berlin. Des volumes suffiraient à peine pour raconter toutes

les marches et contre-marches, toutes les machinations et intrigues qu'il entreprit dans le but de miner une entente dont l'existence inavouée offrait, d'ailleurs, de nombreuses prises à l'attaque, autorisait toutes les espérances. Le lecteur a vu le mécanisme caché et peu édifiant des procédés habituels du chancelier appelé à tort « de fer », car un tel métal est trop peu souple pour désigner le véritable caractère de cet homme d'État. Ces procédés, il continua à y recourir, les modifiant à l'infini : aujourd'hui, insinuant et mielleux à l'Est, menaçant et roulant les yeux à l'Ouest, demain faisant le contraire, imaginant chaque jour de nouveaux *Leitmotive* pour les sifflements de ses innombrables reptiles, trompant tout le monde, n'ayant ni l'audace nécessaire pour trancher les difficultés par un coup de force, ni le courage d'accepter les conséquences inéluctables de sa défaite, maintenant l'Europe dans un état de trouble et d'inquiétude ruineux pour tous, à commencer par ses compatriotes, poussant sous main Cobourg en Bulgarie et le couvrant publiquement d'injures, comme si ces ruses cousues de fil blanc pouvaient encore faire des dupes. Tous les moyens imaginables furent employés par lui, — sauf les seuls qui avaient quelque chance de réussir auprès du tsar : la franchise et l'honnêteté ! Mais il était trop vieux, trop routinier, il méprisait trop ses adversaires pour pouvoir recourir à la seule arme dont il ne se fût jamais servi : la vérité. C'est ainsi qu'il roula d'échec en défaite jusqu'au jour où son jeune maître, fatigué d'un jeu perpétuel de mensonges[1] qui ne portaient plus, le mit à la porte, — encore fallut-il alors l'arracher aux meubles auxquels il se cramponnait désespérément...

L'entente franco-russe n'en fut pas moins sérieusement menacée plusieurs fois, mais uniquement par le fait des complicités que le prince de Bismarck avait su conserver tant à Pétersbourg qu'à Paris. Les diplomates russes restés en place étaient fatalement condamnés à suivre leur maître jusqu'au bout, jusqu'à sa culbute finale. Les incidents Caffarel-d'Andlau et les

1. On dirait que sa naissance le 1er avril avait condamné M. de Bismarck aux mensonges à perpétuité.

scandales Wilson leur fournirent un excellent prétexte pour noircir la France aux yeux du tsar et combattre ses velléités d'alliance avec un gouvernement dont les sommets offraient un spectacle aussi lamentable. Les deux généraux compromis furent surtout pour M. de Giers une magnifique aubaine dont il ne se fit pas faute d'user et d'abuser contre l'entente franco-russe. J'en eus la preuve dans la circonstance suivante : aussitôt que le scandale eut éclaté, prévoyant qu'on chercherait à l'exploiter contre la France, j'adressai le jour même à la *Gazette de Moscou* un long télégramme où je ramenais l'affaire à ses véritables proportions et reprochais à la presse d'en exagérer l'importance.

« Des incidents isolés de ce genre, ajoutais-je, se passent dans toutes les armées et ne peuvent porter aucune atteinte à l'honneur de l'armée française. » Le lendemain, la direction des postes, à Paris, m'informa que mon télégramme n'avait pas pu parvenir à destination, ayant été arrêté à Pétersbourg conformément à l'article 7 de la convention internationale, c'est-à-dire par la censure du ministère des affaires étrangères. Ma dépêche avait été interceptée comme dangereuse pour la sûreté de l'État! C'était idiot, autant qu'inutile : ma correspondance du 14 octobre, sur le même sujet, parut un peu plus tard dans la *Gazette de Moscou* et je ne manquai pas d'y signaler le rôle équivoque joué dans ce scandale par l'ancien officier allemand Kreitmayer. Mais en interceptant mon télégramme on avait permis à la calomnie de prendre les devants et, en pareil cas, une avance de quelques jours n'est pas à dédaigner.

L'affaire des documents bulgares n'exposa pas à un moindre péril l'entente franco-russe, encore si mal affermie. Cette fois, ce fut le chef de la diplomatie française qui, — sans le vouloir, je le reconnais, — faillit refaire une virginité au chancelier. La fausseté de ces fameux documents ne pouvait faire doute pour aucune personne un peu au courant des choses politiques. Certes, ils avaient été fabriqués avec beaucoup plus de précautions que les documents Norton ; mais aussi leur destination était autre. Ces derniers devaient couvrir de ridicule plusieurs

rapprochement entre la Russie et la France — ce cauchemar de Bismarck — est devenu, sur le terrain financier du moins, un fait accompli, et cela en partie, grâce à ses propres agissements...

Le second télégramme de M. de B... était ainsi conçu :

Bismarck envisage favorablement situation politique, sauf possibilité occupation russe Bulgarie. Dans ce cas aussi Allemagne continuera attitude courtier honnête comptant Bulgarie domaine politique russe...

Cette dépêche arriva fort à propos pour servir de *post-scriptum* au mémoire où je dévoilais les dernières intrigues du chancelier contre Katkof et moi. En effet, la crainte de voir la *Gazette de Moscou* passer des mains de Katkof dans les miennes l'obsédait depuis longtemps et, accoutumé à ne rien négliger en politique, il mettait en jeu, pour écarter cette éventualité, toutes les influences dont il disposait à Pétersbourg, tant à la cour que dans certains ministères. Mais ces efforts seraient-ils couronnés de succès? il n'en savait rien ; c'est pourquoi, en prévision de ma désignation possible à la direction de la *Gazette de Moscou*, il avait hâte de m'assurer qu'il était resté l' « honnête courtier » dans la question d'Orient et que, s'il plaisait à la Russie de s'embourber en Bulgarie, il n'y mettrait aucun obstacle...

Puisque j'ai effleuré la question de la succession de Katkof à la *Gazette de Moscou*, qu'on me permette de répondre ici à plusieurs personnes qui, en France surtout, m'ont blâmé de ne pas l'avoir *prise;* j'aurais ainsi manqué à la mémoire du grand publiciste dont c'était le plus vif désir, — surtout à un moment où il s'agissait de continuer la campagne en faveur de l'entente franco-russe. Je ne crois pas mériter ce reproche. D'abord, il ne dépendait nullement de moi de *prendre* la direction de la *Gazette de Moscou :* je ne pouvais que la *briguer*. Katkof n'était que le fermier d'un organe dont la propriété appartenait au ministère de l'Instruction publique. L'accord de plusieurs ministères était nécessaire pour affermer ce journal et, vu l'importance qu'il avait acquise, le choix du nouveau titulaire devait être ratifié par l'empereur. A la vérité, je pou-

tons. Le patriotisme des espions est une légende mensongère. Quand on fait ce vilain métier, on est un vilain homme incapable d'éprouver en même temps le noble sentiment du patriotisme. Il n'est pas question ici, bien entendu, des militaires qui, sur l'ordre de leurs chefs, risquent leur position, et souvent leur vie en temps de guerre, pour procurer à leur gouvernement des renseignements indispensables à la défense du pays. Je parle des civils pratiquant l'espionnage moyennant rétribution. Comme pour eux l'argent n'a pas d'odeur, ils émargent d'ordinaire dans plusieurs chancelleries à la fois. On naît espion comme le plus souvent on naît assassin. Raskolnikof n'est pas devenu assassin sous l'influence d'une théorie, — c'est là une erreur de Dostoïevsky; il a eu recours à une théorie pour excuser son crime vis-à-vis de sa conscience. Le prétendu patriotisme des espions et des agents secrets fait le même office que la théorie de Raskolnikof.

Il n'est donc pas impossible que Mondion ait été parfaitement fixé sur le caractère apocryphe des documents envoyés par M. Flourens à Copenhague. Cela est même très probable, puisqu'il livra depuis à des patriotes français trop crédules tout un stock d'autres pièces de même acabit, et cette fois fabriquées par lui-même. Un de ces documents prétendument accablants pour le prince de Bismarck, son pseudo-rapport à propos des projets matrimoniaux du prince de Battenberg fut publié par la *Nouvelle Revue*, le 1er août 1888. Or, que prouvait-il? Que, dans le désir de ménager la Russie, le chancelier faisait une vive opposition à ce mariage. On y retrouvait à peu près la même argumentation que j'entendis à Berlin de la bouche de son apologiste (Voir p. 304)!

Cela soit dit pour établir le degré de confiance que méritent les sentiments patriotiques de M. de Mondion dont la mémoire a trouvé à tort des apologistes chaleureux.

Quant aux documents envoyés par les soins de M. Flourens à Fredensborg, leur véritable auteur était ce même Catacazy dont nous avons parlé plus haut à propos d'une autre intrigue du chancelier allemand. Le 16 janvier 1888, le *Figaro* publia en

première page sous le titre « L'auteur des documents falsifiés » l'entre-filet suivant :

L'AUTEUR DES DOCUMENTS FALSIFIÉS

16 janvier 1888.

On vient de découvrir l'auteur des fameux documents falsifiés, dont il a été tant parlé à la suite de la récente visite de l'empereur de Russie à la cour de Berlin. Ce serait un diplomate russe, nommé de Catacazy, qui se trouve en ce moment à Paris et qui envoie de temps à autre, dit-on, des articles au journal *le Nord*, de Bruxelles.

Un correspondant bruxellois du journal *la Germania* le désigne formellement comme étant l'auteur de cette prétendue correspondance entre le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg et Mme la comtesse de Flandre, la belle-sœur du roi des Belges.

En 1871, M. de Catacazy représentait la Russie à Washington. Il a dû alors donner sa démission à la suite d'un conflit avec le secrétaire d'État fédéral Hamilton Fisch, qui l'avait accusé, dans les documents officiels soumis au Congrès et livrés à la publicité :

1° D'avoir abusé de ses privilèges et immunités diplomatiques;

2° D'être intervenu auprès de sénateurs, etc., dans des questions hors de son ressort;

3° D'avoir attaqué le Président des États-Unis et des fonctionnaires fédéraux dans des articles de journaux écrits sous sa dictée, portant des corrections de sa main, et d'avoir faussement affirmé sur son honneur de gentleman, comme en sa qualité de représentant du tsar, qu'il n'avait pris aucune part à ces publications;

4° D'avoir fait au cabinet impérial un compte rendu inexact d'une entrevue avec le Président;

5° D'avoir essayé d'empêcher la réussite de négociations entre les États-Unis et l'Angleterre.

M. de Catacazy a publié en 1871, à Paris, une brochure pour expliquer la démission qu'il dut donner à la suite de ces accusations.

Depuis, il a publié chez Dentu, en 1877, un livre sur la *Politique anglaise en Orient*.

A cette accusation si nette, si précise, M. Catacazy ne répondit rien, prouvant par son silence qu'elle était fondée. Le fait est qu'il ne pouvait ni maintenir l'authenticité de ces documents — ce qui eût été se faire publiquement l'accusateur du chancelier allemand dont il était, nous l'avons vu dans le chapitre précédent, le très dévoué serviteur, — ni démentir le fait de les avoir indirectement livrés au ministère des affaires étrangères, car c'eût été en reconnaître implicitement la faus-

seté et par suite se mettre sur les bras une grave affaire avec le quai d'Orsay.

M. Flourens était encore trop novice en matière de politique extérieure pour s'apercevoir des grossières invraisemblances que contenaient ces prétendues lettres du prince de Cobourg à la comtesse de Flandre; il aurait dû pourtant montrer moins d'empressement à s'en servir. La preuve de la culpabilité est souvent aussi difficile à faire en politique que devant les tribunaux; il faut se contenter de réunir des présomptions. Quand on veut aller plus loin, on en vient d'ordinaire à étayer ses accusations sur des témoignages controuvés et on blanchit ainsi un coupable avéré.

Au surplus, quel intérêt pouvait-il y avoir à révéler ces documents au tsar? Ils devaient lui prouver la duplicité du chancelier allemand. Mais à cet égard il était éclairé depuis plus d'un an par les simples conséquences que les alliés de la Russie avaient tirées contre elle en Orient du traité de Skiernevice. Si, à l'expiration de ce traité, Alexandre III s'était refusé à le renouveler, c'est qu'il avait depuis plus de quinze mois la conviction que dans l'alliance à trois la Russie avait joué un rôle de dupe au profit de l'Autriche-Hongrie. Prouver au tsar la duplicité de Bismarck! Mais est-ce que le chancelier ne prenait pas lui-même ce soin quand, en janvier 1887, il offrait au tsar une alliance à deux dirigée contre l'Autriche-Hongrie, comme prix de sa neutralité dans une guerre avec la France?

En un mot, lors même que les lettres du prince de Cobourg eussent été d'une authenticité incontestable, elles n'auraient prouvé que ce que l'empereur savait depuis longtemps; les lui adresser, c'était donc enfoncer une porte ouverte et il ne valait vraiment pas la peine qu'un ministre des affaires étrangères dérogeât pour si peu aux convenances diplomatiques les plus élémentaires.

Mais, comme nous l'avons déjà dit, leur fausseté ne pouvait faire doute pour un homme connaissant quelque peu la situation politique de l'Europe. Ainsi, dans la première lettre du prince de Cobourg à la comtesse de Flandre, nous lisons :

« Votre auguste frère, S. M. le roi Charles de Roumanie, a une *influence considérable et bien justifiée* (!) *à la cour de Saint-Pétersbourg* », et il demande que le roi Charles use de cette influence en sa faveur! Or, le prince de Cobourg savait, comme tout le monde, sauf peut-être M. Flourens, quels étaient les véritables rapports de la cour de Bukharest avec celle de Pétersbourg et il ne se serait certes pas donné le ridicule de chercher à les utiliser. Autre fait : dans la même lettre le prince de Cobourg exprime le désir que le roi des Belges intervienne en sa faveur auprès de l'empereur d'Autriche!! La Hofburg étale au grand jour ses sympathies pour le prince Ferdinand, le gouvernement d'Autriche-Hongrie l'encourage et le soutient non moins ouvertement dans son aventure en Bulgarie, — témoin les déclarations si blessantes, si provoquantes à l'égard de la Russie faites devant les Délégations par le comte Kalnoky, — et il prie le roi des Belges d'agir pour faire cesser l'hostilité dont il est l'objet à Vienne! Bien plus, il paraît que François-Joseph aurait sollicité le même roi des Belges de détourner le prince de Cobourg de son voyage à Sofia!

Évidemment toutes ces énormités avaient été introduites exprès pour ne laisser au tsar aucun doute sur la falsification.

La fameuse pièce avec instructions secrètes que le prince de Reuss aurait remise au prince de Cobourg est encore plus criante d'absurdité : d'abord elle ne contient absolument aucune instruction précise, mais constate en termes généraux que le gouvernement allemand, quoique obligé de combattre *pour la forme* le prince de Bulgarie, lui souhaite en réalité tout le succès possible. L'ambassadeur d'Allemagne se serait aussi niaisement compromis, livrant au prince de Cobourg une pièce écrite de sa main, où, à l'instar des traîtres mis en scène par les dramaturges inexpérimentés, il se contentait de répéter : « Sommes-nous assez canailles, mais sommes-nous assez canailles pour tromper ainsi la Russie et tourner les traités! » On sifflerait à l'Ambigu une tirade aussi bêtement naïve!

D'ailleurs, comment admettre que la correspondance privée de la comtesse de Flandre puisse tomber dans des mains étran-

gères? Passe encore pour une fois, mais Mondion livrait aussi une lettre que le prince de Cobourg aurait écrite après avoir eu connaissance du vol ! Voici quelques extraits de cette lettre datée du 4 décembre 1887.

C'est le comble de la naïveté dans la contrefaçon :

Je remercie Votre Altesse des communications qu'elle m'a fait parvenir comme suite aux détails importants qu'elle a reçus par la voie de Berlin sur la nouvelle direction inattendue de nos affaires, à la suite de l'entrevue de Berlin (??)... Je ne puis m'expliquer ni comprendre comment les documents... ont été communiqués à l'empereur de Russie. Votre Altesse, auprès de laquelle je me permets d'insister pour la surveillance stricte et la destruction complète (?) des correspondances que j'ai eu l'honneur de lui adresser, ne me donne aucun éclaircissement sur ce point... Le Czar[1] ne me pardonnera pas de recevoir (?) des communications et des assurances qui démontreraient le double jeu de la politique allemande... Du côté de Berlin je me sens au moins raffermi par cette circonstance, *à moins que, comme le déclarent quelques-uns de mes conseillers dévoués, le prince de Bismarck lui-même ne soit l'auteur indirect de la divulgation*, que la communication des documents n'avait pour moi aucun intérêt immédiat... Je suis obligé de démentir des faits exacts et à paraître même l'auteur calculé de ces faits, sous peine de voir retirer complètement l'appui, bientôt transformé en guerre (?) de l'Allemagne... (*Le prince de Bismarck démasqué*, par Ch. de Maurel. Paris 1889, p. 319 et s.)[2].

La mise en scène et l'exploitation de ces papiers prouvent encore d'une façon incontestable qu'il n'y avait là, en réalité, qu'une comédie préparée d'avance. Ainsi, pour agir sur l'esprit du tsar et pour tromper l'opinion publique, Bismarck devait feindre d'ignorer l'envoi de ces documents jusqu'à l'arrivée d'Alexandre III à Berlin. Or, les secrets politiques sont très mal gardés à Fredensborg. Ce château est le rendez-vous de plusieurs familles régnantes qui y viennent avec leur suite. Si chaque cour, prise isolément, est en général un foyer de commérages, on devine sans peine ce qui se passe dans cette morne résidence d'été où se réunissent plusieurs cours et où, faute

1. Le prince de Cobourg aurait certainement écrit Tsar.

2. En juillet 1888, M. de Mondion me fut présenté comme possédant des documents excessivement importants et prêt à me les céder dans un but patriotique. Au bout d'une demi-heure d'entretien j'étais complètement fixé sur le personnage et la valeur de ses documents. Mondion savait tout et était au courant de tout, — *même des histoires que j'inventais sur le moment afin de l'éprouver.*

de distractions, les potins constituent presque le seul moyen de tuer le temps. Quoique unis les uns aux autres par des liens de famille, les augustes hôtes de Fredensborg sont loin d'occuper tous la même situation dans le monde; il y a parmi eux des différences de grandeur très appréciables; en sorte qu'à l'antagonisme des intérêts politiques s'ajoute chez quelques-uns le levain de haine et de jalousie particulier aux « parents pauvres ». Fredensborg est donc l'endroit le moins propice aux secrets; les chercheurs de renseignements n'ont qu'à se baisser pour en recueillir des plus inédits, et le chancelier allemand, qui comptait tant d'amis dans ce milieu, ne dédaignait certes pas de s'en servir au besoin.

L'arrivée des documents bulgares réputés accablants pour lui ne tarda pas à devenir le secret de Polichinelle. C'en était si peu un pour Bismarck que, dès les premiers jours de septembre, ses reptiliens préparaient l'opinion publique aux effets de la comédie qu'il devait bientôt jouer. L'art des préparations, — il y excellait. Une de ses manœuvres habituelles consistait à se faire attaquer par un de ses organes officieux pour fournir ensuite à son journal officiel l'occasion d'une défense habile. L'accusation et l'apologie sortaient de la même plume. Conformément à cette tactique, la *Gazette de Cologne* (n° 243) reprocha à la politique du chancelier d'être trop humble vis-à-vis de la Russie et de trop sacrifier pour obtenir les bonnes grâces du tsar; elle cita à l'appui un mot de M. de Giers :

> Le prince de Bismarck est tellement acquis aux intérêts russes en Bulgarie qu'on peut douter s'il est ministre russe ou allemand[1].

Le 5 septembre, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* dans un article inspiré répondit à son compère. Après avoir rendu hommage à la franchise reconnue (*sic*) de la politique du chancelier, l'organe de Bismarck passe au prince Ferdinand et l'accuse d'être « le porteur d'une *intrigue orléaniste* » qui cherche à provoquer une guerre générale en Europe. Suit le refrain habi-

1. Si le propos est authentique, ce bon M. de Giers a prononcé, sans s'en douter, un terrible jugement contre lui-même.

tuel que, si le chancelier défend avec tant d'énergie les intérêts russes, c'est qu'il est avant tout le défenseur des traités existants[1]. Or, plus de deux mois après, au lendemain de l'entretien du tsar avec Bismarck, on voit les organes de ce dernier développer la même thèse en des termes presque identiques à propos des documents bulgares. Cette fois, c'est la *Gazette de Cologne* qui, depuis le 22 jusqu'au 25 novembre, revient journellement sur l'intrigue orléaniste. Le 25, la *Gazette* termine par les paroles suivantes :

Elle renonce à fournir des preuves à l'appui de ses révélations, sachant que le tsar et le prince de Bismarck possèdent des preuves éclatantes que l'un a été trompé, l'autre calomnié...

Le *Pester Lloyd* est moins réservé ; dans un article officieux de provenance berlinoise, il donne de cette entrevue un récit très détaillé, mais aussi mensonger que dramatique. Il paraît que la véhémence avec laquelle le tsar l'accusa d'avoir trahi la Russie surprit

le grand maître de la politique européenne et lui fit d'abord perdre contenance : ce n'est que quand Alexandre III lui eut parlé des documents reçus qu' « *il déclara nettement au tsar qu'on s'était permis envers lui des falsifications et qu'on le trompait systématiquement* ».

L'énergie qu'il mit dans ces paroles aurait produit une grande impression sur l'empereur de Russie. Nous le croyons volontiers. Le tsar pouvait bien être ému en entendant *le chancelier faire de pareils aveux*. Comment Bismarck, s'il ignorait réellement le contenu de ces documents, aurait-il pu nier l'existence d'une correspondance entre le prince de Cobourg et la comtesse de Flandre ? La promptitude de son démenti l'accuse d'une manière absolue. Sa *surprise*, en apprenant de la bouche de l'empereur l'existence de documents dont toutes les chancelleries s'occupaient depuis des mois, n'était en réalité qu'une feinte. Lorsque, au commencement d'octobre, je traversai Berlin, M. de Bleichrœder, dans la conversation, me demanda

1. Cet article a été reproduit *in extenso* par M. Delbruck dans *Schulthess' Geschichtskalender*, ce qui en indique suffisamment l'auteur.

comme incidemment si je ne savais pas qui avait fabriqué les documents bulgares que le tsar avait reçus; j'étais trop poli pour lui répondre que son grand ami pouvait mieux que personne le renseigner à ce sujet.

La vérité sur l'entrevue du tsar avec Bismarck est celle-ci[1]. Le chancelier entama la conversation en essayant de prouver à son auguste interlocuteur que, s'il s'était jeté dans les bras de l'Autriche en 1879 et dans ceux de l'Italie actuellement, c'était uniquement la faute de la politique russe : personnellement, il avait toujours été partisan d'une entente directe avec la Russie; il comprenait très bien qu'il était peu conforme aux intérêts de l'Allemagne de soutenir l'empire vacillant des Habsbourg; bien au contraire, le nouvel empire ne sera définitivement consolidé qu'après la désagrégation de l'Autriche-Hongrie; mais Milioutine et Gortschakof l'avaient forcé par leur hostilité en 1879 à inaugurer la nouvelle politique.

Alexandre III l'écouta sans presque l'interrompre, fumant force cigarettes qu'il changeait à chaque instant (dix pendant l'entretien). Puis il éclata, reprocha à la politique allemande d'avoir toujours combattu les intérêts russes en Orient, d'avoir abusé du malheureux traité de Skiernevice pour annihiler, au profit de l'Autriche-Hongrie, l'action russe dans la presqu'île balkanique, etc.

C'est alors que Bismarck, le premier, fit allusion aux documents bulgares; comme il insistait sur la fabrication de ces pièces, le tsar haussa les épaules pour indiquer qu'il n'y attachait aucune importance. Voulant détourner la conversation des véritables griefs du tsar, le chancelier revint à la charge, mais l'empereur coupa court en disant qu'il donnerait l'ordre de lui communiquer ces papiers.

Là-dessus, le prince de Bismarck, s'apercevant qu'il faisait fausse route et que la comédie des documents fabriqués avait complètement raté son effet, s'attaqua violemment à la presse russe, cause, d'après lui, de tout le mal. Il parla longuement,

1. Retournant à Paris, je me trouvais à Berlin le lendemain de cette entrevue et j'en eus les détails de première main.

très longuement sur ce thème et termina son discours par une insinuation odieuse : « Il était frappé, dit-il, de la ressemblance qui existait entre le langage actuel des journaux russes et celui de la presse allemande avant 1848. »

Pris au piège de sa propre comédie, il essayait de se rattraper par des dénonciations contre la presse russe, c'est-à-dire l'organe de Katkof, comme, il y a quelques années, pendant l'entrevue de Dantzig, je crois, il chercha à rendre le général Skobelef suspect au tsar, sous prétexte que le général faisait sa lecture favorite de la vie de Napoléon jeune! On voit d'ici l'effet de ces basses et perfides insinuations sur l'esprit droit et franc d'Alexandre III.

Ces détails connus, on ne peut s'empêcher de sourire en lisant l'article publié par Bismarck dans la *Gazette de Cologne* du 24 novembre.

Le prince de Bismarck a eu pendant son entrevue avec le tsar l'occasion d'apprendre que de nos jours une certaine diplomatie emploie des moyens tout autres que ceux *de la droiture et de la franchise avec lesquels Bismarck a obtenu de si grands résultats et que dernièrement encore Francesco Crispi déclarait être les seuls qui n'aient pas vieilli*. Aujourd'hui encore on emploie des moyens dénommés jésuitiques dans le langage usuel...

Comme illustration à sa *droiture* et à sa *franchise*, le prince de Bismarck aurait pu citer encore d'autres paroles du même Crispi, celles-là vraiment très sincères. A son retour du voyage triomphal à Friedrichsruh l'homme d'État italien épancha le trop plein de son enthousiasme dans le sein d'un rédacteur de la *Frankfurter Zeitung*. Dans ces épanchements il assura que les trois alliés étaient d'accord pour empêcher la Russie de s'avancer vers Constantinople et la Méditerranée, et que la Bulgarie et son indépendance avaient toutes leurs sympathies. La *Riforma*, l'organe de Crispi, accentua encore ces déclarations et la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* du 1er octobre affirma le « complet accord (*volle Uebereinstimmung*) des deux hommes d'État ». De son côté, le comte Kalnoky, avec non moins de franchise, provoquait et insultait la Russie dans ses dis-

cours devant les Délégations d'une manière si en dehors de tous les usages diplomatiques, que tout autre ministre des affaires étrangères que M. de Giers n'aurait pas hésité un seul instant à rappeler son ambassadeur de Vienne.

Pour que l'intimidation, cette autre arme des maîtres chanteurs, ne manquât pas à la mise en scène de son mélodrame, Bismarck publia le 10 novembre, c'est-à-dire trois jours avant l'arrivée du tsar à Berlin, l'interdiction à la Reichsbank d'accepter en nantissement des valeurs russes.

Toutes ces menées aboutirent à un fiasco si complet que M. de Giers, dans sa circulaire confidentielle aux ambassadeurs sur l'entrevue de Berlin, ne souffla pas mot des documents bulgares. Le modeste collaborateur du chancelier allemand aurait pourtant été heureux de souligner le triomphe de ce dernier sur ses calomniateurs, triomphe que les reptiliens tambourinaient dans toute l'Europe. En revanche, M. de Giers se rattrapa sur les attaques de Bismarck contre la pauvre presse russe. Voici, en effet, le résumé de cette circulaire :

M. de Giers relève trois points de l'entretien entre le tsar et le prince de Bismarck ; premièrement, après un examen approfondi de la situation politique, les deux interlocuteurs arrivaient à cette conclusion qu'une rupture entre la Russie et l'Allemagne n'avait aucune raison d'être ; en second lieu, le prince de Bismarck déclara qu'il garderait une neutralité absolue dans les affaires bulgares ; enfin, troisièmement, l'entretien démontra que tous les malentendus entre les deux pays avaient été provoqués par le langage hostile de leurs journaux ; on se promit réciproquement de modérer le ton des feuilles officieuses.

Pas une allusion aux documents bulgares. Cette omission est la preuve évidente que les récits dramatiques de la *Gazette de Cologne* et du *Pester Lloyd* étaient de pure invention, et, comme les dits journaux recevaient ouvertement les inspirations de la chancellerie, ces récits démontrent que, sitôt le tsar parti, le chancelier allemand viola sa promesse de modérer le langage de ses organes. Soit dit entre parenthèse, le prince de Bismarck, en prenant un tel engagement, reconnaissait *ipso*

facto que sa presse à lui avait largement contribué à la rupture entre les deux pays.

Du côté de la Russie la promesse fut mieux tenue; M. de Giers y veilla : dès que la cour fut rentrée à Pétersbourg, une circulaire confidentielle enjoignit aux journaux russes de mettre une sourdine à leurs attaques contre l'Allemagne. En dépit de cet avertissement, ils n'hésitèrent pas à accuser le prince de Bismarck d'être lui-même, sinon l'auteur, du moins l'inspirateur des documents bulgares. Ceux-ci ne parurent dans le *Reichsanzeiger* qu'au mois de janvier, accompagnés d'un démenti formel émanant de la comtesse de Flandre. L'accusation très juste de la presse russe se basait donc uniquement sur le principe : « *Is fecit cui prodest* » et sur la connaissance exacte des procédés habituels du chancelier.

Sur un autre point encore la circulaire confidentielle de M. de Giers démentait par voie de prétérition les versions officieuses que Bismarck s'était empressé de donner concernant son entretien avec le tsar. Dans la *Gazette de Cologne* du 22 novembre [1], une allusion est faite à un propos que Bismarck aurait tenu à l'empereur.

Après que les éclaircissements donnés avaient établi qu'en dehors des intrigues dévoilées il existait entre les deux pays assez de causes de mécontentements basés sur des faits réels : nous n'avons qu'à prononcer le mot Autriche pour faire ressortir tout un monde d'antagonismes; la Russie boude l'Autriche et, malgré les tentations, l'Allemagne restera fidèle à son alliance avec l'Autriche et l'Italie.

Dans les révélations non moins officieuses, sans être plus véridiques, du *Pester Lloyd*, ce dernier point est bien plus nettement précisé encore :

Bismarck ne cacha pas que ceux qui voulaient vivre en paix avec l'Allemagne ne devaient pas non plus attaquer ses alliés. Il exposa ouvertement au tsar le *casus fœderis* et s'exprima avec tant de netteté qu'Alexandre lui aurait répondu que le *casus fœderis* établi par les traités lui était parfaitement connu et qu'il n'avait jamais douté que l'Allemagne, le cas échéant, ne remplît ses engagements.

1. Les historiographes de Bismarck, ainsi que M. Delbruck, reproduisent cet article en ajoutant qu'il fut directement envoyé par le ministère des affaires étrangères.

Inutile de dire que le prince de Bismarck n'aurait jamais osé tenir au tsar ce langage comminatoire et déplacé : Alexandre III en eût profité pour mettre fin à un entretien qu'il n'avait pu refuser aux sollicitations du chancelier, mais auquel il ne s'était prêté qu'avec une répugnance profonde. Nous avons vu qu'au sujet de ses fidèles alliés Bismarck s'exprima dans un sens tout opposé : il offrit presque de les lâcher en échange d'une entente avec la Russie. Le silence de M. de Giers sur ce fameux *casus fœderis* ne permet pas de douter que l' « esprit de l'escalier » n'ait fait des siennes dans la relation communiquée au *Pester Lloyd*[1] : ce que Bismarck se fût bien gardé de dire à l'empereur au cours d'un entretien où son attitude avait été depuis le commencement jusqu'à la fin celle d'un accusé plaidant non coupable, il le dicta après coup à ses reptiliens comme ayant été dit.

Et ce ne furent pas les seules preuves nouvelles de la « droiture » et de la « franchise » que Crispi prisait si haut chez son noble allié. Pendant cet entretien, trop long au gré du tsar, le prince de Bismarck chercha aussi à justifier ses attaques contre le crédit russe et la guerre économique déchaînée par lui entre les deux pays ; il développa la thèse que deux nations pouvaient rester dans les meilleurs termes politiques tout en se combattant sur le terrain économico-financier et insista surtout sur ce fait que depuis 1820 les intérêts économiques avaient plus d'une fois mis aux prises la Russie et la Prusse, sans que ces conflits portassent préjudice à leur entente cordiale en politique. Le silence glacial du tsar, qui n'avait pas oublié l'interdiction signifiée à la Reichsbank trois jours avant son arrivée à Berlin, coupa court à la faconde du chancelier ; aussi passa-t-il à d'autres exercices oratoires. Évidemment il

1. Le désaccord entre la note confidentielle de M. de Giers et le récit émanant de la chancellerie allemande, le prince de Bismarck a essayé de l'expliquer en 1893 par la plume d'un de ses historiographes : M. de Giers se serait abstenu de mentionner cette partie de l'entretien « par égard pour les sentiments de la population et de la presse russe » (Hans Blum, *l. c.*, p. 526). On connaît déjà les égards de M. de Giers pour la presse russe. Et puis, en quoi le fait d'avoir dévoilé « l'intrigue orléaniste » aurait-il pu blesser les sentiments de la population russe ?

s'attendait à ce qu'effrayé des conséquences de la guerre faite au crédit russe, Alexandre III demanderait grâce et alors le prince de Bismarck lui aurait posé ses conditions. Quelles étaient-elles? Il les avait confiées bien avant l'entretien à un de ses officieux, le correspondant viennois (*sic*) du *Times;* faute d'avoir reçu contre-ordre en temps utile, ce journaliste les raconta comme « ayant été réellement posées par Bismarck au tsar comme indispensables pour une future entente avec le cabinet de Berlin » : M. Wyschnegradski donnerait sa démission de ministre des finances et le comte Tolstoï et M. Pobiedonostzef cesseraient d'encourager ouvertement la politique de revanche des Français! La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* du 19 novembre fut obligée d'expliquer à son compère du *Times,* prématurément renseigné, que jamais le prince de Bismarck ne se serait permis de s'immiscer ainsi dans les affaires intérieures d'une puissance étrangère... Un autre aveu de l'organe officieux de la chancellerie ne dut pas lui être moins pénible : il reconnut que l'entretien avait eu lieu sur une demande écrite du chancelier, transmise au tsar par l'ambassadeur russe à Berlin...

Cette entrevue historique, le prince de Bismarck l'avait ardemment désirée dans l'espoir que, grâce au truc des faux documents bulgares, il ramènerait le tsar à l'ancienne politique de soumission aux intérêts germaniques. Il escomptait trop sa propre habileté, et le souvenir de son action personnelle d'antan l'abusait. Depuis longtemps ses fourberies et ses mensonges avaient perdu leur prise sur l'esprit droit du tsar; en outre, il était privé de son meilleur atout par l'absence de M. de Giers qui n'avait pas accompagné l'empereur à Berlin. Comme les faux documents dans la dernière intrigue contre Katkof, les fausses lettres du prince de Cobourg firent un fiasco complet; pas plus dans un cas que dans l'autre, le chancelier n'eut à se féliciter du concours de M. Catacazy et, en quittant le palais de l'ambassade russe, Unter den Linden, il emporta la mélancolique conviction que le fil qui rattachait la Russie à la politique allemande était décidément rompu.

Nous avons exposé longuement les efforts faits par le prince de Bismarck en 1886 et 1887 afin de ramener la Russie dans le giron de l'alliance allemande, — tous avaient misérablement échoué, quelque variés, ingénieux et immoraux qu'eussent été les moyens mis en œuvre. Au commencement de 1888, le chancelier allemand sentait la partie définitivement perdue et s'il ne jetait pas le manche après la cognée, s'il continuait à intriguer à Saint-Pétersbourg, à y faire alterner les menaces et les avances, il se livrait à ce manège sans grande confiance dans le succès, presque automatiquement, par habitude. Ses armes étaient décidément usées ; — et les armes infâmes dont il se servait depuis plus d'un an, quand la victoire n'en réhabilite pas l'usage, blessent et déshonorent finalement celui qui les emploie.

Aussi M. de Bismarck considérait-il la guerre avec la Russie comme inévitable ; il ne se dissimulait certes pas les dangers d'un conflit sur les deux fronts et quand, dans son fameux discours du 6 février 1888, il proclamait bien haut que l'Allemagne craint Dieu et ne craint que lui, il faisait penser au voyageur qui, égaré la nuit dans une forêt dont le silence et l'obscurité l'épouvantent, crie à tue-tête pour se persuader qu'il n'a pas peur.

Une fois reconnue la nécessité inéluctable d'une guerre avec la Russie, le chancelier allemand songea, avant tout, à s'assurer dans les meilleures conditions possible le concours effectif de ses deux alliés. Tandis que M. de Waldersee se rendait à Vienne et à Rome pour concerter avec les états-majors austro-hongrois et italien le plan de la future campagne, le cabinet de Berlin s'efforçait de se donner, aux yeux de l'Europe, et surtout de l'Allemagne, l'apparence d'un gouvernement obligé de tirer l'épée pour venir en aide à ses fidèles alliés. Le comte Kalnoky et M. Crispi étaient chargés de jouer le rôle de *banderilleros*, le premier vis-à-vis de la Russie, le second vis-à-vis de la France : ils devaient, à force de provocations et d'insultes, amener ces deux puissances à sortir de leur attitude passive. Nous avons déjà signalé les discours étonnants de grossièreté envers la Russie, et surtout envers son souverain,

que le comte Kalnoky prononçait devant les Délégations. Parallèlement et dans le même but à peine déguisé, M. Crispi faisait naître incident sur incident, tantôt à Florence, tantôt en Afrique. En même temps le prince de Bismarck ne négligeait pas d'attirer à l'Allemagne de nouveaux concours, afin qu'au moment de la lutte décisive la France et la Russie eussent contre elle l'Europe presque tout entière.

Il faut reconnaître qu'au point de vue diplomatique et militaire la position de la triple alliance était bien plus avantageuse que celle des États menacés. L'action politique et militaire des trois puissances centrales était réglée et combinée d'avance dans les moindres détails; une fois le signal donné, plusieurs millions d'hommes se seraient portés avec une précision et un ensemble parfaits sur des points préalablement indiqués ; sauf les mécomptes possibles que faisait prévoir l'organisation fort incomplète encore de l'armée italienne, l'entrée en campagne se fût effectuée selon des projets longuement médités et étudiés d'avance.

Rien de pareil du côté de la Russie et de la France. L'entente tacite entre les deux pays était encore dans le même état latent qu'en 1887. Certes, la France ne serait pas restée l'arme au bras, si la Russie avait été engagée dans une terrible lutte avec l'Allemagne. Quoi qu'en ait dit Bismarck, il était également certain que la Russie n'assisterait pas en spectateur indifférent à une guerre sur le Rhin. Mais cette certitude d'un secours mutuel en cas de guerre générale, pour importante qu'elle fût, ne suffisait pas. Il fallait encore une entente préalable, surtout entre les chefs militaires des deux nations, pour arrêter le plan d'une action commune, prévoyant toutes les éventualités possibles. Sans doute un traité d'alliance franco-russe fixant les conditions de l'entente était utile, nécessaire même, tant pour mettre un terme à toutes les intrigues souterraines qui cherchaient à brouiller les deux nouveaux alliés, que pour préparer dans l'avenir la dislocation de la triplice et la solution pacifique des questions brûlantes de la politique continentale. Mais au moment où la menace d'une conflagration subite planait sur

l'Europe, une convention militaire était autrement urgente. La France et la Russie étaient entièrement séparées par les États de la triplice. La guerre éclatant, leur seul moyen de communication était le câble qui reliait Dunkerque à Copenhague, moyen dont nous avons maintes fois signalé l'insuffisance à l'attention des autorités compétentes. Avec la rapidité foudroyante des mouvements militaires actuels, le sort de la guerre aurait pu être décidé sur l'un des deux fronts avant que sur l'autre l'armée alliée eût achevé sa mobilisation. Mais, lors même que les troupes des deux pays seraient entrées simultanément en ligne, l'absence d'un accord préalable réglant l'action commune les aurait empêchées de se prêter secours efficacement.

C'est sur cette absence d'accord que comptaient les adversaires de l'entente franco-russe. Ils se proposaient de fondre avec une impétuosité irrésistible sur deux points différents de la Russie, de lui infliger quelques défaites éclatantes et d'occuper la Pologne dans le plus bref délai possible; l'organisation de cette province, où un soulèvement devait se produire le lendemain de l'invasion austro-allemande, était déjà presque achevée; il ne s'agissait que de la compléter, de s'établir dans les immenses territoires envahis, d'y rester sur la défensive et de jeter ensuite le gros des armées alliées sur la France, encore sous l'impression paralysante des coups portés à la Russie. Tel était, *grosso modo*, le plan de campagne adopté par la triplice depuis 1888. Les alliés secondaires, la Suède, la Roumanie et la Turquie devaient suffire pour occuper la Russie en Finlande et en Bessarabie et diviser ainsi à l'infini les forces dont elle pouvait disposer pour reconquérir ses provinces envahies. Nous ne parlons même pas de la coopération éventuelle de l'Angleterre, de l'attaque projetée contre Vladivostok, de l'entrée possible de la flotte britannique dans la mer Noire, etc. Les choses réglées de la sorte, très peu de temps après l'ouverture des hostilités l'Allemagne, soutenue par l'Italie, pouvait porter contre la France le gros de ses efforts.

La Russie et la France ayant le plus grand intérêt à se

mettre préalablement d'accord sur les questions militaires, empêcher cette entente était la principale préoccupation du prince de Bismarck. Par malheur il trouvait des auxiliaires précieux pour sa besogne, aussi bien sur les bords de la Néva que sur ceux de la Seine. Le général Vannovsky, ministre de la guerre, et le général Obroutchef, son chef d'état-major en Russie, comme en France les généraux Saussier et de Miribel, souffraient cruellement de cette situation et ne cessaient d'insister auprès de leurs gouvernements respectifs pour obtenir l'autorisation d'entrer en contact avec les chefs de l'armée amie. Mais que de difficultés ils eurent à surmonter avant d'arriver à un résultat! Le général Vannovsky, dévoué à la politique de Katkof et jouissant de toute la confiance de son souverain, sollicitait instamment la conclusion d'un accord politique qui lui permît de se mettre en rapport avec les chefs de l'armée française. Patriote ardent et profondément pénétré de la lourde responsabilité qui pesait sur lui, il s'épuisait en efforts pour achever les armements et, moins heureux que son collègue de la guerre en France, ce n'était qu'au prix de luttes acharnées qu'il obtenait du ministre des finances quelques misérables crédits supplémentaires. M. Wyschnegradski, complètement oublieux de ce qu'il devait à Katkof, se laissait trop aisément endormir par les assurances de M. de Giers concernant les intentions pacifiques de la triplice, et défendait sa caisse contre le ministère de la guerre avec une ténacité, dont il eût fait un meilleur usage contre les financiers rapaces qui l'exploitaient.

Alexandre III reconnaissait parfaitement la nécessité d'une entente formelle avec la France et il était tout prêt à la conclure. Mais MM. de Giers et de Mohrenheim, alors encore complètement d'accord, s'obstinaient à la représenter comme pleine de dangers. Il y en avait selon eux surtout trois à prévoir : la divulgation du traité par les diplomates de la République française; un coup de tête de quelque général français ambitieux qui, se reposant sur l'alliance avec la Russie, entraînerait celle-ci dans une guerre inopportune; enfin la défection de la France que l'Allemagne détacherait de l'alliance russe en lui « jetant

un os » (textuel). Nous ne perdrons pas notre temps à démontrer l'inanité de ces prétendus dangers.

On pouvait soulever d'autres objections, alléguer l'instabilité ministérielle en France et la difficulté de traiter avec un pays qui n'avait à sa tête aucun homme capable d'assumer la responsabilité d'une alliance formelle avec la Russie. C'étaient là des obstacles réels, mais non insurmontables.

Le général Saussier s'efforçait d'en triompher, se servant à cette fin de l'indiscutable autorité dont il jouissait auprès du gouvernement et si, en dépit de toutes les machinations ourdies contre elle, l'entente franco-russe a survécu, l'histoire reconnaîtra que le gouverneur militaire de Paris y a plus contribué que tout autre personnage du monde officiel français. Mais lui aussi se heurtait à des résistances et à des inerties coupables sur lesquelles il vaut mieux à présent faire le silence...

Si au printemps de 1888 la triplice ne profita pas de circonstances si favorables pour tirer l'épée du fourreau, ce fut uniquement grâce aux tragiques événements qui se passaient à la cour de Berlin. Guillaume I[er] se mourait et le Kronprinz était atteint d'un mal terrible qui présageait un règne éphémère. Le trône se trouva en réalité vacant pendant un intervalle assez long; cette incertitude de l'avenir imposait au prince de Bismarck une trève absolue. Du reste, il fit tout pour l'abréger. On se souvient de ses efforts pour amener le Kronprinz à abdiquer du vivant même de son père. Heureusement pour la paix du monde, la vaillante femme qui veillait au chevet de son époux sut résister victorieusement aux intrigues du chancelier et aux impatiences de son propre fils.

Un fait qui eut lieu, au moment où le prince Guillaume se préparait au voyage de San Remo, montre bien quelles étaient alors les préoccupations du grand homme d'État allemand.

Après avoir consenti à faire la scabreuse démarche auprès de son père agonisant, le jeune prince dit à Bismarck que, s'il se déterminait à assumer si tôt la lourde responsabilité du pouvoir, c'était seulement à la condition que le chancelier resterait auprès de lui et l'aiderait toujours de sa grande expé-

rience : « Je vous promets solennellement de vous servir avec le même dévouement que votre grand-père, déclara Bismarck. — Et moi, je ne me séparerai jamais de vous », fut la réponse du prince Guillaume.

Encore très ému de cet entretien, le chancelier le raconta à son ami, M. de Bleichrœder. « Et vous croyez à la promesse du prince? demanda le banquier un peu sceptique, en rappelant à son interlocuteur les incidents récents avec M. de Waldersee et le pasteur Stöcker. — *Il sera forcé de tenir sa promesse*, répondit fièrement le prince de Bismarck; *s'il s'imagine pouvoir entraîner l'Allemagne dans une guerre sans que j'en garantisse au peuple allemand la nécessité, il est dans une erreur complète.* »

Ces mots me revinrent à la mémoire quand récemment eut lieu la subite réconciliation de Guillaume II avec le vieux chancelier : je ne doutai pas qu'une guerre ne fût imminente. Et, en effet, nous le verrons plus loin, jamais depuis 1887 la paix de l'Europe ne fut aussi menacée que dans le courant de l'hiver 1893-94...

L'imminence d'un conflit entre l'Allemagne et la Russie hantait aussi l'agonie du vieux Guillaume : ses dernières paroles, à peine distinctes, étaient des menaces de guerre contre la Russie. Tous les journaux de l'époque avaient rapporté qu'à la fin du dernier entretien avec le prince Guillaume on entendit les mots : « Si Alexandre ne veut pas... guerre, guerre à la Russie, écraser, campagne d'hiver... alliés... guerre... », etc. Les historiographes allemands ont tous supprimé ces détails. Le *Reichsanzeiger* du 7 mars se contente de dire entre autres :

Dans la suite de ses paroles il a touché à nos alliances, *ensuite aux guerres possibles contre les peuples voisins* et à certaines de leurs institutions militaires qui l'avaient surtout préoccupé les derniers temps!...

CHAPITRE XIV

Sommaire. — Le premier voyage de Guillaume II à Pétersbourg; mise en scène malheureuse; échec complet. Incompatibilité d'humeur. Anciennes rivalités entre les Holstein-Glücksburg et les Holstein-Augustenburg. Fausses allégations du prince de Bismarck. Note comminatoire du *Nord*. La réplique du chancelier. Pourquoi la guerre n'a pas éclaté en 1889. Les luttes intérieures en Autriche-Hongrie. L'agitation boulangiste en France. La vérité sur mes relations avec le général Boulanger. Le détestable esprit des partis. Le général Boulanger et la Russie; un faux agent anti-boulangiste. Les avances de Bismarck au général Boulanger. Le véritable danger du mouvement boulangiste en prévision d'une guerre; les conseillers maladroits. Fautes commises par Boulanger. Le roman chez la portière. Le réquisitoire de M. Quesnay de Beaurepaire. Ma déposition devant la commission d'enquête; sa transformation. Une entrevue. Calomnie confondue. Un agent de Bismarck inspirant le ministère français; informations fantaisistes. L'affaire de Sagallo; fautes déplorables.

A peine monté sur le trône, Guillaume II chercha à réaliser, dans les conditions les plus propices au succès, la dernière pensée de son aïeul. Il résolut de faire sa première visite de souverain au plus ancien allié des Hohenzollern, à l'empereur de Russie. En même temps que de Berlin j'étais avisé de ce projet, on m'apprenait aussi que le prince de Bismarck s'y montrait opposé. En prévoyait-il l'insuccès ou craignait-il au contraire que le jeune empereur ne réussît trop bien là où lui avait échoué? C'est la première de ces raisons qu'il mettait en avant. S'il était sincère, il voyait juste : loin d'aider au rétablissement des anciennes relations amicales avec la Russie, ce voyage eut le résultat opposé.

Le but avoué de la visite à Pétersbourg a été assez clairement indiqué par les *Preussische Jahrbücher* de Delbruck, or-

gane officieux : Guillaume II, avant de visiter ses alliés, voulait pouvoir leur communiquer ses impressions personnelles sur les dispositions et les sentiments de la cour de Russie. Mais il y avait aussi chez le jeune monarque le secret espoir de réussir là où avait échoué son vieux chancelier. Comme ce dernier l'a souvent dit depuis, non sans amertume, c'était « le premier essai de son aptitude à être son propre chancelier (*erstes Probestück seiner eigenen Reichskanzlerschaft*). L'échec fut complet. C'est de ce voyage que date entre les deux empereurs une *certaine incompatibilité d'humeur, pour ne pas dire plus, qui rendit au moins à la nature droite d'Alexandre III toute nouvelle rencontre avec l'empereur d'Allemagne excessivement pénible*. L'ancienne cordialité des relations entre les deux cours reposait en très grande partie sur l'amitié qui liait les souverains. Nicolas Ier et Alexandre II avaient une réelle affection pour leurs parents de Berlin ; cette affection, Guillaume II ne sut pas la gagner. Déjà l'arrivée théâtrale par voie de mer à la tête d'une escadre fut malheureuse ; le désir manifeste d'en imposer à Pétersbourg par cet étalage de forces navales blessa Alexandre III, dont nous avons déjà mentionné les préoccupations réelles pour la sécurité des provinces baltiques (p. 186). Dans les fêtes militaires et les galas de la cour, aussi bien que dans les réunions intimes, l'attitude du nouvel empereur trahit ce même défaut : le désir de briller, d'en imposer. Il est, d'ailleurs, impossible d'imaginer deux caractères plus opposés, deux esprits moins aptes à se comprendre. Le calme d'Alexandre III, son empire sur soi, sa réserve presque timide, où entrait une certaine méfiance de lui-même, se trouvaient mal à l'aise en contact avec la mobilité fébrile, l'exubérance de gestes et de paroles, la soif de briller et d'étonner, la suffisance presque impertinente qui caractérisaient le jeune Guillaume au début de son règne. Si la stature colossale du tsar contrastait singulièrement avec la frêle silhouette de son hôte, il n'y avait pas moins de discordance entre eux au point de vue moral. L'absence de l'impératrice d'Allemagne pendant cette visite n'était pas de nature à atténuer les aspérités de la première

rencontre[1]. Entre les Holstein-Glücksburg et les Holstein-Augustenburg existent de vieilles rivalités, des rancunes historiques que la dernière guerre de 1864 n'a fait que raviver. La visite de la fille du grand-duc d'Augustenburg à la fille du roi Christian aurait été un hommage d'un effet plus utile que la présence d'une escadre allemande dans les eaux de Cronstadt. Les deux impératrices ne se sont jamais rencontrées ; vains sont restés tous les efforts des personnages les plus ferrés sur le protocole pour trouver un terrain propice au rapprochement de ces deux têtes couronnées. Quand la tsarine dut traverser Berlin pour assister aux obsèques de la grande-duchesse Paul, toute réception fut contremandée, le deuil autorisait l'incognito. Plus tard, l'impératrice d'Allemagne consentit à faire un pas en avant et à se rendre à Rostock pendant que Maria Fédorovna ferait une visite à la cour de Mecklenbourg. La concession fut trouvée insuffisante et le projet n'aboutit pas : la fille d'un grand-duc devait la première faire visite à la fille d'un roi. Sous l'apparente chinoiserie de ces querelles d'étiquette se cachent des antagonismes et des ressentiments très réels qu'une rencontre entre les deux souveraines n'aurait peut-être pas réussi à atténuer. Au moral comme au physique, les deux impératrices offrent la même antithèse qu'Alexandre III et Guillaume II, quoique en sens inverse; une incompatibilité d'humeur se serait peut-être greffée sur les dissentiments de famille déjà existants. Or, l'influence de la reine de Danemarck suffisait pour rendre tout nouvel élément de discorde superflu.

Le fait suivant ne laissera aucun doute sur l'importance qu'on attachait à la visite de l'impératrice de Russie : toujours obsédé par le désir de se disculper devant la postérité d'avoir par ses fautes amené la rupture entre l'Allemagne et la Russie, le prince de Bismarck a publié dernièrement (novembre 1893) un nouveau plaidoyer : « Les relations entre l'Allemagne et la Russie pendant l'ancien et le nouveau cours. » Il cherche à

1. Cette absence s'expliquait naturellement par l'état de santé de l'impératrice; mais rien n'empêchait de différer le voyage jusqu'à son rétablissement.

démontrer que de son temps les rapports germano-russes étaient de la plus grande cordialité et, après avoir cité comme preuve les *deux* visites d'Alexandre III à la cour de Berlin, il ajoute : « *L'impératrice Maria Fédorovna l'accompagna à une de ses visites.* » Or, c'est absolument faux : l'impératrice n'a accompagné son mari que pendant le *troisième passage* de celui-ci à Berlin et ce fut, comme nous l'avons dit plus haut, pour aller assister à l'enterrement de la grande-duchesse Paul. En novembre 1887 comme en octobre 1889, le tsar se rendit *seul* à la cour de Berlin. La dernière visite d'Alexandre III à Guillaume II, celle qui suivit l'entrevue de Narva eut lieu à *Kiel* afin d'éviter de nouvelles susceptibilités.

Les sympathies et antipathies des personnes régnantes exercent encore sur les relations internationales une action assez considérable pour que la politique ait à en tenir compte. C'est pourquoi, malgré la délicatesse du sujet, nous n'avons pas cru pouvoir passer sous silence ce facteur des événements contemporains. En France, l'opinion s'est souvent créé des illusions sur les véritables tendances de la cour de Copenhague. La maison royale du Danemarck est trop imbue de préjugés monarchistes pour éprouver à l'endroit de la République française une tendresse bien vive. En outre, il s'en faut de beaucoup que ses sentiments soient anti-allemands; sur ce point comme sur nombre d'autres la cour et le peuple danois sont loin d'être d'accord. Entre Fredensborg et Potsdam existent plutôt des rancunes de famille, les plus vivaces de toutes les haines humaines et les moins susceptibles d'atténuation. Nous le répétons, c'est l'historique rivalité entre les Holstein-Glücksburg et les Holstein-Augustenburg; l'origine hessoise de la reine de Danemarck n'est guère de nature à engendrer des antipathies pour l'Allemagne, pas plus que des sympathies pour les Hohenzollern...

Quand, après avoir quitté Pétersbourg, Guillaume II, toujours à la tête de sa flotte, visita Stockholm et Copenhague, il put, dans cette dernière ville, étudier à loisir les diverses nuances des sentiments hostiles qu'il inspirait à la cour et à la

population. Le peuple danois manifesta même les siens avec fort peu de réserve.

A son retour dans sa capitale, les nombreux renseignements venus soit directement de Pétersbourg, soit par la voie détournée de Windsor, édifièrent bientôt Guillaume sur l'impression qu'il avait laissée aux bords de la Néva. Le vieux chancelier était personnellement trop heureux de ce résultat pour tenir ces informations secrètes; il se plaisait à penser qu'elles ôteraient désormais au souverain toute envie d'être son propre chancelier. Ce que sans doute le prince de Bismarck cacha plus soigneusement, c'est que l'attitude arrogante, presque provocatrice de son fils Herbert, avait été pour beaucoup dans le mauvais effet produit à Pétersbourg par la visite de Guillaume II.

Le *Nord* se chargea de mettre en relief le côté danois de ces impressions : au milieu d'août, le monde politique ne fut pas peu surpris de trouver dans l'organe officiel de M. de Giers un chaleureux plaidoyer en faveur de l'article V du traité de Prague, devenu un souvenir presque préhistorique! Il semblait que le gouvernement russe avait des griefs un peu plus actuels et plus nationaux à faire valoir contre la politique allemande que les plaintes de quelques Schleswigeois. En soulignant comme le seul résultat de la tournée de Guillaume II le « réveil de la question du Schleswig-Holstein », M. de Giers s'était une fois de plus montré parfait courtisan; seulement il aurait dû se rappeler qu'il était ministre des affaires étrangères et non maréchal de la cour.

Le prince de Bismarck ne fit pas longtemps attendre sa réponse à cette résurrection de l'article V : en décembre 1888, l'allemand fut déclaré la langue obligatoire pour l'enseignement dans le nord du Schleswig.

L'insuccès des combinaisons politiques qui s'attachaient au voyage de Guillaume II à Peterhof, personne ne le fit mieux ressortir que la presse officieuse de Berlin. La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* se laissa même entraîner par l'ardeur de la polémique à des aveux qui méritent d'être relevés comme indice précieux des espérances avec lesquelles Guillaume II s'était

embarqué. Pendant le séjour du souverain allemand à Pétersbourg, un journal russe avait très modestement fait remarquer que les fêtes données en son honneur ne devaient inspirer aucune crainte aux Français et que la Russie, au moment critique, n'abandonnerait pas la France. Relevant cette phrase avec colère, la *Norddeutsche* ajouta : « On voit ce que les panslavistes désirent et espèrent ; et on comprendra enfin chez nous que tous les efforts pour satisfaire un pareil parti resteront infructueux... » Ainsi, on avait espéré de nouveau obtenir à Pétersbourg la promesse qu'en cas de conflit, la Russie abandonnerait la France à son sort ; le refus du tsar semblait monstrueux à l'organe du chancelier.

Un journal russe constatait avec satisfaction que l'initiative du voyage appartenait à l'Allemagne, ce qui tendait à prouver que cette puissance désirait sincèrement se rapprocher de la Russie. Réplique de la *Norddeutsche :*

> L'initiative de la visite vient naturellement de Berlin, mais seules la présomption et l'ignorance asiatiques peuvent conclure de là que le gouvernement allemand éprouve le besoin d'un rapprochement avec la Russie...

M. de Giers seul se réjouissait du voyage de Guillaume II. Le *Journal de Saint-Pétersbourg* du 21 juillet exultait en face de l'accord des deux souverains et prophétisait une longue ère de paix, parce que, disait-il, les populations des deux pays reflétaient cette heureuse harmonie !...

Avec plus de sincérité l'organe officieux du Pont des Chantres aurait pu écrire le contraire : le désaccord complet des deux souverains, constaté par l'entrevue de Peterhof, garantissait le maintien de la paix au moins pour une année. En effet, plus que jamais Alexandre III était décidé à ne pas rester spectateur indifférent en cas d'agression contre la France...

Dans son interminable discours ou plutôt dans sa conférence historique du 6 février 1888, le prince de Bismarck chercha à convaincre le Reichstag que, pendant les derniers quarante ans, l'Europe centrale s'était vue chaque année menacée d'une conflagration générale, — qui pourtant n'avait ja-

mais éclaté. Pour le passé, cette thèse était démontrée à l'aide d'arguments souvent plus subtils que solides. Mais l'orateur aurait pu ajouter que depuis 1887 il avait fait tout ce qui dépendait de lui pour rendre la menace effective. La publication du traité austro-allemand de 1879, quelques jours avant son discours, venait de le prouver une fois de plus. La menace permanente que ce traité constituait pour la Russie était une source inépuisable de suspicions et de méfiances. Le chancelier lui-même en laissa échapper l'aveu dans son discours lorsqu'il demanda au Reichstag d'approuver « l'alliance conclue par S. M. l'Empereur, *quoiqu'elle ait beaucoup augmenté la possibilité d'une guerre* ».

Si néanmoins l'Empire conserva la paix en 1888 et 1889, ce fut surtout, comme nous l'avons dit, grâce à l'attitude réservée du tsar pendant la visite de Guillaume II et aussi par suite des difficultés intérieures au milieu desquelles se débattaient la plupart des puissances centrales. Le jeune empereur d'Allemagne ne pouvait pas inaugurer son règne par une guerre, sans s'être au préalable préparé le terrain au dedans et au dehors. Il avait, d'ailleurs, de nombreux changements de personnel à opérer, diverses réformes à introduire dans l'organisation de certains services, ceux, notamment, de l'armée et de la marine ; tout cela n'allait pas sans occasionner des froissements et des conflits perpétuels dans son entourage immédiat, où commençait à se dessiner une opposition sourde mais tenace contre la toute-puissance de la dynastie des Bismarck qui pesait si lourdement sur la cour et le parlement.

Pour l'Autriche-Hongrie, l'année 1888 fut aussi une année de luttes intérieures. Pour la première fois de vigoureuses protestations s'élevaient contre les liens de la triplice. Violent et tumultueux en Bohême, ce mouvement d'opinion ne tarda pas à gagner la Hongrie elle-même ; pendant la discussion de la nouvelle loi militaire à Buda-Pest, l'opposition parlementaire prit un caractère excessivement dangereux pour le cabinet Tisza et donna bientôt lieu à des émeutes. L'arrêté rendant obligatoire dans les lycées hongrois l'enseignement de la langue

allemande réveilla, de façon à inquiéter sérieusement la Hofburg, les vieux ferments de haine contre la prédominance de l'élément germanique. Dans le même ordre d'idées, le double changement de règne survenu à Berlin ne fut pas non plus un événement indifférent. Autant l'empereur Frédéric était sympathique aux populations autrichiennes — à tort, du reste, puisqu'en 1866 le Kronprinz avait réclamé, dans l'intérêt de l'unité allemande, l'écrasement complet du vaincu de Sadowa, — autant l'avènement de Guillaume II rencontra partout de méfiance. Il suffit de rappeler les commentaires aigres-doux dont son manifeste fut l'objet dans la presse magyare, sans en excepter même le *Pester Lloyd,* si dévoué à Bismarck, l'allocution sensationnelle de M. Smolka aux Délégations, et surtout l'éloignement invincible que l'archiduc Rodolphe témoigna pour le nouvel empereur, lors de la visite de celui-ci à la cour de Vienne.

Si à cet ensemble de faits nous ajoutons les manifestations des prélats autrichiens en faveur du pouvoir temporel du pape (janvier 1889), on reconnaîtra que les dispositions générales de l'Autriche-Hongrie, la principale alliée de l'Allemagne, n'étaient pas, au début du règne de Guillaume II, particulièrement favorables à une politique de provocation et d'agression gratuite.

La mort subite de l'archiduc Rodolphe arriva au moment opportun pour sauver la triplice menacée. Le chancelier allemand, dans son discours du 6 février, avait trop éloquemment démontré que le traité austro-allemand était principalement destiné, dans la pensée de ses auteurs, à garantir l'Allemagne contre l'hostilité et les menaces de la Russie. Les esprits les moins perspicaces étaient amenés à se demander quel intérêt l'empire des Habsbourg avait à se ruiner et à s'exposer à des conflits dangereux dans l'unique but de mettre son vainqueur de 1866 à l'abri des rancunes d'un ancien allié.

L'Italie, accueillie dans la triplice comme pis-aller, se trouvait embourbée à Massouah; les lauriers négatifs que cueillait l'armée italienne même dans une lutte contre des hordes indis-

ciplinées n'étaient pas faits non plus pour encourager le jeune empereur à des entreprises aventureuses.

La Russie continuait sans bruit et sans fanfaronnades à déplacer son armée de l'est à l'ouest et à masser en Pologne et dans les provinces limitrophes des forces considérables qui rendaient excessivement problématique le succès de l'attaque brusque et foudroyante dont on caressait le rêve à Berlin en 1887.

En France, les préparatifs pour l'Exposition de 1889 étaient reculés au second plan et la crise provoquée par le boulangisme absorbait toute la vie politique de la nation. Les forces gouvernementales étaient tout entières concentrées sur la lutte contre le général Boulanger et la politique étrangère du cabinet était elle-même presque exclusivement dominée par la nécessité de combattre la dictature menaçante. Car dès le début, — et cela surtout grâce aux maladresses accumulées par le prince de Bismarck, — l'entreprise boulangiste avait acquis une grande portée internationale. Les meneurs de cette campagne avaient très habilement profité des attaques du chancelier allemand pour transformer le général Boulanger en héros de la revanche future. Le retour de l'Alsace-Lorraine à la France devenait ainsi le corollaire tout naturel de l'avènement du général Boulanger au pouvoir suprême.

C'est encore le prince de Bismarck qui par ses fausses manœuvres fit du général le protagoniste de l'alliance franco-russe : en inventant pour le besoin de ses dénonciations la prétendue conspiration de Katkof et de ses collaborateurs avec Boulanger, il oublia le sage précepte : « *Man soll den Teufel nicht an die Wand malen.* » Seul des collaborateurs intimes de Katkof, j'étais en rapports un peu suivis avec le général Boulanger, et je n'hésite pas à déclarer que les attaques du prince de Bismarck firent plus pour établir ces relations — malgré mes préventions personnelles contre la politique boulangiste, — que toutes les instances d'amis communs.

Bien chétive, bien insignifiante fut la donnée sur laquelle l'imagination romancière de M. Quesnay de Beaurepaire édifia de ridicules accusations. On va voir que, ici encore, l'inspirateur

indirect du procureur général, bien qu'à son insu, ne fut autre que le chancelier allemand.

L'opinion publique dans tous les pays est simpliste ; elle se forme sur des apparences, sur la connaissance superficielle des faits. On ne peut lui demander ni d'approfondir, ni d'analyser ; c'est pourquoi ses jugements sont presque toujours faux. Le bruit qui se faisait autour du nom du général Boulanger ne pouvait rester sans écho en Russie. Ses partisans le représentaient comme l'homme providentiel appelé à sauver la France de l'anarchie parlementaire et à mettre fin à une politique d'aplatissement vis-à-vis de l'Allemagne. En Russie, on souhaitait voir à la tête de la République française un gouvernement fort ; aussi eût-on volontiers applaudi au succès du général Boulanger. Ces dispositions communes à la plupart des Russes, peu s'en fallait qu'elles n'existassent jusque dans les plus hautes régions du pouvoir, où l'on ne demandait qu'à trouver en France un homme capable d'assumer la responsabilité d'une alliance effective.

J'ai déjà dit dans les chapitres précédents pour quelles raisons j'étais loin de partager cet engouement et ces espérances. J'aimais trop la France pour n'envisager dans la question Boulanger que le seul point de vue de la politique extérieure. Tout en déplorant les vices du régime parlementaire tel qu'il fonctionnait en ce pays, je n'avais qu'une confiance très limitée dans l'efficacité des remèdes préconisés par les docteurs boulangistes ; la sagesse et les vertus de la plupart d'entre eux m'inspiraient une estime plutôt négative.

Force m'était pourtant de vaincre mes préventions personnelles du moment que l'avènement du général Boulanger au pouvoir devenait une éventualité réalisable. L'intérêt de l'entente franco-russe exigeait que les bonnes dispositions dont le général faisait montre à son égard ne fussent pas découragées par un manque de procédés ou même par une hostilité sans raison d'être. Je crus donc devoir entretenir avec lui de bons rapports qui, d'ailleurs, ne dépassèrent jamais les limites de la simple courtoisie.

Malheureusement les passions politiques sont si vives en France qu'on y a de la peine à comprendre qu'un homme plus ou moins mêlé à la vie publique puisse entretenir des relations avec un chef de parti sans lui être inféodé. Aussi, pour le besoin de la cause, me transforma-t-on vite en boulangiste, ce qui était doublement injuste. Un étranger, simple spectateur de luttes intestines qu'il déplorait, ne pouvait être ni boulangiste, ni anti-boulangiste. Mais il y a plus : même Français je n'aurais jamais pu faire à un leader ou à un groupe politique quelconque le sacrifice de mon indépendance intellectuelle. Rien ne me répugne plus que l'esprit de parti avec ses injustices, ses étroitesses et ses animosités. Il m'a toujours manqué l'entendement nécessaire pour considérer comme le dernier des misérables tout individu qui, sur telle question politique plus ou moins importante, a l'audace de ne pas partager mes opinions. L'esprit sectaire m'est particulièrement odieux quand, dans un intérêt de parti, il entraîne les hommes à déconsidérer et à frapper la patrie elle-même. Parti et patrie sont deux conceptions inconciliables et le plus souvent exclusives l'une de l'autre. Vus à travers le prisme d'un parti politique quelconque, les intérêts nationaux apparaissent toujours singulièrement rapetissés et faussés. L'alliance française aurait, d'ailleurs, bien peu de prix, si elle ne devait être que l'alliance avec l'une des cinq ou six fractions ou factions en lesquelles se partage le monde politique français. Heureusement, en France comme ailleurs, les querelles et les luttes qui divisent les politiciens de profession ne pénètrent guère les couches profondes de la nation ; l'écume qui s'agite à la surface des flots masque plutôt la véritable grandeur de la mer.

Je me suis donc toujours montré fort éclectique dans mes rapports avec les hommes politiques français que je jugeais d'après leur valeur personnelle, abstraction faite de l'opinion dont ils pouvaient se réclamer. Je fréquentais dans tous les camps et il m'arrivait parfois, dans le courant de la même journée, de m'asseoir à table avec deux adversaires qui dans l'intervalle s'étaient entre-déchirés au Parlement ou sur le pré.

Éprouvant un faible pour les causes vaincues[1], rebelle à toute attache de parti, conservant mon franc-parler avec les uns et avec les autres, Gibelin parmi les Guelfes et Guelfe parmi les Gibelins, je confirme par mon exemple la justesse du mot antique : *Væ solis!*

Cette attitude ne se démentit pas pendant la crise boulangiste. Ceux des amis du général qui inclinaient vers l'entente avec la Russie s'efforçaient tout naturellement d'assurer à leur prétendant les sympathies du monde russe. Mais les partisans de Boulanger aussi bien que ses adversaires s'exagéraient considérablement l'action que ces sympathies, plus ou moins platoniques, pouvaient exercer sur l'issue de la lutte engagée. Certains boulangistes, plus zélés que perspicaces, auraient voulu voir l'autocratie russe traiter de puissance à puissance avec le général Boulanger et, pour un peu, ils auraient poussé ce dernier à demander une entrevue particulière au tsar. Dans les deux camps adverses on méconnaissait volontiers les réalités de la politique extérieure, ce qui facilitait le jeu des pêcheurs en eau trouble. Du côté gouvernemental on ne comprenait pas, ou plutôt on ne voulait pas comprendre, que le seul moyen efficace de combattre le général Boulanger en Russie, c'était de se montrer franchement disposé à conclure une alliance effective avec elle. Cela aurait arraché au boulangisme la seule arme qui, au point de vue de la politique étrangère, le rendait réellement puissant. Mais le ministère qui fit Sagallo avait de tout autres visées d'alliances et, pour lutter contre Boulanger en Russie, il préférait acheter à grands frais le concours de diplomates plus ou moins en activité et de journaux toujours accessibles aux arguments sonnants. C'était jeter l'argent par les fenêtres et en pure perte. Comme principal agent de la propagande anti-boulangiste en Russie, on choisit M. Ta-

1. En octobre 1877, au moment où expirait la crise aiguë du 16 mai, je proposais à Paul Bert, en cas de danger, un asile dans le même appartement, où, quelque temps après, lors de l'exécution des décrets, j'offris l'hospitalité à un jésuite russe expulsé de la rue de Sèvres. Cela ne m'empêchait pas de guerroyer aussi bien contre la politique antireligieuse des gambettistes que contre les empiètements des disciples de Loyola.

tistchef, ancien diplomate plus que compromis, qui avait vainement fait des offres de services au général Boulanger. Aussi, pendant qu'il prétendait remplir à Pétersbourg sa mission, le portrait dédicacé du général ornait son bureau (V. ch. XVI).

Les impertinences voulues des diplomates ou les attaques acharnées de quelques journaux sans autorité ne pouvaient rien contre la force des choses. Tant que l'arrivée du général Boulanger au pouvoir apparaissait comme une éventualité possible et qu'il continuait à professer hautement des sentiments russophiles, la Russie avait un intérêt incontestable à observer envers lui une attitude très courtoise, tout en évitant de froisser les légitimes susceptibilités des gouvernants français du moment. La vraie formule de ces rapports fut exprimée avec un tact remarquable dans l'ordre envoyé (en juillet 1888) à la rue de Grenelle de traiter le général Boulanger en ancien ministre de la guerre.

Il est instructif de rappeler qu'à ce point de vue le prince de Bismarck alla bien plus loin que le gouvernement russe et fit, lui, de véritables avances au général, — sans le moindre succès, d'ailleurs. La vérité historique, faussée depuis par ses historiographes plus dévoués que véridiques, doit être rétablie sur ce point. Voici, en effet, ce que la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* écrivit à la date du 24 août 1888, en réponse à un article du *Times* émanant également de la Wilhelmstrasse :

A Berlin on accueillera toujours avec satisfaction tout développement de la France susceptible d'assurer la paix au pays voisin *et de lui faire acheter de nouveau les produits allemands*. Nous n'avons pas de velléités guerrières et tout gouvernement français qui ne menace pas la paix est pour nous le bienvenu. Le général Boulanger a donné des assurances suffisantes que, dans l'intérêt de la France, la paix lui tient au cœur; nous n'avons donc aucune raison de nous inquiéter du succès de son élection. Nous pouvons vivre d'accord avec une France boulangiste comme avec une France bonapartiste. Il est au moins douteux que le général Boulanger en use dans un sens anti-allemand; au contraire, il est vraisemblable au plus haut degré que le général évitera avec soin de compromettre par les hasards d'une guerre sa position acquise. Après tout ce que le général a écrit et déclaré, nous sommes autorisés à le considérer comme pacifique, et aucun autre gouvernement français ne pourrait, étant donné l'état des esprits en France, nous rassurer davantage. Si le général Boulanger réta-

blit l'ordre et la tranquillité en France, son succès nous sera aussi agréable qu'à l'Europe entière.

Cette volte-face inattendue du chancelier allemand était en grande partie destinée à mettre la puce à l'oreille au gouvernement français, à le rendre plus malléable; mais le *satisfecit* décerné à Boulanger devait en même temps éveiller des suspicions à Pétersbourg. En réalité on était bien moins rassuré à Berlin qu'on ne voulait le paraître et l'avènement du général au pouvoir y était envisagé avec une réelle inquiétude.

Cependant la situation du général Boulanger, telle que l'avaient créée les hésitations de ses adversaires et les maladresses de ses amis, était des plus favorables à l'Allemagne parce qu'elle recélait, en cas de conflit, un péril grave pour la France.

En excluant de l'armée le populaire général, le gouvernement lui avait ôté la possibilité d'entreprendre un coup d'État; par contre, il se trouvait avoir constitué un péril permanent pour la patrie. En effet, qu'une guerre éclatât et à la moindre escarmouche malheureuse à la frontière, à la moindre retraite d'un corps d'armée — lors même que ce mouvement eût été calculé et prévu d'avance, — un seul cri sortait de toutes les poitrines françaises : « C'est Boulanger qu'il nous faut! » Cette clameur aurait été irrésistible. Or, il est facile de prévoir ce qui serait advenu, si le commandement supérieur avait subitement changé de mains dans de telles conditions. C'était peut-être la guerre civile et à coup sûr la défaite. L'enthousiasme et la confiance du soldat ne sont, certes, pas à dédaigner dans la guerre moderne, mais celle-ci est avant tout une science; l'expérience acquise pendant les campagnes électorales aurait été d'un faible secours au général Boulanger sur le champ de bataille, sans parler des inévitables rivalités entre les commandants de corps et des suites funestes qu'elles auraient entraînées.

C'est surtout ce côté de l'affaire boulangiste qui me préoccupait quand je suivais la marche des événements d'alors. Depuis sa mise en réforme, je croyais moins que jamais au triomphe

du général. Il ne me paraissait pas homme à risquer une émeute de rue; d'ailleurs, il ne se dissimulait pas qu'avec le général Saussier gouverneur général de Paris, un mouvement insurrectionnel devait fatalement échouer. Restaient les chances d'obtenir une majorité écrasante aux élections générales de 1889; mais son succès du 27 janvier leur porta le coup de grâce.

A ses adversaires qui se lamentaient en prévision de sa victoire comme à ses amis qui exultaient d'avance, je soutenais que son succès serait nécessairement sa perte. Son triomphe à Paris, c'était la fin du ministère Floquet avec ses demi-mesures et surtout la fin du scrutin de liste, autrement dit, l'impossibilité pour Boulanger de provoquer un plébiscite sur son nom. La Haute Cour et le reste étaient au moins superflus après son élection à Paris. Flânant sur le boulevard, le soir du 27 janvier, je montai chez Durand pour avoir des nouvelles du scrutin. Une foule bigarrée, débordant d'enthousiasme, se pressait autour du vainqueur, l'accablait de plates félicitations et d'écœurantes flagorneries. Je m'approchais du général pour lui exprimer mes sincères condoléances quand il m'attira vers lui et me dit à l'oreille : « Dites là-bas (en Russie) que je ne ferai jamais de coup de force; l'ordre ne sera pas troublé. » Il était absolument sincère; sur le moment ses paroles me firent l'effet d'une abdication définitive. Je ne les compris que le lendemain en apprenant par les journaux que quelques-uns de ses amis avaient agité le projet d'une marche sur l'Élysée...

Il eut raison de ne pas écouter ces conseils, comme il eut encore raison de quitter Paris pour se soustraire à une arrestation. Cette dernière ne pouvait qu'amener des agitations dangereuses qui auraient paralysé l'action de la France au dehors et prolongé à l'intérieur une situation troublée sans profit pour Boulanger lui-même, sinon pour les politiciens de son entourage.

Le coup de pistolet au cimetière d'Ixelles fut la conclusion fatale d'une existence irrémédiablement brisée. Le général qui aimait passionnément la France lui rendit en disparaissant un dernier service.

Mais revenons à l'imputation d'avoir négocié avec l'Allemagne, qui fut mise à la charge du général Boulanger devant la Haute Cour. Comme mon nom y a été mêlé, je tiens à rétablir la vérité en dévoilant la véritable origine de cette fable absurde. Rien mieux que la production des pièces mêmes ne prouvera la monstruosité de l'accusation d'avoir « demandé des adhésions jusqu'en Allemagne ». Voici cette partie du réquisitoire de M. Quesnay de Beaurepaire :

Voici, Messieurs, la déclaration d'un témoin qui n'est certes pas le premier venu. M. Francis de Pressensé déclare que le 14 ou le 15 mars dernier, X...[1], chef du cabinet de M. Bleichrœder, étant de passage à Paris, lui a raconté les faits suivants :

« Il était allé à Cannes avec son patron, pour passer quelques semaines de vacances.

« A l'hôtel où ils étaient descendus, deux personnes se mirent avec une certaine affectation à côté d'eux. Après avoir cherché l'occasion d'une présentation, ils la brusquèrent et se présentèrent eux-mêmes.

« Ils donnèrent le nom de M...[2], » — il est inutile de vous donner le nom d'un personnage qui ne joue aucun rôle, du reste, dans cette affaire et qui n'était là qu'un personnage muet — « ...et de M. de Cyon, ancien directeur du *Gaulois* et de la *Nouvelle Revue*.

« M. de Cyon portait presque toujours la parole ; il déclara à M. Bleichrœder qu'il venait de la part de Boulanger, que celui-ci désirait entrer en rapport avec lui et, par lui, avec le prince de Bismarck. Boulanger désirait faire savoir au chancelier d'Allemagne quel était le but de l'agitation actuelle.

« Il ne s'agissait nullement de renverser la République, mais simplement de constituer une République consulaire, avec consulat à vie, ministres responsables seulement envers le consul, conseil d'État préparant les lois et les soutenant devant le corps législatif, qui devait les voter sans discussion. »

. . . .

Tout ceci ne s'est pas passé dans une seule conversation. M. de Cyon est revenu plusieurs fois à la charge et a insisté sur la supériorité de ce qu'il a appelé la diplomatie financière sur la diplomatie officielle.

. . . .

Lorsque j'analyse la déclaration de M. de Cyon, j'y trouve des choses qui me confirment dans mon choix et qui me font vous prier, Messieurs, sans hésitation aucune, de partager mon opinion. M. de Cyon, en effet, a dit : « Je n'ai pas tenu ce propos. » Voilà la première partie de son témoignage.

1. Le nom est publié en entier dans le *Journal officiel*.
2. M. Edmond Dollfus.

Dans la seconde partie, M. de Cyon dit : « Ce propos n'a été tenu qu'à l'état de plaisanterie. »

Je vais plus loin, — il est impossible de vous lire toutes les pièces, je vous tiendrais une semaine, mais j'affirme le fait. — M. de Cyon ne s'est pas borné à cela. Il a dit : je n'ai pas pu tenir ce propos-là, je ne suis pas allé à Cannes. C'est bien clair. Et M. de Cyon ajoutait quelques lignes plus bas, qu'il avait effectivement causé avec M. Bleichrœder qui était à Cannes.

De sorte que nous avons là, il me semble, une contradiction encore significative. Mais il y a mieux : M. de Cyon nous a parlé de son compagnon de voyage. D'abord, il dit : « Mais quand j'ai causé avec M. Bleichrœder je n'avais pas de compagnon de voyage, » et à la fin de sa déposition, il dit que son compagnon de voyage avait pris la chose en plaisanterie comme lui-même.

Le soir même du jour où ce réquisitoire fut prononcé, j'en lus un extrait dans le *Temps :* toutes les citations que le procureur général avait faites de ma déposition étaient fausses! Ne pouvant le croire capable d'avoir altéré mes paroles devant la Haute Cour, je pensai tout d'abord que ma déposition au sein de la commission d'enquête avait été falsifiée. Je n'étais pas certain de l'avoir signée, car en présence des questions étranges qu'on me posait et dont le ridicule frappait les enquêteurs eux-mêmes, ma seule préoccupation avait été de réprimer une violente envie de rire...

Je m'empressai donc de reconstituer de mémoire mon interrogatoire et je le communiquai immédiatement à la presse [1]. Le lendemain, j'allai trouver M. Jules Simon, alors à Saint-Cloud, pour lui faire part de mes craintes. L'honorable sénateur me rassura à ce sujet : M. Merlin, le président de la commission d'enquête, était un honnête homme incapable de modifier une syllabe dans la déposition — même non signée — d'un témoin. M. Jules Simon promit, en outre, de me faire tenir le volume de l'enquête dès qu'il aurait été distribué au Sénat. Grâce à cette obligeante communication, je pus le soir même, dans une entrevue avec un rédacteur du *Gaulois*, lui donner parallèlement le véritable texte de ma déposition et la version du procureur général. Voici cette *interview*, telle qu'elle parut le 11 août

1. Le *Gaulois*, les *Débats* du 10 août et plusieurs autres journaux le reproduisirent intégralement.

dans ce journal ; le lecteur verra combien j'avais tort de soupçonner M. Merlin :

INTERVIEW AVEC M. DE CYON (*Gaulois*, 11 août.)

Nous avons revu, hier, M. de Cyon, qui, après avoir lu le réquisitoire de M. Q. de Beaurepaire, publié dans le ***Journal officiel***, nous a fait les déclarations suivantes :

« J'ai déclaré, hier, dans ma lettre au *Gaulois*, que M. de Beaurepaire avait travesti ma déposition.

« Aujourd'hui j'ajoute, après avoir pris connaissance, dans le ***Journal officiel***, du réquisitoire du procureur général, que ce dernier a entièrement dénaturé le texte de ma déposition.

« Voici, d'un côté le réquisitoire de M. de Beaurepaire, de l'autre le texte ***officiel*** de ma déposition :

Texte de la déposition de M. de Cyon, donné par M. Q. de Beaurepaire (JOURNAL OFFICIEL, *n°* 214, *p.* 26[illegible]).	*Déposition* 76. — *Cote* 193, *page* 265 *du volume sur l'*AFFAIRE BOULANGER-DILLON-ROCHEFORT.
	De Cyon (Élie), âgé de quarante-six ans, conseiller d'État actuel, docteur en médecine, demeurant rue de la Bienfaisance, 44.
	(Entendu le 23 avril 1889, serment prêté.)
Lorsque j'analyse la déclaration de M. de Cyon, j'y trouve des choses qui me confirment dans mon choix et qui me font vous prier, Messieurs, sans hésitation aucune, de partager mon opinion. M. de Cyon, en effet, a dit : « Je n'ai pas tenu ce propos. » Voilà la première partie de son témoignage.	*D.* A quelle date remonte le voyage que vous auriez fait à Cannes, en compagnie de M. Dollfus, ex-agent de change ? *R.* Je ne suis pas allé à Cannes avec M. Dollfus, ni avec une autre personne. Je ne connais pas M. Dollfus, même de vue. Je suis allé à Nice cette année, et j'y étais lors des fêtes du carnaval, le mardi gras.
	D. N'y avez-vous pas rencontré M. Bleichrœder, banquier à Berlin ?
Dans la seconde partie, M. de Cyon dit : « Ce propos n'a été tenu qu'à l'état de plaisanterie. »	*R.* Oui. Je le connais depuis deux ans et j'ai eu l'occasion de traiter avec lui, pour le gouvernement russe, des affaires considérables, notamment la conversion des lettres de gage du Crédit Foncier russe.
Je vais plus loin — il est impossible de vous lire toutes les pièces, je vous tiendrais une semaine, mais j'affirme le fait. — M. de Cyon ne s'est pas borné à cela. Il a dit : « Je n'ai pas pu tenir ce propos-là, je ne suis pas allé à Cannes. » C'est bien clair. Et M. de Cyon ajoutait, quelques lignes plus bas, qu'il avait	*D.* Dans vos conversations avec M. Bleichrœder, n'avez-vous pas abordé la question politique que soulève la campagne du général Boulanger ? N'avez-vous pas notamment, parlant au nom du général Boulanger, déclaré

effectivement causé avec M. Bleichrœder, qui était à Cannes.

De sorte que nous avons là, il me semble, une contradiction encore significative. Mais il y a mieux; M. de Cyon nous a parlé de son compagnon de voyage. D'abord, il dit : « Mais quand j'ai causé avec M. Bleichrœder, je n'avais pas de compagnon de voyage », et à la fin de sa déposition, il dit que son compagnon de voyage avait pris la chose en plaisanterie comme lui-même.

que celui-ci n'avait nullement l'intention de substituer un gouvernement monarchique à la forme républicaine actuellement existante en France ?

R. En aucune façon. Nous avons pu parler de Boulanger, comme beaucoup de monde en parle, mais je n'ai nullement traité la question politique du général Boulanger, dont je ne suis ni l'ami ni le confident.

Sur question. — Je suis Russe de naissance. J'ai ensuite été naturalisé Français. Puis je suis redevenu Russe. Je suis, tout en résidant en France, conseiller d'État actuel de S. M. l'empereur de Russie.

Je connais le général Boulanger : je l'ai vu chez lui trois ou quatre fois, et, plus souvent, chez M. Millevoye et chez M. Dugué de la Fauconnerie.

Je ne suis pas surpris de la question que vous m'avez posée au sujet de de M. Bleichrœder et d'une prétendue mission que j'aurais eue auprès de ce dernier, de la part du général Boulanger.

Mlle R... B..., de la Comédie-Française, a raconté dernièrement à Mlle L..., également de la Comédie-Française, que M. Dollfus, à son retour du Midi, avait été appelé par M. Tirard, qui lui avait reproché de s'être chargé, en commun avec moi, d'une mission du général Boulanger auprès de M. Bleichrœder. M. Dollfus l'avait raconté comme une plaisanterie à Mlle R... B...

Lecture faite, le témoin persiste dans sa déposition, et signe avec nous, président et greffier.

Signé : Élie de Cyon,
Merlin, Studler.

« Vous voyez, en comparant ces deux textes, ce que valent les déclarations de M. de Beaurepaire et avec quelle désinvolture il a substitué au texte officiel de ma déposition un texte absolument fantaisiste de son invention.

« On comprend facilement pourquoi M. de Beaurepaire a préféré faire une analyse de ma déposition au lieu de la lire textuellement. Cette lecture aurait immédiatement démontré toute l'inanité de la fable grotesque sortie du cerveau de M. de Pressensé.

— Comment expliquez-vous l'étrange déposition de ce témoin ?

— J'ai vu tout de suite que ces racontars idiots étaient des inventions émanant d'un cerveau d'halluciné. En effet, M. de Pressensé dit que X..., chef de cabinet (*sic*) de M. Bleichrœder, lui a raconté l'histoire suivante :

« Il était allé à Cannes avec son patron, pour passer quelques semaines « de vacances.

« A l'hôtel où ils étaient descendus, deux personnes se mirent, avec une « certaine affectation, à côté d'eux. Après avoir cherché l'occasion d'une « présentation, ils la brusquèrent et se présentèrent eux-mêmes.

« Il donnèrent le nom de M..., et de M. de Cyon, ancien directeur du « *Gaulois* et de la *Nouvelle Revue*. »

M..., dont M. de Beaurepaire cache le nom, n'est autre que l'honorable M. Dollfus, ex-agent de change à Paris. Or, deux mots suffiront pour prouver que X... n'a jamais pu tenir le propos que lui prête M. de Pressensé. En effet, le secrétaire particulier de M. Bleichrœder sait pertinemment que son patron habitait Nice et non Cannes.

« X... sait aussi que, depuis plus de deux ans, je suis en rapports continuels avec M. Bleichrœder, avec lequel j'ai traité des affaires de plusieurs centaines de millions pour le compte du Trésor russe. Pendant ce temps, j'ai reçu de M. Bleichrœder une centaine de lettres et de télégrammes. Mes relations avec le grand banquier de Berlin sont telles que, chaque fois qu'allant à Pétersbourg je m'arrête à Berlin, je suis reçu à sa table, comme lui, il me rend visite pendant ses passages à Paris. X... le sait d'autant mieux que, d'une centaine de lettres et télégrammes que j'ai reçus pendant ces deux années, de M. Bleichrœder, les trois quarts étaient écrits de la main de son secrétaire. Ces lettres et ces télégrammes, je les tiens à la disposition de M. de Pressensé père, s'il veut se convaincre de la véracité de la déposition de son fils.

« Le reste de la fable inventée par M. de Pressensé a la même valeur. Un homme un peu au courant des choses publiques ne croira jamais que, si le général Boulanger avait une communication à faire à M. de Bismarck, il chargerait de cette besogne un patriote russe qui, comme directeur de la *Nouvelle Revue* et comme collaborateur intime du défunt Katkof, a, au vu et au su de tout le monde et au prix des plus grands sacrifices personnels, lutté pendant de longues années en faveur d'un rapprochement entre la France et la Russie.

« Bien plus. Le général Boulanger aurait prié un monarchiste et conservateur avéré comme moi de déclarer à Bismarck qu'il s'engageait à conserver la République en France !

— Qu'allez-vous faire, disons-nous, en présence des insinuations blessantes et fausses lancées contre vous par M. de Beaurepaire ?

— Je passe, réplique M. de Cyon, avec le plus profond dédain sur les insinuations calomnieuses venant d'un magistrat qui traite d'une façon aussi... indépendante les dépositions d'un témoin.

« Quant à la manière... imprudente dont M. de Beaurepaire a dénaturé ma déposition, je me contenterai, sur le conseil de M. Jules Simon, de prier

les journaux de publier les deux textes de ma déposition : le vrai et le fabriqué... »

Ce qui est fait !

M. de Cyon peut dédaigner les insinuations encore plus sottes que calomnieuses de M. de Beaurepaire. Mais nous croyons devoir à nos lecteurs quelques notes biographiques sur notre ancien directeur.

Le procureur général disait hier :

« Il habite sans doute Paris, mais en y invoquant très hautement son titre de conseiller d'État à Saint-Pétersbourg »; et le procureur général accompagne cette plaisanterie de mauvais goût de quelques insinuations nouvelles. Or, nous déclarons que M. de Cyon se targuait si peu de ce rang très honorable qui lui confère le titre d'Excellence, qu'au *Gaulois* nous n'avons appris que par M. de Beaurepaire qu'il le possédait ! Nous ne lui avons jamais connu que le titre de docteur. En effet, M. de Cyon est docteur en médecine des Facultés de Berlin, de Saint-Pétersbourg et de Paris.

Ce dernier grade lui a été conféré par la Faculté de Paris, quand il est venu s'installer à Paris, sans aucun examen et en considération de ses grands titres scientifiques. En effet, en 1867, M. de Cyon a obtenu, de l'Académie des sciences de Paris, sur le rapport de l'illustre Claude Bernard, le grand prix Montyon, pour la découverte des nerfs du cœur, qui portent son nom. En 1870, la même Académie des sciences lui décernait, sur le rapport de Becquerel père, la grande médaille Montyon (application de l'électricité) pour son ouvrage : *Principes d'électrothérapie*.

M. de Cyon a occupé avec éclat deux chaires de physiologie aux Facultés des sciences et de médecine à Pétersbourg.

Le rang de conseiller d'État actuel lui a été décerné par l'empereur Alexandre II, en récompense de son célèbre ouvrage *la Méthodique de la physiologie*, qui fait autorité dans le monde scientifique. En 1880, M. de Cyon a été nommé chevalier de la Légion d'honneur pour avoir soigné avec succès le grand-duc Nicolas, frère de l'empereur de Russie et vainqueur de Plewna, alors hôte de la France...

Si par hasard ce livre tombe entre les mains de M. de Beaurepaire, il sera certainement confus du fâcheux rôle qu'un agent de M. de Bismarck lui a fait jouer et regrettera le mauvais goût de certaines plaisanteries à propos de mes *deux patries*.

Je dois reconnaître que la comparaison des textes et les explications fournies produisirent au Sénat une impression pénible. Plusieurs sénateurs républicains de mes amis intervinrent auprès de l'honorable M. Le Royer; il fut décidé que le jugement ignorerait l'accusation imaginaire de connivence avec l'étranger. M. de Pressensé père, que je connaissais personnellement (il était venu plusieurs fois chez moi pour obtenir

dans la *Nouvelle Revue* la publication d'une étude de son fils sur la question irlandaise) me fit exprimer tous ses regrets de l'intervention malencontreuse de son fils, morphinomane avéré et presque irresponsable.

Mais je ne pouvais me contenter de ces satisfactions platoniques. D'une accusation tombée du haut de la tribune et reproduite par la presse du monde entier, il reste toujours quelque chose, même après la réfutation la plus probante. M. Quesnay de Beaurepaire m'était connu comme romancier habile, je le croyais pourtant incapable d'avoir inventé de toutes pièces une pareille fable. Il y avait dans l'affaire des dessous qu'il importait d'éclaircir. Plusieurs confrères, entre autres M. Janicot dans la *Gazette de France*, me conseillèrent d'intenter une action judiciaire aux auteurs de la calomnie, ce qui était, suivant eux, le seul moyen de faire la lumière. Mais une consultation donnée par deux maîtres éminents du barreau, dont un ancien garde des sceaux, me démontra bientôt que cette voie était impraticable. Le procureur général ne pouvait pas être poursuivi pour un acte commis dans l'exercice de ses fonctions. Quant à M. de Pressensé, il était, lui aussi, inattaquable, d'abord parce qu'il s'était borné à déposer devant la justice d'un fait communiqué par un tiers et dont il n'avait nullement assumé la responsabilité, ensuite parce que, mise à la charge d'un étranger, l'imputation d'avoir négocié avec M. de Bleichrœder ou tout autre au nom du général Boulanger ne constituait pas un délit de diffamation et ne pouvait donner droit à une réparation judiciaire. Force me fut donc de chercher autre chose pour tirer l'affaire au clair, et c'est alors que je fis une découverte des plus curieuses...

Je m'adressai tout d'abord au secrétaire de M. de Bleichrœder, X..., avec qui, à raison de ses fonctions, j'étais en rapport depuis plus de deux ans. Je lui soumis le réquisitoire du procureur général en appelant son attention sur les propos insensés qu'on lui prêtait. Voici ma lettre et la réponse que je reçus :

Cher Monsieur X.

Vous avez certainement appris par les journaux à quelle sotte histoire votre nom a été mêlé. Je vous adresse un extrait du *Journal officiel*, ainsi que ma réponse dans le *Gaulois* de ce matin. Vous y trouverez tous les détails. Je ne vous ferai pas l'injure de vous prier de démentir les sots propos que ce pauvre M. de Pressensé vous a attribués. Le malheureux est un morphinomane à moitié irresponsable qui dans un accès de rage anti-boulangiste a eu des hallucinations. Le connaissez-vous seulement? Et si vous avez réellement causé avec lui, vous rappelez-vous ce qui dans votre conversation a pu être interprété par lui d'une manière si prodigieusement extravagante? Votre réponse sera strictement confidentielle et ne sera livrée à la publicité que sur votre désir formel...

Berlin, le 13 août 1889.

Cher Monsieur,

Je reçois ce matin votre lettre non datée portant le timbre de Paris du 12 août et m'empresse de vous dire que j'ai été désagréablement surpris de voir mon nom mêlé aux débats du procès Boulanger. J'ai causé très souvent et avec tant de personnes du boulangisme, dans le courant de l'année, que les détails d'un entretien avec M. de Pressensé, datant de plusieurs mois, ne sont pas restés dans ma mémoire (*sic*).

Voulant éviter toute polémique, je dois m'abstenir d'entrer dans des détails (!) et vous prie de regarder cette lettre comme strictement confidentielle et non destinée à la publicité[1]...

Le ton embarrassé de cette lettre me surprit profondément. Un homme à qui on attribuait des assertions si grotesques et si évidemment mensongères, aurait dû protester avec indignation : au lieu de cela, X... demandait simplement que le silence se fît sur toute l'affaire. Cela était plus que suspect et méritait une enquête sérieuse. Activement recherchée à Paris et à Berlin, la vérité ne tarda pas à se découvrir : M. de Pressensé n'avait été mêlé à l'incident que pour masquer la véritable source de la dénonciation mensongère ; cette dernière émanait en réalité de X... qui, non content d'être le correspondant berlinois du *Temps*, correspondait encore secrètement (?) avec le quai d'Orsay. Dans le monde de la haute finance le fait était

1. En vue de la véritable nature de la dénonciation de X... je suis en droit de passer outre à cette prière.

même depuis longtemps le secret de Polichinelle. Décidément le gouvernement français n'avait pas de chance avec ses agents et correspondants secrets. Nous avons déjà vu et nous verrons encore comme il était mal tombé en confiant à M. Tatistchef la mission de combattre les sympathies boulangistes à Pétersbourg; le comble, c'était d'avoir choisi pour correspondant à Berlin le secrétaire intime ou, comme disait M. Quesnay de Beaurepaire, le *chef de cabinet* de M. de Bleichrœder. Il fallait toute la naïveté de Tirard pour s'imaginer qu'un homme qui occupait une pareille situation et qui, d'ailleurs, n'avait jamais caché son antipathie pour la France, pourrait, en retour de quelques billets de mille francs, adresser à Paris une seule ligne qui ne fût pas inspirée et approuvée par la Wilhelmstrasse. L'exémple de la dénonciation, dont nous venons de prouver l'inanité, montre quelles bourdes le prince de Bismarck faisait avaler aux ministres des affaires étrangères par l'entremise de X... Il devait bien rire, sachant que c'était encore le Trésor français qui payait à prix d'or les services que X... rendait à la chancellerie allemande. Quelle économie pour le fonds des reptiles!

Le but de la dénonciation devenait évident. Le prince de Bismarck, comme on l'a vu plus haut (p. 392), avait fait des avances au général Boulanger, — l'article de la *Norddeutsche* ne fut pas le seul, — et cela en pure perte. Furieux de l'insuccès de ses démarches, il accusa le général dont il connaissait les attaches russophiles, de lui avoir fait des avances à lui. Continuant à m'honorer de sa haine et sachant mieux que les ministres français la vraie raison de mes rapports avec Boulanger, il dicta à X... la fable grotesque dont Tirard fut dupe et que M. Quesnay de Beaurepaire essaya d'utiliser dans son réquisitoire. C'était presque exactement le même jeu que dans l'affaire Floquet : là aussi, après avoir échoué auprès de M. Floquet, le chancelier avait accusé Katkof et moi de pousser cet homme politique au pouvoir et d'intriguer avec lui.

On a des frissons rétrospectifs quand on songe que le ministère chargé des intérêts les plus vitaux de la France puisait ses informations sur l'Allemagne chez X... et sur la Russie chez

Tatistchef[1]! Quoi d'étonnant qu'il commît des fautes aussi graves que le bombardement de Sagallo qui, sans la magnanimité d'Alexandre III et sans les profondes racines que l'entente franco-russe avait déjà poussées dans les cœurs des Russes, aurait largement suffi pour creuser à jamais un abîme entre les deux peuples?... Nous ne voulons pas réveiller le douloureux souvenir du massacre d'une mission religieuse orthodoxe accompli sous la double inspiration des méthodistes anglais craignant une concurrence, et du ministère Crispi prévoyant les conséquences politiques de l'installation d'une mission russe en Abyssinie auprès de Ménélick. Disons seulement que dans cet incident aussi le manque d'informations et l'inexpérience du ministre des affaires étrangères jouèrent un rôle prépondérant. A l'ambassade russe comme au Pont des Chantres on affectait de parler avec dédain de la mission Achinof et on semblait donner carte blanche au gouvernement français pour agir contre elle. Mais M. Goblet aurait dû savoir que dans ces deux endroits on ne souhaitait rien tant que de voir l'entente franco-russe s'écrouler sous quelque faute grave de la France, et qu'à ce point de vue M. de Bismarck lui-même n'aurait pu donner des avis plus suspects. Les avertissements, les preuves même de l'hostilité de la rue de Grenelle ne manquaient pas au ministre des affaires étrangères. D'ailleurs, il n'était pas besoin d'être un profond politique pour deviner quelle serait l'indignation de la Russie à la nouvelle que des hommes et des femmes, coupables de s'être risqués sur le territoire d'un peuple ami, y avaient été accueillis à coups de mitraille? Pouvait-on ignorer au quai d'Orsay l'esprit profondément religieux des Russes, et était-il si difficile de prévoir l'effet que produirait la destruction d'une mission religieuse conduite par des prêtres vénérés?

L'affaire de Sagallo et l'absence de toute réparation pour le

1. Il ne faut pourtant pas être grand clerc en psychologie pour savoir qu'un homme qui consent à se faire, moyennant finance, l'agent d'un gouvernement étranger est nécessairement dénué de tout sens moral et capable de manger à tous les râteliers. Plus il vaut sous le rapport de l'intelligence, plus on a lieu d'appréhender de sa part une trahison : c'est le seul moyen qu'il ait de se venger du mépris qu'il inspire à ceux qui se servent de lui.

massacre et pour l'insulte au drapeau russe faillirent rompre à jamais l'accord entre les deux pays. En réponse à mes tentatives pour calmer l'indignation publique[1], je reçus plusieurs lettres de publicistes et d'hommes politiques qui repoussaient avec dédain l'idée d'une réparation pécuniaire à accorder aux victimes, mais par contre indiquaient la cession de Sagallo à la Russie, comme pouvant donner satisfaction au sentiment national. La France aurait été la première à en profiter. Une station russe sur la mer Rouge aurait rendu impossible le récent accord anglo-italien et la main-mise de l'Italie sur le Harrar. Comprend-on enfin, au quai d'Orsay, combien l'échec de la mission Achinof a été préjudiciable à l'influence française dans l'Afrique orientale?

1. Surmontant ma répugnance, je suis allé jusqu'à entrer en correspondance avec M. Souvorine pour lui expliquer combien injustifiées et dangereuses étaient ses attaques contre le peuple français dans le genre de celles publiées dans le *Nouveau Temps* sous le titre ironique « Vive la France! »

CHAPITRE XV

SOMMAIRE. — Le meurtre de l'archiduc Rodolphe; l'opposition hongroise désarmée. — Illusion de M. de Bismarck; intrigues à la cour de Guillaume II. — Nouvelle campagne contre la Russie. — Antagonisme entre le chancelier et le comte de Waldersee. — Bismarck préfère lancer l'Autriche-Hongrie sur la Russie. — Félicitations de Guillaume II à M. de Giers; télégramme du ministre russe. — Politique de M. Spuller; erreurs de la politique germanophile. — Nouvelle audience de M. de Bismarck chez Alexandre III; le chancelier allemand lui dévoile les agissements du chef de l'état-major allemand. — Menace d'un conflit entre la Russie et l'Autriche-Hongrie. — Dangers d'un pareil conflit pour les deux pays: possibilité d'un rapprochement; mes entretiens avec les hommes politiques hongrois. — Mon mémoire au tsar sur la possibilité et la nécessité d'une entente avec l'Autriche-Hongrie. — Les véritables responsabilités du renouvellement anticipé de la triple alliance. — Le congrès convoqué par Guillaume II à Berlin; dangereuses illusions à Paris. — La brochure inspirée du colonel Stoffel; ma réponse : *la France et la Russie;* grand succès en France; félicitations de chefs de l'armée française; sensation à Pétersbourg; M. de Giers demande l'interdiction de ma brochure et une enquête; paroles bienveillantes du tsar. — Premier voyage du général Vannovsky à Paris; pourparlers avec les généraux français. *Après Cronstadt; la Guerre ou la Paix; si vis pacem para pacem.* — Voyage de M. de Giers à Paris et ses résultats favorables. — L'assassinat du général Seliverstof. — Échec de l'emprunt russe 3 p. 100; fausses manœuvres de M. Wyschnegradski. — M. de Mohrenheim et M. Clémenceau.

L'année 1889 parut s'ouvrir sous les auspices les plus heureux pour la politique du prince de Bismarck : le 26 janvier l'affaire de Sagallo, le 27 la crise boulangiste arrivée à son point culminant par l'élection du général Boulanger à Paris, le 30 le meurtre de l'archiduc Rodolphe [1]. Peu après, M. Goblet quitte

1. La légende du suicide ne tient pas devant le résultat de l'autopsie : c'est bien un coup de fusil et non un coup de revolver qui a emporté toute la partie supérieure du crâne; le nom du meurtrier n'est plus un secret.

le quai d'Orsay où M. Spuller lui succède, et à la place d'une politique de coquetterie timide avec l'Italie, c'est la politique de Jules Ferry, celle de l'entente avec l'Allemagne qui rentre en scène. Le 25 février, l'opposition hongroise que la mort de l'archiduc Rodolphe a privée de son inspirateur, désarme publiquement par une proclamation solennelle du comte Apponyi, l'intime ami du défunt; le vaillant organe de l'archiduc, *Schwarzgelb*, qui sonnait si joyeusement la résurrection de l'empire des Habsbourg, cesse de paraître. Le 28 février, la Ligue des Patriotes est disssoute par ordre du ministre Tirard.

Pendant la longue vieillesse de Guillaume Ier, la toute-puissance du prince de Bismarck s'était donné carrière en Allemagne avec une audace qui faisait douter. si l'autorité suprême appartenait à la dynastie de Hohenzollern ou à celle de Bismarck. Ensuite, durant le règne éphémère de Frédéric III, oubliant les plus vulgaires égards dus au moribond, il avait profité de toutes les occasions, grandes ou petites, pour affirmer son pouvoir illimité. Qu'il s'agît d'une décoration à accorder à un homme éminent comme M. de Forkenbeck ou des sentiments intimes d'une fille de l'empereur, le chancelier ne manquait pas de faire sentir sa lourde main d'autocrate et de contrecarrer, sous le commode prétexte de la raison d'État, la volonté du souverain. Jamais il ne traita ses reptiles avec autant de sans gêne et de brutalité qu'il en montra à l'égard de l'empereur expirant et de l'impératrice veillant anxieuse à son chevet.

Frédéric III descendu dans la tombe, Bismarck se crut enfin chancelier à vie et maître indiscuté de l'Allemagne; il ne lui restait plus qu'à assurer sa succession au comte Herbert de Bismarck. Déjà le 28 juin 1888, dans un entretien avec plusieurs membres de la Chambre des seigneurs, le chancelier déclarait :

> Qu'il avait donné à l'empereur l'assurance qu'aussi longtemps que sa vie et sa santé le lui permettraient, il ne le quitterait pas (*nicht von seiner Seite weichen werde*), et qu'il tiendrait cette promesse jusqu'à son dernier soupir.

Assurément le prince de Bismarck était très sincère dans son désir de tenir sa promesse. Mais il eut bientôt lieu de se

demander si de l'autre côté ce désir était aussi vif. Dès l'avènement de Guillaume II, une lutte sourde contre le tout-puissant homme d'État se manifesta à la cour. C'était sans doute à des mobiles d'ordres bien divers qu'obéissaient l'impératrice mère, M. Hinzpeter, l'ancien précepteur du nouvel empereur et le comte de Waldersee : tous néanmoins tendaient au même but, ébranler la confiance du souverain dans la politique du chancelier. Hostile depuis longtemps au prince de Bismarck, le comte de Waldersee accentua encore davantage son opposition après qu'il eut été mis, le 12 août 1888, à la tête de l'état-major en remplacement du maréchal de Moltke. Ami personnel de Guillaume II, soutenu par le parti féodal et par la *Kreuzzeitung*, sympathique au centre catholique et aux Polonais, le nouveau chef de l'état-major était un adversaire d'autant plus dangereux qu'il choisit pour terrain de lutte la politique suivie envers la Russie, où depuis 1886-1887 Bismarck n'avait essuyé que des échecs. Le fiasco complet des dernières tentatives de la chancellerie allemande, pour renouer les anciens liens avec la cour de Pétersbourg, semblait donner raison au parti qui, dès l'automne de 1886, avait réclamé la guerre contre la Russie. Nous avons longuement exposé dans le chapitre VII les tendances de ces *Unterströmungen :* on les vit se remettre à l'œuvre en 1889, et insister de plus belle sur l'urgence d'une guerre qu'ils se croyaient encore certains de mener triomphalement.

Les alarmes du chancelier se trahirent pour la première fois dans un article des *Hamburger Nachrichten* intitulé « Die Nationalliberalen und der Reichskanzler » qui parut en février 1889 à propos du procès Geffeken. Toutefois, comme pour se rassurer lui-même, le prince de Bismarck concluait en affirmant que sa situation auprès de l'empereur n'était nullement ébranlée et que ce dernier paraissait avoir renoncé à son ancien rêve d'être de fait son propre chancelier. La lutte, après une courte suspension d'armes, recommença par une série d'articles de la *Kreuzzeitung* extrêmement violents contre la Russie. Il était aisé de voir que ceux qui réclamaient la guerre

immédiate contre le voisin de l'Est étaient directement inspirés par l'état-major[1]. Bismarck riposta le 19 juin dans les *Hamburger Nachrichten* par un article intitulé « Zur Kriegstreiberei » et le 7 juillet par un autre : « Zur Theorie des Krieges » dans la *Norddeutsche*. Ce n'était pas qu'au fond le chancelier fût mieux disposé envers la Russie que le comte de Waldersee, mais il tenait avant tout à rester le maître absolu de sa politique et n'admettait aucune ingérence dans sa sphère d'action. A la rigueur il aurait encore accepté que Guillaume II fût son propre chancelier, pourvu que dans cette combinaison l'autorité suprême de l'empereur appartînt à lui Bismarck.

Alors comme en 1887, la principale divergence de vues entre les deux adversaires portait sur le choix du moment et des conditions de la lutte. Dans une interview avec un rédacteur du *New-York Herald* en octobre, le comte de Waldersee se chargea lui-même de préciser ce dissentiment : « Nos alliances augmentent notre force et constituent une grande garantie de paix ; mais je suis certain que la puissance allemande concentrée dans une seule main et guidée par une seule volonté ferme est suffisante pour tenir tête avec succès à une coalition. » Ces paroles produisirent une sensation considérable. Pour ceux qui étaient un peu initiés aux mystères des chancelleries il devenait évident qu'un au moins des alliés de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, hésitait, malgré les fanfaronnades du comte Kalnoky, à se lancer dans une guerre contre la Russie, sans y être forcé par la défense de ses propres intérêts. Le comte de Waldersee conseillait de passer outre à ces hésitations et se faisait fort de lutter avec les seules forces de l'Allemagne, même sur les deux fronts à la fois. Bismarck plus prudent inclinait vers une politique de temporisation.

En analysant le traité austro-allemand de 1879, il est aisé de voir que le but caché du prince de Bismarck était d'ouvrir la voie à une série de conflits austro-russes dont l'issue finale et inévitable devait être l'écrasement de la monarchie autrichienne.

1. Le nom du belliqueux rédacteur de la *Kreuzzeitung* a été révélé en 1891 ; c'était le major Scheibert, un intime du comte de Waldersee.

En réalité, ce traité, en liant l'Autriche à la politique allemande, en la plaçant dans une attitude hostile à la Russie, garantissait le nouvel empire moins contre les menaces imaginaires du gouvernement russe, que contre toute revendication par les Habsbourg de leur ancienne situation en Allemagne. Le chancelier était un homme d'État trop clairvoyant pour ne pas être convaincu que l'empire créé par lui ne serait définitivement consolidé qu'après l'anéantissement complet de l'Autriche. Dans ses entretiens avec Alexandre III en novembre 1887 et surtout en octobre 1889, comme dans ses conférences avec M. de Giers, il ne cacha jamais cette conviction et ne cessa de faire miroiter devant leurs yeux la belle part qui reviendrait à la Russie dans les Balkans et ailleurs en cas de démembrement de l'Autriche-Hongrie.

Son rêve était donc de jeter les deux empires l'un sur l'autre ; il fallait seulement, afin d'éviter le *casus fœderis* établi par le traité de 1879, que le conflit entre eux éclatât pour quelqu'une des causes que Bismarck déclarait sans cesse être en dehors de la sphère des intérêts allemands. Une agression directe de la Russie contre l'Autriche l'aurait beaucoup embarrassé, tandis qu'il lui était loisible de ne pas intervenir si, par exemple, l'Autriche entrait dans les Balkans pour s'opposer à une occupation de la péninsule par les Russes. C'est à faire naître un conflit de ce genre qu'il travaillait sans relâche depuis 1887 et, s'il ne réussit point à le provoquer, ce ne fut certes pas la faute de M. de Giers....

Pendant qu'Autrichiens et Russes se seraient entr'égorgés pour les beaux yeux des Bulgares, l'Allemagne et l'Italie auraient attaqué la France. Tant pis pour l'Autriche-Hongrie si son allié de Berlin, occupé à l'ouest, l'aurait laissé écraser par la Russie ; cette dernière aurait été trop épuisée par la lutte pour gêner les projets concertés entre Bismarck et Crispi.

On comprend que ces plans, quoique autrement compliqués que ceux du comte de Waldersee, étaient en même temps beaucoup plus prudents. Aussi le prince de Bismarck s'en prévalait-il pour confondre la témérité de son adversaire. Afin de

ne laisser aucun doute sur la vraie portée des paroles du comte de Waldersee, l'organe du chancelier, la *Norddeutsche* publia le télégramme officieux suivant :

L'entretien du comte de Waldersee avec un reporter, publié par le *New-York Herald*, a été rendu très exactement ; mais il faut admettre que la conclusion a été publiée contre le désir du comte de Waldersee, qu'il s'agit donc d'une indiscrétion.

Cette « indiscrétion » permettait au prince de Bismarck de se poser devant l'opinion publique en champion d'une politique de paix, et de rejeter ses adversaires dans le camp des fameux « Kriegshetzer[1] ».

Le chancelier pouvait-il, avec quelque apparence de raison, espérer la réalisation de ses projets? Certainement. L'entente franco-russe n'était, au fond, qu'unilatérale et basée uniquement sur la ferme volonté du tsar de ne plus rester l'arme au bras en cas de conflit sur le Rhin. Mais la politique extérieure de la Russie était toujours dirigée par M. de Giers sur le dévouement de qui le chancelier allemand avait plus que jamais lieu de compter. A un télégramme de félicitations, que Guillaume II, alors l'hôte de Bismarck à Friedrichsruh, envoya le 30 octobre à M. de Giers pour le cinquantième anniversaire de son entrée au service, le ministre des affaires étrangères répondit par de longues protestations de dévouement dont voici les derniers mots :

Je suis heureux d'être appelé par la confiance de mon souverain à être l'*intermédiaire des sentiments amicaux qui le lient à Votre Majesté et des traditions de l'amitié cordiale entre les deux pays.*

D'autre part, en France, la politique extérieure était dirigée par M. Spuller dans un sens ouvertement favorable à une entente avec l'Allemagne. A ce ministre la Russie apparaissait comme un immense glacier sur lequel se promenaient de vagues formes humaines enchaînées les unes aux autres et

1. Le comte de Waldersee n'a jamais désavoué ses paroles. Dans un télégramme du 16 juillet adressé aux *Hamburger Nachrichten*, il a seulement nié le fait d'avoir présenté à son souverain un mémorandum sur l'urgence d'une guerre contre la Russie.

conduites par un garde-chiourme, — un tableau dans le genre de ceux des ascensions alpestres qu'on voit chez Baedeker : une dizaine de personnes attachées avec des cordes pataugent dans la neige sous la conduite d'un guide armé d'un fort bâton. Les interminables et énervantes conférences de M. de Mohrenheim sur « les hauteurs du Kremlin », que M. Spuller était forcé de subir, n'étaient pas de nature à l'éclairer sur les bienfaits d'une entente entre la France et la Russie. Comme Jules Ferry, M. Spuller croyait pouvoir atteindre plus aisément les visées de la politique française par un accord avec l'ennemi héréditaire. Jouer le prince de Bismarck en simulant des sentiments germanophiles paraissait au maître et au disciple chose bien facile. Tous deux oubliaient qu'en politique comme en amour le plus sûr moyen d'obtenir les bonnes grâces d'une coquette c'est de courtiser sa rivale.

Bismarck se croyait donc, et non sans raison, redevenu le maître de la politique étrangère à Paris comme au plus beau temps de Jules Ferry. La Bulgarie continuait à être le *détonateur* toujours prêt à partir et à amener l'explosion du conflit tant souhaité entre la Russie et l'Autriche-Hongrie.

Au mois d'octobre Alexandre III rendit à Berlin la visite reçue quinze mois plus tôt à Peterhof. Comme deux ans auparavant, le prince de Bismarck demanda une audience à l'empereur de Russie ; pendant un entretien de plus d'une heure il fit parade de ses sentiments pacifiques, gémit sur la lutte acharnée qu'il était forcé de soutenir contre le parti de la guerre dirigé par le comte de Waldersee et, pour endormir la méfiance du tsar, n'hésita pas à imputer les plus noirs desseins au chef de l'état-major[1] ; au cours de sa démonstration il en vint même à émettre certaines assertions outrées : à l'entendre, une guerre contre la Russie était chose décidée et seul il était de taille à dompter les « Kriegshetzer ». Là-dessus Alexandre III lui demanda s'il était bien sûr de conserver son poste. « Cer-

1. Ce n'est pas à tort que la *Kreuzzeitung* du 10 juillet, à propos du télégramme cité de la *Norddeutsche*, l'accusa de discréditer aux yeux de l'étranger les chefs de l'armée allemande.

tainement, sire, aurait répondu le prince de Bismarck, je suis absolument sûr de rester ministre pendant toute ma vie [1]. »

Quelques mois après, la démission forcée du chancelier montra ce que valaient ses espérances et ses certitudes. Il tomba au moment peut-être où sa politique était le plus près de triompher; les brandons de discorde jetés par lui entre la Hofburg et Gatchina [2] étaient sur le point d'amener le conflit espéré.

Aussitôt le tsar rentré à Pétersbourg, le comte Kalnoky accourut à Friedrichsruh pour y recevoir les dernières instructions. Si Bismarck avait eu en effet la conviction d'avoir réussi à dissiper les méfiances d'Alexandre III contre la triplice, point n'était besoin de tenir de mystérieux conciliabules dans sa résidence : une simple note diplomatique suffisait pour faire connaître à Vienne la bonne nouvelle.

Le conflit des intérêts entre les deux empires était-il, en réalité, tellement grave qu'il ne comportât d'autre issue que l'*ultima ratio* des canons? A la Hofburg de Vienne et surtout à Pest on paraissait en être convaincu; et, ce qui rendait la situation plus dangereuse encore, à Pétersbourg les cercles les plus divers par leurs aspirations et leurs tendances ne s'accordaient que sur la nécessité d'une guerre contre l'Autriche-Hongrie; les plus pacifiques étaient d'avance résignés à cet événement fatal. Comme Katkof, j'étais loin de partager la conviction générale; rien, au contraire, ne me semblait plus artificiel, plus opposé aux véritables intérêts des deux empires, — qui jamais encore ne s'étaient rencontrés comme adversaires sur le champ de bataille, — que cet antagonisme créé par la cour de Berlin et amené par l'honnête courtier à l'état de crise aiguë. Nous avons ailleurs [3] démontré longuement cette thèse et trou-

1. Récit du chancelier, publié le 24 juin 1892 dans la *Neue Freie Presse* de Vienne.

2. Le chancelier ne négligeait rien pour semer la méfiance entre les deux cours. Ainsi, par exemple, au mois de juillet 1889, la *Gazette de Cologne* se faisait écrire de Pétersbourg (?) que le tsar annonçait son départ pour Copenhague afin de ne pas fêter — pour la première fois — l'anniversaire de la naissance de François-Joseph!

3. Dans la *Russie Contemporaine*, pp. 235 et suiv., un chapitre est spécialement consacré à cette question. Je suis revenu sur le même sujet dans une brochure confidentielle, *La Paix et la Guerre*, publiée en 1892. Voir aussi « la Fin de la Triple Alliance », *Nouvelle Revue*, 1893.

vons inutile d'y revenir ici. Disons seulement que dès l'été de 1888 je m'étais convaincu que même la prétendue haine féroce des Magyars contre l'empire des tsars était due en très grande partie à des excitations intéressées venues de la Wilhelmstrasse et ne répondait pas aux véritables sentiments des hommes politiques indépendants. Au mois d'août de cette année, m'étant rencontré à Marienbad avec plusieurs personnages politiques hongrois réputés parmi les plus russophobes, j'avais été surpris de voir combien peu leur hostilité contre la Russie résistait à une franche explication. Plus tard, à Paris et ailleurs, j'eus l'occasion de causer avec quelques membres de l'opposition hongroise, et nous nous trouvâmes bientôt d'accord sur la possibilité d'une action commune en faveur d'un rapprochement entre la Russie alliée à la France et l'Autriche-Hongrie. La politique bismarckienne, poussant l'empire des Habsbourg vers les Balkans, ne tend à rien moins qu'à le transformer en un État slave catholique. Les Magyars, en cas de succès de cette politique, seraient noyés dans une mer slave et, en cas d'insuccès, — c'est-à-dire en cas de dislocation de l'Autriche-Hongrie par suite d'une lutte mortelle contre la Russie, — la Hongrie resterait en l'air entre l'Allemagne augmentée des provinces autrichiennes, la Roumanie agrandie de la Transylvanie et les nationalités slaves qui renaîtraient sur les ruines de l'ancien empire.

Ce n'est pas seulement à Pest que des doutes s'élevaient sur les bienfaits de la triplice; à Vienne aussi des scrupules se manifestaient et nous avons noté plus haut d'éloquents symptômes du revirement qui était en train de s'opérer. Sans doute, la mort de l'archiduc Rodolphe eut pour effet de ralentir ce mouvement, mais c'était un fait avéré que les deux archiducs les plus rapprochés du trône partageaient à cet égard les sentiments de l'héritier disparu.

Du côté de l'Autriche-Hongrie l'idée d'un rapprochement avec la Russie ne se heurtait donc pas à des obstacles insurmontables; on pouvait en prévoir de plus sérieux du côté de la Russie. Heureusement, ici la direction suprême de la politique

dépendait uniquement du souverain et Alexandre III accueillait toujours favorablement tout avis qui pouvait servir la cause de la paix. Or, en 1890, ce qui menaçait en première ligne la paix européenne, c'étaient les rapports entre les deux empires de l'est que l'habileté diabolique du chancelier allemand avait su amener à ce point, où les épées sortent toutes seules du fourreau.

En février 1890, M. le comte Delanof a bien voulu remettre de ma part au souverain un mémoire sur la question du rapprochement entre la Russie et l'Autriche-Hongrie. C'était, au fond, le retour à notre ancienne politique nationale qui, elle, cherchait la solution du problème oriental par une entente cordiale avec l'empire des Habsbourg.

Pour que ce projet eût chance d'aboutir, il était indispensable que les pourparlers s'engageassent directement entre les deux gouvernements, — toute intervention de l'Allemagne ne pouvant que troubler davantage la situation.

Il m'est naturellement interdit de dévoiler ici le contenu de mon mémoire. Je dirai seulement que dans la conclusion j'indiquais les voies et moyens de réaliser l'accord désiré, ainsi que les bases sur lesquelles il pouvait être établi. Le tsar daigna recommander ce travail à l'attention de M. de Giers...

François-Joseph ayant conservé intacte la haute direction de sa politique étrangère, une entente entre les deux empires devait forcément commencer par une reprise des bonnes relations d'antan entre les deux cours. Mais il fallait agir parallèlement sur l'opinion publique des deux pays, ainsi que sur les milieux parlementaires, afin de dissiper les malentendus et les haines accumulés pendant de longues années par une presse toute à la dévotion de la politique allemande. Deux années restaient encore jusqu'à l'expiration du traité de la triple alliance, on avait donc le temps nécessaire pour en prévenir le renouvellement, à la condition toutefois que l'on rompît avec les traditions d'inertie et d'indolence si enracinées dans notre corps diplomatique.

La thèse développée dans mon mémoire pouvait alors paraître un peu paradoxale. Mais bientôt elle commença à se faire

jour et à pénétrer les meilleurs esprits dans les deux empires. A Berlin, on comprit les dangers de ce rapprochement à deux et on ne négligea rien pour le traverser. Ainsi, par exemple, en 1890, la cour de Russie attendait la visite de l'archiduc Ferdinand qui, à son retour de Suède, devait assister aux manœuvres de Krasnoie-Selo. C'était pour nos souverains une occasion tout indiquée de reconnaître le gracieux accueil reçu par le grand-duc héritier pendant son passage à Vienne. Mais la diplomatie allemande veillait : Guillaume II fit inopinément annoncer sa visite à Narva. Avisé à temps, l'archiduc remit la sienne à l'hiver prochain. Le tsar, pour couper court aux combinaisons attachées à l'entrevue de Narva, adressa au général de Boisdeffre une invitation aux manœuvres. En septembre 1892, François-Joseph devait se rencontrer pendant les manœuvres de Pologne avec Alexandre III ; c'était la consécration logique des bons rapports rétablis à l'occasion des deux visites des princes héritiers à Vienne et à Pétersbourg[1]. Mais au moment où tout était déjà réglé pour l'entrevue, Guillaume accourut à Vienne et des difficultés habilement suscitées à Pest firent tout échouer.

Néanmoins, malgré tous les obstacles venus de Berlin et tous les bâtons mis dans les roues par l'indolence de nos propres diplomates, un résultat heureux ne laissa pas d'être obtenu : les rapports si tendus en 1889 entre la Russie et l'Autriche-Hongrie firent place peu à peu à des relations normales et tout danger d'une guerre entre les deux pays par suite des excitations allemandes se trouva conjuré. Pour mesurer le chemin parcouru, il suffit de comparer le langage conciliant du comte Kalnoky aux Délégations pendant les dernières années avec les provocations de 1888 et 1889. Certes, le rapprochement entre les deux cours n'atteignit pas le but principal : empêcher le renouvellement de la triple alliance. Mais la faute en est en premier lieu à M. de Giers et ensuite à la politique russophobe de certains ministres français.

En effet, pour que le rapprochement entre la Russie et l'Au-

1. Voir mon article : « La fin de la triple alliance » (*Nouvelle Revue*, 1893).

triche-Hongrie aboutît à la rupture de la triplice, il était indispensable — nous l'avons toujours affirmé — que l'entente franco-russe devînt une réalité et qu'elle fût proclamée à la face de l'Europe entière. Or, comme je l'écrivais le lendemain de Cronstadt, «... nos diplomates, en lutte sourde mais incessante contre les nouvelles tendances de la politique russe, entretenaient leurs collègues européens dans la douce conviction que le tsar, au fond, était loin d'être acquis à l'entente franco-russe... et qu'en réalité jamais Alexandre III ne donnerait son entière adhésion à un pareil accord. Qu'on se rappelle les bruits perfidement répandus à un moment donné par une presse officieuse dont on connaît les inspirateurs[1] : à en croire ces racontars, le gouvernement français, ayant tâté le terrain à Pétersbourg pour la conclusion d'un traité en bonne forme, avait été rebuté, et même assez durement. Quelques semaines avant le renouvellement de la triple alliance, toute la presse gallophobe de l'Europe chantait victoire à propos de ce prétendu échec significatif des espérances que de naïfs chauvins fondaient sur la Russie... L'avortement définitif de l'entente franco-russe était donc un point acquis pour tout le monde, quand éclata la surprenante nouvelle que la triple alliance venait d'être subitement prolongée de six ans... A Berlin, on était mieux renseigné sur les véritables sentiments d'Alexandre III ; on savait parfaitement que la sourde hostilité de MM. de Giers et de Mohrenheim ne pèserait pas un fètu devant la volonté du tsar ; on prévoyait, non sans raison, que lors de la visite de l'escadre française, cette volonté se manifesterait avec un éclat dont on craignait à juste titre l'effet foudroyant sur les cours de Vienne et de Rome, — aussi s'empressa-t-on d'arracher l'acquiescement de celles-ci à la prorogation de la triplice avant l'arrivée de l'escadre française. » (*La Russie Contemporaine*, pp. 263-265.)

Si M. de Giers est le principal coupable du renouvellement de la triplice en 1891, certains ministres français, qui affichaient trop leur répugnance pour une entente avec la Russie, ont

1. Entre autres l'*Allgemeine Zeitung* du 19 juin 1891, dont les prétendues révélations firent alors le tour de la presse.

aussi leur part de responsabilité dans cet événement. Il faut citer en premier lieu parmi ceux-ci M. Spuller. La franchise avec laquelle il accentuait sa politique — et on doit lui rendre cette justice que lui, du moins, avait le courage d'affirmer hautement la sienne, basée sur une entente avec l'Allemagne. — fournit à nos diplomates les meilleurs arguments auprès du tsar contre la ligne qu'il s'obstinait à suivre depuis 1887. Ce fut même pendant l'hiver de 1889-1890 la principale préoccupation du petit groupe qui, depuis la mort de Katkof, n'avait pas cessé de lutter pour une alliance avec la France. Il n'y avait pas lieu de s'arrêter aux rapports de M. de Mohrenheim, redevenu très pessimiste dans ses jugements sur la direction de la politique française : on devinait pour quels motifs notre ambassadeur avait pendant un certain temps paru adopter une attitude moins hostile à la France, et son nouveau revirement importait peu. Mais M. de Kotzebue méritait plus de confiance : pendant qu'il remplaçait M. de Mohrenheim, il avait eu avec M. Spuller un entretien au cours duquel le ministre français mis au pied du mur s'était, assez maladroitement, d'ailleurs, prononcé contre la conclusion d'un traité d'alliance avec la Russie.

Bien d'autres faits venaient corroborer l'impression générale en Russie qu'un retour à l'ancienne politique ferryste était en train de s'opérer dans le monde officiel français. Nous n'en signalerons que les deux principaux : la participation empressée de la France à la conférence convoquée à Berlin par Guillaume II pour l'étude des questions sociales et la fameuse brochure du colonel Stoffel, dont l'inspiration officieuse ne faisait pas de doute. Nonobstant les réserves de détail dont M. Spuller avait accompagné son adhésion à la conférence projetée, le fait seul, que la France consentait à prendre part à une réunion internationale composée exclusivement de délégués des puissances qui gravitaient autour de l'Allemagne, était par lui-même assez significatif. En effet, Guillaume avait négligé d'adresser des invitations à la Russie et à l'Espagne. Cette dernière était pourtant un des pays les plus travaillés par l'agitation socialiste ; quant à la Russie, elle était justement occupée à réformer sa

législation ouvrière. Tandis que le gouvernement espagnol protestait contre cet oubli et obtenait au dernier moment son admission à la conférence, M. de Giers trouvait tout naturel que la Russie fût exclue de l'aréopage européen et se contentait de faire insérer dans le *Journal de Saint-Pétersbourg* l'expression de ses plus ardents souhaits pour le succès de l'entreprise de Guillaume II. Or, on ne fut pas longtemps sans comprendre à quoi tendait en réalité cette fantaisie humanitaire : en accablant les délégués français d'amabilités exagérées, en faisant étalage du parfait accord qui existait soi-disant entre la France et l'Allemagne, l'empereur voulait compromettre définitivement la République française aux yeux d'Alexandre III et démontrer à ce dernier que le seul allié sur lequel il pût véritablement compter se trouvait aux bords de la Sprée.

J'étais alors à Pétersbourg; témoin de ce double jeu, je me permis d'écrire à M. Jules Simon pour le mettre en garde contre les flatteries intéressées du jeune monarque.

L'inquiétude s'accrut encore parmi les partisans de l'entente franco-russe quand parut la brochure du colonel Stoffel qui prêchait ouvertement l'alliance avec l'Allemagne, afin de combattre la puissance russe, seule menaçante pour l'avenir de la France!

A peine remis d'une maladie grave qui m'avait cloué au lit pendant deux mois, je résolus de rentrer immédiatement en France pour lutter contre le courant anti-russe devenu vraiment dangereux. Le 24 mars j'étais à Paris où je trouvais les fidèles amis de la Russie consternés de la tournure que prenait la question de l'entente entre les deux peuples. Heureusement dans l'intervalle le ministère Tirard-Spuller avait été renversé et M. de Freycinet était de nouveau président du Conseil en même temps que ministre de la guerre. M. Ribot, à qui avait été confié le portefeuille des affaires étrangères, passait bien pour un partisan de l'alliance avec l'Angleterre, mais il n'avait pas encore pris nettement position contre la Russie. Il était permis d'espérer que le président du Conseil en contact avec l'armée sentirait s'affermir et se consolider les tendances russo-

philes qu'il avait déjà vaguement manifestées en 1886; il saurait donc, le cas échéant, contenir son collègue du quai d'Orsay.

Le 26 mars, encore forcé de garder le lit, j'entrepris de répondre au factum du colonel Stoffel, et le 1er avril je remis à Mme Adam mon article « La France et la Russie », qui parut dans la *Nouvelle Revue* du 15 avril et fut ensuite publié en brochure.

Si un traité formel d'alliance défensive, écrivais-je dans la préface, n'a pas encore consacré l'entente entre les deux pays, si par suite la paix du monde continue à être menacée, la faute en est, d'une part aux adversaires fort habiles des deux peuples; de l'autre, à leurs diplomates fort maladroits. Mais il est temps d'arriver à une solution! Des fiançailles trop prolongées aboutissent fatalement à une rupture quand les fiancés sont impressionnables et mobiles; or, Russes et Français le sont à un degré excessif. Depuis quelque temps, leurs ennemis multiplient plus que jamais les intrigues souterraines afin de troubler leur entente; le succès de ces manœuvres amènerait des catastrophes immédiates pour la paix du monde et serait désastreux pour les deux pays... Rien, suivant nous, ne contribuera mieux à faire échouer certaines menées ténébreuses qu'une franche et loyale explication des malentendus existants, un exposé sincère des fautes commises de part et d'autre...

Il est temps d'aboutir, il n'est que temps!

Le moment était excessivement critique; Guillaume II venait de se séparer brutalement de son vieux chancelier; les tendances belliqueuses de ses conseillers, dirigées surtout contre la Russie, n'étaient que trop connues. Qui pouvait répondre que l'avenir le plus proche n'apporterait pas une de ces surprises auxquelles l'humeur un peu exubérante du jeune souverain n'avait que trop préparé l'opinion du monde? En France l'esprit public, berné par des promesses fallacieuses, n'était pas éloigné de se laisser séduire par les exploits légèrement désordonnés de Guillaume II. Après le colonel Stoffel, d'autres, comme M. Barthélemy Saint-Hilaire, étaient venus réveiller les vieilles méfiances contre la Russie et offrir à l'imagination crédule des foules le mirage de quelque grandiose et généreuse restitution. Il n'y avait là que balivernes et trompe-l'œil, mais quelque absurdes que fussent tous ces bruits mystérieux répandus par une presse avide de nouvelles

à sensation et accessible aux séductions de toute sorte, dans un pays où l'opinion flottante exerce une si grande action sur la politique étrangère, tous les emballements étaient à craindre.

Le réveil aurait été terrible, surtout pour les endormeurs systématiques; mais pour ceux qui avaient savamment préparé la coalition contre la Russie, il ne s'agissait que d'hypnotiser la France pendant quelques semaines, de l'immobiliser juste le temps nécessaire pour porter à l'Est quelques coups rapides et retentissants de nature à ôter aux Français toute envie de profiter de la déclaration de guerre pour fondre sur l'ennemi héréditaire. Une fois la Russie terrassée, on aurait jeté bas les masques et le vainqueur insolent aurait vite dissipé les velléités guerrières des patriotes français.

Le danger était donc très grand pour les deux pays; grâce à la criminelle indolence de leurs diplomates, ils avaient perdu plusieurs années en coquetteries stériles sans arriver même à conclure une entente militaire capable de les protéger contre les pièges les plus grossiers. Il était urgent de secouer la torpeur qui envahissait les deux peuples, de leur montrer du doigt les périls qui les menaçaient. C'est pourquoi dans mon étude je frappai si fort et, laissant de côté toute réserve diplomatique, toute considération de personnes, je m'appliquai à présenter les faits dans toute leur terrible nudité.

Le succès de mon « *delenda Carthago* » dépassa toutes mes espérances. Le chaleureux plaidoyer en faveur d'une alliance franco-russe trouva un écho retentissant en France et en Russie; j'en eus pour première preuve les cris de rage partis de la presse reptilienne à Berlin, Pest, Vienne, Londres et autres lieux. A part quelques journaux notoirement inféodés à la politique russophobe et qui eurent la pudeur de garder le silence, la presse parisienne, — à la seule exception du journal de M. Canivet, — accueillit très favorablement la thèse soutenue dans ma brochure. La presse de province, presque tout entière, commenta très vivement mon étude et en adopta les conclusions. L'effet produit en dehors du journalisme ne fut pas moins considérable,

surtout dans le monde parlementaire et gouvernemental. Mais, de toutes les adhésions et félicitations que je reçus, les plus précieuses pour moi furent celles qui me vinrent de l'armée française : plus de quarante généraux, parmi les plus illustres et les plus haut placés, — onze commandants de corps, notamment, — me complimentèrent chaleureusement sur la thèse que je défendais et répudièrent avec énergie la politique préconisée par le colonel Stoffel. La *Nouvelle Revue*, très répandue dans le monde militaire, avait porté mon article dans les endroits les plus éloignés et j'étais aussi flatté qu'ému de recevoir des remerciements collectifs d'officiers stationnés sur la frontière de l'Est ou en Algérie. Certes, je savais d'avance que les chefs de l'armée française étaient presque unanimes à réclamer l'alliance avec la Russie, mais cette manifestation spontanée, cette franchise d'adhésion m'alla droit au cœur. Mon seul regret était de ne pouvoir, sans manquer à la discrétion absolue que commandait tant de confiance, faire parvenir au tsar ces touchantes preuves de sympathie pour son empire. Je dus me contenter de relever le fait suffisamment éloquent par lui-même.

On se doute bien que mon premier soin fut d'adresser au souverain mon plaidoyer, démontrant l'urgence d'aboutir à une alliance formelle avec la France. La chose n'allait pas sans quelques difficultés, à cause des attaques très violentes contre MM. de Giers et de Mohrenheim et de la brutalité générale — d'ailleurs voulue — de tout l'exposé. Il se trouva heureusement un patriote ardent qui, fort de sa haute situation dans les conseils de l'empereur, prit sur lui de soumettre à Alexandre III « la France et la Russie ».

Dans la lettre accompagnant l'envoi de cette brochure à M. Pobiedonostzef, après avoir exposé les dangers de la coalition qui menaçait la Russie et les efforts faits pour détacher d'elle la France, j'écrivais : « On se repose trop, chez nous, sur les souvenirs de 1812; on oublie que les circonstances ne sont plus les mêmes. Napoléon Ier avait sa base d'opérations très éloignée de la Russie; il était séparé de nous par de nombreux États qui, alliés forcés, lui étaient en réalité très hostiles; les

communications par mer lui étaient interdites et il n'avait pas de chemins de fer à sa disposition. La coalition contre la Russie se présente tout autrement à présent. La triple alliance a trouvé des alliés sûrs dans l'Angleterre, la Turquie, la Suède, la Roumanie et les autres nations balkaniques. Elle a d'autres moyens de concentration et de communication que Napoléon Ier, et elle se gardera bien de répéter ses fautes... La France avec son armée de trois millions de soldats et sa marine de premier ordre est pour nous un allié inappréciable, et nos diplomates sont criminels de ne nous avoir pas assuré son concours; une alliance formelle avec la France aurait depuis longtemps désagrégé la triple alliance; la coalition qui nous menace n'aurait jamais pu se former... » J'insistais aussi beaucoup sur l'erreur volontaire de nos diplomates, qui ne voulaient pas reconnaître qu'en France le sentiment national se prononçait d'une façon irrésistible pour une entente avec nous. « Nous ne pouvons plus compter sur la France », écrivait-on dernièrement de la rue de Grenelle : c'était archi-faux. Les adhésions chaleureuses des chefs de l'armée française, la manifestation unanime de la presse[1] prouvaient bien le contraire...

Quelques semaines après, j'eus le bonheur de recevoir de l'entourage intime du tsar les meilleures nouvelles concernant l'impression produite sur son esprit : presque à chaque page de ma brochure se trouvaient des annotations et exclamations témoignant de l'attention avec laquelle elle avait été lue. Bien plus, le souverain en avait recommandé la lecture au général Vannovsky, ministre de la guerre : il n'en fallait pas plus pour que tous les chefs de l'armée s'arrachassent les quelques exemplaires arrivés à Pétersbourg.

Partout l'impression fut très vive. Au Pont des Chantres, mes violentes attaques contre certains diplomates produisirent l'effet d'une pierre tombée dans un marais de crapauds. A quelques rares exceptions près — dont était M. Vlangali, adjoint du ministre, — nos bureaucrates des affaires étrangères

1. Un gros volume, dans lequel étaient réunis tous les articles de la presse française parvenus à ma connaissance, accompagnait ma lettre.

donnaient libre cours à leur irritation. M. de Giers, après avoir vainement tenté d'obtenir l'interdiction de la brochure par les voies ordinaires, s'adressa au tsar lui-même; en lui signalant le danger de laisser dévoiler de si graves secrets d'État (!), il demanda une enquête sur la source de mes indiscrétions et même indiqua charitablement Wyschnegradski, son collègue du Comité des ministres, avec qui, depuis plus d'un an, j'avais rompu toutes relations. Ce dernier, interrogé par l'empereur, ne crut pouvoir mieux se disculper qu'en commençant par tomber sur moi; mais le tsar l'arrêta au premier mot : « Assez! Depuis quelque temps j'entends sur Cyon les propos les plus contradictoires; à présent j'ai moi-même acquis la conviction que c'est un homme très capable et dont l'action est très utile[1]. Il ne ménage pas ses adversaires, mais eux aussi le paient de la même monnaie. » Ces augustes paroles signifiaient que la cause d'une alliance *effective* avec la France était gagnée.

La presse russe fut moins unanime que la presse française. Le prince Mestchersky, directeur du *Grajdanine*, entièrement acquis à la cause allemande, pensa suffoquer d'indignation devant mes attaques contre ses amis du Pont des Chantres. Les crypto-nihilistes du *Messager de l'Europe*, qui espéraient que la victoire de la coalition amènerait l'écroulement du régime impérial, écumèrent de rage en voyant mes efforts pour préserver la Russie de l'isolement. Ces sans-patrie n'ont désarmé plus tard ni devant Cronstadt, ni devant Toulon. Les autres organes radicaux gardèrent le silence.

Mais, nous l'avons déjà dit, en fait de politique étrangère les opinions de la presse russe comptent très peu.

L'attitude du ministère Freycinet-Ribot envers la Russie contrastait très heureusement avec celle de son prédécesseur : l'arrestation à Paris de nihilistes russes qui complotaient un nouvel attentat contre le tsar fut une preuve éclatante de ce changement. Quelque temps après, le général Vannovsky, chaud partisan de l'alliance franco-russe, reçut l'autorisation de venir

1. « Dielny tschelowick i polezny dieiatel ». Le prince Obolensky, maréchal de la cour, a rapporté ces paroles impériales à un de mes amis.

en France, ce qui rendit possible l'établissement de rapports personnels entre le ministre de la guerre russe et les chefs de l'armée française. Le général Obroutchef, chef de l'état-major, qui avait coutume de passer chaque année sa villégiature en France, put, lui aussi, discuter avec l'état-major français les conditions d'une coopération future des troupes russes et françaises en cas de guerre.

Ces entrevues personnelles, fréquemment renouvelées entre les chefs des deux armées, donnèrent enfin une base tangible à l'accord si ardemment désiré par les deux peuples. Ce qui existe de *réel* dans l'entente franco-russe eut pour artisans, du côté russe, les généraux Vannovsky et Obroutchef, et, du côté français, les généraux Saussier, de Miribel et de Boisdeffre. On n'attend pas de nous le récit des négociations et des accords militaires arrêtés. Sur les questions de défense nationale le secret doit être et a été inviolablement gardé. Plusieurs fois nous avons parlé des graves dangers qu'offrirait en cas de guerre l'absence de pareils accords en vue d'une action simultanée. Un traité formel d'alliance politique, non accompagné de conventions militaires, ne serait qu'un inutile chiffon de papier. Nous ne doutons pas que les éminents chefs militaires que nous venons de nommer n'aient réussi à parer, dans la mesure du possible, à ce danger. M. de Freycinet, pendant son passage au ministère de la guerre, laissa sur ce point une grande latitude aux généraux français. Il alla même plus loin : sur la demande du gouvernement russe, il autorisa les usines françaises à accepter des commandes de fusils Lebel pour l'armée russe (cette arme avait été adoptée en principe dès 1889); il mit en outre notre administration de la guerre à même de fabriquer la poudre sans fumée, dont le secret était la propriété de l'État français. Certes, il est du plus haut intérêt que deux armées appelées à combattre le même ennemi possèdent l'une et l'autre un armement également perfectionné, et le ministère de la guerre français mérite tous les éloges pour la généreuse preuve de confiance qu'il donna dans cette circonstance à la Russie. Mais M. de Freycinet était

aussi président du Conseil ; comme tel, il aurait peut-être sagement agi en profitant de l'occasion pour conclure une alliance formelle avec le cabinet de Saint-Pétersbourg. Moins encore que ses milliards, un pays ne doit livrer ses secrets militaires et ses armes qu'à un *allié*, et jamais le moment n'avait été plus propice pour obtenir d'Alexandre III la signature d'un traité en bonne forme.

Certes, le fait n'aurait pas tardé à s'ébruiter, mais ce petit inconvénient aurait eu l'immense avantage de rendre impossible le renouvellement de la triple alliance. Cronstadt arriva trop tard pour y mettre obstacle et, quelque imposante qu'ait été cette inoubliable manifestation, Guillaume II réussit à annuler par avance un des principaux résultats qu'on en pouvait espérer.

Quoi qu'en dise dans son dépit le prince de Bismarck, le renouvellement précipité de la triplice fut un coup de maître et un triomphe d'une grande portée pour le « *nouveau cours* ». Il était naturel que le jeune souverain saisît la première occasion plus ou moins opportune pour annoncer au monde son premier grand succès diplomatique.

La magnifique manifestation de Cronstadt ne fut donc pas due à une résolution subite d'Alexandre III éclose sous l'impression de cette déclaration de Guillaume II ou de l'accueil fait par l'Angleterre à son nouvel amiral. Dans notre étude « Après Cronstadt » (*La Russie Contemporaine*, 1891, pp. 255 et suivantes), nous avons établi le véritable enchaînement des faits.

A Cronstadt, concluons-nous, l'empereur de Russie n'a fait que proclamer *urbi et orbi* un état de choses qui existait depuis quatre ans (p. 269).

Si l'Europe se montra surprise au récit de l'admirable réception faite à l'escadre de l'amiral Gervais, c'est surtout parce que le grand public ignorait le vrai caractère de l'évolution politique accomplie par le tsar en 1886-1887. Quant aux initiés, hostiles à l'entente des deux pays, les efforts persistants de notre diplomatie pour faire avorter cette évolution leur laissaient

toujours l'espoir d'un revirement. Grande fut leur désillusion :

Ce fait mémorable (Cronstadt), ce grand succès politique des deux pays est en même temps la plus complète défaite de leurs diplomates,

avons-nous constaté après les fêtes de Cronstadt (*Figaro* du 22 août 1891).

Sur la portée internationale de ce grand événement historique et sur les conséquences logiques qu'il devait avoir pour la politique générale de l'Europe, nous avons tout dit dans l'étude citée ainsi que dans une brochure confidentielle : *La Guerre ou la Paix* parue la même année et dont l'épigraphe : *Si vis pacem para pacem* indiquait l'esprit.

Si donc l'émotion, disions-nous (p. 12), causée par les événements inattendus de Cronstadt est naturelle et légitime, elle ne saurait durer. La réflexion calmera vite les appréhensions dues en grande partie à la profonde désillusion éprouvée par les partisans de la triple alliance. Tout le monde comprendra bientôt que l'alliance franco-russe ne troublera pas la paix, ou plutôt l'état de guerre latent dans lequel l'Europe se trouve depuis vingt ans. Bien plus, nous sommes convaincu que cette alliance, si on sait en tirer toutes les conséquences qu'elle *peut donner, mettra fin, sans effusion de sang, à cette lutte sourde mille fois plus ruineuse qu'une guerre ouverte et qu'elle réussira à procurer à l'Europe une paix durable et réelle, au lieu du simulacre de paix qu'on doit à la triple alliance.*

L'alliance franco-russe n'est, par elle-même, qu'un moyen, un levier politique puissant ; il s'agit à présent d'indiquer la direction dans laquelle ce levier doit être manié.

Quelles sont les véritables raisons de l'état d'incertitude et de malaise où se débat le continent pour le plus grand profit de l'agitation socialiste et de l'exploitation américaine ? Il n'y a qu'une seule réponse à cette question, et l'Europe entière sera unanime à la formuler : les iniquités des traités de Francfort et de Berlin. La situation créée à la France et à la Russie par ces stipulations est également intolérable.

Nous indiquons longuement ensuite comment, grâce à l'entente franco-russe, est devenue possible une solution pacifique des difficultés dans lesquelles se débat le continent depuis plus de vingt ans. Nous croyons inutile de revenir à présent sur les détails de cette solution. Pour qu'elle aboutît, il aurait fallu qu'au moins dans l'un des deux pays, la direction de la politique étrangère appartînt à un homme d'État de grande envergure,

capable de conduire les événements et de changer les destinées du peuple.

Pas d'illusion! écrivions-nous en août 1891; les manifestations de Cronstadt n'ont qu'*inauguré* la nouvelle politique; pour qu'elle produise tous ses résultats, il y a encore de grands efforts à faire, des luttes suprêmes à soutenir[1]... A une situation nouvelle il faut des hommes nouveaux. Confier les destinées de l'alliance franco-russe aux mains de ceux qui ont tout fait pour l'écraser dans l'œuf, ce serait la vouer à l'impuissance et à l'avortement[2].

Nos prévisions se sont en grande partie confirmées!

L'accueil extraordinaire fait par le tsar à l'escadre de l'amiral Gervais et l'effet foudroyant produit en Europe par la manifestation de Cronstadt ne laissèrent pas, — en apparence du moins, — d'exercer à un certain moment quelque influence sur M. de Giers lui-même. Son attitude plus que réservée pendant le séjour des marins français le força de prendre un long congé à l'étranger, ce qui fut généralement interprété comme le prélude d'une prochaine démission. Obligé par ordre du souverain de traverser Paris à son retour et d'y conférer avec le monde officiel, M. de Giers, cette fois, se montra moins rébarbatif. Ses rapports avec MM. Carnot, de Freycinet et Ribot parurent lui laisser une excellente impression. Sur la nature de ses entretiens avec les ministres français le secret le plus absolu fut gardé. Tous les racontars, toutes les prétendues révélations à ce sujet sont à côté de la vérité. Ce qui est certain, c'est qu'au cours de ses entretiens avec les personnages du monde officiel, Giers étudia le terrain, donna des assurances précises. *Certains accords sont même intervenus alors*. Ces accords répondaient-ils entièrement à la pensée du tsar? M. de Giers n'aurait-il exécuté qu'imparfaitement son mandat et en aurait-il rejeté la faute sur le gouvernement français? Le ministre du tsar était-il réellement coupable de tant de machiavélisme? Dans tous les cas, sa manière d'être à Berlin pendant son retour et la conversation qu'il eut avec Guillaume II éclairent suffisamment la nature des accords arrêtés à Paris. Voici le récit de cet entretien que

1. *La Russie Contemporaine*, p. 267.
2. *L. c.*, p. 296.

j'ai donné au *Gaulois* du 1er décembre 1891 d'après des informations puisées à une source indiscutable :

Vous savez que je ne suis pas suspect de partialité pour M. de Giers; mais je dois reconnaître que son attitude très nette durant son séjour à Berlin est une preuve incontestable de la sincérité de sa conversion. En effet, le langage tenu par M. de Giers à Berlin a été une surprise telle qu'on n'en est pas encore revenu sur les bords de la Sprée. On se préparait, à Berlin, à faire fête au ministre des affaires étrangères de Russie, dont on savait les anciennes sympathies et le peu d'empressement à se rendre à Paris. L'empereur Guillaume devait donner en son honneur un dîner de gala; une réception officielle devait lui être faite par le chancelier Caprivi, etc.; mais le langage de M. de Giers, au cours de l'audience particulière chez l'empereur, a vite dissipé toutes les illusions et, en même temps, mis fin à tous les projets de fête.

Voici le sens des paroles adressées par M. de Giers à l'empereur, et dont je garantis la parfaite authenticité. Au nom de son souverain, M. de Giers a donné les assurances les plus pacifiques sur les intentions de la Russie. « *A moins de complications européennes*, a ajouté M. de Giers, *l'empereur de Russie n'abandonnera pas son attitude pacifique.* » Ce qui signifiait clairement que, dans le cas d'une guerre entre la France et l'Allemagne, la Russie ne saurait garder la neutralité. L'empereur Guillaume ne s'est pas mépris sur la grave portée de ces paroles, et il a coupé court à l'entretien par quelques mots de politesse sur l'état de santé de M. de Giers. La durée de cet entretien n'a pas dépassé dix minutes. Il est surtout indispensable de bien préciser le sens des paroles de M. de Giers, parce que dans le monde officieux, à Berlin, on a fait courir le bruit inepte, que M. de Giers aurait exprimé à l'empereur ses regrets personnels à propos des événements de Cronstadt et de la politique suivie par l'empereur, malgré ses conseils! Inutile d'ajouter que les projets de réception officielle et de dîner chez l'empereur ont été abandonnés. M. de Giers, qui ne devait partir que jeudi ou vendredi, a quitté Berlin dès mercredi, dans la soirée. Au lieu du wagon impérial qui l'avait conduit de Cologne à Berlin, M. de Giers a continué son voyage en simple wagon-lit. Le ministre de Russie peut s'en consoler aisément : son congé, qui était presque une disgrâce, a fini mieux qu'il n'avait commencé, et son maintien aux affaires étrangères est presque certain à présent.

Déjà l'abstention du tsar de passer par Berlin avait vivement froissé la cour impériale. Le langage de M. de Giers a été une nouvelle et cruelle déception. Aussi la mauvaise humeur de l'empereur d'Allemagne, après l'audience, s'est-elle manifestée d'une manière plus qu'étrange : averti officiellement de Stuttgart, du passage du grand-duc Wladimir, et de son arrêt à Berlin, l'empereur est parti aussitôt pour la chasse, en exprimant ses regrets de ne pouvoir se trouver à Berlin ce jour-là. Bien plus, aucun représentant du gouvernement allemand ne se trouvait à la gare, au moment de l'arrivée du grand-duc et de sa famille descendus à l'ambassade de Russie...

Quand on connaît les anciennes et étroites relations qui existaient entre les deux familles impériales, on comprend la haute gravité d'un fait pareil. Les assurances ultra-optimistes données le jour même par le général de Caprivi, dans son discours du Reichstag, étaient surtout destinées à atténuer dans une certaine mesure la vive émotion produite à Berlin par ces incidents intimes. Mais les faits parlaient trop haut et on a dû sourire, au Reichstag, quand M. de Caprivi a affirmé que, à l'entrevue de Narva, les meilleures relations s'étaient établies entre les deux souverains et leurs ministres. C'est le contraire qui est vrai. C'est à Narva, bien avant Cronstadt, que les rapports entre les deux empereurs ont pris un caractère définitif... Ce caractère est tel, que la France et tous les amis de la paix en Europe ne peuvent que s'en féliciter.

M. de Giers s'était-il sincèrement converti à la politique du tsar? Les événements de 1893-1894 permettent d'en douter. Mais alors la volonté manifeste d'Alexandre III d'aboutir à un accord avec la France et les rapports aigres-doux entre les cours de Potsdam et de Gatchina ne laissaient pas à notre ministre des affaires étrangères la possibilité d'une autre attitude. Il fallait choisir entre une adhésion plus ou moins sincère et une retraite définitive. Giers préféra rester en place.

Mentionnons encore pour compléter notre récit quelques menus incidents dont on parla beaucoup à l'époque et qui étaient de nature à influencer fâcheusement les relations franco-russes. Le 18 novembre 1890, le lieutenant-général Seliverstof fut assassiné par Padlewski à l'hôtel de Bade. On vit dans ce crime une vengeance des nihilistes, la victime ayant rempli, il y a une douzaine d'années, les fonctions d'adjoint du chef de la troisième section; on affirmait même que Seliverstof continuait à jouer un rôle dans la haute police russe. Tout cela bien à tort, selon notre conviction. La dernière affirmation est certainement fausse. Le général Seliverstof a donné il y a douze ans sa démission du poste très élevé qu'il occupait, justement pour ne pas faire partie de la police et un peu aussi pour éviter le sort du général Mesentzof. Croire qu'il était capable de faire la police secrètement est d'autant plus inepte que ce n'est pas parmi les millionnaires que se recrutent les policiers; or, le général était à la tête d'une fortune de plus de 10 millions de roubles! Seliverstof, que je rencontrais souvent à Paris, venait

y passer régulièrement la saison d'hiver uniquement pour son plaisir ; il y menait la grande vie avec la discrétion que lui commandaient son âge et son rang. Sa seule ambition était d'habiter un jour l'hôtel de la rue de Grenelle. Ambition très légitime. Par sa haute intelligence, par sa grande connaissance de la France et par les sympathies générales qu'il avait su conquérir dans la haute société parisienne, le général Seliverstof aurait très avantageusement remplacé M. de Mohrenheim. Très conservateur, le général était en même temps un patriote de l'école de Katkof et un sincère ami de la France. Il était temps pour notre diplomatie de revenir aux traditions de l'époque où les grands seigneurs opulents étalaient avec éclat à l'étranger la somptueuse hospitalité russe. Les étrangers d'origine douteuse qui les ont remplacés dans nos ambassades, souvent criblés de dettes, toujours à la merci des gouvernements assez aimables pour les débarrasser des créanciers trop gênants, sans cesse à l'affût d'un billet de mille leur permettant de satisfaire leurs besoins de luxe, — ces étrangers sacrifient trop aisément les hauts intérêts nationaux dont ils ont la charge et donnent vraiment au dehors une idée bien triste de l'aristocratie russe.....

Padlewski était-il réellement nihiliste? Rien n'est moins prouvé. Quel intérêt les nihilistes russes auraient-ils eu à assassiner à Paris un riche viveur et à mettre ainsi en danger l'hospitalité que leur accordait la France? Il est bien plus probable que Padlewski (à moins qu'il n'ait agi dans un intérêt d'ordre privé), affilié aux sectes révolutionnaires polonaises, tua le général Seliverstof dans l'espoir que ce crime, surtout s'il restait impuni, jetterait un froid dans les relations entre la France et la Russie. L'entente franco-russe était à juste titre le cauchemar de tous les patriotes polonais.

Le regrettable échec de l'emprunt russe 3 p. 100 en octobre 1891 survint peu après Cronstadt. Inutile de dire que les malintentionnés cherchèrent à s'en faire une arme contre la France. M. de Mohrenheim adressa alors à Fredensborg, en même temps qu'au quai d'Orsay, des plaintes tendant à dépla-

cer la véritable responsabilité de l'incident. Le principal coupable ici n'était autre pourtant que Wyschnegradski. Outre que c'était une maladresse d'exploiter avec tant d'empressement l'enthousiasme provoqué en France par la réception de l'escadre française, il avait eu le tort de choisir pour lancer l'emprunt un banquier de second ordre, comme M. Hoskier, et surtout de laisser le champ libre aux coupables manœuvres d'intermédiaires louches qui, avant l'émission, cherchaient à vendre sur la place de Paris les 400 000 titres non pris fermes par les émetteurs, et cela à un taux inférieur à celui de l'émission. Par cette série de fautes Wyschnegradski fut lui-même l'auteur du désastre, comme j'en ai fourni les preuves en haut lieu dans mon mémoire sur la gestion financière de ce ministre.

Aussi peu fondées étaient les plaintes que M. de Mohrenheim versait en été 1892 dans le sein de M. de Morès : « Nous ne savons avec qui traiter ici, disait-il, une grande partie des fonctionnaires publics et toute la presse sont entre les mains des Juifs et des Anglais ; je n'ai pas d'argent pour lutter et les Anglais prodiguent le leur. Clémenceau attaque ouvertement dans les couloirs de la Chambre l'alliance russe ; je suis très inquiet, je ne sais sur qui m'appuyer... » Ces propos relatés par M. de Morès furent, en effet, tenus par l'ambassadeur russe ; on se souvient de la spirituelle manière dont M. Clémenceau l'amena à en faire implicitement l'aveu. Pris au piège, M. de Mohrenheim nia avoir reçu la lettre de M. Clémenceau, — c'est évidemment une habitude (voir p. 329), — mais ce subterfuge ne lui réussit pas.

Ces propos de l'ambassadeur sont surtout intéressants parce qu'ils nous indiquent le vrai caractère des rapports que M. de Mohrenheim envoyait encore vers *la fin de 1892* sur le gouvernement de la République et les sentiments du peuple français. Nous verrons bientôt qu'à la veille même de Toulon les renseignements envoyés de la rue de Grenelle à Fredensborg étaient animés du même esprit et des mêmes sentiments envers la France.

CHAPITRE XVI

SOMMAIRE. — La campagne de Panama; la participation de l'étranger à cette campagne. Déposition de M. Delahaye devant la Commission d'un fait qui intéresse la politique étrangère de la France. Sa communication à la presse. Entrevue avec M. Delahaye; explications ambiguës. Mon démenti publié par le *Figaro;* ma lettre au *Nouveau Temps.* Attitude maladroite de la presse russe; la paille et la poutre. L'embarras de M. Petrowsky; déposition de Tscherbanne, correspondant de la *Gazette de Moscou,* qui renonce à défendre Petrowsky. Dénonciation des agents de la triplice; l'ambassadeur de Russie visé; prétendue entrevue avec Arton. Une rectification du *Journal.* Ma première lettre à la Commission d'enquête. Une vilenie du *Nouveau Temps.* Menace d'un procès. Deuxième lettre au président de la Commission; révélations qui mettent les pieds dans le plat. Tatistchef, Pawlowsky et Souvorine mis au pied du mur. Déposition de M. Tatistchef; interrogatoire de M. Brisson; embarras du président de la Commission; triste comédie. Souvorine s'exécute. Police mal informée. Discours sensationnel de M. Ribot. Impression déplorable de tous ces scandales à Gatchina. Fausses manœuvres du gouvernement français; dangers de vouloir éteindre la lumière.

En dehors des incidents d'importance secondaire que nous venons de rapporter, les relations entre la Russie et la France en 1892 n'offrirent rien qui fût de nature à troubler la bonne entente tacite établie à Cronstadt. Les chefs militaires des deux pays continuaient à se voir fréquemment et à se concerter en vue des éventualités futures.

Vers la fin de 1892 seulement, la campagne de Panama, en jetant d'une manière si inattendue le désarroi en France, vint rendre à la triplice l'espérance de voir se rompre les liens encore si frêles qui unissaient l'Empire russe à la République française.

Déconsidérer la France au moment où le tsar se préparait

à envoyer une escadre russe dans un port français pour répondre à la visite de Cronstadt, provoquer une série de crises gouvernementales susceptibles d'amener des troubles et de paralyser l'action de la France à l'extérieur, — si ce n'était pas là le motif principal, ce fut au moins le résultat le plus évident de la campagne de Panama. Parmi les promoteurs de ce scandale, il y avait d'abord les administrateurs de la Compagnie qui cherchaient à intimider le gouvernement, afin de sortir indemnes du procès dont ils étaient menacés, et à côté d'eux des boulangistes brûlant de venger la défaite de leur parti. L'opportunisme dirigeant avait essayé de les déshonorer devant la Haute Cour; il était à prévoir qu'ils tâcheraient de prendre leur revanche en déshonorant à leur tour le parti vainqueur.

Mais les panamistes inculpés et les survivants du boulangisme conspiraient, — inconsciemment sans doute, — avec un troisième élément : l'étranger hostile à l'entente franco-russe qui, caché dans la coulisse, assistait à la lutte et en réglait les péripéties. On se souvient que Cornélius Herz était, au début, le principal inspirateur de la campagne dans la *Libre Parole*.

Les efforts faits à Pétersbourg pour exploiter auprès du tsar les affaires Caffarel et Wilson étaient encore trop présents à ma mémoire, pour que je ne sentisse pas de quel côté soufflait le vent dans l'orage de Panama. Quand pendant de longues années l'esprit a été préoccupé d'une seule idée, d'un seul but, il acquiert une acuité particulière, presque une double vue pour tout ce qui touche à cette idée. Dès le premier discours de M. Delahaye à la Chambre, j'eus l'intuition du danger qui menaçait l'entente franco-russe et je me mis à l'œuvre pour le parer ou, du moins, l'amortir.

Des événements, dont ce discours fut le point de départ, je ne relèverai que ceux qui ont trait à l'objet de ce livre. Je n'ai pas la prétention de donner ici des preuves *juridiques* de l'intervention de l'étranger dans les scandales qui remplirent l'hiver de 1892-1893 : toute tentative de ce genre irait directement contre le but. Mais le simple groupement des faits prin-

cipaux et les documents qui les appuient donneront plus qu'une impression, — la conviction qu'en suscitant tout cet esclandre on visait la France elle-même, bien plus que certains hommes politiques.

C'est M. Delahaye qui, le premier, mêla la politique étrangère à l'affaire de Panama; voici, en effet, comment il s'exprima devant la Commission d'enquête, le 25 novembre 1892, — nous empruntons cette partie de sa déposition au *Rapport général* de M. Vallé (*Annexe N° I*, p. 13) :

M. JULES DELAHAYE. — J'arrive à une autre somme de 500 000 francs. Je suis prêt, dans un intérêt que vous comprendrez, à demander à la Commission d'enquête et à garder moi-même le secret sur toute cette partie de ma note. Je demande la permission de n'indiquer qu'aux membres du bureau ce fait qui intéresse notre politique étrangère.

PLUSIEURS VOIX. — Vous voulez dire aux membres du bureau de la Commission?

M. JULES DELAHAYE. — Oui.

M. JOLIBOIS. — Le bureau n'acceptera pas cette proposition.

M. LE PRÉSIDENT. — Voici pourquoi : d'abord le bureau est convaincu de la discrétion de tous les membres de la Commission en matière patriotique; en second lieu, nous serions obligés de répéter à nos collègues la confidence que vous nous auriez faite. Il me paraît donc plus simple de parler tout de suite. (*Assentiment.*)

M. JULES DELAHAYE. — Je tenais à faire cette observation parce que je comprenais l'importance de la discrétion en pareille matière. (M. Delahaye donne lecture de la partie confidentielle de sa note que nous ne reproduisons pas.)

Le lendemain la presse raconta diversement cet incident; a plupart des journaux du matin le supprimèrent « pour des raisons d'ordre patriotique ». Le *Figaro*, sous le titre : « La France et la Russie », racontait qu'il s'agissait d'un M. A..., directeur d'un journal russe important, qui avait l'intention d'en faire un organe germanophile; le gouvernement français lui aurait acheté des parts pour la somme de cinq cent mille francs, tirée de la caisse de Panama, afin de prévenir une pareille transformation. Le *Figaro* ajoutait que l'initiale *A* était choisie au hasard.

Plusieurs autres journaux, qui passaient pour être hostiles

à l'alliance franco-russe, déclarèrent carrément qu'il s'agissait des *Moskowskia Wedomosti*, l'ancien organe de Katkof.

A ce moment, M. Delahaye demande et promet le secret sur une partie de sa déposition, à cause d'un intérêt patriotique.

Il s'agit de l'achat d'un certain nombre de parts de la *Gazette de Moscou*, pour empêcher ce journal de passer entre des mains francophobes, parts payées 500 000 francs, et dont il importe de rechercher le détenteur actuel.

Comprenant immédiatement le danger de cette accusation dont la fausseté ne pouvait faire doute pour moi, je me rendis au *Gaulois* où l'on me montra le manuscrit original de la déposition que M. Delahaye *lui-même* avait communiqué au journal. Voici comment il raconte l'incident en question[1] :

J'arrive à une autre somme de 500 000 francs. Je suis prêt, dans un intérêt que vous comprendrez, à demander à la Commission d'enquête et à garder moi-même le secret sur toute cette partie de ma note. C'était à la mort de M. Katkof, le célèbre journaliste russe, le directeur de la *Gazette de Moscou* dont nous connaissons l'influence considérable sur l'opinion des classes qui dirigent la politique de la Russie. Dans un intérêt que je n'ai pas à examiner, les successeurs de M. Katkof voulaient transformer la *Gazette de Moscou* en une feuille germanophile. Il y avait un intérêt évident, palpable pour la France à empêcher cette transformation. On l'empêcha. Mais on l'empêcha avec l'argent de la Compagnie de Panama, alors qu'on aurait dû employer dans ce but utile, patriotique, les fonds secrets, qui auraient trouvé là une application irrépréhensible. Je veux bien admettre, comme le disent les gens très bien informés, de qui je tiens ce renseignement, que ce soit là ce qu'on a fait de moins malpropre avec les fonds des obligataires. Mais il me semble qu'il y a là pourtant un véritable abus de confiance que rien ne peut justifier.

Vous chercherez dans les comptes de Panama sous quelle forme a été accompli ce sacrifice, et dans le cas où le système employé aura été l'achat d'une certaine quantité des parts de la *Gazette de Moscou*, qui est détenteur de ces parts; vous chercherez cette somme de 500 000 francs, soit qu'elle figure seule, soit qu'elle ait été dissimulée dans un ensemble. Et vous pèserez auprès des ministres compétents pour en obtenir un acte de justice en faisant restituer par les fonds secrets à Panama des sommes confiées pour percer un isthme et employées à acheter un journal. C'est assez sur ce sujet.

Le manuscrit était tout entier de l'écriture d'un copiste, mais M. Delahaye y avait apporté de sa main plusieurs modifi-

1. Cette partie du manuscrit original est restée en ma possession.

cations. C'est le directeur du *Gaulois* qui a eu la bonne inspiration de supprimer cette partie de la déposition de M. Delahaye et de la remplacer par la note citée plus haut.

La première chose qui frappera le lecteur, comme elle me frappa moi-même, c'est que M. Delahaye communiquait à la presse un fait sur lequel il avait lui-même demandé le secret à la Commission, un fait que d'abord il ne voulait même révéler qu'au bureau. Il y avait là une contradiction flagrante; nous y reviendrons plus loin.

Je ne pouvais pas laisser planer un seul instant le soupçon sur l'organe de Katkof, et je fis aussitôt des démarches pour pouvoir questionner M. Delahaye. On lira ci-dessous le récit d'une entrevue avec lui que j'adressai le 1er décembre au directeur du *Nouveau Temps* et qui parut dans ce journal le 25 novembre/7 décembre :

De la calomnie, même la plus absurde, si on ne la confond pas, si on n'en démontre pas péremptoirement l'absurdité, il reste toujours quelque chose. Un particulier peut la considérer avec mépris, mais quand la calomnie a été jetée sur toute une corporation, il devient nécessaire de rétablir la vérité. Voilà pourquoi, quand j'ai lu dans le *Figaro* de samedi, sous le titre : « France et Russie », un article où M. A..., journaliste russe, propriétaire d'un grand journal politique, était accusé d'avoir, en menaçant de faire de sa feuille un organe allemand, amené le gouvernement français à la lui acheter pour la somme d'un demi-million, prise dans la caisse de la Compagnie de Panama, j'ai cru impossible de ne pas relever cette accusation. D'autant plus que la rédaction du *Figaro* ajoutait qu'elle avait remplacé le nom du journaliste par une initiale fictive. Toute la presse russe se trouvait ainsi exposée au soupçon.

Je me rendis immédiatement chez un député, membre de la Commission d'enquête sur l'affaire de Panama et je ne fus pas peu surpris d'apprendre que M. Delahaye avait osé accuser de cet ignoble chantage la *Gazette de Moscou!* Le député ne se rappelait pas exactement le nom du propriétaire du journal, mais il était sûr que le nom de Katkof avait été prononcé dans une phrase comme celle-ci : « Après la mort de Katkof », etc.

Quelques autres journaux du matin, et justement ceux qui sont *hostiles à la Russie*, en citant les accusations de M. Delahaye, nommaient carrément la *Gazette de Moscou.* Mais l'immense majorité des journaux avait remplacé cette partie de l'interrogatoire par la phrase suivante : « Ici, M. Delahaye demande et promet le secret sur une partie de sa déposition, à cause d'un intérêt patriotique... »

Le choix du journal contre lequel l'accusation avait été lancée, la russophobie connue des quelques organes qui l'avaient reproduite rendaient plus urgente encore la nécessité de tirer au clair toute l'histoire. Ceux qui, dans les coulisses, ont manigancé tout le scandale de Panama, ne sont pas encore dévoilés; mais ce qui est incontestable, c'est qu'en Allemagne et en Angleterre on se réjouit de ce scandale; que les amis de la France assistent avec tristesse à cette tentative évidente pour la compromettre; qu'en vertu du principe : *Is fecit cui prodest*, il est permis de soupçonner l'origine de tout l'esclandre. Un tel soupçon n'est que confirmé par le fait qu'on a mêlé la *Gazette de Moscou* à toute cette histoire.

En conséquence, je télégraphiai sur-le-champ à quelques députés, partisans des plus chauds de l'entente entre la France et la Russie, pour leur donner rendez-vous à 3 heures au Palais-Bourbon et je leur lus un projet de lettre au président de la Commission d'enquête : protestant avec indignation contre l'accusation mensongère, je priais le président de mener l'enquête jusqu'au bout et de donner par là satisfaction à la presse russe insultée. Déroulède, Millevoye et Pierre Richard, ignorant encore que certains journaux du matin avaient ouvertement nommé la *Gazette de Moscou*, n'approuvaient pas mon intention et auraient préféré que l'affaire fût étouffée. Paul Déroulède surtout était indigné de l'incartade de Delahaye, car peu de jours avant sa déposition il l'avait supplié de laisser de côté la presse russe. Mais, du moment que l'éclat s'était produit, il fallait pousser l'affaire à fond et Déroulède alla chercher Delahaye à la salle des séances pour l'amener dans la pièce où nous étions réunis. Ce député, un petit brun doué d'un aplomb extraordinaire, produisit sur moi à première vue une impression plutôt défavorable par ses yeux fuyants et le sourire factice qui ne quittait pas ses lèvres. La présentation faite, ses collègues commencèrent à l'accabler de reproches pour avoir mis en cause un journal russe. Voulant avant tout lui faire avouer que toute l'histoire était inventée ou reposait uniquement sur quelque absurde racontar, je déclarai, au contraire, que je ne pouvais blâmer son allégation, s'il avait des preuves; je le priais seulement de nous faire connaître les données sur lesquelles il s'était fondé pour émettre contre la *Gazette de Moscou* une accusation aussi grave.

— Je n'ai pas nommé la *Gazette de Moscou*, commença-t-il.

— Non seulement vous avez nommé la *Gazette de Moscou*, mais vous avez même prononcé le nom de Katkof, répondis-je; je m'en suis convaincu personnellement par l'original de votre déposition.

Nier n'était plus possible; il se contenta de sourire et ajouta :

— Si vous le savez, je puis seulement dire que tout ce que j'ai déclaré est la vérité la plus pure! La *Gazette de Moscou* a été vendue en totalité ou en partie au gouvernement français pour 500 000 francs; cet argent a été pris dans la caisse de la Compagnie de Panama.

— Mais c'est la plus pure absurdité. La *Gazette de Moscou* appartient au gouvernement russe; les successeurs de Katkof, comme lui-même, n'en sont que les fermiers et ils ne pouvaient pas vendre ce qui n'est nullement leur propriété. La *Gazette de Moscou* n'est pas montée par actions.

M. Delahaye resta imperturbable et maintint avec la plus grande tranquillité son assertion.

— En quelle année eut lieu cette vente? demandai-je.

— En 1888.

— Mais Katkof est mort le 1er août 1887; comment donc avez-vous pu l'accuser?

— Katkof ou ses successeurs, peu m'importe; tout ce que je sais, c'est qu'en 1888 un contrat a été signé entre la *Gazette de Moscou* et le gouvernement français.

— Avez-vous vu vous-même ce contrat? lui demanda Déroulède.

Pour la première fois M. Delahaye se troubla, mais Déroulède et ses collègues ne lui laissèrent pas de repos et insistèrent pour savoir si, oui ou non, il avait vu de ses yeux ce contrat. Forcé dans ses derniers retranchements, M. Delahaye finit par avouer qu'il ne l'avait pas vu.

— Mais je connais un administrateur qui dit avoir vu ce contrat, ajouta-t-il.

— Et c'est en vous fondant sur les bavardages d'un administrateur qui prétend avoir vu ce contrat, que vous lancez une accusation si grave contre un journal, ami de la France! vociféra Déroulède.

— Comment avez-vous pu ajouter foi à une fable si absurde? observai-je; quel fou signerait un pareil contrat?

M. Delahaye se leva vivement :

— Vous savez, c'est assez pour moi d'une Commission d'enquête. Du reste, on m'attend, adieu!

Et là-dessus il se retira.

Après son départ, nous décidâmes que nous nous contenterions pour le moment de la lettre au *Figaro* que vous connaissez déjà et dans laquelle on a pleinement innocenté la mémoire du grand publiciste, rien qu'en mettant en regard la date de sa mort, le ***20 juillet/1er août 1887***, et l'époque de la prétendue vente de la *Gazette de Moscou* en ***1888***. Ensuite nous résolûmes d'attendre le cours ultérieur de l'enquête et, si besoin était, de faire le nécessaire pour détruire la calomnie...

Je finissais ma lettre au *Nouveau Temps* en disant :

On se demande quel est l'auteur du drame qui se joue et au bénéfice de qui il est donné. Que des journalistes, des députés et des banquiers ont exploité sans la moindre vergogne la Compagnie de Panama et lui ont ainsi permis d'exploiter à son tour le public naïf, cela n'était un secret pour personne. Que le régime parlementaire est extraordinairement propice aux affaires louches, et que plus large est la base électorale et plus puissant le Parlement, plus forte aussi est pour les députés la tentation d'exploiter le pays au profit de leurs intérêts privés, comme, du reste, eux-mêmes sont exploités de leur côté par les électeurs influents, — cela, les États-Unis, entre autres, l'ont prouvé depuis fort longtemps. Moi-même, il y a huit ans, j'ai prédit et démontré que la France, autrefois si renommée

pour la probité de ses pouvoirs publics, ne tarderait pas à égaler la grande république américaine.

Les prétendues révélations panamistes, au fond, n'étonnent ici personne, c'étaient des choses connues de tous. Mais quel intérêt y avait-il à exhumer soudain cette histoire depuis longtemps enterrée et à répandre ces malpropretés dans le monde entier? Qui avait besoin de déshonorer la France? Espérons que le cours ultérieur de l'enquête fournira une réponse à ces questions. Nous pensons que la tentative de salir l'organe de Katkof, qui a joué un rôle si marquant dans le rapprochement entre la France et la Russie, peut faciliter considérablement cette réponse.

On voit que dès le début j'étais fixé sur les principaux inspirateurs des scandales de Panama.

Voici ma lettre parue dans le *Figaro* du 27 novembre :

Paris, le 26 novembre 1892.

Monsieur et très honoré confrère,

Il résulterait de la déposition faite par M. Delahaye devant la Commission d'enquête et reproduite dans le *Figaro* de ce matin, qu'un grand journal russe aurait, *en 1888*, accepté une subvention du gouvernement français prélevée sur les fonds de Panama. Nous savons d'une source certaine que la *Gazette de Moscou* a été désignée devant la Commission et que même le nom du grand Katkof aurait été prononcé.

Sans attacher d'importance aux vagues déclarations faites hier, je dois, à titre d'ancien collaborateur de la *Gazette de Moscou* du temps de Katkof, protester contre une accusation aussi inepte; une simple date d'ailleurs suffira à en démontrer le néant : l'illustre et à jamais regretté Katkof, le véritable précurseur dans la presse de mon pays de l'entente franco-russe, est mort le *1er août 1887*, plus d'un an avant que se seraient passés les faits dont s'occupe la Commission d'enquête.

Veuillez agréer, Monsieur, etc.

E. DE CYON.

J'espérais avoir calmé l'émotion causée en Russie par la révélation de M. Delahaye. Il n'en était rien. Fidèle aux traditions de son journal, M. Souvorine, qui avait accompagné ma lettre de quelques mots aimables, se démentit lui-même le lendemain. Dans un article furibond où il chargeait la presse française, et surtout le *Figaro*, de tous les péchés imaginables, il me reprocha d'avoir voulu jeter un voile sur les scandales de Panama : vivant parmi les journalistes français, j'aurais été

infecté de leurs principes, etc. (*Nouveau Temps*, n° 6017)[1]. Bientôt ce fut dans la presse russe un *tolle* général contre la France corrompue; plusieurs feuilles me prirent violemment à partie parce que j'avais cherché à empêcher nos publicistes de faire le jeu des ennemis de la France qui, seuls, pouvaient se réjouir de ces hontes. M. Pawlowsky, le correspondant du *Nouveau Temps*, était parmi les plus acharnés. Les *Novosti* étaient non moins furibondes que le *Nouveau Temps;* et pourtant dès le premier moment on pouvait soupçonner M. Notovitch d'être le vrai coupable. En effet, son organe est le seul journal russe par actions; ses embarras pécuniaires sont chroniques et les attaches de M. Notovitch avec certains milieux politiques et journalistes alors très puissants, n'étaient un secret pour personne. Si j'avais écarté cette hypothèse dès le début, c'est que, tout en sachant le gouvernement français très mal informé sur les choses russes, je ne le croyais pourtant pas capable de dépenser cinq cent mille francs pour acheter une feuille, quand la dixième partie aurait largement suffi et surtout, quand il s'agissait d'une feuille radicale sans influence aucune sur l'opinion publique et totalement méprisée dans les cercles officiels.

Il était indispensable de rappeler un peu à la pudeur ces inattendus parangons de vertu. C'est ce que je fis dans un article très virulent que la *Nouvelle Revue* publia le 1er janvier et dont voici la conclusion :

Les Russes patriotes et, comme tels, sincères amis de la France, doivent rester indifférents aux défaillances et aux entraînements des partis politiques français. Nous n'avons lieu de les déplorer que s'ils mettent la France en péril.

Par-dessus les hommes qui passent avec leurs faiblesses, leurs vices et leurs haines, il y a deux grands pays dont l'étroite union doit rester in-

1. Pour démontrer l'ineptie de cette imputation, il m'aurait suffi de reproduire la correspondance sur les agissements de la Compagnie de Panama que j'ai publiée dans la *Gazette de Moscou* à la date du *4 aout 1886*, c'est-à-dire *du temps de Katkof;* on y jugeait avec une extrême sévérité le rôle honteux de la presse vis-à-vis de cette entreprise que j'ai toujours flétrie dans mes lettres, comme la plus vaste escroquerie du siècle. J'y ai même désigné les principaux journaux compro-



tacte dans leur intérêt réciproque comme dans celui de la paix de l'Europe.
Les journalistes russes, en bons chrétiens, devraient se souvenir aussi de la parabole de la paille et de la poutre...

En effet, l'acharnement d'une certaine partie de la presse russe contre la France, à propos des scandales de Panama, ne rappelait que trop les cris « au voleur! » poussés par des escarpes pris en flagrant délit, pour détourner l'attention des poursuivants. Se sentant morveux, les Souvorine et les Petrowsky étaient effrayés de mon intervention dans l'enquête. Jugeant les autres d'après eux-mêmes, ils craignaient que je ne profitasse de mes découvertes pour les démasquer. En quoi ils avaient parfaitement tort. J'ai alors tout fait pour jeter un voile sur leurs turpitudes, et certes ce chapitre n'aurait jamais vu le jour, si ces fondsecretiers, se croyant sûrs de l'impunité, n'avaient eux-mêmes réveillé récemment cet épisode des scandales de Panama pendant leurs misérables attaques contre moi, à propos de mon livre sur la gestion financière de M. Witte.

J'ai signalé plus haut la flagrante contradiction entre le désir manifesté par M. Delahaye, devant la Commission, de garder secrète la partie de sa déposition concernant la *Gazette de Moscou*, et le long récit qu'il en avait fait lui-même dans les journaux. Le choix de l'organe incriminé paraissait non moins étrange et nous ne comprenions pas pourquoi la Commission d'enquête ne dirigeait pas ses recherches de ce côté. Personnellement j'en savais assez et n'avais plus de raison d'intervenir, du moment que le nom de Katkof était mis hors de question. Ne désirant ni me porter garant de l'incorruptibilité de son successeur, ni me trouver dans l'obligation de dévoiler certains trafics honteux, j'écrivis à M. Petrowsky pour l'engager à confier sa défense à M. Tscherbanne, son correspondant à Paris. M. Petrowsky, se sachant coupable, prit peur et se mit à m'attaquer dans sa feuille au sujet de mon intervention dans l'enquête, afin de détourner l'attention et de jeter le soupçon sur mes révé-

mis: ma correspondance du 4 août donnait ainsi, six ans d'avance, un avant-goût de la fameuse liste reproduite dans le rapport Vallé. Mes lettres des 10, 16 et 18 mars publiées plus haut (Ch. IX) sur M. de Lesseps sont assez éloquentes à ce sujet.

lations éventuelles. C'était évidemment plus facile que de prouver son innocence. Les instructions données à M. Tscherbanne furent, d'ailleurs, très limitées, puisqu'au lieu de faire simplement un procès en diffamation à M. Delahaye, il se contenta d'implorer de ce dernier une attestation même vague en faveur de Petrowsky, de se faire interviewer à tort et à travers et de patauger devant la Commission d'enquête. Voici ce que j'écrivis le 1er janvier dans la *Nouvelle Revue* à propos de cette attitude :

Je reçois à l'instant même une note de la *Gazette de Moscou* me concernant. M. Petrowsky manifeste une certaine inquiétude à me voir faire l'enquête sur l'accusation portée par M. Delahaye. Je puis le rassurer complètement à ce sujet :

1° Je n'aurais jamais osé me porter garant de l'incorruptibilité du directeur de la *Gazette de Moscou* si M. Petrowsky avait été désigné expressément;

2° Je ne suis intervenu dans le débat que pour bien établir, par un simple rapprochement de dates, que le fait incriminé *se rapporte à l'année 1888, c'est-à-dire à un moment où Katkof, dont la mémoire devait être dégagée de tout soupçon, était mort depuis longtemps.* La veuve de l'illustre publiciste, frappée dans ce moment d'un deuil cruel, a bien voulu me remercier de mon intervention et m'a prié de veiller à ce que la mémoire sacrée de son défunt époux reste en dehors de toute atteinte. Me conformant à cette volonté formelle, j'ai poursuivi l'enquête, et, pour mon compte, je suis parfaitement fixé sur la valeur de l'accusation de M. Delahaye. Le cas échéant, j'interviendrai dans le débat à ce sujet; en attendant, j'ai conseillé moi-même à M. Petrowsky de charger M. Tscherbanne du soin de le défendre. La Commission d'enquête ayant, à tort selon moi, refusé à M. Tscherbanne de rendre justice à M. Petrowsky, il reste au directeur de la *Gazette de Moscou* le recours devant les tribunaux français pour se disculper lui et ses collaborateurs.

M. Tscherbanne prétend, dans la *Gazette de Moscou*, que M. Delahaye n'a pas communiqué à la presse l'accusation portée devant la Commission et que, par conséquent, je n'ai pu y voir ni le nom de la *Gazette* ni celui de Katkof; je n'ai qu'un mot à répondre : j'ai en ma possession l'original de la communication faite par M. Delahaye à la presse, les deux noms s'y trouvent répétés plusieurs fois.

Le 15 février, j'ajoutais dans la *Nouvelle Revue :*

Je comprends que M. Petrowsky soit désolé que son nom ait été révélé au monde par l'accusation d'avoir touché un chèque à Panama; il aurait préféré un début moins bruyant. J'admets même son désir de laisser ignorer le fait qu'il a caché à la Commission d'enquête, l'existence de son second correspondant mystérieux de Paris, qui signe « Ebrard » ou « Hé-

brard », et qui aurait servi d'intermédiaire dans la louche affaire du chèque de la *Gazette de Moscou*, et que n'ayant reçu aucune satisfaction de cette Commission, il recule devant le procès, dont il menaçait M. Delahaye.

Rien n'y fit; Petrowsky continua à faire la sourde oreille. Il eût été, d'ailleurs, scabreux de révéler que sous le pseudonyme de ce prétendu correspondant parisien *Ebrard* se cachait pendant un certain temps un folliculaire prussien, le docteur Gravenhoff, qui vit à Pétersbourg et a joué un rôle très louche et très funeste auprès de nos deux derniers ministres des finances et ailleurs. Est-ce de la plume de ce correspondant parisien (*sic*) que sont sorties les apologies de MM. de Giers, de Mohrenheim et de Catacazy parues dans l'ancien organe de Katkof dès le début de la direction Petrowsky?

Le pauvre Tscherbanne est mort à la tâche impossible d'établir l'innocence de M. Petrowsky. Pas méchant au fond, il dut bien souffrir en faisant devant la Commission d'enquête son étrange déposition. J'en extrais quelques déclarations qui me concernent et qui, faites dans le trouble où il se trouvait, sont légèrement contraires à la vérité.

Dans une lettre parue dans le *Nouveau Temps* le 7 décembre, M. de Cyon raconte un propos qui aurait été tenu le 21 novembre précédent par M. Rouvier dans les couloirs de la Chambre. M. Rouvier aurait dit qu'on aurait payé 250000 francs[1] à la *Gazette de Moscou*.

J'avais bien entendu parler de ce propos tenu par M. Rouvier, mais rien de semblable ne se trouve dans la lettre que j'ai écrite au *Nouveau Temps* (Voir plus haut). Si ce journal avait rapporté le grave aveu de M. Rouvier dans une lettre de Paris, ce ne pouvait être que dans celle de son correspondant, M. Pawlowsky qui, hostile en sa qualité de nihiliste en chambre à l'alliance franco-russe, se distinguait particulièrement dans la presse russe par les nouvelles à sensation sur les scandales de Panama.

1. Cette somme représente les cent mille roubles que M. Petrowsky devait verser à titre de cautionnement comme fermier de la *Gazette de Moscou*.

— Quel est ce M. de Cyon? demanda M. Pelletan, toujours heureux de s'instruire.

M. TSCHERBANNE. — C'est un ancien rédacteur du *Gaulois* qui écrit dans la *Nouvelle Revue*.

J'ai été *directeur* du *Gaulois* et jamais rédacteur. Tscherbanne me connaissait de longue date, il savait surtout mes rapports intimes avec Katkof et ma longue collaboration à son journal.

Mais voici le comble :

M. TSCHERBANNE. — En tout cas, je puis télégraphier à M. Katkof (mort depuis six ans!) que ni dans le dossier ni ailleurs vous n'avez trouvé jusqu'à présent la moindre preuve ? (P. 614 du rapport de M. Vallé, Annexe 1.)

Le plus concluant, c'est que *Tscherbanne, chargé par Petrowsky de sa défense et interrogé par la Commission d'enquête en qualité de son représentant, ne le nomme pas une seule fois dans sa déposition et ne dit pas un mot pour le disculper !* Sachant que M. Brisson était au courant de la situation, M. Tscherbanne, en homme très religieux et déposant sous serment, n'osait pas chercher à disculper M. Petrowsky; il a préféré l'ignorer!

Ajoutons, pour terminer, que le compte rendu officieux de la déposition de Tscherbanne, publié à l'époque dans les journaux, ne contenait pas la moindre allusion à mon nom; autrement j'aurais opposé un démenti catégorique à ces racontars, sans importance d'ailleurs.

Les agents mystérieux des ennemis avérés de l'entente franco-russe — et parmi eux un agent provocateur notoire dont nous avons déjà parlé — continuaient à insérer dans les feuilles avides de nouvelles à sensation des notes sibyllines qui désignaient à tort et à travers tantôt l'un, tantôt l'autre des journalistes russes comme étant le personnage visé par M. Delahaye dans sa déposition. Le plus souvent ces accusations portaient à faux et cela intentionnellement.

Mais bientôt les journalistes russes ne suffisant plus aux meneurs de cette campagne, ils s'attaquèrent aux diplomates. On se souvient que M. Szekelyi, dans une correspondance pu-

bliée par le *Budapesti Hirlap*, accusa directement M. de Mohrenheim d'avoir touché le fameux chèque de 500 000 francs. Le gouvernement français, ému à bon droit d'une pareille audace, expulsa avec fracas le correspondant. La mesure était plus justifiée qu'habile. L'esclandre ne servit qu'à donner plus de publicité à l'accusation qui sans cela aurait passé inaperçue comme mille autres allégations diffamatoires émises à cette époque par la presse. Un démenti catégorique aurait mieux valu que les cris d'indignation et les expulsions bruyantes. (En effet, la note officieuse parue dans le *Temps* de l'époque flétrissait « l'imputation diffamatoire », mais évitait soigneusement de la démentir.) On le vit bien quand, quelques jours après, le *Journal* du 11 janvier reproduisit la même accusation. Arton, prétendument interviewé, donnait à ce sujet force détails, d'ailleurs absolument fantaisistes.

Le bénéficiaire réel (du chèque) est à Paris l'ambassadeur d'une très grande puissance amie de la France, fort galant homme du reste, dont les embarras financiers, jadis très connus à Paris, n'ont pas pris fin depuis. « Un savant étranger, bien que très Parisien, un physiologue [1], un docteur, presque un confrère », aurait servi d'intermédiaire.

La désignation était plus que transparente. Comme bénéficiaire on désignait M. de Mohrenheim, auquel j'aurais servi d'intermédiaire! Au premier abord, cette infamie me parut n'être qu'une simple suite des calomnies dirigées contre tous ceux qui de près ou de loin avaient été mêlés à la campagne franco-russe. Jusqu'alors aucune des personnes visées n'avait eu recours à la seule voie qui leur eût permis de prouver l'insanité de l'accusation : celle des tribunaux. Je n'avais aucun motif pour reculer devant un débat judiciaire; après avoir consulté l'ancien bâtonnier, M. Oscar Falateuf, et mon avoué, M. Chéramy, j'avais décidé d'assigner en police correctionnelle le directeur du *Journal*. L'ineptie de la nouvelle, — mes mauvaises relations avec M. de Mohrenheim étant de notoriété publique, — avait, il est vrai, empêché le canard de prendre

1. Un Français aurait dit physiologiste; « physiologue » indiquait bien que l'auteur était russe ou allemand.

son vol dans les autres journaux français, mais ce n'était pas une raison suffisante pour ne pas l'étrangler dès sa naissance. Il était à prévoir que ceux des journalistes russes pour qui certains fonds n'avaient rien de secret, saisiraient avec empressement cette occasion de détourner d'eux l'attention publique. Il fallait donc agir; j'étais suffisamment armé pour pouvoir éclairer la justice. Nombreux étaient, sans doute, les inconvénients qui pouvaient résulter d'un débat public et, certes, il aurait été préférable que M. Delahaye s'abstînt de lever ce lièvre. Mais, la chose faite, mieux valait fixer les responsabilités que de laisser les soupçons s'égarer sur des personnes complètement étrangères à ces vilains tripotages.

M. Xau, directeur du *Journal*, averti par un ami commun de l'erreur plus ou moins volontaire commise par son collaborateur, s'empressa de m'en exprimer ses regrets et, dès le 13 janvier, inséra en tête des échos de la première page la rectification suivante :

Une désignation forcément incomplète a fait croire, paraît-il, à certains de nos lecteurs, que l'interview d'Arton visait M. le docteur de Cyon, comme ayant servi d'intermédiaire à un diplomate étranger, que certains ont cru reconnaître comme ayant touché le fameux chèque de 500000 fr. A supposer, pour un instant, qu'il se fût agi du diplomate en question, l'hostilité constante et de notoriété publique de M. de Cyon envers lui aurait pu suffire pour exclure la pensée qu'il s'agissait de désigner M. de Cyon.

Aucun journal français n'ayant reproduit l'accusation, cette déclaration rendait un procès impossible. Restait la Commission d'enquête devant laquelle j'étais décidé à faire la lumière. Le même jour, j'adressai à M. Brisson une lettre ainsi conçue :

Monsieur le président de la Commission d'enquête,

Un journal m'a désigné comme ayant servi d'intermédiaire dans la négociation d'un chèque de 500000 francs dont aurait profité un ambassadeur d'une puissance étrangère. J'oppose à cette allégation le démenti le plus absolu et j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien accueillir mes explications à ce sujet devant la Commission que vous présidez.

Veuillez agréer, etc.

Ma lettre fut communiquée à la presse par l'agence Havas.

J'attendais encore la convocation de la Commission et, devant le fiasco du canard lancé, j'en venais jusqu'à regretter d'être obligé de dévoiler tant de turpitudes quand, le 15 janvier, je reçus le *Nouveau Temps* où, à la première page, je trouvai l'information du *Journal* reproduite avec force sous-titres à sensation et, par-dessus le marché, totalement dénaturée : le savant physiologiste n'était plus le simple intermédiaire entre l'ambassadeur et le gouvernement français, — il était lui-même le bénéficiaire du chèque ! Mon nom n'était pas plus prononcé que dans le *Journal*, mais en Russie, bien plus encore qu'en France, la désignation était claire pour tout le monde. La nouvelle calomnieuse avait été télégraphiée par le correspondant Pawlowsky, déjà nommé.

Cette fois toute pitié et toute hésitation m'étaient interdites. Immédiatement je télégraphiai à M. Souvorine :

> Votre correspondant a faussement transmis dans numéro 6040 interview Arton publiée par *Journal*. Ce dernier indiquait comme bénéficiaire chèque ambassadeur étranger auquel docteur aurait servi d'intermédiaire. Depuis, le *Journal* a déclaré spontanément que interview ne me visait nullement, mon hostilité avec ambassadeur incriminé étant de notoriété publique. Poursuivrai votre correspondant devant tribunaux pour calomnie. Compte votre loyauté pour rectifier son erreur volontairement. Autrement serai forcé vous poursuivre également comme complice.

Connaissant par expérience la mauvaise foi habituelle de M. Souvorine quand il s'agit de reconnaître que son journal a été pris en flagrant délit de mensonge, j'adressai également par télégraphe une copie de ma dépêche à trois ministres bien disposés pour moi et à un haut personnage militaire de l'entourage immédiat de l'empereur, en y joignant ces mots :

> Crois mon devoir, en vue calomnie que les vrais coupables propagent contre moi, vous communiquer télégramme envoyé Souvorine.

Sachant où visaient les calomniateurs, j'estimais n'avoir pas de temps à perdre pour démentir la calomnie.

Dès le lendemain je fis constater par huissier que le *Nouveau Temps* se vendait dans les kiosques de Paris. M. Souvorine menait depuis quelque temps une violente campagne contre

moi *pour le compte* de M. Witte, le ministre des finances; dans ces circonstances il n'y avait plus lieu d'espérer que j'obtiendrais satisfaction autrement que par voie judiciaire.

Aussi, mettant de côté toute considération personnelle, j'adressai en même temps à M. Brisson la nouvelle lettre suivante :

Monsieur le Président,

La persistance avec laquelle on continue à propager dans le monde entier les calomnies les plus odieuses à propos du chèque de 500000 francs, soi-disant employé à l'achat d'un journal russe, me force d'adresser à la Commission d'enquête quelques indications qui pourraient l'aider à faire la lumière sur cette lamentable affaire, cela surtout parce que certains correspondants de journaux russes, afin d'égarer l'opinion publique, s'efforcent d'y mêler mon nom.

La Commission entendra aujourd'hui deux journalistes russes, MM. Tatistchef et Souvorine. Le premier a été chargé en 1888 par M. Floquet, président du Conseil au moment où se serait passé le fait incriminé, d'une mission confidentielle en Russie, afin d'y combattre les sympathies pour le général Boulanger. Il résulte de la lettre autographe (dont la photographie est ci-jointe) du 22 décembre, dans laquelle M. Tatistchef rendait compte de sa mission, qu'il était principalement chargé de gagner à la cause anti-boulangiste une partie de la presse russe et notamment le *Nouveau Temps* de M. Souvorine. Il devait en outre chercher à influencer dans le même sens certains ministres russes, surtout le ministre des affaires étrangères, à la succession duquel il prétendait être candidat, selon les termes de son rapport. Le télégramme ci-joint de M. Tatistchef du 17 janvier 1889 indique que certaines sommes étaient mises à sa disposition pour ce voyage.

Dans ces conditions M. Tatistchef est certainement à même de prouver l'inanité de l'accusation portée par M. Delahaye contre la presse russe ou de désigner avec preuves à l'appui les journalistes et les journaux vendus à un gouvernement étranger. En attendant l'honneur d'être à mon tour entendu par la Commission d'enquête, je vous prie, Monsieur le Président, de vouloir bien agréer l'assurance de ma haute considération.

Le 16 janvier 1893.

Trois copies de cette lettre furent adressées en même temps à l'agence Havas, au *Figaro* et au *Gaulois*.

Je dois avant tout déclarer que le rapport de M. Tatistchef, communiqué à la Commission ainsi que deux autres dont les originaux sont en ma possession, ne contenait absolument rien de désobligeant ni de compromettant pour M. Floquet. L'ancien

ministre n'a pas été heureux dans le choix de son agent secret, c'est le seul reproche qu'on puisse lui adresser. Il s'en est, d'ailleurs, bien aperçu lui-même.

Je serai encore une fois généreux et ne publierai pas ici le rapport de M. Tatistchef. Il est, du reste, entièrement fait *de chic* et renferme de nombreuses hâbleries ne pouvant compromettre certains hauts personnages qu'aux yeux de ceux qui ignorent absolument leur véritable caractère. Le principal acte réellement accompli par M. Tatistchef durant sa mission fut la publication de plusieurs articles dans un journal de Saint-Pétersbourg. Un extrait d'un de ces articles tomba sous les yeux de l'empereur parmi des coupures de journaux russes. Alexandre III le lut et, selon son habitude de noter ses impressions, inscrivit en marge : « *Kakoï odnako mersavetz!* » (quelle canaille pourtant!). On voit qu'il n'y avait pas là de quoi se vanter.

Le même jour MM. Souvorine (le fils du directeur du *Nouveau Temps*) et Tatistchef furent entendus par la Commission. Rien à dire de la déposition du premier conçue habilement en termes généraux. M. Tatistchef fut plus prolixe et, ignorant complètement que le bureau de la Commission avait déjà ma lettre en sa possession, il fit un long discours sur l'entente franco-russe, sur les services éminents que, poussé par son amour désintéressé de la France, il avait, plusieurs fois dans le courant du siècle, et notamment en 1875, rendus à ce pays, etc. Il glissa, et pour cause, sur son passé diplomatique, mais appuya sur sa croix, sans toutefois parler de ses blessures et, pour conclure, conseilla en termes bien sentis au gouvernement français de continuer à suivre ses inspirations. Les membres de la Commission, auxquels M. Brisson s'était bien gardé de communiquer ma lettre et les documents envoyés, émerveillés de tant de verve et d'aplomb, applaudirent plusieurs fois l'orateur. Moi-même je ne pus résister à l'effet de cette éloquence : le discours, même écourté par le compte rendu analytique, était d'un comique si irrésistible pour ceux qui étaient au courant des choses, que le rire m'avait désarmé, et le soir même je priai l'agence Havas, MM. Magnard et A. Meyer de ne pas publier ma

lettre, préférant réserver mes documents pour les débats devant le tribunal. Mais, comme toutes les dépositions, celle de M. Tatistchef fut intégralement insérée dans le *Rapport* de M. Vallé; elle est donc passée à l'état de document officiel. Or, puisque M. Souvorine a eu l'audace de réveiller cette question tout récemment, à propos de mon livre sur la gestion de M. Witte, la vérité historique exige que cette déposition soit présentée sous son vrai jour. Je suis donc forcé de m'y arrêter un instant.

Afin d'éviter d'être interrogé, M. Tatistchef très adroitement se mit à interroger lui-même la Commission. Il savait fort bien que M. Brisson connaissait depuis longtemps la véritable situation et que, d'accord avec le gouvernement, le président ne cherchait qu'à étouffer le scandale soulevé par cette affaire. M. Tatistchef était donc sûr de l'appui de M. Brisson dans ses efforts pour embrouiller le débat. Détourner l'attention du véritable cadavre, c'était la tactique indiquée : aussi, dès le début, M. Tatistchef feignit-il très habilement de confondre le chèque en question avec un des chèques touchés au Panama par Cornélius Herz; tout l'interrogatoire de M. Brisson roula donc sur ce quiproquo excessivement amusant.

M. Tatistchef. — Nous savons qu'il a été question d'un chèque de 500000 francs, je crois; que ce chèque, selon ce qui a été dit à la Commission, aurait été touché par M. Cornélius Herz... et le montant remis au représentant d'un organe de la presse russe. Est-ce ainsi, monsieur le Président, que l'accusation a été formulée?

Jamais rien de pareil n'a été formulé ni devant la Commission ni ailleurs; il aurait été vraiment trop inepte de croire que Cornélius Herz, l'agent de la triplice, se serait dessaisi en faveur de la presse russe des 600 000 francs (et non 500 000) qu'il avait extorqués à la Compagnie de Panama! D'ailleurs, il résulte du réquisitoire de M. Flach, pendant le procès de M. Herz, que ce dernier se trouvait lui-même dans la plus profonde misère, sous la menace d'une vente judiciaire, au moment où il fit chanter pour la première fois la Compagnie de Panama.

M. le Président. — Je vais faire chercher par l'un de messieurs les secrétaires la pièce originale pour pouvoir vous répondre avec précision. *Il*

n'a été prononcé en ce qui vous concerne personnellement ou en ce qui concerne votre journal aucune allégation devant la Commission d'enquête. Je croyais bien m'en souvenir. *J'ai sous les yeux en ce moment-ci une pièce dans laquelle cette allégation aurait pu être formulée. Je vais la relire avec un de messieurs les secrétaires et un troisième membre de la Commission...*

Il s'agit évidemment de ma lettre et du rapport de M. Tatistchef lui-même.

Il n'y est absolument question ni de vous (sic) *ni du journal que vous dirigez* (?)... Connaissant votre grande notoriété (*sic*) dans votre pays, etc.

M. Brisson, avec sa réputation d'austérité, a dû bien souffrir en prononçant ces paroles. Ajoutons que M. Tatistchef n'a jamais dirigé aucun journal! Il met bien sur ses cartes de visite « Directeur politique du *Messager russe* », mais cette mention est aussi fantaisiste que sa déposition. Il n'existe pas de directeur politique dans la presse russe; l'unique directeur du *Messager russe*, l'ancien organe de Katkof, tombé en quenouille, fut M. Berg; M. Tatistchef n'en était qu'un collaborateur intermittent.

Mais M. Brisson a beau vouloir couper court aux questions, M. Tatistchef est sans pitié pour lui et poursuit son interrogatoire :

Je répète ma demande, monsieur le Président. Veuillez me dire, si c'est possible, si ce chèque a été effectivement touché par M. Cornélius Herz pour être remis à la personne que nous avons autant d'intérêt que vous à retrouver, et à quelle date ce chèque a été remis à cette personne et touché par elle.

M. le Président. — Nous ne savons pas par qui le chèque a été touché.

M. Tatistchef. — Et la date, monsieur le Président?

M. le Président. — Mathé, notre archiviste, vous la donnera d'une manière tout à fait officielle.

Pendant qu'on recherche à quelle date Cornélius Herz a touché son chèque, — ce qui n'a pas le plus lointain rapport avec l'objet de l'interrogatoire, — M. Tatistchef fait son interminable conférence sur sa brillante carrière de diplomate et de journaliste intègre et indépendant. Plus d'une fois, nous voulons le croire, M. Brisson eut envie de lui clore la bouche

avec son rapport à M. Floquet et avec son télégramme réclamant l'argent. Mais il y allait de l'honneur d'autres personnages autrement haut placés. M. Tatistchef était capable de manger le morceau et la consigne était de faire le silence... Néanmoins le trouble de l'honorable président était tel qu'en indiquant le mois de décembre 1885 comme l'époque où Cornélius Herz avait extorqué son chèque, il oublia complètement qu'à cette date il était, lui M. Brisson, président du conseil des ministres; que par conséquent il devait, dans son propre intérêt, mettre fin à la ridicule confusion que M. Tatistchef cherchait à établir entre le chèque de 600 000 francs de Cornélius Herz et l'affaire des 500 000 francs — survenue dans l'hiver 1887-1888!

Mais le Président se sacrifie lui-même et finit par dire :

> *Je réitère* que jusqu'ici il n'a été porté devant la Commission aucune allégation ni concernant votre personne, ni concernant votre journal. (Rapport Vallé, Annexe I, pp. 666-671.)

M. Tatistchef remercie le Président de la bienveillance avec laquelle il s'est soumis à son interrogatoire et, après avoir rappelé qu'il n'a jamais eu affaire à Cornélius Herz, il se retire triomphant. Quelle scène pour le Palais-Royal que cette déposition, s'il ne s'était agi, au fond, de choses aussi tristes, presque tragiques!

Le lendemain, le gouvernement voyant l'enquête prendre une tournure inquiétante grâce aux documents que j'avais adressés à la Commission, entra en pourparlers avec moi par l'intermédiaire d'un haut fonctionnaire, avec qui j'étais depuis près de vingt ans en excellents termes. A ma grande surprise, on se méprenait complètement au ministère de l'intérieur sur mon attitude dans l'affaire. On n'y avait aucune connaissance des efforts que j'avais tentés à la *Nouvelle Revue* et au *Nouveau Temps* pour déterminer la presse russe à étouffer les scandales au lieu de les exagérer et de les exploiter dans un intérêt qui n'était pas celui des deux pays. Bien plus, mes longs télégrammes envoyés à de hauts personnages, dont trois ministres, le 15 janvier, à propos de la fausse dépêche de Pawlowsky,

avaient échappé à l'attention de la place Beauveau ! Par contre, le gouvernement s'était beaucoup ému d'un télégramme que M. Déroulède m'avait adressé le 16 janvier pour me prier de venir lui parler à la Chambre avant de me rendre à la Commission : on croyait y voir l'indice que je m'étais entendu avec le député de la Charente pour amener un esclandre ! En réalité, M. Déroulède, ignorant que j'avais déjà envoyé mes documents sur M. Tatistchef à la Commission d'enquête, me priait au contraire d'épargner ce malheureux et en général de ne rien négliger pour que le silence se fît sur les malheureux 500 000 francs. Dès le début M. Déroulède avait vivement regretté la révélation de M. Delahaye et il ne dépendit certes pas de lui que toute l'affaire ne fût étouffée dans l'œuf.

On était donc, à la préfecture et à la place Beauveau, très mal informé de ce qui se passait, et on fut bien surpris quand on sut qu'après avoir tout fait pour éviter certaines révélations, j'avais été forcé par des agents provocateurs de sortir de ma réserve et de recourir aux tribunaux pour atteindre les calomniateurs. L'enquête que nous poursuivîmes alors en commun nous démontra bientôt que l'interview d'Arton publiée par le *Journal* avait été inventée par un individu plus que louche, afin de compromettre M. de Mohrenheim. Lui et ses complices connaissaient mes mauvais rapports avec l'ambassadeur; si néanmoins ils m'avaient désigné comme intermédiaire, c'était dans l'espoir que, visé directement, je profiterais de l'occasion pour faire un procès qui aurait pu atteindre un adversaire politique. C'était donc un piège assez habile qu'on me tendait et il aurait parfaitement réussi sans la rétractation du *Journal!*

Dans ces conditions, et afin de ne pas me faire le complice même involontaire de machinations aussi honteuses, je me déclarai prêt à abandonner les poursuites contre MM. Pawlowsky et Souvorine, mais à la condition expresse que le *Nouveau Temps* démentirait de la façon le plus catégorique la fausse nouvelle me concernant. J'ignore quels moyens de coercition le gouvernement français employa pour décider le

Nouveau Temps à me donner satisfaction[1]; en tout cas, ils se trouvèrent efficaces. M. Souvorine essaya bien de disculper son digne correspondant en rejetant la faute sur le traducteur de la rédaction. M. Pawlowsky aurait télégraphié : « Bénéficiaire réel tierce personne » et c'est le traducteur qui aurait ajouté le mot « et » (*i* en russe) avant « tierce personne ». Cette explication boiteuse ne pouvant être jugée satisfaisante, j'exigeai l'insertion de la note rectificative parue dans le *Journal*. M. Souvorine s'exécuta le lendemain.

Il ne restait que le danger d'être appelé devant la Commission. Interrogé sous la foi du serment, j'aurais naturellement été obligé de dire *toute la vérité*, le mieux était donc que M. Brisson ne me convoquât pas. C'est ce qui fut décidé.

Mentionnons encore l'épilogue instructif de cette triste affaire. Le 17 mars un journal du matin accusa M. Ribot d'avoir exercé une pression sur le défenseur de M. Cottu, afin d'obtenir de lui le silence sur le bénéficiaire du fameux chèque. Cette accusation amena M. Ribot à faire du haut de la tribune la fameuse déclaration sur l'ambassadeur d'une puissance amie qui a provoqué tant de sensation. On a violemment reproché au ministre d'avoir relevé cet incident, on a cherché l'explication de son attitude dans nous ne savons quelles pensées de derrière la tête. Pour nous qui l'avons vu tout mettre en œuvre afin d'étouffer l'affaire dès le début, nous devons admettre que M. Ribot a obéi dans la circonstance à des considérations patriotiques d'ordre supérieur...

A cet exposé des tentatives faites pour exploiter contre l'entente franco-russe les révélations de M. Delahaye concernant le chèque de 500 000 francs, on pourrait joindre quelques citations des commentaires publiés sur ces événements par les journaux étrangers inféodés à la triplice. Pour des raisons aisées à comprendre nous renonçons à compléter de la sorte notre récit. Disons seulement que, tandis que la censure russe interdisait sévèrement à la presse toute allusion à l'accusation

1. M. Souvorine devrait faire connaître ces moyens à ses lecteurs.

contre « un ambassadeur étranger », le *Grajdanine* du prince Mestchersky, *entièrement acquis à l'Allemagne* et ami du Pont des Chantres, brava seul cette interdiction, ce qui attira une admonestation sévère à ce journal. Dans la presse étrangère l'incident était *caviarisé;* le discours même de M. Ribot n'échappa point à cette mesure de rigueur.

Les très louables efforts du gouvernement et de la Commission d'enquête pour étouffer la partie de l'accusation de M. Delahaye dont nous nous sommes occupé n'empêchèrent pas, malheureusement, les adversaires de l'entente franco-russe de tirer de cette affaire tout le profit possible. En s'attaquant un peu au hasard à toutes les personnes qu'à tort ou à raison ils soupçonnaient d'avoir contribué à cette entente, ils comptaient les compromettre en bloc dans l'esprit du tsar. On ne connaît de leurs manœuvres que celles qui se sont étalées au grand jour dans la presse; mais, la lumière entière n'ayant pas été faite, qui sait quelles calomnies envoyées de Berlin, de Londres et d'autres capitales ont pu arriver jusqu'aux oreilles d'Alexandre III?

Là et là seulement gisait le danger sérieux. Pour y parer il fallait laisser éclater la vérité tout entière. On aurait vu alors, ce que nous venons d'établir à présent, que les véritables artisans de l'entente entre la Russie et la France étaient absolument indemnes même de tout soupçon; que le gouvernement français n'avait pas excédé son droit de légitime défense en s'assurant contre le boulangisme le concours de diplomates plus ou moins en fonction ou de journalistes qu'il croyait influents. En effet, l'argent fut extorqué par l'intermédiaire trop intéressé, que l'on connaît, au profit de Petrowsky et de ses pareils sous le prétexte tout imaginaire que j'étais sur le point de prendre la direction de la *Gazette de Moscou*, et comme j'étais, — on n'a jamais su pourquoi, — accusé d'être inféodé au général Boulanger, il fallait soustraire ce journal à mon influence. Or, quand l'affaire s'était passée, M. Petrowsky était depuis longtemps nommé à la *Gazette de Moscou!* Le désir d'arriver à un accord avec la Russie ne jouait donc qu'un rôle secondaire dans cette

affaire; les deux ministères qui ont si généreusement prodigué leurs fonds secrets sur les bords de la Néva étaient d'ailleurs les moins passionnés pour un pareil accord. Est-ce la source de l'argent dépensé qui gênait le gouvernement français? Mais comment ses adversaires auraient-ils pu établir que cet argent provenait des caisses de Panama?

Faire la lumière, c'était jeter à l'eau plusieurs personnes sans doute, mais quelques brebis galeuses ne déshonorent pas une corporation et mieux valait les sacrifier que de laisser planer le soupçon sur tout le monde. Le genre de considération dont ces gens jouissent dans leur pays n'en aurait même pas souffert. *Par contre, le pavé de Paris serait devenu trop brûlant pour certains d'entre eux qui, jusqu'à présent, n'ont fait que compromettre les relations entre les deux pays et qu'égarer l'opinion publique en France.*

De toutes les intrigues machinées par les ennemis d'une alliance franco-russe, aucune n'a réussi à impressionner aussi défavorablement le tsar que cet épisode des scandales de Panama. Le voile qu'on voulut à tort jeter sur les défaillances de personnages dont Alexandre III connaissait depuis longtemps les tares, ce voile a projeté une ombre suspecte sur l'entente franco-russe elle-même...

CHAPITRE XVII

SOMMAIRE. — La visite de l'escadre russe; pourquoi elle fut retardée; intrigues nouées autour de cette visite. Perplexité à Fredensborg et tâtonnements à Paris; intervention de la presse. Après Toulon; conséquences politiques des manifestations enthousiastes. La guerre douanière entre la Russie et l'Allemagne; les dessous de cette guerre. Le rôle de M. Witte; ma campagne contre sa politique financière; dangers pour la bonne harmonie entre la France et la Russie. Les engagements du ministre des finances. Une guerre en vue. Les menaces de l'Angleterre; l'escadre russe quitte les eaux françaises. Dualisme apparent du gouvernement allemand; antagonisme entre MM. de Caprivi et Miquel. La visite du comte Kalnoky à Monza et la résurrection subite de Crispi; les dessous de ces événements. Le roi Humbert et M. Bonghi. La réconciliation entre Guillaume II et Bismarck en vue de la guerre prochaine. La visite de Guillaume II à Friedrichsruh; violente sortie de l'ex-chancelier. La détente subite; ses véritables raisons. Assurances du comte Schouwalof. Menaces anglaises. Campagne contre la marine française. Le dessous de l'incident Beauchamp-d'Aunay. Une future insurrection en Pologne; organisation complète; son chef désigné. Pourquoi M. Koscielsky a subitement déposé son mandat au Reichstag. La grand'croix de la Légion d'honneur comme récompense pour la conclusion du traité de commerce russo-allemand. Portée politique de ce traité. Son avenir.

Les déplorables scandales de Panama avaient éclaté au moment où le gouvernement russe se préparait à envoyer une escadre dans les eaux françaises. Après l'exposé fait dans le chapitre précédent, on comprendra sans peine qu'ils ne pouvaient manquer de réagir fâcheusement sur les intentions du tsar. L'envoi de la flotte fut retardé de plus de six mois; elle se rendit non à Brest ou à Cherbourg, mais à Toulon, et au lieu de l'amiral Kaznakof, ce fut l'amiral Avelane qui en eut le commandement.

Ces changements avaient plus de portée qu'il ne le semble au premier abord, nous le verrons bientôt. On a expliqué de

différentes façons le retard apporté à la visite de l'escadre qui, d'après le projet primitif, devait faire escale dans un port français en allant à New-York. La version la plus accréditée est celle-ci : M. de Mohrenheim était compris dans le grand mouvement diplomatique auquel devait donner lieu la retraite de M. de Giers qu'on s'attendait à voir quitter le service au printemps à son retour de l'étranger, et Alexandre III préférait être représenté en France, au moment de l'envoi de l'escadre, par le nouvel ambassadeur. Toulon fut choisi comme port militaire le plus éloigné de Paris, on devine pour quels motifs. Quant au changement du commandant de l'escadre, cette mesure fut prise à la dernière heure, sur les instances de M. de Giers, mettant en avant cette raison caractéristique que l'amiral Kaznakof parlait *trop bien le français!*

Cela indique suffisamment quelles étaient les dispositions générales dans certains milieux pétersbourgeois. D'autres circonstances encore semblaient conspirer contre cette visite. M. de Giers, quoique très malade, ne s'en jugea pas moins apte à conserver la direction des affaires extérieures de la Russie, en quoi on ne saurait lui donner tort, quand on pense à la manière dont il les avait conduites étant en pleine santé. Le mouvement diplomatique projeté fut aussi renvoyé à une époque indéterminée; plusieurs maladies opportunes ayant empêché M. de Mohrenheim de prendre son congé annuel avant l'arrivée du tsar à Fredensborg, le proverbe allemand : « Zeit gewonnen — Alles gewonnen » se trouva heureusement pour lui confirmé une fois de plus.

Afin de mieux accentuer sa grande impartialité envers la France — et point n'est besoin d'être de première force en psychologie pour saisir ses motifs intimes, — l'ambassadeur russe s'était remis à broyer du noir dans ses rapports. Il se montrait de plus en plus pessimiste à mesure qu'approchait la visite de l'escadre russe à Toulon. Pendant un séjour que je fis à Copenhague vers le milieu de septembre, je ne fus pas peu surpris de retrouver dans les cercles à même d'être bien informés les échos des plaintes de M. de Mohrenheim à M. de Morès,

qui avaient donné lieu à l'échange de lettres si instructives entre notre ambassadeur et M. Clémenceau. Seulement, cette fois, elles étaient bien plus précises : le conseil municipal de Paris serait presque tout entier acquis à lord Dufferin; le gouvernement français n'osait pas le convoquer, sûr d'avance qu'il refuserait toute participation à la réception des officiers de l'escadre russe! C'étaient encore les inépuisables largesses de l'ambassadeur britannique qui auraient décidé certains journalistes français à substituer dans la circonstance leur action à celle du gouvernement; bien entendu, cet empressement cachait un calcul diabolique : en semant l'or avec habileté, on arriverait aisément à exciter des troubles pendant les fêtes; de petites émeutes dans la rue, accompagnées de provocations à l'adresse de l'Allemagne ou de cris injurieux proférés contre le tsar, compléteraient le tableau. La rue de Grenelle se portait aussi garant que M. Carnot *refuserait absolument de se rendre à Toulon pour y saluer l'escadre russe!...*

Des renseignements de ce genre arrivant au moment où l'amiral Avelane se trouvait à Copenhague pour recevoir les dernières instructions, la perplexité et les hésitations y furent assez grandes. Il faut reconnaître que l'abstention du ministère français laissait le champ libre à toutes les interprétations malveillantes. On a expliqué cette attitude du cabinet Dupuy par le manque d'instructions de Fredensborg : à toutes les questions M. de Mohrenheim répondait qu'il ignorait encore quels étaient les désirs de l'empereur. C'était peut-être vrai. Mais le gouvernement français n'avait, lui, aucune instruction à attendre pour préparer son programme de réception. C'est au maître de la maison qu'il appartient de prendre les dispositions voulues pour faire honneur à son hôte. Les choses s'étaient ainsi passées à Cronstadt; — il n'y avait aucune raison pour qu'il en fût autrement à Toulon. Au quai d'Orsay on devait être au courant de la situation forcément embarrassée de M. de Mohrenheim; si le cabinet voulait savoir les intentions du tsar, il pouvait charger son représentant diplomatique à Copenhague de s'en enquérir. La plus grave faute commise fut

d'abandonner à la presse le soin de recevoir les marins russes. L'escadre rendait visite à la France représentée par son gouvernement et nullement aux directeurs de quelques journaux de Paris ; il y eut là une réelle maladresse qui, à un moment donné, faillit mettre en question la visite même de l'escadre ; en tout cas, ce défaut de tact rejaillit sur les débuts des fêtes et, — ce qui est autrement grave, — sur leurs conséquences politiques...

L'événement est encore trop récent et l'élan patriotique du peuple français fut trop admirable pour qu'une analyse plus profonde de l'un et de l'autre soit bien opportune. D'ailleurs, l'irrésistible enthousiasme des manifestations couvre tout et fait passer l'éponge tant sur les erreurs des gouvernants que sur les maladresses regrettables des organisateurs habituels des fêtes publiques et même sur ce qu'il y eut d'exagéré dans le débordement de la joie populaire. Il est cependant impossible de ne pas relever certains faits, comme le départ subit des grands-ducs de Russie qui quittèrent Paris à la veille des fêtes, et surtout celui du grand-duc Alexis, grand amiral de la flotte russe, dont la place était, non à Saint-Sébastien, mais à Toulon à la tête de l'escadre, la froideur presque glaciale du télégramme arrivé de Fredensborg en réponse à la première dépêche, si chaleureuse, de Carnot et l'absence de toute réponse à la seconde. Ce n'est qu'au moment où le président de la République visita la flotte à Toulon que, devant l'explosion des sentiments enthousiastes de la France entière, la glace se rompit enfin et que le tsar trouva des paroles à l'unisson de l'admirable élan qui jetait deux grands peuples dans les bras l'un de l'autre. Sans doute, l'atmosphère légèrement cosmopolite de Fredensborg ne disposait guère Alexandre III à des manifestations d'une grande portée politique, mais la réserve qu'il observa au début avait sa principale cause dans les menées de la rue de Grenelle et les hésitations des ministres français.

Dès mon retour de Copenhague, j'avisai un très haut personnage non politique des intrigues nouées autour de la visite prochaine de l'escadre et je représentai avec force combien il

importait que M. Carnot se rendît à Toulon; à cette occasion, j'appris sans la moindre surprise que si à l'Élysée on avait un instant hésité à faire ce voyage, c'était encore par suite de fausses informations venant de la même source...

Mais revenons aux conséquences politiques des fêtes de Toulon. Très sceptique à ce sujet avant les fêtes[1], je devins presque pessimiste après. La politique extérieure ne se fait point par les foules et dans la rue. Les manifestations populaires peuvent créer des situations favorables, indiquer même des solutions, mais, pour réaliser celles-ci, il faut le concours d'hommes d'État à la fois capables et sincèrement décidés à s'y employer de tout leur pouvoir. Or, après Cronstadt, j'avais exprimé des craintes sur la possibilité d'aboutir à des résultats définitifs avec le personnel diplomatique existant dans les deux pays. Après Toulon, ce n'étaient plus des craintes que j'éprouvais, j'avais le pressentiment d'un avortement prochain. Le rôle de Cassandre n'est jamais bien tentant, surtout au milieu de l'ivresse générale. C'est pourquoi, résistant à de nombreuses sollicitations, je gardai un silence obstiné sur les événements. Dans l'unique interview[2] à laquelle je me prêtai, voici comme je conclus :

> Dans tous les cas, je suis profondément convaincu que le moment actuel est on ne peut plus propice pour obtenir d'Alexandre III la signature d'un traité.
>
> On fera bien de ne pas oublier en France que, quand une jeune fille se livre elle-même et sa dot à son fiancé avant la signature du contrat, elle risque fort de ne pas être épousée si le mariage ne se fait pas le lendemain. Dans ces dernières semaines, elle s'est livrée elle-même et tout entière au tsar. Il n'est que temps que les épousailles se fassent.

La réaction était inévitable après plusieurs semaines d'enivrement. Avant de s'abandonner à cet enthousiasme, on n'avait

1. On fut un peu étonné de mon effacement complet pendant les fêtes de Toulon. M. Souvorine m'a encore récemment reproché cette abstention. Ayant été à la peine plus que tout autre, j'aurais, semble-t-il, dû être à la joie. Les causes de mon abstention étaient multiples. Je suis en général peu porté vers les fêtes populaires ; l'éloquence des banquets officiels a également peu de charme pour moi. En l'espèce, il me répugnait surtout de prendre part à des réjouissances organisées par Canivet à qui Souvorine, Tatistchef, etc., donnaient la réplique.

2. *Événement*, numéro du 4 novembre 1893.

pas recherché s'il était fondé, on se le demanda après et, selon l'usage, l'esprit critique, en prenant sa revanche, dépassa la mesure. C'était aux gouvernants des deux pays d'aviser de façon à épargner à la foule dégrisée des déceptions cruelles. Le désenchantement, en pareil cas, va vite aux extrêmes. L'accord latent entre les deux nations, qui pendant six ans avait suffi à maintenir la paix en Europe et à donner à la France le sentiment de la sécurité, ne pouvait plus satisfaire un public dont un emballement prodigieux avait exalté les espérances. C'est ce qui arriva, — avec beaucoup d'autres choses encore.

Au moment des fêtes de Toulon, une guerre de tarifs qui menaçait de prendre une tournure très dangereuse était engagée entre la Russie et l'Allemagne. Que sortirait-il de la conférence réunie à Berlin : — un traité de commerce ou un conflit dépassant la sphère des intérêts économiques? Pour les initiés, la seconde alternative était la plus probable ; en Allemagne, du moins, on y était parfaitement résigné. Nous avons déploré plus haut que la visite de l'escadre qui devait avoir lieu au printemps eût été remise à l'automne : si l'on s'était tenu à la date primitivement fixée, la Russie aurait pu tirer de l'accueil fait à ses marins les conséquences politiques les plus profitables pour les deux États. La guerre de tarifs n'aurait probablement pas éclaté ou, du moins, n'aurait pas pris des proportions aussi graves et le gouvernement russe ne se serait pas vu acculé à ce dilemme : entrer en lutte contre la triplice dans les conditions les plus défavorables ou sacrifier les intérêts les plus vitaux du pays.

Dans notre ouvrage récemment paru : *M. Witte et les finances russes*, nous avons raconté les dessous de la guerre de tarifs qui avait éclaté entre la Russie et l'Allemagne. Nous y avons démontré, par les aveux mêmes de M. Witte, que cette guerre douanière poursuivait en première ligne le but politique de rétablir entre la Russie et l'Allemagne les anciennes relations rompues si heureusement en 1887.

Un des principaux motifs, disions-nous (page 22 de ce livre), qui m'avaient décidé en décembre 1892 à entreprendre une campagne contre la gestion

financière de M. Witte (dans la *Nouvelle Revue* de 1892-93) était ma conviction que ce ministre se préparait à réaliser enfin le rêve caressé depuis si longtemps par la Prusse et à livrer par un traité de commerce avec l'Allemagne la Russie sans défense à l'exploitation germanique... « L'Allemagne, qui a expulsé les fonds russes de son marché, est sur le point de conclure un traité de commerce avec la Russie excessivement favorable à ses intérêts. M. Witte feint d'être opposé à la conclusion de ce traité, quoique *depuis le 9 novembre 1892 il se soit irrévocablement engagé à le signer*. Est-ce que la signature d'un traité de commerce français n'aurait pas dû précéder, — ne serait-ce que par pure convenance, celle d'un traité avec l'Allemagne ? La France a encore d'autres articles susceptibles d'être importés en Russie, en dehors de son or. » (*Nouvelle Revue*, 1er mars 1893, p. 197.)

M. Witte avait, en dehors de ces engagements, encore d'autres puissantes raisons personnelles pour réaliser le rêve que la Prusse a vainement caressé depuis 1820. Arrivé au pouvoir grâce à l'appui de certains personnages de la cour et de l'entourage intime d'Alexandre III, qui ne s'étaient jamais consolés de la rupture des anciennes relations entre Pétersbourg et Berlin, et auxquels l'entente avec la France, malgré son état précaire, ne rappelait que trop leur défaite de l'année 1887, M. Witte ne pouvait mieux consolider sa position qu'en cherchant à défaire l'œuvre de Katkof. En même temps qu'avec l'Allemagne, M. Witte engagea des négociations avec l'Autriche-Hongrie ; l'alliance des trois empires devait ainsi être rétablie sur le terrain économique. Afin qu'aucun doute ne pût subsister sur ses arrière-pensées politiques, M. Witte prit soin, dans de nombreuses interviews accordées à des journalistes allemands avant et après la conclusion du traité de commerce, de souligner ce côté de la question et de glorifier d'avance le rétablissement prochain des anciennes relations cordiales avec les deux empires voisins[1].

Est-il besoin de dire que M. de Giers soutint de ses dernières forces M. Witte dans cette lutte engagée contre l'entente franco-russe ? Ce ministre eut le bonheur de terminer sa carrière par

1. Je renvoie le lecteur au chapitre II de mon livre sur M. Witte, où j'ai publié les entrevues de ce ministre avec M. Harden de la *Zukunft*, M. Schweitzer de la *Post*, les rédacteurs du *Daily Telegraph*, de la *Neue Freie Presse*, du *Börsen-Courier*, etc. (Voir aussi *Les finances russes et l'épargne française*. Réponse à M. Witte. Paris, 1895, chez M. Charles.)

un grand succès personnel : les traités de commerce avec l'Allemagne et avec l'Autriche-Hongrie furent sa revanche de tous les échecs subis depuis 1886. Dans les articlés nécrologiques consacrés à M. de Giers la presse russe fut unanime à relever ce fait que les journaux français feignaient d'ignorer, pour pouvoir couvrir de fleurs la tombe de cet adversaire implacable de la France...

Je dois me borner à exposer ici les conséquences qu'eurent pour la politique extérieure la guerre de tarifs et l'union douanière qui la termina. Il est indispensable de projeter un peu de lumière sur les événements si déconcertants et restés si obscurs qui suivirent les fêtes de Toulon. Qu'il me soit permis de citer encore l'ouvrage en question :

> Mais il s'en fallait de beaucoup que du côté de l'Allemagne on se contentât aussi aisément de concessions purement économiques : après les manifestations de Toulon et surtout après le télégramme adressé le 27 octobre à M. Carnot par le tsar, on était bien plus disposé à pousser les choses jusqu'au bout : profiter de la guerre de tarifs si étourdiment provoquée par M. Witte pour obtenir de la Russie, en dehors d'un traité de commerce avantageux, des gages politiques certains ou recourir à l' « *ultima ratio* » et trouver dans ce conflit un « *casus belli* ». Les deux camps hostiles dans lesquels l'Allemagne s'était divisée à propos de cette guerre de tarifs, les agrariens qui voulaient empêcher l'accord, et le monde des affaires qui souffrait du trouble apporté dans les relations commerciales avec la Russie, auraient salué avec un égal enthousiasme une guerre destinée à mettre un terme à une crise intolérable. Aux premiers on aurait assuré qu'on ne voulait pas sacrifier aux exigences de la Russie les intérêts supérieurs de l'agriculture, au second que la force des armes seule pouvait ouvrir à l'Allemagne les immenses débouchés convoités (p. 30).

On voit avec quelle facilité le gouvernement allemand pouvait entraîner derrière lui les deux courants principaux de l'opinion publique réunis dans le même sentiment, qu'une guerre avec la Russie était le seul moyen de mettre fin à la crise dont souffrait le pays. Les récentes manifestations de Toulon lui permettaient d'affirmer qu'une telle guerre était inévitable et que mieux valait tenter le sort des armes pendant que la triplice était encore intacte, avant que l'armée russe ne fût tout entière munie de nouveaux fusils et alors que l'Angleterre,

financière de M. Witte (dans la *Nouvelle Revue* de 1892-93) était ma conviction que ce ministre se préparait à réaliser enfin le rêve caressé depuis si longtemps par la Prusse et à livrer par un traité de commerce avec l'Allemagne la Russie sans défense à l'exploitation germanique... « L'Allemagne, qui a expulsé les fonds russes de son marché, est sur le point de conclure un traité de commerce avec la Russie excessivement favorable à ses intérêts. M. Witte feint d'être opposé à la conclusion de ce traité, quoique *depuis le 9 novembre 1892 il se soit irrévocablement engagé à le signer.* Est-ce que la signature d'un traité de commerce français n'aurait pas dû précéder, — ne serait-ce que par pure convenance, celle d'un traité avec l'Allemagne ? La France a encore d'autres articles susceptibles d'être importés en Russie, en dehors de son or. » (*Nouvelle Revue*, 1er mars 1893, p. 197.)

M. Witte avait, en dehors de ces engagements, encore d'autres puissantes raisons personnelles pour réaliser le rêve que la Prusse a vainement caressé depuis 1820. Arrivé au pouvoir grâce à l'appui de certains personnages de la cour et de l'entourage intime d'Alexandre III, qui ne s'étaient jamais consolés de la rupture des anciennes relations entre Pétersbourg et Berlin, et auxquels l'entente avec la France, malgré son état précaire, ne rappelait que trop leur défaite de l'année 1887, M. Witte ne pouvait mieux consolider sa position qu'en cherchant à défaire l'œuvre de Katkof. En même temps qu'avec l'Allemagne, M. Witte engagea des négociations avec l'Autriche-Hongrie ; l'alliance des trois empires devait ainsi être rétablie sur le terrain économique. Afin qu'aucun doute ne pût subsister sur ses arrière-pensées politiques, M. Witte prit soin, dans de nombreuses interviews accordées à des journalistes allemands avant et après la conclusion du traité de commerce, de souligner ce côté de la question et de glorifier d'avance le rétablissement prochain des anciennes relations cordiales avec les deux empires voisins[1].

Est-il besoin de dire que M. de Giers soutint de ses dernières forces M. Witte dans cette lutte engagée contre l'entente franco-russe ? Ce ministre eut le bonheur de terminer sa carrière par

1. Je renvoie le lecteur au chapitre II de mon livre sur M. Witte, où j'ai publié les entrevues de ce ministre avec M. Harden de la *Zukunft*, M. Schweitzer de la *Post*, les rédacteurs du *Daily Telegraph*, de la *Neue Freie Presse*, du *Börsen-Courier*, etc. (Voir aussi *Les finances russes et l'épargne française*. Réponse à M. Witte. Paris, 1895, chez M. Charles.)

clut par cette réflexion épique que « *le lendemain il reste bien peu de traces de pareilles injures!* »

En Allemagne la gravité de la situation se révélait par de nombreux symptômes. Le soudain raccommodement de Guillaume II avec le prince de Bismarck et les visites échangées entre les deux adversaires étaient les signes précurseurs de l'orage. Nous avons cité plus haut (p. 379) une prédiction de Bismarck datant du printemps 1888 : la fameuse bouteille de vieux Steinberger reçue de Guillaume comme gage de réconciliation prouva que, cette fois du moins, il avait été bon prophète. Est-il possible de préciser davantage le but particulier de la paix offerte à l'irascible et vindicatif ermite de Friedrichsruh, paix devenue bientôt un simple armistice? Guillaume II voulait-il demander au vieil homme d'État dont l'action sur le sentiment national était restée si puissante, son concours pour la guerre à la veille d'éclater, ou, au contraire, cherchait-il à obtenir de lui une pression sur les agrariens très récalcitrants au rôle de guillotinés par persuasion? La première hypothèse paraît la plus probable.

Pour obtenir les voix de quelques dizaines d'agrariens, un simple ordre de l'empereur à ses courtisans suffisait. D'ailleurs l'ex-chancelier s'abstint, du moins ouvertement, d'agir sur ses partisans et l'organe attitré de l'opposition agraire enregistra formellement cette abstention. Par contre, le jour même de sa visite à Berlin, le prince de Bismarck dit au docteur Schweininger qu'on était à la veille d'une guerre. Le docteur se hâta d'annoncer cette bonne nouvelle à M. Krupp. Quelques semaines après, un membre du Reichstag, M. von Dönhoff, dans un discours public prononcé à Kœnigsberg, divulgua le propos de l'ex-chancelier. La sensation produite par cette révélation fut immense; mais, avec cette merveilleuse discipline à laquelle en Allemagne la presse d'opposition elle-même sait se soumettre quand des intérêts supérieurs sont en jeu, on fit bientôt le silence sur l'incident. L'authenticité absolue du propos tenu par le prince de Bismarck n'en fut pas moins établie.

C'est entre la visite de l'ex-chancelier à Berlin et celle que

la faillite frappant toujours à la porte, il s'agissait de dissiper les soupçons de ce bon Français toujours mal informé, mais toujours chevaleresque et prêt, en échange de quelques mots aimables, à délier les cordons de sa bourse pour tirer d'embarras le parent latin qui la veille encore se préparait à l'étrangler!

Depuis, M. Bonghi, qui représente dans la politique italienne les *combinazioni* humanitaires, est venu exprès en France pour prêcher la concorde, l'amitié entre les peuples latins et l'oubli des injures; il paraît même que ces paroles y ont trouvé des oreilles bienveillantes. Dieu me garde de mettre en doute la sincérité de l'éminent écrivain! Mais, quelques jours après son retour en Italie, M. Bonghi a déclaré dans un discours public prononcé à Florence qu'il ne conseillait pas à son pays de sortir de la triple alliance, mais seulement de ne pas la renouveler à son expiration. Or, le traité de la triplice a encore quelques années à courir et pendant ces années l'Italie peut retrouver dix autres occasions de tomber sur la France par derrière pendant que l'Allemagne l'attaquera de face. Qu'adviendra-t-il alors des *combinazioni* humanitaires et des sentiments pacifiques de M. Bonghi qui avant son départ pour la France est rentré en grâce auprès de son souverain et a même conféré longuement avec lui?

M. Crispi, lui, n'espère probablement plus que cette bienheureuse occasion de conquérir quelques colonies ou même quelques provinces françaises se présente encore de son vivant. Aussi en veut-il furieusement au gouvernement russe qui a refusé de mettre le feu aux poudres; les menaces de guerre avaient déjà disparu depuis plusieurs mois quand il a commis l'inconcevable inconvenance de couvrir la Russie d'injures grossières dans un discours sur la politique extérieure. Il est vrai que M. de Giers, en train de former aux archives du Pont des Chantres une riche collection de camouflets variés (il y en a même de provenance bulgare), n'en a pas pris ombrage. Son organe officiel, le *Journal de Saint-Pétersbourg*, après avoir déclaré ne pas comprendre l'utilité de la sortie de Crispi, con-

clut par cette réflexion épique que « *le lendemain il reste bien peu de traces de pareilles injures !* »

En Allemagne la gravité de la situation se révélait par de nombreux symptômes. Le soudain raccommodement de Guillaume II avec le prince de Bismarck et les visites échangées entre les deux adversaires étaient les signes précurseurs de l'orage. Nous avons cité plus haut (p. 379) une prédiction de Bismarck datant du printemps 1888 : la fameuse bouteille de vieux Steinberger reçue de Guillaume comme gage de réconciliation prouva que, cette fois du moins, il avait été bon prophète. Est-il possible de préciser davantage le but particulier de la paix offerte à l'irascible et vindicatif ermite de Friedrichsruh, paix devenue bientôt un simple armistice? Guillaume II voulait-il demander au vieil homme d'État dont l'action sur le sentiment national était restée si puissante, son concours pour la guerre à la veille d'éclater, ou, au contraire, cherchait-il à obtenir de lui une pression sur les agrariens très récalcitrants au rôle de guillotinés par persuasion? La première hypothèse paraît la plus probable.

Pour obtenir les voix de quelques dizaines d'agrariens, un simple ordre de l'empereur à ses courtisans suffisait. D'ailleurs l'ex-chancelier s'abstint, du moins ouvertement, d'agir sur ses partisans et l'organe attitré de l'opposition agraire enregistra formellement cette abstention. Par contre, le jour même de sa visite à Berlin, le prince de Bismarck dit au docteur Schweininger qu'on était à la veille d'une guerre. Le docteur se hâta d'annoncer cette bonne nouvelle à M. Krupp. Quelques semaines après, un membre du Reichstag, M. von Dönhoff, dans un discours public prononcé à Kœnigsberg, divulgua le propos de l'ex-chancelier. La sensation produite par cette révélation fut immense ; mais, avec cette merveilleuse discipline à laquelle en Allemagne la presse d'opposition elle-même sait se soumettre quand des intérêts supérieurs sont en jeu, on fit bientôt le silence sur l'incident. L'authenticité absolue du propos tenu par le prince de Bismarck n'en fut pas moins établie.

C'est entre la visite de l'ex-chancelier à Berlin et celle que

Guillaume II lui rendit à Friedrichsruh qu'un apaisement soudain s'opéra entre l'Allemagne et la Russie. Se souvient-on de la violente discussion, nous pourrions presque dire de la querelle qui s'éleva à la fin du repas entre l'empereur et son ancien conseiller? Il n'est pas difficile d'en deviner les motifs : en présence de la grave lutte où l'empire allait s'engager, le prince de Bismarck avait bien voulu oublier ses griefs contre son maître et même les injures par lesquelles depuis trois ans il se vengeait de son renvoi. D'ailleurs, le fait seul qu'une guerre entre les deux anciens alliés était devenue inévitable paraissait justifier avec éclat la politique que Bismarck avait suivie ou plutôt prétendait avoir suivie vis-à-vis de la Russie; c'était donc une condamnation sévère du « nouveau cours » et du chancelier de Caprivi. Comment l'homme d'État disgracié serait-il resté insensible à ce triomphe, surtout quand les événements historiques en vue devaient forcément le faire sortir de la tombe de Friedrichsruh et reparaître une dernière fois sur l'arène politique dans l'apothéose de nouvelles batailles?

Tout autre était la situation quand Guillaume II vint lui rendre sa visite. L'empereur devait annoncer à l'ex-chancelier que la *fête* était décommandée, que l'épée ne sortirait pas du fourreau, — et cela grâce aux concessions complètes de la Russie et aux déclarations des plus satisfaisantes que le comte Schouwalof venait de lui faire au nom du tsar. C'était pour Bismarck l'effondrement de toutes ses espérances, le triomphe éclatant de son rival et successeur. Le général de Caprivi se trouvait avoir réussi brillamment là où le grand chancelier, malgré tous les efforts de son esprit génial et tortueux, avait piteusement échoué; la supériorité du « nouveau cours » sur l'ancien s'affirmait d'une manière incontestable : quatre ans, jour pour jour, après la démission de M. de Bismarck, le traité de commerce et de navigation entre la Russie et l'Allemagne était signé. Le fil qui reliait la Russie au jeune empire, ce fil brisé par Bismarck, le général de Caprivi l'avait renoué; ce n'était même plus un fil, mais une véritable chaîne que cette union douanière que pour la première fois la Russie venait de s'atta-

cher au flanc. On comprend la cruelle déception du prince de Bismarck ; on est presque tenté d'excuser son accès de colère et sa sortie doublement inconvenante contre son souverain et son hôte...

Comment la situation se détendit-elle tout à coup? Pour répondre à cette question, nous n'avons que des conjectures, basées d'ailleurs sur des faits par eux-mêmes incontestables. La détente ne pouvait pas dépendre de l'issue des négociations engagées entre les délégués; de ce côté jamais il n'y avait eu lieu de concevoir aucune inquiétude. Les délégués russes, comme nous l'avons dit, ne luttaient que pour la forme[1]. Ce n'est pas non plus le collègue de M. Witte, M. de Giers, qui aurait au dernier moment mis des bâtons dans les roues. Avant comme après Toulon, le ministre des affaires étrangères de Russie avait gardé ses préférences. Il le montra bien lorsque la noblesse pétersbourgeoise, *sur l'ordre formel du tsar,* offrit un banquet à M. de Montebello. Tous les ministres, tous les hauts dignitaires de l'État présents à Pétersbourg tinrent à honneur de rendre hommage à la France pour l'accueil inoubliable fait à notre marine. Dans cette fête offerte à un ambassadeur, seul le ministre des affaires étrangères brilla par son absence! Et non seulement M. de Giers s'abstint lui-même, mais il invita ses subordonnés à l'imiter. L'honorable M. Chichkine, outré d'une pareille inconvenance, alla sous un prétexte quelconque passer quelques jours à Moscou...

Un refus de ratifier le traité d'union douanière n'était pas à craindre non plus de la part du tsar : quoiqu'il n'eût qu'une confiance limitée dans les lumières de MM. Witte et de Giers, la question était trop spéciale et posée dans des conditions trop graves pour que la ratification pût faire doute. C'est donc du côté de l'Allemagne que la rupture pouvait venir, soit que l'exagération de ses prétentions forçât la Russie à reculer, soit que la loi subît un échec au Reichstag où M. Miquel, avec ses agrariens, pouvait toujours en amener le rejet quand Guillaume II le jugerait opportun.

1. Voir *M. Witte et les finances russes*, pp. 29 et suivantes.

C'est sur des assurances données au dernier moment par le comte Schouwalof à l'empereur d'Allemagne que la politique d'apaisement prit le dessus dans les conseils de Guillaume II. De quelle nature étaient-elles? On l'ignore absolument. D'après certains renseignements, l'ambassadeur russe aurait déclaré qu'aucun traité d'alliance offensive ne liait et ne lierait la Russie à la France; que, loin d'encourager ce dernier pays dans ses pensées de revanche, le gouvernement impérial userait de son influence amicale pour calmer toutes les velléités belliqueuses qui pourraient se faire jour de l'autre côté du Rhin; qu'à ce point de vue les manifestations de Toulon et l'écho qu'elles avaient trouvé en Russie ne pouvaient que raffermir la paix du monde. Si de telles déclarations ont été faites, cela équivaudrait, dégagé de toutes les subtilités diplomatiques habituelles, à l'adoption par la Russie des propositions que M. de Schweinitz avait formulées en février 1887, après le triomphe du prince de Bismarck aux élections, et que le tsar défunt avait très énergiquement repoussées alors comme impliquant en réalité une garantie donnée à l'Allemagne pour le maintien du traité de Francfort (Voir p. 240).

En supposant que l'ambassadeur ait réellement donné des assurances d'une semblable gravité[1], il resterait encore à savoir s'il y était dûment autorisé par d'autres que M. de Giers. Nous sommes réduits sur ce point à de vagues suppositions et ne mentionnons que les bruits les plus accrédités. Ainsi on a raconté que le comte Schouwalof obtint de Guillaume II, en retour de ces regrettables engagements, la promesse vague d'une entente future de toute l'Europe continentale en vue de lutter contre la concurrence des pays d'outremer, seule cause de la crise agricole qui sévit en Europe. La sollicitude bien connue du tsar défunt pour les classes rurales aurait pu être touchée par une perspective aussi heureuse,

1. La mise en scène tout à fait extraordinaire dont Guillaume II a entouré à la cour de Berlin le départ du comte Schouwalof paraît confirmer ces suppositions. L'embrassade publique de l'ancien ambassadeur n'était-elle pas l'expression éclatante des services rendus par lui dans le moment le plus critique de sa longue mission auprès de la cour de Berlin?

mais, hélas! non moins décevante que belle. M. de Caprivi, dans son grand discours au Reichstag pendant la discussion du traité de commerce, ainsi que dans une allocution prononcée à Dantzig pour célébrer son triomphe, fit allusion en termes éloquents mais nuageux à cette tâche prestigieuse du siècle futur, ce qui, du reste, n'en rendait pas l'exécution plus facile. L'accomplissement de cette œuvre devait-il être accompagné d'un désarmement général, comme on crut pouvoir le conclure du langage sibyllin de Caprivi; — ou plutôt a-t-on seulement fait miroiter devant les yeux de l'ambassadeur russe l'idylle de la paix universelle et le retour à l'âge d'or? Tout est possible. Quoi qu'il en soit, si ces mirages peuvent fournir un thème de dissertation aux journalistes à court de sujets ou aux philanthropes désœuvrés, ce n'est pas avec la chimère d'un désarmement général qu'on aurait pu séduire Alexandre III et le décider à des concessions économiques aussi larges ou à la reprise des funestes traditions politiques d'avant 1886.

A moins que le comte Schouwalof n'ait largement dépassé dans ses promesses la pensée véritable du souverain, il faut chercher ailleurs l'explication de l'accalmie subite qui se produisit au moment où l'orage était sur le point d'éclater. Une analyse des conditions dans lesquelles, en cas de rupture des pourparlers, la guerre se serait engagée, peut jeter quelque lumière sur les causes de la détente générale. L'accession éventuelle de l'Angleterre à la triplice devait évidemment peser d'un grand poids sur les décisions des souverains. C'était une menace de nature à rendre la Russie plus malléable. Mais, du moment que l'escadre russe, en s'éloignant de la Méditerranée, avait donné satisfaction à l'Angleterre, l'ardeur belliqueuse de l'Allemagne devait forcément se refroidir. Et à ce propos le bruit courut dans les cercles bien informés que la promptitude avec laquelle la Russie avait renoncé à une station navale dans la Méditerranée tenait à la manière très habile dont on avait exploité aux yeux du tsar les subites révélations sur les prétendues défectuosités qui devaient rendre la flotte française inapte à une campagne maritime. Dans toutes

les combinaisons politiques écloses pendant notre campagne en faveur d'un rapprochement entre la France et la Russie, la marine française jouait naturellement un rôle considérable. Dans l'hypothèse d'une lutte ce rôle devenait prépondérant. On sait quelle sincère admiration pour la flotte française le tsar avait manifestée à Cronstadt et plus tard à Copenhague; et voilà que tout à coup les Français eux-mêmes, par la bouche d'hommes politiques influents, poussent un cri d'alarme, déclarant les cuirassés français hors d'état de tenir la mer, les arsenaux maritimes vides; le personnel même qui jouissait d'une réputation si haute et si méritée dans le monde n'est pas épargné. Le Parlement s'émeut, une commission part pour Toulon et la presse retentit des doléances de ces amiraux improvisés...

Comment s'étonner que tout cela impressionne un gouvernement ami dans un moment où son escadre est menacée par la plus puissante flotte du monde, et où le principal concours sur lequel il comptait pour défendre ses intérêts maritimes paraît lui faire défaut? Laissons de côté les autres bruits qui coururent dans les cercles diplomatiques sur les causes du refroidissement subit du tsar pour l'entente franco-russe. Alexandre III est mort, les hommes qui se trouvaient en ce moment-là à la tête des affaires en France ont disparu de la scène politique. Il est donc superflu d'insister sur des faits aussi graves, surtout quand on ne possède, en ce qui les concerne, que des présomptions.

Nous signalerons toutefois une des causes — certaine celle-ci — de ce refroidissement. On se souvient des déplorables révélations, parues dans le *Figaro*, qui donnèrent lieu à l'incident de Beauchamp-d'Aunay. En apparence, elles visaient M. Carnot, accusé d'être intervenu dans une question de politique étrangère en dehors de son conseil des ministres. Mais les machinateurs de l'intrigue savaient très bien que cette intervention, inspirée par les plus légitimes préoccupations patriotiques, ne pouvait que faire le plus grand honneur à l'ancien président de la République. En réalité, on cherchait à froisser le tsar, et à atteindre la princesse Valdemar qui était, à la cour de Fredensborg, la seule amie de la France, et dont l'action auprès

d'Alexandre III s'était souvent manifestée de la façon la plus heureuse en faveur de l'entente des deux pays. Le succès des conspirateurs dépassa même leurs espérances. Ces indiscrétions qui frisaient la haute trahison froissèrent très vivement Alexandre III, et elles eurent pour la princesse des conséquences malheureuses. Les divulguer — en ce moment surtout — serait cruel et peu opportun. Au lecteur avisé, indiquons encore plusieurs incidents isolés qu'il saura certainement relier entre eux afin d'en saisir toute la portée : la visite du comte de Paris à Fredensborg au mois de septembre 1893, la campagne entreprise après Toulon par divers journaux français en faveur du rappel des lois d'exil et certaine allusion faite par Mgr d'Hulst dans les souvenirs émus qu'il publia aussitôt après la mort du prétendant.

A Potsdam où la famille d'Orléans est avec raison particulièrement détestée, à Windsor où pour des motifs d'ordre privé on voulait écarter certaines éventualités, — on ressentit un véritable soulagement lorsque éclata l'incident Beauchamp-d'Aunay : un événement historique, qui aurait été d'une portée incalculable pour la Russie et la France, était ainsi rendu à jamais impossible...

Encore un incident qui passa presque inaperçu et sur lequel la presse française, je crois, garda le silence, peut bien avoir joué dans les événements de l'hiver 1893-94 un rôle très réel. Par arrêté du gouverneur de Kowno une église catholique attenant à un couvent devait être fermée à Krože (gouvernement de Kowno). La population, afin d'empêcher la fermeture, décida d'y faire célébrer jour et nuit une suite ininterrompue de services religieux. Au bout de quelques jours les autorités russes, perdant patience, donnèrent l'ordre aux cosaques de faire évacuer l'église par la force. Une bagarre sanglante s'en suivit et plusieurs morts et blessés restèrent sur le carreau! Ce regrettable conflit causa, à bon droit, une vive émotion à Pétersbourg; une enquête sévère fut ordonnée, au cours de laquelle on apprit avec une surprise bien déplacée l'existence d'une vaste organisation révolutionnaire, dont les ramifications couvraient

tout le territoire de la Pologne et de ses anciennes provinces. Nous disons que la surprise était déplacée parce que le fait qu'une insurrection devait éclater en Pologne, au premier coup de fusil tiré sur la frontière, ne faisait doute pour aucun de ceux que ne trompent pas les rapports officiels et les manifestations de commande. Nous-même, sous le titre « Provinces frontières », avons consacré, il y a quelques années, un chapitre spécial à cette question dans notre étude sur « Les principes de l'autocratie »[1]; nous y avons longuement démontré que certaines maladresses dans la politique de russification suivie par le gouvernement russe en Pologne et ailleurs ont permis à la Prusse et à l'Autriche-Hongrie d'attirer à elles les sympathies des populations limitrophes, et, qu'au moment de la lutte, la Russie se trouverait en face d'une insurrection formidable, parfaitement préparée et organisée d'avance.

Depuis lors, paraît-il, l'organisation avait fait de grands progrès, le futur gouvernement insurrectionnel avait déjà son chef désigné, — c'était M. Koscielsky, membre du Reichstag, dont on connaît les liens intimes avec Guillaume II; — chaque arrondissement était pourvu d'un chef qui tenait tous les fils de la conspiration dans sa région. On n'attendait que le mot d'ordre de Berlin pour faire éclater un soulèvement plus redoutable qu'aucun de tous ceux que la Russie a eu à combattre en Pologne dans le cours du siècle. Depuis plusieurs semaines, ce mot d'ordre retentissait dans le palais impérial; on n'y entendait que la phrase sacramentelle : « *Die Russen hauen* » (battre les Russes); l'impératrice Augusta elle-même, si placide et si réservée d'ordinaire, l'avait, paraît-il, souvent sur les lèvres...

Les concessions subites de la Russie mirent fin à tout cela. Le député Koscielsky, chef du parti polonais au Reichstag, résigna soudain son mandat, à la stupéfaction de tous ceux qui ignoraient les dessous du drame; l'insurrection polonaise fut

1. *La Russie Contemporaine*. Paris, 1891, pp. 69 et suiv. Cette prédiction, presque autant que l'audace de défendre en Russie les principes de l'autocratie, valut à mon livre les rigueurs des censeurs tous pénétrés au fond de leur âme des doctrines radicales.

décommandée pour le moment au moins. Quelques troubles se produisirent bien à Lodz et à Varsovie, mais ils furent vite réprimés. Ce n'étaient là que les éclairs isolés qui annoncent que l'orage s'éloigne...

Quelle était l'attitude du gouvernement français en face de tous ces événements qui menaçaient de détruire l'œuvre salutaire à laquelle la France devait sept années de sécurité?

Le pays de Molière et de Labiche, avons-nous dit dans notre dernier ouvrage[1], fournit le côté comique indispensable dans tout drame : *le lendemain même de la signature du traité de commerce entre la Russie et l'Allemagne, le gouvernement français, dans une juste appréciation de cet événement historique, accorda la grand'croix de la Légion d'honneur à M. Witte!!* Guillaume II fut moins généreux : il ne donna au ministre des finances de Russie que la grand'croix d'un ordre plus modeste — l'Aigle Rouge. Il est vrai que l'empereur d'Allemagne connaît les usages internationaux qui ne permettent pas d'accorder à un sujet étranger une distinction supérieure à celle dont il jouit dans son propre pays. Or, M. Witte, nouveau venu dans notre bureaucratie, n'avait droit par ses décorations russes qu'aux insignes de commandeur de la Légion d'honneur, si la République française tenait absolument à le récompenser d'avoir porté la plus grave atteinte à l'entente entre la France et la Russie. Déjà, quelques mois auparavant, le ministère français avait octroyé à M. Witte la croix de grand officier ; — celle de Cornélius Herz devenue vacante ne pouvait guère être mieux placée.

Le cabinet de Paris voulait-il, par la distinction suprême accordée à M. Witte, lui témoigner sa reconnaissance d'avoir porté un coup presque mortel à l'entente franco-russe? Nous croyons le gouvernement de la République française incapable de calculs aussi machiavéliques et d'un acte aussi directement en opposition avec les aspirations et les sentiments manifestés par le peuple français tout entier. Nous préférons attribuer la *gaffe* extraordinaire commise en cette circonstance par le ministère français aux mêmes causes qui, depuis 1887, avaient si souvent contrecarré l'action des partisans de l'entente franco-russe, et en première ligne à la complète ignorance dans laquelle les hommes d'État français étaient des véritables événements qui se passaient derrière leur dos. Notre long, trop long récit abonde en preuves de cette nature, — comme en

1. *M. Witte et les finances russes*, p. 33.

abondent aussi les relations que plusieurs de ces diplomates et anciens ministres des affaires étrangères ont dictées à leur trop confiant historiographe, M. Ernest Daudet. La bonne foi de l'auteur est pour nous hors de cause, mais à lire ses récits, on a l'impression qu'ils proviennent non de témoins oculaires, comme le devraient être les ambassadeurs et les anciens ministres, mais de personnes qui par hasard se trouvaient près d'un mur derrière lequel il se passait quelque chose...

Dans le cas particulier de M. Witte, il fallait vraiment une grande dose de bonne volonté pour ne pas entendre ce qu'il criait sur les toits, pour ne pas saisir la portée d'un événement historique qui pour dix années transformait la Russie en Hinterland de l'Allemagne.

MM. de Giers et Witte ont-ils effectivement annulé l'œuvre de six années d'efforts qui avaient amené la nouvelle orientation politique de la Russie? L'entente franco-russe est-elle destinée à disparaître par suite du traité signé à Berlin en mars 1894?

Nous sommes convaincus du contraire. De l'excès du mal naît parfois le bien : la Russie ne pourra supporter pendant dix années un traité appelé à consommer sa ruine économique. Le soulèvement contre ce nouveau traité de Berlin, autrement funeste que ceux de 1878 et de 1884, ne fera que s'accentuer au fur et à mesure que les diverses couches de la population en ressentiront plus cruellement les désastreuses conséquences. Cette révolte des intérêts purement matériels aura forcément son contre-coup politique, et l'œuvre de l'entente franco-russe entreprise en 1886 par Katkof, pour laquelle nous n'avons pas cessé de lutter depuis et qui a si profondément remué et pénétré les deux peuples, survivra aux défaillances momentanées de leurs gouvernements...

Paris, Mai 1894.

TABLE ALPHABÉTIQUE

A

B

J

K

L

M

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE II

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

CHAPITRE VI

CHAPITRE VII

CHAPITRE VIII

Pages

CHAPITRE IX

CHAPITRE X

CHAPITRE XI

CHAPITRE XII



